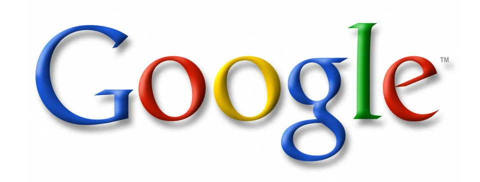
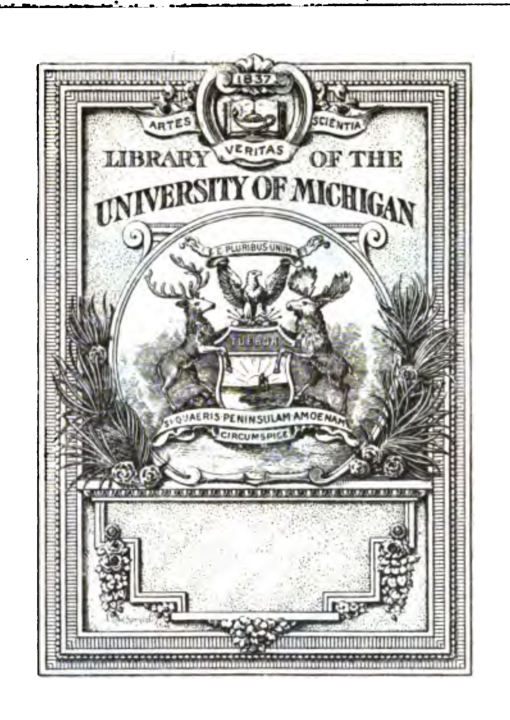
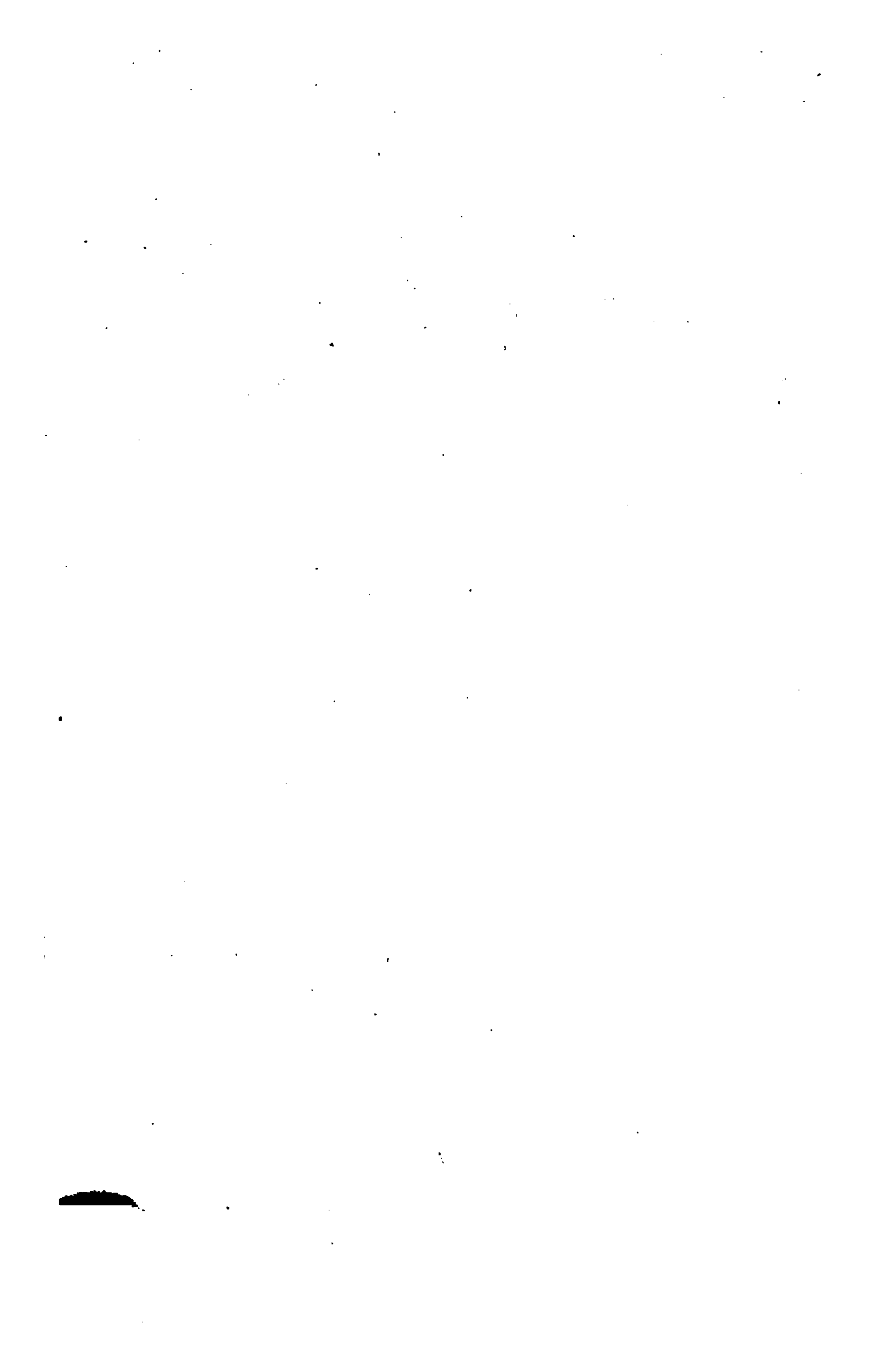




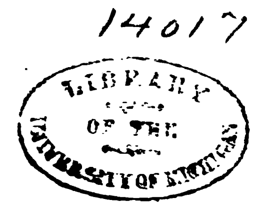

1837
ARTES
SCIENTIA
VERITAS
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

DES ITALIENS

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT. — MESNIL (EURE).



HISTOIRE
DES ITALIENS

PAR

CÉSAR CANTU

Traduite sous les yeux de l'auteur

PAR M. ARMAND LACOMBE

SUR LA DEUXIÈME ÉDITION ITALIENNE

TOME DOUZIÈME

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES, FILS ET Cie
IMPRIMEURS DE L'INSTITUT DE FRANCE
RUE JACOB, 56

M DCCC LXII

HISTOIRE

DES ITALIENS.

LIVRE DIX-SEPTIÈME

(SUITE).

CHAPITRE CLXXXVI.

SCIENCE MORALE ET SOCIALE.

L'homme qui nous dira que si les Italiens écrivent médiocrement et ne se font pas lire il faut surtout l'attribuer au manque d'études philosophiques, celui-là nous estimerons qu'il s'affranchit dans l'art des règles habituelles de l'école.

Des pauvretés de François Soave, officiellement adoptées, l'Italie s'était jetée dans le sensualisme vulgaire de Condillac, bien que de sérieux philosophes le combattissent : comme Gerdil, qui soutint que l'idée de l'être ne peut dériver des sens, bien qu'elle soit une idée formée ; Falletti, qui substitua au principe de la sensation le principe de Leibniz de la raison suffisante et l'idée générale de l'être déduite du *moi* pensant ; Draghetti, qui conçut une doctrine plus complète sur les facultés de l'âme, en la fondant sur l'instinct moral et la raison ; Micelli, qui, repoussant l'*Ontologie* de Wolf, devança Schelling dans la pensée d'un nouveau système des sciences.

Le père Pino, dans la *Protologie*, trouve le premier principe et le fondement d'une science universelle dans la nature

1779-1823.

divine, source de la raison humaine, et qui a pour caractère l'unité avec la pluralité des personnes. La raison humaine est distincte des sens : elle est une et identique dans tous les actes de la pensée ; mais, malgré cette unité, nous sommes non-seulement le sujet et l'objet de l'intelligence, mais l'esprit intelligent qui cherche en Dieu la cause et le type. Toute lumière et toute vérité proviennent donc de Dieu, et la nature divine, c'est-à-dire le dogme de la Trinité, se réfléchit nécessairement dans tous les objets que nous connaissons, et devient la base de toutes les sciences et de la morale. C'est ainsi qu'il s'opposait à l'incrédulité envahissante et aux inepties de Condillac, et devançait de Maistre et Bonald en affirmant que la parole ne peut qu'être révélée. Dans le même temps, Palmieri et Carli combattaient les conséquences du sensualisme appliqué à la religion et au droit public.

1737-1827. Le Brescian Pierre Tamburini, répudiant aussi comme impuissants le sensualisme et la morale de l'intérêt, tirait l'obligation morale du besoin de la perfection, tout en réfutant le progrès indéfini de Condillac. Toutefois, peu écoutés, ces divers philosophes n'empêchèrent pas que les Italiens n'accueillissent avec empressement la maigre idéologie de Tracy, auquel le traducteur Compagnoni ajouta un catéchisme moral, nettement empirique.

C'est ainsi que le sensualisme se répandit ; le pseudo-Lalebasque (Pascal Borelli) soutint, dans la *Généalogie de la pensée*, que la sensation est l'idée. 1770-1846. Pascal Galuppi de Troppea se distingue des purs sensualistes en ce que, tout en adoptant la philosophie expérimentale, il admet avec les éléments objectifs de la connaissance l'esprit humain qui, en méditant, s'élève du conditionnel à l'absolu par la force de l'intuition médiate du raisonnement établi sur les notions. Écrivain fort incorrect et tout empreint de gallicismes, clair néanmoins, sans formalisme ni pédanterie, sans confusion, avec un air de persuasion d'honnête homme et le ton d'un maître affectueux, ils se fait lire plus que d'autres, auxquels il est de beaucoup inférieur. Il répandit l'analyse psychologique de l'école écossaise, et fit connaître les travaux de l'école allemande, au moins dans son chef, mais sans la connaître suffisamment lui-même ; aux formules empiriques de Condillac il substitua le langage de la science moderne ; mais il ne comprit pas la science antérieure de manière à la résumer dans une forme nouvelle, et il bâtit un système entre Locke et Reid. L'identité et la diversité sont des éléments subjectifs de nos connaissances ; il y a donc des vérités primitives d'expérience interne, et ces vérités

ne procèdent pas d'un pur empirisme ou des principes *a priori* de Kant, mais de la subjectivité même de l'esprit, comme ses lois originelles. La conscience, la sensation, l'imagination, l'analyse, la synthèse, le désir et la volonté sont des facultés élémentaires. La conscience et la sensation offrent à l'esprit l'objet des pensées, et l'imagination reproduit ces perceptions; l'analyse isole les objets, la synthèse les groupe; la volonté, mue par le désir, dirige les opérations synthétiques et analytiques, élevant ainsi l'édifice des connaissances humaines.

Peu profond en ontologie, faible en psychologie, Galuppi confond l'une avec l'autre; il procède mal dans la logique; car dans la première partie il traite des formes du raisonnement, et dans la seconde il les applique à des questions qui n'ont aucun rapport avec la logique. Après avoir défini la philosophie « la science de la pensée humaine, » il n'en aperçoit pas les relations avec la morale, la politique et l'économie publique. La faiblesse de ses théories se révèle surtout dans leur application à la morale et à l'esthétique. Dans la dernière, il laisse trop à désirer; quant à la doctrine morale, il admet des jugements pratiques *a priori*, comme serait l'impératif *fais ton devoir;* il place la loi morale dans la droite raison, qui dirige la volonté vers notre bien-être, en indiquant les actes qui peuvent produire le bonheur ou l'empêcher. Dans son pays, Mancini et Tedeschi tombèrent dans l'éclectisme; le jurisconsulte Winspeare exposa les théories de Kant, mais en conservant de la vénération pour Reid et, à distance, pour Leibniz. De Grazia (*Sur la réalité de la science humaine*) reste fidèle à Locke; toutefois, il a soin de repousser les conséquences du sensualisme et d'humilier la raison afin qu'elle laisse agir le pouvoir de l'induction et permette au sens intime de juger irrévocablement la vérité de la méthode expérimentale, en dehors du rationalisme.

Les théories que Joseph de Maistre opposa à la philosophie sensualiste et à l'histoire encyclopédique parurent excessives, surtout dès qu'elles furent proclamées par ceux qui veulent convertir la religion en instrument de réaction; repoussant une innovation radicale dans l'ordre des idées, on tenta de concilier l'expérience avec la raison, comme si leur accord pouvait seul produire un système acceptable (1). Ce fut ainsi que l'on glissa

(1) Nous n'en séparons pas son frère Xavier, aussi hostile que lui à la révolution française, et qui combattit également pour le roi de Sardaigne. Enfermé

souvent dans un éclectisme sans valeur, pour lequel Cousin ne trouvait chez les Italiens que de pauvres idées ramassées dans les épluchures des Français (1). Néanmoins, Baldassare Poli voulut réhabiliter l'école italienne, dont il suivit les traces à travers les siècles jusqu'à nous, en introduisant un éclectisme universel, différent de celui des Français, parce que, sans se borner à choisir ce qu'il y a de vrai dans les systèmes discordants, il met en rapport entre eux les deux principes de l'empirisme et du rationalisme; il ne trouve pas tous les systèmes vrais, comme Cousin, mais tous imparfaits, et il réprouve l'art du syllogisme.

Le Pésarais Térence Mamiani, s'affranchissant des traditions religieuses et du formalisme scolastique, concourut à la restauration historique. La philosophie selon lui, c'est l'histoire naturelle de l'intelligence : elle a pour objet l'étude des méthodes anciennes, attendu qu'en philosophie la méthode est tout, et que toute réforme naît d'un changement et d'un progrès de la méthode; c'est en elle que consiste la différence entre la science et la vérité; la science, en définitive, n'est que la vérité méthodique, et l'on peut réduire à une question de méthode toute discussion philosophique. Au dire de cet élégant écrivain, les anciens Italiens connurent la méthode véritable, et quiconque la ressusciterait compléterait la science, de laquelle on déduirait que les dernières conclusions de la philosophie rationnelle doivent coïncider avec les jugements du sens commun. « Le jour où la méthode de Galilée sera complétement appliquée à la métaphysique, ce jour, je le crois fermement, devra être le commencement du siècle d'or des études spéculatives. » En effet, dans la formule de ses théorèmes nouveaux, il s'arrête dans le juste milieu; il accepte quelques principes, en répudie d'autres, et sous le titre de *philosophie italienne* il caresse l'orgueil patriotique ; mais y a-t-il des nationalités dans la philosophie, c'est-à-dire dans la recherche de la vérité?

Dans cette restauration du passé, il est suivi par le père Joachim Ventura, de Sicile, qui ressuscite la scolastique pour greffer la philosophie sur la révélation ; il montre la valeur du syllogisme et le

pour un duel, il écrivit le *Voyage autour de ma chambre*, opuscule non indigne de Sterne ; son *Lépreux de la vallée d'Aoste* compte parmi les meilleurs romans. Entré au service de la Russie, il fit la campagne du Caucase, revint dans son pays, et alla mourir en Russie.

(1) *Se traînent à la suite de la France... leur présent est le passé de la France.*

mérite de saint Thomas, sur lequel il s'appuie pour soutenir que la raison abandonnée à elle-même peut bien démontrer, mais non découvrir, et qu'elle n'est capable de trouver aucune vérité, pas même l'existence de Dieu. Toutefois, il ne refuse pas à l'homme la raison, mais il en fait une existence substantielle, qui tire toute vérité de la raison de Dieu; ainsi, comme il n'admet qu'un seul principe de connaissance et par suite une seule substance, il tomberait dans le panthéisme s'il n'était retenu par la foi. En effet, la philosophie chrétienne admit toujours deux principes de connaissance, la révélation et la raison; car dès l'origine il fut nécessaire de distinguer essentiellement l'esprit de la matière, l'individu de l'espèce, l'espèce de Dieu.

Ce principe établi, on s'étonne que les plus grands philosophes, bien qu'ils se déclarent catholiques, se jettent réciproquement le reproche de panthéisme. L'abbé Antoine Rosmini de Rovereto renversa, à l'aide d'une logique irrésistible, les systèmes des philosophes précédents, lesquels, en recherchant l'origine des notions qui sont indispensables pour former un jugement, nient trop ou supposent trop; il démontre qu'il n'est besoin d'admettre comme innée que l'idée de la possibilité de l'être, laquelle, unie à la sensation, suffit à produire les autres; l'intelligence est cette lumière de la raison au moyen de laquelle elle arrive à connaître. Penser, c'est sentir, disaient les sensualistes; penser, c'est juger, dit Rosmini, et il commence à distinguer dans la connaissance humaine le matériel du formel. La matière de la connaissance se trouve uniquement dans les individus subsistants d'une espèce; mais la subsistance ne peut être connue par elle-même, et n'entre point dans l'intelligence, qui n'a pour objet que l'idée, l'espèce. La subsistance est perçue par un acte essentiellement différent de celui au moyen duquel on conçoit l'espèce, par un acte qui n'est pas lui-même connaissance, attendu qu'une action des corps sur nous produit impression, mais non connaissance. D'autre part, si nous appliquons à la perception des objets externes l'intuition de l'idée qui est en nous, nous disons que celle-là est la réalisation de celle-ci, et de cette manière la perception devient intellective. Cet acte n'est pas une simple intuition de l'idée, mais un jugement, une affirmation qui nous persuade de la réalité d'un être, lequel correspond à l'objet intellectif perçu par nous. Toutes les qualités des choses ont leur idée, et par suite appartiennent à la connaissance pure et formelle; la subsistance est seule étrangère à la connaissance, et en constitue la matière.

1797-1855.

Après avoir réduit la connaissance aux idées pures, aux possibles, aux essences, il compare les idées entre elles, et voit que les plus déterminées rentrent toujours dans les moins déterminées; ainsi, en distribuant d'abord les plus particulières et les plus multiples, puis les moins particulières et les moins nombreuses, il arrive successivement à une idée première, qui a la valeur de toutes, et se multiplie dans toutes au moyen de différentes déterminations.

De cette manière, il pose l'idée de l'être possible indéterminé comme source pure de tout ce qu'on peut savoir, idée qui existe indépendamment de l'homme et de toute réalité. Si l'homme considère toutes les choses subsistantes et connues par lui, il s'aperçoit qu'on ne trouve en elles rien de ce qui s'appelle la connaissance, et pourtant la connaissance y est, puisqu'il connaît; cela prouve que la connaissance et la subsistance sont des choses entièrement distinctes, et la première est une forme de l'être, en opposition à la subsistance. La connaissance ne peut donc se former d'aucune des subsistances connues, ni du monde matériel ni de l'âme; mais elle procède de quelque autre principe, dont l'essence maintient cette opposition à tout ce qui existe. Ce principe, qui n'est pas une substance réelle ni un accident, est l'être intelligible, la possibilité des choses, l'idée, principe plus accessible à la contemplation qu'au raisonnement.

Cette première perception de l'être vu en général, les sceptiques ne sauraient la traiter d'illusion; elle est donc le fondement de la certitude, et produit la connaissance des corps, des hommes, de Dieu, de la loi morale, le rapport du monde idéal avec le réel, de la vie théorique et spéculative avec la vie pratique. Comme théoricien de la pensée, Rosmini se distingue au plus haut degré: bien qu'il fasse usage d'une langue élégamment fatiguée et plus prolixe que ne le comporterait cette irrésistible argumentation; bien que sa pressante dialectique appliquée spécialement à la réfutation accuse parfois une finesse qui touche à la subtilité, il suscita une grande admiration parmi les intelligences d'élite. C'est à lui que l'Italie est redevable du nouveau mouvement imprimé à la pensée philosophique, détournée des pauvretés et de l'empirisme pour être employée à renverser le monde du sophisme et de l'erreur, afin d'élever le monde de la science et de la vérité. Indépendant par ses actes et sa pensée, toujours logique dans ses œuvres comme dans ses principes, il dépensait son riche patrimoine en pieuses libéralités et

en secours donnés aux Prêtres de la Charité, qu'il avait institués pour former de bons ministres de l'autel. Sa mort, qui eut lieu en 1854, causa un deuil général.

Sa vie, néanmoins, avait été affligée par toutes sortes de contrariétés, non-seulement de la part des matérialistes, qu'il combattit dans Gioja, Foscolo, Romagnosi, mais encore des philosophes religieux; non contents de publier contre lui un libelle rempli d'indécents reproches, ces derniers l'accusèrent devant la cour romaine d'erreurs théologiques, dont il croyait s'être garanti en déclarant qu'il restait fidèle à la tradition catholique. L'autorité supérieure ne trouva rien à lui reprocher. Il semblerait que lorsqu'un auteur donne pour fondement à sa doctrine la vérité catholique, il ne devrait pas être accusé légèrement, non-seulement d'hérésies partielles commises accidentellement, mais d'erreurs grossières que leur évidence même permet d'éviter, surtout quand il est question d'un homme qui a consumé sa vie à étudier la religion et à l'honorer.

1801-52.

Le Turinois Gioberti, qui affirmait « qu'il n'y a plus aujourd'hui de philosophes en Europe, » et que la réforme doit commencer dans la méthode et les principes, se fit l'antagoniste de Rosmini; en conséquence, à la méthode psychologique, fléau de la philosophie actuelle, il voulut substituer la méthode ontologique de Leibniz, de Malebranche et de Vico, les derniers philosophes, dont les doctrines furent gâtées par Descartes, « nouveau Luther, qui substitua le libre examen à l'autorité catholique ». Comme cette recherche de l'être mène droit au panthéisme, soit l'ontologique, qui confond le réel infini avec le possible, soit le cosmologique, qui identifie Dieu avec le créé, Rosmini, pour s'en garantir, avait affirmé que l'intelligence ne perçoit pas l'être réel, mais le possible. Gioberti accepte l'idée de l'être comme premier psychologique; mais il croit qu'il répugne de déduire l'idée de réalité de celle de possibilité, et qu'on tombe dans le panthéisme en supposant que celle-ci existe sans celle-là. Il les distingue donc à l'aide de l'acte créatif, moyennant la formule *L'être crée l'existant*.

Cette formule est le premier philosophique, qui comprend le premier psychologique et le premier ontologique, c'est-à-dire la première idée et le premier être. Dans l'intuition de l'absolu, il enlève donc tout intermédiaire entre l'esprit créé et l'être en qui se trouvent objectivement toutes les idées; il veut que l'intuition de l'esprit humain soit dans l'être divin, idéal, réel,

créant. Rosmini, au contraire, fait l'intuition idéale de sa nature, et pose le réel comme le but du sentiment; c'est pourquoi notre esprit ne perçoit pas directement Dieu, et l'idée de l'être, en lui représentant l'être comme possible et universel, l'empêche de distinguer le nécessaire du contingent, tandis que le sentiment de la réalité divine appartient à un état surnaturel. Si l'être dans Rosmini est possible et indéterminé, il est réel et créant dans Gioberti; car dans cette proposition fameuse il voit dans le premier membre une réalité absolue et nécessaire, dans le dernier une réalité contingente, et, comme lien entre eux, la création, acte positif et réel, mais libre. Voilà donc trois réalités indépendantes de notre esprit; voilà donc affirmés le principe de substance, celui de cause, l'origine des notions transcendantes et la réalité objective du monde extérieur. De celle-là il déduit l'entière encyclopédie, divisée en trois branches : philosophie ou connaissance de l'intelligible, physique et mathématiques. La première appartient à l'être, la seconde à l'existence, la troisième à la copule, c'est-à-dire au créé. Puis vient la théologie révélée, où est l'être qui rachète l'existant.

Cette formule, bien qu'elle ne soit pas originale, est une tentative pour ramener les esprits, égarés par l'analyse psychologique, au principe de toute philosophie, l'ontologie, en donnant à la science une direction opposée à celle des écoles allemandes, qui tendent au panthéisme. Mais Gioberti, par de sérieux défauts, nuisit non-seulement au progrès des études spéculatives, qui veulent un langage clair et précis, mais encore à la diffusion de son système : en effet, outre qu'il déclame sans cesse contre les psychologues, il gâte sa doctrine par des métaphores et un ton déclamatoire, qui ne donnent pas aux raisonnements la rigueur de la conclusion; il prodigue les expressions artificielles et inintelligibles, les synonymes qui ennuient par leur prétention et accusent un manque d'idée précise; enfin, il fait abus de néologismes inutiles, et de formules nouvelles, dont il revêt même des idées communes. Les aspirations religieuses abondent dans ce philosophe; en combattant le rationalisme dans Luther, qui secoua l'autorité de l'Église, dans Descartes, qui méconnut l'infaillibilité de la Bible, dans Kant, qui anéantit la validité de la métaphysique chrétienne, il fait consister l'essence du catholicisme dans l'obligation de reconnaître la souveraineté absolue de l'Église quant à la définition du vrai moral et religieux, souveraineté qui se détruit même alors que l'on n'en repousse que la moindre partie. Heu-

reux s'il s'en était souvenu même au milieu de la chaleur des discussions ! Cette lutte animée l'empêcha de donner à son système ce développement encyclopédique qui pouvait seul faire décider de sa vérité effective : puis, s'étant échauffé dans la polémique, il parut faire du vrai un moyen, non une fin, se prosterner devant ses propres équivoques et suivre l'opportunité au lieu du vrai absolu.

Rosmini et Gioberti, cependant, sont une personnification des études modernes de l'intelligence humaine et divine, et représentent les deux principales directions de la pensée moderne ; autour d'eux se débattirent les questions capitales de l'ontologie, de la psychologie, du scepticisme, du panthéisme, de l'origine et de l'authenticité des connaissances, de la valeur logique de la dialectique pour concilier les contraires, de la nature de l'absolu, de l'idéal, du réel, des universaux, du premier encyclopédique qui explique l'univers. Si l'on rapprochait les deux systèmes, on pourrait peut-être trouver la synthèse la plus favorable à la vie individuelle en rapport avec la civilisation générale. Thomas Mora et François Lavarino l'ont tenté dans l'*Encyclopédie scientifique* (1856), en associant l'intuition de l'être créé et celle de l'être possible non séparé du réel, de sorte que l'ontologie soit réelle, idéale, mixte, et que le philosophe doive en étudier toutes les parties ; néanmoins, il ne faut pas qu'il en dispose sans l'autorité de l'Église, qui est l'ontologie faite sensible et la seule qui puisse enseigner la réalité objective des choses ; car elle est le véritable principe du monde, où la philosophie n'est que le moyen. Les critériums philosophiques en usage sont toujours arbitraires et gratuits, destitués de valeur encyclopédique, dont la valeur suprême est celle de la contradiction ; ces deux philosophes, avec une logique serrée, démontrent qu'elle se trouve réalisée dans toutes les choses, depuis Dieu jusqu'à l'atome.

D'autres craignent que les études de l'être et de l'idée ne conduisent des universalités de l'être aux universalités de la substance, de l'unité idéale à l'unité substantielle, ou bien de la simple unité idéale à la négation des réalités extrinsèques. Les philosophes religieux combattent hardiment pour écarter ce danger ; parmi eux se distingue le jésuite Piancini, qui, après avoir employé sa vaste science à commenter les six jours de la création, voulut, au moyen de cette même science, faire jaillir la lumière sur la métaphysique.

Au sein même de la foi, quelques écrivains croient que la phi-

losophie, malgré toutes les acquisitions modernes, a son fondement dans saint Thomas, et telle est l'opinion de Liberatore, que les jésuites opposent à Rosmini. Ce dernier est soutenu par Pestalozza, Curti, Sciolla, Manzoni...; Bertinaria, Victor Mazzini et beaucoup de Piémontais sont pour Gioberti. Quelques philosophes se rattachent à Kant, sauf à décliner ses erreurs, comme Baroli; d'autres s'en tiennent aux Écossais, comme Ravizza. Dans la *Philosophie de la vie*, Bertini fait dériver la morale de l'amour désintéressé de la beauté morale des actes vertueux; Centofanti a écrit l'histoire des systèmes philosophiques avec une vigueur et une hardiesse qui se révèlent même dans son érudition.

L'ontologie et les aspirations à la science absolue sont combattues par Joseph Ferrari, qui affirme qu'on ne fait ainsi que doubler les mystères, en transportant hors de la certitude descriptive la vérité première; or, comme il n'est pas donné à l'homme d'aller au delà de la description, il renverse facilement les systèmes ontologiques, lesquels, une fois réfutés, semblent entraîner dans leur ruine les faits mêmes qu'ils expliquaient. Il n'y a pas de passage mathématique de l'être aux phénomènes, de l'un au varié, de la substance à la création; aussi la raison, au milieu de ces recherches, se stérilise dans le doute, tandis qu'elle devrait se borner à la description des phénomènes, en répudiant comme impossible la démonstration qui dépasse les limites de la certitude vulgaire. L'ontologie ne donne pas même un fondement à la morale; attendu que la vertu est une poésie, la morale une irrésistible impulsion du cœur, la liberté et la responsabilité un fait de conscience, inséparable de la moralité et inexplicable comme elle (1). Ferrari et Ausonio Franchi proclament les droits de la raison pure, en ajoutant qu'on ne pourra conquérir la liberté des actes qu'après avoir obtenu la liberté de la pensée; il faut donc pousser à la destruction des dogmes si l'on veut arriver à l'affranchissement politique de la nation.

Ces divergences manifestent pourtant le besoin de donner un fondement à la philosophie, qui ne réduit plus l'intelligence, tâche frivole, à l'acquisition individuelle d'idées et de connaissances; mais elle s'adresse à l'universalité, soit qu'elle s'appelle sens commun, idée innée, formes universelles, spontanéité de la raison, ou qu'elle recherche dans le langage les dépôts de la sagesse commune, la

(1) *Essai sur le principe et les limites de la philosophie de l'histoire*; 1843.

synthèse de l'humanité. Toutefois, avec l'esprit négatif, elle ne pourra résoudre les grands problèmes de la nature et de la civilisation, ni rétablir dans l'homme l'image de la Divinité.

La philosophie sensualiste avait eu pour soutien Melchior Gioja, prêtre de Plaisance, qui, s'étant jeté dans la république, parut même exagéré aux démagogues; plus tard, le gouvernement italien le chargea de coordonner les statistiques. « Chercher les faits, voir ce qui en résulte, voilà la philosophie, disait-il. Les sciences ne sont que des résultats de faits, qui doivent être enchaînés de manière que l'intelligence en soit facile et le souvenir tenace : » humble office pour une science! En conséquence, il recueillit avec un soin infatigable les faits détachés et qui n'étaient pas même prouvés, ainsi que des phénomènes séparés de leur cause; puis, il prétendait en déduire des vérités générales. Il donna donc une philosophie et une science sociale entièrement vulgaires, où il sacrifie souvent la vérité à l'esprit systématique de contradiction, au plaisir de railler et de répandre le doute. Afin de rendre ses théories pour ainsi dire visibles, et d'offrir comme simultané ce qui est successif dans le discours, il multipliait les tableaux synoptiques, seule méthode, selon lui, pour « démontrer quelque chose en morale et en économie, fortifier les idées au moyen de la sensation, et avoir une comparaison exacte des divers éléments »; mais toutes ces formules fatiguent l'attention et surchargent la mémoire de faits particuliers au détriment des faits généraux.

7167-1829.

La tyrannie administrative n'eut pas de champion plus résolu que lui; car il demande une direction despotique sur l'exercice des arts et les professions, des priviléges, des tarifs, des corporations. Il se scandalise de Smith, qui dit que les passions privées abandonnées à elles-mêmes tendent au bien public; non-seulement il renferme toute la grandeur dans l'État, mais il veut que tous les soins soient consacrés à développer la force administrative (1). A l'expérience, à la liberté, à la dignité humaine il substitue des décrets pour diriger ou refréner ce fou imbécile qui est l'homme, n'hésitant pas à introduire l'œil de la police jusque

(1) Selon lui, les symptômes d'une bonne administration sont : 1° désir de connaître l'état de la nation; 2° publicité de l'état de la nation; 3° bonnes qualités des employés; 4°, 5°, 6° simplicité, rapidité, peu de frais dans les opérations; 7° exactitude dans les payements; 8° solide emploi des deniers publics; 9° respect pratique aux lois; 10° modération dans les partis; 11° sécurité et félicité publiques; 12° absence d'hommes oisifs et de terres incultes.

dans le sanctuaire domestique, afin d'apprécier le mérite et le droit aux récompenses, les torts et les dommages. Mais, dans son travail relatif à la réparation du tort, il change parfois de critérium; souvent il l'emprunte aux accidents de la nature humaine, au lieu de le déduire de ces lois constantes et générales, ou bien au ressentiment qui naît dans l'homme de passions désordonnées.

Gioja ne croit pas que la monnaie puisse servir de mesure aux valeurs, ni qu'il convienne de conserver à l'argent seul la fonction de monnaie (1). Il combat les physiocrates quand ils prennent la terre pour unique source de la richesse, mais il méconnaît l'ample doctrine de Beccaria et de Smith, qui la font naître du travail; il ne s'occupe ni des institutions politiques, ni des finances, ni du rapport entre l'économie et la législation. Il est presque le seul qui, outre la production des richesses, traite encore de la consommation; mais il tourne le dos aux multitudes, néglige les pauvres, préfère les gros manufacturiers aux petits, les grandes propriétés aux terres fractionnées. Il s'effraye de la liberté de commerce et de l'ouverture du port d'Odessa, qui doivent avilir les marchandises et diminuer le prix du pain; il loue l'Angleterre qui prohibe l'introduction des grains, c'est-à-dire qui condamne une foule d'individus à mourir de faim (2). Les tarifs, il les considère comme « un moyen de défense de l'industrie nationale contre une concurrence plus puissante (3), » et il dit : « La libre importation produit la diminution des prix; la diminution des prix produit la diminution des capitaux de la classe agricole; la diminution du capital dans cette classe produit la rareté ou le manque de marchandises; la rareté ou le manque de marchandises produit l'impuissance d'acheter le pain à bas prix. »

Comme mesure de sa sagesse, dans son formulaire mathématique, dont il revêtait ses idées, il définissait le bonheur le nombre des sensations agréables, déduction faite de celui des sensations désagréables; dans *Mérite et Récompenses*, dans *Tort et Dommages*, il réduisait les faits moraux en chiffres et en valeur; avec

(1) *Nuovo prospetto*, p. 194-218.

(2) Il craint que la Russie n'expédie des grains par Odessa, ce qui changerait en déserts les pays de l'Italie. *Nuovo prospetto*, t. V, p. 127, et *Philosophie de la statistique*, t. II, p. 159.

(3) « Les droits sur les importations des marchandises étrangères sont excellents tant que les fabriques nationales dans l'enfance doivent lutter avec les manufactures adultes du dehors. » *Philosophie de la statistique*, *Arts et métiers.*

Bentham, il assurait que « les lois, les droits, les devoirs, les contrats, les délits, la vertu ne sont que des additions, des soustractions, des multiplications, des divisions de plaisirs et de douleurs, et que la législation pénale n'est que l'arithmétique de la sensibilité (1). »

« Accroître l'intensité et le nombre des besoins et la connaissance des effets qui les satisfont, voilà en quoi consistent les moyens essentiels pour accroître la civilisation (2). Les discours, comme les actions, sont subordonnés à la loi générale du plus grand utile et du moindre dommage (3), et une bonne digestion vaut cent ans d'immortalité (4). » L'espoir de se procurer les plaisirs du luxe est un puissant mobile pour le bas peuple, sans lequel il se rapproche de l'état d'inertie et du vice qui l'accompagne (5). La femme se vend pour jouir du luxe; mais l'homme travaille afin de l'acheter, et développe ainsi l'industrie, de sorte que le luxe conduit à la morale. Or, pour lui, la morale est la science du bonheur; la société est un marché général, où chacun vend ses choses et ses services pour recevoir ceux des autres; alors même qu'on rend des services en apparence gratuits, c'est pour se procurer un plaisir très-vif, comme on fait en payant pour se procurer un feu d'artifice (6). Le divorce devra être permis, attendu que l'homme ne peut répondre de ses affections futures, et la prostituée jouir de la considération publique comme instrument de bonheur : impudences qui n'ont pas même le mérite de l'originalité, puisqu'elles sont empruntées à Bentham, à la suite duquel il classait parmi les délits punissables le jeûne, le célibat, la mortification du corps; parmi les superstitions, il comptait le baptême des enfants, la fête des oliviers et l'habitude de sonner les cloches pendant les orages.

Gioja se distingua principalement dans la statistique, science des faits importants et actuels, qui se manifestent dans les différents domaines de la vie sociale, éclairent l'administration publique et servent à calculer les moyens nationaux. Une fois les gouvernements concentrés, cette science, dans laquelle pourtant beaucoup ne voient qu'un art, dut acquérir une grande importance;

(1) *Théorie du divorce*, partie v.
(2) *Nuovo prospetto*, part. I, ch. 3.
(3) *Mérite et récompenses*, t I, p. 231.
(4) *Nuovo Galateo*, p. 355.
(5) *Nuovo prospetto*, part. I, ch. 3.
(6) *Éléments de philosophie*, livre II, ch. 1.

Schlözer, son créateur, voulait qu'elle fût l'application du proverbe *La publicité est l'appui de la liberté.* Gioja, en la définissant « la description économique des nations, » dispense de tenir compte de l'ensemble des forces politiques, au moyen desquelles on peut mesurer la véritable puissance intime de la société.

Dans l'*Aperçu des sciences économiques*, qui n'est pas du reste un recueil de science mais de matériaux, il réunit « sur chaque objet d'économie publique et privée tout ce que les écrivains ont pensé, les gouvernements sanctionné, et les usages des peuples ». Puis, dans la *Philosophie de la statistique*, il enseigna à coordonner les objets et les faits sociaux sous sept catégories; mais est-il possible de tout réduire au nombre et à la mesure? Peut-on désirer une société où l'on tienne compte de tout œuf et de toute pensée qui naissent? Il servit de modèle aux statisticiens postérieurs, qui favorisèrent le matérialisme de l'administration, où l'homme n'est pas considéré comme un être intelligent, mais comme une machine à produire de l'argent.

En effet, aux bouleversements grandioses et inquiétants de la révolution se substituait une nouvelle doctrine, la satisfaction des intérêts, et tel est le but que se propose l'économie publique; mais celle-ci « revêt un air de mesquine et tyrannique sensualité, dans laquelle est oubliée la partie la plus précieuse de la charité et de la dignité de l'espèce humaine ». C'est ainsi que s'exprimait Jean Dominique Romagnosi, de Plaisance, qui ne voulut pas, en conséquence, la considérer comme une pure étude de la production, de la distribution et de la consommation, mais comme l'ordre social de celles-ci; en outre, il la subordonnait au droit public, et celui-ci au droit moral. Il s'aperçoit que « c'est le commerce qui rend la richesse sociale », et condamne l'inutile intervention des gouvernements; mais il est conduit à cette conclusion plutôt par le bon sens pratique que par une conséquence logique de ses théories, car il tombe dans l'erreur commune; en effet, tandis qu'il répète : *Laissez faire, laissez passer*, il attribue à l'autorité des pouvoirs qui absorbent la liberté de l'individu, comme s'ils étaient nécessaires pour donner de l'unité, de l'accord, de l'efficacité aux actions et aux volontés particulières; en un mot, il substitue l'ordre artificiel à l'ordre naturel.

1771-1835.

A Wolf, dont on suivait le système philosophique dans le collége Alberoni, où il fut élevé, il emprunta l'unité, l'ampleur, l'enchaînement systématique, la distinction précise des idées, la terminologie bien déterminée, mais en même temps un formalisme fati-

gant au milieu du procédé mathématique et de l'argumentation scolastique. Tête géométrique, il consacra toute sa vie à harmoniser des principes en apparence opposés, l'équité romaine et le formalisme britannique, la vertu de Platon et l'utilité de Bentham, la justice métaphysique de Vico et la nécessité de Hobbes, l'autorité administrative et l'activité privée, la stabilité et le progrès : assimilation très-difficile. Romagnosi répudie hardiment le contrat social comme base des droits et des devoirs; mais il y substitue un principe antérieur, une volonté générale et souveraine, une loi dont la force provient d'une loi antérieure, qui est le besoin absolu de la vie sociale; il fonde le droit humain et public sur la tendance nécessaire de l'homme à chercher le plaisir et à éviter la douleur (parag. 97), et sur la nécessité qui en découle de vivre en société (parag. 415); ainsi, il fait dériver le droit de l'ensemble des attributs essentiels de l'homme et de ses rapports avec ses semblables, réunis et protégés dans la société, qui est l'état naturel de l'humanité. Mais en dehors de la société et avant qu'elle ne fût, il n'y a rien; « il n'existe pas de puissance externe supérieure, éclairant l'homme sur l'ordre des biens et des maux, sur les biens et les droits. Donc, il a dû précéder une longue période durant laquelle, à force d'expériences, d'erreurs, de vicissitudes, l'homme ignorant et brute est passé successivement à l'état d'être raisonnable, éclairé. Cette progression peut se considérer comme une *loi de fait* propre à sa nature (1). »

L'homme sans la société ne serait donc qu'une brute, ce qui ramène à la primitive bestialité de Rousseau, et fait sacrifier l'individu à la société. En effet, selon Romagnosi, l'homme n'a qu'une valeur sociale, et la répandre sur le plus grand nombre de ceux qui vivent ensemble, tel est le but de la science comme de l'art. Pourvu qu'on ne nuise pas à la société, on ne fait aucun mal; « ainsi, un homme qui agirait selon l'ordre ne pourrait être appelé injuste, et serait au contraire juste de toutes manières, bien qu'il pensât et aimât le mal toute sa vie » (2) : exclusion de l'idée morale, qui engendrerait l'hypocrisie. Il confond toujours le désir des sensations agréables avec l'amour du bien, c'est-à-dire le plaisir avec l'ordre, confusion qui témoigne de l'absence d'une idée morale supérieure; il ne satisfait pas non plus en donnant pour fin dernière de la société la paix, l'équité, la sécurité, puisque

(1) *Assunto primo*, parag. IX.
(2) *Introduction à la genèse du droit pénal.*

chacun de ces avantages comprend un fait moral, c'est-à-dire tranquillité dans l'ordre, équité mais avec une juste proportion, sécurité mais pour la vertu seule. Après avoir constitué le droit de propriété sur le droit de subsister, il dut se tromper en discourant de l'hérédité.

Parmi les droits de la société est celui de punir; la nécessité en est tout à la fois la source et la limite. Bien qu'il introduise dans la peine un élément moral, en faisant que l'homme par sa faute perde le droit qu'il avait à la vie et à la sécurité, il ne s'élève pas néanmoins jusqu'à l'expiation, dérivant d'idées d'ordre diverses, et s'arrête à l'insuffisant principe de la défense indirecte. Cette défense n'est plus nécessaire quand le délit est consommé; mais comme la société se trouve sous la menace d'une offense nouvelle, elle a le droit de la prévenir en punissant. La conséquence est illégitime, puisque la punition, comme l'indique son nom, ne peut concerner que le passé; le père punit un fils qui en frappe un autre, bien qu'il n'ait rien à craindre pour lui, et Dieu punit même alors que l'être mixte a cessé de pouvoir commettre des fautes. Disciple des encyclopédistes, Romagnosi leur emprunte beaucoup de préjugés, quoiqu'il n'accepte pas leur triste matérialisme; en grand légiste, il répudie beaucoup de conséquences, et distingue les lois comme elles sont des lois comme elles doivent être. S'il est souvent utilitaire dans les faits particuliers, il recherche dans l'ensemble le principe rationnel. En résumé, il a le mérite de montrer les erreurs du système ancien, mais il n'en érige pas un nouveau; toutefois, même alors qu'on rejette ses principes, sa méthode plaît à l'esprit.

Dans l'*Introduction à l'étude du droit public général*, il veut associer l'ordre doctrinal à l'ordre efficace, la science de la raison à celle de la volonté, trop oubliée par les publicistes, science qui se rattache dans le temps au droit d'opportunité, qui est l'explication de l'histoire. Cherchant donc à favoriser le triple perfectionnement économique, moral et politique, il forma une philosophie qu'il appelait *civile,* intermédiaire entre la philosophie rationnelle et la science de la législation. Son caractère, dit-on, c'est d'insister sur la fusion de la jurisprudence avec l'économie, laquelle autrement est une science morcelée et désastreuse, bien qu'on ne précise pas la nature de ce rapport entre l'économie, la morale, la jurisprudence et la politique. D'autre part, l'étendue qu'il donne à l'objet de l'économie politique, puisqu'il comprend dans les richesses le juste et l'honnête, l'intérêt de l'individu et de la société,

est un excès qui, s'il satisfait la science et corrige l'égoïsme, nuit toutefois à la précision.

Dans la jurisprudence, il s'efforça de soustraire les matières légales au lent et grossier bon sens, subjugué par l'autorité. Lorsque l'amour de l'histoire renaissait, et blessé de voir certains écoliers opposer les faits à ses idéalités, il entra dans cette voie, mais avec des théories préconçues. Alors il répudia le passage spontané de l'homme de la barbarie à la civilisation, et « ces mal informés faiseurs de sociétés civiles, qui prétendent, au moyen de spéculations fantastiques, faire surgir les cités où il leur plaît. L'histoire ne nous fournit aucun exemple de civilisation native, et rappelle seulement les civilisations données. Les documents qui nous restent sur les commencements de toutes les nations signalent un état antérieur de barbarie native, et font dériver la civilisation de gens étrangers. » Afin de concilier cette contradiction avec ses anciennes doctrines, il admettait que « par le concours de circonstances heureuses la civilisation naquit dans un pays unique, grandit et se propagea; de là, après avoir été expérimentée efficacement, elle fut transplantée au dehors (1). » C'est le système de Bailly; mais il ne fait que reculer la difficulté.

On doit encore à Rosmini une philosophie du droit, traitée d'une manière originale, comme le fit également le jésuite Tapparelli, tous les deux subordonnant le droit à la morale; Tapparelli *même* le réduisait à la droiture, en opposition à l'école philosophique allemande, qui déduit le droit de la liberté, le sépare de la morale et le regarde comme un rapport purement extérieur, dont le principe formel repose sur l'autonomie morale. Toutefois, ils ne confondent pas le juste, qui est le principe du droit, avec l'honnête, qui est le principe de la morale : celui-là externe, celui-ci interne; celui-là obligatoire, celui-ci spontané.

Le droit naturel parut suspect à plusieurs gouvernements, comme s'il conduisait au rationalisme et devait affranchir l'homme de tout lien de religion révélée et même de morale naturelle. Antoine Bartoli Avveduti (1854) se déchaîne contre tous ceux qui en ont traité et même contre le mot droit, le croyant un manteau des rationalistes utilitaires, athées, communistes : il n'y a pas de droits, mais seulement des devoirs, et l'homme n'a d'autre droit que celui de remplir son devoir; c'est un devoir de Dieu de créer, de rendre heureux, de pardonner, de punir (p. 55); les bêtes ont

(1) Dans la logique de Genovesi, *Coup d'œil sur la civilisation*.

« le droit d'être gouvernées, caressées, bâtonnées, égorgées et même mises en lambeaux, comme on fait dans les amphithéâtres d'anatomie; Mirabeau, Robespierre, le diable ont le droit d'être exécrés et maudits (p. 52-59); il n'y a pas d'œuvres licites et justes (p. 46). »

La jurisprudence, comme art, trouve un noble champ là où elle est appelée à la publicité; mais la plupart se livrent à la pratique, dans laquelle le droit est le code. Quelques écrivains traitèrent de la jurisprudence philosophique, et d'autres de l'historique : les uns, d'après les œuvres nationales, comme firent Romagnosi et Nicolas Niccolini, qui applique la philosophie à la législation; d'autres, en suivant les traces des Allemands, comme Capei, mais principalement celles des Français. Les Napolitains Mario Pagano, Liberatore, Vecchioni, Lauria, Canofori, Raffaelli, Agresti, Mancini; les Toscans Biondi, Poggi, Paoletti, Marzucchi, Galeotti, Giuliano Ricci; les Romains Capitelli et Cantoli; les Lombards Nani, de Simoni, Giuliani; les Sardes Sclopis, Albini, sont des noms que nous pouvons citer aux étrangers quand ils affirment trop généralement que l'Italie n'a rien fait pour la jurisprudence.

Carmignani donna la théorie des lois de la sécurité sociale, et Forti les institutions civiles; Louis Capelli de Pistoie enseigna la législation civile, pénale et canonique à l'université de Wilna, où professa également le philologue Sébastien Ciampi. Émile Cesarini offrit les principes du droit commercial selon l'esprit des lois pontificales (1836). Comme Romagnosi, le Napolitain Manna s'occupa de donner une forme scientifique au droit administratif. Pellegrino Rossi, pour combattre les opinions qui se répandaient, connut la nécessité de légitimer le droit de punir; il réfuta l'école historique, qui conteste à la raison philosophique le droit de faire des lois, pour l'attribuer uniquement à la coutume, à la spontanéité populaire; en outre, il chercha à fortifier le fondement rationnel, déjà indiqué par Kant, Cousin, de Broglie, à édifier dessus le droit pénal, et à trouver le lien mystérieux qui rattache la justice pénale à la justice absolue. Ce traité, le seul complet après celui de Beccaria, est conçu avec unité, déduit avec méthode, écrit avec une puissante dialectique; mais n'osant pas se révolter contre les jugements à la mode, il s'arrête au juste milieu des doctrinaires; il s'affranchit de l'idéologie sensualiste, mais sans embrasser franchement le spiritualisme, car il ne s'aperçoit pas que le rationalisme ne peut produire que la variation.

Dans le droit canonique, on cite principalement les œuvres du

Novarais Scavini et de Perrone de Chieri, et, dans un sens contraire, celles du Turinois Nuytz. La théologie depuis cinquante ans discute si, « dans le conflit entre deux opinions également probables, on doit s'en tenir à celle qui est la plus certaine comme étant la plus conforme à la loi, ou si l'on peut adopter la moins certaine et la plus favorable à la liberté humaine ». Les individus qui pensent qu'on doit, dans le doute, opter pour l'opinion la plus certaine, sont appelés probabilistes ou tuzioristes; ils réprouvent ceux qui agissent avec ce doute pratique sur l'honnêteté de l'action. Les probabilistes absolus, pour lesquels il est permis de suivre l'opinion probable et favorable à la liberté humaine, même alors qu'elle se trouve en conflit avec une autre opinion plus probable appuyée sur la loi, sont désormais hors de débat. Les probabilistes modérés ou équiprobabilistes admettent qu'on ne peut agir avec un *doute pratique;* mais ils sont d'avis que dans le conflit de deux opinions équiprobables on peut s'en tenir à celle qui est la plus conforme à la liberté humaine, toutes les fois que, dans le doute spéculatif, l'individu agissant acquiert pratiquement la certitude au moyen de quelque principe réfléchi. D'autres croient que la loi douteuse n'est pas suffisamment promulguée, et que par suite elle n'oblige point; que la loi incertaine ne produit pas d'obligation certaine; que l'on peut, dans le doute, suivre le parti le plus doux; que la condition du possédant est meilleure dans le doute, de sorte qu'on peut dans le conflit entre la loi et la liberté préférer cette dernière, dont l'homme jouissait avant la loi. Combien ces principes sont solides et combien ils doivent s'étendre, voilà ce qui est controversé entre les probabilistes et les tuzioristes en général, et nommément entre les Rosminiens et les théologiens, dont Scavini fut un compilateur éclairé.

En Italie, comme Bellarmin autrefois, les frères Ballerini, Concina, Fagnani, Franzoja, le cardinal Gatti, Patuzzi, Scarpazza furent favorables à la loi au siècle passé, et dans notre époque le Comasque Luraschi et le Milanais Speroni. Les écrivains qui dans le doute inclinent vers la liberté citent parmi les anciens saint Antoine et Albert le Grand, puis les cardinaux de Lugo et Pallavicino, Cristiano Lupo, Possevino, Segneri, Sfondrati, et récemment Tamburini. A la tête de tous marche saint Alphonse de Liguori, qui, suivant les traces de Busembaum, soutint la loi avec tant de vigueur, un si grand cortége de preuves et des principes si constants, qu'il parut l'auteur de cette doctrine, et qu'on lui attribua le mérite de l'avoir fait adopter presque partout, au point

que les traités de morale postérieurs ne sont en général qu'une reproduction des siens.

Aux progrès de la théologie herméneutique, si remarquables à l'étranger, il fut médiocrement contribué par les Italiens, dont peu font preuve de cette haute philologie qui donne à la critique la valeur d'une invention (1). L'alliance de l'esprit de Dieu avec la raison humaine offre des champs plus vastes et des batailles plus sérieuses ; en effet, de nos jours, les sciences et la liberté ne combattent plus le christianisme ; bien mieux, avant de l'attaquer, on cherche à repousser la science et la liberté. Peut-être encore la philosophie ne pourra-t-elle avancer qu'à la condition d'admettre, à titre de postulat, l'union du fini avec l'infini, de la liberté avec la nécessité, de la créature avec le Créateur, et d'invoquer la foi pour attester la permanence du moi et donner à la vérité une sanction supérieure à la sanction philosophique. Avec le courage de la foi et l'espoir dans l'avenir, bien mieux qu'avec la présomption individuelle, on peut continuer la sagesse des pères et la transmettre améliorée aux enfants ; c'est ainsi que l'on renverserait l'ennemi commun, le scepticisme, en séparant les vérités expérimentales de ces desseins que Dieu réalise dans le monde, et dont il veut nous cacher le mystère.

Louis Valeriani d'Imola, professeur à l'université de Bologne, aurait un beau nom dans les lois, non moins que dans l'économie, si son exposition barbare ne le rendait pas inaccessible au plus grand nombre, et s'il n'avait pas tiré ses œuvres à quelques exemplaires seulement. Il traita du prix des choses mercantiles (1815) ; entièrement géométrique, il s'appuie sur un petit nombre de principes généraux pour expliquer les phénomènes et démontrer tous les problèmes et les théorèmes. De la propriété individuelle sur les meubles, puis sur les animaux, enfin sur les biens-fonds, il déduit l'origine de la société civile et de ses trois grands ordres, la division du travail, la plus grande reproduction, les mesures de la valeur des choses, leur échange, l'administration publique, les jugements, la défense, les impôts. Riche d'érudition, fort de logique, il traita sagement de la monnaie réelle et de compte ; mais, préoccupé de l'autorité des philosophes et des gouvernements, il préfère, avec le plus grand nombre, la sécurité et l'intérêt publics à la sécurité et à l'avantage privés.

(1) Parmi ces exceptions, sont les théologiens de l'université de Turin Marchini, Regis, Bardi, Ghiringhello et d'autres, animés par autre chose que le désir de la gloire littéraire.

Mengotti de Feltre dissertait sur le colbertisme et le commerce des Romains; le dernier mémoire, couronné par l'Académie de France l'année même qu'éclata la révolution, eut un succès de circonstance, parce qu'on se figura qu'il avait représenté les provéditeurs vénitiens dans les rapaces proconsuls romains.

Le Comasque de Welz donna quelque aspect de nouveauté à l'organisation du crédit en proposant une banque pour la Sicile, puis dans son opuscule de *la Magie du crédit dévoilée* (Naples, 1834). Ajoutons Borsellini (*Nouvel examen des sources de la richesse privée et publique;* Modène, 1816), Fabroni, Costanzo, Scuderi, Longo, Morreno, Intriglia, Deluca, de Augustini, Cibrario, Rossi, Meneghini, Parisi, Trinchera, Poli (*Études d'économie politique*); Ferrara, qui dirigea à Turin la publication d'un recueil d'économistes tous étrangers, sauf un volume; Scialoja, qui plus que les précédents est favorable à la liberté, mais légale et protégée. Les *Annales de statistique de Milan*, compilées par Sacchi, et qui survécurent à la crise de 1848, à laquelle succombèrent celles de Naples, sont l'organe le plus ancien de ces études et de leurs applications; elles fournissent donc à l'histoire les documents les plus utiles. Lodovico Bianchini, dans la *Science du bien vivre social*, convertit en théories ce qu'il avait recueilli dans ses études particulières sur le royaume des Deux-Siciles; il connaît les imperfections de cette science, et pourtant il se fait aussi le prôneur de l'État, ce pivot de la machine sociale, comme il vante les lois arbitraires et tous les faits sociaux.

En général, les Italiens discutèrent et développèrent les doctrines économiques de Malthus, de Say, de Smith, au lieu d'y en substituer d'originales. Toutefois, on a voulu qualifier d'italienne une école qui, au dire de Blanqui et du Napolitain Luca, se distingue par des qualités particulières : selon le premier, elle embrasse les questions dans leur ensemble pour les traiter largement, et considère la richesse non d'un point de vue étroit et absolu, mais dans ses rapports avec le bien-être général; d'après l'autre, elle déduit les vérités économiques des principes du droit et de la morale, en les ramenant à une synthèse juridique et de moralité publique; de plus, elle ne se jette pas dans les extrêmes, mais s'arrête à un juste milieu, et vise à l'amélioration de la classe la plus nombreuse. Dans notre opinion, ces caractères ne sont ni communs ni particuliers aux économistes italiens; en général, ils penchent vers une liberté de commerce modérée, s'occupent beaucoup de la population, peu du crédit public, des grandes in-

dustries, des machines, et manquent souvent du sens pratique que l'on trouve dans ceux qui ont vu et expérimenté.

Gianni avait déjà proposé (1) un papier-monnaie que personne ne pût refuser, et de quantité équivalente aux impôts : le trésor ne devait payer et recevoir qu'en cette espèce, de sorte qu'il n'étendrait ni le commerce ni la circulation des métaux, puisque ses émissions ne dépasseraient pas ses recettes; ce système ferait disparaître les impôts et les dépenses publiques. Le baron Corvaja, de Sicile, développe mieux cette pensée, en établissant une banque-gouvernement qui émette autant de papier qu'en demandent les citoyens à deniers comptants : ce papier ne sera point une bank-note, qui représente une valeur conventionnelle, mais un certificat de revenu; l'intérêt de l'argent profitera à tous les citoyens indistinctement, et ne sera point fixe, mais variable selon le total des bénéfices. Dès le principe l'argent affluera vers les États où l'intérêt se trouve plus élevé, c'est-à-dire où les fonds publics sont cotés plus haut; quand il sera nivelé dans tous les États, on connaîtra qu'il dépasse les besoins journaliers, et cet excédant deviendra objet de luxe.

Dans cette banque universelle, où tous les bénéfices devenaient capital en commandite, on devait recueillir tous les fonds publics, tout le munéraire; c'est pourquoi, si jamais elle avait été possible, elle aurait produit une immense concentration gouvernementale, au point d'absorber toute activité d'intérêt individuel, toute libre concurrence, et d'éteindre la liberté au nom de l'égalité, comme dans le communisme. Rusconi (*le Revenu et le Crédit*) se sert aussi des idées de Proudhon pour suggérer une banque-gouvernement, dont les bénéfices payent l'emprunt. Sur des bases analogues est fondée la banque nationale de Gabriel Rossi, peu différente de celle de Law. D'autres encore se plurent aux idées socialistes, qui, pour remédier à la faiblesse des individus, voudraient réduire la société à une masse unique, dans laquelle l'individu serait entièrement perdu. Dans ces derniers temps surtout, après l'extension de la liberté et de la publicité, beaucoup d'écrivains ont étudié les moyens d'accroître les signes représentatifs des valeurs et la circulation des capitaux mobiles et non mobiles (2).

Dans le champ pratique, nous devons rappeler le Génois Louis Corvetti, qui fit partie du conseil d'État de Napoléon et concourut

(1) *Pensées sur le papier-monnaie.*
(2) Messedaglia, Levi, Mora, Zannini, Boccardo, Léon Carpi, etc., etc.

à former le code de commerce et le code pénal; sous Louis XVIII, il fut encore ministre des finances et l'un des fondateurs de la société pour améliorer les prisons. Le Corse Antoine Bertolacci, émigré de 1793, s'appliqua en Angleterre aux études économiques, et fut employé à Ceylan comme administrateur; il écrivit différents traités, et spécialement le projet d'une assurance générale sur la vie, qui devait être administrée par le gouvernement, de manière à lier le peuple à l'État, et réciproquement.

Parmi les plus renommés figure le susdit Pellegrino Rossi, qui prétendit que l'économie politique a des théories aussi certaines que les mathématiques; il lui assigne pour objet la richesse, et pour fin les intérêts matériels, ce qui la distingue de la politique. Il n'énonce pas de théories propres, mais excelle par la méthode; il choisit bien parmi les auteurs précédents, enchaîne ses propositions et déduit avec une rigueur logique qui ne blesse pas le bon sens. Il distingue avec soin la science pure, indépendante dans ses principes et ses démonstrations, de la science appliquée qui doit lutter avec les faits externes, et ce fut de la dernière qu'il s'occupa principalement; il eut toujours l'homme en vue, surtout dans la dernière partie, publiée après sa mort, et qui concerne la distribution des richesses; mais là encore, ne sortant pas de l'éclectisme, il produisit une science trop libérale pour être acceptée par les États, trop rationnelle pour plaire aux socialistes. Il écrivit toujours en français, comme aussi Jean Arrivabene, de Mantoue, considéré dans la Belgique comme un des meilleurs écrivains en ce genre.

Le baron Custodi, à Milan, publia un recueil des anciens économistes italiens, érudition peu utile à la science, bien qu'il les vante avec la passion d'un éditeur. Joseph Pecchio (*Histoire de l'Économie politique en Italie*) en fit un extrait excellent, mais gâté par sa manie d'attribuer aux Italiens tout mérite parce qu'ils ont énoncé çà et là quelques vérités, dont la force vient uniquement de ce qu'elles ont été prouvées et rattachées en un système efficace; néanmoins, il affirma que dans les trente premières années du siècle l'Italie n'avait rien produit en cette science.

C'est avec une autre intelligence que Marescotti examine les économistes italiens de notre siècle; prétendant changer le centre de l'économie politique, comme Galilée et Newton l'ont fait pour l'économie planétaire, il veut encore, par l'exposition scientifique de toutes les écoles économiques, morales, religieuses et sociales, résoudre les problèmes les plus débattus, montrer que

ce centre n'est pas l'État mais l'homme, et que c'est autour de lui que le gouvernement doit s'édifier et se mouvoir. Fidèle à la tradition religieuse des hautes intelligences italiennes qui travaillèrent à fortifier les lois naturelles et divines, il vise à rétablir le droit de la créature autonome, opprimée par la violence artificielle, au contraire de ce que font d'habitude les économistes d'Italie, qui absorbent l'individu dans la souveraineté légale. L'homme a une existence subjective et indépendante, et c'est de lui qu'on doit faire la pierre angulaire de l'économie et du droit général, si l'on veut les élever à la hauteur d'une science : il faut que la liberté soit entière, comme droit non comme concession, et, pour l'obtenir, il demande qu'il y ait un impôt unique, simple, proportionnel, en raison arithmétique directe sur toute unité qui représente une valeur nette pour le contribuable, c'est-à-dire un impôt unique sur le revenu net. La justice artificielle émanée du gouvernement, c'est-à-dire de la force, ne doit pas l'emporter sur la justice naturelle, dictée par la raison de l'homme; il ne veut pas qu'un gouvernement humain siége au sommet de la société, mais bien la conscience et la raison pour diriger les inclinations morales et physiques.

En un mot, il accuse la science économique de s'être faite l'instrument servile de l'omnipotence gouvernementale, quels qu'en soient le nom et la forme, et de tendre à anéantir les individualités, en abolissant les corporations des petits métiers, tandis qu'on agrandit celles des grands capitalistes. Après cela, il ne reste qu'un pas à faire pour arriver aux théorèmes socialistes, qui sont comme l'hérésie à côté de la doctrine légale. En effet, les socialistes, voyant l'adultère introduit à l'ombre du mariage, la corruption à l'ombre de la politique, la médiocrité à l'ombre de l'intrigue, l'oisiveté et la misère à l'ombre de la richesse héréditaire, sapent l'ordre social actuel, pour en réédifier un nouveau, sur lequel ils ne sont pas d'accord, mais où il ne reste aucune place pour les mérites nés du travail et de la lutte; ils promettent de rendre l'homme heureux, mais d'un bonheur passif, indépendant de ses efforts, comme s'il était condamné à la béatitude terrestre et à des vertus qui sont hors de nos instincts. Si l'Italie, dans quelques moments d'ivresse, entendit prôner ces doctrines, elle ne leur donna ni docteurs ni apôtres; mais il est douloureux de voir que, tandis qu'autrefois l'économie sociale s'efforçait d'élever les âmes, elle ne songe maintenant qu'à satisfaire les intérêts matériels et à servir de moyen à l'omnipotence

de l'État, en favorisant la soif de l'or et la fièvre de spéculations, qui arrêtent l'élan des intelligences et la moralité.

D'autres économistes, dirigeant leurs études sur les applications, voulaient améliorer les prisons, instruire et occuper les détenus et les coupables libérés, introduire la salubrité dans les maisons et les manufactures. On parla beaucoup du peuple, et il faut louer les efforts dont son éducation fut l'objet de la part des intelligences capables de voir que pour être compris de lui il ne faut pas improviser ni suivre l'inspiration du moment, mais peser chaque parole, parce que chaque parole jetée dans ces esprits peut être une semence de faux jugements et d'actes pervers. Quelques-uns de ces écrivains tombent dans la trivialité par l'affectation la plus fâcheuse, celle du naturel; d'autres, sous des formes recherchées, déguisent des idées communes, deux qualités les moins propres à se faire comprendre de la multitude; plusieurs font consister toute l'éducation dans quelques idées de machines, d'histoire naturelle et des notions statistiques, favorisant ainsi la tendance de notre société vers ce qui est sensuel, argent, jouissances. La plupart regardent comme un mérite de s'en tenir à la maigre analyse, ignorant qu'elle est facile pour quiconque possède la synthèse d'une science, tandis qu'on s'élève laborieusement de l'analyse à la science, des détails à l'ensemble; ils ignorent aussi que dans l'éducation il est utile de poser ces vérités générales, dont l'homme, dans tout le cours de sa vie, puisse déduire des vérités intellectuelles et pratiques. Ne se rappelant pas assez qu'il faut la difficulté pour apprendre, et que ce n'est pas la semence mais la culture qui féconde le champ, on propage une éducation légère, au moyen de laquelle les jeunes gens savent déjà tout à quinze ans, mais savent à quarante-cinq comme à quinze. Certains journaux qui traitent de l'éducation font pitié, car ils sont rédigés avec la même légèreté que l'on met à écrire un article de politique ou de théâtre; mais c'est l'horreur qu'inspirent ceux qui mettent de côté la religion et veulent répandre, même parmi l'enfance, même dans la classe la meilleure les aridités d'une philosophie indépendante de croyances supérieures.

L'abbé Antoine Scoppa, de Messine, passa en France, où il écrivit beaucoup de livres didactiques; il soutint principalement que la langue française ne serait pas moins propre à la poésie que l'italien, pourvu que les poëtes voulussent adopter certaines règles, qu'il suggérait, pour l'accent et le rhythme. L'enseignement mutuel était l'objet de sa prédilection, et, après la restauration des

Bourbons, il fut chargé de l'introduire à Naples. Cette méthode, préconisée quelque temps par les libéraux, fut bientôt abandonnée comme rendant l'éducation matérielle et la jetant dès lors dans le sensualisme. Les salles d'asile pour l'enfance, les écoles élémentaires et supérieures furent multipliées; en général, on regarda comme un progrès d'en exclure les ecclésiastiques, bien que les pères des écoles pieuses et les frères de la doctrine chrétienne eussent produit d'excellents résultats et de très-bons livres.

Il suffit de comparer les théories de Lombardelli, de Sadoleto, d'Antoniani avec celles de Lambruschini, de la Ferrucci, de Tommaseo, et les applications de Soave, de Taverna, de Giudici avec celles de Parravicini, de Thouar, d'Aporti, de Codemo, de Rosi, de Fava, de Valussi..., pour reconnaître une amélioration notable; dès lors il faut désirer que nos écoles, quelles qu'en soient les méthodes, aient pour objet principal le libre développement de la raison personnelle des jeunes gens, le respect du devoir, la diffusion parmi le peuple de cette instruction qui imprime à la physionomie une plus grande douceur, comme la plus grande aisance fait naître une conduite plus réservée et des mœurs plus douces : progrès véritables qui rapprochent les différentes classes pour arriver à constituer une seule famille.

CHAPITRE CLXXXVII.

SCIENCES MATHÉMATIQUES ET NATURELLES.

Les orages politiques semblèrent secouer les esprits; répudiant la fade littérature, la vieille routine et les théories flottantes, ils poussèrent les sciences à une hauteur qu'elles n'avaient jamais atteinte, en les munissant de l'observation et du calcul précis des espaces et de la quantité.

Les Italiens aidèrent peu à la géographie, car on ne peut tenir compte de livres compilés sur des livres, ni des atlas et des tables, travaux de patience, dont on aperçoit l'inutilité quand il faut s'en servir, et qui ne sont pas même d'accord sur les données positives, comme serait la population ou la qualité des terrains. L'*Abrégé de géographie* de Balbi, venant le premier, fut adopté comme manuel, même par les étrangers. Quelques dictionnaires géographiques pour des contrées particulières furent utiles, comme celui

du Bergamasque par Maironi, du Modénais par Ricci, du Piémontais par Casalis et Stefani; il faut distinguer surtout celui de Repetti pour la Toscane, dans lequel, se servant des recherches déjà faites par Targióni Tozzetti, il offre non-seulement la chorographie et la statistique, mais tient compte des monuments, des chartes, de l'histoire civile et de l'histoire naturelle de chaque pays. L'*Atlas statistique d'Italie* de Serristori, la *Géographie d'Italie* de Marmocchi et de Zuccagni Orlandini, l'*Annuaire* commencé par Ranalli eurent de la réputation.

Quant aux voyageurs, Joseph Acerbi, journaliste mantouan, publia ses *Voyages au Nord*, où l'on assure qu'il ne pénétra jamais. Antoine Montucci de Sienne, qui avait accompagné Macartney en Chine, fit de la langue de ce pays le dictionnaire le plus commode pour les Européens; il enseigna à Londres, à Berlin, à Dresde, enfin à Rome, où il céda à Léon XII ses livres, ses manuscrits et ses caractères chinois. L'histoire naturelle du Chili, publiée en italien à Bologne, en 1810, est de l'Américain Molina. Fagnani, comte milanais, écrivit des lettres sur la Russie, trop personnelles. Nous avons de Belzoni et de Brocchi des renseignements sur l'Afrique, outre les faits anecdotiques de Pananti. Codazzi de Lugo, colonel du génie dans l'armée de Murat, alla faire des recherches à Vénézuéla et dans la Nouvelle-Grenade. Charles Vidua de Casal-Montferrat parcourut l'Europe, la Crimée, l'Égypte, le Désert, la Terre Sainte et les îles pour se procurer des documents de toutes espèces. Dans les deux Amériques, il recueillit un grand nombre de curiosités, d'autres dans la Chine et l'Inde; mais à Lachendon, s'étant trop approché d'un volcan, il se brûla une jambe, accident dont il mourut, en vue d'Amboine. Plusieurs de ses écrits se sont égarés, et d'autres ont été publiés par César Balbo, parmi lesquels un sur l'état des connaissances en Italie.

1762-1829.

1785-1830.

Jean Raymond Pacho, de Nice, voyagea dans l'Arabie, l'Égypte et la Cyrénaïque, en recueillant des faits tres-importants, qu'il voulait compiler après son retour; mais se trouvant dépourvu d'argent il se donna la mort. Le Bergamasque Constantin Beltrani fit un long séjour en Amérique, et remonta jusqu'aux sources du Mississipi, recherchant les monuments qui éclairent les origines de ces peuples. Omboni parcourut intrépidement l'Afrique et l'Amérique; Moro, Beltrami, Codazzi accrurent les connaissances sur l'Amérique, et della Casa, sur l'Afrique. Le marquis Carlotti, le duc de Vallombrosa, les Lombards de Vecchi, Dandolo et Osculati le plus hardi, virent et décrivirent d'autres pays. Il

1749-1829.

faut y ajouter les *Lettres édifiantes*, écrites par les missionnaires, et les *Mémoires sur l'Australie*, publiés à Rome, en 1854, par l'évêque de Porto-Vittoria. Les *Voyages au pôle* du Véronais François Monescalchi, loués pour leur exactitude, appartiennent à l'histoire.

1746-1826. Le bénédictin Joseph Piazzi, natif de Ponte en Valteline, monta l'observatoire de Palerme, et le pourvut d'un cercle mural à l'intérieur; il agrandit le Catalogue des étoiles fixes de Flamsteed et de Wollaston, qu'il porta jusqu'à six mille sept cent quarante-huit. Mettant à profit une pensée de Galilée, adoptée par l'Anglais Herschel, il observa le petit angle formé entre une étoile brillante et une autre moindre qui l'accompagne, et de la variation de l'ouverture tous les six mois il déduisit la distance des astres; il fut moins heureux dans l'application; il étudia mieux l'obliquité de l'écliptique, bien que l'irrégulière réfraction du soleil en hiver l'empêchât de déterminer avec précision les deux solstices. Dans toute l'antiquité connue, on n'avait découvert aucune planète nouvelle; Herschel, le premier, découvrit en 1789 Uranus; puis vint Pazzi, qui aperçut Cérès le premier jour de l'année 1801 : découverte qui fit du bruit, parce qu'elle était la première, et parce qu'elle semblait vérifier l'hypothèse de Kepler, que les planètes se trouvaient disposées autour du soleil dans les distances de 4, 7, 10, 16, 23, 52, 100, où manquait la quatrième entre Mars et Jupiter, vide que remplissait Cérès. Mais dès que l'Académie de Berlin, après avoir divisé le ciel en vingt-quatre heures, en eut confié une à chacun des plus habiles observateurs, de manière à former des cartes exactes, la découverte d'autres astéroïdes entre Mars et Jupiter devint une affaire presque mécanique; dans ces derniers temps, de Gasparis de Naples en a découvert plusieurs autres.

1752-1832. Oriani, pauvre enfant des environs de Milan, recueilli par les chartreux et devenu le frère Barnabé, fut ensuite employé à l'observatoire de Milan, qu'il aima passionnément; lorsque Napoléon lui offrait des honneurs, il lui demandait quelques instruments, et à sa mort il laissa tout ce qu'il possédait à cet observatoire. En trouvant tous les rapports possibles entre les six éléments de tout triangle sphéroïde, il résolut des difficultés déclarées insolubles par Euler; il précisa les éléments d'Uranus.

1779-1851. Le scolope Jean Inghirami de Volterra continua la gloire de l'observatoire Ximénien de Florence; chargé d'une des heures de l'uranographie, il s'acquitta de cette tâche avec un mérite supé-

rieur, et ce fut avec une méthode très-simple qu'il suivit les occultations journalières des petites étoiles au-dessous de la lune, de sorte qu'il suffit d'additions et de soustractions pour effectuer les plus difficiles calculs astronomiques; aussi l'académie de Londres le proclama une intelligence merveilleuse, et les principales nations maritimes voulurent qu'on ajoutât l'éphéméride planétaire d'Inghirami à leurs éphémérides astronomiques. Il éclaircit des ouvrages très-difficiles de calcul supérieur, publia un Cours mathématiques et les Principes hydromécaniques, et (en 1817) mesura une base de cinq milles sur laquelle fut érigée la triangulation de la Toscane. Dans toute la Péninsule, on appliqua les mathématiques célestes à une opération semblable pour servir de règle aux opérations du cens; les astronomes de Naples se distinguèrent dans ce travail.

Jean Plana de Voghera, en traitant avec une profonde analyse de la constitution atmosphérique de la terre, des réfractions astronomiques et des perturbations planétaires, poussa fort avant les idées de Laplace; il donna la théorie du mouvement de la lune, et déduisit les trois coordonnées de l'unique principe de l'attraction universelle; ses recherches analytiques et ses études sur la formation des couches de la terre ne furent pas même interrompues par la vieillesse. Il traça un méridien à travers le Piémont, aidé par le Milanais Carlini, qui trouva une nouvelle méthode pour construire les tables astronomiques; il est compté parmi les bons observateurs avec Colla de Parme, Calandrelli et Scarpellini de Rome, de Cuppis, Cappocci, Nasili de Naples, Bianchi de Modène, Santini d'Arezzo, élève du célèbre Paoli, ensuite professeur à Padoue, et qui, outre plusieurs mémoires, donna une Théorie des instruments optiques. Le travail analytique du Novarais Mossotti sur la détermination de l'orbite des corps célestes, et sa méthode pour déduire les éléments d'une planète ou d'une comète de quatre observations par des équations du premier degré, méritent d'être signalés avec éloge; Cavezzini, Piémontais aussi, inventa les tables géocentrique et héliocentrique. Le jésuite François de Vico de Macerata, directeur de l'observatoire de Rome, étudia les nébuleuses, et principalement celle d'Orion et les comètes; le premier, il vit en Italie, en 1835, celle de Halley, dont il calcula le retour; outre Vénus, dont il précisa la rotation, il examina l'anneau de Saturne avec son sixième et septième satellite. Nous devons nommer, bien que Hongrois, le baron de Zach, qui dirigea la construction des observatoires de Naples et de Marlia près de

Lucques; de 1816 à 1826, il fit paraître à Gênes son importante Correspondance astronomique, géographique et statistique.

Le perfectionnement des instruments facilita beaucoup les études astronomiques, et si l'Italie reçoit de l'étranger les meilleurs télescopes, ceux du Modénais Jean-Baptiste Amici ne sont pas inférieurs à ceux de Herschel (1); il fit des chambres claires, microscopiques à réflexion et catadioptriques; plus tard, proscrit et réfugié à Florence, il multiplia les observations célestes. On vante également beaucoup les télescopes et les lunettes du Piémontais Porro.

Les observatoires publient des annuaires et des mémoires, en étendant leurs observations jusqu'aux phénomènes magnétiques, pour lesquels on a établi sur le Vésuve un observatoire spécial. Le jésuite Sacchi prétend avoir reconnu la loi qui règle les bizarres mouvements de déclinaison de l'aiguille magnétique; selon lui, le soleil agit sur elle comme un aimant d'une grande puissance, situé à une énorme distance de la terre, et dont les pôles, du même nom que ceux de la terre, se dirigent vers la même partie du ciel. Il fut le premier qui à Rome put se servir des communications électriques pour établir la simultanéité des observations météorologiques, desquelles on attend beaucoup d'avantages pratiques.

Dans l'instrument le plus puissant de l'analyse, les mathématiques, quels noms opposerions-nous à l'Italien Lagrange et aux étrangers?

1750-1800. Laurent Mascheroni mourut émigré et pauvre en France, où il fut consulté sur le nouveau système des poids et mesures, auquel travaillèrent Lagrange, Vassalli, Fabbroni, Balbo, ainsi que 1768-1837. Pierre Franchini, auteur d'un cours d'analyse, de la science du calcul, de résolutions des équations algébriques de tous degrés et qui fut membre de l'Institut de France et sénateur de l'empire.

Comme le Vénitien Collalto, Brunacci de Florence soutint parmi les Italiens la méthode de Lagrange, tandis que les Français préféraient celle de Leibniz, ou plutôt les fondirent. Le Novarais Mossotti, professeur de physique, de mathématiques et de mécanique céleste à Pise; les Lombards Mainardi, Frisiani, Bordoni,

(1) Le gouvernement italien le chargea de faire, en 1811, le plus grand télescope qu'on eût encore vu en Italie. Le physicien Gualtieri de Modène s'en attribue le mérite, et il en a fabriqué un plus grand, c'est-à-dire de onze pieds de foyer et de neuf et demi d'ouverture, qui donnera une lumière double de celui de Herschel.

Brioschi, Turazza, Ruffini de Valentano;... Bellavitis, les Vénitiens Conti et Minich continuent de profondes recherches mathématiques sur le calcul supérieur et la méthode des équipollences; le Vicentin Fusinieri poursuit le même travail sur la trisection de tout arc de cercle, et le Savoyard Louis Menabrea, sur le difficile problème des vibrations. D'autres recherches paraissent également soit dans les *Annales* de Tortoni, soit dans les travaux des diverses académies, surtout de celle des Quarante à Modène.

Lorsque Wronscki publia la *Philosophie de la technique,* en posant le premier le théorème général et le problème final des mathématiques, dont il plaçait le caractère distinctif dans la certitude d'un principe unique, trascendant, absolu, Romagnosi voulut le réfuter; mais, outre qu'il oublia le respect dû à un grand homme, il ne sut manier la géométrie qu'avec incertitude.

Le Véronais Pierre Cossali, dans l'*Histoire de l'algèbre*, revendiqua contre Montucla quelques gloires italiennes; mais il fatigue par son style grossier et ses divagations. L'*Histoire des mathématiques en Italie*, écrite en français par le Toscan Guillaume Libri, érudit dont la passion pour la bibliographie devait lui être funeste, le montre habile mathématicien plus que bon historien; car il accumule et divague, altère même les faits pour satisfaire ses passions et celles du moment. Aucune chose n'est moins *nationale* que la science, et un pays peut en offrir un épisode, mais jamais cet enchaînement, qui seul constitue les sciences: puis, il arrive trop facilement qu'on y mêle l'orgueil et la passion jusqu'au paradoxe; qu'on attribue à sa patrie des inventions certainement étrangères, et que, sans infidélité volontaire, on admire comme vrai ce qui n'est que le fruit pénible d'une invention. 1748-1815.

Jean-Baptiste Venturi, de Reggio, impliqué dans la première révolution, suivit en France les expériences des meilleurs physiciens, publia des articles et des dissertations; après avoir étudié les manuscrits des bibliothèques du pays, il écrivit sur Léonard de Vinci, Galilée, Castelvetro, sur l'origine et les progrès de l'agriculture; homme simple jusqu'à l'avarice, il portait dans ses poches doublées de fer blanc ses modestes provisions de voyage, quand il allait visiter différentes cités pour confronter des manuscrits. 1746-1822.

Le mérite des Italiens dans l'hydraulique fut soutenu par la pratique plutôt que par des théories; mais on cite avec éloge les

Toscans Fossombroni et Brunacci, nommé plus haut, auteur du *Bélier hydraulique*, et le Bergamasque Tadini, dont la théorie des ondes est vainement usurpée par les étrangers. Pessuti simplifia, et rendit intelligible, même aux commençants, la formule compliquée de Laplace pour l'attraction capillaire.

Le dessèchement des maremmes toscanes et vénitiennes, les digues pour les fleuves et la mer, les canaux de navigation et d'irrigation exercèrent grandement les hydraulistes. Joseph Bruschetti prépara une bonne histoire des canaux de Lombardie; Parea, Lombardini, Paleocapa, Colombani, Brighenti et Possenti firent sur les fleuves et les lacs d'Italie des recherches et des expériences savantes. Pierre Ferrari de Spolète, architecte de la Chambre apostolique, outre les projets pour dessécher le lacs Trasimène et Fucino, laissa celui d'un canal navigable qui devait déboucher de l'Adriatique dans deux endroits de la Méditerranée. Les projets n'ont pas manqué et ne manquent pas, mais il est temps que l'hydraulique, l'économie et l'agriculture s'associent sérieusement pour remédier à l'un des plus grands maux de la péninsule, l'irruption des torrents, occasionnée par le défrichement et le déboisement des forêts; en effet, les montagnes se crevassent, les terres s'éboulent, et les fortes pluies, qui ne trouvent plus d'obstacles dans les feuilles et les racines, comblent les vallées et ruinent les champs cultivés.

1753-1825.

Au premier rang des découvertes modernes figure la pile de Volta, qui vécut pourtant jusqu'en 1826 sans contribuer en rien aux progrès que son invention amena dans la physique et plus encore dans la chimie; cette pile devint bientôt non-seulement un puissant instrument de décomposition, mais une source de lumière, de force, puis de merveilles inépuisables quand on l'eut combinée avec le magnétisme. Ces mérites appartiennent aux étrangers; mais il ne faut pas oublier qu'à Pavie le professeur Brugnatelli employa la pile à la décomposition du sel commun et d'autres sels, obtint la dorure, et précipita l'or, l'argent, le zinc sur divers métaux; il remarqua les propriétés électro-métallurgiques du sulfate de zinc, expliqua le phénomène des piles secondaires : vérités magnifiques, enregistrées dans les annales de la chimie, qui le font prédécesseur de Davy, de Nicholson, de Jacobi, de Kamp, bien qu'il ne soit pas connu (1).

(1) Grimelli (*Histoire de l'électro-métallurgie italienne*; Modène, 1844) indique tout ce que les Italiens avaient fait en cette matière jusqu'à cette année.

Le Piémontais Étienne Marianini, sur les traces de Volta, soutint, avec des observations perspicaces, l'origine physico-mécanique de l'électricité, contre ceux qui y voient une action chimique, comme le Génois Botto, lequel étudia aussi l'application de l'électro-magnétisme à la mécanique. Matheucci, de Forli, étudia le passage des courants à travers les liquides, puis l'électro-physiologie surtout dans la torpille, et construisit des piles d'animaux à peine morts (1) ; mais il ne semble pas vouloir rattacher ces phénomènes aux fonctions des nerfs, si ce n'est indirectement. Après avoir isolé les muscles des grenouilles, il découvrit qu'ils absorbent l'oxygène et renvoient l'acide carbonique, comme des poumons; enfin, il obtint de ces muscles des phénomènes chimiques et des courants électriques. Zamboni, contraire à la théorie électro-chimique, fit avec des piles à sec un pendule perpétuel.

En 1790, Romagnosi observait qu'une boussole déviait placée sous l'action du courant électrique; il annonça le fait dans les journaux, mais personne ne s'en occupa, et lui-même ne donna à cette découverte ni développement ni exactitude scientifique, de sorte que tout le mérite en est resté au Danois Œrsted; avec des courants d'induction on peut, grâce à cette découverte, communiquer à des fils métalliques toutes les propriétés d'un aimant, et obtenir ainsi les aimants temporaires, fondement de tant de combinaisons électro-magnétiques, au moyen desquelles on a fait des télégraphes et des machines locomotrices; en les appliquant aux métiers à la Jacquard ainsi qu'à la communication entre les wagons des voies ferrées et avec les stations, même alors qu'ils roulent, le Milanais Bonelli a rendu de grands services. Si l'Udinois Magrini, auquel on doit d'autres observations ingénieuses, démontre la polarisation de l'électricité, nous aurons fait un nouveau pas vers l'unification des agents impondérables. Obtenir des piles à peu de frais, de manière à rendre économique la décomposition de l'eau et à nous pocurer ainsi à bas prix le gaz éclairant et échauffant, c'est l'objet des études opiniâtres et l'espoir du Génois Carosio.

La science de la lumière, le plus beau et le plus merveilleux des impondérables, se trouve la plus avancée des sciences physiques, parce qu'elle est la plus indépendante; elle fut radicale-

(1) Nous devons rappeler les physiciens Miranda et Paci, Napolitains, et les études anatomiques de Pacini sur les organes électriques de la gymnote et du silure électrique.

ment changée dès le jour où l'on revint des émissions de Newton aux ondulations de Huygens, qui ont produit les étonnants phénomènes de l'interférence et de la polarisation. Léopold Nobili, de Reggio, étudia cette dernière; la métallo-chromie, le double aimant électrique, la théorie des inductions faisaient espérer qu'il serait un des plus grands physiciens, s'il n'était pas mort prématurément. Sa pile thermo-électrique, où la chaleur agit sur le galvanomètre, est plus sensible que tout thermoscope aux variations de calorique; car elle peut indiquer, avec la sensibilité d'un tiers et d'un quart de degré, la vélocité de la transmission et la quantité d'irradiation à travers les corps transparents.

1825.

Macedonio Melloni, professeur à Parme, contraint avec Amici de s'enfuir après la révolution de 1830, emporta dans l'exil un thermoscope perfectionné, et, après avoir complété ses expériences, il l'offrit à l'Institut de France; mais celui-ci, enchaîné dans ses habitudes et peu favorable à un étranger, refusa d'exprimer son opinion; Melloni alors s'adressa au public, et Biot fit un rapport rempli d'éloges. L'auteur lui-même, dans la *Thermochrosis*, écrite en français, exposa longuement ses découvertes, qui consistaient à révéler dans le calorique des rayons de nature différente, quelques-uns transmis, d'autres interceptés par certains corps : outre la chaleur ordinaire, qui se propage lentement et par des moyens divers, il y en a une rayonnante, qui se communique non par contact, mais instantanément et toujours en ligne droite, comme la lumière; elle traverse le verre noir, comme la lumière le cristal limpide; elle ne passe pas à travers quelques verres verts réunis par une couche d'eau, mais à travers l'eau et l'alcool, sauf à se décomposer, comme le fait la lumière quand elle traverse les verres prismatiques; les lames métalliques sèches la réverbèrent, et le noir de fumée l'absorbe; le papier blanc et la neige réfléchissent quelques-uns de ses rayons et en absorbent d'autres. La chaleur rayonnante est-elle un agent qui diffère de la lumière? Melloni se prononce pour l'affirmative; le soleil est donc une source de rayons infinis, divers entre eux, qui possèdent la triple propriété de brûler, d'éclairer, de produire des impressions photographiques. Si la physique a pour but de connaître le mécanisme des actions naturelles et d'en découvrir les agents, Melloni n'en trouva aucun; mais, en analysant la nature du calorique, il fit faire à la science un de ces pas qui la transforment; il est mort à Naples, dans un âge peu avancé. On a de lui un électroscope bien supérieur aux précédents.

1856.

Belli, de Vallanzasca, auteur d'une physique très-estimée et de profondes recherches sur les variations de la croûte terrestre, a fait sur le calorique des travaux qu'on admire également. Le Piémontais Amédée Avogadro a établi cette loi, que les chaleurs spécifiques des gaz composés, maintenus sous un volume constant, comparés à ceux d'un égal volume d'air ou d'un gaz simple sous une température et une pression égales, sont exprimées par la racine carrée de la somme des nombres entiers et fractionnaires des volumes des gaz simples. Il compila une physique des corps pondérables, et chercha à prouver que les gaz simples, à volumes égaux et sous des pressions égales, contiennent un nombre égal d'atomes : principe de suprême importance pour déterminer le poids des atomes qui concourent à la formation des corps.

1776-1856.

L'Italie peut se glorifier d'autres physiciens illustres, comme le Florentin Vincent Antinori; monseigneur Gili, qui munit la coupole de Saint-Pierre à Rome, en l'isolant au moyen d'un seul paratonnerre, travail gigantesque, comme la méridienne tracée sur la place de cette église, à laquelle l'obélisque sert de gnomon; Zantedeschi, qui le lendemain de toute grande découverte se présente pour en réclamer la priorité, comme un génie qui entrevoit les vérités, mais sans cette plénitude scientifique qui les rend effectives. Ajoutons les hommes distingués, tels que Majocchi, Zambra, Cima... qui popularisent ces connaissances dans les journaux ou les livres.

Joseph Raldi, botaniste florentin, chargé en 1817 d'un voyage au Brésil, puis en Égypte avec Rosellini, fit connaître quelques nouvelles cryptogames; de Notaris étudie ces plantes en belle rivalité avec Moris, nom européen, à qui l'on doit la *Flore sarde*, comme la *Flore dalmatique* est due à Devisiani. Les Vénitiens Meneghini (*Algologia euganea*), Zanini, Massalango; les Lombards Balsamo-Crivelli, Cornaglia, Cesati, Garovaglio travaillent à découvrir les mystères de cette belle science, dans laquelle se sont distingués les Napolitains Piccioli, Tenore, Gasperini, Parlatore, qui agrandit la science en visitant les plages les plus lointaines. L'avocat Colla, de Turin, s'est occupé surtout du pourpier et de la camélée. Un grand nombre de végétaux et d'insectes conservent le nom de François André Bonelli de Cuneo, bon naturaliste. Ciro Pollini fit la *Flore véronaise;* Re, la *piémontaise;* Comolli, la *comasque;* Bergamaschi, celle de Bergame; Massara, la *valtelinaise;* Perini et Ambrosi, celle du Tyrol; on doit celle de Pise à Salvi, qui recueillit ensuite dans la *Flore italienne* (1818-

1748-1830.

24) les plus belles plantes que l'on cultive dans la Péninsule. Georges Gallesio fit la *Pomone italienne;* le Milanais Vitadini, perspicace microscopiste, prépara en cire tous les champignons.

Mauro Rusconi, de Pavie, porta une grande lumière sur la génération des grenouilles. Le Milanais de Filippi figure parmi les naturalistes les plus distingués dans l'ordre du règne animal (1); sa partie ornithologique a trouvé un disciple renommé dans Charles Bonaparte (1857), et Joseph Gené l'a exposée avec un talent supérieur. Les mollusques de l'Adriatique furent étudiés par Étienne Renier, de Chioggia, dans un ouvrage qu'il publia après trente ans, en 1816. Le Bellunois Doglioni, homme éminent, recueillit et publia les oiseaux de sa province, comme Carraro, de Lonigo. Le Bergamasque Mangili, soigneux scrutateur de la nature, découvrit le système nerveux des sangsues et des coquilles bivalves; en outre, il écrivit sur les mammifères sujets à la léthargie, sur la fécondation artificielle des girelles, la circulation du sang dans le mésentère des grenouilles et les branchies des poissons, et enseigna l'usage de l'ammoniac contre la morsure de la vipère.

1767-1829.

La zoologie, non contente de révéler l'infiniment petit, chercha dans le sein de la terre les débris d'un monde éteint, et détermina selon ces restes l'âge des terrains. Le Bassanais Brocchi examina l'état physique du sol de Rome, et, servi par son érudition, décrivit quelques localités de l'Italie, mais surtout les collines conchylifères subapennines : travail qui fournit des éléments certains aux savants postérieurs pour établir l'identité de formation des terrains, non d'après le gisement, mais les corps organiques qu'ils contiennent. Se voyant négligé par le gouvernement autrichien, il se rendit en Afrique, et mourut dans le Sennaar, en 1826. Scipion Breislak donna une introduction à la géologie, décrivit selon cette science la province de Milan et la Campanie, et démontra que les sept collines de Rome sont des cratères de volcans éteints. Gaétan Rosina a laissé des recherches minéralogico-chimiques sur les vallées d'Ossola, et des observations sur le mouvement intérieur des solides.

1752-1826.

1769-1830.

Outre Maraschini, le Vicentin Marzari Pencati, abandonnant la botanique pour la géologie, visita les pays les plus curieux, décrivit les terrains de la Vénétie et ce qu'il avait observé durant un voyage

(1) Parmi ses récentes découvertes, nous mentionnons celle du petit ver dans les perles des unios et des anodontes, auquel il attribue la précieuse concrétion.

dans le bassin du Rhin et la Ligurie occidentale; il s'aperçut que les granites étaient émergés après le dépôt des calcaires conchylifères. La géologie fut ensuite cultivée avec passion par les Napolitains Nicolas Covelli, Monticelli, Sacchi, Pilla; en Romagne, par Scarabelli, Orsini, Spada; en Toscane, par Cocchi, Meneghini, Savi; en Sardaigne, par La Marmora; dans la haute Italie, par Collegno, Pasini, Zigno, Pareto, Curioni, Catullo, Stoppani, et par Ange Sismonda, connu plus au loin. Étudiant chacun la contrée qui leur est familière, ces savants préparent une carte géologique de l'Italie; avec les étrangers de Buch, Dolomieu, Beaumont, Agassiz, ils examinèrent les terrains d'Italie, et agitèrent des questions très-animées, surtout à l'égard du lias de la Tarantaise, qu'on voulait soutenir être le sol le plus ancien, fait nié par Curioni, avec d'autant plus de raison qu'on trouva bientôt à Jano la flore carbonifère unie à la faune; dès ce moment on cessa d'avoir un respect excessif pour les systèmes de quelques Français. L'émersion même, préconisée par Beaumont, et que Laurent Moro avait déjà énoncée, dut céder à la théorie du resserrement de la croûte de la terre, produit par son refroidissement, comme le soutient Belli avec un grand cortége de preuves.

La géologie fut par hasard la science qui tirait le plus de profit des congrès scientifiques; mais, comme elle est encore trop conjecturale, on peut difficilement déterminer le mérite de ceux qui la cultivent, et tel est qualifié d'éminent par les uns qui se voit traité de charlatan par les autres. En effet, Gorini, de Lodi, se présente avec sa théorie du plutonisme, qui ferait écrouler les précédentes : elle est donc répudiée par tous les géologues antérieurs.

Les soins qu'on exige aujourd'hui des observateurs sont si délicats, qu'aucun d'eux, loin de s'aventurer dans les divers règnes de la nature, ne peut même s'occuper des différentes provinces du même royaume; du reste, on ne fait avancer la science que par une longue persévérance sur un seul point, jusqu'à ce que vienne une haute intelligence qui réunisse tout au moyen d'une puissante synthèse.

Un grand nombre d'écrivains traitèrent de l'agriculture : Filippe Re, qui rédigeait les *Annales d'agriculture du royaume d'Italie;* Ricci, Malanotti, Ridolfi, Onesti, Lambruschini (1) en

(1) Chose remarquable, la plupart de ceux qui dans le siècle passé réveillaient l'agriculture en Toscane étaient prêtres : les curés Paoletti, Landeschi,

Toscane; à Pavie, Moretti, qui publia une bibliothèque agronomique; en Piémont, outre les indigènes, le Bolonais Berti-Pichat, qui réunit un amas de connaissances de tous genres. Le chimiste Dandolo avait déjà traité de l'élève des troupeaux, des vers à soie et des vins. Le Napolitain Nicolas Giampaolo écrivit un catéchisme d'agriculture, et s'occupa des moyens de remédier à l'immoralité produite par les dernières vicissitudes politiques. Jacini, en traitant de la condition des paysans en Lombardie, donnait des conseils pour l'améliorer. Le Lodigian Augustin Bassi écrivit sur l'éducation des mérinos, propagea la culture de la pomme de terre, et de meilleures méthodes pour faire le vin et les fromages; il étudia la moisissure qui détruit les vers à soie, en reconnaissant qu'elle provenait d'un parasite végétal, qu'on appela *botrite bassiana;* bien plus, il fit dériver toutes les maladies contagieuses de parasites animaux ou végétaux. Les remèdes qu'il proposa ne suffirent pas, mais lui procurèrent des distinctions sinon du profit. Gera de Conegliano, Rizzi de Pordenone, Freschi de San-Vito, le Piémontais Ragazzoni... s'occupent de ces applications avec un zèle louable; beaucoup poursuivent le reboisement, beaucoup l'amélioration des animaux de la campagne, et les travaux de Joseph Gazzeri de Florence sur les engrais produiraient de grands avantages, s'ils étaient consultés par la population agricole d'Italie. Les sociétés et les journaux propagent ces connaissances, qui placent en haute estime l'académie des Géorgophiles de Florence.

1751-1832.

1773-1856.

La chimie, instrument d'analyse par excellence, qui poursuit la matière jusque dans ses éléments les plus infimes, a fait son apparition parmi les dernières sciences, et profite de toutes pour s'avancer à pas de géant, au point de vieillir promptement ce qui était nouveau hier. Les théories du phlogistique de Lavoisier furent en partie combattues, mais plus développées par le Savoyard Berthollet, expérimentateur soigneux; ce chimiste crut que les substances animales se distinguaient des végétales par l'azote, conclusion précipitée; il étudia les chlorates, et obtint l'argent fulminant, qui devait plus tard changer le mode d'amorcer les armes à feu. Louis-Valentin Brugnatelli crut nécessaire un supplé-

1748-1822.

le préposé Lastri, les abbés Lupi, Lami, Manetti, Jean Gualberto Franceschi, l'archidiacre Joseph Albizzi, le chanoine Zucchini, le moine Soldani, et, pour taire les autres, le chanoine Ubaldo Montelatici, qui, en 1755, fonda l'académie des Géorgophiles. Guasco, agronome piémontais, était chanoine; Genovesi, Scrofani et beaucoup de membres de la Société patriotique à Milan étaient abbés.

ment à la théorie de Lavoisier, parce qu'il ne rendait pas raison du colorique et de la lumière qui se développent dans certaines émergences, et il en tira une théorie personnelle, appelée thermoxygène. Sur les traces de Volta, il observa le premier que le fluide électrique transporte d'un pôle à l'autre les substances métalliques; il put argenter et cuivrer des morceaux de charbon, produisant ainsi dès 1801 ces phénomènes dans la galvanoplastie, qui furent proclamés ensuite par Jacobi et de La Rive. L'argent fulminant, l'acide subérique et l'érythrique ont été découverts par Brugnatelli; on lui doit encore les *Éléments de chimie*, les premiers en Italie dans le sens des théories françaises, et une *Pharmacopée*, louée et traduite même par des étrangers. Porati améliora la chimie appliquée à la pharmacie, et partout s'établirent des écoles pour l'appliquer aux arts.

Une fois qu'elle se fut emparée de la pile de Volta, et que Lavoisier eut fait place à Davy, la chimie put neutraliser les plus grandes affinités, et ne trouva point de corps qui ne lui cédât son principe efficace, son essence; de là les admirables théories des équivalents et du dimorphisme, qui détruisent celle des formes primitives, établie par Haüy. Les beaux travaux sur le sang du Milanais Jean Polli et de Beltrami, les larges applications du Milanais Kramer, du Toscan Gazzeri, de Laurent Cantù de Carmagnole, de Grimelli de Modène, de Sobrero de Turin... ne laissent pas trop envier les étrangers, sous lesquels devinrent excellents Usiglio, Canizzari, de Luca, Malaguti. Le Vénitien Bixio donna une théorie dynamique chimique, en rapport avec la science actuelle, et retrouva la pourpre des anciens. Le Napolitain Raphael Piria est compté parmi les plus grands maîtres de toute l'Europe en fait de chimie organique. La zincographie électrique de De Vincenti serait une des heureuses applications. Les Romains Viale et Latini ont découvert dans l'atmosphère l'ammoniac comme sous-carbonate ammoniacal; ils croient qu'il est dû à la respiration et que, dédagé de l'eau, il retombe avec la pluie sur la surface de la terre; Boussingault, au contraire, pense que les orages produisent l'ammoniac de l'air. François Selmi de Modène écrivit des préliminaires de chimie générale, et trouva de nouvelles piles avec des moyens plus simples et plus économiques. Une foule de jeunes gens étudient maintenant cette science, qui aspire à devenir la première et qui expliquera tant de mystères pathologiques et physiologiques grâce à l'étude des ferments, lesquels en forment aujourd'hui le but suprême.

La médecine profita de toutes ces découvertes; elle avait progressé en se distinguant des sciences auxiliaires, de manière que chacune d'elles put s'améliorer isolément, et qu'elle même profita de toutes pour devenir de plus en plus utile à l'humanité. La physiologie se trouvait dans l'enfance; ce n'était que sur les traces de Haller qu'on étudiait les phénomènes de la vie, et, pour remédier à leurs altérations, on suivait les prescriptions de Boerhaave et de Van Swieten : à l'école de l'irritabilité hallérienne, quelques-uns opposaient la sensibilité; d'autres voulaient l'attribuer à tel ou tel organe; l'insensibilité des tendons, objet de discussions, fut soutenue par Borsieri, de Trente, et le Milanais Moscati. Ce dernier rendit des services lorsque, chargé de la salubrité dans le royaume d'Italie, il s'entoura des jeunes gens de toutes capacités, en les aidant à faire l'épreuve de leurs talents; mais comme il s'occupa de travaux fort divers, il ne parvint au premier rang dans aucun genre. Borsieri appliqua avec une grande exactitude l'irritabilité hallérienne à la théorie de l'inflammation, bannit les anciennes hypothèses de l'obstruction et publia des observations délicates sans aucun air de prétention.

Le cœur est l'organe le plus irritable, et pourtant il n'a point de nerfs, preuve qu'ils ne sont pas le siége de l'irritabilité. Ainsi s'exprimaient les hallériens; mais l'insigne anatomiste Scarpa les y découvrit, et prouva qu'il n'existe aucune différence de structure entre les nerfs du cœur et ceux des muscles soumis à la volonté; qu'on ne pouvait donc conclure que le cœur ait une irritabilité indépendante des nerfs cardiaques, et que ceux-ci, tout au plus, ne produisent pas les mouvements de celui-là.

William Cullen, d'Édimbourg, attribuait la fièvre et l'inflammation à des altérations de l'irritabilité; cette théorie se répandit, les maladies humorales furent exclues, et tout se réduisit au solide vivant. Le Toscan Vaccà Berlinghieri l'attaqua, et soutint que les humeurs ne peuvent subir de corruption que hors des vaisseaux, mais que les altérations salubres ou nuisibles du corps proviennent d'une réaction des solides sur les liquides, suscitée par une nécessité physique; il ouvrait ainsi la voie au pur dynamisme et à l'excitabilité des modernes. Le système de l'Écossais Brown fit encore plus de bruit : distinguant la nature morte de la vivante, ce médecin fait consister la santé dans une dose régulière d'excitabilité, produite par les agents extérieurs, de manière que les maladies se réduisent à deux diathèses : sthéniques là où le principe irritable se trouve accumulé, asthéniques là où il y a épuisement

1732-1812.

de ce principe. En vertu de la même doctrine, il veut que le médecin, dans la cure, se contente d'observer jusqu'à quel degré le malade peut supporter le remède opposé.

Cette apparente simplicité séduisit beaucoup de médecins, qui ne songèrent pas à observer si, comme il en est peut-être de toutes les théories pathologiques, elle n'était pas déduite de principes *a priori;* mais l'Italie recherchait si peu les travaux des étrangers, que ce né fut que dix ans après sa publication que le Parmesan Jean Rasori connut à Florence cette théorie; il commença sa réputation en la traduisant, en la soutenant par un langage vif, des écrits ingénieux, le mépris du sens commun, de violentes railleries contre ceux qui n'y voyaient qu'une pure mode. Toutefois, il la modifia lui-même, ou plutôt il la transforma complétement à l'occasion du pourpre de Gênes en 1800; car, voyant mourir les malades qu'il traitait avec l'opium et les spiritueux, selon le système de Brown, qui employait les stimulants dans toutes les affections morbides et même dans l'apoplexie, il revint avec avantage à la vieille pratique de la saignée et des purgatifs. Dès ce moment au lemme de Brown, qui applique les stimulants partout, il opposa une distinction fondamentale des médicaments, en l'appuyant sur sa propre théorie, dite du contre-stimulant. Selon cette théorie, la vie a pour fondement l'action externe et l'excitabilité produite, dont les instruments sont les sens, la contraction musculaire, les phénomènes de l'esprit et de la passion : il y a unité dans l'excitation, de sorte qu'il ne faut pas soigner tel ou tel organe, mais l'ensemble; les médicaments sont stimulants ou contre-stimulants, et comme tels s'appliquent aux maladies, qui proviennent d'excès ou de manque de stimulant. La phlogose dérive d'un développement des vaisseaux veineux engorgés; elle ne détruit ni n'engendre de parties organiques. Ce dynamisme trouva beaucoup de partisans, et Rasori le soutint par la pratique dans les hôpitaux, bien qu'il finit par admettre l'action spécifique de quelques remèdes, comme du quina dans la fièvre intermittente. L'opium était pour lui un remède souverain; il voulait surtout qu'on étudiât jusqu'à quel point le malade était capable de supporter les remèdes, c'est-à-dire la diathèse.

1766-1837.

La théorie du contre-stimulant fut agrandie et modifiée par Jacques Tommasini; étudiant la fièvre de Livourne en 1804, la fièvre jaune et autres analogues, il donna de claires idées de la diathèse, et forma une *Nouvelle doctrine médicale italienne,* selon laquelle est niée la faiblesse indirecte de Brown, provenant d'excès de sti-

1769-1846.

mulant; l'inflammation est toujours sthénique, c'est-à-dire un développement vital qui consiste en excès de stimulant; on attribue à des phlogoses beaucoup de maladies fébriles et non fébriles, aiguës et chroniques, auxquelles on donnait auparavant de tout autres causes. Toutes les maladies provenaient donc selon lui du stimulant, du contre-stimulant et de l'irritation; néanmoins, il reconnaissait que quelques-unes appartenaient aux deux diathèses; l'usage de la digitale et du tartre stibié, les saignées fréquentes rendirent fameuse l'école de ce médecin éminent. Sa vie fut un triomphe continuel, soit dans les chaires de Bologne et de Parme, soit dans les consultations qu'il était appelé à donner partout, soit dans ses écrits, notamment ceux qui traitaient de l'inflammation et de la fièvre continue.

Sa dynamique organique marque une transaction entre la doctrine de l'excitabilité et celle du particularisme ou mixtionisme, fondée par Maurice Bufalini, de Césène; au lieu de se contenter des forces comme Rasori, ce médecin répudie tout ce qui n'est pas matière et action chimique, et donne pour cause aux maladies une altération profonde et moléculaire de l'organisme humain, créant ainsi la *pathologie analytique*. La doctrine du Français Broussais se généralisa davantage; elle dérivait encore de l'irritabilité hallérienne, produite par des agents extérieurs, les fonctions se troublant si le stimulant est excessif ou fait défaut : d'où la localisation primitive des maladies, le caractère sthénique presque général, l'inflammation des organes digestifs, et par suite un traitement semblable à celui des inflammations, c'est-à-dire des saignées, des boissons, de la glace.

1818. Tommasini eut d'autres contradicteurs, comme Joseph Giannini, de Parabiago, chef de la clinique de Milan, qui écrivit sur la nature des fièvres (1805), recommandant pour les guérir l'immersion dans l'eau glacée (1), les acides, le mercure, et préférant dans les maladies contagieuses la vapeur nitreuse de Smith à celle de Morveau; Speranza, de Crémone, qui repoussait les systèmes, Broussais, les abus de la saignée, non moins que le mixte organique, l'homœopathie et le mesmérisme, pour s'en tenir à l'observation pratique; Geromini, qui attribue les erreurs de la médecine à l'ontologisme, et fonde la pathologie sur l'irritation. Le Brescian Giacomini unit scientifiquement aux doctrines de la dia-

(1) L'usage de l'eau comme remède extérieur est recommandé même par Nessi, médecin comasque (1741-1820), qui donna un bon cours d'ostéotricie.

thèse celle du choix des médicaments. François Puccinotti, d'Urbin, professeur de clinique à l'université de Pise, proclame l'*école hippocratique italienne* ou des étiologues ; associant les doctrines positives des vitalistes et des mixtionistes, il conserve la validité clinique avec l'appareil d'une démonstration scientifique, et accepte le progrès des sciences auxiliaires. Aux diathésistes, qui font passif le principe de la vie, il oppose les actes spontanés naturels, et, dans la *Pathologie inductive*, il part de la nature médicatrice ; il étudie beaucoup les épidémies, conçoit l'idée d'une philosophie médicale, et trace une *Histoire philosophique de la médecine*, versé qu'il est dans la connaissance des anciens.

Cette diversité de systèmes fait rire les personnes gaies, et frémir les gens sérieux ; mais en réalité la pratique aboutit le plus souvent aux mêmes résultats. Quand on examine les hôpitaux, on trouve généralement que le nombre des morts est à celui des maladies dans les mêmes proportions, soit qu'on saigne, soit qu'on laisse mourir de pléthore. Répéter que l'école italienne s'en tient à l'observation plus qu'aux théories, croit beaucoup aux faits, peu aux opinions, étudie les phénomènes naturels, se montre réservée dans ses jugements, recherche simplement la vérité et compte assez sur les forces médicatrices de la nature, c'est peut-être exprimer un désir plus que formuler une théorie. Il n'y a pas en Italie d'école prépondérante ; les médecins prudents s'en tiennent à l'observation, aidée par les progrès de la chimie et de l'anatomie pathologique, par l'usage du stéthoscope, en modifiant le traitement selon les symptômes et l'individu ; du reste, la localisation, si elle prévaut sur la diathèse générale, s'arrête sur un système plutôt que sur un organe. Ce qui est certain, c'est qu'on trouve chaque jour parmi les médecins plus de dignité (1) et une instruction plus étendue, beaucoup d'entre eux, outre la pratique, se livrant à des recherches personnelles et s'occupant de connaître celles des autres. La diagnose et le traitement se sont améliorés considérablement ; de là un grand nombre de bons médecins, tandis qu'on regrette ces talents fameux qui dominaient autrefois ou même tyrannisaient l'art de guérir.

Parmi ces médecins, nous devons mentionner Siro Borda, de

(1) Le 20 janvier 1774, Ferdinand III de Naples publiait un rescrit dans lequel il disait que la faculté de médecine lui avait exposé la répugnance des communautés religieuses à recevoir les fils, les sœurs, les neveux de médecins, tandis qu'elles admettaient ceux des avocats, des docteurs et des négociants. A cet effet, il expose le mérite et la dignité de cette profession.

Pavie, grand partisan du contre-stimulant, et qui multiplia les expériences sur l'acide hydrocyanique, sur l'eau cohobée de laurier-cerise, sur la digitale et d'autres substances; Locatelli, de Canneto, qui, renonçant aux théories pour la pratique, combattit les Browniens; Antoine Testa, de Ferrare, remarquable par son ouvrage sur les maladies du cœur, étudiées encore par le Piémontais Giacinto Sachero, qui professa la doctrine des pouls organiques, que Gandini avait introduite en Italie. Jean-Baptiste Monteggia de Laveno, auteur des *Institutions chirurgicales;* Paletta, de Montecrestese, qui, dans les *Exercitationes patologicæ*, exposa très-bien beaucoup de faits et des vues nouvelles, honorèrent longtemps la clinique de Milan, où Verga approfondit ensuite les maladies mentales; Gualandi, Trompeo, Bonacossa, Monti, Bini, étudièrent encore ces maladies, après Chiarugi, Baccinelli, Calvetti et Ferrarese. On vente le traité de Brofferio sur l'hermomèse. Brera améliora la médecine iatroleptique, fondée sur la faculté absorbante de la peau. Fossati, Pirondi et surtout Rognetta soutiennent en France l'honneur de la médecine italienne, comme en Égypte Ranzi, Raggi, Grassi, Gaetani, Morandi; en Turquie, Mongeri; en Barbarie, Castelnuovo et Mugnani. Le Lucquois Eusèbe Valli étudia en Orient la petite vérole, et la peste bubonique en se l'inoculant; à la fin, il mourut de la fièvre jaune, qu'il contracta exprès à la Havane.

1746-1814.

1787-1855.

1762-1815.

1816.

Rasori, le premier, après 1812, fit une statistique médicale dans l'hôpital de Milan, pour démontrer la supériorité de sa propre méthode; aussitôt se multiplièrent les analyses clyniques, les comptes rendus, les aperçus, surtout après que Tommasi, au commencement de 1821, eut parlé de la nécessité de soumettre à une statistique les faits de la médecine pratique, sans oublier même les classifications : idée louable; mais comme dans l'application elle se réduisait souvent à prouver une théorie préétablie, elle devint là, ainsi que dans d'autres matières, un jeu de nombres.

La médecine légale eut d'excellentes applications : elle occupa Speranza, Gianelli, Pucinotti, Barzelotti (1768-1839), duquel on loue le *Curé instruit dans la médecine* et les *Rapports de la médecine avec l'économie politique;* Omodéi, auteur du *Système de police medico-militaire;* Ruffini, qui traite des enfants trouvés, plaie de notre siècle.

De nouveaux médicaments sont fournis par la chimie, tous

simplifiés, et l'on voit disparaître les recettes polyformes d'un éclectisme charlatanesque; les poisons les plus redoutables sont convertis en remèdes, et, dans le Piémont, Ercolani et Gastaldi viennent d'essayer l'inspiration des vapeurs de nitrate d'argent dans les lentes inflammations de poitrine. L'inoculation de la petite vérole, introduite au commencement du siècle, se propagea malgré de sérieux obstacles; mais le retour des épidémies varioliques mit en doute sa puissance préservatrice. Le choléra et les affections miliaires ont été l'objet de longues études, et pourtant trop inefficaces; on peut en dire autant de la pellagre, sur laquelle ont écrit Cerri, Marzari, Frapolli, Ballardini, Charles Gallo, Caldarini, Rizzi, Fanzago et d'autres Lombards.

Les instruments de chirurgie furent perfectionnés, et beaucoup inventés par Ascoli, de Modène, pour l'ostétricie, pour les hernies par Signorini, d'Adro, qui tenta le premier la désarticulation de la mâchoire inférieure. Donegnani, de Côme, et Schianterelli, de Brescia, se signalèrent par leurs opérations sur les yeux. Le Siennois Paul Mascagni voulut passer en revue toutes les découvertes anatomiques des anciens et des modernes, et en apprécier le mérite; au moyen des injections, il examina toutes les parties de la texture humaine, principalement les vaisseaux lymphatiques, prodiguant l'argent et les soins pour en avancer la connaissance. Dans l'*Anatomie pour l'usage des artistes*, il offrit les plus justes proportions du corps humain bien conformé, et négligea de la publier, comme aussi la *Grande Anatomie*, où les éléments du corps sont représentés avec une incomparable exactitude. On prétend que le Corse Antoine Marchi, qui se rendit à l'île de Sainte-Hélène pour assister aux derniers moments de Napoléon, voulut se l'approprier; mais les professeurs Vacca et Barzelotti se joignirent au professeur Rosini, imprimeur, pour la terminer et la publier au prix de grands sacrifices.

1755-1815.

Parmi les anatomistes, le Turinois Bianchi et Morgagni diffèrent d'opinion sur le foie. Rolando, également de Turin, est un habile explorateur du cerveau; Bellingeri, du système nerveux et de la moelle épinière; Lippi, de la communication des veines avec les vaisseaux lymphatiques; Barbieri, des vésicules spermatiques. Tous ces anatomistes sont corrigés et surpassés par le Vicentin Panizza, qui soutient la gloire de Mascagni par ses travaux sur les vaisseaux lymphatiques, le champignon médullaire et la dépression de la cataracte. Porta se montre investigateur ingénieux non moins qu'habile opérateur; Corti examine l'organe

de l'ouïe ; de Filippi, Gastaldi et Pacini s'occupent principalement de l'istiologie ; Joseph Cantù enrichit le musée de Turin de belles préparations en cire.

On ne saurait oublier, parmi les physiologues, après le Napolitain Tommasi, les Vénitiens Nardo et Berti. Vittadini prétendit changer, malgré les anatomistes et les physiciens, la théorie de la vision, qui fut l'objet des études de dell'Acqua, de Polli, de Cattaneo et de Trinchinetti. Petropoli, qui, en 1808, réprouvait par l'*Étiologie* les systèmes adoptés dans les sciences physiologiques, nous ne le rappelons ici que pour son fameux paradoxe, *Mathématiques et poésie condamnées par la raison*. Les méthodes de Trochina et de Passeri facilitèrent l'embaumement ; la poésie et les vers célébrèrent le Bellunois Segato, lorsqu'il annonça qu'il pourrait réduire en pierre les tissus animaux. Ne trouvant pas de souscripteurs pour les trente mille francs nécessaires à la publication de sa découverte, il vivait à Florence, où il s'occupait de chalcographie et mettait au jour les voyages qu'il avait faits en Afrique ; il mourut bientôt. Il fut contredit par le temps et Jean Rossi, de Sarzane, opérateur très-habile, qui enrichit l'université de Parme de magnifiques préparations ; en Italie, il exécuta le premier l'œsophagotomie. La conservation des cadavres et des viandes propres à la nourriture sont aujourd'hui l'objet de tant d'études, qu'il est permis d'espérer la réussite (1).

1793-1836.

Le Brescian François Aglietti, trouvant à Venise les postes de son art déjà occupés par Paitoni, Lotti, Pellegrini, Cullodrowitz et Pezzi, fonda le *Journal pour servir à l'histoire de la médecine* (1783), aidé par Étienne Gallino, illustre physiologue, et d'autres ; on peut dire qu'il fut le restaurateur de l'anatomie pathologique. Il publiait également les *Mémoires pour servir à l'histoire littéraire et civile* (1793), avec des jugements solides et de bons extraits d'ouvrages ; en outre, il provoqua la fondation de la Société vénitienne de médecine (1789), dont il fut secrétaire et président. Louis Valérien Brera, renommé dans la clinique, commença en 1812 un journal de médecine pratique. A Milan, les *Annales*, rédigées par Omodéi, ensuite par Caldarini et Griffini, jouirent d'une longue réputation ; la *Gazette médicale* de Strambio et de Bertani rivalisait avec elles. En effet, c'est dans les jour-

(1) Le Bellunois Zanon prétend aujourd'hui qu'il peut donner la solidité de la pierre aux substances animales, tandis que Gorini en soutient la mollesse et les autres qualités physiques.

naux, alors nombreux, qu'il faut chercher, plutôt que dans nos pauvres indications, les noms illustres d'une science dont nous voulons tous parler, comme de la politique, et avec autant d'ignorance et de présomption; l'éminent docteur de Renzi, Napolitain, traita de la médecine, quant au passé, avec une large érudition, en donnant de précieux détails sur les systèmes et les personnes; d'autres détails sont encore ajoutés à la traduction de l'*Histoire pragmatique* de Sprengel, et chaque jour nous en trouvons de nouveaux dans de bonnes monographies, parmi lesquelles nous voulons citer celles de Perini et de Ferrario.

Comme Broussais localisait les maladies, de même Gall localisa les facultés par la phrénologie, qui trouva des adeptes et des contradicteurs en Italie (1), bien que la plupart se soient renfermés dans le cercle étroit des railleries et des épigrammes. La même chose arriva de l'hydropathie et de l'homœopathie; cette dernière fut cultivée spécialement par le Napolitain Rucco, qui, étant allé en France en 1814, publia les *Nouveaux Éléments de matière médicale*, et plus tard l'*Esprit de la médecine ancienne et nouvelle comparée* (1846), outre la *Médécine de la nature protectrice de la vie humaine* (1855), les deux derniers ouvrages en français.

Dès le premier moment où les découvertes électriques s'étaient étendues, le Vénitien Pivati avait prétendu qu'on pouvait obtenir l'effet de certains médicaments sans les introduire dans le corps, et seulement en les mettant dans des bouteilles de verre électrisées. Le mesmérisme reparut bientôt avec de nouvelles formes et un nouveau cortége de science et de faits tels, qu'il n'est plus possible de le négliger comme un enfantillage; si l'on ne doit pas en espérer de guérisons merveilleuses et la découverte de certaines vérités, il pourra mettre sur la voie de plusieurs faits qu'il est téméraire de nier dans l'histoire, bien qu'on ne puisse les expliquer. Nous disions il y a vingt ans : « Les individus qui n'admettent que ce qu'ils comprennent, et répudient ce qu'on ne peut ni manier ni couper, nient résolûment les faits ma-

(1) La réfutation que, dès le commencement du siècle, en faisait Moreschi, professeur d'anatomie à Bologne, est accompagnée de cette épigraphe empruntée à Menkenius, et qui prouverait que cette théorie est connue depuis longtemps : *Quis nescit nostris temporibus exstitisse plures qui novam, quamdam artem exploratoriam commenti, intimos mentis humanæ recessus perreptarunt, et iræ, avaritiæ, cupiditatis nunc semiuncium, nunc assem deprehendisse sibi visi sunt?*

gnétiques, parce que les théories physiologiques sont incapables de les embrasser et de les expliquer ; » mais cette science, qui peut-être jettera une grande lumière sur l'action nerveuse, est moins compromise par ses adversaires que par les exagérations de ceux qui la soutiennent.

Devant les conquêtes des sciences physiques, dont l'effet est d'élever au plus haut degré la puissance de l'homme et de son empire sur la nature, quelques personnes s'enorgueillissent ; d'autres se demandent tristement si elles nous améliorent, combien elles favorisent le progrès moral et physique, et si elles ne donnent pas une funeste prédominance au sensible sur l'intelligible.

CHAPITRE CLXXXVIII.

BEAUX-ARTS.

Le privilége d'exprimer en créations enchaînées l'évolution du génie des peuples fut enlevé aux beaux-arts par la littérature, de manière qu'ils déchurent dans les temps nouveaux, mais subirent la même influence que les lettres. Dans la révolution, toute de Brutus et de Timoléons, ils restèrent entièrement classiques ; l'école de David, imitant le mouvement extérieur des anciens avec la prétention de représenter des idées graves en style châtié, domina l'ère napoléonienne ; donnant dans le froid par recherche de la correction, arrivant à une simplicité maniérée par une attitude sérieuse, elle comprima l'originalité, caractère des premiers maîtres de la Grèce et de l'Italie, sous la pompe d'une fausse science. Il est bon sans doute comme tempérament transitoire, de ramener à l'art grec ; mais il ne faut pas en faire un principe esthétique régénérateur. André Appiani en retraçant les fastes de Bonaparte dans ses clairs-obscurs pour le palais royal de Milan, sut adapter avec talent le costume ancien aux troupes modernes ; dans ce même palais et à la villa, il peignit en fresque l'apothéose de Napoléon : travaux qui lui valurent le titre de peintre des Grâces ; du reste, comme art classique, il sera difficilement surpassé. De cette école sortirent Pierre Benvenuti, d'Arezzo, qui à Florence représenta les travaux d'Hercule dans le palais des Pitti et peignit la coupole de Saint-Laurent ; le Parmesan Gaspard Landi, dont on loua le Christ qui monte au Cal-

1769-1844.

1756-1830.

vaire; Camuccini, le Sicilien Errante, le Vicentin Boldrini, et d'autres peintres, grandioses et froids, qui furent comblés d'éloges parce qu'ils fleurirent dans un âge académique, tandis que les artistes postérieurs durent acheter de pauvres articles de journaux.

Plusieurs architectes, étroitement imitateurs, construisaient dans ce genre, avec des distributions grandioses, beaucoup d'absides et d'exhèdres; ils excluaient les ornements des entre-colonnements, adoptaient le dorique presque exclusivement, et ne produisaient que des édifices d'une élégance froide et monotone. A Rome, Camporesi dirigeait les fêtes impériales, et dessina la place Popolo avec le jardin contigu. Le marquis Louis Cagnola érigea à Milan l'arc du Simplon, l'un des plus grands et le plus beau en ce genre; il fit bâtir des églises, des palais et des tours avec un goût très-correct, ne s'éloignant jamais des classiques, pas même dans des édifices dont ils ne pouvaient concevoir l'idée.

1762-1830.

Le chef-d'œuvre de cette manière devait être la place Bonaparte, vaste esplanade autour du château démantelé de Milan, que l'on voulait entourer de tous les édifices nécessaires à une grande ville : temple (on ne devait pas dire église), gymnases, palestres, théâtres, odéon, thermes, bureaux, chantiers avec des canaux, casernes. Le plan fut tracé par Antolini qui, dans les *Éléments d'architecture*, avait fait une rapsodie de Palladio et de Vignole; une description par Giordani accompagnait les dessins gravés. Le classique le plus rigoureux dominait dans tout, sans mélange d'aucune idée originale, excepté celle du Gaétan Cattaneo, qui plaçait au milieu une grande tour représentant l'hermès de Napoléon, sur lequel la couronne de fer servait de terrasse accessible. On ne construisit que l'amphithéâtre, d'une beauté véritable; néanmoins, nous n'avons pas cru inutile de rappeler ce témoignage des conceptions de l'époque.

Dans la même ville on ajouta, avec une hâte incroyable, une façade à la cathédrale, en remaniant les dessins antérieurs, sauf à conserver ce que les siècles précédents avaient introduit de baroque ou de roman; dans ce travail déplorable, les ordres impérieux, qui ne souffraient ni réflexions ni retard, servent d'excuse à Amati; mais cet architecte, lorsqu'il eut plus tard à construire une église entière à Saint-Charles, ne sut, quoique très-libre, que copier le Panthéon, dont il altéra les proportions, et qu'il ensevelit entre deux édifices gigantesques.

On s'occupa davantage de convertir les églises et les monas-

tères en théâtres, casernes et prisons; du reste, on ne saurait dire combien la manie d'embellir, de badigeonner, d'aligner, occasionna de dégâts dans un temps où l'on n'avait aucun respect pour l'antiquité, à moins qu'elle ne fût romaine ou grecque.

Dans les œuvres qui représentaient la famille de Napoléon et suppléaient aux statues transportées à Paris, Canova fut inférieur à lui-même; toutefois, il resta longtemps, et sans émule, le roi de la sculpture. A Milan, Pacetti, Comolli, Acquisti, Grazioso Rusca, Gaétan Monti, Pompée Marchesi suivaient les traces de ce maître; le dernier reçut les plus belles commandes qui puissent échoir à un artiste, monuments royaux et surtout le groupe du vendredi saint, le plus grandiose qu'on ait exécuté dans les temps modernes et l'un des plus malheureux. Thorwaldsen était le seul qui rivalisait avec Canova : celui-ci aspirait à la grâce, en modifiant la nature et les classiques; celui-là voulait la grandeur et la force, pour lesquelles il donnait parfois dans l'emphase et manquait de finesse, outre qu'il se négligeait dans l'exécution, bien que l'idée le préoccupât. A Milan, les Arbetolli du Tésin rendaient le goût sobre et correct jusqu'au sec; puis, après Gerli et Vacani, Moglia introduisait un style châtié, et qui avait pourtant de l'effet; dans les magnifiques moulures de l'arc de la Paix, et dans la *Collection d'objets d'ornementation et architectoniques*, il associait l'étude assidue de l'antique au mérite de bien l'appliquer au moderne.

1844.

On ne connaissait pas de théories supérieures au beau sensible et à l'éclectisme; ceux qui, au commencement du siècle, enlevaient à l'Italie les tableaux de Guido et des Carrache, respectaient les Giotto, les Masaccio, les Signorelli : tant le goût de la pureté se montrait insensible à tout ce qui n'était pas artistement façonné. Le Milanais Joseph Bossi, homme des plus instruits et des plus aimables, passionné pour les livres, dessinait avec une grande correction, mais n'avait pas l'organe du coloris; à l'académie de Milan, il forma une école plus disposée à juger qu'habile à exécuter; chargé de copier le *Cénacle* de Léonard de Vinci, il écrivit à ce sujet un ouvrage où il ne s'élève jamais de l'analyse des formes à la synthèse de l'idée. La princesse de Galles qui, pendant longtemps, fut pour l'Italie un objet d'amusement et de scandale, voulut que Bossi la peignît demi-nue; or, comme il dut travailler dans un milieu très-chaud, il en contracta une maladie qui hâta sa fin.

1777-1815.

1767-1834. Le Ferrarais Léopold Cicognara, dans l'*Histoire de la sculpture*,

n'ose point refuser au moyen âge tout sentiment de beauté; mais, selon lui, la résurrection n'est possible qu'à la condition de se modeler sur l'ancien, et tout est d'autant plus beau et plus grand qu'on se rapproche davantage de l'ancien. Quant à l'idée et à la convenance, ce sont des questions qu'il n'a point à résoudre : Napoléon et Canova doivent marquer l'apogée de l'art possible ; puis viennent des divagations à propos de détails biographiques de peu d'importance, et pourtant il commet beaucoup d'inexactitudes ; il décrit longuement des monuments d'intérêt secondaire, et son intelligence de l'art est limitée ; pour l'Italie, il oublie la France et l'Allemagne, et veut persuader que les guerres donnent de l'impulsion aux arts. Voilà comment l'époque inspirait ou commandait.

Mais, à la vie napoléonienne tout extérieure, représentée par Monti, Gianni, Canova, Camuccini, Rossini, Viganò, avait succédé l'esprit tranquille et méditatif de la vérité historique, du naturel ingénu. On apprit alors à respecter le moyen âge, à chercher la pensée sous la forme, à considérer l'art comme un langage de l'humanité, une manifestation de la civilisation, et par suite il y eut plus d'ampleur dans les théories, plus d'indépendance dans les jugements, plus de profondeur dans les recherches d'un plaisir esthétique, lequel est souvent en raison inverse de la satisfaction *sensuelle*. On peut en voir quelque chose dans J. B. Niccolini, qui parfois éleva l'art jusqu'au patriotisme; dans Serradifalco, qui reproduisit les monuments siciliens avec un soin respectueux; dans Canina même et Nardini-Nespolti qui, bien que dévoués à l'art classique, cherchent à l'entendre dans le sens moderne; mais plus encore dans Tommaseo et Selvatico, attentifs à découvrir dans les œuvres la pensée, qui devait être créée dans l'esprit de l'artiste avant qu'il la réalisât sur la toile ou le marbre. Ce dernier, appliquant aux Italiens l'esthétique allemande, offre de l'école vénitienne surtout une idée différente de celle du vulgaire; il proclame le mérite des artistes du quatorzième et du quinzième siècle, sans oublier d'autres célébrités antérieures à Bellini, à Giorgione, à Squarcione; il déplore le naturalisme introduit par Montegna et Cima, qu'il loue pourtant beaucoup, comme il loue le Titien, mais sans l'adorer, croyant de son devoir d'en signaler les écarts aux jeunes gens.

Ces préceptes firent sourire ceux qui prétendaient que le sentiment et la pratique doivent prévaloir sur les ingénieuses combinaisons théoriques; que les principes esthétiques sont des niaise-

ries dans un art qui a pour objet principal de toucher les sens, et que le beau n'est pas une science métaphysique, mais un choix empirique. Or, de même qu'on railla les romantiques qui voulaient ramener des Arcades à Dante et aux écrivains du quatorzième siècle, ainsi les individus qui dirent que Guido et les Carrache n'étaient pas des modèles, et que Giotto et frère Angélique valaient mieux, soulevèrent le scandale; le titre de puriste devint un reproche opposé à celui d'académique. Mais à Rome, les artistes de la dernière école publièrent une espèce de profession de foi, signée par l'Allemand Owerbeck, par Tenerani, Thomas Mainardi, Antoine Bianchini, qui cherchaient dans l'art quelque chose de plus que les formes, le brillant, le prestige, et ne s'arrêtaient pas à la simple imitation de la nature, qui n'établirait aucune différence de mérite entre le peintre d'histoire et celui de fleurs et d'animaux.

Déjà, la découverte des marbres d'Égine et du Parthénon avait amené à reconnaître un beau vigoureux, supérieur à celui du second âge, admiré jusqu'alors exclusivement; Tenerani, chargé avec Thorwaldsen de les restaurer, comprit le grand style de Phidias, qui paraissait dur aux idolâtres de la correction; mais, ennemi de la pureté exclusive, et acceptant le beau simple et de tous les temps, Tenerani se distingua au suprême degré, soit dans les grâces de la Psyché, soit dans les grandioses Saint Jean l'évangéliste et l'Ange du Jugement, mais surtout dans les tombeaux, qu'ils fussent héroïques comme celui de Bolivar, ou domestiques comme ceux de Merser ou de la Sapia.

Alors Finelli concevait vigoureusement et savait exécuter avec délicatesse des œuvres originales, parmi lesquelles le *Lucifer*. A Rome, Galli, Benzoni, Bienaimé, Revelli, Obici, Tadolini... marchaient sur les traces de ces maîtres. Laurent Bartolini, né à Savignano d'un grossier forgeron, s'obstinait à la sculpture luttant contre l'indigence, il se rend à Paris, où il travaille dans l'atelier de David; mais, loin de le copier, il étudie la nature; quant aux anciens, il estime les artistes italiens du quinzième siècle. Dans ses travaux, il vise à la vérité, qui paraissait du désordre et lui attirait des railleries; au concours pour le prix, il échoue, mais fixe l'attention, et on lui confie la Bataille d'Austerlitz pour la colonne de la place Vendôme; puis, la grande duchesse Élisa le nomme professeur de sculpture à Carrare. Les idéalistes adorateurs de Canova étaient blessés de sa manière, les uns en avaient pitié, et les autres n'en parlaient jamais; en outre, il était haï comme napoléonien, et, à la chute des Bonaparte, on envahit

1777-1850.

son atelier pour briser ses modèles. Bartolini, pour gagner de l'argent, faisait à Florence des vases d'albâtre et des statuettes; mais il reçut des étrangers un grand nombre de commandes, une Bacchante pour Londres, le Fouleur de raisins pour Paris, des portraits pour différents personnages. Néanmoins, les artistes d'Italie ne cessaient de le harceler pour l'audace qu'il avait de chercher le vrai, de remonter aux maîtres du quinzième siècle, de ne pas façonner ses statues sur le modèle des anciens; ils l'accusaient de matérialiser au lieu d'idéaliser, comme les classiques reprochaient aux romantiques de répudier la correction, et pour eux c'était une correction tout extérieure, la syntaxe non l'inspiration, la nécessité d'appliquer l'ancien à tous les sujets, quoique très-différents.

Mais Bartolini variait ses conceptions et son style dans le Machiavel aux Uffizi, dans la Charité du palais Pitti, dans l'Astyanax précipité des remparts de Troie, dans les monuments funéraires; toutefois, comme il travaillait beaucoup, il négligeait la pensée et l'exécution, abandonnait le choix exquis des Grecs, sans atteindre à l'idéalité chrétienne, et tombait dans le naturalisme par susceptibilité. En 1839, nommé professeur à l'académie, il offre pour modèles des bossus, et le *Diario* de Rome se déchaîne contre le nouvel Érostrate, adorateur du laid : Bartolini répond (1) que son Ésope méditant ses fables devait habituer à se soustraire aux généralités usuelles et à saisir des formes caractéristiques, puisque chaque chose, dans la nature, a une beauté propre, relativement au sujet qu'on traite; que Phidias, Murillo, Donatello, Michel Ange et Léonard de Vinci étaient grands pour avoir suivi cette voie; qu'il faut chercher ce *beau naturel* qui est la vérité profondément sentie, complétée par une intention morale, qui ne peut être anéantie ni dégradée par les conditions physiques les plus disgracieuses en apparence.

Aigri par les violences, il adopta pour cachet un bossu qui déchire un serpent; il plaça dans son jardin un monument avec les phrases que le *Diario* avait critiquées; en répondant à la critique opiniâtre, il comprenait mieux sa pensée, dont il modifiait l'absolutisme, mais en exagérant en même temps; puis, tout en protestant de son respect pour l'art ancien, il le trahissait.

Le romantisme, en un mot, pénétrait aussi dans les arts : mais là encore, au lieu de chercher le vrai, d'exprimer une pensée

(1) Dans le *Commercio* de Florence, 12 janvier 1842.

méditée et une foi profonde, de parler à la raison et au sentiment plus qu'aux sens, la tourbe, surtout parmi les peintres, se bornait à changer de sujets, sauf à donner la préférence aux modernes et à ceux du moyen âge ou de la Grèce, qu'elle relevait par des nouveautés pittoresques, les séductions de l'histoire et des scènes passionnées; au besoin même, elle se contentait de la première idée qui se présentait, qu'elle fût purement extérieure et matérielle. Au défaut de sentiment, on suppléait par une plus grande vérité de costumes et d'expression, par des lignes plus pures, un meilleur ordre, une distribution plus agréable; mais il manquait ce souffle intérieur, qui témoigne que l'artiste a étudié l'idée avant de disposer les formes, et qu'il a compris que le beau doit être la manifestation du vrai et devenir une source d'enseignement, en excitant l'émotion, en combattant l'instinct ou le calcul égoïste.

Les peintres Politi, Lipparini, Grigoletti, Bezzuoli et surtout le Vénitien François Hayez se signalèrent dans cette voie. Formé par l'école statuaire, il la relève par un coloris magique, qui voile les attitudes conventionnelles et l'élégance recherchée; détrônant Agricola et Camuccini, artistes épuisés, Hayez fut apprécié même par les partisans du style, et André Appiani fit donner le prix au Laocoon, qui figurait dans un concours à côté d'un travail auquel il avait mis la main lui-même; comme le gazetier s'obstinait à le dénigrer, le graveur Longhi déclara que si le temps et l'âge le lui permettaient, il graverait une de ses œuvres. Cet artiste infatigable, doué d'imagination plus que philosophe, soucieux de la ligne plus que de l'expression morale, préfère des sujets sympathiques, comme les *Adieux de Carmagnole à sa famille*, le *Baiser de Juliette et de Roméo*, *Marie Stuart*, *Pierre l'Ermite* et d'autres très-vantés, dont il dut faire des copies; comme on lui reprochait de donner tous ses soins au vêtement, de ne faire que des mannequins et des compositions de genre plutôt qu'historiques, il exécuta des nus comme la *Bethsabée*, l'*Ajax d'Oïlée*, les *Filles de Loth*, la *Madeleine*, que nous ne compterons pas parmi ses meilleures œuvres; en outre, il fit le grand tableau académique de la Secte de Jérusalem. Ses portraits ne le cèdent point à ceux des plus grands maîtres; quand il veut exprimer un sentiment affectueux, il sait reproduire les gradations les plus difficiles, la dissimulation même, avec une infinie variété de physionomies, bien qu'elles ne soient pas toujours dignes et pèchent quelquefois par le naturalisme. Combien il est supérieur à ses nombreux imitateurs, partisans de l'exactitude matérielle et du

Né en 1791.

coloris ! quelques-uns tombent dans l'afféterie, d'autres manient le pinceau avec une superbe négligence, et tous manquent d'idéal, de vérité.

Le Bolonais Pelagio Palagi, riche coloriste et compositeur grandiose, fit d'excellents élèves dans l'académie de Milan avant d'aller à Turin pour se livrer à l'architecture. Le Florentin Louis Sabatelli rejeta le maniéré de ses contemporains et l'imitation servile; dans l'*Apocalypse*, dans la *Peste de Florence* et la *Bénédiction des Enfants*, il réunit une riche imagination, un style grand et un dessin très-soigné. Le Bellunois Jean Demin exécuta de grandioses fresques à Ceneda, à San-Cassiano du Meschio, à Caneva, à Bellune et dans plusieurs maisons de campagne. Le Milanais Comerio se distingua également dans ce genre. Qui égale la charmante beauté des femmes des Vénitiens Schiavoni ? Gazzotto, de Andrea, Peterlin, Busato, Zona, Gatteri, Molmenti... soutiennent l'honneur de l'école vénitienne; Paoletti, même au milieu des commandes de Rome qu'il fallait exécuter précipitamment, resta fidèle à cette école, et serait parvenu à une grande hauteur s'il n'était pas mort jeune; Vitale Sala de Brianza, Nappi, le fils de Sabatelli, le Comasque Bellosio, dont on admire à Turin la scène du Déluge, eurent également une fin prématurée.

1772-1850.

1847.

A Rome, le Bergamasque Coghetti devint maniéré en exécutant des peintures qui tiennent plutôt de la décoration; l'Anconitain Podesti, aussi splendide par le coloris que par le mouvement, et très-varié dans les caractères, sut éviter ce défaut. Ces artistes, avec Gagliardi, Cisari, Calamaï, Cherici, Consoli... sont les maîtres de la peinture dans cette ville, où Minardi rappelle sans cesse aux pensées dignes et sévères. Le Milanais Arienti élève et touche, par la force et le sentiment, dans des sujets bien choisis et traités sobrement. Le Modénais Malatesta réunit le caractère historique et l'expression magnifique. Le Toscan Pollastrelli a fait grand bruit naguère par l'*Exil volontaire des Siennois*, grandiose composition toute vie et sentiment. Joseph Diotti, tout académique, forma dans l'école de Bergame d'insignes élèves, parmi lesquels Scuri et Trécourt occupent le premier rang. Autour de chacun de ces maîtres se groupe une foule d'artistes habiles ; mais alors même que les honneurs de l'histoire ne seraient pas réservés aux chefs d'école, chaque pays fournit tant de peintres, depuis Catalani, Oliva, Rapisardi de Naples jusqu'aux Piémontais Gonin, Gamba, Beccaria, Ferri, qu'une longue énumération ne ferait qu'offenser les nombreux artistes qui seraient oubliés ou jugés légèrement.

Les nombreuses églises enlevées au culte fournirent des tableaux et des statues pour former des galeries, déplacement qui leur fit perdre une grande partie de leur signification; mais ils parurent un ornement nécessaire des villes lorsque les gouvernements crurent qu'il fallait, par devoir ou ostentation, favoriser les arts; ils instituèrent donc partout des académies, des prix, des expositions. Dès lors, les artistes, au lieu de faire bien selon leur sentiment, voulurent caresser le public, mériter les éloges des journalistes et obtenir des commandes. L'art se rapetissa; esclave de la mode, il dut se consacrer aux travaux des appartements, à la décoration, au genre théâtral; dans les académies, l'enseignement fut donné selon la manière et par les individus qui plaisaient aux gouvernements; en imposant la régularité, on empêcha les hardiesses qui, à travers l'incorrection, peuvent atteindre à l'originalité. Le bon goût s'étendit, il est vrai, mais au détriment de l'intelligence; il y eut abondance d'artistes et pénurie de grands maîtres.

La diffusion fut encore favorisée par la lithographie, qui répandit les chefs-d'œuvre d'autres pays; mais les Italiens s'y distinguèrent peu, si nous exceptons Fanolli de Cittadella qui, dans les Willis, atteignit peut-être au plus haut degré de cet art. La gravure en reçut un coup mortel : si Joseph Longhi, qui avait aussi des prétentions littéraires, et traita de la chalcographie (1); si Toschi, Jesi, Anderloni, Garavaglia, Raimondi, Aloisio et quelques autres se consacrèrent encore au grand genre, la plupart durent la convertir en métier, en exécutant à la hâte de petites gravures pour orner des livres. Le Bolonais Mauro Gandolfi, homme bizarre et remarquable dans l'aquarelle, sut varier selon les sujets, et son fils continua sa gloire dans la sculpture.

1834.

1835.

Nous devons une mention particulière à Baptiste Pinelli, fils d'un fabricant de figurines en porcelaine; à Rome, aidé par le prince Lambertini de Bologne, il multiplia des dessins de tableaux classiques pour les vendre aux curieux et aux étrangers, étudia sur Michel-Ange et Raphaël l'art de grouper les figures, et s'appliqua même à esquisser quelques faits historiques, dont les amateurs louèrent le faire hardi autant qu'ils furent critiqués par les académiciens; il acquit une telle facilité, qu'il esquissait rapidement, avec une vigueur et une netteté singulières, le sujet le plus

(1) *Matériaux pour l'histoire de la gravure sur cuivre et sur bois*, furent publiés par l'abbé Zani de Borgo-San-Donnino (1801), auteur de l'*Encyclopédie des Beaux-Arts* (1819- 1824).

difficile : véritable improvisateur en dessin. Il commença un recueil de costumes, pleins de vérité et de caractère, accompagnés de paysages pris des environs de Rome ; puis vinrent les *Bouffons*, des collections innombrables de dessins, des illustrations de Virgile et de Dante, mais surtout les scènes de Transtevérins, de *Ciuciari*, de *Minenti* et d'autres figures caractéristiques de la plèbe romaine. Il travaillait le plus souvent à l'eau-forte, et c'est ainsi qu'il exécuta cinquante-deux planches pour illustrer le *Meo Patacca*. Il peignait également à l'huile et à l'aquarelle, faisait des statues et des groupes d'habitants de la Campagne romaine, toujours obligé, pour vivre, de se vendre à des marchands, et confondu avec le peuple qu'il copiait.

L'école de Saint Michel à Rome a fourni des graveurs, qui ont acquis une renommée européenne, comme Mercuri, Lelli, Martini, Calamatta, chargé par le ministre français de graver toute la galerie de Versailles ou de diriger ce travail ; dans le *Vœu de Louis XIII* de Ingres, et dans la *Françoise de Rimini* de Ary Scheffer, Calamatta a su donner à ces belles œuvres ce qui leur manquait par le coloris. On loue aussi son masque de Napoléon, le portrait d'un grand nombre de personnages ; il a travaillé vingt ans à la Joconde de Léonard de Vinci, et peut-être sera-t-il le dernier grand maître de burin, puisque la photographie reproduit les tableaux avec une finesse inimitable, et acquiert chaque jour un nouveau perfectionnement.

Cette tradition de méthodes et d'idées qui, reçue des maîtres précédents, se transmet aux artistes postérieurs comme un héritage vital, et constitue les écoles, ne se rencontre plus aujourd'hui, si nous excluons ceux qui croupissent dans l'imitation. Personne ne s'occupe d'ajouter un nouveau perfectionnement à une intention commune, conservée avec une liberté qui n'exclut pas un concours harmonique; on veut subordonner tout à l'imagination, mais sans lui permettre d'inventer, attendu que les uns prennent pour modèle frère Angélique, les autres Van Dick, ceux-ci le Titien, ceux-là Tiepolo, et voilà ce qu'on appelle nouveauté. Dans l'imitation même du vrai, l'exclusion de l'idéal oblige à ne reproduire que des copies exactes de la nature, ce qui dispense de pénétrer dans les traditions, œuvre des siècles ; puis, l'activité intellectuelle, qui s'est tant accrue, s'exerce sur des accessoires par des minuties superflues d'abord, ensuite nuisibles.

En effet, les œuvres secondaires, le portrait, les tableaux de genre, les paysages dominèrent de plus en plus. Les neiges de

Fidanza, les paysages de Gozzi, excitaient des applaudissements dans le royaume d'Italie. Migliara parut merveilleux dans l'art de répandre et de concentrer la lumière ; mais il fut bientôt surpassé par Azeglio, Canella, Bisi, Ricardi, Renica, Moja et une infinité d'autres. Les scènes de genre, si trop souvent elles tombent dans la vulgarité, représentent parfois des sentiments affectueux, et donnent même d'utiles leçons sous le pinceau d'Induno, de Stella, de Mazza, de Scàtola, de Zuccoli. Nous ne devons pas oublier un travail spécial, les scènes de théâtres, travail de magnificence et de perspective, parfois étonnant et qui ne dure qu'une représentation. Sanquirico et les meilleurs de ses élèves illustrèrent l'école fondée à Milan par Perego.

L'exemple de Bartolini et des études plus sérieuses de la part des artistes ont amené, dans ces derniers temps, un heureux retour vers le naturel, surtout dans la sculpture. Lorsque la haute Italie vit apparaître, au milieu des types académiques de Marchesi, de Monti, la *Confiance en Dieu* de Baruzzi, ce naturel parut une originalité inouie, et les imitateurs se retournèrent vers le quatorzième siècle, ou saisirent la nature véritable, et la copièrent avec sincérité. De là sortirent l'*Enfant priant* de Pampaloni, l'*Abel mourant* de Duprez, les vierges du tendre Santarelli, les figures ascétiques de Mussini à Florence. A Milan, dans le *Masaniello* de Putinatti, dans le *Socrate* et la *Femme lisant* de Magni, dans l'*Épouse des Cantiques*... apparurent d'heureux efforts pour faire passer l'idée dans le marbre ; on peut citer encore parmi ses magnifiques produits, l'*Ange de la Résurrection*, les *Mendiants* de Ferrari, le *Spartacus de Vela*, noms qui vivront certainement à côté de ceux des grands maîtres. Zandomeneghi et Fracaroli, élèves du vieux Ferrari, s'étaient distingués au premier rang, et formèrent avec Sangiorgio, Cacciatori, Fedi, Fantachiotti et Somaini, une génération de bons peintres, comme Minisini, Galli, Migliorati, Cambi, Rinaldi, Costoli, Obici, Seleroni, Pierotti, Motelli, Benzoni, Strazza... tandis que Pandiani se complaît dans les grâces voluptueuses.

De fréquentes occasions s'offrirent à l'architecture, mais plutôt dans l'ordre civil, où l'on voulut ensuite improviser et frapper instantanément, au lieu d'approprier l'art aux nouveaux besoins. Le caractère manque à la plupart des architectes, et c'est là un triste symptôme ; après avoir étudié les éléments de l'art ancien, ils ne savent pas les rattacher à un ordre divers et à une destination différente. Ces façades avec des corniches et des ornements ne lais-

sent pas d'espace aux jalousies, parce qu'elles étaient inconnues aux anciens : les saillies font rejaillir les eaux de pluie; les casques et les arcs répugnent à la vie pacifique de nos jours; les maisons devraient se conformer à notre existence isolée, puisque la nombreuse clientèle a cessé, et s'orner selon les divers pays, beauté cosmopolite, toujours convenable si l'on règle le choix. Les douanes, les bazars, les stations des chemins de fer, est-il bien de les modeler encore sur les édifices de Pestum et de Pompéi? l'usage du fer et du bois s'étant répandu, faudra-t-il se restreindre aux proportions que la pierre imposait ?

Un très-grand nombre d'églises durent être restaurées, beaucoup entièrement, et les plus remarquables furent une disparate imitation du style ancien, comme le Saint-François de Paule à Naples, et le Saint-Charles à Milan. Le Luganais Canonica construisit à Milan, avec une grande intelligence, plusieurs théâtres et l'Arena; Moraglia, Tatti, Peverelli... élevèrent ensuite de belles maisons et de bonnes églises dans cette ville, où l'école ornementale fut soutenue par Sidoli et Durelli, qui copia et grava les œuvres de la Chartreuse de Pavie, travail exquis, et pourtant infidèle au caractère, qualité où les Italiens sont très-inférieurs. Miglioranza embellit Vicence, et donna d'ingénieuses observations sur le théâtre de Berga qu'on y exhuma. Segusini de Feltre, outre les théâtres de Bellune, d'Inspruk, de Conegliano, refit à la moderne des églises et des palais, et prépara un beau projet pour la cathédrale de Roveréto. Vantini de Brescia trouva une magnifique occasion dans le cimetière de cette ville, où ses travaux lui font plus d'honneur que la Porte Orientale à Milan. Le Romain Joseph Bonomi construisit beaucoup et bien en Angleterre, et se distingua surtout dans le palais du duc d'Argyle dans le Dumbartonshire. Pascal Poccianti maintint le style classique en Toscane. Digny de Florence fit le lazaret d'Odessa et beaucoup de travaux en Toscane, où il ne cessa de pousser dans la voie du progrès; en outre, la postérité devra lui tenir compte de ses efforts infinis pour terminer la façade de la cathédrale. Donner à une petite surface l'apparence d'une grande étendue, pousser l'œil où le pied ne peut atteindre, tromper sur les dimensions au moyen des objets interposés, s'aider de l'histoire, de la mythologie, de la peinture et de l'épigraphie, tel fut le talent qui valut au Padouan Sappelli le nom d'Arioste des jardins.

1356.

1730-1808.

1858.

1848.

1783-1852.

L'ornement merveilleux qui surmonte l'arc du Simplon sortit des fonderies de Manfredini de Milan; celles de Pandiani fournirent

1794 1837. également des œuvres élégantes. Sylvestre Marioti de Pontedera excita l'admiration de Pistoie et de Livourne par ses étonnantes ciselures; Desiderio-Cesari fit la même chose à Milan. Les Romains Jean Calandrelli et Benoît Pistrucci se signalèrent par la gravure des médailles, le premier à Berlin, l'autre à Londres; Joseph Girometti brilla également dans cet art. Le Milanais Berini, le Crémonais Beltrami, les Romains Jean et Louis Pichler se firent remarquer dans la gravure des pierres dures. Le Milanais Bertini ressuscita l'art des vitraux, qui fut perfectionné par son fils Joseph et le Florentin Botti. Nous pouvons rappeler le Romain Joachim Barberi, habile mosaïste, l'émailleur Bagatti, le Siennois Barbetti et Sante-Monelli de Fermo, ciseleurs de coffrets et d'autres objets en bois.

Des artistes italiens continuèrent à orner les pays étrangers. Un fils d'Ennio Quirino Visconti, envié et loué, passa toute sa vie à Paris comme architecte royal; Bosio fit de bons travaux dans cette capitale, comme Marochetti d'origine italienne. Moscou fut réédifié par des Italiens, surtout par le Luganais Gilardi; le Bergamasque Quarenghi, puis le Luganais Fossati furent architectes de la cour russe, et le dernier travailla beaucoup à Constantinople, où il restaura Sainte-Sophie, mosquée dont il a donné une description somptueuse. Les lacs lombards et le canton du Tésin fournissent principalement des architectes et des sculpteurs qui vont partout où la civilisation ouvre un nouveau champ, où la puissance veut s'orner de beauté. L'Italie pourtant n'est plus la souveraine de ces arts, et il nous semble que c'est placer bien haut les meilleurs artistes italiens que de les comparer aux étrangers : dans l'architecture, il manque la grandeur et l'originalité, mais plus souvent l'opportunité; dans la sculpture, on oscille facilement entre le mesquin et l'emphatique, avec certaines magnificences toutes d'apparat, comme nous le voyons dans les mausolées du Titien et de Canova à Venise, et des Demidof à Florence par Bartolini.

En général, la disparate imitation des anciens nuit aux tombeaux, exercice le plus habituel des sculpteurs : dans ces monuments, au contraire, les artistes du moyen âge (et qu'on veuille nous pardonner encore si nous ne voulons pas le croire tout ignorance et barbarie) avaient été conduits à représenter un système nouveau, avec un symbolisme différent, avec d'autres décorations; puis, ceux du treizième siècle, renonçant aux formes symétriques et limitées, leur imprimèrent une poétique noblesse

et une élégance qui les rendaient dignes d'être imités. L'artiste restera toujours imitateur hors de cette voie, c'est-à-dire s'il ne fortifie pas l'intelligence et le sentiment par l'étude, s'il se contente d'improviser et de se faire louer ; ce qu'il faut encore, c'est qu'il cherche à comprendre comment, de la méditation sur les maîtres et les mystérieuses harmonies de la création, on peut arriver à joindre l'exécution classique au développement varié des styles, appropriés au temps et à la nation.

Il ne semble pas que l'on connaisse l'importance sociale des représentations scéniques, bien qu'elles jouent un grand rôle dans dans notre civilisation, et que l'auteur prête un concours suprême au poëte dramatique, dont il exprime les idées, manifeste l'inspiration et crée même les caractères. La profession d'acteur, mal rétribuée, peu honorée, est abandonnée comme un métier à qui n'en a pas d'autre; les hommes éminents sont même exposés aux éventualités des entreprises, et aux caprices de ce Bélial inexorable, qui est le public. Nous ne devons pas oublier le Milanais de Marini (-1829) et le Florentin Vestri (-1841), aussi habile à faire pleurer qu'à exciter le rire, et qui laissa d'excellents élèves dans Taddei et Gattinelli; la Marchioni, dont le nom survivra dans les écrits des auteurs qu'elle inspira, et à laquelle font cortége la Pellandi, la Bettini, la Robotti, la Shadowski...; le Bon, qui joignait au naturel l'intelligence de compositeur ; Ventura, qui écrivait aussi avec talent. Gustave Modène, remarquable dans tous les rôles grâce à une intelligence exquise, et qui puise dans le sentiment de la vérité historique la correction, la dignité, l'élégance, a ouvert une école nouvelle, où se distingue maintenant, par une expression à la fois tempérée et profonde, Morelli, Boccomini, Salvini, Rossi... et cette Ristori dont les triomphes et les profits égalent ceux des cantatrices.

L'improvisation des personnages survit dans quelques théâtres, et particulièrement dans le San-Carlino de Naples.

Parmi les beaux-arts, on préféra la musique, si propre à distraire, à étourdir, à donner à l'oisiveté l'aspect d'occupation, à faire naître des partis hargneux, des discussions insignifiantes et d'autres aimables futilités dont se nourrit la joyeuse société de nos jours. Haydn, Mozart, Beethoven, « le navigateur le plus hardi dans l'océan de l'harmonie, » avaient poussé jusqu'à la perfection la symphonie et la richesse de l'orchestre, et rendu l'instrumentation principale de secondaire qu'elle était; la parole resta donc l'esclave de la note, d'absurdes libretti suffirent à de la musi-

que divine, et les belles voix furent même sacrifiées à l'accompagnement. Tandis que les instruments, comme disait Buratti, faisaient d'abord avec le chant une conversation respectueuse, ils formèrent alors une bacchanale; si l'introduction de la clarinette avait paru naguère une hardiesse, les instruments de cuivre, les timbales, les grosses caisses, les cloches et le canon firent bientôt irruption, et le violon succomba; la partie gracieuse et tendre de la voix humaine disparut au milieu des difficultés, non pas exceptionnelles ou réservées pour certaines circonstances, mais rendues générales, et l'idée fut sacrifiée à l'artifice.

L'Italie, au commencement du siècle, possédait encore d'éminents artistes, comme Paisiello, Cimarosa, Cherubini, qui continua d'écrire jusqu'en 1843, et fut le maître, avec Spontini, de l'ère napoléonienne en France : dans la Péninsule, on goûtait davantage Genérali tout *brio* et mélodie à l'italienne ; Meyer, qui ayant rapporté de Vienne la parfaite entente des instruments, s'occupait de l'orchestre avec beaucoup de soin, et faisait usage de mélodies sans naïveté, mais non pas sans quelque tendresse ; le Parmesan Paer qui, à Vienne, avait également appris de Mozart l'énergique instrumentation, et compris les combinaisons que l'on pouvait en tirer.

Né en 1792. Joachim Rossini, de Pesaro, surpassa tous les autres; par la *Tromperie heureuse*, ensuite par la *Pierre de touche*, œuvres jouées à Milan, qui est comme le Capitole des artistes, il arracha des applaudissements aux plus difficiles, et fit oublier les désastres de Russie. Le *Tancrède*, son premier opéra héroïque, puis l'*Italienne à Alger*, le placèrent parmi les premiers compositeurs; enfin, l'*Otello* et le *Barbier* firent perdre l'espoir de le surpasser. Cette pompe nouvelle, ces chants délicieux avec des accompagnements imprévus et singuliers, ravirent les âmes de telle sorte que l'on n'entendait louer et chanter que ses airs; devenu l'homme le plus renommé en Europe après Napoléon, il passait la vie au milieu des applaudissements, des dîners et des amours. Pas plus Italien que Français ou Allemand, il choisit dans tout ce qu'ils avaient de bon; puis, associant le progrès de l'harmonie moderne à la phrase mélodique qui est un besoin pour l'Italie, il en forma une musique très-ornée et fleurie, sans manquer toutefois de simplicité dans la conception primitive; moins élaborée et moins majestueuse, et par suite comprise de tous, elle offrit une symétrie rhythmique sans irrégularité ni disproportions. Le délicat ne lui est pas étranger, mais il se montre plus habile

dans le joyeux et le burlesque; tout esprit et gaieté, tout fracas et mouvement comme l'âge napoléonien dans lequel il fut élevé, il répondait, quand on lui demandait pourquoi il ne suivait pas le style de Mozart et de Haydn : *Je crains le public italien.*

Les anciens maîtres se plaignaient sans cesse de ce corrupteur de l'harmonie et de la mélodie, et Zingarelli, désespéré de voir tous ses élèves suivre les traces de cet artiste, disait : *Imiter Rossini, est facile, mais moi, non.* Ils lui reprochèrent d'être uniforme dans le style et pauvre de manières à cause de ce retour incessant aux *crescendo*, aux *terzine*, aux *appogiature;* de s'approprier sans façon les idées des autres et de répéter les siennes; d'avoir gâté l'art du chant en écrivant tout, et de faire la mesure si pleine, qu'elle enlevait au chanteur tout moyen de déployer son goût et son habilité : défaut qui couvrait la médiocrité des exécutants, comme le bruit des orchestres étouffait la parole. Cette idéalité, que Cimarosa met jusque dans les bouffonneries les plus vives, il ne faut pas la chercher dans Rossini, à qui manquent, comme en général aux maîtres italiens, les études sérieuses et l'intelligence des caractères; satisfait du faux éclat et abusant des procédés techniques, il glisse sur les impressions au lieu de s'y arrêter, n'estime pas un libretto plus qu'un autre, et fait tout dépendre du talent du compositeur; aussi change-t-on souvent les paroles à ses notes sans qu'elles cessent d'être opportunes, et l'on ne distingue pas bien si c'est le roi qui parle ou le vilain, s'il exprime la joie ou la tristesse; il confond les genres, et s'applique moins à la nature qu'à un conventionnel de *crescendo,* de *pieni* qui, pour tenir l'attention de l'auditeur éveillée, finissent par tomber dans la monotonie. S'il est vraiment impossible de le surpasser dans quelques morceaux, il est peut-être vrai encore qu'aucun de ses opéras ne supporte l'examen et l'analyse de l'ensemble.

Mais il eut pour lui le prestige d'une telle popularité, que toute autre musique fut condamnée au silence jusqu'au moment où le *Freyschütz* de Weber réveilla les inspirations de l'ancienne école allemande, en opposant une fraîcheur de montagne à cet orage des sens. C'était le temps où Rossini (car la gloire a ses intermittences) se voyait insulté et bafoué par les libéraux comme le maître de la Sainte-Alliance, dont les rois l'avaient comblé d'honneurs; d'autres le dénigraient comme le commensal épicurien du banquier Aguado; aussi le monde fut-il dans la stupeur lorsque, se modifiant selon la nouvelle école, il fit paraître le *Guillaume Tell*, poëme rempli du sentiment de la nature et de la liberté.

1825.

Le fracas des batailles avait cessé, pour faire place au pathétique, excité par Byron et les autres écrivains de son école; le romantisme demandait que les arts fussent l'expression de sentiments intimes et vrais. Alors parut le Sicilien Vincent Bellini avec le *Pirate* joué à Milan en 1826, suivi de l'*Étrangère*, de la *Somnambule*, de la *Norma* etc. Au temps de Zeno et de Métastase, la musique se trouvait encore subordonnée à la poésie; on négligeait le *cantabile* lyrique pour le récitatif, le chant était lent et déclamé comme dans les tragédies grecques, et l'orchestre avait un rôle modeste. Maintenant la poésie ne compte plus; elle est abandonnée à des gens de métier qui se résignent aux exigences d'un compositeur. Bellini, voulant opposer une digue aux excès, et ne souffrant pas que les notes étouffassent les paroles, ne préférait pas, comme Rossini, les libretti médiocres; mais il les demandait au poëte Romani, remarquable par l'intérêt dramatique poussé aux dernières limites, avec des sentiments exaltés ou de sombres dissimulations, des élans passionnés et dramatiques, même au détriment de l'effet musical.

1801-35.

Le faire de Bellini est toujours élégiaque, et l'on dirait qu'il ne vise qu'à corriger les excès de Rossini; toutefois, si quelques-uns le bafouaient comme novateur, d'autres ne trouvaient dans ses œuvres qu'une imagination stérile, défaut qu'ils signalaient encore dans ses fréquentes interruptions des motifs au lieu de l'insistante répétition, comme aussi dans la courte durée de la mélodie. La mélodie, en effet, est la partie spirituelle de la musique; mais Bellini, pour viser à produire cette fascination, laissa l'instrumentation faible et sans originalité. Néanmoins, soutenu par la Pasta, Rubini, Tamburini, la Grisi, Lablache, le directeur Barbaja et les idées révolutionnaires alors croissantes, il resta maître du terrain, surtout après l'apparition des *Puritains*, son opéra le mieux écrit, et qui surpasse ses autres compositions par l'ampleur et l'élévation des idées; mais il ne tarda point à mourir, en laissant d'immenses regrets, et la persuasion qu'il serait parvenu à de merveilleux perfectionnements.

Les compositeurs contemporains flottèrent entre ces deux maîtres et l'influence de l'école allemande. Imitateur tantôt de Rossini, tantôt de Bellini, le Bergamasque Gaétan Donizetti, qui improvisait avec une féconde variété, brilla par des traits vifs et gais dans la *Lucie de Lammermoor*, surtout quand elle était jouée par Rubini, la Pasta et Galli; l'*Élixir d'amour* lui valut une belle place même dans le genre bouffe. Il instrumente bien; mais il n'étudie

1798-1848.

pas assez la composition, et ne sait point s'élever de l'éclectisme à l'originalité, comme ne le surent pas l'ingénieux et travaillé Mercadante, Pacini, Coccia, Vaccaï, Petrella et beaucoup d'autres qui marchèrent sur les traces des grands maîtres. Morlacchi de Perouse charma par ses mélodies, qu'il sut associer à l'ampleur de l'école allemande. Les artistes qui s'attachent à l'opéra bouffe diminuent chaque jour; mais Ricci, Rossi, Fioravanti, Cagnone... se sont distingués dans ce genre.

1841.

Joseph Verdi, né à Busseto en 1814, après de rudes épreuves, s'ouvrit par le *Nabuchodonosor*, joué à Milan, une brillante carrière dans laquelle, par quarante opéras, il continue à remplir le monde d'une gloire qui lui est vivement disputée. Le sentiment des effets dramatiques, quelques idées puissantes, certaines mélodies qui lui sont propres, une fougue passionnée dans l'instinct du rhythme, devenu grâce à lui plus précis et plus sûr, l'ont rendu populaire : mais les théoriciens trouvent que sa bruyante magnificence, à laquelle il sacrifie toujours la grâce, est vide; que son harmonie est pauvre, son instrumentation peu variée, la combinaison des effets uniforme, de manière qu'il tombe dans des formules et des cavatines vulgaires, dans un style toujours violent, qui mène à l'exagération et à la monotonie. La foule, qui accourt sans cesse à ses opéras, réfute les censeurs.

Les théories musicales furent cultivées dans les écoles que l'on institua partout. Le Milanais Joseph Carpani s'enfuit en 1796 avec les Autrichiens, dont sa plume défendit toujours les intérêts; dans les *Lettres Haydines*, le premier après Arteaga, il tira la critique musicale des formulaires scolastiques, et fut effrontément copié par Stendhal. Plus tard, quelques journaux donnèrent des jugements sensés et de larges applications, alors qu'ils ne furent pas aveuglés par l'esprit de parti, ou par la vénalité, qui s'affiche en Italie avec plus d'impudence que partout ailleurs. Les écoles vénitiennes n'ont laissé aucune trace; celles de Naples, de Milan et de Bergame, d'où sont sortis Donizetti, David, Donzelli, Bordogni, qui a renoncé aux triomphes du théâtre pour se faire professeur, conservent une réputation méritée.

Les instruments furent perfectionnés, et le piano devint général; nous ne devons pas oublier le *violacembalo*, inventé ou plutôt conçu par Haydn, puis en 1821 par l'Italien Grégoire Trentin, et perfectionné en 1855 par le père Tapparelli. L'étonnant violoniste Nicolas Paganini, de Gênes, dirigea à Lucques l'orchestre de la princesse Élisa, et joua plus souvent à Milan; puis, en 1828, il

1784.

commença son ***grand tour d'Europe***, recueillant des applaudissements et de l'argent, cherchant des distractions dans le jeu et les plaisirs; mais il savait accroître sa renommée par des singularités et par le mystère dont il s'enveloppait. Les réunions, toujours nombreuses, étaient frappées de stupeur quand il exécutait des morceaux sur une corde, et qu'il imitait les roulades du rossignol ou la musique de tout un orchestre; Paris même donnait à ses modes le nom de Paganini. Aujourd'hui, le Brescian Bazzini, comme les Milanolo et les Ferni, excite avec le même instrument l'admiration dans tous les pays.

La parole fut tellement subordonnée à la musique, que l'on crut pouvoir en faire sans l'employer, et les ballets prirent un immense développement; non-seulement, ils retracèrent de bizarres fantaisies ou des scènes de la mythologie, mais des faits historiques, même contemporains, quelque absurde que soit cette mimique où manque la parole. Les ballets de Salvator Vigano, tout mythologie, machinisme, tableaux de scènes tantôt magnifique, tantôt pleines d'enchantements, furent une autre efflorescence du faste napoléonien; reproduits dans des temps tout autres, ils n'ont pas causé le même plaisir.

Désormais, la musique se borne au théâtre; les régiments ne jouent que des compositions théâtrales, et les voûtes sacrées ne retentissent que d'airs d'opéras. Quel beau champ pour l'individu qui aurait l'intelligence de se faire le réformateur d'un art, lequel occupe la société au grand détriment des autres et de quelque chose qui importe plus que les arts ! En effet, ni le sentiment artistique, ni l'habileté dans la composition, et moins encore les vertus civiles ou sociales ne peuvent espérer les triomphes que l'on prodigue à des danseuses et à des chanteurs (1). Les couvrir d'applaudissements, de fleurs, d'or, c'est bien, parce que le siècle sérieux paye qui l'amuse, et que les rusés payent qui distrait le siècle : mais, quand on accorde à un théâtre une subvention plus grande que celle qu'obtient l'instruction publique d'un

(1) Marchesi, Marini, Lablache, Pacchiarotti, Moriani..., et la Grassini, la Catalani, la Pasta, l'Alboni, la Frezzolini... ne seront point oubliés. Barilli (1824), chanteur bouffe, paraissait inimitable dans les *chanteuses villageoises*; mais ses triomphes continuels furent attristés par les malheureuses administrations de théâtres. Sa femme, de Saxe, très-renommée, remplit le monde de ses querelles avec la Festa-Mattei, comme plus tard celles qui surgirent entre la Taglioni et la Cerrito purent faire oublier à l'Italie les questions sociales les plus importantes.

pays; lorsqu'une danse ou une roulade est récompensée par des monuments éternels, on peut en rire dans les pays qui ressentent d'autres enthousiasmes, et consacrent, au milieu des affaires, quelques heures aux plaisirs; mais il faut en gémir là où ces distractions détournent les esprits des vérités sérieuses, et les empêchent de sentir les viriles douleurs, desquelles on attend la régénération.

LIVRE DIX-HUITIÈME.

CHAPITRE CLXXXIX.

PRINCES ET PEUPLES DEPUIS 1830 JUSQU'EN 1846. — ASPIRATIONS ET TRAMES.

Les révolutions ne détruisent pas le pouvoir, mais altèrent son caractère en lui faisant perdre de sa fermeté et de sa majesté; elles n'allégent pas l'obéissance, mais lui enlèvent le mérite et la dignité. Si les individus qui ont souffert restent mécontents et désirent se venger, ceux qui ont triomphé veulent exercer des représailles, inutiles après les violences nécessaires; car peu comprennent que le premier soin doit être de faire oublier, de calmer les défiances et les ressentiments, de fondre les hommes et les intérêts, de réconcilier le vaincu en le relevant, au lieu de punir des crimes auxquels un peuple entier a participé dans des moments où les princes et les sujets, ballottés sur un navire battu par la tempête, ne peuvent rendre un compte raisonnable de ce qu'ils ont fait, dit ou promis.

Comme toujours, les pays dans lesquels on vit se rétablir l'harmonie entre l'autorité et l'obéissance, furent ceux où l'on empêcha la réaction après les révolutions de 1831. Telle fut la Toscane, bien qu'elle eût navigué au milieu de tempêtes continuelles, comme l'atteste son silence à cet égard. Le grand-duc Ferdinand III ne rapportait ni haine ni désir de vengeance de son exil de quinze ans (si l'on peut appeler exil son séjour dans un pays de sa nation); il vénérait la mémoire de son père, et, la trouvant bénie en Toscane, il n'avait qu'à suivre ses traces, ce à quoi le portait la douceur de son caractère. D'autre part les Toscans, outre le dégoût de la domination étrangère et du gouvernement militaire, qui leur convient moins qu'à d'autres, avaient beaucoup

souffert des voleurs et des bandits, comme d'éboulements de la montagne de Pistoie; ils attendaient donc tout bien de leur premier maître.

Le grand-duc trouvait l'ancienne dette éteinte, la magistrature organisée, le domaine public riche; aussi pouvait-on réaliser beaucoup de bien, si l'on avait su greffer les nouveautés utiles sur le vieux système léopoldin. Mais, esclave de ce système, le gouvernement poursuivit sa route, tolérant et faible, au milieu d'une mansuétude sans progrès; les ministres (dont le principal était Fossombroni) faisaient consister le libéralisme à s'opposer aux prêtres et à Rome, et les gens éclairés à faire des épigrammes contre les ministres. Ferdinand ouvrit de nouvelles routes, fit dresser le cadastre sur la triangulation exécutée par le professeur Inghirami, qui forma la carte du grand-duché dans la proportion de un à deux cent mille; il dota Florence d'archives centrales, du bureau de l'état civil, d'une maison de travail, de l'établissement de la Nunziata pour la maternité; Pistoie obtint un établissement semblable, et Pise une académie des beaux-arts. Les pompiers furent introduits, les palais et les villas royales améliorés. Il se promenait familièrement dans les rues, et ne voulait pas de soldats, parce qu'il n'avait aucune peur du peuple, et n'osait mécontenter l'Autriche, bien qu'il ne voulût pas même en sentir la protection; loin de punir les carbonari, qu'il connut néanmoins, il accueillait ceux qui fuyaient du reste de l'Italie.

Il est mort beaucoup de princes, et souvent nous avons vu les peuples se réjouir ou du moins respirer à cette nouvelle; mais nous ne nous souvenons pas qu'on ait écrit des paroles affectueuses (et onze ans après le fait) comme celles du galant homme Emmanuel Repeti : « Les citoyens, rendus inquiets par le péril im-
« minent, erraient taciturnes dans les rues, encombraient les
« temples sacrés, se regardaient soucieux, s'interrogeaient, et pé-
« nétraient dans le vestibule et les salles du palais royal égarés,
« effrayés, anxieux, désolés. Aucun autre souci, aucune affaire
« domestique ou civile ne trouvaient place dans les esprits;
« toutes les langues, toutes les oreilles convergeaient vers cela
« seul, et n'avaient en vue que cela ! La pâleur d'un visage se
« communiquait à un autre; je ne pourrais exprimer par des mots
« ce que je vis moi-même, et ce que j'éprouvai dans le fond de mon
« cœur au milieu des gémissements et du tumulte du palais et du
« peuple. La dernière heure sonna, et le 18 juin 1824 fut le jour
« des larmes pour tous; je dis pour tous, parce que les étran-

« gers même qui assistèrent à une scène aussi triste et aussi rare
« furent tellement émus, qu'ils éclatèrent comme nous en tristes
« gémissements et versèrent des larmes sincères (1). »

Son fils Léopold II, son successeur, avait la même bonté que lui, et favorisait cette existence charmante, ces habitudes tranquilles qui faisaient de la Toscane une Arcadie. Les beaux-arts, l'urbanité, la langue, le climat continuaient d'y attirer des étrangers; on fréquenta l'université de Pise, où étaient appelés des professeurs de tous les pays; le fer de l'île d'Elbe, l'acide borique des Lagoni et la liberté du commerce attiraient les capitaux; les écoles normales, d'enseignement mutuel, de sourds-muets furent étendues, et bientôt l'on introduisit les sales d'asile, les caisses d'épargne.

1824. Juin.

Le peuple, par caractère, est calme, dévot, actif dans sa pauvreté; le clergé, selon les opinions de Pistoie dans lesquelles il est élevé, reste attaché au gouvernement. Les voleurs, s'ils n'étaient pas toujours punis, n'y jouissaient d'aucune considération; les penseurs, éloignés de la cour qui ne les écoutait pas, mais les respectait, recherchaient la faveur populaire; idolâtrant ce qu'il y avait de mieux dans les temps antérieurs à la révolution, ils affectionnaient les institutions léopoldines et nommément les lois constitutionnelles, le droit de neutralité, la liberté de commerce, l'opposition à Rome; les plus avancés aspiraient à une constitution avec liberté de conscience, de presse et de parole, des lois et des finances discutées, mais avec assez de bon sens ou de courage pour ne pas se jeter dans des conjurations.

Charles Troya, Pascal Borelli, Pierre Colletta, Anton Raineri, Gabriel Pepe, Joseph Poerio de Naples, Nicolas Tommaseo et Joseph Montani de la Lombardie, Nobili et Antinori de Modène, Leopardi de la Romagne, réfugiés dans le pays, alimentaient la vie intellectuelle; ils étaient secondés par de jeunes Toscans, Jean Poggi, l'éloquent Salvagnoli, les juristes François Forti, Marzucchi, Capei, le professeur Lambruschini, Ridolfi, qui, dans dans la propriété de Meleto, préparait un modèle d'agriculture appuyée sur la science; puis, avec Capponi, Niccolini, Ciampo-

(1) Nous sommes disposé à croire ces paroles vraies par ce que nous avons vu nous-même à Florence, à la maladie et à la mort d'une jeune fille du grand-duc, Léopold II. Nous avions l'honneur de causer un soir avec ce prince, quand il nous demanda la permission d'aller voir un moment la mourante; à son retour, il nous en parlait avec toute l'affection qui est trop naturelle dans un père, mais que les grands n'osent pas manifester.

lini, Mayer et Ricci, ils étudiaient et discutaient les questions vitales dans la société des Géorgophiles (1), et concouraient à la rédaction de l'*Anthologie*, journal fondé par le Génois Pierre Vieusseux, dans le cabinet littéraire duquel aucun journal n'était prohibé.

Agitant avec hardiesse les questions sociales, ils consacraient les principes libéraux par l'autorité du savoir; mais il leur manquait cet accord qui donne de la force. Quelques-uns, comme Montani, y avaient importé le romantisme avec les idées du *Conciliateur;* d'autres, comme Mario Pieri, se retranchaient derrière la vénération des anciens, afin de repousser des doctrines qu'ils jugeaient misérables parce qu'elles étaient allemandes; ceux-ci idolâtraient l'ère napoléonienne, comme Colletta; ceux-là rêvaient les institutions municipales de l'ancienne Italie; les uns, avec Niccolini, se déclaraient gibelins par respect pour Dante et Machiavel, par aversion contre Rome; les autres, avec Troja et Tommaseo, cherchaient à introduire une greffe néoguelfe. Tous désiraient un gouvernement parlementaire, afin de pouvoir déployer leur éloquence, sinon leurs connaissances politiques; ils plaçaient la liberté à l'ombre des trônes, et pourtant quelques-uns la voulaient dans un gouvernement populaire; car des écrits de Mazzini et des correspondances radicales pénétrèrent dans l'*Anthologie.*

Les ministres ne s'inquiétaient pas de ces manifestations, qui n'exerçaient aucune influence sur un peuple si tranquille. Fossombroni, grand mathématicien, philosophe épicurien et sceptique, veillait avec un soin jaloux à l'indépendance de la Toscane; mais, persuadé que *le monde marche de lui-même*, il croyait qu'il était utile de gouverner le moins possible à l'intérieur; répondant de vagues paroles, il écartait par des arguties les demandes sérieuses

(1) Le 16 décembre 1824, Giordani écrivait : « On ne finirait jamais de dire du bien de ce gouvernement. Je ne parlerai que d'une chose toute récente. Un de mes amis avait lu à la société des Géorgophiles une dissertation entièrement économique; elle plut beaucoup, et un ministre voulut la voir aussitôt. Il la loua beaucoup; mais, comme l'écrivain avait dit que ceux qui demandaient la diminution des impôts étaient peu discrets et peu sages, le ministre le fit prier de dire (puisque la dissertation s'imprime) les raisons (et il suggérait les véritables et les bonnes) pour lesquelles les impôts doivent toujours être restreints autant qu'il est possible. Ce ministre n'est pas un plébéien, ni un jacobin, ni un carbonaro, ni un libéral; c'est don Neri Corsini. Les Géorgorphiles sont une société royale, et pourtant, le même jour, il nomma spontanément membres l'exilé Poerio, l'exilé Colletta, l'exilé Giordani. »

et n'avait aucun souci des troupes, ni de la rigueur morale, ni des intérêts de l'Italie : bien administrer chez soi, et cela suffit.

L'Autriche pouvait prétendre à une espèce de suprématie de parenté; mais elle n'en avait aucune dans le gouvernement, et les Italiens, loin de haïr cette dynastie comme tudesque, lui savaient gré de sa tolérance et de sa douceur. Le prince, patriarcalement bon par tradition domestique, était absent lorsque survinrent les révolutions de 1831, et les fugitifs de la Romagne purent entrer librement sur son territoire. Lorsqu'il revint de Dresde, on lui érigea une colonne avec une inscription de Giordani, où l'on rappelait les faits suivants accomplis par ce prince : En six années de règne, il accrut la prospérité publique, allégea d'un quart les impôts sur les terres... abolit le privilége des boucheries, affranchit de toute prohibition le fer travaillé par les étrangers; il termina les travaux de son père dans le val de Chiana, commença glorieusement dans la maremme de Grosseto un œuvre de grand et de bon prince, et conduisit, en cent quarante jours, l'Ombrone dans le nouveau canal, dont il était séparé par un intervalle de cinq milles; il ordonna une large route pour réunir la maremme de Pise et de Grosseto, et entreprit de faire communiquer la Toscane à la mer Adriatique ; avec une largesse royale et une amour paternel, il fit donner aux jeunes filles nobles une éducation plus digne du siècle, et, dans l'expédition scientifique d'Égypte, il associa le nom italien à la gloire de la France. »

Néanmoins, le comité révolutionnaire de Paris essaya de bouleverser ce pays, afin de fortifier les mouvements des provinces limitrophes. Quelques jeunes gens, les restes de l'armée napoléonienne, des Modénais et des Romagnols réfugiés se montrèrent disposés à favoriser cette tentative; mais ils reconnurent bientôt qu'on ne pouvait sans folie espérer être secondé par ce peuple, chez lequel on trouvait cette satisfaction de son état, qu'ils taxaient de paresseuse indifférence. Ils se bornèrent donc à combiner une démonstration bruyante, qui devait se produire au théâtre par la demande de la constitution ; le prince, qui en fut informé, ne manqua point de s'y rendre, et de se promener dans le parterre selon son habitude. Le chef du complot n'y vint pas, et ses adhérents se turent; mais ils répandirent le bruit que tous les coins étaient hérissés d'espions et de sbires.

L'*Anthologie* excitait des soupçons, moins par ses articles que par la correspondance qu'elle entretenait avec des Italiens de tous pays; loin qu'elle fût exclue des domaines autri-

chiens, beaucoup de Lombards concouraient à sa rédaction ; mais la *Voix de la Vérité*, journal publié à Modène, ne cessait de produire, d'envenimer, de répéter les assertions et les doctrines de cette feuille ; puis, un article sur la Russie provoqua une remontrance de la part de l'ambassadeur de cette puissance, et, pour lui donner satisfaction, il fallut supprimer le journal et renvoyer Tommaseo. Cette mesure provoqua dans la Toscane autant de réclamations, et dans toute l'Italie autant de plaintes que s'il se fût agi d'une institution publique : noble symptôme dans un pays, où le tort fait à l'un se considère comme commun. Le gouvernement indemnisa Vieusseux, et rendit manifeste le déplaisir qu'il éprouvait de cette suppression; mais, dès ce moment, l'opposition parut du libéralisme. Deux personnages accrédités renvoyèrent les clefs de chambellan, et le grand-duc les garda sur sa cheminée jusqu'à ce que le temps eût éteint les animosités; enfin les deux marquis se laissèrent apaiser, et il leur rendit les clefs. Ce sont là des traits de bonté qui résistent à l'épigramme et à la diatribe.

Giusti ne lui épargnait pas les épigrammes, et l'appelait *Morphée toscan, qui desséchait les poches et les maremmes ;* le grand-duc, l'ayant rencontré dans la rue, lui dit : *Quant aux poches, vous avez raison ; mais pour les maremmes, je n'ai pas réussi. Toutefois, pour ce qui me regarde, vivez en toute sécurité ; mais si les autres princes que vous attaquez me demandaient de vous imposer silence?*

Pouvait-on vouloir du mal à un tel homme? Jean Dominique Guerrazzi, avocat de Livourne, imagination ardente, venu à Florence pour s'entendre avec les conspirateurs et, selon son dire, pour les apaiser, fut arrêté, mais remis en liberté sans retard ; il avait alors publié la *Bataille de Bénévent*, où il se déchaîne contre tout ordre, toute autorité. Tout le monde savait de qui elle était, bien qu'elle fût imprimée sans nom d'auteur, et l'on trouva même le manuscrit dans ses mains; cependant, on feignait de croire qu'il l'avait copié et corrigé à titre de simple exercice, et il ne fut pas inquiété davantage. Mais Guerrazzi passait pour archimandrite de la Jeune Italie, qui s'était alors introduite en Toscane, surtout à Sienne, et pour laquelle Marmocchi et d'autres furent condamnés et graciés ; Guerrazzi lui-même avec d'autres, sur les instances de l'Autriche, dit-on, fut enfermé dans une forteresse à Porto-Ferrajo, et renvoyé sans procès après quatre mois de détention. Ce fut là qu'il écrivit le *Siége de Florence*, et cette fureur le fit regarder comme un Satan, beau et redoutable.

Ce pays, où l'existence était si large, ne fut donc pas débarrassé des sociétés secrètes. Quelques-unes travaillaient en faveur de Walewski, fils naturel de Napoléon, et, la veille de Saint-Jean, elles répandirent une proclamation pour le faire roi constitutionnel de l'Italie; mais le gouvernement se contenta d'admonester quelques-uns des coupables et d'en expulser un certain nombre. A Livourne, la *Famille des vrais Italiens* et les *Fils de Brutus* conspiraient avec un centre d'action; puis, fait à peine croyable au milieu de notre civilisation, il s'y établit une secte du *Bandeau rouge* ou des *Perceurs,* qui se proposait de ne finir aucune journée sans répandre du sang humain, et saisissait dans les rues le premier qu'elle rencontrait (1). Ces hommes, néanmoins, ne furent pas l'objet de toute la rigueur des lois; l'un d'eux, convaincu d'assassinat, devait subir le dernier supplice, lorsqu'on fit présenter à Léopold la demande de grâce par son jeune enfant, et le duc l'accorda; il en fut loué, comme si tolérer le crime était de la bonté. Afin de satisfaire à d'autres démonstrations bruyantes, Léopold congédia Ciantelli, ministre odieux de la police, et les applaudissements lui furent prodigués durant une soirée. C'est ainsi que les clameurs de la rue, arme des faibles, et dont on n'avait pas encore connu la portée redoutable, inoculaient au peuple la fièvre politique. Léopold n'eut jamais peur de la population : il créa la garde urbaine, bien qu'il dût l'abolir ensuite, et diminua d'un quart l'impôt sur les terres; il montra un cœur de père soit dans le choléra qui sévit à Livourne, soit dans la terrible inondation de l'Arno en 1844, dont Florence souffrit beaucoup, soit encore dans les tremblements de terre qui, en 1846, se firent sentir entre Orbitello et la montagne de Pistoie. Il sut résister aux insinuations de ceux qui voulaient ramener les

(1) A Londres, vers 1770, il s'était établi les compagnies des *Muns*, des *Tityre-tus*, *des Mohocks*, qui se plaisaient à faire le mal pour le mal lui-même : les membres saisissaient des femmes et les renversaient la tête en bas; ils rompaient le nez aux hommes; enfin ils les faisaient *suer*, c'est-à-dire ils mettaient dans un cercle le premier qu'ils rencontraient, et celui vers lequel son derrière était tourné le lui piquait avec son épée; chacun répétait le jeu, puis on le livrait aux valets pour l'étriller, et on le faisait danser en lui piquant les mollets. Malgré des ordres répétés, cela dura jusqu'à la fin du règne de Georges I[er].

A Milan, en 1820, il s'était introduit une *Compagnie de la Teppa* qui faisait des tours semblables. Or, quand un historien, qui se prétend sérieux, donne cette compagnie et la *Compagnie Pantenna* comme des symptômes et des effets du libéralisme, on gémit de voir comment les belles causes sont salies par les adulateurs.

institutions vieillies, et ne souffrit pas l'omnipotence des ministres; des surintendances particulières, qu'il ne confiait qu'à des personnes estimables, lui soumettaient les affaires en conseil privé. Il conserva l'organisation municipale, bien qu'elle fût entravée par le droit réservé au prince ou au ministre de nommer les conseils.

En 1838 il réforma la procédure, introduisit la publicité des débats, et la peine de mort ne put-être infligée qu'après avoir été prononcée à l'unanimité, et lorsque le prince avait repoussé la demande de grâce. D'habiles jurisconsultes furent chargés de réviser les lois; Felici et Puccini cessèrent d'exclure des emplois les jeunes gens compromis. Le cadastre fut dressé moyennant la dépense de sept millions; on ouvrit l'Apennin par les routes de Luinigiana, d'Urbania, de val Montone; Livourne se vit entourée d'une plus large circonvallation, et ses quatre milles de murailles furent terminées en quinze mois; Florence eut des ponts de fer et des caisses d'épargne; Hippolyte Rosellini accompagna Champollion en Égypte. On continua surtout le dessèchement des maremmes vers la mer Ligurienne, où les cours d'eau très-lents submergent des pays, autrefois très-florissants et si dépeuplés aujourd'hui que les côtes siennoies, sur neuf cent quatre-vingt-dix milles carrés, comptent à peine vingt-sept mille habitants en hiver, quinze mille en été. Le prince mit de la passion à les dessécher, et, le 26 avril 1830, l'Ombrone fut introduit dans le grand canal au milieu de vives réjouissances; dès lors, les eaux boueuses se répandant sur les plaines basses, on vit réapparaître des champs, des blés et des habitants là où il n'y avait que des marais. Le Prelio limoneux, l'île de Pacuvio se repeuplèrent, et l'on rétablit la voie Émilienne entre Pise et Grosseto. Cette voie, néanmoins, laissa beaucoup à désirer, et ne rendit pas les services qu'on en attendait, bien qu'on dépensât plusieurs millions, outre les huit laissés par Ferdinand dans le trésor, et que l'on contractât, contre l'habitude des princes lorrains, un emprunt de quatre millions, qu'on ne voulut pas couvrir par l'augmentation des impôts. Accuser ou railler ce prince à l'occasion de ces travaux, c'est la misérable tâche de ceux qui ne veulent pas voir que les améliorations matérielles mènent aux améliorations morales.

Mais si, dans le siècle passé, le libéralisme prônait aux gouvernements le *laissez faire*, le *laissez passer*, il veut qu'ils fassent tout dans le nôtre et donnent au peuple en tutelle les aliments, l'éducation, la direction. Lorsque nous entendons chaque jour

accuser le gouvernement toscan d'avoir manqué d'initiative, de s'être montré négligent plutôt que doux, dans un pays assoupi plutôt que tranquille, la fable des grenouilles demandant un roi nous revient à l'esprit.

Lucques, qui est une portion de la Toscane, avait été attribuée à l'infant de Parme, en attendant que la mort de Marie-Louise le mît en possession du duché de ses aïeux. L'Espagne s'opposa longtemps à cet échange, de sorte que Marie-Louise, qui avait été reine d'Étrurie, se rendit tardivement dans son domaine temporaire, où les Autrichiens, pendant son absence, se conduisaient en maîtres. Quand elle y fut installée, elle ne savait pas mesurer sa magnificence à la pauvreté du pays et à sa liste civile de quatre cent mille francs; si elle se faisait des amis, elle s'aliéna beaucoup d'individus en rétablissant la liberté religieuse, les biens de mainmorte, les moines, et tel fut le mécontentement qu'on vit avec bonheur lui succéder son fils Charles-Ludovic. C'étaient là encore des grenouilles demandant un roi. Alors parut avec plus d'évidence combien était déplorable la condition d'un pays donné en jouissance viagère; car ni le prince ne pouvait introduire de bonnes institutions, ni la population s'affectionner à un maître temporaire, ni personne songer à ces améliorations, dont la condition essentielle est la stabilité. Le duc, singulier mélange de qualités diverses, ne persévérait ni dans le bien, ni dans le mal; loin de se montrer despote, il accueillit les fugitifs du reste de l'Italie, et plus d'une fois il voulut appliquer la constitution de 1805, stipulée du reste dans la cession que lui avait faite le congrès de Vienne; mais les voisins ne souffraient pas en Italie cette nouveauté.

1824.

Cependant, il se donnait un air de grand prince; par des voyages continuels et de folles dépenses, non-seulement il dissipait sa liste civile, mais ses biens personnels; il retardait le traitement des employés, contractait des dettes et, pour les payer, il troublait les propriétés privées en exhumant d'anciens droits de l'État, outre qu'il trafiquait de sa riche Pinacothèque. Les favoris étrangers le dirigeaient à leur gré; l'Anglais Ward surtout, homme de basse extraction et d'une capacité non ordinaire, qui s'était emparé de son esprit, éloignait de lui les personnes honnêtes. On dit même que le duc, à Trieste, s'était fait protestant, et qu'un prélat, qu'on lui avait envoyé de Rome, le ramena à la religion catholique, sans rencontrer beaucoup de résistance.

Dans le Piémont, les sénats de Turin, de Casale, de Gênes et de Nice, composés de membres choisis par le roi et amovibles, ju-

geaient les procès des hauts dignitaires, les contestations entre les particuliers et les communes, c'est-à-dire ce qui concerne les statuts, les priviléges, les usages; l'application des peines, après l'instruction des tribunaux de province, l'appel et la cassation étaient aussi de leur compétence, comme ils devaient examiner les édits et les patentes de l'autorité. Mais ils suivaient une jurisprudence différente, de sorte que l'un condamnait là où l'autre donnait gain de cause. Chaque province avait un tribunal, et les consulats étaient chargés des affaires de commerce. Les gouverneurs exerçaient l'autorité militaire, et les commandants de place leur obéissaient; puis, c'était partout un aspect guerrier, des soldats et des bannières, des tambours qui battaient sans cesse, des revues, des exercices, des colléges militaires. Les carabiniers, qui exerçaient la police, étaient odieux.

La police, qui du reste n'est pas plus particulière au Piémont qu'à d'autres pays, rappelle un des pires fléaux modernes. Rendue toute-puissante, les emplois, les honneurs, les chaires dépendaient de ses informations, secrètes, irrémédiables : elle délivrait les passe-ports; elle empoisonnait les douceurs de la vie domestique en faisant croire à l'un qu'il était trahi par l'autre, afin que la crainte réciproque empêchât les citoyens d'acquérir la puissance de la concorde; toujours prête à fouiller dans les actes secrets pour les divulguer au détriment de l'honneur de ceux qu'elle haïssait, elle en inventait quand elle n'en découvrait pas ; elle soutenait les gens infimes pour qu'ils pussent entraver ou persécuter le mérite solide et les caractères irréprochables (1); elle violait impudemment le secret des lettres, et tenait longtemps en prison pour de simples soupçons, puis remettait en liberté sans même donner un motif. Peut-être y avait-il des individus qui, poussés par le besoin ou le vice, venaient offrir de vendre leur âme; d'autres la vendaient par volupté, par ambition, par vengeance; mais la police réussit à persuader que l'espionnage était très-répandu, très-clairvoyant. Des patriotes menteurs

(1) Gioberti assura « qu'on avait défendu à la *Gazette* piémontaise de louer les hommes célébrés par l'opinion publique; » *Jésuite moderne*, tome V, p. 22, Gualterio dit que Fossombroni paya trente écus un article contre Niccoloni. En Lombardie, outre les attaques systématiques de la *Gazette* et de la *Bibliothèque italienne*, on a trouvé plus tard les commissions données pour dénigrer certaines personnes dans des journaux étrangers, parfois même les ébauches de quelques articles expédiées à la *Allgemeine Zeitung*, et les additions faites par les affidés de la police.

répétèrent cette calomnie, qui de fait dispensait la police de sa coûteuse vigilance, et souilla le caractère moral des citoyens; puis, elle montrait les hommes si vils qu'elle aurait suffi pour éterniser les chaînes, s'il n'était pas dans la destinée que ces misérables font toujours abhorrer les gouvernements, mais ne les sauvent jamais.

Les provinces, à cause de la diversité de leur origine, avaient une constitution administrative différente : elles n'étaient pas toutes soumises au cens; les unes avaient une grande étendue, les autres se renfermaient dans d'étroites limites; celles-ci payaient l'impôt sur les terres, celles-là en étaient exemptes; quelques-unes conservaient d'anciens priviléges, et parfois même des droits régaliens; la Savoie surtout, française de langue et d'origine, tenait des anciennes institutions et avait peu de sympathie pour l'Italie. La population ne s'apercevait pas des impôts, parce qu'on lui avait épargné jusque alors les charges pesantes; mais les droits étaient lourds, les taxes mal appliquées et mal réparties, le commerce et l'industrie étouffés dans les langes traditionnels, la puissance du crédit ignorée, les grands travaux publics signalés comme des utopies. Les dépositaires du pouvoir avaient peu de lumières et s'opposaient au mouvement; les procédés étaient lents et matériels.

Lorsqu'on s'y rendait de la Lombardie, on était froissé par la sévérité des douaniers, la foule des moines, qui avaient disparu en deçà du Tésin, par les chicanes de la censure ecclésiastique et civile; ce qui blessait surtout, c'était cette aristocratie, incapable de faire contre-poids à la couronne, pourtant orgueilleuse, exclusive, liée entre elle et avec le clergé, outre qu'elle intervenait dans toutes les affaires, parce qu'elle avait des richesses, des partisans, des emplois civils et militaires, des charges de cour qui entraînaient privilége de justice. La classe moyenne, qui veut s'appeler peuple, la regardait de mauvais œil, en répétait quelques paroles outragantes, peut-être d'une époque plus éloignée, et l'accablait d'épigrammes, qui furent recueillies par le meilleur poëte en dialecte du pays; mais elle ne s'avouait pas que ces nobles avaient reçu une bonne éducation, et qu'ils rachetaient leur fierté par d'autres qualités : en effet, ils apprenaient à connaître les affaires publiques et s'en occupaient bien mieux que la noblesse des pays limitrophes; leur éducation militaire les sauvait de la dédaigneuse incapacité des Sardanapales lombards, et les arrachait du moins à l'oisiveté du corps, toujours suivie de l'inertie

de l'intelligence. D'autre part, beaucoup de seigneurs restaient exilés, d'autres boudaient à la cour parce qu'ils étaient négligés ou persécutés depuis 1821, ou parents d'individus persécutés.

A travers la fumée de l'encens et les dénigrations violentes, on aperçoit que Charles-Albert favorisa le mouvement vers le mieux, auquel portaient généralement la longue paix et les intelligences actives ; juste et respectant les biens des autres, il était peut-être l'unique prince italien qui fît des lectures, ce qui lui permettait de mesurer la marée des opinions ; il connaissait les écrivains du pays, qu'il s'attachait par des postes et des décorations ; mais il n'était pas populaire, et ne se montrait familier avec personne, si ce n'est peut-être avec les militaires. On ne parvenait à ses audiences qu'à travers un cérémonial difficile ; les nobles véritables étaient seuls admis dans ses réunions, et non les employés, fût-ce même le secrétaire général qui lui présentait chaque matin les pièces à signer. Joyeux et galant dans sa jeunesse, il se jeta plus tard dans la dévotion et un ascétisme tel, qu'il ne mangeait plus que des œufs, du poisson et du riz (Cibrario) ; ayant besoin d'appui comme tout individu qui se défie de lui-même, il s'en rapportait aux ministres. L'opinion, toujours folle dans ses jugements, présentait comme progressistes Villamarina, ministre de la guerre, Barbaroux, ministre de la justice, Pralormo, puis Gallina, ministre des finances ; comme rétrogrades, Lascarena, ministre de la police et de l'intérieur, La Margherita, successeur de La Tour dans la direction des affaires étrangères, et qui exposa plus tard sa politique dans le *Memorandum*, singulière révélation du caractère et des intentions de Charles-Albert.

Le corps allongé, mais grêle et maigre, de ce prince, semblait représenter son âme, formée pour des choses élevées, mais flottant sans cesse entre le bien et le mal, l'impulsion et la résistance. L'opposition des ministres le poussait continuellement à des actes timides, à des mesures incomplètes ; ballotté entre le besoin de réparer les erreurs de sa jeunesse, et la peur que ces concessions ne fournissent à l'Autriche un prétexte pour diminuer son indépendance, il craignait encore de succomber aux secousses populaires, comme si les faits de 1821 lui faisaient présager ceux auxquels il serait entraîné plus tard (1). Il

(7) Le plus intrépide panégyriste de Charles-Albert assure que la moitié des ministres était « vendue à l'étranger ; » et le roi le savait, et il ne savait pas les

dota le Piémont d'institutions de bienfaisance et de prévoyance, de maisons pénitentiaires et d'enseignement, de nouvelles routes coûteuses dans un pays sillonné par de nombreux torrents; par le code civil, il abolit les statuts locaux et rendit la juridiction uniforme; le code criminel, copié sur celui de la France, d'une rigueur excessive et d'intolérance religieuse, conservait des peines exorbitantes, prodiguait le dernier supplice, maintenait les asiles et les immunités ecclésiastiques, le pouvoir arbitraire des juges, et rendait obligatoire la délation même contre les parents dans les délits politiques; puis, il n'y avait pas de code de procédure, sans lequel les autres n'ont aucune valeur.

Charles-Albert était passionné pour les armes, au point que, sur soixante-quinze millions de revenu, il en dépensait vingt-sept pour l'armée, et il croyait en avoir une puissante parce qu'elle lui offrait des parades et des revues; néanmoins, il introduisit dans le code militaire la peine des verges jusqu'à dix-huit cents coups. Bien que Gênes ne pût s'habituer à son obéissance, il profita de sa merveilleuse position; le premier navire de guerre italien qui ait fait le tour du mode, fut envoyé par ce roi; il améliora l'université, mais ne voulut pas y tolérer un cours d'histoire moderne; il institua l'ordre du Mérite civil, mais il fallait adresser une demande appuyée sur des titres; les décorés juraient de ne rien publier hors de l'État, et pouvaient se présenter aux réunions du roi. Un grand nombre d'émigrés obtenaient la permission de rentrer, mais il n'y eut jamais d'amnistie. Silvio Pellico fut autorisé à faire paraître les *Mie Prigioni*, mais ne put obtenir la chaire d'éloquence, bien qu'il la désirât, et Charles-Albert lui accorda la pension de l'ordre du Mérite, non les insignes. Dans le code, il abolit les substitutions par fidéicommis, et les autorisa par un édit. Il établit un conseil d'État, où l'on discutait les lois, les budgets, les contrats, toutes les opérations de finances; mais il dépendait entièrement de lui, et peu de ses nombreuses propositions furent adoptées. Il n'exis-

congédier! De là, « ce qu'on a appelé son hésitation, et qui n'était qu'une prudence avisée; » p. 620. Le même auteur assure que l'Autriche avait acheté *toutes* les personnes qui l'entouraient, et que ce fut par leur influence qu'elle l'entraîna dans tant d'erreurs et dans ces habitudes de faiblesse ascétique. Ainsi, pour disculper le prince, on accuse toute une nation, qui mérite pourtant des éloges pour sa dignité morale. Cet écrivain sait encore « par des documents certains qu'il a eus dans ses mains, » mais qu'il ne produit pas, que Charles-Albert dès 1832 désirait l'amnistie des exilés de 1821, et qu'il l'accorda « spontanément avec une joie sincère en 1842. »

tait pas une bonne statistique, avec un cadastre qui pût servir de base à la juste répartition des charges, et l'on continuait l'impôt personnel sans égard pour la condition du contribuable.

Jean-Charles Brignole, en 1824, avait commencé à introduire de l'ordre et de la clarté dans les finances, à inspirer aux employés l'amour du devoir; il disait : « Je ne regrette pas de dépenser, mais de dépenser mal à propos. » L'avocat Gallina, chargé ensuite de ce ministère, se rendit odieux parce qu'il était habile à grossir les recettes. L'état des finances était pourtant enviable (1); puis, le roi gardait dans ses caisses le montant d'un emprunt fait en 1831 et en 1842, alors que la guerre paraissait imminente : mode aujourd'hui réprouvé, mais qui lui offrit le moyen d'entreprendre les voies ferrées sans les jeux de l'agiotage.

Dans la Sardaigne, on avait conservé les jugements comme sous l'Espagne, c'est-à-dire une audience royale à Cagliari et le conseil suprême à Turin; ce conseil avait voix consultative dans les lois concernant l'île, et prononçait avec une autorité suprême sur les décisions de l'audience. Cette île conservait d'anciennes institutions : les monts de secours qui, dans chaque ville et tout chef-lieu, fournissaient des grains pour ensemencer les champs; le *bargellato*, milice urbaine pour garantir la sécurité des campagnes, et composée de propriétaires sous un capitaine élu par le vice-roi. Charles-Félix avait dépensé quatre millions pour ouvrir entre les deux caps une route de deux cent trente-cinq kilomètres, route de suprême importance dans un pays où les jalousies étaient très-vives; mais, tandis que les rois précédents avaient cherché à faire prospérer l'île sans toucher aux formes laissées par les Espagnols et devenues un besoin, Charles-Albert la soumit à une nouvelle assiette politique et sociale : il abolit la féodalité, en enlevant aux barons la justice et le droit aux corvées, et affranchit les fiefs de la couronne; les nombreux chevaliers furent dépouillés du privilége de juridiction, et les églises des asiles; il établit des prisons, des cantonnements, le système des poids et mesures, et dirigea l'attention sur les forêts. La ser-

(1) Selon les comptes publiés par le comte Revel, le 4 mars 1848, les revenus

du Piémont étaient ....84,282,216 fr.
Dépenses..80,966,372
Dette..95,714,392

c'est-à-dire un peu plus que le revenu d'une année.

vitude du *parabile*, qui empêchait l'entière propriété, une fois abolie, on vit augmenter le nombre des terres closes; puis, malgré la négligence des propriétaires eux-mêmes, ou l'opposition des pâtres qui, ne pouvant souffrir ces restrictions inusitées, détruisaient les clôtures, on remit en culture les trois quarts du sol encore en friche, en utilisant cette incomparable végétation et l'excellent bétail; et la population s'éleva de trois cent cinquante-deux mille âmes à cinq cent vingt-cinq mille. Les personnes qui se voyaient lésées par la suppression des abus firent entendre des plaintes; le peuple ne croyait pas que la perte des priviléges fût compensée par l'égalité des droits, d'autant plus que la vieille organisation répugnait aux formes nouvelles, et que le despotisme du vice-roi, joint à l'arrogance des employés, faisait sentir le poids des réformes plus que leurs avantages; puis, les disettes survenues parurent être occasionnées par le gouvernement.

L'ambition séculaire que nourrissait la maison de Savoie de se mettre à la tête de toute la Péninsule ne manquait point à Charles-Albert, qui dès lors attirait l'attention et les espérances d'un grand nombre. Au milieu des craintes politiques et religieuses, quelques-uns l'exhortaient à donner une constitution à son pays, afin qu'il pût devenir pour les autres contrées de l'Italie un objet d'envie et un exemple; il répondait que sa maison avait pour mission de chasser l'étranger, mais qu'elle ne pouvait réussir qu'à la condition de posséder cette force qui provient de l'absolutisme seul, et qu'on répandrait les libertés après que sa nation en aurait fait l'heureuse expérience. Toutefois, les années passaient, et l'occasion ne s'offrait pas; les jeunes gens apprenaient à le maudire dans les chansons des vieillards, surtout quand il maria son fils aîné à une fille du vice-roi de la Lombardie.

A Naples, la restauration de 1821 avait laissé de la haine contre les Bourbons et les individus qui les avaient ramenés. Dès le commencement on parut comprendre qu'il fallait, par devoir ou prudence, donner quelque satisfaction à une révolution qui avait même échoué : le gouvernement prit de bonnes mesures; outre les conseils provinciaux, il établit un large système communal, avec des conciliateurs qui, à la manière d'arbitres, devaient régler les différends des membres de la commune, sans qu'on pût appeler de leurs décisions jusqu'à la somme de six ducats; les juges furent rendus inamovibles, et l'on institua même une consulte d'État, où les ministres étaient responsables, mais devant le roi; pour

donner satisfaction aux répugnances nationales, on décréta qu'aucun Napolitain n'exercerait d'emploi en Sicile. Mais, comme il arrive après les révolutions qui échouent, l'omnipotence restait à la police; la censure des livres était inintelligente et méticuleuse; on en brûla quelques-uns, sans épargner même un catéchisme imprimé en 1816, parce qu'il reproduisait les maximes des saints Pères et de Bossuet, jugées trop libérales; il fut défendu d'introduire des livres, à moins de payer un carlin pour chacun. Cette prohibition rendit les échanges impossibles, et l'art typographique, d'abord florissant, dut se borner à des contrefaçons, abandonnées à la sordide spéculation de libraires ignorants, qui introduisaient dans les ouvrages non-seulement des mutilations, mais des additions, lesquelles altèrent le sens et faussent le sentiment des auteurs. Les jésuites étaient accusés de ces rigueurs; mais quand la censure leur fut enlevée et concentrée dans la police, il arriva pire encore.

Ces mesures irritaient les esprits, et les factions renouaient les fils de leurs trames : d'un côté, il en résultait des procès, de l'autre cette dépravation morale qui se couvre de la politique pour ennoblir l'assassinat; on prétend qu'en 1822 il périt huit cents individus, les uns sur l'échafaud comme libéraux, les autres comme victimes de ces derniers; neuf têtes d'hommes de parti restèrent plusieurs années suspendues à Saint-Georges de Palerme. Il faut y joindre des tremblements de terre, des éboulements et les ravages de torrents (1). Pour donner satisfaction à l'indignation publique, on renvoya Canosa, qui fut remplacé par le chevalier Louis Medici, homme d'une rare habileté et attaqué par tous les partis; mais si la rigueur fut moindre, le mode resta le même. Le code abolit la marque et les confiscations, et la peine de mort fut soumise à quatre gradations, selon que le coupable se rendait à l'échafaud vêtu de jaune ou de noir, chaussé ou déchaussé; en outre, il établissait l'égalité de tous devant la loi; mais en 1826 on introduisit une juridiction privilégiée pour les délits politiques.

Janvier. 1825.

Ferdinand, après avoir vécu dans deux siècles dont il ne comprit pas l'immense distance, mourut d'apoplexie; il avait régné soixante-cinq ans sur un pays, perdu trois fois avec honte et recouvré trois fois au milieu de flots de sang. Il eut pour successeur François, qui avait favorisé la constitution comme lieutenant du royaume en 1820, et protesté contre l'occupation étrangère,

(1) « Par sauvage incurie du gouvernement, » dit la Farina.

laquelle diminua à son avénement, pour cesser bientôt; elle fut remplacée par quatre régiments suisses, engagés pour trente ans, et qui coûtaient par an cinq cent soixante-six mille ducats, outre un million sept cent quatre-vingt-douze mille de premier établissement. Le palais offrait un spectacle hideux, et les favoris s'engraissaient impudemment (1); un certain Viglia et la Desimoni, employés dans le service intérieur, étaient l'instrument d'une dépravation éhontée, et le roi, plaisantant de leurs trafics, leur disait : *Faites de bonnes affaires, mais vite, car j'ai peu de temps à vivre.*

9 novembre. 1830.

En effet, il mourut bientôt et fut remplacé sur le trône par son fils Ferdinand II, frère de la duchesse de Berry et de Christine d'Espagne, renommées pour l'énergie de leur volonté et des aventures publiques et personnelles. Comme il n'avait pas de torts à voiler ni de vengeances à exercer, il commença par l'amnistie, et résolut de dominer en roi absolu, mais d'effectuer le bien public et de « guérir les plaies ». Sans finesses diplomatiques, il resta indépendant de l'Autriche, et ne voulut pas même conclure avec elle un traité de commerce ni de propriété littéraire. Il avait peu d'instruction, mais il était affranchi des habitudes triviales de ses aïeux; en payant quiconque louait le gouvernement, il faisait voir qu'il croyait à l'influence des *marchands de plumes*, comme il les appelait par ironie.

La cour, débarrassée des avides favoris de son père, fut maintenue dans des habitudes d'exemplaire moralité; il aima monseigneur Olivieri, son maître, le prêtre Joseph Caprioli, Cocle, archevêque de Patrasso, desquels on fit des boucs émissaires quand vint la mode de haïr, comme c'était la mode de louer au commencement. Outre les pensions imprudemment ou honteusement accordées par ses prédécesseurs, les emplois étaient si largement rétribués, que les ministres touchaient douze mille ducats, et celui des affaires étrangères pareille somme en sus pour les fêtes. Le roi les frappa d'un impôt progressif qui s'élevait jusqu'à cinquante pour cent, et lui-même renonça à trois cent mille soixante ducats que son père prélevait pour des actes éventuels de bienfaisance; il supprima une grande partie des chasses royales et des coûteuses vo-

(1) Bianchini, dans son *Histoire des finances du royaume de Naples*, dit que le voyage de François Ier en Espagne pour y conduire Marie-Christine coûta à l'État six cent quatre-vingt-douze mille sept cent cinq ducats, qui font trois millions et demi de francs.

lières, fit grâce aux criminels d'État ou allégea leurs peines, et donnait audience à tous; il parcourut le royaume modestement, logeant dans les couvents, s'asseyant à table avec les magistrats du pays, dansant avec les femmes du peuple, débitant des bons mots et des compliments. Le choléra ayant éclaté, il accourut d'un voyage, et se mêla à la plèbe, dont il mangea le pain pour la rassurer contre les prétendus empoisonneurs. D'autres malheurs publics lui offrirent l'occasion d'exercer sa charité : en 1830, les tremblements de terre bouleversèrent la Calabre Citérieure, où ils firent périr deux cent soixante-trois individus et laissèrent cent huit blessés; l'éruption de l'Etna, en 1843, est mémorable parce que la lave envahit même des terrains cultivés, et se jeta dans un bassin d'eau qui, réduite en vapeur par ce contact, couvrit les environs de cailloux; soixante-cinq personnes furent tuées, et beaucoup d'autres blessées.

Ferdinand, qui voulait un royaume fort, renouvela l'armée, dans laquelle il replaça beaucoup d'officiers congédiés; il s'entretenait avec les soldats, les exerçait et participait à leurs fatigues; mais les deux régiments siciliens se montrèrent si indomptables, qu'il dut les dissoudre. Il institua la garde urbaine, corps civique destiné à servir de garnison chaque fois que l'armée se mettait en mouvement. Il eut d'excellentes fonderies de canons et un corps typographique, qui combinait ses opérations avec celles de l'observatoire, si renommé.

L'organisation de l'administration civile était remarquable; mais tout se concentrait dans le ministère de l'intérieur, qui embrassait l'instruction, l'agriculture, le commerce, la bienfaisance, les travaux publics, l'élection pour les offices municipaux et les conseils de district et de province. Ce ministère était confié à Nicolas Saint-Ange, esprit fin et favorable aux hommes d'intelligence, qui faisait faire un dictionnaire de la langue, un journal du royaume, mais qui savait exploiter les avantages de son poste. Fardella, ministre de la guerre, d'Andrea, ministre des finances, Intonti, ministre de la police, étaient des gens habiles, comme le président Pietracatella; dans des réunions périodiques, ils discutaient les questions les plus importantes, dont chacun d'eux poursuivait ensuite la solution; puis, dans le conseil d'État, présidé par le roi, on statuait sur les affaires qu'ils avaient traitées. En 1842, on leur adjoignit des ministres sans portefeuille, parmi lesquels Justin Fortunato, autrefois agitateur politique et maintenant assoupli à l'obéissance, et l'éminent juriste Nicolas Niccolini;

mais au lieu de lumières nouvelles il en résultait des conflits et un amoindrissement de l'autorité ministérielle.

La liste civile n'était pas déterminée ; mais elle se composait de tout ce qui restait des caisses diverses, de sorte que pour gagner les bonnes grâces du roi on faisait des économies au détriment du service. L'instruction publique était confiée aux jésuites ; mais elle conserva son indépendance et son éclat, surtout dès qu'on eut laissé à chacun la faculté d'ouvrir des écoles, qui offraient aux hommes d'étude l'occasion de se faire connaître, ou secouaient l'inertie des vieux professeurs par la concurrence des jeunes, connus du roi et du public ; en effet, outre les antiquaires, si communs dans le pays, des hommes de talent cultivèrent la philosophie et les sciences sociales. La procédure publique produisit des avocats éloquents, désireux de briller dans une tribune plus noble. La junte suprême pour les crimes d'État était maudite ; néanmoins, quand elle fut abolie, en 1846, le souvenir de son indulgence et des hommes éminents qui la composaient, la fit regretter de tout le monde.

Les titres de noblesse tombaient chaque jour, et dès 1824 il fut permis de vendre les propriétés féodales de Sicile grevées des *soggiogazioni* : mesure qui subdivisa les propriétés, facilita les mutations, améliora le sol. Les biens de mainmorte furent affranchis ; ceux de patronage royal, assignés à titre de bénéfice ecclésiastique, durent être donnés en emphytéose, et par lots de quatre *salmas* au plus : mesure du moyen âge, que l'on renouvelait dans l'intention de rétablir la population et la petite propriété. On fit disparaître les servitudes agraires et l'enchevêtrement des possessions ; l'immense *Tavoliere* de la Pouille, les terres qu'on y avait abandonnées à la culture privée furent l'objet de sages dispositions, et l'on mit fin aux litiges féodaux ; le gouvernement et les commissions provinciales s'occupaient d'introduire des méthodes nouvelles et des produits nouveaux.

Les ordres religieux, rétablis par Ferdinand Ier aussitôt après son retour, et dotés avec des biens domaniaux, sont deux fois moins nombreux qu'avant la révolution ; le clergé, en rapport avec les besoins, cessa de montrer envers Rome cet esprit hostile qui dans le siècle passé en faisait un docile instrument du pouvoir. Les pêcheurs de corail, si nombreux que l'on rédigea pour eux le code *corallino* (1), diminuèrent chaque jour ; mais

(1) En 1853, les deux cent douze bateaux qui pêchaient le corail sur les côtes

on vit augmenter le nombre des soldats et des navires marchands. Le soufre, or de la Sicile, fut un monopole royal jusqu'en 1808, époque où le roi ne se réserva que le droit d'autoriser de nouvelles exploitations. Dès ce moment, la production devint plus considérable, et les prix s'élevèrent, attendu que la France et l'Angleterre l'achetaient pour fabriquer la soude; en 1832, il en fut exporté six cent mille quintaux, six cent soixante seize mille en 1834, et bientôt neuf cent mille; aussi, les capitalistes, alléchés par les bénéfices, redoublèrent d'efforts, et la production surpassa la vente. Le gouvernement fit le traité suivant avec la société française Taix et Aycard : elle devait en acheter six cent mille quintaux à deux ducats ou deux ducats et demi; pour les autres trois cent mille, elle donnerait une légère indemnité aux producteurs; elle pourrait le revendre à quatre ducats ou quatre et demi, et payerait au trésor quatre cent mille ducats, lesquels devaient être en déduction du *consumo rurale*, droit qui pesait sur l'agriculture.

1838.

Les propriétaires des solfatares se sentaient lésés par ce privilége; d'autre part l'Angleterre, invoquant le traité de 1816 qui la plaçait sur le même pied que les nations les plus favorisées, réclama trois cent mille livres sterling pour dommages occasionnés à ses négociants par suite de ce privilége. On discuta deux ans, et le roi, toujours jaloux de son indépendance, ne craignit pas de la montrer même en face de cette grande puissance, et voulut respecter les contrats, au lieu de proclamer la liberté de commerce, qui aurait prévenu les collisions; au ton menaçant, il répondit avec dignité : « La justice et Dieu sont pour moi, disait-il, et je me fie plus dans la force du droit que dans le droit de la force. » Mais la flotte anglaise vint bloquer les ports de la Sicile, croiser devant Naples et enlever des navires jusque dans le port; le conflit paraissait inévitable, lorsque la France s'interposa pour régler le différend, abolit le contrat avec Taix, greva le soufre à la sortie de vingt carlins par quintal, et contraignit le gouvernement à indemniser les négociants français et anglais (1). Lâcheté, crime, voleries de la cour et des ministres, tels furent les cris des individus qui des cafés prétendent gouverner le monde; le roi,

de Bone et de la Cale étaient presque tous napolitains; ils recueillirent trente-cinq mille kilogrammes de corail, qui se vend soixante francs le kilogramme.

(1) La seule Angleterre en 1840 consuma un million de quintaux de soufre; en 1833 on en avait exporté de la Sicile seule six cent soixante-seize mille quatre cent treize quintaux, d'une valeur de un million neuf cent cinquante-deux mille soixante-sept ducats.

connaissant la nécessité d'accroître la marine et de protéger Naples, sans défense, se procura la flotte la plus forte qui sillonnât la Méditerranée.

La dette publique fut allégée par des tirages annuels; on dépensa deux millions et demi de livres sterling empruntées à Londres en 1824; le *grand livre*, c'est-à-dire la banque de l'État, prospéra, au point que ses actions montèrent à cent trente. En 1844, le revenu annuel des domaines en deçà du Phare s'élevait à vingt-sept millions et demi de ducats; la dette publique excédait à peine le capital de quatre-vingt-six millions, c'est-à-dire un peu plus du revenu de trois ans. En 1831, on fonda la banque *fruttuaria*, au capital de six cent mille ducats, représentés par dix mille actions; puis d'autres, établies dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, augmentèrent de nombre et de valeur, bien qu'elles ne tardassent point à déchoir par mauvaise administration.

1832. Le premier essai de bateau à vapeur se fit dans le royaume, qui eut également le premier pont en fil de fer, sur le Carigliano, lequel coûta soixante-quinze mille ducats; le premier chemin de fer italien, de Naples à Castellamare; le premier éclairage public au gaz. On améliora le port de Brindes; les traités avec les puis- 1839. sances furent multipliés, et les droits de douane diminués. Des priviléges vinrent favoriser la marine marchande; en effet, tandis qu'en deçà du Phare il n'y avait que quatre mille huit cents navires en 1825, on en comptait six mille huit cent trois en 1839, outre deux mille trois cent soixante et onze siciliens, tous ensemble de deux cent treize mille cent quatre-vingt-dix-huit tonneaux, avec cinquante-deux mille cinq cent quatorze marins. Quant aux routes, on fit au moins des décrets, et trente-sept furent ordonnées dans la seule Sicile, qui devaient se développer sur une longueur de neuf cent seize milles.

Dans la seule ville de Naples, la bienfaisance publique a trois millions de ducats de revenu, et l'*Albergo* des pauvres suffit à quatre mille individus; mais de magnifiques institutions, comme la dernière et l'Annunziata, dépérissaient par le gaspillage et la malversation; on ne suivit pas la belle prescription qui, instituant partout des dépôts de mendicité, voulait qu'un jardin modèle y fût annexé.

Le peuple une fois dirigé sur la voie des améliorations, le pittoresque des costumes étranges disparaissait devant le progrès, et le curieux y trouvait à peine ces lazzaroni, cette nudité, ces brigands, dont on remplit encore les voyages romanesques et les des-

criptions faites sur les ouï-dire. La plèbe est encore bruyante, mais non insubordonnée, gaie mais non dissolue ; on pouvait espérer que l'instruction et les travaux publics corrigeraient les autres vices. Un pays de six millions d'habitants, et qui est en état de supporter pour cent millions de ducats d'impôts, à quoi ne peut-il pas aspirer s'il le veut?

Un Italien qui ne craint pas le reproche d'adulateur des rois aimerait donc que la vérité ne l'obligeât point d'ajouter que les Napolitains se rappelaient que Ferdinand Ier, à son retour en 1815, avait promis une constitution, l'avait jurée en 1820, puis foulée aux pieds. Les Siciliens ne pouvaient oublier la charte de 1812 et leurs anciens priviléges : on souffrait avec impatience ce corps de Suisses, stipendié contre les sujets; l'indécente et basse corruption qui s'étendait des employés les plus infimes jusqu'aux plus élevés; le pouvoir exorbitant de la police, dont le ministre disposait de dix mille gendarmes, l'élite de l'armée, de sorte qu'il pouvait méditer le changement de la dynastie. C'est ce que fit Intonti, qui caressa les libéraux et voulut décider le roi à donner la constitution, en lui exagérant la puissance des sociétés secrètes; mais il fut bientôt destitué et remplacé par del Carretto, colonel de gendarmerie, dont la vigueur transforma le gouvernement en police. Les gendarmes pouvaient arrêter, faire des perquisitions, accuser, témoigner, obtenant une entière créance; la peine des verges, rétablie au service de la police, était appliquée immédiatement. Toutefois, les bandes n'avaient pas disparu, et le gouvernement dut traiter avec Talarico, qui pendant douze ans se conduisit en maître dans la Sila; après l'avoir gracié, elle lui assigna pour résidence l'île de Lipari, avec la subvention mensuelle de dix-huit ducats pour lui, et de douze pour chacun de ses compagnons. Les sociétés secrètes, dont nous avons à parler beaucoup, prenaient encore plus d'extension.

Dans les *Prisons* de Silvio Pellico, tous les subalternes sont représentés comme bienveillants, même le geôlier, même Bolza; mais les sévérités sont commandées par l'autorité supérieure : le médecin ne peut autoriser les lunettes, si la permission n'arrive pas de Vienne; on enlève aux détenus les livres par ordre de Vienne; pour amputer Maroncelli d'une jambe, il faut que Vienne le permette; l'empereur a sur son bureau le plan du Spielberg, et ordonne ce que doit souffrir le n° 15, le n° 20, unique désignation de ces êtres humains. Enfin, Pellico et un de ses compagnons sortent de prison; passant par Vienne, ils sont amenés

dans le parc du Belvédère pour respirer; mais aussitôt on les fait retirer parce que l'empereur arrive, et qu'il ne faut pas offrir à ses regards le spectacle de leur maigreur. Apparition digne des plus grands tragiques !

Le sentiment qui respire dans ce livre, on pouvait dire qu'il était commun en Italie, où l'on accusait l'Autriche de tous les maux : quiconque ne veut pas s'exposer aux huées du vulgaire riche et docte est obligé de l'accabler d'outrages; de dire que son armée est lâche, que ses chefs ne cherchent qu'à opprimer, et que le gouvernement n'a pour but que de pressurer le pays et d'en sacrifier les intérêts aux Transalpins. Appeler un gouvernement inepte et absurde, ce n'est pas l'expliquer, mais faire preuve d'inintelligence; le général qui veut prendre une citadelle ne s'en moque pas comme étant d'une attaque facile, mais l'étudie à fond. Nous ne connaissons pas de gouvernements qui veuillent le mal de propos délibéré, et nous ne croirions pas avoir le droit de dire aux peuples *Soyez sages*, si nous n'osions dire aux princes *Soyez justes;* d'autre part, il ne saurait y avoir de courage à le censurer si l'on craint d'en reconnaître les mérites, et celui-ci entre autres : écrivant dans un pays autrichien, on peut dire impunément la vérité, tandis que cette vérité sera condamnée ailleurs par des tyranneaux, et jugée bassesse ou peur, fût-elle dite par celui qui l'osa devant une enquête judiciaire (1).

Un gouvernement peut-il être bon quoiqu'il ne soit pas national ? C'est là un problème de la solution duquel les éléments se trouvent dans les volumes précédents, qui font également comprendre pourquoi Marie-Thérèse, Joseph II et Léopold II furent loin d'être haïs dans la Lombardie autrichienne, alors qu'on laissait aux peuples les libertés naturelles, mais sans leur donner la

(1) Les premiers renseignements sur les conditions de la Lombardie furent donnés par nous dans le livre *Milan et son territoire*, publié à l'occasion du congrès de 1845. Une commission municipale se chargeait d'obtenir une réponse aux différentes questions que nous lui présentions, ce qui eut lieu sauf, à l'égard de quelques points. Ce livre fut la source où les libéraux de parti puisèrent ensuite, avec d'autant plus de confiance qu'il était *officiel*, disaient-ils : tant ceux-là même qui s'érigeaient en maîtres et prétendaient réformer le gouvernement ignoraient la différence qui existe entre le municipe et le gouvernement. Nous ajoutons avec regret qu'on ouvrit *officiellement* une enquête contre l'auteur; mais cette tracasserie de l'élément délétère de ce gouvernement ne détruit pas la possibilité d'avoir et de publier, alors comme aujourd'hui, des renseignements positifs, si l'esprit de faction et le sentimentalisme, alors comme aujourd'hui, n'avaient pas répugné à ces renseignements.

liberté politique ; alors que les esprits les plus distingués s'offraient comme les soutiens, les panégyristes, les défenseurs du trône, et l'aidaient à concentrer les prérogatives, auparavant éparpillées parmi des autorités nationales ou ministérielles. La révolution rompit cet accord, et laissa d'une part l'absolutisme administratif, de l'autre une vive répugnance pour des lois faites en vue d'une civilisation et d'intérêts qui ne sont pas italiens, et soutenues par des moyens divers. D'un autre côté, l'homme supporte le mépris avec tant de peine, qu'il a même recours à la terreur pour s'y soustraire ; or, le mépris réciproque naît facilement entre le maître qui voit ses efforts impuissants et le sujet qui, au souvenir des faits anciens et nouveaux s'irrite de ne pas se voir consulté et connu, d'être soumis à des institutions et à des personnes étrangères à ses sentiments, à ses sympathies, à ses goûts.

L'Autriche, puissance éminemment conservatrice, fut en butte, dès le jour où elle combattit la réforme, aux attaques des penseurs, qu'elle ne caressait pas du reste. Ambitieuse sans bruit, elle avança sous l'impulsion du siècle, mais sans l'avouer ; elle respectait les habitudes, imposait le silence même sur les choses louables, et avait réduit le gouvernement à n'être qu'une machine qui administrait et constatait les faits par les statistiques, tandis qu'il faut, pour initier au nouveau, de l'intelligence, de la bonté, de la sagesse. François I[er], esclave de l'idée du devoir comme il le concevait, repoussa, selon cette idée, toutes les innovations : ce qui avait été bon autrefois devait l'être maintenant ; les populations devaient se persuader que l'empereur voulait leur bien, et le laisser faire. En conséquence, il tint compte des constitutions hétérogènes de ses divers peuples ; puis, bien qu'il désirât la concentration administrative établie par Joseph II, il n'imposa point une uniformité, qui accroît non la force, mais le mécontentement.

Ainsi donc, de même qu'il y avait la Hongrie et la Bohême, il y eut un royaume lombard-vénitien subdivisé en deux gouvernements. L'empereur avait pour unique obligation de venir se faire couronner : c'était à lui de nommer à tous les emplois royaux et de confirmer les fonctions communales, de fixer l'impôt et d'en disposer sans contrôle, d'administrer le mont de l'État ; l'instruction publique, la censure et la tutelle des institutions de bienfaisance lui appartenaient ; il approuvait encore les sociétés et concédait les priviléges. En conséquence, les décrets arrivaient ou tardivement à cause de l'éloignement et des filières interminables, ou manquaient d'opportunité faute d'une connaissance suffisante des besoins.

Lorsque le mot d'ordre des rois était la liberté des peuples, on constitua une congrégation centrale pour représenter le pays; élue par le peuple, nommée et salariée par le souverain, le gouverneur la convoquait à son gré afin d'avoir son avis sur les matières qu'il lui plaisait de soumettre à son examen.

L'admirable système communal, dérivé des anciens municipes et qui avait survécu aux ruines révolutionnaires, se conservait encore; heureusement combiné avec le cens, il suffit pour maintenir la vie et favoriser la prospérité de la fertile contrée. L'administration, réduite à l'état de machine bureaucratique, fonctionnait avec force et régularité, comme dans un pays façonné depuis longtemps à ses allures. Toutes les fois que des intérêts d'État ne s'y trouvaient pas mêlés, la justice s'exerçait promptement et sans corruption; elle était réglée par un code rédigé sous l'empire des idées modernes et préférable, dans beaucoup de ses parties, à celui de Napoléon, soit par une pénalité plus douce, ou une plus large part faite à l'égalité; mais comme il excluait toute publicité, il substituait l'idée de pouvoir arbitraire aux garanties que la société est en droit de réclamer en faveur des membres qui lui sont arrachés.

Une élite d'intelligences valait à Milan le nom d'Athènes italienne. Si le gouvernement ne les favorisait pas et ne les connaissait même pas, la presse y était moins entravée qu'ailleurs, bien qu'il fallût souvent réclamer à Vienne contre des censeurs ignorants ou méchants; cette ville envoyait des décisions beaucoup moins flétrissantes, mais avec une telle lenteur qu'elles équivalaient à une défense. Dans ce royaume, néanmoins, on produisait et l'on réimprimait des ouvrages prohibés dans le reste de l'Italie, et le commerce des livres étrangers était très-actif; les congrès scientifiques, épouvantail des autres pays, y furent accueillis trois fois. Une grande animation régnait dans l'instruction, ou du moins les écoles étaient répandues jusque dans les moindres villages; si l'on proscrivit celles d'enseignement mutuel parce qu'elles servaient de voile aux Carbonari, on introduisit les salles d'asile alors qu'on les prohibait ailleurs; leur organisateur, mal vu à Turin, obtenait en Lombardie des honneurs et des décorations.

Cette éducation de moines, que l'on appelait l'arsenic des autres pays, avait été exclue; les jésuites même, quand ils s'établirent en Lombardie, furent soumis aux autorités, et n'exercèrent aucune influence en face d'un clergé instruit et d'évêques sensés. Pas de moines ou très-peu, pas de tribunaux exceptionnels, pas

d'intrigues de sacristie; le parti religieux était représenté dans l'idée par des esprits remarquables, dans l'action par une société qui, au milieu des railleries et du dénigrement, pratiquait une bienfaisance étonnamment grandiose. Les premières sociétés pour la construction de voies ferrées se formèrent en Lombardie dès 1837, et ce ne fut pas la faute du gouvernement si elles s'évanouirent en querelles et débats municipaux. Les caisses d'épargne y étaient très-florissantes; on y trouvait des compagnies pour les diligences, pour l'assurance contre l'incendie, pour des filatures de coton et de lin. Les routes étaient nombreuses et bien organisées; celles qui longeaient le délicieux lac de Côme et traversaient les sommets du Stevio et de la Spluga offraient des situations poétiques. Les communes, au prix de grands sacrifices, établissaient un vaste réseau de communications; on prodiguait l'argent pour endiguer les lacs et les fleuves que l'imprévoyant déboisement rendait chaque jour plus volumineux et plus nuisibles (1).

A Venise, de 1816 à 1841, on dépensa plus de six millions en travaux pour des routes intérieures. Après de longues discussions, accompagnées de l'avis des premiers ingénieurs et de Fossombroni, on approuva, en 1845, un projet pour l'endiguement régulier de tous les fleuves qui débouchent dans la lagune, et qui occasionnèrent, surtout après 1839, des ravages indicibles; la grande digue de Malamocco et l'agrandissement des Murazzi, travaux qui coûtèrent plus de six millions, servirent de complément à l'œuvre bien avancée. Il est vrai que Venise succombait à la concurrence de Trieste; cette ville avait péniblement vécu sous les patriarches d'Aquilée ou les empereurs d'Allemagne jusqu'à Charles VI. Ce prince, connaissant qu'elle pourrait être utile au commerce de l'Allemagne, éclipser Venise, y fit construire, appela des colons, et fonda une compagnie qui aurait dû

(1) Les inondations du Pô au mois d'octobre 1839, occasionnées par de grandes pluies, sont mémorables. Le 17 octobre, près de Turin, l'eau s'élevait à 5 mètres 80 centimètres au-dessus de l'étiage ordinaire, et le 8 novembre, de 6 mètres 96 près de Lagoscuro. Les eaux couvrirent diverses parties du Piémont, où elles ravagèrent le territoire de Solagni dans le Tortonais, mais plus encore le Mantouan, la Polésine, le Modénais; une digue sur la rive droite à trois milles au-dessous de Revere, s'étant rompue, peut-être par suite de la malveillance, environ quatre cent milles carrés de terrain entre le Pô et le Panaro furent inondés. De nouvelles crues, au mois de septembre 1842, grossirent davantage les fleuves, et le Modénais et les Légations en éprouvèrent des dommages incalculables. En 1844 l'Arno ravagea toute la vallée et Florence même.

rivaliser avec la compagnie anglaise des Indes orientales ; mais elle faillit, et les efforts de cet empereur et de Marie-Thérèse profitèrent peu à la ville. Napoléon lui-même la négligea ; s'opiniâtrant à rivaliser avec l'Angleterre sur mer, il voulait en faire la capitale d'un nouveau royaume illyrique, lequel aurait compris la Dalmatie, la Bosnie, l'Erzégovine et la mer Noire. La société du Lloyd réussit là où les précédents avaient échoué ; fondée d'abord pour les assurances maritimes, elle spécula ensuite sur quelques bateaux à vapeur ; mais elle était sur le point de liquider, lorsqu'elle vit arriver un jeune homme rempli d'activité, désireux de s'élever, et qui, après avoir travaillé dans ses bureaux, parvint à la direction et donna à l'entreprise une impulsion très-efficace (1). Aussi la population de Trieste est montée de cinq mille à quatre-vingt mille âmes ; les affaires, les édifices s'y multiplient, et lorsque le chemin de fer qui doit relier cette ville à Vienne sera terminé, elle offrira la ligne la plus courte entre l'Allemagne et les Indes. La prospérité de Trieste n'est-elle pas encore italienne ?

L'étranger qui arrivait en Lombardie pouvait s'attendre à y voir, d'après les journaux et les odes, des bras décharnés à force de récolter au profit du maître autrichien, la gaieté bannie et les

(1) De Bruck, naguère ministre d'Autriche. La société du Lloyd fut autorisée en 1836 ; avec le capital de quinze cents actions de mille florins chacune, elle fit en 1837 quatre-vingt-sept voyages avec cinq pyroscaphes ; cette année, elle transporta quatre-vingt mille passagers, et perçut cent soixante-trois mille trois cent quatorze florins ; mais la dépense fut de deux cent trente-deux mille. En 1846 elle avait vingt pyroscaphes, et fit sept cent quatre voyages avec cent dix-huit mille passagers ; elle transporta en argent et en objets précieux pour vingt-cinq millions et demi, deux cent vingt-sept mille lettres, cent trente-cinq mille sept cent trente-trois tonneaux, deux cent trente-sept mille ballots de marchandises de Vienne, et ses recettes furent de un million quatre cent vingt mille quatre cent cinquante florins, dont trois cent trente-six mille étaient de bénéfice net. La croissante importance de l'Orient, les voyages de la malle des Indes, la prochaine canalisation de Suez promettent de grands avantages à cette compagnie, qui a souffert de la révolution et de la guerre de Crimée. En 1854 elle porta son capital à treize millions de florins, et la dépense de trois cent soixante mille florins lui donna une recette de six cent trente-quatre mille. Elle est divisée en trois sections : l'une pour les assurances, l'autre pour le service des bateaux à vapeur, et qui a des forges, des arsenaux, des ouvriers, des marins, étudie les nouvelles lignes à ouvrir ; la section artistico-littéraire, qui serait comme l'esprit de ce corps, s'occupe de recevoir les nouvelles qu'elle communique immédiatement à la bourse et répand par la voie des journaux ; en outre, elle a une imprimerie et une chalcographie, un cabinet de lecture, et publie les *Lettres de famille* en italien et en allemand.

cœurs livrés au soupçon ; mais, à sa grande surprise, il trouvait sur cette fertile campagne les cultivateurs dans l'aisance et pénétrés de leur dignité, les ouvriers misérables comme ailleurs, mais pas davantage, ou seulement par l'avidité des indigènes : il voyait Milan nager dans l'abondance et le luxe, ses négociants rivaliser d'adresse avec les plus fameux, et de crédit avec les plus riches; les fournitures pour les gens de théâtre formaient une des principales branches de commerce, et un monde élégant accourait en foule aux spectacles d'un des premiers théâtres de l'Europe ; sur les promenades roulaient des carrosses dont la magnificence n'est pas égalée par ceux de Vienne et de Paris.

Nous sommes trop éloigné des individus qui attribuent à la politique toute prospérité ou toute misère, et nous croyons qu'il existe des moyens de bonheur plus efficaces que ceux qu'offrent les gouvernements; mais à coup sûr le royaume lombard-vénitien aurait pu devenir un exemple de sage administration pour les autres autres États d'Italie, si l'on avait su concilier les inévitables souffrances d'une province avec la dignité de ceux qui les supportent; dans ce but, il fallait laisser se développer cette activité des corporations, des communes et des provinces qui dispense l'administration centrale de son intervention gênante et de ses soins minutieux, sans rien faire perdre au fisc des dominants, et sans enlever aux dominés la satisfaction de se sentir citoyens.

Toute chose avait été concentrée à Vienne, non pas subitement, comme après une conquête, mais lentement et avec réflexion. Le système des poids, des mesures et des monnaies à la française, conservé dans les États voisins, fut remplacé par celui de l'Autriche. L'unité de l'empire soumettait les Lombards aux lois qui régissaient le Galicien et le Croate, au point qu'on envoyait des règlements sur les eaux à un pays qui avait inventé l'irrigation artificielle. Les magistrats supérieurs ne connaissaient ni le caractère ni les habitudes de la population ; les indigènes n'avaient pas le droit de s'occuper de la vie publique, de signaler les améliorations nécessaires et de les demander : silence sur tout acte. La position et la configuration du pays font qu'il lui convient mieux de trafiquer avec les étrangers qu'avec l'empire ; aussi, pour l'empêcher, il fallait une armée de douaniers qui coûtaient beaucoup et dépravaient la population, au milieu de laquelle ils vivaient dans l'oisiveté, toujours prêts à s'associer aux fraudeurs. Les commissaires entravaient l'activité communale ; la congrégation centrale n'avait pas le droit de présenter des de-

mandes, ou manquait de fermeté pour les faire accueillir; l'Église elle-même, grâce au système joséphin, était tenue dans la servitude; sur les renseignements de la police, on nommait les curés et les évêques, auxquels on défendait de communiquer avec Rome, et même d'écrire à leur troupeau si ce n'est avec le visa d'un employé provincial.

François I[er] avait dit à Lubiana : *Je veux des sujets obéissants, non des citoyens éclairés.* D'après ce programme, les écoles se bornaient à multiplier les talents médiocres, à mortifier toute supériorité; l'instruction populaire ne sortait pas des éléments qui suffisent pour changer les instincts rebelles en une obéissance résignée; l'instruction classique n'était pas mise en harmonie avec les besoins de chacun. Cette éducation désordonnée, mais littéraire, produisait une foule de jeunes gens légers, dogmatiques, vains des petites choses, pointilleux et avides de bruit, des journalistes non lettrés, des employés non penseurs. Les livres de texte, parfois même les professeurs, étaient envoyés de Vienne; on mettait les chaires au concours; mais, comme les esprits les plus distingués s'en éloignaient, on voyait prévaloir les débutants ou les charlatans, qui n'avaient jamais une instruction supérieure à leur tâche.

D'autre part, la police, arbitre de tout, corrompait les parties excellentes, en très-grand nombre d'ailleurs : elle éteignait le sens le plus important dans les populations, celui de la légalité; la croyance la plus nécessaire aux gouvernants, celle qu'ils doivent agir avec une justice invariable. Les diverses polices, celles de la cour de Vienne, de la commune, du gouvernement et de la présidence du gouvernement s'espionnaient réciproquement (1). Aux individus qui revenaient de l'exil ou sortaient des prisons inquisitoriales, elles disaient : « Vous avez assez souffert. Que vous importent les affaires publiques? amusez-vous, le gouvernement ne s'y oppose pas; soyez riches, vivez dans l'allégresse. » En effet, on cherchait à étouffer les souvenirs dans les divertissements, et l'on favorisait la tendance à développer en chairs ce qu'il aurait fallu fortifier par des muscles; puis, montrant cette molle existence, les équipages somptueux, la prospérité de l'agriculture, on disait à l'Europe : — Voyez comme la Lombardie, notre esclave,

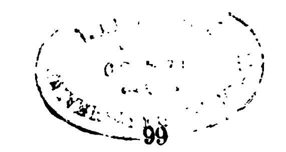
(1) C'est la plus belle page d'une ingénieuse *Histoire des trente dernières années*, celle où sont décrites les conséquences de l'obligation d'espionner et de dénoncer les criminels d'État.

est heureuse. » Mais l'homme n'est pas destiné seulement à engraisser et à jouir ; or, ils manquent à leurs devoirs ceux qui, au lieu de le préparer à un avenir de raison et de dignité toujours plus grandes, le compriment de manière à ne lui laisser que l'alternative d'un lâche silence dans la servitude, ou de colères furieuses dans la liberté. Comme on ne pouvait obtenir des honneurs et des emplois qu'avec le consentement de la police, il en résultait d'une part qu'on n'estimait pas ceux qui en avaient, de l'autre que les hommes de cœur les fuyaient. Les esprits les plus distingués étaient en butte aux attaques des journaux, ou jetés dans les prisons ; on cherchait à les couvrir de mépris pour n'avoir pas à les craindre, répudiant ainsi ce trésor de puissance morale qui vient du concours des forces actives, instruites, morales.

Dans les cinq dernières années (1856), le gouvernement a supprimé la censure préventive, sillonné le pays de télégraphes électriques, affranchi l'Église, délivré les passe-ports avec la plus grande facilité et, comme appendice d'une entière amnistie, exclu la recherche des actes antérieurs à cette amnistie ; quiconque a vu cela doit reconnaître qu'on avait raison de se plaindre lorsque le contraire existait.

On avait eu une excellente armée italienne, et maintenant les conscrits étaient incorporés dans les régiments autrichiens, sous des officiers autrichiens ; aussi, voyait-on se soustraire au service quiconque avait le sentiment de la dignité nationale et pouvait acheter un remplaçant ; bien que la paresse indigène s'accommodât de cette exemption, on l'attribuait au patriotisme, et l'on signalait comme traîtres les quelques citoyens qui suivaient la carrière des armes ou de la diplomatie. Ce dessein arrêté de pervertir la mesure des droits et des devoirs, d'appliquer de nobles qualifications à des actes purement négatifs, bouleversait le sens moral ; puis, le refus des citoyens de concourir aux affaires du pays avait pour résultat de rabaisser les caractères, d'engourdir dans les habitudes, de jeter dans les exagérations et les utopies propres aux individus qui ne voient pas les choses dans la pratique, et ne savent pas jusqu'où l'on peut arriver légalement. En conséquence, tous s'occupaient de politique et de gouvernement, mais sans connaissance des faits véritables, ni discernement pour les apprécier ; aussi, quel cas pouvait-on faire d'une opposition qui se bornait à désapprouver tout, à détruire tout, sans rien affirmer ou édifier ?

Néanmoins, ce gouvernement, qui avait à son service la ter-



reur, les caresses, les emplois, les honneurs et les décorations, ne trouva point un panégyriste, nous ne disons pas de cœur, mais pas même d'intelligence; aussi fut-il obligé d'en prendre à gages de si misérables, qu'on n'en supportait l'ignorance qu'à cause de la bassesse avec laquelle ils la prostituaient. D'un autre côté, l'Italie entière était persuadée que l'Autriche seule avait empêché ou dévoyé les révolutions; elle était donc regardée comme l'ennemie universelle de la liberté par le grand nombre des individus qui identifient celle-ci avec celles-là.

Ferdinand, successeur de son père François Ier, le jour même qu'il montait sur le trône, ordonnait par un billet au vice-roi de cesser tous les procès politiques et de remettre en liberté tous les condamnés; cette amnistie, la plus large, la plus entière et la plus généreuse qu'on lise dans l'histoire, aurait immortalisé le nom de Ferdinand le Bon, si le vice-roi et les employés chargés de l'appliquer ne l'avaient pas marchandée et rendue partielle ou illusoire (1). Le bon empereur n'en savait rien, puisqu'il n'avait aucune communication avec ses sujets; mais quand il l'apprit il dit : *J'irai à Milan*, et il vint se faire couronner. L'attrait des fêtes, le besoin de faire trêve aux sentiments haineux, la bonté naturelle, ou bien la reconnaissance pour une amnistie extraordinaire suscita partout une démangeaison de bals, de parades, d'adulations en prose et en vers, en musique et en tableaux; de grands libéraux se travestirent en gardes nobles et en chambellans; il y eut des décorations et des dignités autrichiennes, et les nobles repullulèrent. Les convertis, pour se justifier eux-mêmes, répandirent l'outrage et le soupçon sur les hommes qui refusèrent alors de salir leurs mains et leur plume, et qui, renfermés dans leur conscience, demandaient à Dieu pour leur patrie de meilleures destinées, sauf à les hâter par leurs travaux, tout en déplorant qu'elle n'en fût pas digne.

1835. 2 mars.

Nous parlons longuement de la Lombardie parce qu'elle nous est mieux connue, et parce qu'elle fut et sera longtemps (quoi qu'on

(1) L'amnistie fut donnée au mois de mars 1835, et les prisonniers du Spielberg ne la connurent qu'en novembre. Ils n'obtinrent alors que de pouvoir aller en Amérique. A l'époque du couronnement, et l'amnistie ayant été renouvelée, ils demandèrent à rentrer dans leur patrie, mais sans réussir. En 1840, le père de Confalonieri, qui était sur le point de mourir, demanda à voir son fils; il paraît que le bon Ferdinand ne connut qu'alors qu'on avait dénaturé ses intentions, puisque tous, sans autre demande, purent revenir chez eux. C'est ainsi qu'on élude les intentions des souverains.

en dise) le pivot des destinées italiennes; mais ce que nous en avons dit convient aux autres pays peut-être davantage. Ces princes, persuadés de l'omnipotence matérielle de l'Autriche, se résignaient plus au moins à ses ordres et à ses désirs; puis, loin de se faire initiateurs par des exemples qui mortifiassent l'étranger, plusieurs faisaient désirer son administration par les vices de la leur.

Tandis qu'on se plaignait du mal-être, de l'extrême apauvrissement, de l'oppression des populations, la richesse nationale s'était multipliée durant une longue paix, et l'on avait vu s'étendre ces commodités et ces jouissances dont la recherche est le caractère de notre âge; favorisé par des lois et des traités, le commerce se développa, et comme on s'aperçut que son meilleur auxiliaire est la liberté, on modifia le système protecteur; d'immenses terrains furent gagnés à la culture, et l'on en retira plus de produits dès le moment où la négligence des gens de mainmorte fit place aux soins attentifs des petits propriétaires, et qu'on affranchit des liens des fidéicommis, des servitudes, des redevances. Désormais les hausses excessives dans les comestibles disparurent; si d'abord, dans les disettes, le prix s'élevait à quinze et vingt fois au-dessus du taux ordinaire, on regarda comme exorbitant qu'il parvînt au triple en 1812, proportion qui diminua toujours dans la suite, et de beaucoup. Le crédit se trouva protégé par la publicité des hypothèques, par les banques, les procédures simplifiées, et s'étendit même à l'avantage des pauvres au moyen des caisses d'épargne. L'industrie profita de l'esprit d'association et des découvertes de la physique et de la chimie pour charger les forces gratuites de la nature d'une grande partie des labeurs humains, perfectionner les méthodes et les machines, faire que le travail produisît une quantité sans cesse croissante de choses utiles, et que la concurrence les distribuât dans le corps social; or, bien que l'Italie ne pût lutter avec les étrangers ni pour le bas prix ni pour l'élégance et la finesse des produits, le peuple voyait croître le rapport entre le travail et les satisfactions qu'il peut lui demander.

Le premier bateau à vapeur (1) construit par une société napolitaine en 1818 fit le voyage de Naples à Marseille; mais il fut

(1) Dans le recueil des *Lettres de physique expérimentale* de Serafino Serrati, Florence 1787, est décrite une barque qui voguait sur l'Arno mue par la vapeur; il nous en reste encore le dessin.



bientôt abandonné. En 1820 on en établit un autre sur le petit lac de Pusiano en Lombardie, mais à titre de simple expérience, ou plutôt afin de voiler les manéges des carbonari, avec lesquels il disparut. En 1824, une société, présidée par le prince Butera, de Sicile, en acheta un en Angleterre qui navigua sur les côtes d'Italie. Un grand nombre d'autres le suivirent, soit pour les communications maritimes, soit pour le service des lacs, mais trop loin encore de l'accroissement qu'ils prirent ailleurs. Ce fut à Naples, vers Resina, puis dans la Lombardie et la Toscane, qu'on vit les premiers essais des chemins de fer; le dernier se fit en Piémont, mais avec un tel succès qu'il surpassa tous les autres.

Nous ne voulons pas en attribuer tout le mérite soit aux gouvernements, soit aux peuples. Une paix de trente ans, et non avilissante, ne peut que profiter au plus grand nombre, ralentir la violence, guérir les plaies de la guerre tout en utilisant les germes féconds qu'elle a déposés; l'esprit d'association, des efforts dirigés vers le même but, l'union des capitaux créèrent de vastes entreprises pour les voies ferrées, pour l'éclairage au gaz, pour les assurances et l'exploitation des mines.

Cet esprit s'appliqua même à la bienfaisance, et l'on créa des écoles pour satisfaire à des intérêts particuliers, des asiles pour l'enfance, des écoles, l'enseignement mutuel, des crèches pour les nourrissons, des sociétés de secours mutuel, des asiles pour les détenus libérés, sans parler des améliorations introduites dans les prisons; ces institutions, admirées par quelques-uns avec cet enthousiasme qui ne souffre pas la critique ni la recherche des perfectionnements, furent attaquées par d'autres avec l'acrimonie bilieuse qui dénigre tout ou l'intolérance qui condamne le bien par désir du mieux. Les progrès si vantés et une charité destituée de l'esprit vivifiant du catholicisme étaient répudiés hardiment, sérieusement, tournés même en dérision par les *Mémoires religieux* de Modène et le *Diaro* de Rome; dans cette voie, ils étaient suivis, mais avec une verve moqueuse, par la *Voix de la Vérité*, où Galvani, Schedoni et Cavedoni malmenaient les hommes les plus sympathiques; les *Illusions de la charité publique* de Monaldo Leopardi, et *l'Expérience aux rois de la terre* du prince de Canosa firent encore plus de bruit.

D'autres songèrent à se rendre utiles au prochain pour les seuls mérites de Jésus-Christ et pour répandre la vérité et la sanctification chrétiennes. Les institutions pieuses, richesse des siècles anciens, eurent beaucoup à souffrir dans la révolution, dans les

guerres, dans la suppression des corps religieux; on y remédia par des legs, et l'on créait de nouvelles institutions pour subvenir aux nouveaux besoins. A Milan, les frères Félix et Gaétan de Vecchi, barnabites, organisaient dès 1802 une œuvre pieuse de nobles, qui allaient à l'hôpital consoler les malades, et procuraient aux pauvres dans les maisons particulières ou les établissements de refuge des vivres, des vêtements, l'éducation, quelques délassements; raillée sous le nom de Société du biscuit par le beau monde, elle est bénie par les pauvres, à qui elle prodigue tous les genres de consolations, accompagnées d'une éducation en rapport avec le caractère et les besoins de chacun; elle empêche les chutes des femmes en péril, ramène dans la bonne voie celles qui ont failli, assiste les indigents honteux, tient des écoles du soir pour la commodité des pauvres, et les jours de fête offre des récréations avec des oratorios.

La marquise Madeleine Frescobaldi Capponi et le père Idelfonse instituèrent à Florence une maison de refuge pour les femmes perdues. A Imola, l'Union pieuse de Saint-Térence répand chaque jour des aumônes, comme le fait à Bologne l'Œuvre pieuse des honteux; à Ancône, l'oratorien Louis Baroni exerça sous toutes les formes l'héroïsme de la charité, et Manini en fit autant à Crémone. Marie-Madeleine de Canossa fondait à Venise et à Vérone, en 1819, les Filles de la Charité, dont la tâche étaient de se perfectionner dans l'amour de Dieu et du prochain; les comtes Cavanis établissaient les écoles de charité. Nicolas Mazza, en 1830, créa des maisons de refuge pour les jeunes filles, qu'il élevait, conformément à leur état, jusqu'à l'âge de vingt-quatre ans; il en ouvrit d'autres pour les garçons, dont il étudiait bien l'inclination, et qu'il faisait conduire aux écoles afin de les placer ensuite dans divers établissements, et tout cela par charité. Nicolas Olivieri, entraîné par sa dévotion pour la Vierge, commence à réunir, en 1838, quelques jeunes Mauresques et les fait élever; puis, il se rend en Égypte et dans la Barbarie, où, d'accord avec les sœurs de la Charité, il continue à en racheter pour les placer ensuite dans des couvents. Brescia doit à la Rosa plusieurs institutions charitables; à Bergame, les comtes Passi introduisent l'Œuvre pieuse et les Sœurs de Sainte-Dorothée, pour former les jeunes filles à la piété et aux travaux du ménage, tandis que le prêtre Botta prend soin des enfants égarés; un de ses élèves, Marchiondi, somasque laïque, porta cette institution à Milan, où il la fit fleurir; grossier, mais d'un cœur haut et droit, il avait refusé de se soumettre aux formalités bureaucratiques.

A Turin, Julie Colbert de Barolo, la protectrice de Silvio Pellico, institua les Sœurs de Sainte-Anne, pour élever de pauvres filles, les former aux usages de la société et leur enseigner à se contenter de leur état. La Congrégation de Saint-Paul distribuait chaque année à des pauvres honteux treize mille francs en dots, pensions et secours. Le chanoine Cattolengo, dans la Petite-Maison de la divine Providence, préparait des secours pour toutes les misères, et malgré ses faibles ressources il fit un bien considérable. Rose Govona avait fondé les Rosines, qui doivent « se nourrir du produit de leur travail, » et qui s'étendirent à Chieri, Asti, Mondovi, Fossano et ailleurs. La comtesse Tornielli Bellini, à Novare, fonda par testament plusieurs institutions charitables, des écoles gratuites d'arts et métiers. L'abbé Febriani s'occupa spécialement des sourds-muets. La Miséricorde de Casale dépense quarante-cinq mille francs en pain, vêtements, dots, salaires aux nourrices, secours à domicile; celle de Savone, outre le reste, donne chaque jour le dîner à quatre cent cinquante pauvres.

Si l'on ne savait pas de quelle manière se forme cette absurdité qui s'appelle l'opinion publique, on s'étonnerait de l'aversion qu'inspiraient ces bienfaits, tournés en dérision dans les moments tranquilles, entravés dans les temps orageux.

En effet, à côté de la puissance gouvernementale s'était élevée cette autre puissance de l'opinion, qui avait remplacé la foi absolue dans une pensée, dans un sentiment, et combattait tout ce qui se montrait de la fermeté, s'agit-il des croyances ou de l'autorité. Cette classe des personnes de culture indépendante qui dans chaque pays, au siècle dernier, imposait l'opinion, fut ensuite dominée par le petit nombre de ceux qu'on appelait esprits forts; pendant la courte durée du royaume d'Italie, l'opinion avait été dirigée par les employés, puissance nouvelle; puis, elle obéit aux libéraux, enfin aux journalistes jusqu'au moment où le peuple la façonna.

La littérature acquit de l'influence dans l'État, surtout lorsque les révolutions, d'abord militaires en 1815 et en 1821, furent devenues affaire de journalistes et d'avocats : là où elles réussirent, elles placèrent les écrivains au pouvoir et dans les ministères; dans les pays où elles échouèrent, elles les mirent encore en évidence par les persécutions et les exils. Alors que la passion de lire s'était accrue, on ne voyait circuler dans quelques pays que la gazette officielle, c'est-à-dire l'éloge ou le silence, et celui-ci plus que celui-là; car plusieurs gouvernements, comme l'Autriche,

préféraient qu'on ne parlât d'eux ni en bien ni en mal, tandis que Naples faisait pompeusement annoncer ses actes dans les *Annales civiles* et dans d'autres feuilles du gouvernement. Mais, soit en cachette ou par tolérance, il s'introduisait des journaux étrangers : chacun se faisait juge dans les questions qu'ils soulevaient, mais sans être compétent, comme il arrive des affaires d'autrui ; le plus souvent, auditeur passif, on acceptait l'opinion du journal sans avoir le moyen ou la volonté de la discuter, et l'opposition, pour chacun, représentait la lumière de l'intelligence, la générosité de la pensée. Le théâtre même, arène et tribune des peuples modernes, restait à la merci des danseurs, ou n'offrait que des traductions d'auteurs français, ou bien des pièces façonnées selon leur manière. Une fois les multitudes exposées à ces fluctuations de l'opinion, l'homme abdiquait sa personnalité, et ne savait plus être le maître de ses actes, de ses destinées, de ses pensées ; tout esprit public manquait dès que la classe éclairée, devenue modérée, moins par expérience ou bon sens que par timidité et amour de la paix, devait céder la place aux charlatans. Or, ces derniers ne pouvaient répandre qu'une opinion versatile et confuse ; les penseurs même pensaient peu dans une Babel où l'on ne trouvait aucune association de forces intellectuelles, mais seulement de l'antagonisme et de l'isolement ; au lieu de partis, il y avait des groupes, presque égaux par le nombre et la valeur, les uns vociférant, les autres agissant, la plupart discutant sans aucune retenue.

Quelques écrivains, persuadés qu'il est inutile de parler de liberté tant que manquent le pain et l'éducation, s'adonnaient de préférence à l'économie et à la politique ; mais la plupart, selon la mode française, attendaient tout de la dernière. Toutefois, même au point de vue politique, plusieurs considéraient comme un malheur la révolution française et son irruption en Italie : en effet, disaient-ils, avec le jouet des libertés politiques, elle avait détruit les libertés naturelles du pays, inoculé des pensées, des haines, des amours exotiques, et comprimé les semences indigènes et historiques pour jeter dans les bouleversements d'un progrès systématique et humanitaire ; il fallait donc reprendre l'œuvre du siècle précédent, sauf à la fortifier par les conquêtes du nôtre, rechercher la liberté non les mots, avancer à pas mesurés non par soubresauts, accumuler les forces au lieu de les détruire, amener les princes à faire le bien et non les rendre hostiles, et, dans un but national, confédérer les divers États pour

en opposer la ligue à l'étranger, quel qu'il fût. Parmi ces derniers, il y en avait qui détestaient la France comme toujours agitée et perturbatrice infidèle; quelques-uns distinguaient cette nation de ses orateurs passionnés et des journalistes; d'autres analysaient la prospérité anglaise, les parlements, l'extension légale donnée à la parole morte, le progrès raisonné et lent, mais continu et inévitable; un certain nombre se laissait séduire par l'immense accroissement des États-Unis et la formule de l'avenir.

L'excès des appétits matériels entraîne vers le luxe, les vanités sans frein, et celles-ci poussent au blasphème, dernier éclair de l'intelligence expirante du siècle; dès lors, par amour de l'Italie, ces écrivains insultaient à l'Italie en déclarant qu'elle était incapable de s'améliorer : Botta et Angeloni la couvraient de reproches archaïques, passés au crible par le moine Cavalca; Berchet écrivait, sur le ton pindarique, contre Charles-Albert et les Italiens qui oubliaient la patrie et le Spielberg pour s'étourdir au milieu des amours et des bouteilles; Niccolini, en criant : *Lâche Italie, dont les vices ne sont pas même siens!* demandait que les nuages étendissent un voile épais sur cette terre de vile douleur; Leopardi, après avoir gémi sur l'Italie avec l'amertume de Dante, raillait, dans les *Paralipomènes*, les lésirs et les tentatives de résurrection avec une ironie, très-juste selon Gioberti, bien qu'elle déchirât le cœur (1). Ce Gioberti affirmait que la nation italienne ne pourra jamais recouvrer son ancienne suprématie morale et civile sur le monde, « tant que l'homme italien de notre époque ne sera point devenu égal à celui de l'ancienne Italie et de l'ancienne Rome... Certes nous autres, génération mûre et déclinante, avec un pied dans la fosse, nous y penserions vainement, parce que l'os est dur, l'habitude prise; du reste, quand nous parviendrions à nous refaire, le résultat serait peu de chose et court. » Toutefois, si des étrangers répétaient les mêmes accusations; si lady Morgan, avec des entretiens recueillis dans quelques cercles d'Italie, jugeait hardiment les hommes et les choses du pays; si Lamartine appelait l'Italie terre des morts (2), ou si Stendhal signifiait aux Italiens qu'ils méritaient leurs souffrances, alors seulement le patriostime se réveillait, il énumérait les gloires des Italiens, et les enivrait du *misérable orgueil d'un temps qui fut.*

(1) Dans le *Jésuite moderne*, t. III, p. 484.

(2) Pour cela, alors qu'il était attaché à l'ambassade française en Toscane, il dut se battre en duel avec Florestan Pepe.

Des gens plus sérieux sondaient à fond les plaies mortelles de l'Italie; si l'on disait qu'elle était corrompue par ses maîtres, on répondait qu'on ne corrompt pas celui qui ne veut point se laisser corrompre; si l'on parlait de résurrection, on montrait que les statuts, les codes civils et pénaux différaient entre eux; qu'il n'y avait pas unité de poids, de mesures, de monnaies, ni même de prix dans les marchandises de monopole fiscal; que les nombreux confins favorisaient l'impunité et l'immorale contrebande, outre qu'ils multipliaient les inconvénients et les dépenses des recouvrements; que les jalousies municipales mettaient obstacle à tout; que non-seulement la liberté politique manquait, mais la liberté civile et domestique, l'égalité devant la loi, le nivellement des richesses; que les questions religieuses se mêlaient à celles de la politique, et que la rage contre l'Autriche, l'orgueil d'autres temps, l'éclat des arts et des lettres seraient impuissants à les résoudre. Jetant sur la patrie un regard sévère, comme sur une amie qui s'est égarée, ils disaient que les Italiens n'étaient pas dignes d'un sort meilleur, parce qu'ils ne savaient pas opposer au joug cette fermeté que l'on brise, mais qu'on ne peut faire plier; parce qu'ils raillaient sur leurs chaînes, satisfaits de tourner en dérision ce qu'il était nécessaire d'examiner; parce que les riches oisifs s'étourdissaient dans les jouissances, sous le prétexte des lâches, l'impossibilité d'obtenir des conditions meilleures, et croupissaieut dans la mollesse, étrangers aux graves pensées de l'homme qui, après avoir perdu la patrie, conserve un cœur pour l'aimer, une voix pour l'avertir, du jugement pour la diriger; parce que les individus qui poussaient à l'émancipation ne savaient se nourrir que de haine et de dénigrement, et, au lieu de faire converger la répulsion vers les véritables ennemis, la disséminaient sur les frères; parce que d'abjectes envies, de hideuses jalousies, d'orgueilleuses vengeances faisaient mépriser et rabaisser les hommes les plus distingués, qui auraient pu concentrer l'opposition et l'honorer, se faire les représentants du pays, ou du moins entourer la décadence nationale de dignité, de cette dignité qui est nécessaire à tous, indispensable chez un peuple qui veut se régénérer.

Malheur au pays qui a perdu toute confiance en lui-même et dans les siens! entraîné dans les discordes par son malheur, manquant d'amis organisés et combattu par des ennemis irrespectueux, il se sert du peu de liberté qui lui reste pour décourager; c'est là sa dernière misère, misère d'autant plus déplorable qu'une plus

grande gloire littéraire et morale est nécessaire à une nation, qui n'a pas d'autre moyen de prouver aux générations futures que la génération présente n'était pas avilie. Le patriotisme menteur ne pardonnait pas aux hommes qui dévoilaient ces plaies, et on ne nous le pardonnera point; mais pour acquérir le droit de dire la vérité à nos adversaires, il faut qne nous ne craignions pas de nous la dire à nous-mêmes.

Passant aux faits particuliers, ces écrivains traçaient le tableau suivant : employés inhabiles et corrompus dans les États pontificaux et siciliens, durs et serviles en Piémont, paresseux en Toscane, partout obéissant sans raisonner; avocats bavards, désireux d'une constitution parlementaire, seulement pour faire étalage d'éloquence; nobles, riches en Lombardie, amis des plaisirs, adversaires du pouvoir; dans le Piémont, dévoués, influents, studieux; à Naples, ignorants et dépravés; dans les Romagnes, hostiles aux prêtres autant qu'ils leurs étaient favorables à Rome; le haut clergé, luxurieux à Rome, ou persécuteur en Sardaigne, partout ennemi des libertés; le bas clergé, pauvre de savoir et de vertu, janséniste ou papal par tradition, non par réflexion; le petit nombre de ceux qui avaient de l'instruction, partagés entre Liguori et Perrone, entre Rosmini et Gioberti, tous se plaignant de leurs supérieurs ecclésiastiques et séculiers; les jésuites, odieux parce qu'ils faisaient parade de zèle et de science; les négociants, souffrant des lourdes charges et des entraves, mais ennemis de bouleversements qui nuiraient encore plus à leur industrie matérielle.

Le besoin de se soustraire à une vexation donnait l'habitude de mépriser ou d'éluder les lois même les plus opportumes, et cette habitude est l'une des plus funestes. Les armées étaient peu nombreuses, et l'esprit militaire, non moins que celui des grandes entreprises, manquait presque entièrement; les idées pratiques, attendu qu'elles ne s'agitaient pas devant le public, se renfermaient dans un cercle étroit; le sentiment de la légalité était nul, ainsi que celui de la solidarité qui fait que l'on considère comme personnel le tort fait à tout autre individu; il n'y avait aucun respect pour l'homme laborieux, ni tolérance pour les dissentiments, ni dignité pour les discuter et rétablir l'harmonie; on ne trouvait pas d'entente parmi les esprits supérieurs, et chacun se voyait repoussé, sinon foulé aux pieds, sur le lambeau de terre qui est sa patrie, et restait inconnu dans les autres pays.

Le peuple ne lit pas; il juge d'après les journaux et les bavardages de la rue, regrette le gouvernement passé, se plaint des impôts, de la conscription, de l'exiguïté de son salaire, du peu de commerce, des vexations de la police mais dans le Piémont ; il est grave et tranquille; dans la Lombardie, railleur, plein de haine pour les Autrichiens et de dégoût pour le service militaire ; pacifique dans la Vénétie, d'où l'on tirait des soldats de marine et des grenadiers excellents; dans la Toscane, doux et bien élevé; dans les Romagnes, violent, brigand, conspirateur ; à Rome, dévoué au clergé somptueux, qui alimente sa paresse et son orgueil du nom romain; à Naples, effronté, superstitieux, sans dignité ni constance; dans les provinces du royaume, misérable, rusé, courageux, fainéant; en Sicile, grossier et cruel, capable de haines ardentes comme des plus grands sacrifices, ennemi irréconciliable de ses rois et prêt à courir tous les risques pour s'affranchir de leur domination. Avec des éléments si hétérogènes, est-il possible de composer une nation?

La plupart des gens de lettres étaient hostiles au gouvernement, qui s'en défiait, les persécutait, ou se contentait parfois de les oublier. Cet âge, qui préfère la liberté à l'ordre, l'enthousiasme à la raison, se nourrissait d'idées subversives, et frémissait d'un joug dont il ne voulait pas cependant analyser la force et la nature : bien plus, il se plaisait à l'aggraver par une opposition intempestive qui exaspère et ne refrène pas; par des tentatives impuissantes, témoignage d'extrême faiblesse, et dont les auteurs sont toujours les victimes, tandis qu'elles rendent forts et méprisants ceux qui les compriment sans peine. Les journalistes, à genoux devant la médiocrité, idolâtres du négatif et de la souveraineté du néant, surveillaient quiconque s'élevait avec l'anxiété de la défiance; arrogants parce qu'ils étaient serviles, ils faisaient abhorrer la hardiesse en la séparant de la dignité; à force de rabaisser toute élévation morale, ils inspiraient à l'insolence intrigante et à la fatuité élégante l'audace d'outrager les hauts penseurs et les caractères intrépides : or, ceux-ci étaient d'autant plus calomniés qu'ils méprisaient la calomnie; ne les voyant pas tels qu'on les voulait, on les représentait comme étant ce qu'ils n'étaient pas, ou bien on les dénonçait comme déserteurs, titre que les partis infligent à quiconque ne les sert pas à leur guise. Ainsi, de généreux dithyrambes servaient à voiler un bas égoïsme, et, avec le dédain des heureux contre les penseurs, les détracteurs accablaient de leur superbe vanité l'homme qui vaut, entravaient l'homme

qui veut : faibles eux-mêmes, ils déclaraient tels les autres ; n'étant pas écoutés, ils faisaient tous leurs efforts pour que personne ne le fût, et ils calomniaient avec plus d'audace quiconque dédaigne la calomnie, parce qu'il sent qu'elle ne peut l'atteindre.

La classe éclairée voulait participer au gouvernement; les gouvernements prétendaient se mêler de l'instruction, de la religion, des industries individuelles, des intérêts de la famille : ingérence illégitime de part et d'autre, d'où naissait de toute nécessité du mécontentement. Le peuple, qui s'inquiète peu de ce qui ne touche pas à l'individu, à la famille, à la cité, n'entendait pas grand' chose à ces constitutions, qui avaient pour objet la forme, non l'essence de la liberté, et comprenait que les rois même peuvent protéger les personnes, les maisons, l'industrie, le commerce. A la vérité, de tant de constitutions nées et mortes dans ce demi-siècle, quelle est celle qui ait distingué les attributions de l'État de celles de la famille et de l'individu ? quel prince osa fournir un utile aliment à la passion de gouverner de la classe moyenne, en lui abandonnant les jugements, l'instruction, la sécurité publique, l'inspection domestique, sauf à réserver au gouvernement la souveraineté, les travaux publics, les finances, l'armée ? Au milieu d'une bourgeoisie qui ne savait pas bien ce qu'elle voulait; d'un peuple qui n'apercevait aucun avantage dans des changements toujours de personnes; de princes qui, entraînés par une autorité qui les humiliait, ne savaient pas trop ce qu'ils devaient accorder, pouvait-on trouver cette foi qui décuple la force pour accomplir les œuvres, cette confiance qui mène droit à un but bien déterminé ?

Ces dissentiments jetaient la discorde parmi les libéraux eux-mêmes, mais surtout là où ils pouvaient se manifester, c'est-à-dire parmi les émigrés, qui prétendaient diriger de Paris et de Londres les destinées de la patrie, bien qu'ils ne fussent pas d'accord sur les moyens : trop souvent semblables à deux corps qui, également électrisés, se repoussent. Tous s'entendaient pour haïr l'Autriche, pour croire à l'explosion prochaine parce que la mesure des maux était comble ; prêtant l'oreille à tous les bruits, ils se persuadaient que l'occasion ne pouvait venir que du dehors. En attendant, la déclamation était l'arme dont la plupart faisaient usage; à force de mentir et d'exagérer, d'amplifier en vers ou en prose les souffrances des Italiens, ils s'enlevaient tout crédit, toute influence, et faisaient supposer le désespoir dans ceux qui mettaient à profit l'accroissement de la prospérité matérielle.

Un grand nombre d'émigrés, par leur intelligence, leur caractère et leur industrie, surent inspirer pour eux-mêmes et leur cause une compassion honorable. Louis-Philippe, porté au trône par une révolution, déploya une rare intelligence et une volonté de fer pour en refréner toute nouvelle explosion; toutefois, il ne pouvait la renier, ni répudier les hommes dont le tort était d'avoir échoué dans des tentatives où les siens avaient réussi. En conséquence, ces réfugiés trouvèrent d'abord en France des politesses, des honneurs, des promesses, puis des froideurs, enfin l'oubli : quelques-uns, pour manger, durent s'enrôler dans la légion étrangère, d'autres se laisser reléguer dans quelque ville; les réfugiés qui avaient de la dignité songèrent à se procurer des moyens d'existence par leur travail; ceux qui avaient des ressources vécurent comme on vit à Paris, où l'on est considéré en raison de ses dépenses et parfois même de son talent. D'autres, parmi les émigrés, étaient les entrepreneurs patentés de révolutions; ils avaient pour compagnons les hommes qui, se trouvant mal chez eux, aimaient à changer de pays, ou bien qui aspiraient à la vaine gloire d'être du nombre des persécutés. Parmi les hommes de cette catégorie prévalait l'opinion jacobine de la puissance du nombre, qui est encore la force, et son impulsion la plus efficace, selon eux, se trouvait dans les sociétés secrètes : il fallait, disaient-ils, substituer aux gouvernements incorrigibles la souveraineté populaire, non-seulement comme source, mais dans l'application du pouvoir; organiser une république démocratique qui embrasserait toute l'Italie dans une forte unité, et serait l'ennemie des prêtres et des nobles. Dans leur pensée, tous les moyens étaient bons pour un but élevé; or, leur but était de détruire tout ce qui existait pour édifier ensuite n'importe quoi, ce que le hasard offrirait, car aucun ne savait ce qu'il voulait.

Le besoin d'agir, d'être quelque chose, d'influer sur les destinées du pays, d'avoir des amis en Italie et au dehors; le dévouement à des idées, dont la générosité semblait justifier les expédients même les plus iniques; dans quelques-uns, l'irrésistible besoin de protester au nom d'un peuple entier contre un peuple entier, et d'alimenter au prix de leur sang l'espérance sous l'oppression des forts et la bassesse des heureux, fomentaient les sociétés secrètes, où l'imagination et l'activité se complaisaient dans les mystères, les correspondances, les procès, les condamnations, les assassinats, les agitations en face de ceux qui se croyaient puissants. Les Français acceptaient leurs propositions comme d'innocents jouets

et des thèmes opportuns de rhétorique parlementaire et de journaux; le général Foy, La Fayette, Lamarque, les avocats Mauguin et Perrier, peut-être même Louis-Philippe avant d'être roi, les nourrissaient de belles paroles, qui les exposèrent ensuite au reproche de trahison quand vint le moment de les traduire en faits.

Enchaîner sa propre liberté à un archimandrite qui peut tout imposer, même le crime; s'obliger par serment à des faits dont on ne reconnaît qu'en partie le but et nullement les moyens, ce n'est point de la liberté; d'ailleurs, nous ne croyons pas que l'on fortifie son caractère ou qu'on acquière de la pratique dans les conspirations, comme on le ferait par des actes de courage civil, en instruisant le peuple, en se formant dans les emplois, la diplomatie, la guerre. On n'apprenait pas même à braver les périls, puisque les chefs qui tramaient au loin ne couraient aucun risque et n'exposaient, sous le pretexte d'alimenter la flamme, que des subalternes, dont se compose exclusivement le long martyrologe.

La société de la Jeune Italie, obligée d'abandonner la Suisse après la déplorable expédition de Savoie, se réunit à Berne avec la Jeune Allemagne et la Jeune Pologne, trois forces qui devaient s'entr'aider pour répandre les doctrines républicaines et les réaliser; l'acte régulier fut signé par les italiens Mazzini, Melegari, G. Ruffini, C. Bianco, Rosalès. Des jeunes gens pleins d'ardeur, aggrégés par eux, parcouraient l'Italie, entretenant des correspondances, des intelligences, et formant des conciliabules sans être découverts par les milliers d'espions qu'on disait que les gouvernements payaient. Mais la manie d'être chef introduisait parmi les conspirateurs un grand nombre de subdivisions et des noms divers : la Réforme de la Jeune Italie, les Fédéraux, la société de Louvel, les imitateurs de Sand (meurtriers du duc de Berry et de Kotzebue), les sectateurs d'Alfieri, de la Lumière, du Silence... Toutefois, comme le but général était l'insurrection, soutenue par la petite guerre de bandes, on ne put se contenter d'écrivains et de gants jaunes; il fallut s'associer des bras forts et des cœurs résolus, porte-faix, bouchers, contrebandiers, brigands, qui apprenaient à leur tour à conspirer, à se couvrir de mystère, et prétendaient même jouer un rôle dans la réforme de l'État, parce qu'ils avaient des membres de taureau et un cœur de lion. La société, qui avait partout des ramifications, travailla donc de préférence les pays où ces gens abondaient, mais principalement les Romagnes et les Calabres. Si la faiblesse et l'incapacité du gouvernement papal, la dissolution qu'entraîne chaque vacance,

1834. 15 avril.

et les hautes conditions d'une principauté élective autorisaient les espérances, on ne saurait les comprendre à l'égard du royaume de Naples, qui avait une police et un roi bien armé; il ne convenait donc pas de le rendre hostile à la cause italienne, de laquelle il était à prévoir dès lors qu'il pourrait être ou le vigoureux soutien ou l'adversaire décidé.

Dans le royaume toutefois, lorsque le carbonarisme eut succombé dans la malheureuse tentative de 1821, on vit s'introduire d'autres sociétés, et l'on peut dire qu'il ne s'écoulait pas une année sans quelque nouvelle secousse; les complots, ourdis toujours avec impétuosité, avaient pour moyens la guerre de bandes, pour résultat les fers et les condamnations. Trois frères Cappozzoli, riches habitants de Vallo, après la révolution de 1821, se retirèrent au milieu des montagnes de la Calabre jusqu'en 1828. A cette époque, le chanoine de Luca, persuadé que les rois, qui avaient assuré par la bataille de Navarin l'indépendance de la Grèce, ne seraient pas défavorables à l'affranchissement de l'Italie, se mit à prêcher dans Bosco contre le pouvoir absolu établi par les baïonnettes étrangères, et proclama la constitution française, comme ancre de salut. Le peuple applaudit, les cris se propagent et les Cappozzoli réunissent des gens de bonne volonté; mais del Carretto les disperse, fait pendre de Luca avec une vingtaine des principaux insurgés, et détruit Bosco, où il érige une colonne infamante. Les Cappozzoli, qui s'étaient réfugiés en Corse, revinrent plus tard, et, pris avec d'autres qui se défendirent vainement, ils furent envoyés au supplice. En 1833, les frères Rossaroll, entraînés par des haines privées, subornèrent à Naples un grand nombre de militaires; découverts, ils obtinrent leur grâce; quelque temps après, Peluso et Nerico essayèrent de surprendre del Carretto et de contraindre le roi à donner la constitution; mais ils furent punis par le cachot et l'exil.

Un certain de Mattheis, intendant de Cosenza, feignit, pour faire louer son zèle, d'avoir découvert une conjuration en Calabre; ayant obtenu d'amples pouvoirs, il arracha des aveux à quelques individus, dont trois furent punis de mort, et trois de la prison; mais des plaintes générales amenèrent la révision du procès, et de Mattheis, reconnu menteur et calomniateur, fut condamné. Les sociétés secrètes sillonnèrent la Sicile même, qui d'abord ne les connaissait pas; en 1823, un certain Abela se souleva, et d'autres l'imitèrent à Palerme en 1825, annonçant toujours l'extermination des étrangers, et, par étrangers, entendant les Napoli-

tains. Nous avons parlé des maux occasionnés par le choléra. En 1840, époque où Mazzini commençait à publier à Londres *l'Apostolat populaire*, des bandes se soulevèrent dans la Calabre et les Abruzzes, où l'on assassina le colonel Taufano.

La Romagne fut sans cesse agitée par des sociétés secrètes; il y eut à Viterbe une conspiration, et d'autres ailleurs. En 1840, on voulut fêter le jour anniversaire de l'attentat (il y avait un siècle) d'Alberoni contre la république de Saint-Marin, et une foule d'individus y accoururent de Pesaro, de Rimini, de Sant'-Angelo; manifestations bruyantes dans les rues, discours contre les monarchies et les papes, cocardes tricordes, tel fut le spectacle qu'ils offrirent, mais il n'en résulta rien de sérieux. L'année suivante, les trames se renouèrent, et chaque jour on répandait *de fausses nouvelles* sur le compte d'autres pays; dans les Calabres, disait-on, le roi était faible et sans défiance, la milice gagnée, le peuple très-mécontent, et bientôt devait éclater l'insurrection, indomptable au milieu de ces montagnes. En effet, au moment où les troupes assistaient à la tête de Piè-di-Grotta, un nommé Ciampella essaya de soulever Aquila; quelques soldats périrent, mais les autres, après s'être ralliés, rétablirent l'ordre, et l'on fit ensuite le procès à cent quarante individus; trois furent fusillés, et d'autres jetés dans les fers.

L'Espagne, qui n'avait jamais pu retrouver la tranquillité, était alors en proie à la guerre civile; quelques chefs de bande de ce pays, qui assuraient que leurs plus grandes entreprises n'avaient été commencées qu'avec sept hommes, furent enrôlés pour diriger les efforts des Italiens. En effet, ils vinrent à Livourne; mais, trouvant que la résistance avait déjà cessé, ils repartirent. Néanmoins quelques individus, après une tentative sur Bologne, qui fut bientôt réprimée, se jetèrent dans les Apennins, sous la conduite du médecin Muratori; mais, considérés comme des contrebandiers, ils déshonoraient l'insurrection et justifiaient les rigueurs de la police. Les auxiliaires ne leur manquèrent pas, surtout lorsque Ribotti, venu d'Espagne, essaya d'organiser les bandes; mais les Suisses les dispersèrent, et sept hommes du peuple, jugés militairement, périrent sur l'échafaud, et d'autres furent envoyés aux galères; les chefs, parmi lesquels se trouvaient des personnes de valeur et le médecin Farini, qui se fit ensuite l'historien des faits récents, se réfugièrent à Malte, en France, en Toscane.

D'autres commissions sévères, sous le général Casella, pur-

gèrent les Calabres ; mais les bandes s'étendaient ailleurs et dans les Romagnes, rendant le nom de brigand sacré pour les uns, infâme pour les autres. En 1844, une explosion générale parut imminente : Ricciardi devait, de la Corse, se diriger sur Rome ; les réfugiés dans le canton du Tésin, envahir le Piémont et la Lombardie ; Fabrizi, avec la légion étrangère d'Alger, attaquer la Sicile ; d'autres, de Malte et de Corfou, débarquer dans divers ports. Avaient-ils les forces et l'argent nécessaires ? marchaient-ils dans un accord parfait ? Ce que nous savons, c'est qu'un certain Partesotti, initié dans tous leurs secrets et leur coopérateur, informait l'Autriche de tout ; ce ne fut qu'après sa mort, honorée de patriotiques funérailles et d'épicédions, qu'on lui trouva l'infâme correspondance. Dans d'autres soulèvements partiels, le fils du philosophe Galuppi, capitaine des gendarmes, resta victime des insurgés qui, enviant ensuite ce martyr à la cause de l'ordre, le dirent leur partisan. Dans les procès qui suivirent, une détention temporaire fut prononcée contre Bozzelli, philosophe et esthétique, Charles Poerio, le marquis Dragonetti, Mariano d'Ayola, Matthieu de Agustinis, déjà renommés alors et beaucoup plus ensuite. Le sort des frères Attillio et Emilio Bandiera, de Dominique Moro, officiers dans la marine autrichienne, excita plus de regrets ; liés à Mazzini et déserteurs, ils attendaient à Corfou les soulèvements promis pour accourir ; voyant tout échouer, ils se persuadèrent qu'un sacrifice était nécessaire pour secouer la torpeur de l'Italie ; et ils débarquèrent en Calabre avec une poignée d'amis et dépourvus de tout, même de vivres ; au lieu de l'enthousiasme, ils trouvèrent l'indifférence, et pire encore (1); ils furent donc arrêtés et fusillés : fait isolé, instantané, et qui fit pourtant une grande impression.

1844. 25 juillet

Les commissions redoublèrent d'activité, et beaucoup de conjurés durent émigrer. La haine s'envenimait dans ceux qui restaient, et cette haine s'assouvissait par des assassinats ; de là de nouveaux procès, lesquels valaient aux prélats ou aux ministres, chargés de poursuivre, la réputation de tyrans, ou

(1) Un certain Boccheciampe, condamné seulement à cinq ans pour « avoir fait partie de la bande, mais sans s'être trouvé dans les deux conflits, » fut regardé comme traître. Pourquoi cette accusation ? Si l'on veut de plus amples renseignements sur ces mouvements, il faut consulter ANDREINI, *Chronique épistolaire de* 1843 *à* 1845. Quand on raconte longuement les menées des sociétés secrètes sans les désapprouver, on justifie par cela même les rigueurs judiciaires dont on accuse les gouvernements.

celle de héros aux hommes qui s'étaient faits les adversaires du pouvoir : réputations futiles, parce qu'elles provenaient de l'opinion personnelle de quiconque avait l'impudence d'affirmer.

1846. Sparagni, brigadier des carabiniers pontificaux, est assassiné à Ravenne et peu après Adolf, soldat suisse, qui seul avait vu le meurtrier; aussitôt on entame un procès qui enveloppe soixante et dix individus, et la commission reconnaît qu'il existe dès 1843 une société mêlée de libéraux et de brigands, d'accord pour bouleverser l'État et recourant aux assassinats en attendant : outre les aveux même extrajudiciaires, le fait, dit-elle, est prouvé par les bandes nombreuses et armées de contrebandiers, qui insultent à la force publique; par l'affluence des conjurés aux funérailles des libéraux, par les éloges donnés aux assassinats politiques, et l'argent prodigué à ceux qui se trouvaient dans le besoin. La condamnation d'un grand nombre se fondait sur de pareils indices et des preuves spécieuses; trente-six furent atteints dans la seule Romagne, mais le pape mitigea leurs peines. Plus tard, le gouvernement pontifical découvrit que les diverses sociétés se rattachaient à une société centrale de Bologne; l'avocat Galletti et Mattioli, leurs caissiers et leurs correspondants, furent arrêtés, et les lettres saisies chez eux fournirent un prétexte à de nouvelles condamnations.

Bologne fourmillait de sociétés secrètes, les unes fondées pour favoriser la domination autrichienne, les autres pour établir la république; quelques modérés ne songeaient à réclamer du gouvernement que des réformes opportunes, et d'anciens militaires, comme le comte Livio Zambeccari, formaient un lien entre les bourgeois et les nobles : ceux-ci voulaient que le roi de Naples aspirât à toute l'Italie, ou du moins à la basse; ceux-là songeaient aux Bonaparte, ou fixaient leurs regards sur le duc de Leuchtenberg, neveu du roi de Bavière, gendre de l'empereur de Russie, fils de l'ancien vice-roi d'Italie, et qui avait à ce titre d'immenses propriétés dans les Marches, enlevées par Napoléon aux couvents pour en faire un apanage à ce fils adoptif (1). Ce parti avait de l'argent et de beaux noms; en outre, il espérait l'appui du czar, d'autant plus que ce monarque, devenu le persécuteur des catho-

(1) Le pape, en 1845, acheta ces biens trois millions sept cent cinquante mille écus (vingt millions deux cent cinquante mille francs) en obligations de la dette publique à cinq pour cent; puis il les vendit trois millions huit cent quatre-vingt mille écus à la société Rospigliosi, Feoli, de Dominicis, qui les revendit en détail à des particuliers.

liques de son royaume, eut à lutter contre la majesté du pape, qui lui fit entendre une voix dignement sévère, laquelle trouva de l'écho dans le monde entier et produisit plus d'effet que de furieuses déclamations.

Les individus qui n'osaient pas prendre les armes et répandre le sang répandaient des haines et des calomnies. A la différence des anciens francs-maçons et des carbonari, les sociétés secrètes d'alors se servirent beaucoup de la presse; de Londres, de Paris, de Lugano et de Lausanne, les conspirateurs répandaient des écrits où, parlant de la liberté avec la colère de prisonniers, et prêchant l'intervention directe du sens commun dans les questions politiques, se tenaient le plus souvent dans le vague, l'utopie, le sentimental, alors qu'il fallait des principes, des données précises, de l'action. Ce mystère et l'attrait de la prohibition les faisaient rechercher autant qu'un roman satanique; néanmoins, ils exercèrent très-peu d'influence sur les événements, même sur l'esprit public; car ils n'arrivaient pas au peuple, mais seulement à cette classe qui lit pour s'épargner la fatigue de penser, et chez laquelle ils produisaient une secousse galvanique qui simulait la vie (1). D'autre part, comme les émigrés ne connaissaient pas immédiatement les événements de l'Italie, ils étaient à la merci d'un correspondant, qui parlait avec intrépidité parce qu'il restait inconnu et n'avait pas à craindre d'être contredit; il se vantait lui-même et les siens, rabaissait ses adversaires, débitait les plus étranges balivernes, et les lecteurs, au lieu de le répudier comme imposteur, disaient: « Il est mieux informé que nous autres, qui vivons dans le pays. » Il y avait des Zoïles simples, dont les fourbes se servaient pour détruire l'influence des écrivains honnêtes; il y en avait de méchants, qui par leur perversité même imposaient au public, lequel en secret les méprise, sauf à leur donner ouvertement des éloges et son approbation.

La malheureuse habitude de censurer, de flétrir tous les actes de ses concitoyens avait pour résultat d'abord d'empoisonner la vie des hommes les plus utiles, puis de faire perdre aux populations cette confiance dans les esprits supérieurs, laquelle les aurait

(1) Un mazzinien à propos des écrits des modérés, qu'il appelle le souffle-froid, écrivait: « Bien ou mal, le sentiment de la dignité nationale et la haine de l'é- « tranger croissaient; quant à nous, nous devons avouer qu'en quinze années « nous n'avions réussi à propager parmi la jeunesse studieuse que la passion po- « litique, mais dans le véritable peuple jamais. » *Archives triennales*, tome I, p. 491.

transformés en puissances tutélaires s'ils s'étaient sentis appuyés par la patrie; au contraire, tourmentés, raillés à cause de leur supériorité, contraints de se tenir en garde contre leurs amis, ils voyaient leurs concitoyens enlever à l'ennemi commun la honte de les persécuter, et à eux-mêmes, sinon la constance, du moins la possibilité de résister.

Ainsi, au lieu d'étudier et de préparer les remèdes possibles, et le plus efficace de tous, la concorde, on se déchaînait contre les Italiens qui s'élevaient au-dessus de la foule, ambitionnaient les sympathies nationales ou dédaignaient, par orgueil naturel, de se justifier devant la populace; qui, trop sincères pour être mobiles, différaient d'opinion, ne fût-ce que sur un point, avec ces maîtres intolérants; ou bien qui, au lieu de se précipiter tête baissée, préféraient suivre les sentiers étroits de la légalité pour arriver là où les autres voulaient parvenir d'un bond. Des jalousies de pays, de condition, d'intelligence, des haines fraternelles, de vives intolérances s'abritaient derrière cette haie pour lancer des accusations réciproques, contradictoires, irrémédiables, et si viles, qu'il aurait fallu en conclure que les tyrans étaient misérables sans doute, mais pires les Italiens, et dès lors indignes de la liberté ou incapables de l'acquérir. Est-il étonnant si quelques hommes tombaient dans ce découragement qui enlève au génie l'autorité, sinon l'éclat; si la calomnie ou la peur de l'impopularité poussait à l'exagération ces esprits qui ne savent pas se résigner à l'injustice de leurs frères? Il se formait donc une opinion factice, source de martyres et d'apothéoses, alors que les éloges restreints et les outrages prodigués se traduisaient en hurlements de la place et même en coups de poignard.

Ce dénigrement systématique est mortel à la liberté et aux bonnes institutions, parce qu'il ne crée que la lutte, épuise les forces des uns pour renverser les autres; dirigé par ce sentiment, l'homme ne cherche point à s'élever lui-même, mais à rabaisser ses semblables; devant ce fléau, les intelligences sont contraintes, non de rechercher les dignités, les honneurs, la gloire, mais de se faire pardonner leur mérite et oublier, c'est-à-dire de laisser à leurs ennemis le monopole de l'administration et de la renommée. Si, pour excuser le dénigrement, on le représentait comme une arme de guerre, ou comme une infamie des correspondants, nous demanderions quels furent ceux qui eurent le courage de se rétracter quand les faits vinrent les démentir; Mazzini disait avec raison que la première cause des désastres de 1848 était, « dans

le fait d'avoir oublié que les nations ne se régénèrent pas avec le mensonge (1). »

Ainsi, outre l'union réelle, il manquait encore aux Italiens celle qui dérive de la moralité. Les ennemis de la Péninsule trouvaient une excellente sauvegarde dans ses divisions assaisonnés de calomnies, et ils pouvaient se dispenser d'entretenir des espions lorsque les Italiens cherchaient à persuader que sur trois de leurs frères il y en avait un qui était mouchard, lâche, traître : tant l'opinion délire quand l'homme renonce à l'usage de raisonner et puise ses sentiments dans la mode, l'habitude, le café, les journaux. La plupart, si on leur avait demandé en quoi consistait le libéralisme, auraient répondu : *A haïr l'étranger*. Mais, outre que la négation ne suffit pas à déterminer l'activité, celle-ci empêchait de se former à la véritable liberté ; car elle plaçait toute satisfaction dans la raillerie, habituait à mépriser la loi et à l'éluder, croyait généreux au même titre quiconque subissait vingt ans de fers ou bien sifflait une danseuse, pourvu qu'il fût puni pour avoir fait de l'opposition au gouvernement.

Dans des temps aussi funestes à la vertu des âmes, à la force des caractères, à l'élévation des intelligences ; où l'on voyait un patriotisme aveugle s'endormir dans les réminiscences, se flatter lui-même et rougir de la vérité ; où l'homme, par l'impatience du joug oppressif, ne pouvait même souffrir les pouvoirs tutélaires, ceux qui travaillaient solitaires, méconnus, outragés parfois, mais persévérants, ne méritent que de plus grands éloges. Dans les dernières années surtout, alors que les autres peuples mûrissaient les fruits de la paix dans les grandes entreprises de commerce, dans les associations douanières, les expositions industrielles, en Italie, l'activité se manifestait par des recherches historiques, des exercices littéraires et statistiques, dans lesquels, sous des faits anciens, on retraçait les faits actuels ; l'attention était appelée sur les problèmes politiques et sociaux ; on répétait sur tous les tons le nom de l'Italie et ses espérances, et la censure pouvait bien effacer des mots et des phrases, mais non l'esprit des livres, prudemment vigoureux. Les académies, malgré leur décrépitude, offrirent même une occasion pour rapprocher les Italiens, pour donner les habitudes de la parole, de l'ordre, de la légalité. Tels furent les congrès scientifiques, commencés à Pise en 1839, puis continués successivement à Turin, Florence, Padoue, Naples, Lucques,

(1) *Ricordi ai giovani*.

Milan, Gênes, Venise. Dans le principe, ils se renfermaient dans les sciences naturelles; mais bientôt on y associa les études économiques et morales. Dans le congrès de Florence, on proposa la réforme des prisons, qui rattache la médecine à la science pénale; dans celui de Gênes, le tracé de la grande voie ferrée (1), qui impliquait la question nationale. Si ces congrès devenaient une arène pour les charlatans, qui se font un trépied de toute idée, et s'ils faisaient prendre l'homme de bruit pour un homme de talent, c'était déjà beaucoup que de voir des comices italiens mettre en commun le fruit de leurs études solitaires, et donner des applaudissements à d'autres individus que des mimes et des cantatrices.

Les hommes les plus distingués s'étudiaient eux-mêmes comme ils étudiaient le pays; ils ne dissimulaient pas les maux, mais savaient qu'il est plus facile de les signaler que de les guérir : s'occupant des Italiens plus que de leurs adversaires, ils examinaient s'ils avaient assez de constance contre les séductions; la docilité nécessaire pour soumettre leur volonté individuelle à la volonté générale; cette énergie uniforme et patiente qui triomphe des obstacles, au lieu d'un bavardage nébuleux, alternant entre le rire couvulsif et le découragement léthargique; l'amour qui édifie là où la passion ne sait qu'entasser des ruines; la persévérance pour réaliser un progrès qui consolide au lieu d'affaiblir; le sentiment du droit et du devoir, mais surtout ce qu'il fallait d'accord et de dignité. Enfin, ils rappelaient que les espérances d'un peuple sont longues, et qu'alors qu'il s'agit de reconstruire les nations il faut non moins de prudence pour l'entreprendre que de résolution pour l'exécuter. Les longues douleurs retrempent les nations et le moment vient où l'on dit aux ossements : *Levez-vous!* Toutefois, pour qu'on pût, même en échouant, éviter du moins le ridicule, ils ne cessaient de rappeler qu'une révolution, surtout en Italie, est facile, mais qu'il est très-difficile d'en faire sortir une société qui se défende, s'organise, se gouverne elle-même. Naturellement ces écrivains étaient peu écoutés, outragés même.

Néanmoins, ceux-là même qui étudiaient la liberté comme une chose sacrée et en appréciaient les éléments différaient d'opinion

(1) Cette question fut introduite par Cantù; reproduite ensuite à Venise, elle amena des faits significatifs.

Les éditeurs italiens.

entre eux; on les rangeait vulgairement sous les anciennes bannières de Guelfes et de Gibelins. Les Gibelins, d'accord dans le bien, avec Dante, Machiavel et les jacobins, voyaient la nécessité de gouvernements forts, quels qu'ils fussent; rappelant que Napoléon avait tranché avec l'épée tant de nœuds italiens, de sorte qu'il était maître de constituer une nation dans la Péninsule, ils auraient voulu mettre à sa tête l'un des princes d'Italie, fût-ce Charles-Albert de Savoie, François de Modène ou même l'empereur d'Autriche. Le premier besoin d'une nation, disaient-ils, est l'unité; le reste viendra ensuite. Les autres voulaient la liberté avant tout, et ils en voyaient la source et l'appui dans la religion.

La mode des railleries voltairiennes avait fait place à celle d'un christianisme vaporeux et sentimental, dérivé de celui de Chateaubriand, qui n'avait pas ouvert le temple, mais orné de tapis le chemin qui y conduit : au lieu de s'agenouiller devant le Dieu vivant, personnel, crucifié, il reconnaissait un Être suprême, invoqué comme une antiquaille découverte; mais cet Être suprême différait peu du dieu des honnêtes gens de Voltaire, ou du dieu des âmes sensibles de Rousseau et de Lamartine; il cultivait le sentiment pour négliger le dogme, et faisait de la foi une spéculation qui ne réglait pas les actions et ne répudiait pas nécessairement tout autre culte ou dogme moral. Si dans quelques-uns ce christianisme dégénéra en ascétisme monacal ou en jargon théosophistique et n'améliora point l'esprit religieux, il en poussait d'autres à des actes d'opportune bienfaisance; dans les écrivains, il avait produit (sans parler des autres) les deux livres qui devinrent presque les seuls populaires même au delà des Alpes, et dans lesquels aux iniquités des hommes et aux souffrances de la vie on opposait ces douces vertus qui triomphent du monde.

Les études améliorées et le sentiment religieux ennobli changèrent le mode vulgaire de considérer la domination des papes : en opposant l'Église universelle à l'empire universel, ils avaient créé, même politiquement, la vaste unité politique; si la civilisation n'avait pas entièrement péri en Italie, c'est à eux qu'on le devait; ils avaient empêché qu'aucun barbare ne prévalût; c'était en leur nom qu'on avait vu les tentatives d'indépendance et de fédération, soit dans les ligues lombarde et toscane, soit dans celle contre Ezzelin, œuvre continuée par Jules II et même par Pie VI. Toutefois, faisant retomber sur le pontife la haine que méritait la détestable administration de ses États, plusieurs abhorraient par politique l'organisation catholique, bien qu'elle fût la seule qui

conservât à l'Italie une certaine suprématie dans l'âge moderne (1).

D'autres, au contraire, combattirent la suprématie papale, parce qu'ils la voyaient repoussée par les gouvernements et surtout par celui d'Autriche, obsédé par les jalousies joséphines; dans le royaume lombard-vénitien, c'était presque une mode, parmi le jeune clergé surtout, de se montrer papal, en s'autorisant des noms italiens de Manzoni, de Cantù, de Vitadini, et des noms étrangers de La mennais (tant qu'il ne s'égara point) et de Ratisbonne, de Lacordaire, de Montalembert, ses collaborateurs dans *l'Avenir*, lesquels, fermes dans le catholicisme, l'associèrent à la science et à la liberté. Nous aussi nous croyions que pour élever les multitudes le meilleur moyen était d'élever les pasteurs; nous soutenions la suprématie spirituelle, comme propre à rétablir l'idée de l'autorité, si nécessaire pour des institutions libres, c'est-à-dire refrénées seulement par la morale. Comment pouvait-on craindre les excès de cette suprématie, alors que les gouvernements avaient la force et les écrivains l'opinion? Recourant à l'histoire, on songeait donc à former une ligue de peuples italiens, sous la direction du pontife, qui ferait revivre l'Italie, non dans l'unité de la principauté, mais dans l'union d'intérêts, de sentiments, de bannière, de poids, de mesures, de douanes, d'exercices militaires, d'études, de diplomatie.

Mais l'Autriche voudrait-elle en faire partie, c'est-à-dire isoler ses provinces italiennes de ses possessions transalpines, ou bien sa puissance ne l'y rendrait-elle pas prépondérante au détriment de l'indépendance? Très-grave difficulté! mais, selon l'habitude, on croyait l'éluder en n'en tenant pas compte.

Les nombreux individus qui, sans distinguer les accidents de la

(1) C'est dans Ugo Foscolo (qui le croirait?) qu'il faut chercher les traces des premières manifestations du néoguelfisme. Durant le royaume d'Italie, il put, malgré mille obstacles, publier un article en faveur de Grégoire VII, article qui se trouve parmi ses œuvres. En 1815, il préparait un discours à Pie VII pour démontrer « que le pontife doit rester en Italie, défendu par les Italiens. » Dans le deuxième discours *Sur la servitude d'Italie*, il dit : « Nous Italiens, nous voulons et devons vouloir, le vouloir même au prix de notre sang, que le pape souverain, suprême protecteur de la religion d'Europe, prince électif et italien, non-seulement subsiste et règne, mais règne toujours en Italie et défendu par les Italiens. » Dans le troisième discours, il se plaint qu'on ait « oublié la force surhumaine et la sagesse politique de ce grand pontife (Grégoire VII), qui voyait que la dignité temporelle de l'Église consistait dans l'indépendance de nos cités, et par suite dans leur confédération, la plus sûre protection de ses pasteurs. »
Voir aussi Tommaseo dans l'*Italie*.

substance, l'abus de la règle, les personnes des principes, le pape de la papauté, regardent les pontifes comme le seul obstacle aux destinées italiennes, tournaient ces idées en dérision; mais elles étaient cultivées par de bons esprits et des cœurs droits, dont l'abbé Gioberti voulut suivre l'exemple et la voix. Exilé du Piémont, il vivait à Bruxelles sans relations ni livres (1), malheureux comme tout proscrit, et donnant des leçons dont le produit servait à le nourrir; en outre, il avait une pension que lui faisaient quelques personnes, qui admiraient en lui un philosophe supérieur et un homme de lettres éloquent. Ce fut de cette ville qu'il envoya *la Suprématie civile et morale des Italiens*, dont la thèse politique est celle-ci : « L'Italie est la super-nation, le chef-peuple, la synthèse et le modèle de l'Europe, la créatrice et la rédemptrice par excellence, » et cela parce qu'elle est la capitale religieuse des peuples orthodoxes; mais plus tard, contrairement à cette assertion, il cherche le moyen de *l'améliorer et de la réorganiser*, ce qu'il croit impossible sans le secours des idées religieuses. La Péninsule ne peut être une, libre, forte, si Rome, sa métropole civile et morale, ne renaît pas civilement; jusqu'à présent, les tentatives politiques ont échoué parce qu'on n'a pas tenu compte de la classe cléricale, des croyances communes, de la religion, qui est la base du génie national. Rêver l'unité pour l'Italie, c'est une folie; il faut une confédération dont le pontife soit le chef civil et le président, avec un gouvernement monarchique et aristocratique; les princes doivent prévenir les révolutions en procédant hardiment aux réformes; mais celles qui concernent l'Église ne peuvent venir que de l'autorité légitime, autrement le bien qui en dérive ne compense pas le mal occasionné par la nature des moyens. Heureux les princes d'Italie qui ont l'avantage d'être absolus, parce que cela leur donne le privilége, vraiment enviable, de pouvoir tout pour sauver l'Italie (tome Ier, page 181).

1843. Juin.

(1) Nous le rencontrâmes à Bruxelles quand il terminait la *Suprématie;* il nous montra le dernier chapitre, où il parle des vivants illustres, et il nous demanda les noms des plus distingués, qu'il ignorait; néanmoins, il en fit un tel mélange qu'on peut rougir de la compagnie. Plus tard, il publia que c'était sur la foi d'amis, aux récits desquels il avait dû s'en tenir, qu'il avait éparpillé ses éloges.

Il est naturel que tout le mérite fut attribué à Gioberti, au détriment de ceux dont il se déclarait le partisan. Parmi les écrivains qui influèrent sur l'opinion italienne, Gualterio (*Ultimi rivolgimenti italiani*) ne nomme pas même Manzoni.

Tout cela, il le noyait dans un déluge de mots et au milieu d'un impitoyable panégyrique de l'Italie et de tous, des rois et du peuple, des nobles et des roturiers, des savants et des ignorants, de Silvio Pellico et d'Alfieri, des prêtres séculiers et des jésuites, surtout de Rome, « de nos jours asile inviolable de tolérance civile et refuge hospitalier pour tous les hommes honorables, surtout s'ils sont malheureux, quel que soit le parti auquel ils appartiennent ». Dans le pape il voyait la gloire perpétuelle, l'antique protection, la nouvelle espérance de la nation. Il prodiguait les éloges à Charles-Albert, afin qu'il se fît le centre de la restauration italienne; mais il lui conseillait de ne pas donner la liberté de la presse (1) ni les assemblées législatives, un conseil d'État et la liberté de pétition suffisant; quant à l'Autriche, il n'en disait rien.

Les idées de Gioberti étaient si peu répandues que, bien qu'elles offrissent une ample matière à l'imagination d'un peuple artiste et pussent aiguillonner l'amour-propre d'un peuple humilié, ces deux gros volumes restèrent presque inconnus jusqu'au moment où César Balbo en propagea les doctrines; cet écrivain mérite d'être étudié comme le type de ceux à qui l'on donna, par éloge ou blâme, le nom de modérés. Chacun de ses écrits est si plein de lui, qu'il n'est pas difficile de le peindre. Comme fils du ministre Prosper Balbo, il fut poussé de bonne heure dans les affaires et dans le monde; il assista aux conseils d'État de Napoléon, et fut adjoint à la commission française dans le gouvernement de Rome, où, secondant le despotisme impérial, il apprit à estimer le faible qui proteste plus que le fort qui opprime. La famille royale, après son retour à Turin, ne le vit pas de bon œil, mais l'employa néanmoins dans les affaires ou l'armée. En 1821, il ne fut pas d'accord avec les conspirateurs, et mit même son épée au service de roi; mais celui-ci, loin de lui en savoir gré, l'éloigna de sa personne et des affaires. Jaloux d'acquérir de l'influence par des

1789-1853.

(1) Il affirme que la censure est presque nécessaire aux sciences, aux lettres, aux beaux-arts, et il en exalte le mérite dans un langage de rhétorique; seulement, il demande qu'elle ne soit pas exercée par un homme, mais par un corps. Puis, dans la *Réforme catholique*, parag. 18, il soutient que la liberté de la presse est un devoir et un droit, parce que la loi doit diriger non empêcher l'exercice des facultés humaines, et que l'objection est un membre de l'évolution scientifique : depuis les journaux, la censure préventive est impossible, et du reste elle assujettit la pensée à une autre pensée faillible, puisque le censeur est nécessairement soumis aux préoccupations de son temps; pour être logique, il faudrait empêcher de parler et de marcher, parce qu'on peut en abuser.

moyens honnêtes et dignes, il se mit à écrire pour satisfaire son besoin d'action, pour se donner une occupation à défaut d'une autre ; il entreprit beaucoup de travaux, qui lui étaient suggérés par la lecture et la critique ; ébauchés avec impétuosité, abandonnés à moitié, ou bien exposés dans un style d'une brièveté rude et obscure, ils offrent un mélange de français et d'archaïque.

L'histoire devint son champ de prédilection; mais il n'avait pas la patience de vérifier les faits et de s'assurer s'ils correspondaient à son plan. Il commença une histoire d'Italie; mais la critique sévère du journal alors le plus accrédité (1) la lui fit interrompre, et il souffrit de la situation d'un homme qui, ne voulant pas courber la tête devant l'arrogance des journalistes et des libéraux, s'éloigne également des deux extrêmes. « Souvent, écri-« vait-il, les hommes calomniés par leurs concitoyens envieux « sont admirés par les ennemis, grâce aux épreuves qu'ils ont « subies. Chaque fois que la patrie est soumise à quelque longue « calamité, il est naturel qu'un grand nombre d'individus, soit par « force ou déplaisir, se retirent dans la solitude; mais il n'y a « de belle solitude que celle qui est austère, occupée, religieuse, « comme se la firent les anciens moines ; arrière la solitude in-« souciante, oisive, vicieuse, méprisante et railleuse de tant « d'hommes des siècles les plus éclairés... Un des malheurs les « plus affligeants, c'est d'être rejeté de son propre parti ; mais « c'est un de ceux auxquels sont le plus fréquemment exposés les « hommes vertueux et forts ; car ne voulant pas se soumettre aux « exagérations et aux sottises du parti, ils l'offensent, encourent « ses soupçons tant que durent les difficultés, et se font expulser « après la victoire... Pour dire qu'un homme possède le courage « civil, il ne suffit pas qu'il ait résisté une fois à un parti, une fois « à un autre ; il faut qu'il ait résisté aux deux ensemble, aux deux « chaque fois, dans toutes les occasions importantes... Dans les « pays absolus, étrangers à la science politique, on veut trop ré-« prouver toute ambition ; comme il n'y en a pas d'autre que celle « des emplois, des titres ou de l'argent, c'est une ancienne et « sainte maxime qu'il ne faut pas rechercher les postes, mais les « attendre. Quant à moi, accepter et même rechercher légitime-« ment les fonctions pour faire prédominer son opinion person-« nelle m'a toujours paru une maxime plus sainte ; j'ai cru éga-

(1) L'*Anthologie*, de Florence.

« lement sainte et bonne l'ambition de l'œuvre, qu'il faut, par « conséquent, distinguer de l'ambition des postes, laquelle les « prend pour moyen, non pour fin. »

Il se plaint donc d'être parfois obligé, par égard pour ses concitoyens, de s'abstenir de solliciter des emplois plus élevés; « car on ne triomphe pas de l'envie de ses compatriotes en la respectant, mais en l'écrasant ». Il offrit souvent ses services à Charles-Albert, et il s'indignait de n'obtenir que des fonctions inférieures; il se plaignait des longs et amers dédains que lui prodiguait celui qui gouvernait son pays : « Je fus « et je suis constamment éloigné du gouvernement...; je suis « ou je me crois (car c'est la même chose ici) offensé et méprisé. « Je ne serais pas homme si parfois, involontairement et pour « un instant, je ne tombais pas dans le désir de voir ce gou- « vernement changé, d'en voir surgir un où l'on m'offrît l'oc- « casion, une fois au moins avant de mourir, de déployer, de « montrer ma vieille mais non éteinte activité pour ma patrie; « d'autant plus que je sens, même pour ma patrie, un désir de « changement, disons le mot, de révolution. La pensée des « maux et des crimes même qui accompagnent ces événements « ne peut détruire en moi ce désir primitif (1). »

Charles-Albert l'invita quelques fois à dîner, ce dont les libéraux se scandalisaient; mais Balbo ne croyait pas que la dignité fût avilie par ces actes d'urbanité. Il dépeint avec justesse la condition des écrivains libéraux, en disant : « Dans les pays où les « partis latents s'exaltent dans ce mystère qui devient leur néces- « sité et leur nature, surgissent çà et là, quel que soit le nom « qu'on leur donne, des ligues défensives et offensives, mais « principalement exclusives, qui se retournent ensuite avec ardeur « contre quiconque parle clairement et publiquement; on voit « ces épurations, toujours sottes même alors qu'elles sont faites « par les partis victorieux, plus sottes quand elles proviennent « des partis encore combattants, très-sottes quand une lutte ou- « verte n'a pas commencé. Ici, tout homme fier, repoussant les « mystères, est repoussé par presque tous; non-seulement il « reste, comme ailleurs, peu suivi, mais presque solitaire; dans « sa manière d'agir ouvertement, il n'a pour se défendre ni les « œuvres, qui lui sont défendues, soit qu'il attaque l'un ou l'autre

(1) *Histoire d'Italie*, et des passages inédits recueillis par Ricotti dans la *Vie et écrits du comte César Balbo.*

« parti extrême, ni les paroles, qui n'y sont jamais publiques; s'il
« écrit, il a contre lui non pas une, mais deux censures, la cen-
« sure publique du parti oppresseur et la censure secrète du parti
« opprimé : celle-là qui semble vouloir tout conserver, même les
« étrangers, et celle-ci tout changer, même les instruments pro-
« pres à chasser l'étranger. Cet homme, jaloux de rester pur
« selon sa conscience, est déclaré impur des deux côtés; il reste
« comme *ex lege*, hors des castes omnipotentes, sans espérance
« de vaincre en poursuivant la double guerre hardiment déclarée,
« sans espérance d'aucune justice de la part des futures généra-
« tions voisines (1). »

1845. Inspiré par le livre de Gioberti, il en composa un plus simple, plus court, sous le titre d'*Espérances d'Italie*. C'était le premier écrivain non émigré qui discourût ouvertement de politique italienne, et sous un prince qui ne l'aurait pas molesté, mais sans le défendre peut-être. Cet ouvrage devint le programme sur lequel s'exercèrent les raisonnements du petit nombre des penseurs, et les discours de la foule qui répète. Tandis que Gioberti ne s'était pas occupé de l'étranger, Balbo met l'indépendance avant tout. *Porro unum et necessarium*, jusqu'à lui sacrifier les formes de la liberté (2) : il répudie les soulèvements comme coupables et nuisibles; il ne croit pas possible la formation « d'un royaume d'Italie au milieu d'une si grande variété d'opinions, de desseins, de provinces, » mais bien une confédération où le Piémont soit l'épée, Rome le cœur, et dans laquelle on accorde tant de biens aux populations, que le dominateur étranger perde toute force, jusqu'à ce que la Providence amène le moment de lui faire abandonner l'Italie, en le dédommageant par des acquisitions sur la Turquie. La réalisation de ces idées renvoyait au delà de 1860, après la construction des chemins de fer et la chute de l'empire ottoman. Tout cela était dit avec une sincérité sans violence, une honnêteté sans illusions.

Les grands sages de café le définissaient le livre contre les espérances d'Italie; mais, en attendant, la discussion et l'idée de la réconciliation se répandaient, et l'on voyait se former une opinion nationale, résultat que n'auraient pu obtenir les exagérations

(1) Seconde dédicace des *Espérances*.

(2) « La décision d'adopter ou non un gouvernement délibératif, abandonnée aux princes, serait-il utile de l'adopter? Parlons clairement; prise même par les princes, cette décision peut-être pleine de périls, féconde en désunions, distraire de l'entreprise d'indépendance, et nuire par conséquent. » Ch. x, p. 221.

déclamatoires. Ces développements indigènes, selon la coutume, étaient modifiés par les étrangers, surtout par la France, pays que l'irrésistible besoin de mouvement pousse continuellement à de nouvelles expériences, et qui n'accepte d'autre pilote que la tempête. La Charte constitutionnelle, reproduite avec des corrections en 1830, avait assuré à cette nation la plus grande liberté possible, et la paix avait fait pospérer les intérêts matériels; mais ces biens répandirent une imprudente sécurité, une ivresse de luxe, de bonheur, d'intelligence, de ces jouissances qui favorisent les instincts corrompus, surexcitent les facultés dangereuses, et rendent toute répression intolérable à des gens qui, s'amusant de tout, laissent endormir les facultés sérieuses qui avertissent et modèrent.

Le règne des appétits une fois substitué à celui des idées, on ne voulut reconnaître la liberté que sous forme d'opposition, admirant toujours quiconque faisait le contraire du gouvernement, ou du moins le contredisait : thème, à la vérité, plus propre à la déclamation qu'à la défense de l'ordre et au développement de la loi. Des chambres cette habitude passait dans la littérature, et Thiers et Lamartine consacrèrent leur belle intelligence, servie par un langage limpide, une description colorée, à diviniser la force, soit qu'elle fût sanguinaire avec Robespierre et Marat, ou rayonnante de gloire avec Napoléon; Béranger par ses chansons, Vernet par son pinceau réveillaient le culte de Napoléon, seulement pour faire honte aux dynasties; Lamennais, irrité contre Rome depuis qu'elle avait répudié ses idées, employa sa logique et son style incomparable à saper cette autorité, sur laquelle il avait naguère posé l'édifice de la société et de la connaissance; Hugo déclarait que le « poëte peut croire à Dieu ou aux dieux, à Pluton, à Satan ou à rien ».

Les journalistes, tous écho de la même voix, lui donnaient l'apparence d'une opinion publique; dès lors ils prétendirent en être non les organes, mais les dictateurs, et par suite imposer aux gouvernements leur bon plaisir. Divers écrivains, spéculant sur l'imagination, poussaient à la révolte du cœur, des sens, et divinisaient les jouissances terrestres, qui rendent l'âme esclave de la chair; plaçant le paradis dans ce monde, ils enlevaient toute idée d'abnégation, tout sentiment de charité; du haut des chaires on bafouait ce qu'il y a de plus vénéré, et l'on ressuscitait les haines contre le pape et les prêtres, démons de la morale et de la société. Des romans, qui blessaient le bon sens comme le bon

goût, étaient publiés en feuilletons dans les journaux pour qu'on pût les lire au milieu de l'ennui commun : portant chaque jour un grain d'arsenic dans les familles, les boutiques, la campagne, ils flattaient la richesse lascive en embellissant les vilenies, la haine des prolétaires en exagérant la corruption des heureux, les instincts en montrant que les femmes succombent inévitablement à l'occasion, et que les hommes n'agissent que par intérêt et passion ; prenant pour idéal les désordres exceptionnels de la nature ou de la société, ils initiaient les cœurs vierges aux turpitudes en les révélant, et soulevaient le peuple contre les riches, représentés comme des usurpateurs du patrimoine commun.

Dans un pays où la presse, le dessin, le théâtre, la déclamation se donnaient libre carrière, sans respect ni pudeur, contre le gouvernement, la famille, l'ordre social, on conçut une frayeur bruyante de quelques prêtres qui, à l'ombre de la liberté, avaient cru pouvoir se réunir pour prier, enseigner, exercer l'apostolat. Les livres, les gravures, les chansons et les romans excitèrent jusqu'au paroxisme la fureur contre les jésuites, en accumulant sur ce nom la haine, qui dans les multitudes est un besoin inné comme celui de l'admiration. Nous disons ce nom, parce que le bon sens ne croira jamais que le monde soit retombé dans l'enfance à ce point qu'il puisse être bouleversé par quelques prêtres, dont une chiquenaude l'a débarrassé toutes les fois qu'il l'a voulu. Il est vrai qu'ils sont toujours revenus (1).

Ces livres circulaient même en Italie, les gouvernements étant satisfaits de voir l'attention se détourner sur les sacristies ; dans le siècle de la police et de la loi martiale, un pays qui avait des ennemis réels à combattre vit la haine contre les jésuites se répandre avec l'impétuosité de la mode et la commodité d'un nom. Mais par jésuites on désignait non les débris des anciens disciples de Loyola, mais quiconque mettait du zèle dans le ministère ecclésiastique, puis quiconque soutenait la suprématie papale, enfin tous ceux qu'on voulait discréditer par un nom qui n'admettait pas de justification, et qui embrassait dans sa vague signification tous les degrés d'infamie.

(1) « On confondait le jésuitisme avec la Compagnie de Jésus, et l'on croyait qu'une fois les Pères chassés d'une ville ou d'un État la peste jésuitique avait disparu, et que les populations seraient tranquilles. Or, les pères jésuites ne sont que la milice la plus active et la plus rusée du jésuitisme, lequel préexistait, sous un autre nom, à Ignace de Loyola. » LA FARINA, *Conclusion* du livre III.

Or, comme la pire des infamies était de pactiser avec l'étranger, on fit passer les jésuites pour les agents de cette Autriche, qui ne les admit dans ses États que fort tard, en petit nombre et muselés. Au contraire, si nous en croyons Gioberti, ils étaient tout-puissants dans le Piémont; cet écrivain, effrayé de s'entendre qualifier de jésuite pour avoir loué cette société dans la *Suprématie*, et mécontent du froid accueil fait à ce travail, « d'eau tiède se convertit en lave » dans les *Prolégomènes*, où il rétracta la plupart des choses qu'il avait dites dans la *Suprématie;* bien plus, il y déploya contre les jésuites cette haine qui devint son caractère, et déclara que leur abolition serait le plus grand bien. Le jésuite Curci lui répondit en quelques pages, et l'abbé lui lança cinq gros volumes, dans lesquels il écrivit le réquisitoire le plus long qu'on eût jamais vu. Style maniéré, analyse assez bonne et synthèse impuissante, adulations courtisanesques, mensonge systématique, espionnage, haine contre quiconque a du mérite, morale relâchée, voilà ce que Gioberti relevait chez eux; puis, il les comparait aux mazziniens pour leur obéissance aveugle à un chef, leur indifférence dans le choix des moyens, la justification du régicide; enfin, il les accusait de toutes les scélératesses qu'il est possible de commettre ou d'imaginer. Si Eugène Sue avait supposé des noms pour accuser et tromper, Gioberti, également intrépide et absolu, mettait au pilori, et sans discussion, des personnes vivantes (1); il affirmait, toujours sur la foi des autres, que, dans les écoles jésuitiques, « on prêche une morale abominable, qui n'a de chrétien que les apparences, des principes dont rougiraient les païens honnêtes, une justice contraire aux lois publiques et qui ne peut avoir d'autre sanction que celle des bandits. » Le siècle critique aurait-il osé le révoquer en doute ?

Brofferio qualifie cette œuvre « d'ignoble invective, de rapsodie furieuse, de prolixe déclamation, brillant parfois d'éclats sublimes (2); » Silvio Pellico, « de source inépuisable de bien et de mal, de charité et de haine (3); » quelques-uns lisaient les

(1) Dans l'Introduction à la philosophie, p. 32, il disait : « Je déclare expressément que je n'entends faire allusion à aucune personne en particulier; car je pense que la coutume de frapper les vivants n'est par d'un homme bien élevé, ni d'un honnête homme, ni d'un chrétien. »

(2) *Histoire du Piémont.*

(3) D'autres fois il disait : « Quand on donne à un livre le cachet de satire et de caricature, l'effet est vulgaire et peu durable. Pour exercer de l'influence,



passages doctrinaux de ce livre, et tous, les passages virulents. Les individus qui réprouvaient la *Suprématie* applaudissaient au *Jésuite moderne*, lequel exposa beaucoup de personnes à la moquerie de leurs concitoyens, et bientôt aux violences. Mais pourquoi Gioberti avait-il tant caressé les jésuites? Pour les corriger, répondait-il; au moins, devait-il leur en laisser le temps; mais il se montrait incertain ou déloyal dans ses jugements. Il qualifiait de jésuitique non tout ce que l'Église offrait de mauvais, mais ce qui lui déplaisait; du reste, comme il voulait que l'Église fût vénérée, il revêtait les apparences d'un sophiste. Les jésuites ne connurent ni la dignité du silence ni celle de la réplique; ils se salissaient dans de misérables querelles, et déshonoraient aux yeux des autres le parti guelfe, en butte à son tour aux attaques de ses adversaires, qui l'accusaient d'être républicain, en reprochant au pape d'avoir ruiné l'Italie.

Jacques Durando (*De la nationalité italienne*) combattait dans ce sens les néoguelfes (1) : il voulait que l'on conservât au pape

il faut savoir produire le juste et le beau, et non se conformer aux goûts du vulgaire. Je respecte les réfutations honnêtes; mais les honnêtes même me semblent de peu ou d'aucun fruit. Si l'on attend l'action du temps, on obtient le même résultat, et l'on ne perd pas inutilement la tranquillité. Dans quelques années, Gioberti lui-même rougira d'avoir cédé à l'impulsion de faux amis, d'avoir publié comme documents des choses qui ne le sont pas, d'avoir souillé la belle réputation dont il jouissait. »

Ces paroles amères sont peut-être les seules qu'ait laissé échapper la colombe du Spielberg. Il disait même : « Gioberti est un homme impétueux, mais sincère; un jour, il s'apercevra de son tort. Prions pour lui et pour les esprits ainsi disposés à la colère; avec cette passion, on peut faire des tableaux horribles de toute institution et de toute société humaine. L'éloquence enragée n'est jamais juste, et n'est estimée que de ceux qui réfléchissent peu. »

(1) Bien que très-hostile aux néoguelfes, il dit : « L'Autriche n'ignorait pas que parmi les descendants des hommes de la ligue lombarde le néoguelfisme est une espèce de vertu citoyenne et de passion généreuse; en effet, les Lombards se trouvant en face du représentant tyrannique du gibelinisme regarderaient comme une lâcheté de céder à l'oppression présente sans faire la seule protestation qui leur est permise, c'est-à-dire sans résister intellectuellement, en adoptant les principes qui protégèrent leur ancienne indépendance contre la Germanie. A mon avis, cela explique d'une manière honorable comment les plus fortes intelligences du Lombard-Vénitien inclinent plus ou moins ouvertement aux idées guelfes. » (P. 108.) Honneur au militaire loyal qui cherche de nobles explications même aux idées qu'il désapprouve. Ce n'est pas l'habitude des libérâtres, et lui-même oublie sa modération lorsqu'il attribue des opinions, vraies ou non, mais examinées et débattues, « à une monomanie d'écrivains et à un aveuglement de parti ». (P. 133.) Toutefois, pour qu'on ne dise pas que l'idée républicaine naquit après les barricades, lui-même dès cette époque les

Rome et quelques îles, en partageant le reste entre la maison de Savoie et les Bourbons de Sicile ; on ne devait pas toucher à l'Autriche tant qu'elle s'abstiendrait de provoquer ; il valait mieux compter sur la Russie que sur l'Angleterre, celle-ci amie, celle-là ennemie naturelle de l'Autriche ; d'ailleurs, l'unité de l'Italie ne pouvait venir que de la principauté, et sa résurrection, de la liberté.

Léopold Galeotti (*De la souveraineté temporelle des papes*) pensait qu'il suffisait, pour réformer les États pontificaux, de rétablir les anciennes lois, et surtout les *Capitoli* d'Eugène IV. Gino Gapponi (*Conditions actuelles de la Romagne*) disait que tous reconnaissaient la nécessité de la domination temporelle, et qu'il fallait seulement changer le ministre, les institutions et les lois ; il conseillait aux papes de le faire et de rendre ainsi la tiare vénérable, avant que quelque événement européen contraignît à la souiller de sang pour la laisser tomber dans la fange : un pape qui règne sans gouverner est l'unique solution de la difficulté ; Rome a plus besoin du pape que le pape de Rome. Un certain Lombardo, dans les *Pensées sur l'Italie*, soutenait des idées différentes, et d'autres divisions territoriales ; il considérait comme obstacle cette domination papale, qui était pour Gioberti le salut, pour Durando la ruine de l'Italie.

La résurrection du parti guelfe déplut au poëte Jean-Baptiste Niccolini, qui, dans l'*Arnauld de Brescia*, mit au service des passions une belle poésie et une érudition très-défectueuse. Giusti raillait également « cet Apollon tonsuré, qui des Alpes à Palerme enseigne le plain-chant » et la manière de plonger la plume dans l'eau bénite. Plus fidèle à la Jeune Italie, Joseph Ricciardi, dans les *Consolations*, conseillait de ne pas compter sur les princes, mais sur la révolution, italienne et non municipale, répudiant papes et religion pour s'appuyer sur le peuple seul.

Le projet des néoguelfes paraissait chaque jour moins acceptable, à cause de la condition spéciale de l'État pontifical ; en effet, sous l'influence de longs événements, et par un désordre exceptionnel, la souveraineté temporelle et l'empire sur les consciences s'y étaient concentrés dans la même personne, comme dans la

appelait *néo-guelfo-républicains* (p. 394) ; il dit encore « qu'on foulait aux pieds la monarchie ». Du reste, tout le monde sait quels furent les Lombards qui traitèrent directement cette question ; ainsi, il ne pouvait déduire que d'un seul ouvrage, à cause de sa grande diffusion, l'idée du républicanisme anticipé des Lombards.

société païenne; aussi les fautes ou les défauts du prince retombaient sur le pape. Grégoire XVI, lorsqu'il était moine, avait écrit *le Triomphe du Saint-Siége;* soutenant la suprématie pontificale, il y proclame le droit des nationalités : « Un injuste con« quérant, avec toute sa puissance, ne peut dépouiller de ses droits « la nation, injustement conquise. Il pourra la rendre esclave par « la force, bouleverser ses tribunaux, tuer ses représentants; mais « il ne pourra jamais sans son consentement, tacite ou formel, la « priver de ses droits originaires relativement à ces magistrats, « à ces tribunaux, c'est-à-dire à cette force qui la constituait sou« veraine. » (Page 37.)

Zélé pour la cause de Dieu et la sainte majesté du dogme, il favorisa le rétablissement de la hiérarchie, excita les curés à bien remplir leurs devoirs religieux, et combattit les hérésies qui renaissaient en foule : il sanctifia Alphonse Liguori, le jésuite François de Geronimo, le minorite Joseph della Croce, le mineur observant Pacifique de San-Severino, Véronique Ginalini de l'ordre des capucines; il béatifia d'autres Italiens, et hâta la reconstruction de Saint-Paul incendié, qu'il bénit (1); des concordats furent conclus avec le roi de Sardaigne, en vertu desquels on laissait à la justice séculière la connaissance des *crimes* d'ecclésiastiques, tandis que les *délits,* excepté ceux de fisc, étaient réservés à la curie; dans les cas qui entraînaient la peine capitale, il fallait communiquer le procès à l'évêque, qui devait dégrader le condamné. Le duc de Modène obtint également de ce pape que les causes purement civiles entre des ecclésiastiques et des laïques seraient portées devant les tribunaux séculiers, qui devaient encore juger les délits de lèse-majesté, de sédition ou de contrebande, mais en présence d'un député du clergé; quant aux crimes qui entraînaient la peine capitale, on soumettait à l'évêque les pièces originales du procès; du reste, il rétablissait dans leur intégrité les droits du pontife et des évêques, et abolissait les lois restrictives des biens de mainmorte.

Grégoire XVI eut à lutter avec l'Espagne, qui dépouilla de

(1) Léon XII avait résolu de le réédifier, en assignant sur la chambre apostolique cinquante mille écus par an; les cardinaux demeurant à Rome en donnèrent trente mille; les employés abandonnèrent une partie de leur traitement; les rois étrangers, bien que non catholiques, fournirent des secours; on obtint des sujets pontificaux cent cinquante-neuf mille écus, six cent dix-huit mille du trésor, cent vingt-sept mille du reste du monde en quinze ans.

biens le clergé et la nonciature; avec le Portugal, à propos de l'institution canonique des évêques; avec la Suisse, pour la suppression des couvents d'Argovie, et de même avec l'Amérique méridionale. Ainsi, tandisque les papes depuis un siècle n'avaient montré d'énergie que pour souffrir, Grégoire sortit de sa position, purement passive, pour tenir tête aux persécuteurs rusés ou violents. Animé par la conscience cosmopolite du suprême sacerdoce, il excommunia les fauteurs de la traite des nègres. A l'occasion des mariages mixtes, il parla haut au roi de Prusse; celui-ci ayant incarcéré l'évêque de Cologne, il le dénonça à toute la chrétienté, de sorte que le persécuteur dut courber la tête. Il approuva la révolution des Belges, parce qu'une persécution religieuse l'avait provoquée; mais quand il rappela à la Pologne, soulevée contre la Russie schismatique, l'obligation d'obéir, il parut insulter à un cadavre. Dans le même temps il recourut au czar pour qu'il traitât mieux les catholiques et remplît les promesses qu'il leur avait faites; mais le czar, loin de tenir compte de ses prières, employa la séduction et les persécutions pour unifier son empire même en fait de croyances. Bien plus, le bruit se répandit, et un opuscule publié par une personne qui l'approchait parut le confirmer, que l'empereur Nicolas se croyait le véritable représentant de l'empire romain et, par conséquent, le chef de toute la chrétienté dans l'ordre religieux comme dans l'ordre politique. Sa force lui attribuait déjà une certaine prédominance sur les rois; il lui restait donc à réduire en une seule les deux Églises, latine et grecque, ou bien, en considérant celle-ci comme la seule véritable, et la latine comme schismatique, à ramener la dernière à l'unité sous lui, unique pape. C'était dans ce but qu'il persécutait les catholiques, au point de faire apostasier beaucoup de prêtres et des provinces entières, en punissant d'une manière cruelle quiconque résistait.

Le pape exposa ces persécutions dans un rapport, qui excita l'horreur du monde. Le czar ayant ensuite passé à Rome pour aller visiter sa femme, qui cherchait à rétablir sa santé dans Palerme, Grégoire, au lieu des caresses que les princes lui avaient prodiguées, lui reprocha sévèrement ses rigueurs envers les catholiques : « Bientôt, lui dit-il, nous comparaî« trons devant le tribunal de Dieu; je n'oserais soutenir la vue « de mon juge si je ne défendais pas la religion, dont je suis le « protecteur, et vous l'oppresseur. » Ces menaces ne furent pas vaines, et prouvèrent combien un pontife peut encore, sur le

1842.

monde alors qu'il défend l'innocence et la vérité, étranger aux intérêts mondains et aux misérables frayeurs.

Les personnes qui connurent Grégoire dans sa vie intime lui trouvèrent des habitudes simples, des goûts même vulgaires : accordant des audiences avec facilité, il étudiait même les livres nouveaux qu'on laissait parvenir jusqu'à lui ; il ne donna à ses parents ni richesses ni charges, tandis qu'il se livrait au camérier Gaétan Moroni, qui, comblé de titres et de décorations par les rois et même d'éloges littéraires, subit la responsabilité de tout le mal qui se fit alors. Les épigrammes plurent sur cette amitié, sur l'ivrognerie du pape et autres balivernes, dans lesquelles il n'y avait de vrai que la faiblesse d'un vieillard et d'un moine.

Constitution, *budget* et autres inventions étrangères à la théologie et exotiques dans le royaume de Dieu, il n'entendait rien à tout cela ; aussi, devait-il laisser faire à ses ministres et aux circonstances, par la faute desquels les réformes promises en 1831 n'aboutirent qu'à un résultat nul ou mauvais. Le gouvernement regardait ces concessions incomplètes comme extorquées, et voulait les éluder ; par l'intervention de ses agents, il entravait les administrations communales ; on reprit aux laïques les emplois qu'on leur avait conférés dans les Légations ; le règlement de 1835 introduisait dans les jugements le droit commun, modéré par le droit canonique, et sans abolir les statuts locaux. La justice était non-seulement corruptible, mais exposée aux caprices des supérieurs et aux interminables restitutions totales. A l'occasion de tout attentat contre la sécurité publique, on créait des commissions militaires, qui furent enfin remplacées par la Consulte, soumise toutefois à des règles exceptionnelles ; elle donnait le défenseur, mais choisi parmi quatre autres proposés par le gouvernement, et tenu de garder le secret ; le prévenu ne pouvait connaître ni les témoins ni les juges.

Les réformes administratives se réduisaient à l'augmentation des employés, parasites ajoutés aux autres, et à une plus grande régularité dans les protocoles, enseignée par un magistrat autrichien (1) qu'on avait envoyé dans ce but. Les voleries et le trafic des charges, qui ont toujours déshonoré Rome, s'accrurent démesurément, comme aussi l'omnipotence des intrigants, l'absolutisme des hommes puissants et des serviteurs du pape. Avant 1820, sous l'administration du cardinal Guerrieri Gonzague, on avait

(1) Sebregondi (*Les éditeurs italiens*).

tenté l'opération du cens; mais le peuple a trop perdu l'habitude de l'obéissance, et les prélats répugnaient à l'exacte estimation de leurs propriétés. La dette laissée et occasionnée par la révolution de 1831 était loin d'être éteinte par les nouvelles taxes et d'autres ressources; d'ailleurs, tous dilapidaient, et le luxe des gouvernants augmentait; le cardinal de Tosti, trésorier, savait bien trouver des expédients passagers, de manière à éviter la banqueroute, mais il était incapable de combler le déficit par des mesures efficaces (1), et d'empêcher le pillage. Les travaux publics avaient pour objet le faste plus que l'utile : le voyageur, gémissant sur ces ruines incomparables, demandait pourquoi des plantations et la culture ne rendraient pas encore les environs de Rome salubres et fertiles; pourquoi des bateaux à vapeur ne remonteraient pas le Tibre; pourquoi des voies ferrées ne relieraient pas aux deux mers la capitale de la chrétienté.

Dans l'ordre moral, c'était pire encore; outre la police, une tourbe, sous prétexte de dévouement au gouvernement, se déchaînait contre les opinions opposées, feignait des conjurations pour assouvir des vengeances privées, rendant les sujets suspects à l'autorité, et celle-ci odieuse à ceux-là. Le pape l'ignorait; car ses favoris empêchaient qu'on lui parlât d'affaires, de sorte qu'il était persuadé que tout allait au mieux. Pour le fortifier dans cette conviction, on lui fit entreprendre un de ces voyages durant lesquels le prince ne rencontre que des hommages et des fêtes, et qui le trompent comme ils appauvrissent les populations; on ne lui laissait que le temps de visiter les églises, les monuments, les établissements publics disposés pour faire illusion ; il ne voyait que des individus toujours prêts à dételer les chevaux, à traîner sa voiture, et cette foule de citoyens qui se pressent dans les rues ou les antichambres, applaudissant ou présentant des pétitions, selon qu'il s'agit de populace ou de gens bien élevés. Il en rapporta donc l'idée du bonheur général; néanmoins, le mécontentement des Légations, déjà prévu par les diplomates en 1831, fut porté au comble, parce qu'il ne les avait pas visitées; à Bologne surtout, on préférait la domination au-

1841.

(1) Selon les comptes publiés par monseigneur Morichini en 1848, l'État pontifical, en 1814, encaissa moins de trois millions d'écus, et plus de dix en 1845; en 1815, il dépensa deux millions trois cent mille écus, et en 1845 dix millions six cent mille; jusqu'en 1827, excepté en 1821, on anticipa toujours; après, le déficit ne fit qu'augmenter.

trichienne (1), parce qu'elle était forte, avait des troupes disciplinées, une justice honnête, et semblait offrir tout ce bien que la haine du gouvernement propre fait supposer dans les autres. A la fin de 1836, les Français s'étaient retirés d'Ancône, les Autrichiens des Légations, laissant des sentiments opposés, mais tous hostiles à la domination papale.

Les améliorations n'étaient pas même bien accueillies; lorsqu'on publia la réforme judiciaire, non-seulement des avocats et des tribunaux la combattirent avec tant d'énergie qu'il fallut la suspendre, mais on lisait dans un écrit qui circulait clandestinement : « Il est de notre honneur de résister. Aucune transaction « avec Rome. Nous nous sommes opposés à ses réformes, non- « seulement parce qu'elles nous semblaient en partie pires, en « partie iniques, dans très-peu de cas meilleures, mais surtout « parce que nous les avons jugées transitoires, partielles et trom- « peuses; en effet, étant acceptées, elles pouvaient l'autoriser à « dire qu'elle s'était occupée de l'importante question judiciaire, « et que les populations en restaient satisfaites. »

Un code civil et un code criminel, avec débats publics et les jurés ; suppression de la peine de mort et de la confiscation pour les crimes d'État, qui seraient jugés par les tribunaux ordinaires; plus de juridiction du Saint-Office sur les laïques; organisation des conseils municipaux et provinciaux, avec un conseil d'État délibérant sur les recettes et les dépenses, et donnant son avis sur le reste; égale participation des séculiers aux emplois, aux dignités civiles et militaires; limitation de la censure, exclusion des troupes étrangères, tels étaient les vœux raisonnables que l'on murmurait, et que l'on exprimait parfois tout haut sur un ton de révolte. Mais les insurrections tentées fréquemment amenèrent des répressions vigoureuses, d'autant plus que la cause des insurgés se confondait souvent avec celle des bandits, maladie chronique du pays.

Un certain Renzi de Rimini, de retour de France, où il avait joué un rôle dans les conventicules, envoyé ou se disant envoyé par les libéraux de la Romagne, s'associa avec d'autres Italiens réfugiés en Toscane; sur ses instances, on résolut de faire une protestation armée pour en soutenir une autre écrite, attribuée

(1) La société dite *Ferdinandea* à Bologne, de laquelle on accusa Castagnoli de faire partie en 1841, avait pour but, disait-on, de placer les Légations sous l'Autriche.

au docteur Farini, sous le titre : *Liberté civile, Gouvernement séculier, Ordre public,* et dans laquelle on demandait précisément les réformes dont nous venons de parler. Des compagnons et des armes lui furent donnés ; enfin, après avoir souvent compromis par des hésitations les plans arrêtés, Renzi déboucha de Saint-Marin avec une poignée d'émigrés, et occupa Rimini ; mais, comme aucune ville ne répondit à son appel, les soldats suisses la lui eurent bientôt reprise, et, traversant la Toscane, il se réfugia en France avec cent cinquante insurgés. Tentative insensée, dont on parla beaucoup néanmoins, et qui servit à fixer les yeux de l'Europe sur les demandes des Papalins, en grande partie sensées et réalisables. Massimo d'Azeglio entreprit de les soutenir dans les *Événements de la Romagne;* bien qu'il condamnât résolument les conjurations, les manifestations de la place, les insurrections, il disait que l'unique moyen de les éviter était de bien gouverner, d'arracher les abus, d'accorder les réformes jugées nécessaires par les populations non moins que par le gouvernement.

Il déplut aux exagérés par sa modération ; il plut aux Romagnols par cette sincère manifestation de leurs besoins et de leurs souffrances. La police frissonna, parce qu'elle ne se trouvait plus en face de séditieux à incarcérer, mais de raisons à débattre : pas de menaces contre la religion, ni les propriétaires, ni même le gouvernement, mais contre les abus, les passions honteuses et l'inertie négative ; des concessions nouvelles ne sont pas imposées, mais l'auteur rappelle des vœux déjà exprimés en 1832 par les puissances qu'on dit les ennemies de la liberté, puis oubliés au point qu'ils paraissent maintenant des nouveautés. Le gouvernement répondit à ce manifeste, niant ou atténuant les faits, montrant que les demandes étaient injustes ou imprudentes, ou bien dénigrant les perturbateurs ; bien qu'il dît beaucoup de vérités, chacun sait combien peu valent les défenses, surtout celles d'un gouvernement contre un nom devenu populaire. Les frémissements allaient donc croissant ; or, si l'expulsion des étrangers servait à les exprimer en Lombardie, dans la Romagne, c'était le mot de sécularisation.

Un prince à temps, choisi le plus souvent dans un âge avancé, parmi une classe étrangère aux affaires temporelles ; choisi, ajoutons-nous, de préférence pour les vertus propres à continuer la série de tant d'hommes vertueux et à rendre des services à l'Église universelle, doit-être d'autant moins apte à gouverner

le pays que l'institution ecclésiastique se distingue par une piété plus austère et plus exemplaire; en un mot, ces conditions de moralité, par lesquelles uniquement les autres gouvernements peuvent se perpétuer, sont pour lui une cause d'infériorité. De là la nécessité d'institutions stables, qui puissent dans tous les cas diriger les conseils souverains, d'autant plus que durant les interrègne les liens de l'autorité se relâchent, on réagit contre quiconque a été puissant, et l'anarchie domine; aussi, le gouvernement qui survient doit rétablir l'obéissance, chose très-difficile, surtout avec des fonctionnaires nouveaux comme le sont ceux du pontife élu, lequel, selon la coutume, sinon par obligation, change les ministres de son prédécesseur.

Rome depuis longtemps n'a pas de municipalité; l'administration de la cité se confond avec l'État, et l'on se souvient avec effroi de l'époque où la commune de Rome combattait les papes, et les forçait de se réfugier à Avignon. Consalvi, en concentrant un très-grand nombre d'affaires dans le secrétariat d'État, tout le pouvoir exécutif, avait diminué la participation des cardinaux à la souveraineté.

Le consistoire des cardinaux, choisi parmi toutes les nations et les hommes les plus éminents pour leur science ecclésiastique, est destiné à tout autre chose qu'à la mission accidentelle de régir l'État. Avant la révolution, il se formait à la cour de Rome de bons administrateurs et d'habiles politiques, attendu ses relations animées avec toute l'Europe; puis, les cadets des familles nobles, auxquels était réservée la prélature, y portaient moins l'austérité ecclésiastique que l'aptitude héréditaire aux affaires, la richesse, l'appui des parents et des amis. Tout fut changé par l'égalité qui survint, et cette école de diplomates disparut; d'ailleurs, pour réformer, il faut de l'expérience et du génie; mais à Rome on préféra ne rien faire, ou bien gagner du temps, ce qui est estimé beaucoup par les pouvoirs égoïstes.

CHAPITRE CXC.

PIE IX. — LES RÉFORMES. — LES CONSTITUTIONS.

1846. 1er juin.

Après la mort de Grégoire XVI, la colère éclata contre Lambruschini, son ministre d'État, qui pourtant était signalé comme son

successeur. Le cardinal Micara, capucin, démocratiquement absolu, se déchaînait contre la précédente administration; mais lui-même, néanmoins, ne plaisait pas au sacré Collége, qu'il faisait rougir par son langage sévère et son austère pauvreté; il ne trouvait encore aucune sympathie dans le peuple, auquel il promettait de ne laisser manquer ni pain ni gibets. En l'absence de tout autre candidat prépondérant, on prévoyait un conclave tumultueux; en attendant, les Romagnes et les Marches étaient en ébullition; à Ancône, on assassina le colonel Allegrini, membre des commissions martiales; des réunions se formèrent partout, et l'on envoya des pétitions pour obtenir ce qu'on avait promis dès 1831. Mais avant que s'ourdissent les brigues diplomatiques, le sacré Collége nomma Jean Mastai Ferretti, noble de Sinigaglia et évêque d'Imola, homme peu connu, et qui dès lors avait blessé les intérêts ou l'amour-propre de peu d'individus. Il prit le nom de Pie IX; dans son encyclique, il répéta les plaintes de son prédécesseur contre l'indifférence, le rationalisme, les sociétés bibliques, les excès de la presse; puis, il saisit toutes les occasions pour dire qu'il était pape catholique avant tout, père de tous les fidèles et non des Italiens seuls, et qu'il avait à cœur de conserver intacts les droits du saint-siége, dont il se trouvait le dépositaire.

16 Juin.

Quelque temps après, il accorda une amnistie à ceux qui avaient « mérité un châtiment en offensant l'ordre de la société et les droits sacrés du souverain légitime; » mais pour l'obtenir il fallait reconnaître sa faute et promettre une soumission loyale. Les agitateurs restèrent un moment en balance; mais, comme après tant de haine et de malédictions, on sentait le besoin de faire acte d'adhésion et de louer, ne fût-ce que par variété, ils donnèrent le signal des applaudissements : dans cette amnistie, bien que limitée, ils virent un premier acte de réconciliation, un acheminement à de plus grandes concessions; ils en parlèrent d'abord avec le miel sur les lèvres, puis avec admiration, enfin avec adoration; on répétait les paroles du pape, on en inventait même, et l'on répandait sur chacun de ses actes, sur toute sa vie passée des anecdotes où respiraient la bienveillance, la finesse, la générosité; on lui attribuait la piété de Pie IV, la fermeté de Sixte-Quint, le vœu de Jules II; enfin, on en fit une idole de fantaisie, en lui prêtant des idées, des actes, un langage, des desseins étrangers à ses vues et à sa volonté: *Vive Pie IX!* fut le cri à la mode, substitué à tous les applaudissements, à toutes les espérances.

6 juillet.

En réalité, c'était un prêtre pieux, qui consacrait chaque jour

plusieurs heures à la prière, et se jetait aux pieds de la Vierge quand des doutes venaient assaillir sa pensée; recherchant le bien avec loyauté, s'il ne voulait pas agrandir la puissance qu'on lui avait transmise, il ne songeait pas non plus à la diminuer. Toutefois, cédant à la plus attrayante des séductions, celle de la faveur populaire, il crut devoir la faire servir d'appui à ses intentions honnêtes, et il sourit à cette pluie de fleurs qui menaçaient de l'étouffer. Des fêtes non interrompues commencèrent à Rome; c'étaient chaque jour des promenades, des hymnes, des sérénades, des battements de mains; des explosions d'allégresse accueillaient le pape quand il sortait, durant sa villégiature, à son retour, et l'on applaudissait à quiconque se disait son ami, son serviteur, son admirateur. Comme il arrive toujours, il était difficile d'assigner les causes de ces enthousiasmes; la plupart agissaient par imitation, et beaucoup avec une sincérité irréfléchie; ceux qui s'apercevaient de l'éblouissement désiraient que cette conspiration de tous les cœurs fût le prélude d'un mouvement, lequel, modéré par le nom auguste du pape, serait sacré pour le peuple, respecté par les rois. Les Italiens surtout y voyaient un éclair de chères espérances; ceux qui « attendaient la régénération du pays de la sainte liberté et de la forte modération, plutôt que des déclamations de la haine, du dénigrement des folliculaires, du despotisme révolutionnaire (1), » croyaient qu'il montrerait combien vaut un prince qui, résolu à faire le bien, se confie en son peuple et ose résister à ses propres amis; les Italiens exaltaient donc Pie IX comme pour donner une leçon aux autres princes.

Dans les Romagnes, ce n'était plus l'esprit de révolte, mais de réforme qui fomentait : elles demandaient le *memorandum* de 1831, multipliaient les pétitions, les démonstrations, les adresses couvertes de milliers de signatures, et voulaient participer au mérite de l'œuvre alors qu'elle n'entraînait aucun danger. Pie IX semblait les encourager en les accueillant; des commissions furent nommées pour étudier la question des réformes, et l'on invita les municipes et les personnes les plus accréditées à en proposer; les journaux eurent la liberté de traiter d'administration et de choses politiques. Le sentiment individuel en fut exalté, et, tandis qu'il s'égarait dans les propositions les plus discordantes, les espérances

1847. 12 mars.

(1) Voir l'*Histoire universelle*. Nous fûmes alors accusé d'avoir loué Grégoire XVI et de n'avoir pas assez exalté Pie IX. Après dix ans, nous appelons de cette sentence.

ne connurent aucune limite d'opportunité, de temps, de lieu : il suffisait, disait-on, qu'un pape à la volonté de fer voulût le bien, fût-ce même contre la nature de la principauté ecclésiastique ; Pie IX ne le faisait pas, donc c'était la faute des cardinaux et des jésuites. 1847.

Attendues quelque temps, les réformes parurent enfin, mais pour se borner à une consulte d'État, formée d'un citoyen par province, choisi par le souverain sur une liste de trois noms que présentaient les légats ; elle était présidée par un cardinal. Plus tard, on décréta un conseil municipal de cent membres, parmi lesquels le pape devait choisir un sénat composé de neuf membres, ce qui rendait à la ville de Rome se représentation civique. 14 avril.

On avait répété à satiété que la papauté était par essence l'ennemie de toute innovation et des institutions libérales, l'alliée nécessaire de l'Autriche et le soutien de l'absolutisme ; or, Pie IX secondait les vœux des libéraux honnêtes, qui ne pouvaient vouloir, présumait-on, que l'indépendance italienne. On prodiguait donc les applaudissements, qui se propagèrent des Romagnes dans le reste de l'Italie, et de là dans le monde : Européens comme Américains, protestants comme catholiques, répétaient *Vive Pie IX !* On voyait son buste dans toutes les maisons ; ses médailles, frappées en métaux de toutes espèces, ornaient toutes les poitrines ; les mouchoirs, les meubles, les jouets offraient son portrait et ses couleurs ; son nom était sur les murailles, dans toutes les bouches, et retentissait dans toutes les langues ; tous voulaient avoir vu l'homme du siècle, et tous voulaient du moins en parler, le louer. Le Grand Turc lui-même lui envoya offrir ses hommages, son amitié, avec la promesse de bien traiter les chrétiens ; les fils de Voltaire se réconciliaient avec un pape qui aurait plu à leur patriarche ; les libéraux incarnaient en lui tout le bien qui pouvait être demandé par les peuples ou fait par les princes ; Mazzini lui-même lui adressait de mystiques exhortations pour qu'il se fît le chef de la grande entreprise. La génération qui a vu ces démonstrations ne pourra jamais les oublier.

Un certain Ange Brunetti, surnommé Ciciruacchio, beau, vigoureux, parléur facile, aux chansons joyeuses, hardi et généreux comme les plébéiens, exerçait une grande influence sur les cabaretiers, les petits marchands, les voituriers, les débitants de vin, parce qu'il intervenait dans leurs contrats, leur rendait des services et, au besoin, leur prêtait de l'argent et le secours de son bras : il se fit comme le représentant de la plèbe auprès de Pie IX ;

1847. c'est lui qui organisait les fêtes, commandait les vociférations ou le silence, et jetait dans les rues les mots d'éloge ou de blâme qu'on lui avait soufflés, et ces mots répétés par vingt mille bouches semblaient l'expression des sentiments du peuple. Dès ce moment Ciciruacchio partagea les triomphes et la célébrité avec Pie IX, et l'entreprise des démonstrations avec le prince de Canino.

Quiconque se rappelait avoir vu, quelques années auparavant, la servante de Royer-Colard portée en triomphe par les jardinières de Paris, souriait et avait pitié de ces manifestations; ceux qui savent que la popularité ne souffre que des esclaves dans les hommes qu'elle choisit pour idoles, s'effrayaient d'applaudissements sous lesquels s'exhalait une odeur révolutionnaire; or, comme ils ne pouvaient parler dans ces moments où l'admiration seule est permise, ils se retirèrent, laissant le pape seul et le plaignant d'avoir cédé à la fascination. Le père Ventura, de Sicile, bon philosophe, et qui avait déduit des scolastiques l'idée du respect pour l'autorité et les droits du peuple, le poussa dans la voie des réformes, dont il croyait que dépendait le bien de la religion; mais il manquait d'expérience. Les hommes ardents trouvaient que le pape n'avançait pas aussi vite que leurs désirs; pour le réchauffer, ils firent donc courir le bruit d'une *grande conjuration :* on devait, disaient-ils, tomber sur le peuple réuni pour célébrer une fête, et l'égorger indistinctement avec des poignards où se lisait *Vive Pie IX ;* les rênes des chevaux seraient coupées, et l'on mettrait le feu aux magasins à foin; les soldats sortiraient en feignant de calmer la sédition, mais l'envenimeraient au contraire; puis, au milieu du carnage et des flammes, on forcerait Pie IX de fuir et d'abdiquer, tandis que les Autrichiens, survenus sous le prétexte de ramener l'ordre, rétabliraient la tyrannie. Les lieux, les personnes, les moyens étaient indiqués; or, dans tout cela il n'y avait de vrai que le désir d'y faire croire, afin d'en profiter pour demander l'armement de tout le peuple dans l'intérêt du pape, comme s'il avait des ennemis. C'était la reproduction d'un incident connu de la révolution de France, et le bon Pie IX publia un ordre pour dissiper ces terreurs artificielles; mais après l'émotion des réjouissances il faut l'émotion de la peur, et l'Europe, comme l'Italie, crut à la grande conjuration, à l'horrible attentat de la ligue austro-jésuitique.

16 juillet.

Les secousses de Rome agitaient tous les pays de l'Italie, qui ne s'apercevaient pas que c'était le commencement d'autre chose qu'une fête. Tout offrait une occasion de démonstrations :

l'anniversaire de la mort des frères Bandiera, de l'expulsion des Autrichiens de Gênes, de la bataille de Gavignana, de l'avénement du pape; la mort de O'Connel à Gênes, celle de Frédéric Confalonieri à Milan, la défaite du *Sunderbund* à Lucerne, donnaient lieu à des parades, à des chants, surtout à des dîners, la manifestation alors la plus usuelle de la joie. Richard Cobden, négociant de Manchester, avait proposé le libre commerce des grains en Angleterre, en le soutenant par tous les artifices légaux qu'offre son pays; enfin, après de grands efforts, il gagna sa cause malgré les propriétaires, qui pour améliorer leurs terres avaient fait d'énormes dépenses, dans l'espoir de s'en dédommager par le haut prix des denrées. La question était entièrement étrangère à l'Italie; mais un voyage qu'il fit dans la Péninsule fut un triomphe pour lui. A Turin, à Gênes, à Rome, à Naples, à Florence, à Milan, les académies le fêtèrent, et les discours chaleureux qu'on y prononçait, répandus par la presse, donnaient à leurs réunions une apparence d'assemblées parlementaires; la liberté générale de commerce était représentée comme le fondement nécessaire de la science économique, comme la sainte alliance des peuples.

L'important, ce n'était pas ce qu'on disait, mais la possibilité et la volonté de le dire; en effet, d'une part, on apprenait que les Italiens avaient aussi le don de la parole, et de l'autre on voyait se former quelques orateurs et des chefs de banquet. On faisait croire au vulgaire des cafés que l'Angleterre avait envoyé Cobden pour sonder l'Italie et fournir sur elle des informations; il en fut dit autant de Cormenin, arrivé de France à cette époque, et qui publia ensuite un opuscule, dans lequel il faisait preuve d'ignorance non-seulement à l'égard de ce qu'on pensait en Italie, mais encore de ce qu'on y disait. Toutefois, les Italiens n'ont pas trop le droit de l'accuser; car, au milieu de la verbeuse éloquence de ces jours, ils montraient une déplorable ignorance des principes légaux et politiques. La coupable insouciance des faits positifs et des maux véritables suggérait des remèdes insensés ou ridicules, et révélait de profonds dissentiments parmi ceux qu'on avait crus jusqu'alors en parfait accord, parce qu'ils étaient d'accord dans la colère ou les gémissements; qu'on avait crus dévoués à la liberté, parce qu'ils étaient unanimes dans le même sentiment de haine.

Dans la placide Toscane, le vieux Fossombroni continuait à donner le mot d'ordre à don Neri Corsini, qu'on lui avait substitué; après la mort de ce dernier, François Ciampini fut mis

à la tête du ministère, et l'on nomma conseiller intime Baldasseroni, mal vu du peuple comme le sont d'ordinaire les financiers. Le premier dissentiment entre le prince et le peuple se manifesta lorsque Renzi, rebelle papal, fuyant de Rimini, obtint la permission de traverser la Toscane sous la promesse de ne plus s'y montrer; mais il y revint de France, fut arrêté comme violateur de sa parole et livré à son prince. Ce fait fut regardé comme une renonciation à l'indépendance nationale; on exalta comme un héros Renzi, qui se montra tout autre dans les prisons romaines.

1846. Janvier.

On vit une nouvelle faiblesse dans le renvoi de Massimo d'Azeglio, à qui cette persécution, accompagnée d'ovations, donna une importance politique. L'opposition s'enhardit alors ; comme Gioberti avait mis à la mode la haine contre les jésuites, on fit à Pise, à l'occasion d'une maison du Sacré-Cœur qu'on voulait y établir, une bruyante démonstration, avec une supplique signée par les professeurs et tous ceux qui tiennent à figurer sur une liste.

Février.

L'élection de Pie IX et ses réformes ajoutèrent des stimulants et du courage. Bettino Ricasoli, dans une pétition, exposait le mécontentement du pays, dont il attribuait la cause à l'immoralité du clergé, au peu d'encouragements donnés à l'instruction, à l'incapacité des employés, à l'absence de bonnes institutions dans la commune et l'ordre économique, à la censure, qui confondait l'avis de l'homme sage avec la suggestion de l'homme turbulent; il demandait une bonne constitution. Un discours de Salvagnoli, puis une foule d'autres, comme il arrive quand c'est devenu à la mode, vinrent appuyer ces réclamations; mais les libéraux eux-mêmes n'étaient pas d'accord, chose ordinaire lorsqu'on embrasse plusieurs objets, et ces dissidences fournissaient aux rétrogrades une puissante objection.

Dès le début, on n'allait guère plus loin que dans le siècle passé, en insistant pour qu'on redonnât de la force aux institutions municipales; mais les hommes intelligents voulurent employer un moteur, la presse clandestine, dont les divers partis firent bientôt usage (1). On fit circuler clandestinement des renseignements, des consolations, même une pétition si modérée qu'on aurait pu l'exposer ouvertement si les Italiens connaissaient la légalité; mais elle fut immédiatement suivie d'une autre avec des exagérations radicales, qui repoussait les améliorations partielles pour

(1) Plus tard, le poëte Montanelli se fit un mérite d'avoir commencé ces presses clandestines et par leur moyen l'agitation de l'Italie et du monde.

demander le bien de l'Italie et la formation d'une seule nation. 1847.
Les libéraux commencèrent alors à se diviser en deux camps, et l'on vit se multiplier, selon l'usage, les satires et les déclamations, qui discréditaient les bonnes pensées et leur faisaient perdre toute influence ; les uns déclamaient contre les sociétés secrètes, les autres contre les stipendiés de l'Autriche : reproches de parti, sur lesquels fabriquent leurs livres ceux qui les écrivent comme les journaux.

L'arcadique Toscane elle-même couvait donc des passions ardentes. Leoli et Bicci, en 1846, avaient fondé à Livourne la société secrète des Progressistes italiens, sous le prétexte d'améliorer l'éducation, mais dans le but d'expulser les Autrichiens et de réunir l'Italie sous Charles-Albert ; ils firent des prosélytes dans les classes inférieures. Découverts, ils furent jugés, et le grand-duc, attribuant leur égarement à une bonne intention, ne leur infligea aucune peine. A Modigliana encore, il y eut tumulte contre la force publique, et le grand-duc fit grâce aux cinquante prévenus ; Pescia et Pistoie eurent aussi des révoltes, dont furent victimes des personnes honnêtes, outre des rapines commises sous prétexte de disette, et le grand-duc pardonna. La plèbe de Livourne, mélange d'individus de toutes nations, était plus turbulente qu'ailleurs ; elle avait pour instigateurs des jeunes gens hardis, et Guerrazzi, qui en répétant sans cesse les mots de concorde et de fraternité produisait tout le contraire ; on craignait donc que les perceurs de corail ne se soulevassent de nouveau.

Léopold, à la nouvelle des réformes de Pie IX, en accorda de semblables, avec une consulte d'État, une grande liberté de presse ; mais, chose remarquable, les pastorales des évêques étaient exceptées de cette liberté. Les étudiants les célébrèrent processionnellement, aux cris de *Vive Léopold et la presse !* mais la foule cria *Vivent les comestibles ! vive le pain à bon marché !* et le cri populaire trouva de l'écho, ce qui fit naître un conflit. A Sienne même, les carabiniers en viennent aux prises avec les jeunes gens, dont un est tué ; le peuple demande que les soldats soient consignés, et le gouvernement cède à ses exigences.

L'université de Pise était envahie par cette indiscipline qui ne souffre pas de supérieurs ; on empêchait de punir les mauvais sujets, et les professeurs austères étaient couverts de huées. L'un d'eux, au milieu des querelles, fut blessé, un élève tué ; cette

1847. victime, digne ou non, obtint de magnifiques funérailles reproduites partout, au milieu d'imprécations contre les carabiniers, naguère portés au ciel parce qu'ils avaient remplacé les sbires, maintenant accusés d'avoir fait aiguiser leurs sabres pour tomber sur les étudiants.

Laugier, ancien militaire napoléonien, jusqu'alors vanté pour les nobles sentiments de son *Histoire militaire des Italiens*, commandait les forces toscanes, et proposait de réprimer ces tumultes par la force; mais, sur le refus du gouvernement, il dut entrer en pourparlers avec Lilla, qui était le Ciriruacchio de Livourne ; dès ce moment il fut en butte à la haine et aux imprécations des libéraux, tandis que les exagérés se sentirent assurés de l'impunité. Quelques Florentins envoyèrent même une épée d'un fin travail au Niçois Joseph Garibaldi, qui, fugitif en 1834, avait gagné l'Amérique, où, au lieu de consumer sa vie à regretter la patrie, il s'était fait soldat d'aventure. A la tête d'une bande d'Italiens, il servit les citoyens de Montévidéo contre Oribe; d'une intelligence peu cultivée, de manières simples et même grossières, désintéressé, absolu, il avait un grand courage, chose très-rare alors; les mazziniens le portèrent donc aux nues, comme pouvant devenir l'épée de l'insurrection italienne.

Déjà le frémissement de cette insurrection était exprimé dans les journaux, qui, à peine en possession de quelque liberté, accrurent de nombre et se distinguèrent par des vues diverses; la *Patria* proclamait l'accord des principes avec la liberté; l'*Italia* espérait la résurrection sous l'influence du pape, combattu par l'*Alba*, qui défendait l'unité nationale et républicaine. Tandis que la marée montante soulève les personnes habiles et qui ont la confiance du peuple, les incapables comprennent qu'ils ne peuvent se faire jour qu'en déchaînant la tempête : alors ils frappent à la tête quiconque s'élève, troublent les mesures de prévoyance, corrompent les conseils, et proposent ce qu'ils feraient s'ils étaient au pouvoir; ne pouvant agir dans l'État et les villes, ils se jettent dans les cafés et les journaux, les deux pivots de cette révolution; soutenus par la populace, qui écoute toujours ceux qui crient davantage et débitent les phrases les plus sonores, ils offrent une apparence de parti, alors qu'ils ne sont qu'une poignée d'égoïstes, sacrifiant la cause publique à leur ambition personnelle. Les concessions du grand-duc paraissaient tardives ou inévitables; aussi, au lieu de lui en savoir gré, on ne cessait de lui présenter d'autres demandes; l'auto-

rité était flagellée alors qu'elle semblait le plus disposée à s'amender; on répandait des insinuations malignes, des soupçons horribles, distillant avec l'art de Judas le blâme dans l'éloge, et cela au moment où l'on ne parlait que de fraternité. D'autres, au contraire, pour faire étalage de libéralisme, proposaient d'ériger des monuments à Pie IX et à Léopold, à Ferruccio et à Savonarola; puis, des réunions, des promenades, des mascarades, des banquets solennisaient les événements journaliers ou les anniversaires.

1847.

L'anniversaire de la mort de Ferruccio fut mémorable; devant une foule innombrable réunie à Gavignana, Guerrazzi prononça un discours dans lequel il peignit avec des couleurs bibliques la force d'un peuple qui put résister à Charles-Quint, maître de deux mondes; rappelant que les discordes fraternelles avaient été la cause de tous les maux, il invitait à jurer une concorde éternelle. En effet, concorde, résurrection, Italie, ère nouvelle étaient les mots que l'on répétait partout, comme si les mêmes personnes reparaissaient partout; les déclamations et tout ce qui est inutile en politique abondaient, et l'on ne disait rien de ce qui est le fondement nécessaire d'une reconstruction.

10 octobre.

Le pape eut à peine accordé la garde civique à Rome, que les Toscans la demandèrent également; car, au milieu de cette fraternité, la tranquillité publique et la propriété semblaient mal garanties par des troupes peu nombreuses et molles. Le grand-duc déclara qu'il ne l'accorderait jamais, et bientôt il dut céder: dans l'édit, il rappelait « que l'ordre et l'observation des lois sont nécessaires à tous les intérêts; que les agitations, au lieu de favoriser le progrès civil, engendrent des discordes, arrêtent l'industrie et le commerce, troublent les intérêts particuliers et généraux, en faisant naître la défiance et la crainte. » Paroles jetées au vent: plus de vingt mille personnes allèrent remercier le prince au milieu de chants et de vivat bruyants; c'étaient partout des processions, des *Te Deum*, des allocutions, des bannières blanches-rouges, des couronnes aux simulacres d'anciens illustres, des ovations à Niccolini pour son *Arnauld de Brescia*; les morceaux de la chaîne enlevée à Porto Pisano, et suspendue en triomphe à Florence, furent détachés et remis à Pise.

Dans cette ville, les manifestations se renouvelèrent avec plus de fracas: l'économiste Mayer, le poëte Montanelli, le philosophe Centofanti firent des inscriptions, des discours, des chants; les gens accourus de la province échangèrent leurs bannières, qui

1847. furent bénites par des moines et des prêtres. Livourne fit encore plus ; des femmes vêtues en amazones maniaient les épées, des vieillards graves discouraient comme des collégiens, et le drapeau tricolore flotta parmi les quinze cents bannières qui, dans ce jour, 8 Septembre. se déployèrent au-dessus de cinquante mille personnes accourues des environs.

Le lendemain (car on s'accrochait à toutes les frivolités), parurent deux des hommes les plus signalés dans les démonstrations romaines, le prince de Canino et l'improvisateur Masi, son secrétaire, avec le costume de la garde nationale de Rome ; on les accueillit avec appareil ; au milieu des éloges passionnés adressés par Guerrazzi au neveu de Napoléon, ils tirèrent et croisèrent leurs épées, invitant tous les citoyens à jurer la sainte cause italienne ; on voulut même, par des huées, contraindre Laugier à prêter ce serment ; mais, en posant son épée sur les autres, il cria *Vive Léopold II !*

12 sept. De nouveaux triomphes les accueillirent à Pise, et leur voiture fut traînéepar des prêtres. A Florence, on leur fit un accueil plus mesuré ; mais la fête se renouvela dans cette ville, où se rendirent des députés de toutes les communes, vingt quatre mille gardes nationaux et cinquante troupes de musiciens, avec un nombre infini de bannières, tous faisant entendre les vivat ordinaires. L'État fournit six millions pour organiser la garde civique, outre la dépense des particuliers, qui se pavanaient dans ses rangs, s'exerçaient à chanter les hymnes, apprenaient la marche et la charge en douze temps ; mais personne, malgré les exhortations des ministres, ne s'enrôlait dans l'armée. Loin de maintenir la tranquillité, on établissait des boutiques dans chaque village pour lire les journaux et déraisonner sur la politique ; les tumultes croissaient, l'épouvante grandissait, et l'on retirait les capitaux de la caisse d'épargne, qui eut besoin d'être aidée par le grand-duc. La lie montait, et l'on ne respectait ni la propriété ni les personnes ; « depuis l'humble château de Castagneto dans la maremme pisane jusqu'à la capitale, il était rare de voir un jour sans de nouveaux tumultes (ZOBI). » Le commerce de Livourne dépérissait, parce que cette agitation enlevait aux étrangers toute sécurité ; les négociants s'en plaignirent, et demandèrent une commission de police, qui fut regardée comme vexatoire. La plèbe, s'érigeant en souveraine, arrêtait et insultait des individus, sous le prétexte que c'étaient des traîtres et des espions ; l'autorité, violentée dans ses instruments, passait des paroles bienveillantes à des mesures

de rigueur, qu'elle laissait sans effet; toute concession était considérée comme un pur devoir, tout frein comme une tyrannie, tout délai comme une trahison ou une lâcheté. 1847.

Le grand-duc nomma une consulte, qui fut mal accueillie parce qu'elle se composait de personnes exerçant déjà de hautes fonctions, et ne représentait ni la richesse ni les intelligences de la province. La législation municipale fut modifiée; on choisit une commission pour rédiger le code civil et criminel, réformer le système municipal. Mais dès le moment où le duc reconnaissait que les lois et les institutions étaient vicieuses, personne ne voulut s'y soumettre; toute nouvelle loi fut dénigrée par ceux qui n'avaient pas été appelés à la discuter; les employés, dans l'attente des réformes, cessèrent de travailler, bien que déjà ils fissent très-peu. Du reste, quelle force pouvaient-ils avoir lorsqu'il était question de tout changer? la circulaire ministérielle du 30 novembre 1847 plaçait « la liberté et les bons employés dans l'exercice de leurs attributions sous la sauvegarde de l'honneur et de la force des magistrats municipaux, de la garde civique et des bons et sages citoyens qui la composaient. » Douloureux aveu d'impuissance !

Comme on voyait le désordre grossir sous la conjuration des applaudissements, les uns en accusaient les mazziniens, les autres Bonaparte ou la ligue austro-jésuitique, mais personne les basses passions et les vils intérêts. Quant à nous, témoin et acteur, maintenant que nous revenons sur ces faits, nous avons de la peine à nous persuader qu'on ne les aperçût point alors ou qu'on les justifiât; car dans ces manifestations on ne voulait trouver que joie, fraternité, réjouissances, espoir de la régénération italienne, et malheur à qui aurait cru le contraire !

Mais les plus grandes espérances s'édifiaient sur Charles-Albert. Ce prince commença à se brouiller avec l'Autriche quand elle frappa les vins, richesse du Piémont, d'un droit si lourd qu'il équivalait à une prohibition. De son côté, il autorisa la Suisse à tirer de Gênes le sel que l'Autriche avait le privilége de lui fournir. De là des dissentiments diplomatiques; or, comme la patrie, de même que la religion, ne connaît pas de fautes inexpiables, il suffit que Charles-Albert montrât à l'Autriche, non pas le poing, mais un visage courroucé, pour qu'il fût considéré comme l'épée de l'Italie, dont Pie était la tête. Les Piémontais s'exaltent; on discute de douanes sur un ton inaccoutumé; on propose la formation d'une société pour la vente des vins, et l'on porte des

1847. toasts dans les banquets; le désir de faire quelque chose, de se trouver en mesure quand les temps viendront se propage dans le pays. A cet effet, une association agricole, dans ses comices, reproduisait en petit les congrès scientifiques; les élections et la présidence faisaient naître des partis, qui se distinguaient en exagérés et modérés, en républicains et constitutionnels; mais le roi, pour trancher cette question, fit de la présidence une charge d'État, et la confia au comte Colobiano. Charles-Albert, fidèle à ses habitudes, laissait écrire, mais sans favoriser les écrivains : il fait frapper une belle médaille sur laquelle, au milieu des effigies de grands Italiens, figure le lion de Savoie déchirant l'aigle, avec ces mots : *J'attends mon astre;* mais il la donne presque en cachette; il permet de fêter Cobden, mais non d'imprimer les discours prononcés à cette occasion; il ne veut pas non plus qu'on imprime ceux des comices agricoles de Casale, et pourtant il envoie à Castagneto une lettre où il dit : « Quel beau jour que celui où retentira le cri de guerre pour l'indépendance de l'Italie! Je monterai à cheval avec mes fils, et me mettrai à la tête de mon armée. »

Ce fut l'étincelle dans un tas de paille; on lui envoya une adresse où se trouvaient ces mots : « Commandez, ô sire! ne soyez retenu par aucune considération pour vos sujets; vie, fortune, nous les donnerons pour vous. » L'effervescence s'accroît, et pourtant Charles-Albert ne décide rien. Il commence à craindre que son peuple ne s'habitue aux tumultes; de son côté, le peuple croit que son roi l'amuse de belles paroles, et il redouble les hymnes à Pie IX; mais, tandis qu'il chante à pleine gorge sur

30 octobre. le passage des *spaldi,* tout à coup « des soldats, des gendarmes, des agents de police débouchent de côtés opposés, les sabres nus et les pistolets au poing, maltraitant, frappant, insultant sans égard hommes, femmes, enfants, vieillards (1). » Dernière velléité de résistance; en effet, Charles-Albert dut bientôt accorder des réformes administratives : tribunal de cassation, débats publics dans les causes criminelles, et liberté plus grande à la presse; transfert de la police des gouverneurs militaires aux intendants; sécurité individuelle garantie; municipes élus à temps, non à vie; rétablissement du ministère de l'intérieur; substitution du mérite à l'ancienneté et à la noblesse dans les promotions militaires.

(1) BROFFERIO; Ranalli dit la même chose, *Les Histoires ital.*, livre IV.

Charles-Albert, comme s'il avait commis un crime, renouvelle le décret contre les rassemblements, et de Turin court à Gênes; mais il y est reçu au milieu d'une allégresse bruyante. Devant le peuple, il déployait la bannière enlevée aux Autrichiens en 1746; devant les prêtres, la bannière de Gioberti, et *Vive Gioberti!* répétait-on violemment auprès du collége des Jésuites; quelques-uns crièrent amnistie, et tous firent écho; d'autres crièrent au roi: *Passe le Tésin, et nous te suivrons tous*, et Charles-Albert, devant ces hommages menaçants, pâlissait et se taisait.

1847.

Mais on songeait moins à développer les réformes qu'à les encadrer d'applaudissements: les journaux de la moyenne Italie se vantaient de valoir autant qu'une armée; dans les dîners renouvelés sans cesse, les futurs orateurs faisaient apprentissage d'éloquence (1); dans les rues comme dans les cabinets, on chantait que l'aigle d'Autriche avait perdu ses ailes, que l'Italie s'était réveillée et que tous demandaient à marcher. A Gênes, les patriciens et les bourgeois se mêlaient à la table des banquets; pour chanter des hymnes, pour un dîner offert aux Turinois, pour une visite à Origina, on négligeait le commerce et les affaires: tous voulaient raisonner de politique, et la seule politique était celle du jour et des énergumènes (2); tous, agiter de l'eau et du savon pour en faire des bulles; tous, se rassasier d'applaudissements en flattant les vues de la multitude, en discourant et en faisant des hymnes sur la bataille de Legnano, sur le siége de Parme, sur l'insurrection de Gênes, de Procida, de Balilla, d'Alexandre III; c'était à qui déclamerait sur la puissance de l'Italie, sur la faiblesse de ses ennemis et l'enthousiasme que sa cause inspirait à tous les peuples; chacun façonnait des panégyriques ampoulés, sans oublier de mettre en tête une calomnie; enfin, par des erreurs cal-

(1) On connaît la cérémonie des toasts dans les rites de la franc-maçonnerie. Sur l'invitation du vénérable, on charge les canons que l'on dispose sur la table; puis il dit: « Portons un toast à une personne qui nous est chère; nous « ferons feu, bon feu, le feu le plus vif et le plus éclatant de tous les feux. « Frères, la main droite à l'épée. — Haut l'épée. — Vive l'épée. — L'épée à la « main gauche. — La main droite aux armes. — Haut les armes. — Visez. — « Feu. — Encore feu. — Bas les armes. — L'arme en avant. — Suivons-nous avec « l'arme. — Bas l'arme. » L'arme, c'est le verre, et la manœuvre consiste à boire. Tout cela revenait à l'esprit dans les dîners d'alors.

(2) Un Lombard, échappé aux sbires, arrivait à Turin au milieu du plus grand fracas du mouvement préparatoire; l'un des plus ardents lui dit: « Et vous, n'avez-vous rien écrit sur la crise actuelle? » César Balbo lui répondit: « Eh quoi? n'a-t-il pas écrit l'Histoire universelle? »

culées et des réticences, les folliculaires faisaient osciller toute renommée entre les ovations et les huées.

Un grand nombre de journaux, parmi lesquels figuraient au premier rang *la Concorde* de Valerio, *la Résurrection* de Cavour et de Balbo, *le Messager* de Brofferio, *le Courrier mercantile* de Papi, agitaient les questions capitales, mais pour les obscurcir. Les déplorables effets des entraves mises à la presse n'apparaissent jamais mieux qu'au moment où les lui enlève. Une commission de censure semblait garantir des excès et des décisions arbitraires d'un seul juge; mais, au contraire, elle servait à couvrir les pires abus, parce que les écrivains ne craignaient aucune répression. En effet, quel censeur aurait eu le courage de supprimer une syllabe, lorsqu'il savait que le lendemain il serait mis au pilori de tous les journaux, peut-être hué dans la rue ou sous ses fenêtres? On ne reculait donc devant aucun excès, comme si l'on avait à cœur de discréditer la liberté de la presse. Des folliculaires, nourris de haine, serviles et rendus audacieux par la peur des autres, intimidaient les hommes sages par leur couardise; les uns voilaient de patriotisme l'espionnage, la manie de dénoncer, de faire rire d'abord, puis de faire trembler; les autres multipliaient les obstacles devant les patriotes qui voulaient le bien, et cela pour leur être substitués, ou du moins pour se faire nommer comme opposants ou motionnaires; puis l'Autriche offrait à tous un thème facile de malédictions, et l'on oubliait que s'il n'est pas généreux de railler un ennemi vaincu, il y a de la légèreté à l'insulter avant de le vaincre. Malheureusement, on ne touchait pas aux ennemis véritables, aux maux éprouvés; on trompait le peuple, très-crédule en temps de révolution et dominé par la passion du moment; on trompait les gens honnêtes, sans expérience, qui ne prévoient pas que l'objet de leur triomphe deviendra bientôt leur condamnation (1).

Or, comme c'était à qui ferait le plus de bruit, en se jetant dans ces déclamations de tribun, qui échauffent d'autant plus qu'on a moins de réserve et de modestie, on passait des réformes politiques aux réformes sociales, on proclamait des doctrines com-

(1) Silvio Pellico s'irritait contre les gâte-métiers; il faisait peu de cas des ovations populaires, des criailleries, des magnanimes actions des héros, qui consistaient à écrire des injures sur les murs et à répandre des calomnies, tandis qu'il croyait la vertu nécessaire, et parmi les vertus il comptait le courage en cas de guerre, *Lettres* 266, 267.

munistes, et l'on déployait le malheureux courage de la provocation. 1847.

Parmi ceux qui pensaient ou affectaient de penser, quelques-uns mettaient de l'importance à obtenir quelque chose; raisonnable ou non, bonne ou mauvaise, toute concession, croyaient-ils, serait une échelle qui permettrait de s'élever à cette hauteur qu'ils n'osaient pas avouer : machiavélisme, où les princes eux-mêmes s'embourbèrent, car s'ils accordaient quelque chose, c'était avec la pensée de ne pas aller plus loin et la résolution de l'éluder. D'autres, néanmoins, méditant sur le passé, cherchaient à se trouver prêts pour les grandes éventualités : ils voyaient que sous des formes très-libres on peut être esclave; que la liberté n'a de base solide que la raison, l'homme dont on prévoit ce qu'il fera le lendemain étant libre, et non celui qui change capricieusement de pensées et d'actes; que la différence des constitutions consiste dans l'essence, non dans la forme; qu'une seule ne peut être appliquée à tous, puisqu'il faut les déduire de ce qu'est et fut un peuple, et de ce que sont ceux qui l'entourent, en un mot de la nature, non de la fantaisie. Les individus qui ne pouvaient nier la justesse de leurs réflexions les accusaient de timidité de cœur, parce que voyant le bien ils disaient qu'on devait l'attendre.

Et l'on avait grandement raison de l'attendre, lorsque tous les princes italiens se montraient convaincus de la nécessité d'améliorer la condition de leurs sujets, sinon en les faisant participer au pouvoir, du moins en ennoblissant leur obéissance; l'occasion était d'autant plus propice qu'elle consolidait la principauté en l'obligeant à donner les réformes avant que le peuple ne les arrachât par force. Mais, tandis qu'on multipliait les ovations à Cobden, on appliquait la doctrine opposée de List, qui avait amené les États germaniques à former une ligue douanière, exclusive, par sa nature, des peuples non associés. On parla d'une ligue italienne pour faire disparaître les barrières des douanes : fait très-important, soit pour l'avantage économique de la Peninsule morcelée, soit pour détourner l'attention sur autre chose que la politique et convaincre les peuples que l'on songeait à leur mieux positif.

« Persuadés que la base véritable et substantielle d'une union italienne est la fusion des intérêts matériels des populations qui forment leurs États, » le pape, le roi de Sardaigne et le duc de Toscane firent une espèce de ligue préliminaire. Le duc de Mo-

1847. dène n'y adhéra point ; mais il promettait le libre passage sur ses États; le roi de Naples aima toujours à faire cause à part. Comme cette œuvre ne pouvait être réalisée que par les princes, il ne restait aux déclamateurs que la ressource des toasts et des articles de journaux ; ils disaient : « Ou l'Autriche y consent, et alors elle se reconnaît étrangère à l'Italie ; ou bien elle y annexe son unique État italien, et celui-ci se trouve séparé de ses autres possessions héréditaires. »

Les nations, plus elles sont civilisées, plus elles contiennent de principes divers, dont la lutte constitue l'histoire ; mais l'utopiste ou l'homme passionné suppose un principe unique, ce qui est conforme à ses inclinations, oublie les autres éléments, et voudrait qu'ils fussent oubliés par tous. Le vulgaire ne voit qu'un homme, qu'un livre, qu'un journal, auquel il sacrifie ses propres convictions, et se jette dans les extrêmes, tandis qu'il faut pour arriver à des accords que les principes opposés soient continuellement limités.

Toutefois, ce moment fut beau et mérite d'être étudié. Les esprits aventureux, même alors que leurs paroles ne connaissaient aucun frein, ne songeaient pas à des actes précipités; personne n'avait recours à la violence, pas même l'Autriche, bien qu'elle en fût accusée et qu'on la provoquât, pas même les meneurs de la rue ; l'Italie semblait être conduite par des princes d'accord avec les populations, par les hardiesses des jeunes gens appuyés du bon sens des vieillards. Au milieu d'une si douce illusion, elle prodiguait les fêtes et les banquets ; elle avait toujours des démonstrations et des triomphes pour quiconque les recherchait par des paroles sympathiques ; les difficultés, on ne les voyait pas, ou l'on s'en moquait. Mais les hymnes de fraternité, gros de colère et d'orgueil, offusquaient les esprits, alors qu'il aurait fallu les éclairer : à Parme, dans la célébration de l'anniversaire de l'avénement de Pie IX, il s'éleva des conflits où des citoyens reçurent des coups et des blessures, même une jeune fille de dix ans, ce qui excita une grande indignation ; il en fut de même à Plaisance, à Modène, à Milan, à Ferrare, où l'on tua le baron Barattelli ; ainsi les jours destinés aux réjouissances finissaient d'habitude par des larmes inattendues. Tous ces faits tenaient en éveil l'Autriche, objet d'une haine qui était l'unique sentiment commun des chants lyriques de l'Italie.

Les nouveaux malheurs de l'Autriche tournaient même à la gloire des princes italiens ; car nous regarderons toujours comme

très-malheureux un gouvernement qui est contraint de recourir à la cruauté pour rétablir l'ordre. Depuis quelque temps les idées libérales s'étaient converties en socialisme : doctrines vieilles, mais rendues très-efficaces dès que les Français les eurent adoptées. Tandis que les libéraux disaient : « L'homme est bon, le gouvernement mauvais, et il faut le réformer, » les socialistes disaient : « La société est mauvaise, il faut la refondre ; tout ce qu'on a tenu jusqu'ici pour bien est mal, et tout ce qui a paru mal est bien ; les passions sont naturelles et par suite bonnes, et les réprimer n'est pas vertu ; donc tout gouvernement est tyrannie, toute sujétion servitude, et l'unique paradis est la terre ; la liberté, l'égalité, la fraternité ne peuvent se combiner avec la superstition chrétienne : il faut donc l'écarter et répudier l'expérience de tant de siècles pour improviser quelque chose de mieux.

1847.

Les éléments de la société se relient dans une union si étroite, qu'on ne peut en éliminer un seul sans décomposer le tout ; l'antithèse du bien et du mal une fois niée, vient à la suite l'unité, c'est-à-dire le panthéisme dans la foi, le despotisme dans les gouvernements ; dès qu'on place l'égalité de tous les hommes soit dans le commandement ou l'obéissance, il ne reste ni nationalité ni monarchie ; on ne doit mettre aucune limite aux passions, aucune à l'exercice de l'activité, ni établir de distinction entre le tien et le mien, et la propriété sera le vol. De là sa forme la plus populaire, le communisme, qui renie la famille et la possession individuelle, voulant que tous aient droit à tout, et que l'homme qui ne travaille pas puisse participer au gain de celui qui travaille.

L'inextinguible haine du pauvre contre le riche fut envenimée par ces théories, que les journaux prêchaient avec leur étourderie habituelle ; tandis que la France creusait en riant un gouffre où l'ordre social devait bientôt s'engloutir, les serfs des pays slaves se soulevaient contre les seigneurs. La Galicie, dans l'inique démembrement de la Pologne, était tombée à l'Autriche, qui s'efforça d'y affranchir les propriétés, d'abolir le servage et de rendre tous les individus égaux devant la loi ; elle était donc haïe par les seigneurs, comme si elle attentait à leurs priviléges, tandis que la plèbe la considérait comme la protectrice de ses droits. Lorsque toute absurdité trouvait créance, on crut que le gouvernement autrichien, pour humilier les riches, excitait les pauvres, et répandait des livres où il était écrit : « Il faut suivre l'Évangile ; « mais qu'enseigne-t-il ? qu'on doit donner à César ce qui est à « César, à Dieu ce qui est à Dieu. Nous connaissons Dieu qui est

1847. « au ciel, et César qui est à Vienne. L'Évangile ne parle ni de « seigneurs ni de propriétaires; les seuls maîtres sont donc Dieu « et César, et nous ne devons rien aux seigneurs qui usurpent ce « qui nous appartient. »

Le fait est que les paysans soulevés saccagèrent, égorgèrent, outragèrent les riches, se plongeant dans ces barbaries, où il est difficile de distinguer le héros de l'assassin, la victime du bourreau, l'instigateur de celui qui réprime. La force armée, les cours martiales, des exécutions féroces domptèrent une insurrection féroce; les horreurs dont on avait souillé le manteau respectable de Marie-Thérèse ternirent le titre de bon, que Ferdinand avait mérité. Toute l'Europe en frémit; le comte de Montalembert, représentant du parti catholique à la chambre des pairs de France, lança des protestations éloquentes au nom de la religion et de l'humanité contre ces massacres, qui parurent mettre l'Autriche au ban des nations civilisées.

La Russie en profita; occupée depuis quelque temps à propager le panslavisme, c'est-à-dire la nationalité de tous les slaves, elle se proposait de les enlever à la Prusse, à l'Autriche, à la Turquie, pour en faire sous son sceptre un peuple de quatre-vingts millions, qui aurait dominé sur toute l'Europe. En effet, ce fut la Russie qui lança la première ce mot de nationalité qui, accepté par imitation, devait être l'étincelle de tant d'incendies (1).

Ce mot retentit même en Allemagne, où la Prusse parut vouloir se mettre à la tête de la nation allemande, en groupant autour d'elle les penseurs et les écrivains, en révélant dans des libelles très-hostiles la déplorable administration de l'Autriche, ses erreurs politiques et surtout le désordre de ses finances. Un assemblage de races diverses d'origine et de civilisation ne pouvait qu'être poussé dans l'abîme par la proclamation de la nationalité. Le ministre Metternich, qui s'était obstiné à ne pas déranger une seule pierre dans la crainte d'ébranler l'édifice entier, avait jusqu'alors triomphé des difficultés à l'extérieur par la supériorité de l'armée, et à l'intérieur par des promesses; mais enfin il se sen-

(1) Étranger, par dévouement à la liberté, aux sociétés secrètes qui la condamnent à une obéissance irrationnelle, nous avons été en situation, comme le savent les contemporains, de les connaître en Italie et au dehors, dans les prisons et les triomphes, c'est-à-dire de pouvoir en parler avec autorité. Nous avons été surpris de ne pas trouver dans tant d'écrits la mention des menées au moyen desquelles la Russie cherchait à se faire des amis des individus riches, intelligents, chargés de hautes fonctions. Venise, principalement, doit s'en souvenir.

tait impuissant contre les nouvelles attaques, et vacillait dans ses résolutions. « Nous avons traversé, écrivait-il à Radetzky, des « jours difficiles; mais nous ne jouirons pas en paix des derniers. « Les temps passés ont exigé de grands efforts; mais ceux d'au-« jourd'hui sont plus tristes. Nous savons lutter contre les corps, « mais la lutte matérielle contre les fantômes, à quoi sert-elle? « et c'est précisément à des fantômes que nous avons affaire; la « fatalité voulait encore qu'il vînt un pape faisant du libéra-« lisme (1). »

1847.

Les princes italiens, grâce à l'humiliation de la grande ennemie, ne craignaient plus d'être entravés dans leurs réformes; mais ils voyaient la nécessité de ne pas lui offrir un prétexte de prendre l'offensive (2); ils voulaient d'abord l'entourer de pays bien organisés, après une transformation régulière du droit intérieur, transformation que l'on croyait opérer au moyen de la conciliation.

Les applaudissements aux princes réformateurs étaient grossis des imprécations lancées contre l'étranger, qui avait un motif réel de s'effrayer; la position de l'Italie devenait donc un sujet de traités et de contestations parmi les étrangers. La France se bornait à donner des encouragements, à dire aux peuples d'avoir confiance; mais elle faisait prévenir les uns et les autres de ne pas sortir des voies légales, et de ne point attendre de remaniement territorial (3). En Angleterre, le ministre Palmerston souriait à la résurrection de l'Italie, en lançant des phrases qui, séparées des précédentes et des postérieures, semblaient des encouragements; il agissait comme le cavalier qui pique le cheval de l'éperon, mais en ayant soin de serrer le frein. Metternich y apercevait la sub-

(1) *Liberalisirend.* Lettre de créance de Metternich à Radetzky pour le comte de Fiquelmont, 22 août 1847.

(2) On soupçonnait que l'Autriche provoquait les démonstrations pour avoir une occasion d'intervenir. Palmerston, le 23 mars 1847, écrivait à Abercromby, ambassadeur à Turin : *I have to request that you will report how for your information lead you to give credit to certain reports which prevail that those manifestation have been in some places secretly encouraged by Austrian agents, in order that they may furnish a pretext for active interference in the internal affairs of some of the independent States of Italy.* Les dépêches postérieures reviennent souvent sur ce sujet. Voir le recueil le plus intéressant sur les événements de ces années, c'est-à-dire *Correspondence respecting the affairs of Italy, presented to the House of lords by comand of her majesty*, 1851.

(3) Dépêche du 18 septembre 1847 du ministre Guizot à Bourgoing, ambassadeur à Turin.

1847. version radicale de la société, une frénésie révolutionnaire, un acheminement à la république fédérative.

Il devinait juste; en cela, il était d'accord avec Mazzini, qui écrivait que tous ces échafaudages des modérés crouleraient bientôt, et que les manifestations du peuple seraient telles, qu'elles forceraient l'Autriche à envahir les pays voisins, avec ou sans leur consentement. Il ajoutait : « Les Italiens sont de grands gar- « çons avec de bons instincts, mais sans ombre d'intelligence et « d'expérience politique, excepté un petit nombre de fripons, « pauvres d'esprit. Les bons doivent se préparer prudemment, « accumuler des moyens, augmenter de plus en plus la haine « contre l'Autriche, et l'irriter par tous les moyens possibles. » Ces desseins n'échappaient pas à Metternich, qui transmit aux cours amies un *memorandum*, dans lequel il dit : « L'Italie est un « nom géographique; l'existence et la circonscription de ses États « souverains et indépendants se fondent sur des principes de droit « public général, corroborés par des traités politiques incontes- « tables; l'empereur est décidé à les respecter, et ne veut rien au « delà de ce qu'il possède, mais il saura le défendre. » Il demandait que les puissances le lui garantissent de nouveau, et prêtassent la main pour éteindre un incendie dont bientôt il serait impossible de triompher. Les cabinets étaient d'accord sur le premier point; mais ils voulaient que chaque État pût se réformer à l'intérieur, sans aucune intervention de la part des autres (1).

2 août.

(1) Dépêche, du 11 septembre 1847, du ministre Palmerston. Le 17 septembre Guizot écrivait que la France respecterait ou ferait respecter l'indépendance des États, et par conséquent le droit qu'ils avaient de régler eux-mêmes leurs affaires intérieures; qu'il importait au bon résultat des réformes qu'elles fussent faites par les princes et les peuples d'accord, mais régulières et progressives; que le pape, qui montrait un profond sentiment de ses droits comme souverain, obtiendrait l'appui et le respect de tous les gouvernements européens; que les exemples donnés par lui et la conduite intelligente de ses sujets exerceraient une influence salutaire sur les princes et les peuples du reste de l'Italie.

Palmerston, dans les instructions données à lord Minto le 18 septembre 1847, lui prescrivait de donner des assurances d'amitié à toute occasion; de dire qu'il avait appris avec déplaisir les menaces de l'Autriche d'occuper une partie des États du Piémont, dans le cas où le roi ferait des concessions dont elle ne serait pas satisfaite, et de le considérer comme une violation des droits internationaux; d'applaudir à l'offre faite par le roi au pape de le défendre; à Rome, de seconder les bonnes intentions du pontife, et de prendre pour base le *memorandum* de 1832.

Mais il paraît que ces menaces de l'Autriche étaient un songe; le comte Solaro de la Margherita, alors ministre de la Sardaigne, le dément entièrement, et déclare n'avoir reçu aucune note relative à l'administration intérieure du pays

Metternich, par un artifice dont sa police faisait un usage habituel, essaya de rendre les populations hostiles au pape en faisant croire qu'il était d'accord avec lui; cette ruse grossière ayant échoué, au moins pour le moment, il résolut de porter la question sur le terrain où il était certainement supérieur, la force, et il occupa Ferrare comme nécessaire à sa sécurité. Les patriotes aux allures théâtrales crièrent *Guerre, guerre !* sans s'apercevoir, selon leur habitude, qu'ils travaillaient au profit de l'ennemi; mais la digne protestation du pape, efficace comme toute parole ferme appuyée sur le droit, le contraignit à se retirer, et lui fit comprendre que le temps des violences n'était pas venu.

Mais si l'on n'avait pas à craindre la force armée de l'ennemi, il en est une autre également tyrannique, celle du vulgaire ignorant et docte, qui déjà commençait à dominer; on la voyait exprimée par des écrits d'une haine violente ou d'éloges nauséabonds, où des gens, habitués jusqu'alors à juger du mérite de danseuses et de chanteurs, tranchaient les questions politiques et provoquaient les clameurs de quelques misérables qui usurpaient le nom sacré de peuple. Or, comme de pareils individus ont besoin de s'attacher à de grandes réputations pour les ronger ou les caresser, aux applaudissements à la mode ils associèrent la mode des malédictions, et non plus contre l'ennemi commun, mais contre des Italiens; on n'exaltait pas Pie IX, Charles-Albert, Léopold, réformateurs, Gioberti et d'autres *italianissimes* comme on disait dans ce temps de superlatifs, sans se déchaîner contre le sanguinaire roi de Naples et les jésuites. Chacun devait avoir son jésuite, et le jésuite, c'était l'émule, l'adversaire, le rival,

(dépêche du 3 septembre). Le 23 septembre, Metternich écrivait lui-même: « Ce n'est pas du côté de l'Autriche que l'indépendance du roi de Sardaigne « pourrait être menacée. Loin d'y songer, le gouvernement impérial, qui « compte ce souverain parmi ses alliés, ne tarderait pas, aussitôt qu'on demanderait son secours, de s'associer à la Grande-Bretagne pour le défendre contre « toute agression extérieure. Uni à la cours de Rome par des liens dont la « double origine ne peut qu'en augmenter la solidité, l'empereur d'Autriche croirait manquer à sa dignité et à sa religion en se défendant du soupçon de vouloir attaquer l'indépendance d'un souverain qui joint à la puissance temporelle le caractère auguste de chef de l'Église catholique, dont l'empereur est « le défenseur naturel. Rien n'est clair et positif comme l'attitude de l'Autriche « à l'égard du saint-père; l'Autriche ne peut faire que des vœux pour la prospérité des États de l'Église et le bon résultat des réformes administratives, « qu'elle a souvent conseillées la première depuis la paix générale; en outre, « dans des événements particuliers, elle a employé ses armes pour défendre « l'autorité souveraine du pape. »

1847. l'homme envié, le bienfaiteur; Metternich écoutait et disait : Heureux, les Italiens se jalouseront; malheureux, ils se maudiront, et vainqueurs ou vaincus, ils seront toujours divisés. »

Les réformes sont l'une des œuvres les plus difficiles pour l'homme d'État, tandis qu'elles semblent peu de chose à l'homme de parti qui, partant d'une idée absolue, arrive nécessairement à un changement radical. S'il existe un pays où ce passage est inévitable, il faut dire que la révolution y était inévitable, et l'Italie se trouvait dans cette condition. Pie IX, bien qu'il jouît d'une popularité sans égale, s'effrayait de l'accélération de ce mouvement, qui menaçait de séparer le grand prêtre du prince réformateur (1). Déjà au mois d'avril 1847 il faisait désapprouver les cercles populaires et les collectes qui sous divers titres se multiplaient au détriment des particuliers; il fallait donc, disait-il, mettre toute confiance en lui seul, comme voulant le bien (2). Puis le cardinal Gizzi, secrétaire d'État, et qui participait à la gloire de Pie IX, assurait que le pape était résolu à poursuivre la réforme de l'administration publique, mais avec une sage gradation, et sans sortir des conditions de la souveraineté et du gouvernement temporel du chef de l'Église catholique, à laquelle on ne peut appliquer certaines formes qui saperaient la souveraineté elle-même; en conséquence, il réprouvait les personnes qui exposaient des pensées contraires à celles-là. Pie IX encore, en instituant un patriarche à Jérusalem, se plaignit qu'on abusât de son nom pour faire de l'opposition aux autorités, et protesta contre cette manière d'agir; dans une lettre au père Perrone, il louait la Compagnie de Jésus comme glorieuse, et la plaçait au-dessus des autres pour les services qu'elle avait rendus à la religion; en ouvrant la Consulte d'État, il déclara avoir fait et vouloir faire ce qu'il croyait le bien véritable, mais non mettre en péril la souveraineté du saint-siége, ni flatter ceux qui y voyaient les éléments d'une institution incompatible avec la souveraineté pontificale.

4 octobre.

(1) Comme il avait écrit à Charles-Albert à peine roi, ainsi Mazzini voulut écrire à Pie IX; il lui disait : « Grâce à l'œuvre du temps, hâtée par vos prédécesseurs et la hiérarchie de l'Église, les croyances sont mortes, le catholicisme s'est perdu dans le despotisme, le protestantisme se perd dans l'anarchie. Regardez autour de vous; vous trouverez des hommes superstitieux ou hypocrites, pas de croyants; l'intelligence marche dans le vide; les méchants adorent le calcul, les biens matériels ; les bons demandent et espèrent, et personne ne croit. »

(2) C'est ce qu'il dit dans l'allocution du 30 avril 1849.

Les individus qui voulaient faire des bénédictions de Pie IX des cartouches à canons ne se décourageaient pas devant ces déclarations, et disaient qu'elles étaient un tribut payé aux exigences de l'étranger; car, les agitateurs et les agités d'alors, ce qu'on voit peut-être en tout temps, avaient pour caractère de nier les faits. D'autre part, survenaient des événements qui compliquaient de plus en plus la situation. François IV de Modène était mort, et son fils, pour satisfaire l'opinion, avait mis en liberté les détenus politiques; il limita à vingt jours au plus les peines correctionnelles, congédia Riccini, ministre de la police odieux, et modéra les excès du pouvoir.

1846. 1er janvier.

A Lucques, l'infant continuait à se grever de dettes; aussi le grand-duc destiné à lui succéder déclara qu'il ne les reconnaîtrait plus, et voulut comme garantie le revenu des douanes et des régales. Les scènes de la Toscane s'étaient reproduites dans cette ville; au milieu des chansons, on assaillit les carabiniers, et parce qu'ils se défendirent, on les traita d'assassins. Le duc éleva la voix contre ces « phrases de gens de lettres et d'écoliers exaltés, » en déclarant qu'il voulait conserver sa monarchie telle qu'il l'avait reçue, petite mais absolue.

1847. Juillet.

A dire vrai, elle était constitutionnelle quand il la reçut des distributeurs de peuples du congrès de Vienne; Louis Fornaciari, galant homme tout occupé d'études de philologie et de bienfaisance, lui écrivit pour le lui rappeler et lui montrer combien il serait utile au peuple et au prince qu'il y eût une constitution. En réponse, destitué de ses fonctions de conseiller d'État et de président du tribunal criminel, il partit pour un exil triomphal. Avec les rumeurs croissent ces applaudissements, qui effrayaient les princes, comme le tocsin les effraya bientôt; on arrête quelques jeunes gens, mais il faut les relâcher; le marquis Mazzarosa, chef du conseil des ministres, parvient à convaincre le duc de la nécessité d'accorder des réformes. Fatigué des nouvelles complications, le duc abdique, avançant ainsi le moment de l'accession de ce duché à la Toscane.

Octobre.

Lucques devenait une ville secondaire dans cette Toscane dont elle avait été la capitale aux temps des Longbards; toutefois, à cause des applaudissements qu'il était alors de mode de prodiguer au grand-duc, le sacrifice fut accepté avec joie. Mais, selon les stipulations de Vienne, on devait détacher Pontremoli pour le joindre au Parmesan, tandis que les districts lunois de Fivizzano, de Pietrasanta et de Barga étaient destinés au duc de Modène;

1847. au milieu de la fête bruyante alors préparée, on vit donc apparaître l'étendard noir des citoyens de Luni, qui refusaient de tomber sous la domination du duc de Modène. Le grand-duc dut promettre de tenir compte de leur demande; les exaltés de Florence et de Lucques crièrent qu'ils ne voulaient pas se séparer de ces frères, ne fût-ce que pour faire dépit à l'Autriche; mais le duc de Modène, fort du droit qui lui accordait ces districts, envoya des soldats pour les occuper.

4 novembre. Les citoyens de Luni se défendent, et quelques individus périssent dans la collision; on proteste, on réclame la médiation du pape et de Charles-Albert; néanmoins, le duc de Modène conserve sa possession, sauf à laisser au grand-duc Pontremoli jusqu'à 17 décembre. la mort de Marie-Louise, laquelle mourut alors. Charles-Louis de Bourbon devient duc de Parme et de Plaisance; Pontremoli même cesse d'appartenir à la famille toscane, qui ajoutait cent dix-huit milles de territoire à ses huit mille vingt-quatre. Lucques, dépouillée de son autonomie, obtient une cour d'appel; mais Pise demande à être placée sous sa juridiction; d'où des zizanies, des protestations, des tumultes, parce que dans ces jours tout incident prenait l'importance d'un grand fait et devenait une occasion de conflits ou de fraternisation, d'applaudissements ou de colère: c'était par ces moyens que l'on croyait conquérir l'indépendance et la liberté; en attendant, l'autorité publique et la tranquillité disparaissaient, et les véritables amis de l'Italie apercevaient une sombre tempête sous les applaudissements (1).

(1) Les chambres de France ayant été ouvertes au mois de janvier 1848, Montalembert se plaignit que dans le discours du trône on n'eût pas fait mention du mouvement de l'Italie et du pape; que Pie IX était entré généreusement dans une voie où il avait besoin d'appui, tandis que le pontife et les princes qui commençaient à l'imiter se trouvaient douloureusement isolés entre un parti de vieux abus et les violences des exaltés; que l'on qualifiait de rétrograde la politique de Pie IX au moment où, protestant contre l'occupation de Ferrare, il soutenait noblement l'indépendance et la dignité de l'Italie; qu'il était temps que les hommes du progrès en Italie se séparassent des partisans du désordre, et que le gouvernement cessât d'être dans la rue; que l'indépendance temporelle du pape était une condition indispensable pour l'existence régulière et la sécurité de l'Église catholique dans le monde entier; que le pape devait être affranchi non-seulement du joug étranger, mais du joug des factions et des émeutes; qu'il fallait inspirer au peuple romain du courage contre l'Autriche, mais aussi contre ceux qui voudraient spéculer sur le mouvement italien et le déshonorer; contre les dénonciations des proscrits de la veille, qui veulent devenir proscripteurs le lendemain; qu'il fallait enfin lui inspirer du courage pour montrer au monde ce qu'est une révolution pure, honnête, en un mot chrétienne.

En effet, au commencement de 1848, l'effervescence régnait à Livourne, et les répressions ne firent que l'augmenter; le peuple s'agite parce qu'on tarde à publier le décret qui doit instituer la garde civique, jugée nécessaire pour se défendre contre les Autrichiens; l'autorité à chaque instant est contrainte de parlementer avec la tourbe, et comme elle n'a point de soldats pour la réprimer, il faut qu'elle pactise avec les perturbateurs, ce qui lui fait perdre toute valeur morale. Une proclamation disait : « Toscans ! « devant votre conscience, devant le monde et l'histoire, vous « avez offert spontanément vos vies et vos biens pour soutenir vos « frères de Fivizzano et de Pontremoli; cependant Fivizzano a été « abandonné, et l'on abandonne Pontremoli. Parjures, pourquoi « avez-vous juré? fanfarons, pourquoi vous êtes-vous vantés? « lâches, pourquoi avez-vous fait parade de générosité? Arrière, « esclaves pleureurs; apprenez à dormir tranquilles dans le lit de

1848.

Il faut lire les discours prononcés à cette occasion par Saint-Aulaire, Dupin, Hugo, Cousin, plus ou moins libéraux, mais plus que ceux que fit entendre l'assemblée républicaine. Dans sa réponse, le ministre Guizot déclara que le trône voulait favoriser les libertés italiennes, dont le meilleur fondement était le pape : « Il a fait une grande chose, qui depuis des siècles n'était venue à l'esprit « d'aucun souverain; il a entrepris volontairement et sincèrement la réforme in- « térieure de ses États. Fait immense, qui suffit à lui mériter une immense « confiance, et que les Italiens seraient impardonnables de ne pas lui conserver « tout entière. Mais que manque-t-il à la plupart des grands réformateurs? un « point d'arrêt, un principe de résistance. Le mouvement une fois imprimé, ils « s'y abandonnent eux-mêmes, et sont entraînés bien au delà de leur pensée. « Dans la situation du pape, à côté d'un principe admirable et puissant de ré- « formes, il y a un principe admirable et puissant de résistance. On dit que le « catholicisme est irréconciliable avec la liberté; cela veut dire que la souverai- « neté spirituelle du pape, que la papauté elle-même seront inquiétées, mena- « cées, et que le pape a grand besoin, grand'raison de veiller. Je sais que les « révolutionnaires sont arrogants, et font peu de cas de la religion, du catho- « licisme, de la papauté, et croient les entraîner comme le ferait un torrent. « Plusieurs fois, ils ont cru avoir détruit ces anciennes croyances de la société « humaine; mais elles ont reparu après eux, et plus grandes qu'eux, etc. »

Il ajoutait : « Nous respectons l'organisation actuelle de l'Europe; nous aimons « le mouvement italien, mais à la condition qu'il restera dans les limites de ré- « formes intérieures. Dans ce but, nous avons cherché à former autour des « princes un parti modéré; mais nous avons échoué, et l'avenir de l'Italie nous « tient dans une grave sollicitude. L'Autriche voit son existence menacée; « avons-nous le droit de l'empêcher de veiller à sa défense et de se prémunir? « Ce qui nous est permis, c'est de demander qu'elle ne s'oppose pas aux amé- « liorations intérieures, et n'attente pas à l'indépendance des princes italiens; « et j'assure que rien de contraire à cela ne sera fait tant que les Italiens sui- « vront un sage libéralisme sans intervention de passions révolutionnaires. » Séance du 12 janvier 1848.

1848. « votre lâcheté. L'ennemi ne vous estime pas, et pourtant il em-
« ploie toute vilaine et dégoûtante tromperie pour faire que, lors-
« qu'il se jettera sur nous, il trouve les cœurs entièrement avilis,
« les mains désarmées, et pour que son entrée sur notre territoire
« soit une promenade militaire. Et nos hommes d'État se fient
« aux protestations de bonne alliance avec l'Autrichien, comme
« si les cabinets n'étaient pas envahis par l'unique doctrine des
« *faits accomplis*, qui signifie : *Le faible qui s'est laissé vaincre*
« *a tort; le niais qui s'est laissé tromper a tort; celui qui est*
« *mort est mort, jetez un peu d'eau bénite sur son cercueil, et re-*
« *citez-lui un* requiem !

« O ministres, vous êtes des traîtres; que vous le soyez par in-
« capacité ou perversité, la conséquence est toujours la même.
« Retirez-vous, traîtres et lâches; retirez-vous, arcades, sophis-
« tes, doctrinaires ! Les destinées d'un peuple sont un poids trop
« lourd pour vos mains d'eunuques et de nains. La patrie est en
« danger ! Or, savez-vous comment on fait pour la sauver, ô
« Toscans? On appelle des hommes qui ne craignent pas de
« mourir, et se mettent, bon gré mal gré, au timon de l'État d'ac-
« cord avec le prince; on déclare la patrie en danger, on installe
« des commissions qui siègent en permanence, et l'on ouvre des
« emprunts; on charge des gens de préparer des armes, on fabri-
« que trois cent mille piques avec une coudée de fer et deux de
« manche; on construit des fourneaux pour fondre des canons;
« on prend le cuivre, le laiton, le bronze des maisons et les clo-
« ches des églises; on écrit sur les autels les noms des volon-
« taires pour marcher contre l'ennemi; on prie les femmes de
« préparer du linge et de la charpie pour les blessés; on rassem-
« ble les chevaux des riches oisifs pour le transport des canons;
« les peureux font entendre un rugissement de terreur la pre-
« mière fois; la seconde, gare ! C'est ainsi qu'on sauve la patrie;
« si l'on ne vainc pas, on meurt avec honneur, et on laisse un
« nom célèbre, à ses enfants un legs de vengeance, aux peuples
« un exemple de gloire à imiter. Toscans, la patrie est en danger !
« Ce cri, s'il est étouffé par les traîtres, qu'il serve du moins à
« faire connaître que tous parmi les Toscans ne furent pas lâ-
« ches, ignorants, incapables, et que l'infamie retombe sur qui
« de droit. »

Cette proclamation incendiaire jetée au milieu d'un peuple si doux, cette inoculation de fureurs civiles inspirée par le désir de produire une amplification de rhétorique, furent le malheur de

l'Italie; c'était une imitation des fanfares que les Romagnols avaient fait entendre à l'occupation de Ferrare; mais s'il importait alors de se montrer unanimes contre l'envahisseur, il fallait maintenant, au contraire, dissimuler les misérables discordes. On crut voir le pays en flammes, et l'autorité, comme les gens d'ordre, fut saisie d'effroi; les communes envoyèrent des adresses au prince avec offre d'argent et de bras pour étouffer la rébellion menaçante; mais elles aggravaient le mal en accusant les Livournois et quelques personnes en particulier. Les journalistes, selon leur habitude, envenimaient la blessure. Celso Mazzucchi, envoyé par le ministre Ridolfi pour s'assurer de l'état de Livourne, n'osa point exécuter l'ordre d'éloigner La Cecilia, Fabrizzi, Pescantini, agitateurs du peuple. Une émeute éclata, et rien ne put calmer le peuple, bien que Léopold assurât qu'il n'existait aucun danger, et que s'il y en avait, il l'affronterait et triompherait; car il était résolu, disait-il, à s'occuper des réformes, qui d'ailleurs ne pouvaient s'accomplir au milieu du désordre; il chargeait la garde nationale de maintenir la tranquillité dans Florence, Lucques et Pise. Mais une députation livournoise, qui demandait des armes, se mit à délibérer, et accusa le gouvernement; les apôtres de la Jeune Italie, qui assuraient que « le sang des martyrs de cette société avait été non moins précieux que nos encriers » (1), se hâtèrent eux-mêmes de blâmer ces mouvements et de séparer leur cause de celle du parti livournois. Ridolfi accourut, et trouva un appui dans le peuple du laborieux quartier appelé Venezia, qui le soutint même par les armes; ce ministre ayant voulu savoir ce que le prince pourrait faire pour eux, un certain Pedani, au nom des autres, demanda une école. Le gouvernement reprit le dessus, et Guerrazzi, avec quelques autres, fut conduit à Porto-Ferrajo, au milieu des huées de la populace, qui la veille le portait aux nues.

6 janvier.

De nouveaux accidents vinrent changer le caractère du mouvement italien. Nous avons déjà fait connaître l'état du royaume napolitain, pays d'un avenir si splendide, et dont le présent était si ténébreux. L'aspiration nationale qui exaltait le reste de l'Italie, ne s'était pas communiquée aux Siciliens, lesquels se souvenaient des Normands, des Souabes, de leur ancien parlement et de la prospérité que leur procura quelque temps l'ingérence anglaise,

(1) Voir le n° 34 de l'*Italie*, journal de Pise, écrit ou inspiré par Montanelli, qui blâme avec énergie le parti de Livourne,

1848. prospérité dérivée de conditions exceptionnelles : en effet, l'île avait seule joui de la paix durant les guerres napoléoniennes ; au milieu du blocus continental, elle offrait un entrepôt à la contrebande britannique, qui tous les ans y envoyait pour cent cinquante millions de marchandises. La constitution de 1812, donnée sous les auspices des Anglais, laissa intacts la féodalité, les mainmortes en très-grand nombre, le droit de primogéniture et autres maux sur lesquels une révolution peut passer une éponge trempée de sang, tandis qu'un gouvernement régulier, quoique bien inspiré, ne les abolit que peu à peu.

L'Angleterre s'était faite garante de cette constitution; mais Ferdinand II n'en tint aucun compte; il accrut les impôts, qui d'abord étaient fixés à un million deux cent quatre-vingt-sept mille six cent quatre-vingt-sept onces par an, et ne convoqua plus le parlement. Dès ce moment les Siciliens conçurent une haine mortelle contre la maison régnante, regardèrent les Napolitains comme des étrangers et des oppresseurs, et, négligeant l'Italie, ne songèrent qu'à recouvrer la constitution de 1812. Le prince de Castelnuovo légua vingt mille onces à l'homme d'État qui amènerait le roi à la reconnaître ; le prince de Villafranca, vieillard, ne cessait de protester dans ce sens, et beaucoup de livres respiraient les mêmes sentiments. Lanza, dans les *Considérations* sur l'histoire de Botta, repousse hardiment l'union avec la terre ferme, préfère au royaume de Charles III celui de Victor-Amédée comme étant éloigné, et laisse à d'autres « la précieuse chimère de l'unité italique, dans laquelle, pour le plus grand dommage de l'Italie elle-même, sont tombés les hommes inexpérimentés et mal avisés, entraînés par les cris de novateurs (p. 421). » Michel Amari, dans le récit de la guerre des Vêpres siciliennes, qualifie d'étrangers Jean de Procida et Roger de Loria, leur enlevant l'auréole nationale pour en ceindre le peuple sicilien (1). Palmieri écrivit sur la constitution sicilienne dans un sens tout aristocratique et avec des allusions mordantes.

(1) Après avoir parlé de Roger de Loria et de Jean de Procida, il termine par ces mots : « C'est ainsi que laissaient la Sicile les deux *étrangers*, l'un et l'autre coupables de trahison, et si fameux dans la révolution des Vêpres siciliennes, l'un né en Calabre, etc... Moins âgé que lui, Jean de Procida... mourut avant que, pour prix de son infamie, il recouvrât son État sur le territoire de Naples. » Dans l'édition de 1855, il dit que son livre « naquit des passions qui fermentaient en Sicile avant 1848, et comme manifestation politique; » il déclare qu'alors les patriotes siciliens visaient à une forme de gouvernement différente

L'île, il est vrai, n'avait plus ni cour ni ministères comme à l'époque normande, mais elle jouissait de faveurs exceptionnelles ; elle ne connaissait ni le papier timbré, ni le monopole du tabac, ni la conscription ; toutefois, outre les inconvénients d'un gouvernement lointain, elle n'avait que très-peu d'institutions, et ses routes étaient mauvaises. Quiconque voyait cette île, autrefois le grenier de l'Italie, maintenant peu habitée, couverte de ruines, avec des campagnes incultes ou converties en marais, et d'autres où ne paissaient que de misérables troupeaux de brebis ; quiconque y remarquait l'adresse des habitants, leur amour de la patrie, leur soif de réformes, appelait de tous ses vœux le moment où elle redeviendrait le centre du commerce de la Méditerranée, et la pourvoyeuse des navires se dirigeant vers l'extrême Orient. Mais était-il juste d'imputer tous les maux au gouvernement, et cela suffisait-il ?

1848.

Nous avons que vu les Siciliens n'avaient pas voulu s'associer à la révolution napolitaine de 1821, refus qui contribua beaucoup à la faire échouer. Les réactions qui en furent la suite envenimaient les plaies ; or, bien que Ferdinand, né en Sicile, déclarât qu'il voulait les guérir, elles étaient trop invétérées pour que le bon vouloir suffît. Il nomma vice-roi de l'île le comte de Syracuse, son frère, ce qui fit naître l'espoir qu'il voulait le faire roi indépendant ; mais bientôt Ferdinand, en ayant conçu des soupçons, le remplaça par le Suisse Tschudi. Les haines en furent envenimées, et tout donnait lieu à des démonstrations, l'arrivée d'un magistrat, une fête messinoise, la mort de Bellini ; le mécontentement, qui était fomenté par les nobles, le clergé, les jésuites, éclatait parfois, surtout en 1837 à l'occasion du choléra. Le soulèvement fut comprimé par des moyens féroces, et l'on supprima le ministère distinct qu'on avait institué en 1833, l'administration spéciale, les juridictions patrimoniales, la féodalité ; en

1835.

de celle à laquelle ils aspirent aujourd'hui, et qu'à cette époque, « sauf une école inspirée par la foi catholique, » et pourtant accusée de marcher trop loin des idées pratiques et possibles, le reste des Italiens inclinait vers les transactions, les expédients, le moindre mal ; chaque province avait foi dans un remède empirique, à elle particulier. Il fait observer lui-même que son livre, persécuté par le gouvernement napolitain, ne le fut pas par la cour de Rome, « attendu qu'elle feignait, par hypocrisie guelfe, de sourire aux idées de l'émancipation italienne. »

Rubieri, dans le *Spectateur* de Florence, défendit la gloire de Jean de Procida, d'après des documents non nouveaux, mais qu'Amari ignora, ou dont il ne voulut pas tirer toutes les conséquences.

même temps on décréta trente-quatre routes, un nouveau cadastre, le partage entre les pauvres des terres domaniales; mais les décrets étaient mal exécutés; puis, on trouvait mauvaises toutes les mesures qui venaient de Naples. Le roi, qui s'y rendit en personne en 1843, fut accueilli silencieusement; on se réjouissait de toute humiliation qu'il avait à subir (1). Les atteintes portées à la féodalité déplurent aux barons, les impôts au peuple.

Les sociétés secrètes de la Sicile ne suivaient pas la même voie que celles du continent, parce qu'elles tendaient à un but différent; en effet, les Siciliens tournaient leurs regards vers le passé, non vers l'avenir commun, vers la constitution nationale et historique qu'on leur avait ravie, non vers l'unité italique; municipaux plus que nationaux, le peuple et les nobles considéraient les Napolitains comme étrangers. Néanmoins, ces sociétés avaient fini par s'entendre avec celles du continent napolitain pour réclamer tour à tour des franchises partielles, sauf à poursuivre leurs demandes jusqu'à ce qu'elles eussent obtenu la constitution. Mais, lorsque les haines fermentent, toute étincelle allume l'incendie, de manière que, quels que soient les faits particuliers, la cause provient également de l'offenseur et de l'offensé.

1847. septembre.

Une de ces étincelles mit le feu à Messine, qui fut éteint dans le sang; mais on recueillit le nom de chaque *martyr*, en exaltant surtout le silence de ceux qui recélèrent les complices, malgré les menaces du gouvernement et les grosses sommes d'argent qu'il promettait à quiconque les livrerait. Dans le même temps, Geraci et Reggio se soulevaient sous Jean Dominique Romeo; cette insurrection fut comprimée sans peine, et un neveu de Romeo dut promener sa tête dans les rues; des peines moindres furent infligées à beaucoup d'autres. Mais l'écho répétait en Sicile les applaudissements prodigués à Pie IX; à l'imitation de Naples, les promenades de la villa Giulia et les théâtres retentissaient d'hymnes patriotiques, et les couleurs italiennes flottaient dans l'île. Messine fit des manifestations plus bruyantes; mais parce qu'elles furent suivies, comme ailleurs, de vols et de crimes, on accusa la police d'avoir mis en liberté des mal-

(1) Gualterio assure que l'humiliation du roi dans l'affaire des soufres y fit un grand plaisir. Nous nous trouvions dans le royaume à cette époque, et nous n'eûmes pas lieu de le remarquer.

1848.

faiteurs pour les commettre. La presse clandestine se donnait libre carrière, et revendiquait les anciens droits; enfin, elle provoqua au soulèvement. Le 12 janvier 1848, jour de fête pour le roi, Palerme s'insurge, d'accord avec Trapani, Messine, Catane et Girgenti; vainqueur aux barricades, le peuple institue un gouvernement provisoire présidé par Roger Settimo, qui avait été lieutenant général dans la révolution de 1820; des gens accourent de la campagne, on désarme les quelques soldats, et les brigands Scordato et Miceti sont transformés en héros; on organise les *Compagnons d'armes*, ancienne institution, qui rend chaque district responsable des vols commis dans la campagne, et l'on demande pour la Sicile un gouvernement séparé.

Le roi promet que l'île administrera la justice à tous les degrès; que les emplois civils et les dignités ecclésiastiques ne seront donnés qu'à des Siciliens, et pourtant ces concessions ne les apaisent pas; alors, il fait demander ce qu'ils veulent, et il reçoit cette réponse : « On ne posera les armes que lorsque la Sicile réunie en parlement général, appropriera aux temps sa constitution de 1812. » Dans ces circonstances critiques, que reste-t-il à faire au gouvernement? S'il n'a point de soldats comme la Toscane ou le pape, il abandonne le pays à l'anarchie; s'il en a, il comprend que le premier devoir d'un être quelconque est de se conserver, et il emploie la force, au moins pour s'assurer si le mouvement est l'expression de la volonté nationale ou le fait d'un petit nombre. Le roi de Naples envoya le comte d'Aquila, son frère, avec neuf bateaux à vapeur qui, sur le refus des habitants de se prêter à des arrangements, commencèrent à bombarder Palerme; mais les consuls étrangers s'interposèrent, et firent suspendre les hostilités, la mode d'alors étant de donner raison aux peuples (1).

15 janvier.

L'Italie rugit alors contre le *roi bombardeur*. Naples, encouragée par la résistance des Siciliens, demandait, au milieu des

(1) La Farina dit que le comité napolitain était d'accord sur la forme du gouvernement qui serait proclamé en Sicile; mais quand l'explosion eut lieu, il empêcha la jeunesse de se soulever, et laissa expédier les troupes, etc...; il blâme les régnicoles de s'être bornés à des suppliques et à des applaudissements, ce dont il accuse ceux « qui avaient pris la direction de ces mouvements; plus tard, on découvrit que plusieurs de ces hommes trahissaient, et d'autres étaient incapables; tous enfin, par faiblesse ou perfidie, perdirent Naples, la Sicile et toute l'Italie; » vol. III, p. 170. C'est ainsi que la passion peut même égarer les belles intelligences.

1848. applaudissements et des huées, ces réformes qui faisaient déjà tressaillir l'Italie. Le roi hésitait, et son incertitude enhardissait les démonstrations, auxquelles il sacrifia, pour leur donner un commencement de satisfaction, les deux boucs émissaires de la haine bruyante, son confesseur Cocle et del Carretto, ministre de la police. Ce dernier depuis dix-sept ans le servait avec ce zèle qui affronte l'exécration publique; jeté subitement sur un navire, il n'eut pas même le temps de faire ses adieux à sa famille. Le bateau qui le portait toucha à Livourne pour s'approvisionner de charbon et d'eau; mais la plèbe en tumulte s'y opposa, et commença même à crier que le roi de Naples s'y trouvait : bien que l'honorable capitaine assurât le contraire, en protestant contre un acte inhumain qui mettait son navire en danger; bien que le ministre Ridolfi eût fait publier que « le gouvernement ne transigerait jamais avec l'émeute, » il fallut se résigner et remettre à la voile. A Gênes, nouvelle fureur, et l'on eut beaucoup de peine à empêcher que les huées ne se convertissent en actes de violence; enfin, le navire put aborder dans un port de France.

Naples n'avait pas besoin des concessions administratives des autres pays; elle avait déjà la consulte d'État, les conseils provinciaux, la garde nationale; le roi n'eut donc pas à les créer, mais à les étendre. Toutefois, on accueillait mal tout ce qui venait de lui; ces concessions furent déclarées insuffisantes; on vit un piége dans la liberté de la presse, et la large amnistie pour les criminels d'État ne trouva que des censeurs. Un ministère de libéraux, et même de proscrits est formé; mais il ne suffit pas; on crie déjà *Vive la constitution!* mais le peuple répond *Vive le roi!*

27 janvier. Il en résulte une lutte où la garde nationale combat contre les troupes. Le roi comprit alors que ce mouvement ne pourrait être comprimé sans une grande effusion de sang; en conséquence, bien que maître des forts qui pouvaient détruire Naples, et malgré les suggestions contraires des puissances du Nord (1), il ne voulut pas se borner, comme les autres princes, à certaines modifications : mais, « informé que ses sujets bien aimés désirent des garanties et une constitution conformes à la civilisation actuelle, » de sa propre volonté, il accorde une constitution « au nom redouté de l'omnipotent et très-saint Dieu, un et triple, à qui

(1) C'est ce qu'atteste l'amiral Napier dans une lettre du 31 janvier, dans la *Correspondance* citée.

1848.

seul est donné de lire dans le fond des cœurs ; il le prend hautement pour juge de la pureté de ses intentions et de la franche loyauté avec laquelle il est résolu à entrer dans ces nouvelles voies d'ordre politique. »

28 janvier.

On institua aussitôt un nouveau ministère, présidé par Serra-Capriola et composé de Dentice, Torella, Garzia, Bonanni, Bozzelli et du Sicilien Scovazzo; la police fut confiée à Charles Poerio, fils, neveu, frère, cousin d'exilés et lui-même incarcéré trois fois. Bozzelli, connu par des écrits littéraires et réfugié en France depuis 1821, fut chargé de rédiger la constitution; il la modela sur celle de France, c'est-à-dire sur une charte qui dans l'espace de trente ans n'avait pu donner la tranquillité à ce pays, et qui même devait bientôt disparaître (1). Cette constitution reposait sur les bases suivantes : monarchie constitutionnelle, religion catholique; pouvoir exécutif partagé entre le roi et le parlement, composé de deux chambres : une de pairs, choisis à vie par le roi parmi les propriétaires ayant au moins trois mille ducats de revenu sujet à l'impôt; l'autre quinquennale, composée d'un député par quarante mille habitants, propriétaire, non fonctionnaire amovible, ni ecclésiastique; indépendance du pouvoir judiciaire; l'exécutif appartient au roi et aux ministres responsables, qui ont la parole dans le parlement, mais sans pouvoir voter; plus de troupes étrangères; garde nationale, avec des officiers élus jusqu'au capitaine, et à partir de ce dernier nommés par le roi; droit de pétition; égalité des citoyens devant la loi; liberté de la presse excepté en matières religieuses; abolition de toute condamnation pour délits politiques. Le roi lui-même décrétait ensuite qu'on ajouterait à la bannière bourbonniene les trois couleurs italiennes.

10 février.

23 février.

Une fois les réformes données à Rome, il fallut les donner partout; une fois la constitution donnée à Naples, il fallut en faire autant ailleurs, grâce à cette solidarité d'intérêts dans laquelle quelques individus se contenteront de ne voir qu'une mode. Si de pareilles concessions effrayèrent ceux qui croyaient qu'on doit façonner graduellement le peuple à la vie politique et lui mesurer les libertés peu à peu, les exaltés en tressaillirent de joie; dans la mobile admiration des journaux, le nom du roi bombardeur fut élevé au-dessus des trois réformateurs, quoiqu'il retentît à

(1) C'était la cinquième constitution que dans un demi-siècle on proclamait dans le royaume de Naples : en 1799, celle de la république parthénopéenne; en 1808, celle du roi Joseph; en 1815, celle de Murat; en 1820, celle de Ferdinand,

1848. côté de l'*italique Palerme*, de cette Palerme qui le repoussait et le maudissait. Les applaudissements au nouveau fétiche deviennent un prétexte à de violentes clameurs dans Livourne ; on demande la délivrance de Guerrazzi, qui se fait aussitôt le chef d'un comité ; Montanelli, Ricci, Fabrizzi prêchent dans les cercles, et d'autres s'enivrent dans les gazettes. Les mêmes faits se produisent ailleurs, et si le *Vive Pie IX* avait épouvanté les absolutistes, le *Vive Ferdinand* fit comprendre aux princes qu'il était indispensable de l'imiter.

Déjà la pieuse majesté de Pie IX avait succombé aux clameurs de la rue, et la conjuration des ovations lui était devenue plus funeste que celle des couteaux à ses prédécesseurs. On lui avait fait parvenir, non par l'intermédiaire de la Consulte, mais de Ciriruacchio, « des demandes du peuple romain, » qui exigeaient la liberté de la presse, le renvoi des jésuites, l'émancipation des juifs, des écoles d'économie politique, la colonisation de la Campagne romaine, l'abolition de la loterie ; en outre, elles portaient qu'il fallait rendre publiques les délibérations de la Consulte, délivrer vingt-quatre détenus politiques, s'armer, mettre un frein aux abus du pouvoir, abolir les fermes camérales et les fidéicommis, réformer les mainmortes. Plus tard, on présenta à la Consulte d'État une pétition où on lisait : « Si la prudence ne peut assigner « les limites de l'enthousiasme, et si la voix des modérés n'est pas « écoutée, que la faute et la peine retombent sur ceux qui trompent les gouvernements et trahissent les peuples, en cachant « aux premiers la vérité des faits, et en poussant les derniers à « entrer par désespoir dans les voies illégales dès qu'ils voient « méprisées leurs justes demandes. »

1847. 27 octobre.

Les agitateurs du peuple pouvaient donc menacer, implanter le despotisme. Les journaux, excités par Pierre Sterbini, détruisaient l'une après l'autre les réputations des personnes dont le pape s'entourait ; ils demandèrent l'armement, et comme les ministres s'y opposaient, on proposa de les chasser, eux, les jésuites et les partisans de l'Autriche ; le sénateur dut le promettre, et Ciriruacchio dit : « Je me porte garant, moi, qu'on nous donnera des ministres séculiers. » Au milieu de ces agitateurs, Pie IX put à peine faire écouter ces mots : « Ne faites pas attention à « ce cri qui sort de bouches inconnues pour épouvanter les po- « pulations par la menace d'une guerre étrangère. C'est une trom- « perie des hommes qui veulent pousser par la terreur à chercher « le salut dans le désordre, troubler par le tumulte les con-

« seils des gouvernants et, au milieu de la confusion, préparer
« des prétextes pour une guerre qu'on ne pourrait nous déclarer
« autrement. Et qui l'oserait tant que la gratitude et la con-
« fiance associeront les forces des peuples à la sagesse des princes?
« Grand don du ciel que nos trois millions de sujets aient deux
« cents millions de frères ! Ce fut toujours le salut de Rome; cela
« fit que la ruine de Rome ne fut jamais entière; ce sera là sa
« protection tant qu'il y aura le siége apostolique. Bénissez,
« grand Dieu, l'Italie, et conservez-lui le précieux don de la foi. »

Le pontife parlait, et l'on voulut entendre le prince, même le tribun; mutilant sa pensée, son *Bénissez l'Italie* fut répété comme un appel à la régénération nationale. On le pria « de venir donner sa bénédiction, non plus entouré de prêtres, mais d'officiers de la garde nationale »; il répondit: « Soyez d'accord, et ne poussez
« pas certains cris qui sont d'un petit nombre, non du peuple;
« ne faites pas de demandes contraires à la sainteté de l'Église,
« que je ne puis, ni ne dois, ni ne veux admettre. A cette con-
« dition, je vous bénis. »

Tandis que la Romagne et la Toscane obéissaient à l'impulsion de tous les vents, par défaut de force publique, le Piémont, bien pourvu de troupes, semblait à l'abri du plus grand malheur d'un pays, l'empire de la populace; néanmoins, un tel esprit régnait dans l'air, que la force devait s'incliner devant l'opinion. Les livres de Gioberti avaient popularisé la haine contre les jésuites, et les insulter semblait de l'héroïsme. La ville de Fano les expulsa au milieu d'outrages; Ancône et Sinigaglia en firent autant des frères ignorantins, qu'on disait un de leurs rejetons. Faenza, Camerino et Ferrare chassèrent également les jésuites; assaillis à coups de pierres en Sardaigne, ils durent s'embarquer pour Gênes; mais là on les attaqua dans leur couvent, qui fut saccagé. Dans la patrie de Gioberti, des clameurs injurieuses étaient proférées contre leurs maisons et celles des sœurs du Sacré-Cœur. Charles-Albert déclara qu'il ne le souffrirait jamais, et pourtant les vociférations commencèrent le soir, pour ne cesser que le jour où ces sœurs et leurs élèves furent dispersées. Le lendemain, on renvoya les jésuites, dans les maisons desquels la tourbe hurla son triomphe, comme elle fit ensuite sous les fenêtres du gouverneur, de l'archevêque, des Saluces, de la bienfaisante matrone qui donnait asile à Silvio Pellico, qui nous disait en secouant la tête: « Les grandes entreprises s'inaugurent mal par des actes de faiblesse et d'injustice. »

1848. Vingt mille signatures arrivèrent de Gênes pour demander la garde nationale et l'expulsion des jésuites. Le roi ne voulut pas recevoir la députation; mais les perturbateurs la soutinrent, et Charles-Albert dut dissoudre la Compagnie de Jésus. Afin d'obvier à ces manifestations désordonnées, on proposa d'armer la garde civique; le roi, la trouvant superflue dans un pays qui avait tant de troupes, refusa son autorisation. Toutefois, il finit par l'accorder, et il en obtint des applaudissements, auxquels pourtant il cherchait à se dérober.

La Tour, gouverneur de Turin, maudit comme réactionnaire, fut peut-être le premier à prévenir Charles-Albert qu'il était impossible de louvoyer entre le despotisme et le gouvernement constitutionnel. En effet, le roi n'était nullement couvert par les ministres; la presse le compromettait avec les États voisins parce que le gouvernement la surveillait, tandis que la surveillance n'en empêchait pas les excès; les demandes croissaient, l'opinion s'exaltait, les démonstrations se multipliaient. Enfin, Pierre, fils de Santorre Santarosa, décida le conseil municipal à demander au roi la constitution. Charles-Albert hésita longtemps, arrêté par les scrupules de sa conscience et peut-être par les promesses faites à son prédécesseur sur le point de mourir; enfin, après avoir consulté plusieurs de ses conseillers et des prêtres, après s'être approché du confessionnal et de la sainte table, il promit la constitution, palliée du nom de statut, et déclara qu'il la donnait de sa propre autorité royale; il ne se croyait donc pas obligé de la jurer.

8 février.

Les plus grandes réjouissances accueillirent cette constitution; mais comme il parut quelques cocardes tricolores, le roi déclara qu'il n'en souffrirait pas d'autre que celle de Savoie, signe sans tache et consacré par la victoire. Peu de jours après, tous ses soldats portèrent eux-mêmes la cocarde tricolore.

Pierre-Léopold avait déjà songé à donner une constitution à la Toscane. Ferdinand III, lorsque les membres du conseil général de Florence le félicitaient de son retour, le 7 janvier 1815, promit « qu'il s'écoulerait peu de temps sans que son peuple possédât une constitution et une représentation nationale. » En 1820, à la nouvelle du mouvement de Naples, il dit à ses ministres : « Messieurs, il faudra donner une constitution; rappelez-vous que je ne veux pas être des derniers. » Léopold II suivait donc les exemples domestiques en accordant la constitution à son peuple. Il insistait pour qu'elle fût modelée sur celle de Pierre-Léopold, d'après la-

quelle les députés n'avaient que voix consultative, sauf à la modifier de manière qu'ils eussent l'initiative des propositions; mais comme les journaux et les cris de la rue ne laissèrent pas le temps de discuter, on adopta celle de la France, avec la seule différence que tout électeur serait éligible, et que la classe des électeurs se composerait non-seulement des propriétaires, mais de négociants, d'industriels, de savants; les députés devaient siéger trois ans. La constitution fut proclamée : Ridolfi était ministre des affaires étrangères, Bartolini de l'intérieur, Serristori de la guerre, Baldasseroni des finances, Ciampimi président.

1848.

17 février.

Le prince de Monaco donna lui-même une constitution. Pie IX pour la première fois, n'était pas la cause des mouvements; il avait déclaré qu'il ne porterait jamais atteinte à la puissance dont il était revêtu, et tous disaient que la domination pontificale ne comportait pas de restrictions impliquant le droit de représentation; mais le conseil municipal, entraîné par les vociférations carnavalesques, lui montra la nécessité de faire comme les autres; il forma donc un nouveau ministère, avec Becchi à l'intérieur, Sturbinetti à la justice, Minghetti aux travaux publics, Aldobrandini à la guerre, Pasolini au commerce, Galletti à la sécurité publique, tous séculiers, et Moricchini aux finances, Mezzofanti à l'instruction publique, Antonelli aux affaires étrangères : les trois derniers prêtres. Il consulta le consistoire sur les moyens de concilier la liberté de la presse avec la censure ecclésiastique, de sauver les juridictions du sacré Collége, de laisser au prince la liberté de suivre la politique la plus utile au saint-siége, et de soustraire aux assemblées législatives les points qui se rapporteraient aux canons et aux statuts apostoliques. Mais comme les cardinaux reconnurent unanimement la possibilité d'une constitution, Pie IX dit : « Pourvu que la religion soit sauve, nous ne nous refuserons à aucune innovation nécessaire. » Il aurait aimé, disait-il, attendre que les résultats justifiassent l'expérience qu'il avait faite le premier en Italie d'une représentation consultative; mais comme les voisins avaient cru leurs sujets mûrs pour une représentation avec voix délibérative, il ne voulait pas avoir des siens une opinion moins favorable, d'autant plus qu'autrefois les communes de l'État avaient eu le privilége de se gouverner par leurs propres lois.

14 février.

Des constitutions uniformes auraient été nécessaires pour amener l'unité italienne; toutefois, calquées sur celle de France, elles différaient peu l'une de l'autre : deux chambres; ministres res-

1848. ponsables; sénateurs nommés par le roi; les contribuables électeurs des députés; liberté de presse et de pétition; inamovibilité des juges. Rome seule, d'après les conseils du père Ventura, qui voulait sauver quelques restes des formes théocratiques, conservait comme troisième chambre le consistoire des cardinaux, électeurs du souverain et par lui nommés à vie, qui statuait en secret sur les résolutions du parlement; en outre, ce consistoire se réservait les affaires mixtes, ou relatives aux canons et à la discipline ecclésiastique. La censure ecclésiastique était maintenue, et les conseils ne pouvaient proposer aucune loi qui concernât les canons et la discipline.

La constitution de Rome semblait donner la sanction religieuse à celle des autres pays, et ce fut une ivresse parmi la foule. Les individus qui ne veulent pas être foule discutaient sur la liberté, ses fondements et ses formes; analysant et comparant les constitutions, ils exprimaient publiquement leurs désirs comprimés jusqu'alors; ils demandaient et obtenaient de nouveaux ministres, désignés non plus par la volonté du prince, mais par la confiance des citoyens, et connus à l'Italie par une ancienne vénération; d'autres même étaient rappelés d'un exil de longues années. On louait les princes des entraves qu'ils s'imposaient eux-mêmes; enfin, comme si l'eau de rose pouvait guérir des plaies gangréneuses, on célébrait avec emphase l'heureux accord des peuples et des princes, de la force et de la pensée, dans l'acquisition de l'indépendance et de la liberté.

CHAPITRE CXCI.

LES INSURRECTIONS.

A cet accord de princes et de peuples pour la régénération nationale, qui songerait à s'opposer? L'Autriche seule; mais cette puissance ne pourrait déployer ses forces pour les réprimer tant que la guerre n'éclaterait pas, et la guerre ne pouvait éclater, attendu la modération des peuples, formés à la sagesse par le malheur *et les journaux*. Mais sans guerre comment expulser les Autrichiens de l'Italie? Personne n'en trouvait le moyen, et cependant tous avaient l'espoir d'y parvenir; on n'examinait pas les difficultés, on les niait, et l'espérance remplissait les âmes

comme une de ces idées fixes que l'hallucination traduit en réalité Au milieu de ce riant horizon, la tempête se déchaîne : une nouvelle révolution éclate en France.

Ce pays accepta comme une humiliation la charte de 1815, octroyée par un roi venu à la suite des étrangers; au lieu de la développer, il se mit à la chiffonner; puis, quand il vit les Bourbons la violer, il les expulsa, bouleversa tout ce qu'il avait reconquis en quinze années, multipliant les ruines dans le sang, foulant aux pieds des gloires, et tout cela pour faire de la même charte une édition avec des variantes. Cette nouvelle constitution lui parut atteindre à la plus grande liberté possible dans les gouvernements représentatifs : la loi pouvait tout, rien le roi, qui régnait et ne gouvernait pas; liberté illimitée de la parole, de l'association, de la presse, des cultes; cens peu élevé pour être électeur et éligible. Louis-Philippe, placé sur le trône comme une barrière contre la république, réussit à la contenir pendant dix-huit ans; dans cet intervalle, il avait raccommodé les déchirures que fait toute révolution. Si les dettes ne furent pas diminuées, il accrut la puissance du crédit, raviva le commerce, étendit la prospérité matérielle en favorisant l'aristocratie mercantile, qui avait remplacé celle des patriciens; lettres, arts, sciences, il les encouragea au point d'en faire une puissance dans les journaux et les chambres; en même temps, il conserva la paix au milieu d'urgentes occasions de guerre; il releva la marine de manière à paraître honorablement dans les mers les plus éloignées.

Toutefois, son gouvernement ne pouvait se consolider, parce qu'il avait la révolution pour origine et fondement uniques; les hommes qui n'avaient pas obtenu une place dans cette révolution, travaillaient pour en faire naître une autre, sauf à voir les déshérités de la seconde préparer l'éclosion d'une troisième. Le gouvernement lui-même, obligé d'intriguer dans les élections pour s'assurer la majorité, de complaire à ses fondateurs et à ses soutiens, de rattacher à son existence les grands intérêts et les petits, ne songeait nullement à la moralité des moyens qu'il employait; il vacillait en cédant, au lieu de marcher en résistant, et, après dix-huit ans, il se trouvait en l'air comme au début. La prospérité matérielle, sans aucun rapport avec le développement moral, faisait naître d'impérieux désirs et la soif de l'or; tous voulaient s'enrichir et se plonger dans les jouissances, sans souci des moyens; tout caractère public et privé avait disparu; les hommes n'étaient plus retenus par des idées supérieures ou

1848. des récompenses posthumes; au contraire, ils se voyaient excités par une littérature systématiquement corruptrice. Alors se multiplièrent, même parmi les personnes élevées, les fraudes, les méfaits ignobles et féroces, dont le scandale était augmenté par la publicité des débats et l'intérêt que les journaux et le beau monde prenaient pour des scélérats.

La multitude plus saine, qui veut avant tout de l'ordre et de la tranquillité; les insouciants, qui fardent leur paresse de modération; les personnes intéressées à conserver leur emploi, leur pension, leur poste au palais ou dans le parlement, désiraient que ce pouvoir se consolidât, mais le désiraient faiblement, tandis que des partis très-actifs le sapaient sans relâche. Un roi élu par le peuple, loyalement libéral et modèle de vertus domestiques, était l'objet d'attentats plus fréquents qu'un tyran quelconque. Les anciens nobles et une grande partie du clergé se rattachaient aux légitimistes, invoquant toujours le droit divin. Les sociétés secrètes, les jeunes gens, les artisans et les fouriéristes affichaient les idées républicaines. Les bonapartistes travaillaient avec une plus grande habileté; en effet, si les tentatives de Louis Napoléon, qui, après avoir échoué en Italie, avait essayé deux fois, avec une poignée d'amis, de bouleverser la France, où il ne trouva ni secours ni sympathie, mais des fers et le pardon, parurent aussi ridicules que celles des mazziniens, l'avenir prouva combien ce feu souterrain faisait de ravages.

Le gouvernement, attaqué par la presse et la calomnie dans un langage très-libre et provoquant, par les réfugiés de toute langue, par les conspirateurs de tout degré, loin de maîtriser l'avenir, pouvait à peine vivre au jour le jour. Le parlement, dont la tâche eût été d'amener le pays à se réformer sans secousses, irritait par ses déclamations et les reproches continuels qu'il adressait au gouvernement d'avilir la France dans ses relations extérieures, de la comprimer dans son progrès intérieur; il passait d'un ministère à l'autre sans motif, et se plaignait toujours que le nouveau devînt pire que le précédent. Le plus long fut celui de l'historien Guizot, caractère plus rigide que ne pouvaient le souffrir les passions inflammables, et plus intègre que ses compétiteurs; obstiné à vouloir la paix, il croyait que le moyen de la maintenir était de consolider la nouvelle dynastie, à laquelle il se montrait dévoué, mais en agissant constitutionnellement et par la majorité des chambres.

Dans le profond mouvement qui avait commencé en Suisse,

parmi les Slaves et les Italiens, le gouvernement prit le rôle de modérateur; mais la nation s'échauffa, comme si elle rougissait d'être devancée par d'autres dans la politique d'aventures et d'éventualités; imitant les Italiens, elle propageait le ferment par les banquets, où le rapprochement et le vin animaient les discours, empreints de l'exagération que l'on trouve dans ceux qui parlent à un petit nombre, sans mandat, ni contradiction, ni responsabilité; mais les toasts, répétés par les journaux, bruyants conducteurs de l'électricité révolutionnaire, acquéraient une représentation différente de la représentation légale. Le roi désapprouva ces moyens, et pourtant il refusait de sacrifier son ministère aux vociférations. Un banquet à Paris de cent mille personnes fut le signal d'une révolte; le peuple, les armes à la main et retranché derrière les barricades, commença à demander la réforme électorale, le changement du ministère, et finit par proclamer la république et un gouvernement provisoire (1).

184.

24 février.

La France était donc bouleversée, non par le besoin méconnu d'améliorations raisonnables, ni par un généreux désir de dignité et de liberté, mais par l'élan d'une minorité inconsidérée et tardivement repentante; foulant aux pieds tout droit héréditaire et même le dernier privilége politique, celui du cens, on confia la décision à ce vote universel qui place la justice et la raison dans le nombre. Au milieu des anciennes institutions ébranlées, et lorsque les nouvelles ne fonctionnaient pas encore, une plèbe exaltée, impatiente, domina despotiquement sur Paris et la France; le monde, qui, au mot de république, avait espéré la grande pacification de la démocratie, s'effraya quand il la vit, au lieu de régénérer la dignité humaine, menacer de détruire la société et ce que l'homme a de plus sacré, la famille et la propriété.

Tous les pays, comme en 1830, se ressentirent de cette secousse, et là où jusque alors on avait désiré acquérir ou réaliser le gouvernement constitutionnel, on se mit à le renverser; la renaissance italienne, de défensive, devint agressive. Les puissances étrangères avaient donné la main au mouvement pacifique, exhorté les peuples à se fier dans leurs princes, et promis à ces derniers non-seulement l'appui moral de leurs institutions

(1) Le 21 février, la *Réforme*, journal républicain, disait: « Hommes du peuple, « gardez-vous demain de tout téméraire abandon; n'offrez pas au pouvoir l'oc« casion, qu'il cherche, d'une victoire sanglante. »

1848. analogues, mais encore un concours matériel, dans le cas où l'Autriche ferait obstacle à leur marche tranquille. L'important était donc de ne pas troubler la paix; lorsque l'Autriche la troubla par l'occupation de Ferrare, elle se trouva vaincue et contrainte à se retirer. Malheur, le jour où les Italiens, en prenant l'offensive, lui rendraient sa supériorité!

Mais la France républicaine, comment entendrait-elle ses devoirs politiques? Lamartine, qui, avec sa phrase poétique, avait fait agréer le gouvernement républicain, parut un héros en le soutenant contre la fureur populaire; mais, contraint de complaire à tous, d'aduler comme tout pouvoir nouveau, et n'ayant d'autres idées que celles de l'opposition, il se trouvait incapable de réorganiser, et ne pouvait concevoir qu'un avenir fantastique.
2 mars. Comme ministre des affaires étrangères, il déclara à l'Europe que, à la différence de celle de 93, la république ne menaçait pas les gouvernements, quelles qu'en fussent les formes, car elle savait que la guerre est funeste à la liberté; qu'elle considérait les traités de 1815 comme n'existant plus, mais qu'elle respecterait les circonscriptions territoriales qu'ils avaient établies; toutefois, ajoutait-il, si quelque nationalité se réveillait, « si les États *indépendants* de l'Italie étaient envahis, ou si l'on mettait obstacle à leurs transformations intérieures, la France protégerait les progrès légitimes. »

Dire tout ce qu'il faut pour entraîner les hommes passionnés, et se réserver en même temps des prétextes pour les renier; surexciter dans les peuples l'amour de l'indépendance et de la liberté, et pourtant raffermir les traités qui les foulaient aux pieds; étendre la périphérie morale, et empêcher la matérielle en se retranchant dans l'amour de la paix, cela était indigne d'une grande nation. Il est vrai que Gioberti, témoin des désordres de Paris, écrivait en Italie des lettres contre le nouveau gouvernement, empreintes de ses exagérations habituelles. Les réjouissances qui célébrèrent à Rome, malgré le pape, la proclamation de la république française, indiquaient la main des personnes qui espéraient en tirer profit; les pauvres, qui avaient formé des attroupements à Naples pour demander du travail, à Florence pour ne pas payer les loyers d'avance, à Gênes pour participer aux gains des négociants, signalaient une lie qui s'élèverait bientôt au-dessus du ferment. Mais les peuples restent sourds aux avertissements pour ne songer qu'aux catastrophes; enivrés par l'exemple de la France, et se faisant illusion sur les paroles de

Lamartine, ils s'imaginèrent que les libertés après lesquelles ils avaient soupiré se trouvaient en pleine maturité.

1847. Si le désir de nationalité italienne, dans le reste de la Péninsule, s'exprimait par des applaudissements aux princes, dans le Lombardo-Vénitien il se concentrait en frémissements. Ce pays, grâce à l'ancienne tradition municipale, était depuis longtemps en possession des réformes administratives accordées aux États voisins; on n'y cherchait pas à régénérer le gouvernement, mais à le détruire, et c'était là un but déterminé; car on voulait acquérir cette nationalité sans laquelle une liberté solide, une dignité puissante, un progrès véritable étaient regardés comme impossibles; mais on n'en voyait le moyen que dans un bouleversement européen. En attendant, la foule saisissait toutes les occasions d'exprimer son aversion contre le gouvernement, sa sympathie pour les princes italiens, puis un accord de volontés bien différent des conjurations, moins opportunes là qu'ailleurs parce que le but était manifeste, et la répression très-vigoureuse (1). Gaétan Gaisruk, archevêque de Milan, dénigré pour son peu de savoir et son ignorance de la discipline ecclésiastique, était odieux comme étranger : enfin sa mort fit rendre justice à sa généreuse bienfaisance, à un sentiment d'équité qui résistait aux manéges de son entourage, aux influences d'antichambre, de sacristie et des personnes qu'il voyait habituellement; à la hardiesse avec laquelle il faisait entendre aux subalternes des paroles de blâme, et de vérité aux puissants; au soin qu'il prenait des intérêts généraux de ce pays que peut-être il n'aimait pas, et dont il n'était pas aimé. Il est vrai qu'il ignorait la langue et l'art d'écrire, tandis que son successeur brilla par ce double talent.

Les funérailles de Gaisruk furent troublées par les outrages de la populace et des insultes poétiques; puis, le désir d'avoir un prélat italien se manifesta si solennellement, que l'Autriche nomma le Bergamasque Romilli. On ne connaissait ni ses vertus, ni son savoir, ni sa capacité et sa prudence; peu importait, il était Italien, et cela suffit pour qu'il fût l'objet, comme Pie IX, des fêtes les plus bruyantes, avec des inscriptions qui faisaient allusion à la patrie, à l'Italie. Mais les vivat furent accompa- 5 septembre.

(1) Dans la Correspondance diplomatique, on trouve une lettre du consul britannique à Milan, qui assure qu'il n'y a pas de sociétés secrètes; et une de Pareto, ministre du Piémont, lequel affirme que les sociétés secrètes y sont très-puissantes.

gnés, selon la coutume, des cris *à mort;* la foule, après avoir fait entendre des applaudissements devant le palais archiépiscopal, alla pousser des vociférations injurieuses sous les fenêtres de la maison où agonisait l'un des hommes les plus bienfaisants (1); puis les hymnes à Pie IX (2) furent suivis des désordres que nous avons trouvés partout ailleurs, et, comme partout ailleurs, les agents de la police durent tirer le sabre; c'était la première fois que la populace milanaise affrontait la force armée, qui lui inspira du mépris parce qu'elle crut que sa modération était de l'impuissance.

Quelque temps après, le septième congrès scientifique se réunissait à Venise; or, malgré l'absence des Piémontais, des Toscans et des Romagnols, attendu qu'ils possédaient déjà les réformes auxquelles ces assemblées étaient un acheminement, il parut injecter la vie dans cette ville à mesure qu'il avançait. Les discussions économiques et scientifiques prirent une importance politique; la question des chemins de fer, que Gênes avait agitée déjà, y fut accueillie avec une telle faveur, que la salle du grand conseil suffit à peine aux auditeurs; dans la dernière séance, cette salle retentit d'applaudissements donnés à quelques savants et refusés au vice-roi, évidente manifestation de la volonté du pays.

Le vice-roi sentit l'insulte, et s'en vengea sur l'homme qu'on avait le plus applaudi; mais il est faux que les meneurs du peuple se fussent concertés avec les membres du congrès pour commencer la révolution (3). Il n'est pas vrai non plus que des so-

(1) Le comte Jacques Melerio. (*Les Éditeurs italiens.*)

(2) *Ils chantent, ils payeront*, disait autrefois Mazarin.

(3) Dans le livre *Palmerston et l'Autriche*, le comte de Fiquelmont parle de ce congrès avec l'assurance de quelqu'un qui était présent. Il attribue tous les torts à César Cantu, en appelant la vengeance sur lui, comme coupable d'avoir provoqué le mouvement révolutionnaire dans cette ville, jusqu'alors tranquille; il publia ce livre dans un moment où le gouvernement militaire pouvait facilement réaliser ce vœu de vengeance. Rappelé aux faits, Fiquelmont eut ensuite la loyauté de reconnaître (mais non publiquement, et seulement dans une lettre adressée à l'offensé) qu'il s'était trompé, et que Cantu n'avait été (selon son expression) que « la sphère qui avait marqué l'heure de la révolution, comme l'archevêque à Milan. » Cependant le rôle principal qu'il lui assigne donne le droit à Cantu d'affirmer que le congrès de Venise n'eut aucune sorte d'intelligences avec les partis; qu'il n'y avait rien de préparé dans ces applaudissements ou ces silences; que l'unique accord pris fut avec Manin et Tommaseo pour demander non la liberté de la presse, mais l'exécution des lois sur

ciétés secrètes ou des comités directeurs provoquassent les démonstrations qui, dès ce moment, se multiplièrent dans toutes les villes. La plus significative, ce fut de s'abstenir de fumer : sale habitude venue en Italie d'au delà les Alpes, et dont l'abandon pouvait signifier qu'on revenait à l'urbanité, ou que la jeunesse possédait une volonté unanime et connaissait la force de l'abnégation, deux qualités indispensables à la résurrection nationale.

1848.

On voulut pousser l'abstinence jusqu'au point de violenter les autres ; qu'il soit vrai ou non que les militaires ou la police aient envoyé dans les rues des fumeurs pour amener un conflit, il en naquit une occasion de tirer les sabres (1). Le peuple, comme toujours et comme dans tous les autres pays de l'Italie, fut blessé et foulé aux pieds ; on exagéra le nombre des victimes que l'Italie entière pleura comme des martyrs; or, comme les Autrichiens étaient alors en butte aux invectives, aux calomnies, aux accusations absurdes (comme le sont aujourd'hui les mazziniens), les déclamations des cercles et des journaux, les funérailles dramatiquement renouvelées partout, creusaient de plus en plus l'abîme entre les Italiens et les étrangers.

3 janvier.

Il semblait que le sentiment de la légalité ne se réveillât qu'à ce moment; la Congrégation centrale, corps qui représentait le pays et n'avait jusque alors connu d'autre devoir que celui d'exécuter la volonté supérieure, comprit enfin qu'elle devait, comme le lui prescrivait sa propre institution, avertir le pouvoir, prendre l'initiative des améliorations, adresser des remontrances. Le Bergamasque Nazzari en présenta une, qui ne demandait pas d'innovations, mais l'exécution de l'ordonnance souveraine; si l'autorité, dans des circonstances différentes, n'avait tenu aucun compte d'autres demandes, parce que la congrégation n'insistait pas pour qu'on y fît droit, le souffle actuel obligea d'accueillir cette pétition, de l'appuyer et de l'expédier à Vienne. Qui n'aurait pas relevé la tête, lorsque la fermeté venait à la Congrégation centrale? et la peur de l'opinion publique prit le masque

la presse, violées par l'arbitraire des censeurs qui nuisent aux gouvernements plus que de loyaux adversaires.

(1) « Les répressions qui, dans un gouvernement national, se font modéré-« ment, et se font au nom de la société offensée, prenaient le caractère de ven-« geances individuelles, de haine, d'antagonisme, d'Autrichien à Italien. Dans « des cas semblables, tout agent de police se transforme en tyran et en bour-« reau; tout sert de prétexte pour flageller, sans distinction d'âge ni de sexe, » « CIBRARIO, *Ricordi d'una missione a Carl Alberto*.

1848. du courage civil. Les Congrégations provinciales et municipales, les chambres de commerce présentèrent des réclamations, qui hésitaient entre le respect habituel et une résolution inaccoutumée; néanmoins, elles se bornaient prudemment à demander qu'on exécutât ce qu'on avait décrété, ou bien à en tirer les conséquences légitimes. Les écrits même des personnes qui compromettaient leur sécurité dans l'intérêt public, en exposant dans la presse étrangère la condition et les besoins du pays, ne parlaient encore que des réformes nécessaires pour réconcilier la province avec les dominateurs, et rendre la servitude moins humiliante.

La même agitation légale se produisait dans la Vénétie; en citant des lois inobservées, on demandait une censure moins absurde, avec le droit de participer aux décisions qui regardaient les intérêts immédiats du pays; en un mot, on voulait que l'administration, rentrant dans les voies de la morale et de la civilisation, fît disparaître l'omniprésence délétère de la police, plus odieuse que le gouvernement. « Il faut, écrivait Tommaseo, indiquer les lois « mal exécutées, les promesses non bien observées, les indiquer « dans un langage tranquille, mais clair, avec la certitude que « l'exercice d'un devoir ne saurait paraître ni délit ni faute. On « peut nous punir, mais non nous croire coupables. Si l'on nous « voit unanimes, persévérants, maîtres de nous-mêmes et de notre « ressentiment, loin de nous punir, on nous remerciera de cœur; « mais les manifestations puériles d'espérance ou de joie, ou bien « gâtées par des haines, ne sont pas dignes d'un peuple qui souffre « et qui a foi dans sa destinée. Formons-nous non en parti mo- « déré, mais en opinion légale, et cette opinion, animons-la de « sentiments affectueux. »

Seconder ce mouvement légal eût été le moyen de le calmer sincèrement, ou de le faire échouer par la ruse; mais l'homme qui représentait le roi avait de tout autres idées : Nazzari exprime les vœux de la représentation du pays, et il ordonne à la police de le surveiller; Manin et Tommaseo exposent à Venise des demandes, et il les fait arrêter; comme le mécontentement croît à Milan, il promet de demander à Vienne d'amples pouvoirs afin de satisfaire les esprits; il obtient ces pouvoirs, invite les habitants, par une proclamation, à se rassurer parce qu'il tiendra désormais les rênes de l'État, et, la même nuit, il fait arrêter des personnes de relations, d'habitudes, de caractères différents; puis, sans même dire un mot, il les déporte en Allemagne. Dans le

Janvier.

même temps, le très-doux empereur déclara, sous l'influence de ses agents, qu'il avait fait assez pour ses peuples, n'était pas disposé à de nouvelles concessions et comptait sur la valeur de ses troupes; puis, on lui demanda l'autorisation d'arrêter, de déporter, de publier la loi martiale.

Ces actes firent perdre toute confiance dans le gouvernement, qui voyait une conspiration dans le sentiment du mal-être, dans le désir d'un sort meilleur, dans la comparaison de ce qui était avec ce qui aurait pu être; mais, comme il arrive dans les agitations populaires, il ne trouvait pas de conspirateurs; il persécutait donc, et pourtant il tremblait devant un peuple qui, irrité, non effrayé, opposait le silence et l'inertie, si bien que l'allégresse semblait une provocation.

Un pouvoir menacé devient violent; on parlait de troupes nouvelles arrivant sans cesse en Italie, de pillages promis, de bombardements à la moindre agitation. En vérité, résolue à faire usage de la force pour réprimer les tentatives d'insurrection, l'Autriche aurait dû se mettre en mesure (1); car la révolution était dans l'air, au point que Metternich répétait à tous les chargés d'affaires : « Ce printemps, il y aura en Italie des coups et des blessures. » Puis le vice-roi partait, en laissant la loi martiale comme son legs à un pays où il avait résidé vingt ans. D'autre part, on parlait tout bas d'armes rassemblées à Milan, de corps disposés à la frontière par les émigrés, d'excitations officielles venues de France, d'Angleterre, puis du Piémont, et pourtant les événements prouvèrent qu'il n'y avait ni armes, ni intelligences, ni préparatifs; les mazziniens eux-mêmes, à la suite des journées de Paris, avaient résolu

(1) Le général Hess, chef de l'état major, écrivait de Vienne, le 18 janvier 1848, au colonel Wratislaw à Milan : « Si l'imbécillité du gouverneur et du « vice-roi et la nullité de leur esprit n'avaient pas été connues depuis long- « temps, maintenant elles ont paru avec une telle évidence qu'il faut les éloi- « gner sans retard, et nommer un gouverneur qui, d'accord avec le feld-maréchal, « rétablisse l'ordre vigoureusement, et envoie à Palmanova, pour y être jugés, « les individus coupables de ces scandales. Je ne serai pas tranquille tant qu'on « n'aura point réuni autour de Milan vingt-cinq mille hommes, et vingt-cinq « mille dans les garnisons qui se trouvent derrière cette ville; car la seule « crainte des baïonnettes peut imposer à ces gens. » Le 31, il écrivait à Radetzky : « Seize fortins autour de Milan, chacun avec cinquante hommes et beaucoup de meurtrières dirigées sur la cathédrale, décideraient en dernier appel « la question italienne entre l'Autriche et le Piémont, lequel reviendrait à son « ancienne humilité, bien que simulée. Dans l'état où sont les choses, je crois « que la tranquillité ne peut se rétablir sans de fortes saignées et des coups de « sabre autrichiens. »

de ne pas troubler par leurs mouvements le tranquille développement des réformes italiennes, et la Jeune Italie s'était réfugiée dans une *Association nationale*. Le martyre se vénère, mais ne se prêche pas, et quel honnête homme assumerait la responsabilité de jeter son pays désarmé dans la terrible épreuve d'une insurrection contre une armée très-bien disciplinée? Toutefois, la patience cesse quand cesse tout espoir, et il arrive une heure où, pour les peuples, l'obligation de la fidélité cède au droit d'acquérir la sécurité qu'ils ne trouvent plus dans l'ordre établi, et cette heure, la Providence la sonne inévitablement; or, comme il arrive des faits providentiels, elle se fit entendre là où l'on s'y attendait le moins.

Vienne, cité que l'on croyait plongée dans les jouissances matérielles, et patriarcalement dévouée à une dynastie qui la faisait capitale d'un grand empire, s'était fatiguée de l'engourdissant absolutisme d'un ministre (selon le langage d'alors) pour lequel gouverner et comprimer étaient synonymes; classant les hommes selon ce qu'ils payaient, il faisait du gouvernement une pure machine à douaniers, bureaucrates, espions, soldats, et le privait de sa plus noble qualité, l'initiative; il étouffait les volontés des sujets, et, usurpant le nom d'habile et de robuste en empêchant tout mouvement, il se laissa surprendre par un de ces orages qui déracinent les institutions avec les abus (1). Des ambitions de palais et de cabinet favorisèrent les espérances des libéraux, encouragées déjà par les diatribes de l'Allemagne septentrionale, ensuite par les mouvements slaves et la révolution française. La Bohême et la Gallicie avaient fait demander la liberté de la presse,

(1) Dès 1840, un Autrichien, baron et fonctionnaire, écrivait : « Le moment « des réformes est passé; cette politique insouciante s'est déjà trop prolongée, « et la situation présente ne peut durer ; telle est l'opinion des esprits qui voient « le plus juste, et il ne faut pas s'étonner si un jour, dans cet empire, qui est « pour quelques-uns la terre classique de la stabilité, on voit éclater les causes « les plus puissantes de soulèvement et de dissolution. La foi dans l'avenir, le « manque de prévoyance et de sollicitude dans le gouvernement, sont des symp- « tômes effrayants. Une seule idée, une seule pensée se laisse voir dans cette « politique palliative : le désir d'obtenir le repos pour le moment, d'éloigner, « mais non de détruire toute cause de changement, quelque salutaire et né- « cessaire qu'il soit; mais ce système ne produira aucun bien; l'échéance du « payement arrivera, et l'homme dérangé qui renouvelle ses billets, n'empêche « pas sa ruine, mais ne fait que la retarder. » *Œsterreich und sein Zukunft*. Plus tard, le comte Hartig, recherchant la cause de la révolution viennoise, la plaçait dans le manque de gouvernement.

d'enseignement et d'autres choses; une proclamation du Hongrois Kossuth, alors répandue, où l'on demandait que l'empire se réformât, et qu'on permît à chaque nationalité de se gouverner elle-même, sauf à les réunir en fédération, assigna un but plus précis aux demandes de la Société politique et de la Société industrielle de Vienne; il en fut de même pour les étudiants, qui, encouragés par le soulèvement de ceux de Munich, rédigèrent une pétition dans la cour de l'université, et voulurent la porter au palais impérial. La cour refusa, puis fit espérer; mais le peuple s'agitait. Les armées étaient éloignées, et la petite garnison pouvait être cernée par le peuple; exaspérés par quelques coups de fusil qu'elle tira, les insurgés montrèrent un courage inattendu et une fermeté impétueuse; or, tandis que les ministres et la cour vacillaient au milieu de cet événement imprévu, on obtint l'expulsion de Metternich et, pour tout l'empire, liberté de la presse, garde nationale, une assemblée générale pour faire une constitution. Le bon Ferdinand disait dans une proclamation : « Sérieusement, solennellement et avec une sincère satisfaction, je suis allé au-devant des vœux de mon peuple, en accordant une constitution, que je regarde comme l'acte le plus satisfaisant de ma vie. » Les applaudissements, les embrassements et les hymnes président à la fraternisation; les libéraux sont fiers de leur triomphe et refrènent la tourbe pillarde. La cour, confiant le ministère à Pillersdorf et à d'autres gens honnêtes de la vieille école, espère qu'elle pourra, avec le temps, revenir sur les concessions excessives qu'on lui impose.

1848. 13 mars.

Le télégraphe transmit à Milan la nouvelle de ces concessions; or, comme elles s'accordaient peu avec les refus menaçants des jours antérieurs, on supposait qu'elles résultaient d'une inévitable nécessité; que l'Autriche devait se trouver réduite aux dernières extrémités si elle entrait dans une voie exécrée par elle, et d'où certainement elle sortirait au plus tôt. L'attrait de l'occasion vint donc s'offrir aux imaginations déjà bouillonnantes; précédés du conseil municipal, les Milanais vont demander pour la garde civique des armes, qui leur sont promises au milieu des vivat et d'une distribution de cocardes; mais, quand ils se réunissent au palais municipal pour les recevoir, ils se voient assaillis par la troupe, qui en arrête quelques-uns au hasard et les traîne dans la forteresse. L'indignation précipite le mouvement, qui déjà était commencé non sans effusion de sang, et l'allégresse se convertit en fureur; or, tandis que des citoyens persistaient à conseiller

17 mars.

1848. d'accepter les concessions, de les consolider d'abord, puis d'en faire une échelle pour atteindre à de plus grandes, d'autres élèvent leurs espérances jusqu'à l'indépendance. Les trois couleurs sont arborées aux cris de *Vive Pie IX!* et *Mort aux Autrichiens!* enfin, ivres d'une magnanime imprudence, les Milanais remettent la décision suprême à l'audace, et, pour répondre aux reproches de lâcheté qu'on leur avait prodigués, ils commencent une bataille mémorable.

18 mars.

Des barricades sont partout élevées avec ce qui tombe sous la main; lorsque les poutres, les tonneaux et les dalles des rues font défaut, on entasse les meubles les plus fins, comme si l'on sentait le besoin de rendre les sacrifices plus coûteux. Un carrosse vient-il à s'offrir? le peuple détèle les chevaux, le renverse, le remplit de cailloux, de paille, et le passage est intercepté. Chaque maison était munie comme une forteresse; des paniers remplis de pierres s'alignaient sur les saillies; les jalousies entr'ouvertes laissaient voir des canons de fusil, et, dans l'intérieur, on avait disposé des couvertures et des matelas pour amortir les coups ou éteindre les bombes. Au manque d'armes à feu et de munitions, on suppléait comme on pouvait; on fabriquait de la poudre avec du coton, et l'on dépouillait les musées d'armes. Les Autrichiens se défendaient de l'intérieur des casernes et de la cathédrale; au milieu du sang, à travers une grêle de tuiles et de cailloux, ils parvenaient à se réunir autour du château, où ils campaient sous une pluie incessante. Le tocsin, qui sonnait continuellement, frappait l'ennemi de terreur, tandis qu'il encourageait les Milanais; en effet, les insurgés éloignés apprenaient ainsi que telle église et tel quartier étaient débarrassés. Quelques rues furent prises et reprises : on répandit le bruit et l'on crut que les Croates se livraient à des atrocités gratuites et raffinées; qu'ils éventraient des femmes enceintes, crucifiaient des vieillards ou les rôtissaient à feu lent, coupaient des enfants en morceaux ou les portaient enfilés à leurs baïonnettes; qu'ils ensevelissaient vivants d'autres individus, ou les couvraient d'eau régale, à laquelle ils mettaient le feu. Lorsque d'autres journaux accusèrent les Italiens d'avoir exercé les mêmes barbaries contre les Autrichiens, nous comprîmes qu'il est d'usage, parmi les nations qui se haïssent, d'échanger de pareilles récriminations. Il est vrai que les actes de férocité et de magnanimité furent nombreux; du reste, il fallut un grand courage pour tenir tête, pendant cinq jours, à des troupes disciplinées, avec quelques fusils de chasse, des gens d'études, de bureaux et de boutiques.

On avait dit que des armes étaient préparées, et qu'on verrait paraître au premier signal les émigrés, les Piémontais et les campagnards ; les armes n'existaient pas, et les secours manquèrent, bien qu'on répandît, au moyen d'aérostats, les appels et les encouragements. D'ailleurs, l'ennemi lui-même n'était pas préparé à la défense : ses munitions insuffisantes et détériorées, la concorde persévérante des citoyens et la probabilité que l'insurrection s'étendrait dans la campagne ; l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, l'appréhension que les Piémontais n'arrivassent, décidèrent le maréchal Radetzky à ordonner la retraite. Milan se trouva libre, et sa joie fut d'autant plus vive qu'il s'attendait moins à ce résultat, acheté par trois cent cinquante cadavres, parmi lesquels ceux de quarante femmes et de trente-quatre enfants.

1848.

22 mars.

Des scènes semblables se reproduisaient dans d'autres villes. Côme fut secourue par des réfugiés venus de la Suisse, et, après une lutte opiniâtre dans les rues, on contraignit les Croates à capituler. Le lac, Varesotto et la Brianza désarment ou chassent les étrangers ; Lecco, avec plus de courage, ramasse de l'argent et envoie des braves au secours de Monza et de Milan ; la voie militaire du lac est interceptée, et la Valteline s'affranchit elle-même facilement en permettant aux troupes, en petit nombre d'ailleurs, de se retirer dans le Tyrol. A Bergame, un capucin avec le Christ et la bannière italienne, appelle le peuple à la liberté, et, à la tête de quelques hommes résolus, il marche au secours de Milan ; dans le même temps, les Bergamasques prenaient les casernes et l'archiduc Sigismond, à qui, par générosité ou habitude servile, ils permirent de se retirer, ce qu'obtinrent également les Cosaques. A Brescia, le jour où le fugitif Ranieri la traversait, on jeta un pétard dans la maison des jésuites, première étincelle de l'incendie ; puis, aussitôt les concessions proclamées, le général Schwarzenberg parcourut la ville au milieu des applaudissements. Le régiment Haugwitz, en garnison dans cette ville, était presque tout composé d'Italiens ; croyant alors qu'il n'y avait plus rien à faire, on ne courut pas au secours de Milan, et on laissa passer sans obstacle l'archiduc Sigismond, qui fuyait de Bergame.

Les pays de la Franciacorta, de la Riviera, des Vallées s'insurgent, et tout le territoire est libre jusqu'au Tyrol. Les Brescians, qui connaissent alors le véritable état des choses, somment Schwarzenberg de céder ; or, comme il résiste, ils commencent la lutte, égorgent son adjudant qui venait offrir la paix, et le général lui-même échappe difficilement à leurs coups. Une capitulation

1848. d'accepter les concessions, de les consolider d'abord, puis d'en faire une échelle pour atteindre à de plus grandes, d'autres élèvent leurs espérances jusqu'à l'indépendance. Les trois couleurs sont arborées aux cris de *Vive Pie IX!* et *Mort aux Autrichiens!* enfin, ivres d'une magnanime imprudence, les Milanais remettent la décision suprême à l'audace, et, pour répondre aux reproches de lâcheté qu'on leur avait prodigués, ils commencent une bataille mémorable.

18 mars.

Des barricades sont partout élevées avec ce qui tombe sous la main; lorsque les poutres, les tonneaux et les dalles des rues font défaut, on entasse les meubles les plus fins, comme si l'on sentait le besoin de rendre les sacrifices plus coûteux. Un carrosse vient-il à s'offrir? le peuple détèle les chevaux, le renverse, le remplit de cailloux, de paille, et le passage est intercepté. Chaque maison était munie comme une forteresse; des paniers remplis de pierres s'alignaient sur les saillies; les jalousies entr'ouvertes laissaient voir des canons de fusil, et, dans l'intérieur, on avait disposé des couvertures et des matelas pour amortir les coups ou éteindre les bombes. Au manque d'armes à feu et de munitions, on suppléait comme on pouvait; on fabriquait de la poudre avec du coton, et l'on dépouillait les musées d'armes. Les Autrichiens se défendaient de l'intérieur des casernes et de la cathédrale; au milieu du sang, à travers une grêle de tuiles et de cailloux, ils parvenaient à se réunir autour du château, où ils campaient sous une pluie incessante. Le tocsin, qui sonnait continuellement, frappait l'ennemi de terreur, tandis qu'il encourageait les Milanais; en effet, les insurgés éloignés apprenaient ainsi que telle église et tel quartier étaient débarrassés. Quelques rues furent prises et reprises : on répandit le bruit et l'on crut que les Croates se livraient à des atrocités gratuites et raffinées; qu'ils éventraient des femmes enceintes, crucifiaient des vieillards ou les rôtissaient à feu lent, coupaient des enfants en morceaux ou les portaient enfilés à leurs baïonnettes; qu'ils ensevelissaient vivants d'autres individus, ou les couvraient d'eau régale, à laquelle ils mettaient le feu. Lorsque d'autres journaux accusèrent les Italiens d'avoir exercé les mêmes barbaries contre les Autrichiens, nous comprîmes qu'il est d'usage, parmi les nations qui se haïssent, d'échanger de pareilles récriminations. Il est vrai que les actes de férocité et de magnanimité furent nombreux; du reste, il fallut un grand courage pour tenir tête, pendant cinq jours, à des troupes disciplinées, avec quelques fusils de chasse, des gens d'études, de bureaux et de boutiques.

On avait dit que des armes étaient préparées, et qu'on verrait paraître au premier signal les émigrés, les Piémontais et les campagnards ; les armes n'existaient pas, et les secours manquèrent, bien qu'on répandît, au moyen d'aérostats, les appels et les encouragements. D'ailleurs, l'ennemi lui-même n'était pas préparé à la défense : ses munitions insuffisantes et détériorées, la concorde persévérante des citoyens et la probabilité que l'insurrection s'étendrait dans la campagne ; l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, l'appréhension que les Piémontais n'arrivassent, décidèrent le maréchal Radetzky à ordonner la retraite. Milan se trouva libre, et sa joie fut d'autant plus vive qu'il s'attendait moins à ce résultat, acheté par trois cent cinquante cadavres, parmi lesquels ceux de quarante femmes et de trente-quatre enfants.

1848.

22 mars.

Des scènes semblables se reproduisaient dans d'autres villes. Côme fut secourue par des réfugiés venus de la Suisse, et, après une lutte opiniâtre dans les rues, on contraignit les Croates à capituler. Le lac, Varesotto et la Brianza désarment ou chassent les étrangers ; Lecco, avec plus de courage, ramasse de l'argent et envoie des braves au secours de Monza et de Milan ; la voie militaire du lac est interceptée, et la Valteline s'affranchit elle-même facilement en permettant aux troupes, en petit nombre d'ailleurs, de se retirer dans le Tyrol. A Bergame, un capucin avec le Christ et la bannière italienne, appelle le peuple à la liberté, et, à la tête de quelques hommes résolus, il marche au secours de Milan ; dans le même temps, les Bergamasques prenaient les casernes et l'archiduc Sigismond, à qui, par générosité ou habitude servile, ils permirent de se retirer, ce qu'obtinrent également les Cosaques. A Brescia, le jour où le fugitif Ranieri la traversait, on jeta un pétard dans la maison des jésuites, première étincelle de l'incendie ; puis, aussitôt les concessions proclamées, le général Schwarzenberg parcourut la ville au milieu des applaudissements. Le régiment Haugwitz, en garnison dans cette ville, était presque tout composé d'Italiens ; croyant alors qu'il n'y avait plus rien à faire, on ne courut pas au secours de Milan, et on laissa passer sans obstacle l'archiduc Sigismond, qui fuyait de Bergame.

Les pays de la Franciacorta, de la Riviera, des Vallées s'insurgent, et tout le territoire est libre jusqu'au Tyrol. Les Brescians, qui connaissent alors le véritable état des choses, somment Schwarzenberg de céder ; or, comme il résiste, ils commencent la lutte, égorgent son adjudant qui venait offrir la paix, et le général lui-même échappe difficilement à leurs coups. Une capitulation



1848. d'accepter les concessions, de les consolider d'abord, puis d'en faire une échelle pour atteindre à de plus grandes, d'autres élèvent leurs espérances jusqu'à l'indépendance. Les trois couleurs sont arborées aux cris de *Vive Pie IX!* et *Mort aux Autrichiens!* enfin, ivres d'une magnanime imprudence, les Milanais remettent la décision suprême à l'audace, et, pour répondre aux reproches 18 mars. de lâcheté qu'on leur avait prodigués, ils commencent une bataille mémorable.

Des barricades sont partout élevées avec ce qui tombe sous la main; lorsque les poutres, les tonneaux et les dalles des rues font défaut, on entasse les meubles les plus fins, comme si l'on sentait le besoin de rendre les sacrifices plus coûteux. Un carrosse vient-il à s'offrir? le peuple dételle les chevaux, le renverse, le remplit de cailloux, de paille, et le passage est intercepté. Chaque maison était munie comme une forteresse; des paniers remplis de pierres s'alignaient sur les saillies; les jalousies entr'ouvertes laissaient voir des canons de fusil, et, dans l'intérieur, on avait disposé des couvertures et des matelas pour amortir les coups ou éteindre les bombes. Au manque d'armes à feu et de munitions, on suppléait comme on pouvait; on fabriquait de la poudre avec du coton, et l'on dépouillait les musées d'armes. Les Autrichiens se défendaient de l'intérieur des casernes et de la cathédrale; au milieu du sang, à travers une grêle de tuiles et de cailloux, ils parvenaient à se réunir autour du château, où ils campaient sous une pluie incessante. Le tocsin, qui sonnait continuellement, frappait l'ennemi de terreur, tandis qu'il encourageait les Milanais; en effet, les insurgés éloignés apprenaient ainsi que telle église et tel quartier étaient débarrassés. Quelques rues furent prises et reprises : on répandit le bruit et l'on crut que les Croates se livraient à des atrocités gratuites et raffinées; qu'ils éventraient des femmes enceintes, crucifiaient des vieillards ou les rôtissaient à feu lent, coupaient des enfants en morceaux ou les portaient enfilés à leurs baïonnettes; qu'ils ensevelissaient vivants d'autres individus, ou les couvraient d'eau régale, à laquelle ils mettaient le feu. Lorsque d'autres journaux accusèrent les Italiens d'avoir exercé les mêmes barbaries contre les Autrichiens, nous comprîmes qu'il est d'usage, parmi les nations qui se haïssent, d'échanger de pareilles récriminations. Il est vrai que les actes de férocité et de magnanimité furent nombreux; du reste, il fallut un grand courage pour tenir tête, pendant cinq jours, à des troupes disciplinées, avec quelques fusils de chasse, des gens d'études, de bureaux et de boutiques.

On avait dit que des armes étaient préparées, et qu'on verrait paraître au premier signal les émigrés, les Piémontais et les campagnards ; les armes n'existaient pas, et les secours manquèrent, bien qu'on répandît, au moyen d'aérostats, les appels et les encouragements. D'ailleurs, l'ennemi lui-même n'était pas préparé à la défense : ses munitions insuffisantes et détériorées, la concorde persévérante des citoyens et la probabilité que l'insurrection s'étendrait dans la campagne ; l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, l'appréhension que les Piémontais n'arrivassent, décidèrent le maréchal Radetzky à ordonner la retraite. Milan se trouva libre, et sa joie fut d'autant plus vive qu'il s'attendait moins à ce résultat, acheté par trois cent cinquante cadavres, parmi lesquels ceux de quarante femmes et de trente-quatre enfants.

1848.

22 mars.

Des scènes semblables se reproduisaient dans d'autres villes. Côme fut secourue par des réfugiés venus de la Suisse, et, après une lutte opiniâtre dans les rues, on contraignit les Croates à capituler. Le lac, Varesotto et la Brianza désarment ou chassent les étrangers ; Lecco, avec plus de courage, ramasse de l'argent et envoie des braves au secours de Monza et de Milan ; la voie militaire du lac est interceptée, et la Valteline s'affranchit elle-même facilement en permettant aux troupes, en petit nombre d'ailleurs, de se retirer dans le Tyrol. A Bergame, un capucin avec le Christ et la bannière italienne, appelle le peuple à la liberté, et, à la tête de quelques hommes résolus, il marche au secours de Milan ; dans le même temps, les Bergamasques prenaient les casernes et l'archiduc Sigismond, à qui, par générosité ou habitude servile, ils permirent de se retirer, ce qu'obtinrent également les Cosaques. A Brescia, le jour où le fugitif Ranieri la traversait, on jeta un pétard dans la maison des jésuites, première étincelle de l'incendie ; puis, aussitôt les concessions proclamées, le général Schwarzenberg parcourut la ville au milieu des applaudissements. Le régiment Haugwitz, en garnison dans cette ville, était presque tout composé d'Italiens ; croyant alors qu'il n'y avait plus rien à faire, on ne courut pas au secours de Milan, et on laissa passer sans obstacle l'archiduc Sigismond, qui fuyait de Bergame.

Les pays de la Franciacorta, de la Riviera, des Vallées s'insurgent, et tout le territoire est libre jusqu'au Tyrol. Les Brescians, qui connaissent alors le véritable état des choses, somment Schwarzenberg de céder ; or, comme il résiste, ils commencent la lutte, égorgent son adjudant qui venait offrir la paix, et le général lui-même échappe difficilement à leurs coups. Une capitulation

1848. d'accepter les concessions, de les consolider d'abord, puis d'en faire une échelle pour atteindre à de plus grandes, d'autres élèvent leurs espérances jusqu'à l'indépendance. Les trois couleurs sont arborées aux cris de *Vive Pie IX!* et *Mort aux Autrichiens!* enfin, ivres d'une magnanime imprudence, les Milanais remettent la décision suprême à l'audace, et, pour répondre aux reproches de lâcheté qu'on leur avait prodigués, ils commencent une bataille mémorable.

18 mars.

Des barricades sont partout élevées avec ce qui tombe sous la main; lorsque les poutres, les tonneaux et les dalles des rues font défaut, on entasse les meubles les plus fins, comme si l'on sentait le besoin de rendre les sacrifices plus coûteux. Un carrosse vient-il à s'offrir? le peuple détèle les chevaux, le renverse, le remplit de cailloux, de paille, et le passage est intercepté. Chaque maison était munie comme une forteresse; des paniers remplis de pierres s'alignaient sur les saillies; les jalousies entr'ouvertes laissaient voir des canons de fusil, et, dans l'intérieur, on avait disposé des couvertures et des matelas pour amortir les coups ou éteindre les bombes. Au manque d'armes à feu et de munitions, on suppléait comme on pouvait; on fabriquait de la poudre avec du coton, et l'on dépouillait les musées d'armes. Les Autrichiens se défendaient de l'intérieur des casernes et de la cathédrale; au milieu du sang, à travers une grêle de tuiles et de cailloux, ils parvenaient à se réunir autour du château, où ils campaient sous une pluie incessante. Le tocsin, qui sonnait continuellement, frappait l'ennemi de terreur, tandis qu'il encourageait les Milanais; en effet, les insurgés éloignés apprenaient ainsi que telle église et tel quartier étaient débarrassés. Quelques rues furent prises et reprises : on répandit le bruit et l'on crut que les Croates se livraient à des atrocités gratuites et raffinées; qu'ils éventraient des femmes enceintes, crucifiaient des vieillards ou les rôtissaient à feu lent, coupaient des enfants en morceaux ou les portaient enfilés à leurs baïonnettes; qu'ils ensevelissaient vivants d'autres individus, ou les couvraient d'eau régale, à laquelle ils mettaient le feu. Lorsque d'autres journaux accusèrent les Italiens d'avoir exercé les mêmes barbaries contre les Autrichiens, nous comprîmes qu'il est d'usage, parmi les nations qui se haïssent, d'échanger de pareilles récriminations. Il est vrai que les actes de férocité et de magnanimité furent nombreux; du reste, il fallut un grand courage pour tenir tête, pendant cinq jours, à des troupes disciplinées, avec quelques fusils de chasse, des gens d'études, de bureaux et de boutiques.

On avait dit que des armes étaient préparées, et qu'on verrait paraître au premier signal les émigrés, les Piémontais et les campagnards; les armes n'existaient pas, et les secours manquèrent, bien qu'on répandît, au moyen d'aérostats, les appels et les encouragements. D'ailleurs, l'ennemi lui-même n'était pas préparé à la défense : ses munitions insuffisantes et détériorées, la concorde persévérante des citoyens et la probabilité que l'insurrection s'étendrait dans la campagne; l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, l'appréhension que les Piémontais n'arrivassent, décidèrent le maréchal Radetzky à ordonner la retraite. Milan se trouva libre, et sa joie fut d'autant plus vive qu'il s'attendait moins à ce résultat, acheté par trois cent cinquante cadavres, parmi lesquels ceux de quarante femmes et de trente-quatre enfants.

22 mars.

Des scènes semblables se reproduisaient dans d'autres villes. Côme fut secourue par des réfugiés venus de la Suisse, et, après une lutte opiniâtre dans les rues, on contraignit les Croates à capituler. Le lac, Varesotto et la Brianza désarment ou chassent les étrangers; Lecco, avec plus de courage, ramasse de l'argent et envoie des braves au secours de Monza et de Milan; la voie militaire du lac est interceptée, et la Valteline s'affranchit elle-même facilement en permettant aux troupes, en petit nombre d'ailleurs, de se retirer dans le Tyrol. A Bergame, un capucin avec le Christ et la bannière italienne, appelle le peuple à la liberté, et, à la tête de quelques hommes résolus, il marche au secours de Milan; dans le même temps, les Bergamasques prenaient les casernes et l'archiduc Sigismond, à qui, par générosité ou habitude servile, ils permirent de se retirer, ce qu'obtinrent également les Cosaques. A Brescia, le jour où le fugitif Ranieri la traversait, on jeta un pétard dans la maison des jésuites, première étincelle de l'incendie; puis, aussitôt les concessions proclamées, le général Schwarzenberg parcourut la ville au milieu des applaudissements. Le régiment Haugwitz, en garnison dans cette ville, était presque tout composé d'Italiens; croyant alors qu'il n'y avait plus rien à faire, on ne courut pas au secours de Milan, et on laissa passer sans obstacle l'archiduc Sigismond, qui fuyait de Bergame.

Les pays de la Franciacorta, de la Riviera, des Vallées s'insurgent, et tout le territoire est libre jusqu'au Tyrol. Les Brescians, qui connaissent alors le véritable état des choses, somment Schwarzenberg de céder; or, comme il résiste, ils commencent la lutte, égorgent son adjudant qui venait offrir la paix, et le général lui-même échappe difficilement à leurs coups. Une capitulation

1848. d'accepter les concessions, de les consolider d'abord, puis d'en faire une échelle pour atteindre à de plus grandes, d'autres élèvent leurs espérances jusqu'à l'indépendance. Les trois couleurs sont arborées aux cris de *Vive Pie IX!* et *Mort aux Autrichiens!* enfin, ivres d'une magnanime imprudence, les Milanais remettent la décision suprême à l'audace, et, pour répondre aux reproches de lâcheté qu'on leur avait prodigués, ils commencent une bataille mémorable.

18 mars.

Des barricades sont partout élevées avec ce qui tombe sous la main; lorsque les poutres, les tonneaux et les dalles des rues font défaut, on entasse les meubles les plus fins, comme si l'on sentait le besoin de rendre les sacrifices plus coûteux. Un carrosse vient-il à s'offrir? le peuple détèle les chevaux, le renverse, le remplit de cailloux, de paille, et le passage est intercepté. Chaque maison était munie comme une forteresse; des paniers remplis de pierres s'alignaient sur les saillies; les jalousies entr'ouvertes laissaient voir des canons de fusil, et, dans l'intérieur, on avait disposé des couvertures et des matelas pour amortir les coups ou éteindre les bombes. Au manque d'armes à feu et de munitions, on suppléait comme on pouvait; on fabriquait de la poudre avec du coton, et l'on dépouillait les musées d'armes. Les Autrichiens se défendaient de l'intérieur des casernes et de la cathédrale; au milieu du sang, à travers une grêle de tuiles et de cailloux, ils parvenaient à se réunir autour du château, où ils campaient sous une pluie incessante. Le tocsin, qui sonnait continuellement, frappait l'ennemi de terreur, tandis qu'il encourageait les Milanais; en effet, les insurgés éloignés apprenaient ainsi que telle église et tel quartier étaient débarrassés. Quelques rues furent prises et reprises : on répandit le bruit et l'on crut que les Croates se livraient à des atrocités gratuites et raffinées; qu'ils éventraient des femmes enceintes, crucifiaient des vieillards ou les rôtissaient à feu lent, coupaient des enfants en morceaux ou les portaient enfilés à leurs baïonnettes; qu'ils ensevelissaient vivants d'autres individus, ou les couvraient d'eau régale, à laquelle ils mettaient le feu. Lorsque d'autres journaux accusèrent les Italiens d'avoir exercé les mêmes barbaries contre les Autrichiens, nous comprîmes qu'il est d'usage, parmi les nations qui se haïssent, d'échanger de pareilles récriminations. Il est vrai que les actes de férocité et de magnanimité furent nombreux; du reste, il fallut un grand courage pour tenir tête, pendant cinq jours, à des troupes disciplinées, avec quelques fusils de chasse, des gens d'études, de bureaux et de boutiques.

On avait dit que des armes étaient préparées, et qu'on verrait paraître au premier signal les émigrés, les Piémontais et les campagnards ; les armes n'existaient pas, et les secours manquèrent, bien qu'on répandît, au moyen d'aérostats, les appels et les encouragements. D'ailleurs, l'ennemi lui-même n'était pas préparé à la défense : ses munitions insuffisantes et détériorées, la concorde persévérante des citoyens et la probabilité que l'insurrection s'étendrait dans la campagne ; l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, l'appréhension que les Piémontais n'arrivassent, décidèrent le maréchal Radetzky à ordonner la retraite. Milan se trouva libre, et sa joie fut d'autant plus vive qu'il s'attendait moins à ce résultat, acheté par trois cent cinquante cadavres, parmi lesquels ceux de quarante femmes et de trente-quatre enfants.

1848.

22 mars.

Des scènes semblables se reproduisaient dans d'autres villes. Côme fut secourue par des réfugiés venus de la Suisse, et, après une lutte opiniâtre dans les rues, on contraignit les Croates à capituler. Le lac, Varesotto et la Brianza désarment ou chassent les étrangers ; Lecco, avec plus de courage, ramasse de l'argent et envoie des braves au secours de Monza et de Milan ; la voie militaire du lac est interceptée, et la Valteline s'affranchit elle-même facilement en permettant aux troupes, en petit nombre d'ailleurs, de se retirer dans le Tyrol. A Bergame, un capucin avec le Christ et la bannière italienne, appelle le peuple à la liberté, et, à la tête de quelques hommes résolus, il marche au secours de Milan ; dans le même temps, les Bergamasques prenaient les casernes et l'archiduc Sigismond, à qui, par générosité ou habitude servile, ils permirent de se retirer, ce qu'obtinrent également les Cosaques. A Brescia, le jour où le fugitif Ranieri la traversait, on jeta un pétard dans la maison des jésuites, première étincelle de l'incendie ; puis, aussitôt les concessions proclamées, le général Schwarzenberg parcourut la ville au milieu des applaudissements. Le régiment Haugwitz, en garnison dans cette ville, était presque tout composé d'Italiens ; croyant alors qu'il n'y avait plus rien à faire, on ne courut pas au secours de Milan, et on laissa passer sans obstacle l'archiduc Sigismond, qui fuyait de Bergame.

Les pays de la Franciacorta, de la Riviera, des Vallées s'insurgent, et tout le territoire est libre jusqu'au Tyrol. Les Brescians, qui connaissent alors le véritable état des choses, somment Schwarzenberg de céder ; or, comme il résiste, ils commencent la lutte, égorgent son adjudant qui venait offrir la paix, et le général lui-même échappe difficilement à leurs coups. Une capitulation

1848. honorable lui est accordée; la troupe se retire avec ses armes, et va se poster aux Orzi sur l'Oglio, où elle protége la retraite de Radetzky. Profitant de la nuit pour sortir de Milan par la porte Romaine, le maréchal rencontra à Melegnano quelque tentative de résistance; mais il intimida tellement par sa ferme contenance, qu'on n'essaya plus de l'arrêter sur toute la route, où chaque arbre, chaque ruisseau, chaque pont pouvaient devenir un obstacle funeste. Lodi ne proclama sa liberté qu'après le passage de l'armée. A Crémone, un régiment d'Italiens fraternisa avec les insurgés; aussi, le général Schönhals, après capitulation, partit avec quatre cents uhlans, la caisse et les armes, en laissant à la ville deux bataillons de fantassins et une batterie de campagne. A Pizzighettone, on prit la forteresse avec dix-huit canons et sept cents caisses de munitions, qui furent transportés à Crémone; il aurait fallu, au contraire, faire venir les autres dans cette place et fermer le passage de l'Adda, ou réunir des forces au port de Lodi et attaquer Mantoue.

L'occupation de cette forteresse aurait été décisive pour les Italiens. Gorczkowsky, qui la commandait, sut amuser les citoyens par la concession de la garde civique, afin qu'ils ne demandassent pas la citadelle; les hommes prudents et l'évêque, dans la crainte que la forteresse ne foudroyât la ville, recommandaient la tranquillité. A ce moment, arriva du municipe de Trente une adresse, qui proposait de se détacher du Tyrol pour faire cause commune avec l'Italie, en offrant un secours d'hommes et d'argent; on y répondit vaguement; on laissa passer le duc de Modène, tandis que le commandant de la place recueillait les soldats fugitifs, qui furent bientôt en nombre suffisant pour assurer la ville aux Autrichiens. L'illusion disparut alors, et l'on qualifia de trahison ce qui n'était que manque de courage où de sagacité. Les conseils municipaux et le haut clergé avaient cherché partout à empêcher les actes de violence, qui ne pouvaient avoir, disaient-ils, que de funestes résultats; l'inutile effusion du sang fut épargnée partout, et l'on ne protestait contre la domination étrangère que par la joie de s'en délivrer.

La nouvelle des libertés promises produisit le même effet à Venise, qui demanda immédiatement la délivrance de Manin et

17 mars. de Tommaseo, lesquels furent portés en triomphe. Lorsqu'on proclama la constitution et la liberté de la presse, les cris de *Vive l'empereur!* retentirent dans toute la ville; mais l'annonce de l'insurrection de Milan fit concevoir des espérances plus élevées, et

les citoyens s'armèrent contre les troupes. Venise pouvait être bombardée de l'arsenal et du goulet du port; mais le gouverneur Palfy, dans l'incertitude de ce qui se passait à Vienne, n'osa point, et il permit à la magistrature municipale d'armer la garde civique. Cependant, on faisait courir le bruit que l'ennemi méditait des trahisons, et que Marinovich, odieux commandant de l'arsenal, préparait des matières incendiaires, lorsqu'il fut égorgé par ses subordonnés. L'avocat Manin, se mettant à la tête du peuple, réussit, au moyen de la force et de la persuasion, à se rendre maître de l'arsenal; le gouverneur résigne ses pouvoirs dans les mains de Zichy, commandant militaire, lequel signe avec la municipalité une capitulation, qui l'autorise à emmener la garnison autrichienne moyennant trois mois de paye, sauf à laisser à Venise la caisse, les armes et les soldats italiens. Treize personnes furent tuées; on épargna toute insulte à l'ennemi, et l'on poussa même la générosité si loin que l'on commit une grave imprudence; en effet, comme on voulait envoyer à Pola l'ordre à la flotte de venir se mettre aux ordres des insurgés, on confia l'avis au navire même qui portait Palfy à Trieste; celui-ci put donc la prévenir, et Venise resta paralysée de son bras droit, la flotte.

1848.

22 mars.

Toutefois, cette ville se trouvait libre légalement; le peuple exposa la Vierge de Saint-Marc, comme il le fit ensuite à l'occasion de toutes ses fêtes et dans tous ses malheurs; on institua un gouvernement provisoire avec Castelli, Tommaseo, Paleocapa, Camarata, Pincherle, Solera, Paolucci, Toffoli, sous la présidence de Manin, et l'on proclama la république, qui ne s'étendait pas alors au delà de la place de Saint-Marc; mais les villes de la terre ferme ne tardèrent pas à l'imiter, chassant ou désarmant les soldats. Le général Aspre est contraint d'abandonner Padoue; la garde nationale de Mestre occupe le fort de Malghera, et les citoyens de Chiozzo s'emparent de celui de San-Felice; les citadelles d'Osopo et de Palmanova se rendent, et l'on en nomme commandant le général Zucchi, qui s'y trouvait prisonnier depuis 1831. Le vice-roi était à Vérone; par ses promesses, il amusa les citoyens, et put ainsi sauver le nid où l'aigle devait renouveler ses plumes. Toutes les villes se donnèrent des gouvernements particuliers, qui se fondirent ensuite dans celui de Venise. L'armée autrichienne, dans les divers combats d'alors, eut quatre mille morts, sept cents blessés, dix mille prisonniers, outre les sept mille de Venise.

23 mars.

Modène se soulève aussitôt, et le duc, après avoir institué une junte, se retire sur le territoire autrichien, tandis que le grand-

1848. duc occupe les territoires de Massa et de Carrare. Dans l'insurrection de ces villes (20 mars), les citoyens, en combattant les soldats autrichiens, perdirent cinq des leurs et eurent plusieurs blessés, mais contraignirent l'ennemi à déposer les armes. Le duc de Parme, à la nouvelle de ce soulèvement, non-seulement se radoucit comme tous les autres et promet la constitution, mais déplore d'avoir subi l'influence étrangère; remettant ses destinées à Pie IX, Charles-Albert et Léopold, pour faire de ses États ce qu'ils jugeront le plus utile à l'Italie, il se déclare prêt à recevoir toute compensation qu'ils croiront convenable. Il passa dans la Romagne, et son fils se rendit à Milan pour offrir son bras à la cause italienne; mais on l'y retint prisonnier.

Les Piémontais avaient appris l'insurrection de Milan avec tout l'intérêt de nation et de voisinage. La population entière s'agitait pour que l'on courût préserver cette ville d'un massacre inévitable; déjà même de nombreux volontaires allaient à son secours malgré les gardes placées à la frontière, et l'on y envoyait des munitions. Charles-Albert, désireux d'entrer franchement dans la voie constitutionnelle, avait appelé depuis peu au ministère Sclopis, Franzini, Boncompagni, Desambrois, Revel, les génois Pareto et Ricci, sous la présidence de César Balbo. Leur popularité, leurs intentions bien connues, les vœux exprimés par les Génois, qui même leur en avaient imposé la réalisation, faisaient naître des espérances démesurées. Or, comme la première des espérances avait pour objet l'Italie unitaire, tous se demandaient si le Piémont tirerait l'épée pour la revendiquer. N'était-ce pas là le long désir de Charles-Albert? n'avait-il pas sur pied soixante-dix mille hommes, des arsenaux bien pourvus, un riche trésor, un état-major incomparable? et d'ailleurs tous les officiers brûlaient de se mesurer avec les oppresseurs.

19 mars.

La réalité ne répondait nullement aux discours. Le système militaire du Piémont, trop préconisé, ne pouvait se transformer subitement du pied de paix en celui de guerre active : l'artillerie et la cavalerie étaient excellentes, mais peu nombreuses; les réserves, mal exercées, avaient contracté l'habitude du repos et des douceurs domestiques; les soldats, braves personnellement, ne se distinguaient pas, réunis, par une discipline égale à leur courage; état-major de parade et peu belliqueux; en outre, personne n'avait fait la guerre; puis, dans ce moment critique, on ne pouvait mettre en ligne plus de douze à quinze mille hommes, dont un corps nombreux avait même été envoyé en Savoie pour

empêcher une irruption des voraces, bandes communistes de la France. Quant à l'Autriche, on ignorait son état misérable; on pouvait peu compter sur le reste de l'Italie, qui avait perdu l'habitude des armes. L'Angleterre, qui avait envoyé lord Minto pour donner des conseils et modérer le mouvement italien, loin d'exciter comme on en répandait le bruit, déclarait que la Lombardie était assurée à l'Autriche par les mêmes traités qui assuraient Gênes au Piémont, et qu'en touchant l'une on compromettrait l'autre.

Les secours de la France, maintenant qu'elle était républicaine, inspiraient de la répugnance, parce qu'ils pouvaient détruire la principauté; les paroles fameuses attribuées à Charles-Albert, *Italia farà da sè*, étaient une protestation contre cette assistance dédaignée. D'autre part, les hommes clairvoyants, persuadés que l'on fait triompher plus de causes par les tempéraments de la prudence, que l'on en gagne par un aveugle précipitation, avaient toujours conseillé au Piémont d'éviter la guerre (1); les nouveaux ministres avaient eu la consolation de s'assurer que l'Autriche ne menaçait pas le Piémont, qui pourrait alors tranquillement consolider, développer, appliquer les libertés obtenues. En effet, leur programme disait : Faire des préparatifs pour le cas où l'Autriche déclarerait la guerre, mais ne pas la provoquer; reconnaître la république française; s'allier avec l'Angleterre et les États consti-

(1) « Quelle est la peur de l'Autriche? Peut-être que Charles-Albert ou quel« que autre prince italien ne prenne les armes et n'envahisse la Lombardie? Fi « donc! elle sait comme les autres et mieux que les autres que cette tentative « est impossible aujourd'hui, et que les idées de ce genre ne peuvent entrer ni « trouver place dans l'esprit d'un prince aussi sage que le roi de Sardaigne. » GIOBERTI, *Jésuite moderne*, 1847, vol. III, p. 577.

Balbo, dans les *Espérances*, écartait entièrement l'idée d'une attaque. Durando, dans la *Nationalité italienne*, établissait toutes ses combinaisons stratégiques sur la supposition de la guerre défensive. Le *Risorgimento*, organe ministériel, écrivait, le 18 mars : « Le premier qui déclarera la guerre en Italie « engagera les destinées du monde, et méconnaîtra les saints principes inébran« lables qui nous assurent une victoire entière, infaillible, prochaine... L'Au« triche est sourde aux menaces comme aux caresses; elle ne bouge pas, choi« sit son temps et vise à son avantage avec une résolution impassible. Or, de « tous ses désirs, le plus ardent, le plus certain, c'est celui de se voir attaquée « par nous, cela seul pourrait la raviver, etc. » Dans le *Mondo illustrato*, page 723, le grand panégyriste de Gioberti a écrit : « Celui qui crie *Mort à « l'Autriche, vive le roi d'Italie*, est ennemi de Pie IX, et dès lors schisma« tique; il est ennemi de Charles-Albert, et dès lors rebelle; il est ennemi de la « civilisation italienne, et dès lors traître barbare. »

1848. tutionnels d'Italie, pourvu qu'ils ne commencent pas les hostilités.

Charles-Albert, inébranlable dans son but, hésitait sur les moyens et le moment, surtout dès qu'il se vit dépassé par le mouvement. « Que dit-on à voix basse au congrès de Gênes? » demandait-il. « On dit *Vive Charles-Albert!* lui répondait-on. » Et lui : « Mais plus bas on dit *Vive Mazzini!* » Dans une des fêtes solennelles de ce temps où les fêtes abondaient, toutes les communes du royaume vinrent célébrer la constitution promise, et défilèrent devant le roi, joyeuses, précédées de leurs bannières, faisant entendre des hymnes et des vivat; nous autres Lombards, échappés à la prison et à la loi martiale, nous étions les seuls plongés dans le deuil et la tristesse. Oh! qui a vu cette journée ne pourra jamais l'oublier; elle offrit le spectacle d'accords non encore troublés, d'espérances encore puissantes de tout leur prestige, d'une liberté dont personne ne s'était encore dégoûté. Elle eût été la plus belle de la vie de Charles-Albert; mais le soir arriva la nouvelle qu'on avait proclamé la république à Paris, et nous lui entendîmes dire : « Je prévois que la république fera le tour du « monde. Je m'inquiète peu de moi ; je plains mes enfants; mais « qu'importe, pourvu que mon peuple soit heureux. »

25 février.

Nous savons de source certaine que les Lombards, avant le soulèvement, lui avaient fait des propositions; mais s'il ne les écouta point directement, son adjudant le fit à sa place. Toutefois, confidentiellement, mais par écrit, il répéta la promesse, envoyée aux comices de Casale, que le cas donné il dirigerait le mouvement patriotique d'Italie. A Milan, les proclamations excitaient à la défense avec la certitude de l'assistance piémontaise; du haut des clochers on regardait si les secours arrivaient, et Radetzky crut à cette intervention. Des citoyens influents et riches signèrent une invitation à Charles-Albert pour qu'il secourût et prît la Lombardie, et le comte Martini fut chargé de l'apporter; néanmoins, Charles-Albert qui l'avait demandée, hésitait encore, et les ministres donnaient à l'ambassadeur autrichien des assurances de bon voisinage. Mais la jeunesse est avide de guerre; les portiques de la rue du Pô et la place du Palais fourmillent d'individus qui demandent la guerre à grands cris, et l'université veut la guerre. Si les anciens libéraux craignent qu'elle n'arrache les espérances en germe, les nouveaux qui désirent sauter au premier rang, et les hommes qui ne peuvent se figurer la liberté qu'à cheval sur un canon, la trouvent très-opportune. Le roi et les ministres savaient que soumettre l'autorité au tumulte, c'est

20 mars.

la perdre (1); mais si Milan succombait devant un nouvel Uraïas, quelle honte pour son voisin armé ! et que ferait Gênes, qui avait crié *Avec Milan, sinon, non!* la compassion pour cette ville ne pourrait-elle pas se convertir en fureur contre le prince, et faire proclamer la république? 1848.

Tandis que l'on hésitait entre les conseils de la prudence et les dangers de la générosité, la nouvelle arrive que Milan s'est affranchi lui-même; que les Autrichiens, battus et dispersés, sont en pleine fuite à travers les chemins rompus et les campagnes inondées, serrés de près par les populations, qui ont résolu de n'en pas laisser un seul vivant. Balbo disait à l'ambassadeur anglais Abercromby qu'il savait de bonne source que « si le gouvernement tardait à secourir les Lombards, une révolution républicaine éclaterait en Piémont; qu'il avait donc satisfait aux demandes des députés de Milan, après avoir reconnu l'impossibilité de réprimer l'enthousiasme des populations sardes. » Pareto assurait le même ambassadeur que pour peu qu'on eût retardé Gênes se serait soulevée et séparée des États royaux; on écrivait également à Vienne qu'il y avait à craindre que les nombreuses sociétés politiques de la Lombardie et la proximité de la Suisse ne fissent proclamer un gouvernement républicain, qui serait désastreux pour la cause italienne et la maison de Savoie (2). Étaient-ce les mo- 22 mars.

(1) « Personne n'ignore combien il importe, pour consolider la véritable li-« berté dans un État, d'enlever toute force et toute prépondérance aux mouve-« ments populaires. » SANTAROSA, *Révolution piémontaise.* « Les peuples et les « gouvernements ne doivent jamais oublier cette règle de conduite, si profitable « à qui sait se défier des individus qui l'adulent, et s'affectionner à ceux qui l'a-« vertissent et le reprennent. Qu'ils pensent que lorsqu'ils sont caressés avec « une tendresse affectée, lorsqu'on en soutient la cause trop chaleureusement, « c'est signe qu'on veut en faire les instruments d'intérêts qui ne sont pas les « leurs. » BALMES, *Le protestantisme comparé avec le catholicisme.* »

(2) *Correspondance*, etc. Lettre d'Abercromby à Palmerston du 23 et du 24 mars : « Le péril de la monarchie de Sardaigne est devenu si imminent aux yeux « des ministres, qu'ils ont été contraints de condescendre aux demandes de se-« cours présentées par les chefs de l'insurrection milanaise, et d'adopter une « ligne de politique qu'ils n'auraient pas suivie spontanément. »

Le 23, Pareto écrivait à cet ambassadeur : « Le premier devoir de tout État « et son droit imprescriptible, c'est sans aucun doute d'assurer la conservation « de sa propre existence... Tout concourt à maintenir dans les provinces et la « capitale une telle agitation, qu'elle fait craindre que d'un moment à l'autre il « en sorte une de ces révolutions qui mettraient le trône en grave danger; en « effet, après ce qui s'est passé en France, le péril que l'on proclame la républi-« que en Lombardie est voisin. A cette nouvelle un mouvement semblable écla-« terait dans les États du roi de Sardaigne. » *Correspondance*, etc., part. II, 13.

1848. tifs véritables ou la justification? Mais la multitude savait seulement que Charles-Albert avait jeté son épée dans la balance des ministres, et proclamé qu'il se mettait, avec ses fils, à la tête de l'armée pour offrir à la Lombardie « les secours de frère à frères ; qu'on ne parle pas de récompense ; la guerre finie, on décidera du sort du beau pays ».

L'admiration, la joie, l'amour se concentrent alors sur Charles-Albert, le meilleur, le plus grand des rois, l'épée de l'Italie ; on oublie ses torts avant qu'il déclare avoir oublié ceux de ses sujets ; il se résigne à subir, sur le balcon du palais et dans les rues, les acclamations qu'il avait toujours fuies ; il assiste au *Te Deum* chanté par l'archevêque de Turin, à qui cet acte n'épargne pas les huées ; il passe en revue la garde nationale applaudissante, heureux de voir briller sur ses vieux jours ce rayon d'espérance qui avait doré sa jeunesse.

Les autres États de l'Italie répondent à ce cri. A Rome, Gicir-uacchio conduit la foule au palais de l'Autriche pour en abattre l'écusson et l'occuper au nom de la diète italienne, dont Pie IX est sommé de se faire le chef ; en même temps les cloches sonnent, les canons tirent, Masi improvise, le tonnant et gigantesque père Gavazzi de Bologne prêche, le marquis Patrizi, le prince Ruspoli offrent de l'argent, leurs fils, leur personne à la cause commune. Pie IX, reconnaissant la main du Seigneur dans cette vic-

30 mars. toire, rappelle que « la concorde est la première cause de toute stabilité et prospérité, et que la justice seule édifie, tandis que les passions détruisent. » Le grand-duc Léopold s'écrie : « L'heure « de la complète résurrection de l'Italie est arrivée subitement, « et ceux qui aiment cette patrie commune ne peuvent refuser « de la secourir. Fils de l'Italie, héritiers de la gloire militaire de « vos aïeux, les Toscans ne doivent pas rester dans une oisiveté « honteuse, tandis que la sainte cause de l'indépendance se dé- « cide, mais voler au secours des Lombards, leurs frères. »

Le ministère napolitain avait cherché à tenir ferme contre les démonstrations de la rue, qui finirent par le renverser ; il fallut promettre la guerre sainte, dirigée par Pepe, exilé depuis vingt-

p. 184, 185, 408, 292 : « En supposant un prince le plus ennemi du nom et des « choses de la guerre, le plus froid pour la cause de la nationalité italienne, il « est certain que malgré lui il eût été entraîné par le torrent de l'opinion pu- « blique à secourir les Lombards, à moins qu'il n'aimât mieux voir ses sujets « soulevés et Gênes républicaine. » CIBRARIO, *Ricordi d'una missione a Carlalberto.*

sept ans, avec un ministère sous la présidence de Charles Troja, proscrit de la même cause. Le roi publiait cette proclamation : « Les destinées de la commune patrie vont se décider dans les « plaines de la Lombardie ; chaque prince et chaque peuple sont « tenus de s'associer à cette lutte qui doit assurer l'indépen- « dance, la liberté, la gloire. Nous entendons y concourir avec « toutes nos forces de terre et de mer, avec nos arsenaux, avec « les trésors de la nation ; union, abnégation, fermeté, et l'indé- « pendance de notre belle Italie sera obtenue ; vingt-quatre mil- « lions d'Italiens auront une patrie puissante, un riche patri- « moine de gloire et une nationalité respectée. »

Saint accord de princes et de peuples qui, forts de résolution, régénérés par de longues souffrances, veulent goûter la joie virile des batailles, afin que l'Italie soit non un trophée de victoires gagnées par d'autres, mais rachetées par le bras de ses propres enfants ; tous oublient les haines et l'orgueil d'autrefois, pour ne compter que sur la fermeté du dessein, la tempérance des passions, l'accord des volontés, les miracles de l'enthousiasme.

CHAPITRE CXCII.

GUERRE SAINTE.

La victoire était beaucoup moins facile que l'exaltation. Quelques individus, de courage intelligent et résolu, se mirent à la poursuite de l'ennemi fugitif ; comme ils devaient paraître beaux ces jeunes gens, qui trouvaient enfin quelque chose à faire ! comme leurs actes brillaient du sentiment héroïque, passionné, romanesque ! L'armée autrichienne offrait le spectacle opposé ; désorganisée, couverte de haillons, de boue et de sang, affamée, avec un impuissant désir de vengeance, elle craignait de rencontrer un ennemi derrière chaque haie, une mine sous chaque pont, dans chaque village des barricades et des tuiles ; si devant cette armée, éclaircie par tant de désertions, par la guerre inaccoutumée des rues, par la privation de repos, par l'incertitude des événements de Vienne, on avait abattu les arbres, coupé les chemins, répandu les eaux, lancé la mort, pas un Autrichien ne repassait les Alpes. Mais Radetzky s'aperçut bientôt que le peuple ne prenait aucune part à cette insurrection. Les campagnards ne

1848. suivirent pas l'impulsion des villes, et la basse Lombardie ne répondit pas à la résolution de la haute; aussi le maréchal, qui du reste ne fut jamais attaqué, put atteindre le Mincio, s'abriter dans le formidable quadrilatère (formé par les montagnes, la mer, l'Adige avec les forteresses de Vérone et de Legnano, par le Mincio avec celles de Peschiera et de Mantoue), et là relever le courage de ses troupes, en attendre de nouvelles et faire ses préparatifs.

Il ne restait alors à la puissance autrichienne d'autre appui que cette armée et ce capitaine, lequel eut toujours près de lui pour gardes les grenadiers italiens; bien qu'il manquât d'argent même pour vivre deux jours, il se montrait à son balcon pour recevoir, lui aussi, les applaudissements de la populace, à laquelle il jetait les quelques *quattrini* qui lui restaient; en attendant, aidé par les meilleurs officiers, il se préparait à la défense et à l'attaque.

L'armée piémontaise, outre qu'elle n'était pas encore prête, se trouva, par le petit nombre, au-dessous de toute attente; les généraux avouaient leur propre incapacité, et conseillaient de demander un maréchal aux Français (1); mais ces derniers étaient suspects à Charles-Albert. Cœur intrépide, esprit incertain, il n'avait pas cette aptitude impassible du commandement, qui impose à l'imagination populaire et fascine les volontés, parce qu'elle fait supposer dans le chef une profonde conviction; comme il était l'épée de l'Italie, il crut être la main capable de la manier, et répéta l'ambitieux *Italia farà da sè;* ces mots (2), d'effet dramatique dans la bouche d'écrivains et de prêtres, acquéraient une

(1) Le général Franzini, après la défaite, disait dans le parlement qu'il avait avant la guerre représenté au roi par écrit « que lui et les autres généraux « étaient peu capables, sans expérience, avec des grades peu élevés. Le roi me « dit que l'Italie ferait d'elle-même, et qu'il n'acceptait pas la proposition d'un « maréchal français, que je proposais comme capable de doubler le courage de « son armée. » Plus tard, Massimo d'Azeglio disait à ses électeurs : « En Italie, « rien n'était préparé dans les esprits, dans les cœurs, dans les mœurs, dans les « habitudes militaires. »

(2) Ce sentiment est depuis longtemps dans le cœur des Italiens, et l'école libérale le professa ouvertement dès que Ciro Menotti, expirant sur l'échafaud de Modène, s'écria : « Italiens, ne vous fiez plus aux promesses des étrangers.» Mais nous croyons que cette phrase fut formulée pour la première fois dans l'opuscule de Jacques Durando sur la *Nationalité italienne.* Puis le cardinal Ferretti, visitant la garde nationale de Rome, content de sa tenue, s'écria : *L'Italia farà da sè.*

terrible importance répétés par un roi qui montait à cheval pour les réaliser.

1848.

L'armée arriva tard; au lieu de se jeter sur Mantoue, défendue par une faible garnison, avec des munitions insuffisantes, et des citoyens disposés à la révolte, elle traversa Milan et Pavie, se dirigea par des marches régulières sur le Mincio, et fit preuve d'un noble courage aux ponts de Goito, Valleggio, Mozambano. Après avoir franchi le fleuve, elle usa son enthousiasme au siége inutile de Peschiera, attendant son parc d'artillerie, qui n'arriva que le 15 mai; on commença une guerre de positions le long de l'Adige, sur une ligne de trente-six milles d'étendue. Charles-Alhert se trouva bientôt à la tête de soixante mille hommes, sous les ordres de Bava et de Sonnaz; la réserve était commandée par le duc de Savoie, l'artillerie par le duc de Gênes, ses fils; le génie par Chiodo, la cavalerie par Visconti, l'état-major par Salasco; cinq mille Toscans, volontaires ou soldats, vinrent grossir ses rangs; dix-sept mille Romains se rapprochaient du Pô, outre quatorze mille Napolitains et un nombre infini de volontaires; trois mille Parmesans et Modénais étaient sur le Mincio, cinq mille Lombards vers le Tyrol, et des bandes de Vénitiens aux Alpes carniques. Mais une imprudente confiance en nous-mêmes et un mépris imprudent pour l'ennemi firent que lorsque chacun aurait dû offrir jusqu'à son dernier sou et sa dernière goutte de sang pour la délivrance de l'Italie, on marchanda les sacrifices et l'on différa d'opinion sur les moyens.

29 mars.

8 et 9 avril.

Anfossi, Longhena, Griffini, Manara, Arcioni, Simonetta, Sorresi, Bonfanti, Tolotti, Sedabondi, Torres... commandaient des bandes : des bandes de volontaires polonais avaient été conduites par le grand poëte et mystique Mickiewitz; avec la princesse de Belgiojoso étaient venus des volontaires napolitains, avec La Masa des Siciliens, d'autres avec le Belge Thamberg, avec l'acteur Modena d'autres encore, dont la bannière était portée par sa femme, et de plus sérieux avec le fameux Garibaldi. Les prêtres même ne manquaient pas; l'éloquent barnabite Bassi, qui en 1836 avait rendu tant de services à Palerme durant le choléra, et le père Gavazzi, semblaient sanctifier la cause et lui mériter le nom de croisade. Les séminaristes eux-mêmes s'organisèrent militairement : nobles élans, auxquels manquaient la discipline et l'union, qui seulent peuvent donner la victoire.

Mais, de même que les Lombards s'étaient flattés de vaincre démocratiquement dans un temps où toute force se trouve con-

1848. centrée dans les gouvernements, ainsi les Piémontais opposaient une bataille de front à une armée admirable par la discipline et l'expérience; tandis qu'on aurait dû faire servir l'élan national au triomphe de la cause, but unique, on ne sut ou l'on ne voulut pas effectuer la levée en masse; bien qu'on vît l'ennemi profiter des volontaires, accourus, pour l'aider, des écoles autrichiennes ou des forges de la Styrie, on faisait peu cas de ceux du pays, auxquels, par une heureuse inspiration, on confia la défense des passages alpins. Il se trouvait en Lombardie environ cinquante mille hommes, de vingt à trente ans, qui avaient servi, et l'on ne les appela point à l'instant sous les drapeaux; six mille trois cents, qui avaient déserté des Autrichiens, furent rejetés par l'honneur militaire et traités avec cette défiance qui invite à trahir; au lieu d'incorporer les conscrits dans l'armée piémontaise, avec des camarades expérimentés, sous de vieux officiers, on voulut former une armée lombarde, qui gaspilla le temps et l'argent, accrut le nombre des oisifs et des intrigants, et fut inutile à la grande cause. Des jeunes gens vigoureux ne rougissaient pas de rester chez eux pour briller dans la garde nationale et les parades, et célébrer dans les journaux et les chansons ce courage qui est si facile alors que l'occasion se trouve éloignée.

Les événements qui imposent les dictateurs naissent dans ces moments orageux; les personnes qui se trouvèrent ou voulurent se mettre dans une position de beaucoup de périls et d'aucun avantage, prirent donc le gouvernement de chaque ville, et l'impopularité paya leur dévouement. Afin de concentrer la résistance et les commandements, le gouvernement provisoire de Milan s'efforça de vaincre les jalousies, ce ver rongeur de tout germe d'espérances italiques, et d'obtenir que chaque province lui envoyât un député. On choisit des hommes qui n'avaient ni tramé, ni intrigué, ni même espéré peut-être; bien plus, quelques-uns avaient été en butte aux attaques de la presse démagogique (1): tant il est vrai que les conjurations n'avaient point engendré ce soulèvement, qui puisait de la noblesse et de la force dans le désir commun et simple de revendiquer la nationalité.

Tout gouvernement révolutionnaire est faible en face de ses

(1) Président, Casati; membres, Vitaliano Borròmée, Joseph Durini, l'historien Pompée Litta, Strigelli, Beretta, Giulini, et Guerrieri pour Mantoue, Anelli pour Lodi, Rezzonico pour Côme, Turoni pour Pavie, Carbonera pour Sondrio, Grasselli pour Crémone, Moroni pour Bergame.

compagnons de révolte, et se trouve exposé aux mille dangers de l'inexpérience, de la précipitation, du désordre; celui des Italiens, homogène par la loyauté, mais incohérent à cause de ses précédents et vacillant par inexpérience, ne chercha pas même la sanction populaire, si facile dans un pays organisé sur la base des municipes. Dans les moments suprêmes où l'inspiration vient des multitudes, on voit surgir quelques individus qui, cet éclair évanoui, doivent retomber dans les ténèbres; des caractères médiocres, lesquels usent d'égards envers tous, caressent le bien comme le mal politique, pourraient-ils jamais conduire une révolution, qui vit de mouvement, d'action, d'audace? A celle d'Italie, alors qu'elle se trouvait dans le premier élan, on imposa la formule des sociétés en repos, conserver l'ordre; on ne sut pas même gouverner des gens d'autant plus faciles à gouverner qu'il était facile de les tromper; lorsque tout avait un caractère exceptionnel, on agissait comme dans les circonstances ordinaires; devant une liberté nouvelle, jalouse par nature, on gouverna avec le secret que l'on met à conspirer, et l'on vit dominer cette médiocrité qui méconnaît les traditions diplomatiques comme les inspirations.

Les prêts volontaires sont un expédient que l'on aime à trouver chez les vieux républicains : une jeune fille qui offre son anneau de fiançailles, une vieille qui donne sa tabatière d'argent, et un prêtre qui se dépouille de ses boucles, font verser des larmes; mais ces sacrifices n'ont aucune importance, aujourd'hui que les forces et l'argent sont concentrés dans les gouvernements. On abolissait le droit sur le sel et la capitation, tandis que la suspension des payements du Mont troublaient l'existence d'une foule de familles; on demandait l'argenterie domestique et les dépouilles des églises, tandis que l'on pouvait se procurer des trésors inépuisables en proclamant la suprême nécessité de vaincre.

Des nuages obscurcirent bientôt cette teinte rose dont se colore l'aube de toute révolution. Les systèmes corrupteurs nuisent à l'avenir; en effet, au moment d'être changés, ils empêchent qu'il se trouve des personnes capables de représenter l'âge nouveau; d'autre part, le vulgaire, qui ne rêve qu'allégements et délices, se refuse aux efforts nécessaires pour les conquérir, et ne veut sacrifier ni ses intérêts ni ses habitudes. Dans des sociétés façonnées de la sorte, les qualités négatives prévalent, et malheur à qui s'élève au-dessus d'une médiocrité palliée sous le nom d'égalité! un nom illustre, l'activité, l'exaltation de nobles

1848. sentiments, une influence reconnue deviennent dangereux et sont dénigrés. Dans la guerre civile, envenimée durant les dernières années, les monopoleurs de réputation avaient couvert de railleries et désaffectionné les hommes qui ne se résignaient pas à demander pardon de leur supériorité; de leur côté, ces derniers redoutèrent le mépris de gens méprisables. Ainsi, comme s'il ne suffisait pas qu'on fût étranger aux affaires, aux armes, à la vie politique; comme s'il ne suffisait pas que Tommaseo et Cattaneo, Gioberti et Rosmini, Cibrario et Brofferio, Charles-Albert et Berchet eussent échangé des insultes, qu'ils pouvaient oublier mais non détruire, le dédain personnel ou le soupçon des autres tenait à l'écart les esprits généreux alors qu'on en avait le plus grand besoin. Dévoués depuis longtemps à la liberté, ils l'accueillirent avec un culte austère : les individus qui passaient de l'idolâtrie de l'absolutisme à l'idolâtrie de l'individualité, l'accostaient au contraire comme une prostituée; pour faire oublier d'anciennes bassesses, ils affectaient une indignation superbe dans leurs outrages contre les nobles cœurs; dans une presse sans pudeur, ils se déchaînaient contre des citoyens qui, alors qu'eux-mêmes étaient à genoux, affrontaient debout les martyres de la persécution publique et privée quand ils n'avaient rien à espérer, pas même un éloge, pas même la reconnaissance de leurs propres partisans. Les *hommes de talent*, disaient les folliculaires, sont des esprits faux, sans aucune pratique, et ils les déclaraient au-dessous des circonstances nouvelles; puis, à grand renfort de phrases, ils cherchaient à convaincre que les libéraux anciens et expérimentés valaient beaucoup moins que les nouveaux, qui étalaient la cocarde parce qu'ils ne pouvaient donner d'autre preuve de leur patriotisme à la foule, habituée à prendre l'emblème pour l'idée.

Les écrivains sont une race bien irritable ! Quelques-uns d'entre eux, qui exagéraient d'abord l'héroïsme pour l'exciter, reprirent bientôt le rire sardonique; d'autres, qui avaient aspiré à être les premiers, ne souffrirent pas de rester les seconds, et s'évertuaient à révéler les erreurs de quiconque ne faisait pas comme eux, et autorisaient les colères des factions, qui se disent toujours trahies par ceux qui ne les servent point comme elles veulent. Quand l'homme a pu accomplir des choses extraordinaires, il s'éblouit au point de croire tout possible, tandis que les tentatives périlleuses font reculer beaucoup d'esprits timides, qui compromettent ou font échouer ce qu'ils exagèrent. Ainsi, parmi les individus qui, par mode ou désir de primer, avaient appelé la tempête, plusieurs

s'effrayèrent quand ils la virent déchaînée; puis, comme les soubresauts désordonnés de la France leur faisaient craindre la guillotine où le communisme, ils se précautionnaient contre ceux qu'ils continuaient pourtant à traiter de frères.

Depuis quelques années, mais surtout dans les deux dernières, le paroxysme du bruit avait simulé l'activité de la gloire, et se manifestait par de sonores niaiseries et ce vague de pensée qui rend impropre à la pratique. Habitués à la déclamation, ces gens déclamèrent même alors qu'il fallait agir; prodigues de paroles, comme les individus qui manquent d'idées, ils entamèrent des luttes où le véritable vaincu était le bon sens; traînant les hommes les plus distingués non devant un tribunal, mais au supplice, ils faisaient du bruit dans les cafés, dans les journaux et partout où il fallait employer la langue non le bras, parce qu'ils voulaient faire quelque chose et n'étaient propres qu'à cela; feuilles publiques, caricatures, placards, ils employaient tout pour imposer à l'autorité, avilir les magistrats, dicter des mesures imprudentes, inventer des motions (1). Ces discoureurs avaient modelé leur opinion sur les journaux français, et, comme eux, ils faisaient consister le libéralisme dans l'opposition systématique; ils avaient fait de l'opposition alors qu'elle offrait du danger, et ils voulurent la continuer quand elle n'était plus qu'un vain bruit, quand l'arme prohibée était devenue une arme d'honneur.

(1) Il y a de tels abus de la presse, qu'on ne saurait comment les justifier. On « publie des listes de proscription, des libelles infamants, et l'on signale « à l'indignation et au mépris des personnes de toutes classes, de toutes condi- « tions. Puis, comme si le gouvernement ne savait pas quels sont les hommes « qu'il doit écarter de la gestion de la chose publique, ou dont il doit se dé- « fier, on suggère l'éloignement des emplois publics de tel ou tel citoyen. « Il suffit d'avoir un ennemi (et qui peut-être sans ennemi?) pour être exposé à ce vil attentat, vil parce qu'il est commis sous le masque de l'anonyme, etc.» Voilà ce qu'on lisait dès le 22 avril 1848 dans la *Gazette de Venise*, qui donna des articles très-sensés, tendant à détruire l'illusion qui faisait croire que la lutte était finie; ils exhortaient à se voiler le front, à renoncer aux plaisirs tant qu'il était nécessaire de combattre et de vaincre, à ne pas gaspiller l'argent en fêtes, qui pouvaient inspirer une folle confiance, etc. Le 12 juillet, elle disait : « Malheur si l'Italie et l'Europe jugeaient de nous d'après tout ce qui est « imprimé dans les journaux! car à coup sûr cela ne représente pas l'opinion « générale, mais seulement celle de quelques individus qui pour se faire lire « réunissent tout ce qu'ils peuvent trouver de plus original, de plus licencieux, « de plus mordant pour censurer tout acte du gouvernement. Nous espé- « rons qu'on ne voudra pas voir dans la presse publique l'opinion générale du « pays. »

1848. Tout le monde se croyait propre à donner des conseils, mais personne ne voulait assumer la responsabilité des mesures à décréter; le peuple obéissait mal à des gouvernements qu'on lui représentait comme méprisables, et, au milieu des chansons et de la fraternité, personne n'avait confiance en personne. Tant qu'il s'agissait de brûler l'effigie de Guizot ou de Metternich, et de mettre en carricature Radetzky, beaucoup se posaient en héros; lorsqu'il était question de faits, l'inertie, qui d'abord s'abritait dans l'impossibilité d'affronter l'ennemi, se prévalait ensuite de la facilité de la victoire, assurant que tout était fini par l'expulsion des Autrichiens.

Les serviteurs des anciens gouvernants, ne voulant pas tomber avec eux, se pressaient autour des nouveaux, réclamaient des dédommagements pour des persécutions imaginaires, s'improvisaient hommes d'État et offraient des conseils; on spéculait sur les emplois, sur la publicité, sur la faim. Des dilettanti du métier de délateur et de geôlier continuèrent à voir partout des conspirations et des délits; puis, alors qu'on avait en face une armée menaçante, ils semaient des frayeurs contre des espions qu'on ne trouvait pas, contre des paysans qui voulaient seulement vociférer comme les citadins. Toutefois, il n'y eut point de ces tumultes effroyables qui faisaient naître ailleurs l'épouvante ou l'indignation; mais les démonstrations bruyantes attestaient que l'autorité restait sans force et que les gouvernants étaient impuissants.

L'Italie reçut encore du dehors d'étranges nouveautés : dans un pays où le clergé avait toujours figuré dans les premiers rangs, on hurla contre les prêtres; dans un pays où depuis quatre-vingts ans on ne connaissait de l'aristocratie que le hasard de la naissance, on sema la haine contre les nobles, ce qui énervait en divisant.

Comme résultat, les finances furent obérées dans la fertile Lombardie, et les payements du Mont suspendus; on pourvut avec inintelligence aux besoins de la guerre, et, au milieu de l'inaction, on se mit à discuter sur la manière dont la nation serait gouvernée, avant d'être certain qu'il y aurait une nation. La forme républicaine paraissait convenir à un pays qui s'était rebaptisé dans son propre sang, où l'on ne trouvait ni dynasties à respecter ni noblesse de cour à gorger; comme chacun avait concouru à l'affranchissement, chacun devait conserver la plus grande part de souveraineté. Les beaux souvenirs de la Lom-

bardie n'étaient-ils pas républicains? et maintenant, la France initiatrice ne répandrait-elle pas cette forme dans le monde entier? cette sœur n'offrirait-elle pas volontairement des secours aux Italiens, et n'éloignerait-elle pas les jalousies des anciens princes et les ambitions des nouveaux? D'autre part, les adversaires les plus résolus de cette forme avaient dit que la différence entre la république et le gouvernement constitutionnel est petite ou nulle (1).

Néanmoins, pour n'apporter aucun obstacle à l'affranchissement, la Jeune Italie, avant l'insurrection, s'était obligée à cacher son drapeau, afin qu'il ne troublât point les songes des princes régénérateurs. Si Charles-Albert, à son entrée en Lombardie, avait pris des pouvoirs dictatoriaux et concentré toutes les forces pour le but unique, qui aurait fait entendre des plaintes? mais ce roi et le gouvernement provisoire avaient promis itérativement qu'on ne s'occuperait de la forme du gouvernement qu'après la victoire; une fois que tous seront libres, tous décideront, avaient-ils dit. Or, malgré cette promesse, ils sollicitèrent le pays à se déclarer; non-seulement les entrepreneurs de démonstrations et de motions se mirent à l'œuvre, mais le philosophe au nom duquel on n'avait commencé le mouvement abandonna ses graves études pour se faire l'apôtre de la fusion avec le Piémont (2); cette propagande détermina un autre in-

(1) « Je ne vois pas une grande différence entre les deux formes de gouvernement. Un prince constitutionnel n'est qu'un chef héréditaire de république, et un président de république, qu'un prince électif. » GIOBERTI, *Lettre* du 26 frévrier 1848.

Quelques journaux d'un pays italien assuraient qu'il y avait en Lombardie un parti fort et craint qui voulait *morceler l'Italie en une centaine de petites republiques comme dans le moyen âge*. Quant à nous, nous n'avons pas trouvé la moindre trace de ce projet, et les écrivains, non moins que les actes officiels, parlaient toujours de république plus ou moins étendue. Sans parler de Venise, dont les proclamations furent si généreuses, le peuple de Padoue, en inaugurant son gouvernement provisoire, disait, le 26 mars : « Le peuple qui « vous a constitué aujourd'hui n'a qu'un seul désir, l'union italienne. Arrière « le municipalisme. La république des villes d'Italie, quelle que soit son « extension, doit s'intituler italienne. Unissez-vous avec Venise et les autres « cités italiennes qui se sont déclarées ou sont prêtes à se déclarer, afin d'agir « avec elles dans un accord fraternel. Vive la république italienne! »

(2) « La grande intelligence... aime le peuple, mais non ses faveurs; elle aspire « à son bien, mais non à ses louanges, et se tient éloignée de la foule afin « de pouvoir la servir. » GIOBERTI, *Introduction à l'Histoire de la philosophie*, p. 219. Et à la page 183 : « Le gouvernement représentatif est excellent en « lui-même, très-propre à rendre une nation heureuse, et s'adapte merveilleu-

1848. dividu, dans lequel se personnifiaient les spasmodiques espérances de dix-huit ans, à y opposer le cri de république.

Alors le pays resta divisé, et le désaccord offrit des prétextes aux faiblesses, à l'avarice, aux calculs personnels. Les désordres de la France dégoûtaient beaucoup de gens de la république, parce qu'on la considérait comme fin, tandis qu'elle n'est que moyen pour la liberté. Parmi ceux-là même qui la désiraient comme la pacification de l'avenir, quelques-uns trouvaient que l'Italie n'était pas habituée à la subordination légale, qui est la première vertu républicaine, et qu'il fallait y arriver à travers l'apprentissage constitutionnel. D'autre part, un souverain entouré de l'auréole de la liberté et combattant pour la cause commune ; un gouvernement déjà établi, qui n'aurait qu'à s'étendre ; l'héroïsme des Piémontais armés pour l'affranchissement de la Péninsule; la vigoureuse impulsion que l'unité de commandement donnerait à la guerre, portaient les esprits à placer une couronne sur le symbole national. Pour ces motifs (qu'il ne faut pas confondre avec la servilité des misérables qui se réjouissent quand le hasard leur envoie un maître, et des intrigants qui, ayant l'adresse de faire volte face un quart d'heure avant la fortune, courtisent déjà Charles-Albert), beaucoup de personnes très-loyales, et même des individus qui avaient maudit le déserteur de 1821, sacrifièreut leurs rancunes à l'espoir qu'il achèverait la délivrance et conduirait à l'unité du pays, cette unité qui était le port vers lequel tous tendaient, et qui devint l'écueil.

Le ministère piémontais, qui pour conduire une guerre, affaire d'honneur non plus de raisonnement, était contraint tout à la fois de se servir des éléments révolutionnaires et de refréner les excès, dirigeait le gouvernement provisoire lombard, lequel se résignait à obéir, tandis qu'on l'accusait de mal commander. Les adulateurs, qui furent toujours ses pires ennemis, avilissaient le roi magnanime au point de supposer qu'il subordonnait la question nationale à la question dynastique et trouvait convenable qu'une grande nation disposât d'elle-même prématurément et au milieu du désordre; on accusait les opposants d'être vendus à l'Autriche (1), fût-ce même les hommes qui avaient le plus

« sement à tous les progrès civils, pourvu qu'il ne se fonde pas sur la base ab-
« surde et funeste de la souveraineté populaire. »

(1) « La politique a ses axiomes comme la géométrie, la physique, la spécu-
« lation. Telles sont l'unité, la liberté, l'indépendance italiennes, que les Italiens
« ne pourraient discuter sans encourir le reproche de trahir la patrie... Qu'im-

contribué à l'expulser; alors on posa comme alternative *Charles-Albert ou l'Autriche,* et les faibles étalèrent leur misérable arrogance.

1848.

En effet, l'impulsion vint d'en bas. Le peuple de Modène, repoussant la régence laissée par le duc, avait créé un gouvernement provisoire, sous la présidence de Malmusi; mais Reggio protesta, en établit un distinct, et plus d'un mois fut consumé en débats avant de les unir. Parme, au contraire, conserva les comtes Louis Sanvitale, Ferdinand Castagnoli et Jérôme Cantelli, les avocats Ferdinand Maestri et Pierre Gioja, désignés par le duc et qui se formèrent en gouvernement provisoire, avec exclusion de Gioja, mais en s'adjoignant le professeur Pellegrini, Joseph Bandini et monseigneur Carletti. Toutefois, les citoyens de Plaisance, en criant contre le prince parjure, instituèrent une régence séparée, dont fit partie Gioja que nous venons de nommer; puis on ouvrit les registres où devait signer quiconque désirait la fusion avec le Piémont, et cette fusion fut demandée sans restrictions, comme on devait s'y attendre dans un pays isolé et de peu d'étendue. Brescia, impatiente de tout retard, déclara propriété de la nation bresciane les biens des jésuites, et contraignit le gouvernement provisoire à ces persécutions de moines, auxquelles il répugnait par caractère, par politique, par respect pour lui-même et la liberté; puis, la classe infime se mit à demander avec des cris furieux la fusion avec le Piémont. Bergame suivit ce mouvement, et d'autres villes menaçaient, si le gouvernement provisoire retardait l'union, de la prononcer elles mêmes; enfin, l'armée se fit délibérante contre sa nature, et la légion Griffini envoya son adhésion.

8 mai.

Les petites républiques, naguère maudites, étaient regardées comme excellentes alors qu'il s'agissait de délibérer dans ce sens. La formule la plus avancée de la démocratie, le vote universel direct, les démonstrations de la rue, jusqu'alors abhorrées comme de funestes explosions populaires, passèrent pour des faits d'ordre constitutionnel. Balbo, depuis qu'il descendit de voiture à Milan jusqu'au moment où il y remonta, ne sut que répeter *Se fondre, et sans retard, sans retard;* Gioberti, en recevant dans cette ville les ovations habituelles, chercha à faire demander la fusion

« porte si quelques journaux, salariés secrètement par l'Autriche, calomnient le « père de l'unité italienne? Ne donne-t-il pas une preuve de sa sagesse en ne « voulant pas l'ajourner? » GIOBERTI, *Lettre du* 8 *avril* 1848.

1848. par le peuple, sous la promesse que Milan serait la capitale de la haute Italie (1). Les libéraux du Piémont désiraient la fusion comme motif d'une assemblée constituante, dans laquelle on aurait agrandi le statut; les libéraux des autres pays la demandaient également pour saisir l'occasion de transformer le gouvernement de leur patrie.

Le gouvernement provisoire appela donc le peuple à voter, en avouant qu'il y était forcé; en effet, disait-il : « La neutralité pro-« clamée pour empêcher les divisions et les discussions inutiles « en présence de l'ennemi, est accusée de nourrir et de fomenter « les discordes civiles, d'autoriser les espérances les plus hostiles, « de tenir le reste de l'Italie dans une incertitude pleine de frayeur. « Les esprits ne se sont pas renfermés dans les limites d'une dis-« cussion déjà périlleuse dans son ardeur; mais, dans beaucoup « de provinces, on a publié des adresses et recueilli des milliers de « signatures préludant ainsi au suffrage de la nation. Des sociétés « se sont organisées sous des noms et avec des buts divers; elles « ont agité, discuté, publié les questions les plus subtiles et les « plus ardentes. La presse légale et la presse anonyme ont « fait une propagande entièrement opposée, suscité des passions, « alimenté des espérances, insinué, imposé la convenance, la né-« cessité d'arriver à une solution. En attendant, il nous arrive « de partout des invitations, des recommandations pressantes de « prendre une résolution; les populations, les gouvernements, les « villes, les hommes considérables nous exhortent à sortir du camp « dans lequel nous nous étions retranchés, pour attendre ce que « prescriraient de faire les événements généraux de l'Italie. Ainsi, « le gouvernement provisoire, qui avait proclamé la neutralité « afin d'être un gouvernement uniquement occupé de la guerre et « de l'administration, se trouve entraîné à d'incessantes discus-« sions politiques, et contraint à se défendre chaque jour contre « les opinions les plus divergentes. »

(1) La plus belle exposition et l'apologie de cette intrigue se trouve dans les notes d'Antoine Casati sur *Milan et les princes de Savoie*. Après avoir raconté l'arrivée de Gioberti à Milan, et comment il quitta l'auberge du *Marin* pour aller dans celle de la *Belle Venise*, « qui, à cause de la place située devant, avait été propre aux ovations populaires, » il dit que « la foule arriva et s'établit sous les fenêtres de l'auberge; mais cette fois, c'était une foule de constitutionnels applaudissant à l'apôtre de la fusion; or, cette occupation par eux de la place San-Fedele, jusqu'alors considérée comme la possession exclusive (?) des républicains, annonçait le triomphe du parti modéré. »

L'homme qui ne peut se soustraire à des conditions blessant sa conscience, abdique le pouvoir. Les membres du gouvernement provisoire, au contraire, ouvrirent des registres dans toutes les paroisses, en appelant le peuple à voter sur des points où il n'était pas compétent; or, comme il arrive infailliblement, l'immédiate fusion de la Lombardie avec le Piémont fut demandée à une grande majorité.

Le Piémont, depuis longtemps, voit dans la dynastie de Savoie sa gloire et sa puissance, comme son propre intérêt; néanmoins, il était déchiré par des factions. La Savoie avait repoussé une bande d'ouvriers venus de France et proclamant la république; mais le désir de la nationalité italienne ne lui faisait pas accepter avec enthousiasme les charges que lui imposait la guerre, bien qu'elle les supportât avec un courage tranquille. Gênes avait d'autres vues que le ministère, et songeait à substituer le bonnet de doge à la couronne, aussitôt qu'elle ne semblerait plus nécessaire à la cause nationale. La cocarde tricolore, si elle ornait le patriote, servait de masque à l'intrigant, qui jetait le pouvoir dans la fange afin d'en ramasser un lambeau; au sophiste, qui préférait la forme au fond, l'expression à la doctrine; à l'intolérant, qui étouffait par les insultes la libre discussion; au déclamateur, ami ou ennemi d'avance de toutes les résolutions; au peureux, qui, portant Pie IX à la boutonnière et criant Vive l'Italie, ne songeait qu'à se tirer du péril à force d'aduler ceux qui l'avaient occasionné. Outre la presse hostile au pouvoir, ces gens eurent un théâtre, et le public un délassement dans les chambres, ouvertes à Turin le 8 mai, où chacun voulait faire étalage de rhétorique, de logique, de politique, de patriotisme.

Mais, d'une part, les individus qui s'étaient toujours plaints de la trop grande dépense de l'armée, se plaignaient maintenant de ce que les soldats et les officiers nouveaux n'avaient pas les qualités de vétérans; de l'autre, on blâmait comme un *luxe de sacrifices* l'envoi d'autres troupes dans la Lombardie victorieuse. Un emprunt de dix millions était réduit à six; on interpellait le ministère sur les provisions de guerre, sur l'issue de quelques batailles, sur ce qu'on entendait faire, comme si l'on voulait en informer l'ennemi; tous ceux qui rougissaient de ne pas combattre sur les champs de bataille, combattaient, pour voiler leur honte, à la tribune ou dans les cafés par des railleries, par des articles, par de frivoles motions, qui proposaient tantôt de soumettre les clercs à la conscription, tantôt d'expulser les jésuites et les dames

1848. du Sacré-Cœur; quelqu'un s'écria donc : « Si nous perdons du temps à chasser les moines, nous ne chasserons jamais les Autrichiens. » Les tribunes, remplies de spectateurs, applaudissant, sifflant, hurlant, avilissaient la majesté de la représentation nationale et violentaient la conscience des législateurs.

Au milieu de ce désordre, on jeta la question de la fusion avec la Lombardie. Un grand nombre de Piémontais voyaient avec plaisir que les Lombards missent pour condition une assemblée constituante, au moyen de laquelle on espérait introduire dans le statut un plus large équilibre entre le pouvoir législatif et l'exécutif; mais un jaloux antagonisme faisait craindre que Turin dût céder le rang de métropole à Milan, comme l'auraient désiré Gênes, Novare et les duchés, et que les Piémontais restassent en minorité dans l'assemblée constituante(1). Enfin, on vota

(1) « Le parti libéral (à Turin) et le ministre qui en faisait partie craignent que le suffrage universel ne place sous l'influence des prêtres et du parti aristocratique. » Aveu précieux, que nous trouvons dans la lettre du 16 mai de l'envoyé lombard au gouvernement provisoire. Le 26 mai, il écrivait que le retour du ministre Ricci de Lombardie avec l'annonce de la fusion, « a contribué à faire renaître cette sympathie à Turin, qui était morte depuis plus d'un mois et comme ensevelie pour toujours. » Le gouvernement provisoire lui écrivait, le 2 juin : « Nous sommes informés des exigences excessives qu'à Turin on met en « avant, et des reproches que quelques-uns nous adressent, peut-être parce que « nous n'avons pas pris exemple sur Parme et Plaisance (*qui s'étaient fondues* « *sans conditions*). Mais ces gens ne connaissent ni notre situation, ni le pays « que nous avons derrière nous, et ne savent pas combien il est facile ici d'a- « larmer la susceptibilité du pays, et quel mal font les exigences peu déguisées de « ce parti. » Le 28 juin, le même ajoutait : « Demain on discutera à la chambre « des députés le projet de loi pour l'union. Trop de temps s'est écoulé, et le pro- « jet ne sera point voté avec l'acclamation et l'enthousiasme que l'on pourrait « désirer. Mille causes concourent à cela : l'incertitude de tous, les mauvaises « nouvelles de l'armée, la discorde du ministère. Le parti rétrograde a eu le « temps nécessaire pour travailler, et a agi avec toute l'énergie possible. Les sen- « timents municipaux de Turin, qui se taisaient il y a un mois devant l'immense « sympathie pour la cause lombarde et les victoires de l'armée piémontaise, se « réveillent maintenant plus que jamais, et il circule une protestation, que l'on dit « couverte de cinq mille signatures, pour empêcher que Turin perde son rang « de capitale. Demain, on craint que, pendant qu'on discutera à la chambre, « il ne se forme sur la place Carignan une réunion de peuple pour violenter le « vote des députés... Toutefois, dans l'hypothèse du vote favorable des pou- « voirs de l'État, l'acte de fusion ne restera qu'un morceau de papier si l'armée « continue à être commandée comme elle l'est, puisque la victoire est la condi- « tion de cette organisation politique, et la victoire est incertaine et douteuse « si le favoritisme et la médiocrité continuent à prévaloir au quartier géné- « ral. »

que « la Lombardie avec les États sardes et les duchés formerait un seul royaume, et qu'en assemblée générale on établirait les règles d'une nouvelle dynastie constitutionnelle, sous la maison de Savoie, avec l'ordre de succession selon la loi salique. » En d'autres termes, un parlement législatif partiel imposait des limites à un parlement constituant que la nation entière devait élire; ce qui est pire, on décrétait la fusion de pays déjà réoccupés.

1848. 13 Juin.

En effet, au milieu de ces manéges, les affaires de l'Italie avaient sensiblement empiré. A la victoire des Milanais, la Péninsule avait tressailli d'espérance et de liberté, et le mouvement, déjà sorti de ses limites, se retournait contre les princes, loin de se laisser diriger par eux. Les ducs partirent de Modène et de Parme soulevées; le grand-duc fut contraint de déposer ses titres autrichiens et de choisir des ministres qui n'avaient pas ses sympathies. La voix chère et puissante du pape, au nom duquel s'était commencée la révolution, avait béni les espérances des Italiens; il envoya au camp italien un prélat qui avait toute son affection (monseigneur Corboli Bussi), et donna pour général à ses troupes le Piémontais Jean Durando, en lui ordonnant de se mettre d'accord avec Charles-Albert; en outre, il fit prier les princes d'envoyer des députés à Rome pour conclure une ligue politique. Maintenant, il se plaignait qu'on fût exigeånt au point de tyranniser sa conscience, et pourtant il dut expulser les jésuites, tandis qu'il les proclamait « d'infatigables collaborateurs dans la vigne du Seigneur; » les conseillers qui avaient toute sa confiance, il fut encore obligé de les remplacer par d'autres, lesquels lui imposaient des discours, des généraux et la guerre. Ses amis lui signalaient le danger que courait non-seulement l'État, mais la barque de Pierre. Les nonces, de Vienne et de Munich, lui faisaient craindre que l'Allemagne ne se séparât d'un pape qui se montrait très-hostile aux catholiques tudesques; puis, voyant que Charles-Albert demandait une alliance de guerre, et qu'on intriguait chaudement pour réunir l'Italie, mais sous d'autres auspices, Pie IX déclara qu'il ne favoriserait pas un prince au détriment des autres : « Notre nom, répondait-il à l'adresse des « députés, a été béni dans le monde entier pour les premières « paroles de paix sorties de notre bouche; il ne pourrait l'être assurément s'il en sortait celles de la guerre... L'union parmi les « princes, la bonne harmonie parmi les peuples de la Péninsule, « peuvent seules procurer le bonheur désiré. Cette concorde fait « que nous devons embrasser également tous les princes d'Italie,

9 mars.

1848. « parce que de cet embrassement peut naître cette harmonie « qui amènera la réalisation des vœux publics. »

Prêtre désarmé, entouré d'un consistoire cosmopolite, s'apercevant tard que la popularité veut faire des esclaves de ses fétiches, il se plaignit que le bruit de la grande conjuration servît de prétexte pour persécuter des personnes honorables et religieuses (1) :

29 avril. puis, comme le navire que Dieu lui avait confié lui parut en péril, il répudia toute participation aux révolutions, en disant qu'il n'avait réalisé que les choses suggérées par les puissances à Pie VII et à Grégoire XVI, et qu'il croyait avantageuses à ses peuples ; que son cœur était affligé de ce qu'ils n'avaient pas su rester fidèles, obéissants, mais qu'on ne devait pas lui imputer les convulsions de l'Italie, à lui qui abhorrait la guerre, et repoussait les hommes qui parlaient d'une république présidée par le pape.

1er mai. Rome, qui obéissait au pape à la condition que le pape lui obéirait, s'agite à ses paroles, et, maudissant comme on maudit dans cette ville, menace de noyer dans le sang la domination des prêtres ; on enlève de la poste les lettres adressées à des cardinaux et à des prélats, afin de les lire publiquement avec les interprétations les plus étranges ; la garde nationale occupe les portes et le château Saint-Ange ; des cris de mort se font entendre. Pie IX cherche à calmer les esprits par une proclamation empreinte de douceur ; mais chaque mot est accompagné d'une insulte, comme autrefois d'un éloge ; les cercles frémissent. Le philosophe Terenzio Mamiani, émigré en 1831, et qui, par son intelligence, son honnêteté, ses bonnes manières s'était fait estimer en France, avait pu rentrer à Rome, bien qu'il refusât, pour obéir à sa conscience, de se soumettre aux conditions et aux promesses que l'amnistie imposait ; favorisé par les classes éclairées, il en profitait pour conseiller la douceur ; il était donc désigné comme le chef d'un nouveau ministère, dont firent partie le cardinal Ciacchi, Massimo, Galletti, Marchetti, Lunati, Doria Pamphili, Pascal Rossi.

L'honnête inanité du parlement, dominée par trois orateurs, le melliflue d'Orioli, le foudroyant Sterbini, l'infatigable Canino, rendait l'action gouvernementale de plus en plus incertaine, et

(1) *Hujus falsissimæ conjurationis prætextu inimici homines eo spectabant, ut populi contemptum, invidiam, furorem contra quosdam lectissimos quoque viros, virtute, religione præstantes, et ecclesiastica etiam dignitate insignes nefarie commoverent atque excitarent.* Allocution du 20 avril 1848.

1848.

encourageait les attaques subversives des cercles, des journaux, de la populace. Les libéraux eux-mêmes se divisaient en centralistes et en fédéralistes, ceux-là voulant Rome pour métropole de toute l'Italie, ceux-ci conservant les anciennes capitales; mais Gênes et Palerme réclamèrent aussi cet honneur. D'autre part, dans leurs aspirations italiennes, tous oubliaient qu'un peuple ne s'amalgue pas comme les divers métaux pour faire une statue, et que l'unité nationale diffère de cette unité administrative et despotique, malheureusement transmise à l'Italie par la révolution française.

Le nouveau ministère, faible comme tout ce qui est honnête, ne voulait ni l'unité italienne, ni la révolution, mais l'indépendance italienne et la séparation des deux pouvoirs. Mamiani déclarait que, « en restant dans la paix sereine des dogmes, Pie IX prie, bénit, pardonne, mais laisse les affaires à l'assemblée; » en le plaçant ainsi dans le ciel, il le dépouillait de toute autorité terrestre. Le pape protesta, comme il avait protesté contre les Autrichiens quand un de leurs corps envahit Ferrare pour dissiper une poignée de soldats pontificaux; mais son influence était passée, comme d'autres modes, et la force populaire abandonna la papauté, précisément alors qu'il importait le plus de la soutenir et de la pousser.

Pie IX, à coup sûr, n'avait pas renié l'Italie; lorsque le président de la république vénitienne lui recommandait sa ville et « cette Italie, temple magnifique du Dieu vivant, dans lequel le séjour de l'étranger insulteur est un blasphème quotidien, » il répondait de sa propre main, le 27 juin : « Que Dieu bénisse Venise, en la délivrant des maux qu'elle redoute; » à La Farina, député sicilien, qui lui faisait des remontrances, il dit avec feu : « Je suis plus italien que vous, mais vous ne voulez pas distinguer en moi l'Italien du pontife. » Il fit écrire par le cardinal Antonelli à Farini, son envoyé à Turin, qu'il « désirait beaucoup interposer sa médiation, comme prince de paix, mais toujours en vue d'établir la nationalité italienne. » Le 3 mai, il écrivait à l'empereur d'Autriche : « Il est d'usage que le saint-siége fasse entendre une « parole de paix au milieu des guerres. Que Votre Majesté ne « trouve donc pas mauvais si nous nous adressons à sa piété et à « sa religion pour l'exhorter à suspendre une guerre qui, sans « pouvoir ramener à l'Empire les esprits des Lombards et des « Vénitiens, entraîne une funeste série de calamités, qu'elle « abhorre certainement. Que la généreuse nation autrichienne ne

1848. « trouve pas mauvais que nous l'invitions à déposer ses haines, « et à convertir en utiles relations de voisinage amical une domi- « nation qui ne serait pas noble ni heureuse alors qu'elle repose- « rait uniquement sur le fer. Cette nation, justement fière de sa « propre nationalité, mettra-t-elle son honneur à faire des tenta- « tives sanglantes contre la nation italienne? ne vaudrait-il pas « mieux qu'elle le fît consister à la reconnaître noblement pour « sœur, comme elles sont toutes nos filles très-chères, afin que « l'une et l'autre habitent leurs confins naturels avec des traités « honorables et la bénédiction du Seigneur? » Bien plus, pour rétablir la paix non moins avec l'ennemi que parmi les divers partis, il songea à se transférer à Milan; il est facile de voir que sa présence aurait grandement fortifié le courage de l'armée patriote.

Mais déjà le démon de la défiance avait envahi les esprits : on soupçonna le Piémont de sacrifier la grande cause italienne à un intérêt dynastique; on soupçonna le gouvernement romain de vouloir recouvrer la Polésine et ses anciens droits sur le Parmesan et le Modénais; le prélat que le pape députait à l'empereur (1) fit naître des soupçons, comme le ministère romain quand il confiait à Charles-Albert toutes les forces pontificales; la flotte que le roi Ferdinand envoyait dans l'Adriatique fut suspectée, les Siciliens la canonnèrent à son passage, et l'insultaient chaque jour dans leurs proclamations; les capitaines se défiaient de l'armée napolitaine, qui s'obstinait à crier *Vive le roi!* l'armée suspectait les bandes siciliennes, contre lesquelles elle avait combattu dans l'île; les Romagnols et les habitants de la Marche craignaient que les Napolitains ne voulussent occuper Ancône et prendre leur pays.

La défiance poussait le royaume sur les bords du précipice. Nous avons vu comment la Sicile, brisant le faisceau de l'union italique, s'était déclarée indépendante sous la présidence de Roger Settimo. Le roi, que les temps rendaient impuissant à résister, consentit à toutes leurs demandes; mais les Siciliens n'accueillirent pas comme un don ce qu'ils avaient déjà conquis. Quand la cons-

18 janvier.

(1) Pillersdorf, alors ministre d'Autriche, dans le rapport qu'il publia ensuite sur la révolution de Vienne, dit : « Tandis que l'Angleterre et la France approu- « vaient nos tentatives de réconciliation, un ambassadeur de la cour romaine « (monseigneur Morichini) proposa sans ménagements au ministère de renoncer « à toutes les provinces italiennes, en disant que c'était l'unique moyen d'évi- « ter de plus grands malheurs...; que les anciens traités n'avaient aucune va- « leur. »

titution fut donnée à Naples, ils la refusèrent parce qu'elle disait : « La Sicile et le royaume de Naples ne forment qu'un royaume avec une seule représentation nationale (1); » ils répondirent « qu'ils désiraient seulement s'unir au royaume par des liens spéciaux, et former ensemble deux anneaux de la confédération italienne. »

1848.

Le roi, que les traités empêchent de séparer les deux royaumes, accorde à la Sicile un parlement distinct, un lieutenant général avec des ministres, et s'oblige à tenir près de lui un ministre sicilien; mais les Siciliens veulent qu'il s'intitule seulement roi des Deux-Siciles, et non plus du royaume des Deux-Siciles; que la bannière soit tricolore, et qu'il n'y ait pas de troupes napolitaines dans l'île. Plus le roi fait de concessions, plus le comité général demande et se montre difficile : il refuse les services des hommes les plus distingués parce qu'ils avaient servi les Bourbons, et c'est ainsi qu'il oblige à recourir aux misérables; par haine de la centralisation administrative, il brise les liens qui rattachaient les communes à l'État, et dès lors il ne reste ni force, ni obéissance. Les exagérés se déchaînaient contre les Napolitains : « Qu'as-tu « fait, disaient-ils, royaume de fainéants et de perfides? Ce fut la « Sicile qui te poussa; tu voulus, pour devenir libre et nous of- « fenser, que notre glaive rompît les fers qui nous enchaînaient « tous les deux. Tu pourris dans la lâcheté, et tu oses appeler la « Sicile ta sœur, qui ne tînt pas l'épée dans le fourreau, tandis que « tu te retiras au plus fort de la lutte, comme si tu avais commis « un sacrilége. Le cœur te tremble, et tu n'oserais pas tenter ce « que nous, avec des forces moindres, avons accompli en un « jour. Ne nous appelle donc plus frères; car, entre nous, il n'y « aura plus rien de commun. »

10 février.

Le père Ventura lui-même, qui s'était jeté dans la politique, rappelait les longues souffrances de la Sicile; ses demandes, disait-il, sont fondées, et les Napolitains font preuve d'injustice en les repoussant, comme ils ont tort de vouloir l'associer aux maux de la guerre qu'ils entreprennent, et aux périls d'une liberté qu'ils ne conserveront pas.

Lord Minto avait parcouru l'Italie avec un caractère équivoque; il était regardé comme un agent de l'Angleterre, et distribuait des

(1) Le comité général aux représentants du gouvernement britannique, le 3 février. « La nation silicienne, que le despotisme se flattait d'avoir effacée du rang « des nations, a revendiqué son droit par le sang. » Acte de convocation du parlement, 24 février 1848.

1848. conseils dont il n'avait pas la responsabilité : il s'offrit comme médiateur, et cela suffit pour que l'île se crût appuyée par les Anglais. Le roi consent à tout, jusqu'à nommer Settimo pour son lieutenant ; mais la Sicile exige que le roi réside dans l'île, et lui cède la moitié de la flotte et de l'armée, en déclarant qu'elle ne ferait « à ces propositions aucune modification essentielle, et que toute forme de négociations était inutile. » Le ministère napolitain publie une protestation contre des prétentions « qui troublent positivement la résurrection de l'Italie, et compromettent l'indépendance et le glorieux avenir de la patrie commune, surtout en ce moment suprême, où tous les Italiens sentent fortement le besoin de s'unir dans une seule volonté. » Les Siciliens, pour toute réponse, convoquent le parlement; en l'ouvrant, Settimo déclare que le comité général a toujours agi dans la conviction que la Sicile ne devait dépendre d'aucun autre État.

22 mars.

25 mars.

La marée des peuples montait alors; aussi Palmerston, qui avait conseillé au roi de ne prendre aucune part à la guerre d'Italie comme contraire aux traités, l'exhortait maintenant à se résigner à toutes les conditions, puisque l'Angleterre ne voudrait pas l'aider à soumettre l'île, et que la Prusse ne le pourrait nullement (1). Le roi offrit même de transmettre la couronne de Sicile à son fils le plus jeune, sous l'unique condition qu'il serait accueilli; la réponse fut de déclarer les Bourbons déchus.

13 avril.

Dans le moment où l'on parlait partout d'unité italienne, un dommage inappréciable résulta de cette scission, qui contraignit le roi de Naples à tourner contre les Italiens une partie de ses forces. Les autres furent dirigées sur la Lombardie sous Guillaume Pepe, chef dans toutes les tentatives depuis 1796. La flotte, commandée par l'amiral de Cosa, fit voile pour Ancône; mais ce puissant secours ne devait pas même arriver à sa destination. Le nouveau ministère, dans lequel étaient entrés les libéraux Poerio, Savarese, Charles Troja et, comme président, le prince de Cariati, diplomate fort employé dans les gouvernements passés, déclarait dans son programme que « les deux chambres, d'accord avec le roi, auraient la faculté de modifier le statut, surtout en ce qui regardait la chambre des pairs. » Dans ce but, on convoqua le parlement à Naples : il fut d'abord proposé aux députés de jurer de « professer et de faire professer la religion catholique; d'être

(1) Dépêche du 24 avril.

fidèles au roi du royaume des Deux Siciles, et d'observer la constitution du 10 février. » 1848.

Dans l'assemblée préliminaire, cette formule rencontre de graves contradictions : « Cette entrave aux croyances, c'est de « l'inquisition ; si nous reconnaissons le roi, nous justifions la « guerre fratricide de la Sicile ; la fidélité à la constitution donnée « diminuerait le droit promis aux chambres de la modifier. » On parle, on déclame, et l'on crie d'autant plus haut que l'on sait le gouvernement disposé à céder. En effet, cette formule fut modifiée, et l'on réserva les changements que le roi et le parlement devaient faire à la constitution ; mais la concession parut du machiavélisme raffiné, tant les esprits étaient aveuglés, ou rendus défiants par le souvenir des perfidies : plusieurs députés dirent que le parlement devait être constituant, non constitué ; que le roi était un, eux cent. Les discours du palais civique de Montoliveto trouvèrent de l'écho au dehors ; de là un tumulte, que les uns dirent excité par les républicains pour dominer, les autres par les réactionnaires pour avoir un prétexte de comprimer, et d'autres par les Piémontais pour entraîner le pays dans la fusion ; car il est d'usage que chacun impute à ses adversaires les imprudences ou les méfaits dont il supporte les conséquences. Le roi consentit à d'autres demandes et nomma un nouveau ministère ; quelques députés se répandirent alors parmi la populace, en recommandant de démolir les barricades puisque le but de la démonstration était atteint ; mais il est facile d'imprimer le mouvement, non de le régler. 11 mai.

Les individus que l'on adule ailleurs sous le nom de peuple, et que l'on flétrit à Naples du nom de *lazzaroni*, prirent parti pour le roi contre ces disputeurs ; exaltés jusqu'à la fureur, ils incendièrent et massacrèrent ; les horreurs que les libéraux racontent de cette journée semblent inventées pour justifier les Croates. Les députés restèrent en séance sans prendre aucun parti, jusqu'au moment où un officier vint les sommer de se retirer ; après avoir protesté, ils s'en allèrent au milieu des huées de la populace. La nécessité de réprimer la révolte rendit à l'État le pouvoir arbitraire que la raison lui avait arraché ; le roi, placé entre la rébellion de la Sicile et le soulèvement de la capitale, réclama l'armée qu'il avait sur le Pô.

Pepe, général malheureux de l'insurrection de 1821, exilé depuis cette époque, était connu dans les sociétés secrètes, mais non de ces soldats, soumis plutôt à leurs capitaines particuliers et

1848. dévoués au roi; il résigna donc le commandement au général Statella. Mais les volontaires protestent en tumulte contre l'ordre du roi traître. Statella, contraint de se retirer, est insulté en Toscane; au contraire, on applaudit à Pepe qui, désobéissant, conduit au delà du Pô un bataillon de chasseurs et deux de volontaires napolitains, un de Lombards, un de Bolonais, une batterie de campagne, et gagne Venise, où il est nommé commandant supérieur des forces. Le reste de l'armée se dirigea sur Naples, et ces auxiliaires, puissants et bien organisés, sont encore enlevés à la cause nationale. Le roi, disait-il, était affligé de « se trouver empêché de participer à une si noble entreprise, et de ne pouvoir qu'admirer les glorieux exploits de l'armée sarde, à laquelle il souhaitait une prompte et bonne victoire. »

Troja quitta le ministère, qui fut recomposé avec Bozzelli, les princes de Cariati, d'Ischitella, de Torella, avec le général Carascosa et l'avocat Ruggeri, signalés comme libéraux. Le 15 juin, l'état de siége fut levé, et la presse redevint libre, mais pour tomber bientôt dans des excès, corrigés seulement par la populace ou des militaires qui, poussés ou offensés, allaient briser les presses. De nouvelles élections ramenèrent presque les mêmes individus; mais quelques-uns étaient fugitifs, d'autres effrayés, et ceux qui acceptèrent répudiaient les doctrines qu'ils avaient proclamées naguère, comme la bourgeoisie restait muette devant le drapeau tricolore, qui flotta de nouveau sur le château Saint-Elme.

1er juillet. Le roi, en ouvrant le parlement, répétait « que sa résolution inflexible était d'assurer à ses peuples la jouissance d'une liberté sagement modérée; on pouvait avoir confiance, ajoutait-il, dans sa loyauté, dans sa religion, et dans son serment spontané et sacré. » Mais les députés se défiaient des ministres et du roi, comme le peuple se défiait des députés; des niaiseries et des récriminations mutuelles furent l'unique fruit de cette assemblée où se trouvaient des hommes distingués. On demanda qu'une autre armée fût envoyée à la guerre sainte; mais comment le faire si, dans les provinces, les insurrections et la guerre civile renaissaient sans cesse, avec leur cortége ordinaire de haines réciproques et de peurs réciproques de trahisons?

En Calabre, Ricciardi, Mileti et d'autres voulurent se considérer comme une continuation du parlement, bien qu'une grande partie des députés de la nation eût consenti à siéger dans le nouveau. Les troupes, de retour de la guerre sainte, coururent réprimer les insurgés, vainement soutenus par la Sicile. Les chefs

de l'insurrection faillirent offrir le spectacle d'une lutte entre eux; parce qu'ils échouèrent, on les accusa de trahison, et Ribotti lui-même ne put se laver de cette tache, quoiqu'il se fût montré aux premiers rangs, et que les Napolitains, après l'avoir arrêté, l'eussent jeté dans les fers. La France républicaine, l'Angleterre instigatrice, le pape catholique, disait-on, protesteront contre les abus de la victoire royale, et vengeront les peuples. Hélas! le pape était frappé de malheurs domestiques; la France, dégoûtée de la liberté, se contenta de demander des indemnités pour les pertes que des Français avaient éprouvées à Naples; l'Angleterre et d'autres puissances ne crurent pas que Ferdinand eût tort d'user d'une victoire que ses adversaires lui avaient donnée.

Lorsque les faits manquent aux passions, il leur reste les paroles; or, comme à cette époque la haine et l'admiration ne connaissaient aucune mesure, on prodiguait les imprécations contre Pie IX traître, contre le Bourbon assassin, autant que les applaudissements à Charles-Albert, partout salué roi d'Italie; dans ce sens, il y avait çà et là des discours, des intrigues, des tumultes; la principauté de Monaco se prononçait pour lui, et le parlement sicilien, après une discussion orageuse, demandait un fils de ce roi. Il était naturel que Rome, la Toscane et Naples devinssent jalouses en se voyant amenées à combattre, non plus pour la cause nationale, mais pour couvrir un seul homme de leurs manteaux; qu'on vit renaître cet invétéré caprice des princes, qui les poussait tous à servir plutôt que de voir un Italien prédominer. Le bon accord disparu, le refus des princes exaspérait les populations; Charles-Albert lui-même, qui dirigeait une guerre d'insurrection, succombait aux admirations inconsidérées, et sentait vaciller dans sa main l'épée avec laquelle il avait promis de délivrer l'Italie.

10 juillet.

Les Autrichiens, disséminés d'abord dans tout le royaume, opéraient sur un front si développé, qu'ils durent inévitablement rester inférieurs, jusqu'au moment où ils se concentrèrent au milieu de leurs fortifications. Charles-Albert ne se croyait pas en sûreté tant qu'il ne posséderait point, comme base d'opérations, le Mincio et l'Adige; or, tandis qu'il aurait dû compter sur Venise, il s'opiniâtra devant quatre forteresses, dont ne pouvaient s'emparer des soldats peu habitués aux ravages du canon, qui s'effrayaient dès lors, et contraignaient à l'inaction. Leur bravoure, à quoi pouvait-elle servir contre les terribles obstacles de la nature et de l'art? et rien ne décourage autant que l'inutilité des efforts. Les vivres, fournis copieusement par le gouvernement lombard,

1848. étaient mal distribués, et les soldats souffraient de la faim dans le pays de l'abondance. Les bandes des *croisés*, nom bizarre donné aux volontaires, inexpérimentés, tous avides de titres et jaloux de commander, montrèrent de l'héroïsme à Stelvio, à Tonale, à Curtatone, mais non l'accord, l'obéissance, la persévérance indispensables pour vaincre; à ces bandes se mêlait la lie des misérables qui déshonoraient les patriotes; puis, leurs incursions imprudentes dans le Tyrol et à Castelfranco eurent pour résultat la ruine de quelques pays et d'inutiles supplices.

Une fois, le gouvernement provisoire envoya le colonel Alemandi pour organiser ces bandes; mais le plus grand désordre en fut la suite. Éloignés des batailles, les volontaires s'occupaient de politique, ou bien se livraient au jeu, aux orgies dans les maisons naguère bombardées par les Autrichiens et défendues glorieusement. Comme il arrive chez un peuple étranger depuis longtemps aux exploits militaires, on leur prodiguait les éloges, ou bien ils se les prodiguaient eux-mêmes dans les journaux : grand courage, longue patience étaient des qualités qu'on trouvait communes dans tous; on traitait de miracle le moindre exploit accompli par ces volontaires, d'autre part regardés avec défiance comme démocrates; aussi les soldats disaient : « A qui les fatigues, les souffrances, la mort? à nous, « tandis que les individus qui restent chez eux, occupés à donner des fêtes et des banquets, nous lancent des reproches, nous « appellent lâches; ils rehaussent les exploits de l'ennemi et « rabaissent les nôtres; nous leur sommes plus odieux que « les Autrichiens; ils désirent notre défaite, afin que la ré« publique triomphe. Oh! nos ennemis ne sont pas à Vérone, « mais à Milan, à Gênes, à Turin; non sur les champs de bataille « et derrière les tranchées, mais dans les journaux et les cercles, « où de lâches bavards excitent la malveillance dans les villes, « des séditions dans la campagne, et croient faire preuve de li« béralisme en blâmant tout, en criant à la trahison parce que « nous ne vainquons pas, nous ne mourons pas. »

Ces faits détournaient le roi de se servir des bandes, et pourtant ce fut un véritable tort de s'arrêter à la stratégie savante, et de repousser la puissante alliance de l'insurrection populaire; entraîné par la sublime ambition d'être le héros de la délivrance de l'Italie, Charles-Albert, et ce fut encore une faute, ne voulut pas d'autres épées, quoique plus propres à une guerre qui n'était pas une guerre de rois. La France, ivre de

ses triomphes et engourdie par ses convulsions, ne prenait à la cause italienne qu'un intérêt de caquetage; en outre, on empêchait ses sympathies en criant : *Italia farà da sè!* Gioberti avait dit qu'il fallait moins redouter la domination autrichienne que les secours de la France. Mamiani, ministre à Rome, disait encore : « Le plus grand malheur de notre nation serait la trop active amitié de quelque grand potentat. » Lorsque l'Autriche, comme si elle ne cherchait qu'à voiler l'abandon, offrit, par l'intermédiaire de l'Angleterre, de composer avec Modène, Parme et la Lombardie jusqu'à l'Adige, un royaume indépendant sous un archiduc, puis de céder même ces pays, il ne fut pas même permis d'écouter ses propositions; le roi, du moins en public (1), trouvait également que, dans une guerre entreprise pour l'unité italienne, on ne pouvait accepter d'autre condition que l'entier affranchissement.

1848.

Juin.

Il est toujours digne du plus fort de proposer la paix; mais les parleurs n'y voyaient qu'un symptôme de la ruine de l'Autriche. Il est vrai que les propositions avaient été faites par le ministre impérial Fiquelmont dans le moment où l'Autriche, battue en brèche par les révolutions partout renaissantes et dans la métropole même, paraissait crouler dans l'abîme; mais bientôt elle put reprendre l'avantage, et dès que l'empire ne fut plus que dans le camp de Radetzky, l'honneur national se trouva engagé à le soutenir à tout prix. Ces Alpes, qui épouvantent l'imagination et défrayent la poésie, n'arrêtèrent jamais les armées étrangères, depuis Hercule jusqu'à nos jours; en effet, par les Alpes carniques, Nugent amena vingt mille hommes de renfort à

(1) Nous disons du moins en public, car Albercromby écrivait au ministère anglais qu'il avait une lettre autographe du roi du 7 juillet, où il se montrait disposé à accepter, comme base de paix, le territoire jusqu'à l'Adige; paix qui, attendu la force relative de la Sardaigne et de l'Autriche, ne pourrait être considérée par les chambres et la nation que comme honorable et glorieuse. *Correspondance*, part. III, p. 62.

La *Gazette de Vienne*, le 1er juillet 1848, rapportait que, par amour de la paix, on avait proposé un armistice, durant lequel on négocierait sur la base de l'indépendance de la Lombardie, sauf quelques arrangements financiers et commerciaux; que le gouvernement provisoire avait refusé de traiter, parce que la question n'était pas lombarde, mais italienne; qu'en conséquence, il ne restait à l'Autriche qu'à faire appel au jugement du monde, et à redoubler d'efforts pour soumettre le pays insurgé. En effet, Wessemberg, le 5 juin, avait, d'Innspruck, transmis ces propositions à Casati, et Hümelaner les avait apportées à Palmerston, qui ne crut pas qu'elles fussent acceptées par les esprits, surexcités en Lombardie.

1848. Radetzki. Au lieu de perdre du temps autour de Palmanova et d'Osopo, comme les Italiens le faisaient à Peschiera, il franchit le Tagliamento et la Livenza, après avoir triomphé de la faible résistance des bandes, et des villes qui s'étaient fortifiées subitement ;

23 avril. Udine, à peine insurgée depuis un mois, tomba en son pouvoir, et il établit son camp à Conegliano près de la Piave.

Jean Durando, général des Pontificaux, après avoir hésité longtemps entre l'impulsion populaire et la répugnance du pape, avait enfin paru ; il aurait dû accourir dans la Vénétie et s'opposer à cette descente de renforts, comme les Vénitiens l'y engageaient (1) ; mais ni le ministère romain ni Charles-Albert ne le comprenaient ainsi. Arrivé tard, il se mit à harceler le flanc de l'ennemi, mais

5 mai. sans pouvoir l'empêcher de prendre Feltre, Bellune et Bassano. Outre l'aversion manifeste du pape pour cette guerre, il devait combiner ses mouvements avec ceux du général Ferrari, chef de volontaires romagnols, et du général Antonini, chef d'un corps levé en France : gens mal disciplinés, et capitaines jaloux, parce qu'ils sont égaux ; les uns se croient trahis par les autres parce qu'ils refusent de s'aider mutuellement, et tous ne semblent occupés qu'à ménager leurs compagnons. Dans l'affaire de Cornuda, Durando, qui s'était retiré à la Brenta, ne vient pas au secours de Ferrari, lequel se réfugie à Trévise ; Durando accourt également dans cette ville, et l'ennemi en profite pour assaillir Vicence ; mais la vigoureuse résistance des citoyens suffit pour l'en repousser.

Welden, par le Tyrol, amena de nouveaux renforts à l'ennemi, et Radetzky, par une manœuvre hardie, essaya de tourner les Piémontais qui, sans être prévenus, se trouvèrent assaillis à

22 et 30 mai. Goito. A Curtatone et à Montanara, les soldats et les volontaires toscans, commandés par Laugier, avaient soutenu bravement l'attaque d'un ennemi trois fois plus nombreux ; après une lutte de six heures, ceux qui ne succombèrent pas, comme le professeur Pilla, ou ne furent pas prisonniers, comme Mon-

(1) Vers le milieu du mois d'avril 1848, le gouvernement provisoire de Venise insistait auprès de Charles-Albert et du général Durando pour qu'ils envoyassent des troupes au secours de la Vénétie : « Il s'agit de l'honneur du nom piémon-« tais et pontifical, de l'honneur du nom italien. Tout délai pourrait faire per-« dre le mérite des sacrifices, la gloire du triomphe. Nous, qui sommes de-« puis des siècles déshabitués des armes, qui avons eu le bras et la pensée « enchaînés, nous ne rougissons pas de tendre la main à des frères plus aguer-« ris que nous, à des frères qui nous ont engagé leur foi sacrée ; de tendre la « main après avoir tout fait pour nous armer, nous fortifier, nous organiser, « nous régénérer subitement. »

tanelli, durent se retirer en pleine déroute. Quel ne fut pas le deuil de la Toscane peu agitée, et combien de gémissements de la part de mères et de frères non préparés à de si grandes pertes! Bava, avec les Piémontais, accourut tard sur les lieux, soit qu'il ignorât le mouvement des Autrichiens, soit qu'il mît de la lenteur à y remédier. Charles-Albert aurait pu profiter de ce répit, envelopper le corps de Radetzky avec sa forte réserve, et le battre hors de ses fortifications; mais, tandis que toute l'Italie célébrait la reddition de Peschiera, il ne s'opposa point à ce que l'ennemi, qui avait réparé ses pertes et comptait sur son inexpérience, abandonnât ses positions pour aller faire le siége de Vicence, laquelle dut capituler malgré la défense désespérée des citoyens, des Suisses et des Pontificaux venus à son aide. Durando, par un traité, convint de ramener au delà du Pô les Romagnols, et de ne plus combattre dans la guerre sainte; divers corps se réfugièrent à Venise avec Ferrari et Antonini. Trévise, Palmanova, Osopo ne tardèrent pas à être occupées par les Autrichiens, qui purent dès lors communiquer avec l'Allemagne par la Ponteba et le Tyrol; Radetzky, après le succès de ces opérations décisives, rentra dans ses fortifications inexpugnables.

1848.

11 Juin.

13 juin.

L'espérance de vaincre s'évanouissait, et pourtant les illusions croissaient; en rappelant les désastres, chacun disait : « Il n'y a d'autre salut que dans le roi et son armée. » Cela fit demander la fusion de la Lombardie; mais quel capitaine aurait pu se diriger au milieu des bavardages de quatre parlements, de centaines de cercles, de milliers de journaux? Charles-Albert, qui « était entré en campagne pour effacer d'anciennes fautes plutôt que pour acquérir une gloire nouvelle (Ranalli), » se voyait contraint de respecter cette inépuisable rhétorique. Se renforcer sur les hauteurs de Sommacampagna, qui sont le boulevard de la Lombardie, c'était le seul parti qui lui restât, et il le prit; mais, fatigué de l'inaction, aiguillonné par les louanges et les reproches, il voulut prendre l'offensive en bloquant Mantoue, et réunit quarante mille hommes sur son aile droite; cette manœuvre affaiblit sa ligne, découvrit l'aile gauche, et laissa libre le passage de Rivoli, dont il s'était rendu maître avec tant de gloire. Radetzky, débouchant alors de Vérone, et traversant par une marche hardie l'ennemi disséminé, s'avança contre le centre, et prit Sommacampagna sans avoir livré une bataille. Bien que nous négligions les détails des combats, nous ferons remarquer que l'ennemi

23 avril.

1848. n'hésita point à abandonner Vérone, dégarnie même, tant il sentait l'importance de grouper des forces sur un seul point ; que la position décisive de cette journée fut prise par huit cents volontaires viennois, jeunes gens nouveaux dans les armes, et dont cent cinquante seulement restèrent sains et saufs. C'est là une manière d'agir commandée par la guerre insurrectionnelle, et Radetzky savait s'y conformer.

Lorsque Charles-Albert s'aperçut de sa faute, bien tard il est vrai, il consacra tous ses efforts à la reprise de sa position ; mais il ne put concentrer rapidement ses troupes trop disséminées, et il se trouva cerné par l'ennemi, dont il n'avait pas prévu la célérité. (25 juillet.) Le nom de Custoza, comme d'autres, rappelle des traits de bravoure et des malheurs. Alors commencent les désastres. Les grands magasins tombent au pouvoir des Autrichiens, et les nouveaux envois de provisions sont enlevés ; l'armée, pendant deux jours, manque de nourriture et de vin, tandis qu'elle est exposée aux rayons d'un soleil brûlant, et que l'ennemi, pourvu de tout et encouragé par la victoire, la harcèle sans relâche. Le roi, défait avant de s'être aperçu de l'attaque (1), envoie de Goito demander un armistice ; Radetzky consent à l'accorder, pourvu qu'il abandonne toutes les forteresses et se retire derrière l'Adda. A ces conditions exorbitantes, le roi préféra se replier sur Crémone, où se trouvaient les blessés. Arrivé dans cette ville, et s'apercevant qu'il ne peut s'y maintenir, il aurait dû, comme le prescrivait tout bon principe de guerre, se réfugier par Plaisance à Alexandrie, sa base d'opération ; mais ne l'aurait-on pas accusé de combattre pour lui-même, et non pour l'Italie ? (3 août.) Il défile donc sur Milan, en annonçant qu'il est résolu à la défendre, comme si la chose était possible pour une ville d'une telle étendue, sans fortifications, et après qu'il avait envoyé au delà du Pô son grand parc d'artillerie.

A Milan, le gouvernement provisoire, après la fusion, avait cédé le pouvoir aux commissaires royaux, le général Olivieri, Montezemolo, Strigelli. Arrivés au moment du plus grand péril, ils songèrent à fortifier la résistance au moyen d'un comité de salut

(1) Un panégyriste s'écrie : *Que dire d'un chef d'armée se trompant si longtemps sur sa position, continuant à si mal évaluer les forces qui sont devant lui, alors que depuis trois jours l'ennemi a combattu de tous côtés à Rivoli, à Sona, à Salionze, à Staffalo, qu'il est en ce moment à si peu de distance, et qu'on vient de lui faire tant de prisonniers ?*

public (1), qui décréta un emprunt, l'armement général, le silence des journaux, une enquête contre les fournisseurs ; en un mot, il multiplia les édits, comme il arrive quand on ne peut faire autre chose. Du reste, il y avait dans la ville assez de vivres, de poudre, de cartouches, un souvenir récent d'héroïsme, un grand nombre de fugitifs des cités réoccupées; la garde nationale, placée sous le commandement du général Zucchi, pouvait, appuyée par l'armée qui tomberait sur le flanc de l'ennemi, concourir utilement à sa défense; en outre, tout le haut pays était libre; cinq mille volontaires gardaient les crêtes des Alpes rhétiques, et Griffini tenait garnison à Brescia avec cinq mille autres. Le redoutable Garibaldi accourait du Bergamasque dans la Brianza; on pouvait donc menacer les derrières de l'ennemi avec douze mille volontaires, placés par le roi sous les ordres de Jacques Durando, général piémontais, qui avait appris en Espagne à faire la guerre de bandes.

1848.

Si les caractères énergiques comptaient sur ces auxiliaires, la plupart désespéraient, et une foule d'individus, gémissants et consternés, abandonnaient la ville, d'autant plus que les désastres semblaient avoir enlevé le courage à l'armée et le jugement aux chefs. Les patriotes défendaient l'Adda à partir de Cassano, et les Autrichiens franchissaient ce fleuve vers son embouchure sur le pont de Grotta d'Adda, laissé dégarni : on avait la plus grande peine à empêcher l'armée de tomber en plein désarroi; les routes, encombrées de chariots, rendaient la marche très-pénible, et des torrents de pluie ajoutaient à cette difficulté; de cinquante mille hommes, qui avaient battu en retraite de Goito, vingt-cinq mille à peine se rapprochaient de Milan. Radetzky, après avoir eu la précaution de laisser trois mille hommes à Crémone et d'en diriger dix mille sur Pavie, campa avec trente-cinq mille dans les prairies de San-Donato près de Milan ; de là, il repoussait les patriotes dans la ville. Un grand nombre de citoyens sortirent pour combattre, et nous vîmes le roi au milieu de nous attendre les balles de l'ennemi, comme l'individu qui n'a rien à perdre ni à espérer. Persuadés que la défaite était irréparable, nous fîmes tous nos efforts pour amener le peuple à reconstruire les barricades; hélas ! l'enthousiasme s'était évanoui, et les hommes qui avaient pu, quand ils agissaient d'accord, expulser les Autrichiens, ne pouvaient maintenant les tenir à distance, parce-

1er août.

(1) Le docteur Maestri, l'avocat Restelli, le général Fanti.

1848. qu'ils se trouvaient désunis. Les officiers répétaient que ces défenses populaires étaient inutiles quand il y avait des canons pour balayer les rues; le peuple supposait qu'ils voudraient défendre une ville sur laquelle ils avaient attiré l'ennemi, et il les vit au contraire défiler vers leur patrie.

Le malheur rend injuste, et les excuses de la défaite parurent cesser, alors qu'on perdit l'espoir de la victoire. On prétendit que Charles-Albert, après avoir reconnu l'impossibilité de relever sa fortune, était convenu avec Radetzky de lui livrer l'une après l'autre les villes par lesquelles il passerait, à la condition qu'il ne mettrait aucun obstacle à son retour. Toujours la trahison ! commode raison, qui dispense de chercher les véritables. Son unique tort fut de s'être cru propre à conduire une guerre, seulement parce qu'il la désirait, et d'avoir, jusqu'au dernier moment, dissimulé la misérable condition de son armée, donnant ainsi l'espoir d'une défense, même après qu'il avait capitulé; si, faisant connaître le véritable état des choses, il se fût immédiatement réfugié sous les murs d'Alexandrie, il aurait épargné de grandes souffrances à son armée et les derniers sacrifices à Milan; trompés dans leur attente, les citoyens de cette ville, qui d'ailleurs ne se résignaient pas encore à l'humilité des vaincus, éclatèrent en reproches : le cri de traître fut jeté de nouveau à la face du roi malheureux, qui avait exposé sa vie et celle de ses fils; ceux qui l'avaient encensé couvert de diadèmes, ne surent pas le respecter couronné de l'adversité, ni se rappeler que ce qui est courage devant la tyrannie, devient lâcheté devant le malheur.

6 août. La nuit, il sortit clandestinement de Milan; le lendemain, les Autrichiens rentraient dans une ville muette et vide d'habitants, qui s'enfuyaient par milliers en Piémont ou en Suisse.

9 août. L'armistice portait que l'armée évacuerait la Lombardie et les places fortes de Peschiera, d'Osopo, de Rocca d'Anfo, les États de Modène, de Parme, de Plaisance, outre Venise et la terre ferme : pas un mot des bandes de volontaires. Il n'était pas signé par le ministère, mais par le général Salasco; alors les ministres étrangers lui reprochèrent d'avoir empêché les bonnes conditions qu'ils étaient en voie d'obtenir, c'est-à-dire que les deux armées resteraient dans leur position respective jusqu'à ce qu'on négociât une paix, fondée sur l'indépendance de la Lombardie (1); alors le parlement l'accusa d'avoir excédé ses pouvoirs par un acte

(1) Dépêche du 15 août d'Abercromby à Reiset.

qui tenait à la politique; alors le vulgaire l'accabla d'insultes; car, dans toute disgrâce, il faut une victime qui change la honte en colère, et l'on blâme l'homme qui fait ce qu'il ne pouvait s'empêcher de faire. Salasco répondait : « Les peuples font les insur-« rections, et les soldats combattent dans les guerres; or, celle-là « était une guerre, et puisque les premiers n'avaient fait aucun « mouvement et ne laissaient pas voir l'intention d'agir, et que « les autres se montraient désordonnés, récalcitrants, il ne res-« tait d'autre salut qu'une suspension d'armes. »

1848.

En effet, les Autrichiens s'arrêtèrent alors au Tésin, respectant le territoire piémontais. Le brave Jacques Durando, à travers le pays occupé par le vainqueur, ramena dans le Piémont les volontaires de la Lombardie, bien qu'ils ne fussent pas compris dans la capitulation, et que les républicains les exhortassent à se jeter dans les montagnes pour commencer la guerre du peuple, qui ne bougea point; les milices toscanes sortirent de Plaisance, en égorgeant leur colonel Giovanetti. Les Autrichiens, prétextant les traités, la parenté, les résolutions futures, restèrent dans les duchés, où ils établirent des gouvernements militaires; ils passèrent même dans la Romagne, en proclamant qu'ils allaient combattre, non Pie IX, mais les factieux qui, malgré ce pape, les avaient attaqués. Pie IX protesta contre cette proclamation, en déclarant qu'il ne voulait pas séparer sa cause de celle de son peuple, et fit sommer Welden d'évacuer le territoire; mais le saint homme avait perdu toute influence, et ses ministres, en désaccord avec lui et la nation, montraient une déplorable hésitation. Bologne repoussa les agresseurs avec un courage admirable, faisant entendre pour la dernière fois, au milieu du bruit du canon et des cloches, les noms réunis d'*Italie* et de *Pie IX*. L'héroïsme succomba, malheur dont profitèrent les misérables, qui prirent les armes pour les déshonorer par le pillage et des assassinats, continués plusieurs jours : ils ne distinguaient personne; l'un était leur victime comme espion supposé, l'autre sous le prétexte qu'il avait servi le gouvernement papal; mais leur tort véritable, c'était d'avoir de l'argent ou un ennemi; la force nationale fut donc obligée de se retourner contre de pareilles gens, qui n'empêchèrent pas Bologne de s'être signalée par son héroïsme, comme Milan et Palerme.

8 août.

La haute Italie, Venise exceptée, restait encore une fois à la merci des Autrichiens. Nous avons vu que Venise avait acquis, on peut dire légalement, sa propre indépendance; mais elle parut oublier la nécessité de la défendre; car, outre l'erreur qui la priva

1848. de la flotte, elle renvoya chez eux les trois cents Italiens qui avaient capitulé, et laissa prendre à qui voulut les munitions de l'arsenal. Selon ses traditions, elle proclama la république, obtint l'adhésion des villes de la terre ferme, et fut reconnue par le ministère du Piémont, qui y envoya le général La Marmora pour surveiller les armements. A la tête du pouvoir étaient l'avocat Manin et le Dalmate Tommaseo, choisis parce qu'ils avaient été victimes, mais nouveaux dans les affaires, et qui bientôt furent en désaccord. On reprochait à Manin de renfermer ses idées dans les lagunes, de parler aux puissances étrangères de Venise, non de l'Italie, non de l'affranchissement de la terre ferme, dont les villes, malgré leur récente adhésion, se retournèrent vers Charles-Albert, qui pouvait les sauver s'il avait envoyé une partie de ses troupes aux Alpes carniques, ou bien les alliés de la Romagne (1). Si Manin ne le faisait pas, on en donnait pour raison qu'il avait préféré la bannière républicaine à l'étendard royal; le comité de Padoue, se faisant l'interprète même des autres villes, intima donc au gouvernement de Venise de se fondre avec le Piémont, sous menace de se détacher d'elle. Décider du sort de la patrie d'après les clameurs de la plèbe ou de certains journalistes, paraissait chose indigne; on convoqua donc une assemblée de députés pour résoudre la question; mais les villes ne voulurent pas même répondre à cet appel, et, suivant l'exemple de la Lombardie, elles se donnèrent au roi, juste au moment où les Autrichiens les réoccupaient.

Venise, toutefois, était encore sauve, et pouvait très-bien se défendre grâce à sa position, bien qu'elle eût négligé l'occasion d'avoir toute sa flotte; elle possédait encore deux corvettes et deux brigantins sous Brua, auxquels vinrent se joindre deux frégates napolitaines à voile et deux autres à vapeur, avec deux brigantins, commandés par de Cosa; lorsque les officiers de ces navires allèrent visiter Venise, on les accueillit par la fête la plus splendide qu'on eût vue depuis cinquante ans. Le Piémont avait envoyé sa flottille sous l'amiral Albini qui commandait en chef, et ces forces réunies formaient le double de celles des Autrichiens. Les alliés repoussèrent les bâtiments de l'ennemi dans la rade de Trieste, où ils au-

22 mai.

(1) Le gouvernement provisoire de Venise, en donnant avis de son avénement à celui de la république française, écrivait : *Le temps des interventions est passé; et ce ne serait pas un secours dangereux qui nous viendrait d'un pays où Lamartine est ministre.* Il faut voir comme les journaux piémontais se déchaînèrent contre cette demande de secours !

raient pu les détruire, et soulever cette ville ainsi que l'Istrie; mais, par égard pour les protestations de l'Allemagne, ils n'osèrent pas, et on laissa échapper encore cette occasion. Les Napolitains, comme nous l'avons dit, se retirèrent bientôt, pour combattre non des Autrichiens, mais des Italiens. Pepe, s'étant rendu à Venise, fut nommé commandant supérieur de l'armée, qui consistait en dix-huit mille hommes, peu exercés, sans montures suffisantes, mais bien pouvus d'armes et de munitions, avec une infinité d'officiers qui s'étaient donné leur grade eux-mêmes, ou se les étaient fait donner par les soldats ou la populace. Il est vrai qu'ils avaient peu de chose à faire, puisque Welden, bien qu'il eût occupé tout le littoral, disposait à peine de dix mille hommes, dispersés sur une ligne très-étendue; ils exercèrent leur valeur en combats partiels, surtout à la Cavanella et à Malghera, mais sans rien décider.

1848.

Après la retraite des Napolitains, il ne restait plus que Charles-Albert; alors cette foule d'individus qui, du continent, couraient y chercher un asile, la liberté de la rue, une apparence d'héroïsme, criaient *Vive le roi!* et *Meurent Manin et Tommaseo !* L'assemblée fut réunie, et les ministres exposèrent la situation des choses; les armes abondaient, dirent-ils, la marine suffisait, mais il fallait deux millions et demi de francs par mois, tandis qu'il en entrait à peine deux cent mille. La fusion ayant été mise en délibération, les opposants ne manquèrent pas. Venise, disaient-ils, en proclamant la république, n'avait fait que suivre son histoire; du reste, elle a compris la nécessité de ne pas se séparer de sa sœur la Lombardie, et l'a imitée, en assurant qu'elle resterait neutre sur la forme politique jusqu'à la fin de la guerre. Cette neutralité avait été violée par ceux-là même qui l'avaient proclamée les premiers; après avoir préparé la fusion de la Lombardie, les cités vénitiennes, caressées par les courtisans, qui recouraient à des moyens semi-libéraux, semi-populaires, semi-magnanimes pour se faire offrir le morceau au lieu de le prendre hardiment, avaient envoyé des adresses au roi, puis des députations. On répète que le pays n'est pas mûr pour la république, et pourtant on l'appelle à décider de son sort au moyen de la forme républicaine la plus avancée, c'est-à-dire le suffrage universel direct, et sans discussion préalable, et sur les affaires dans lesquelles il est le moins compétent, les affaires politiques. Si le péril est urgent, croit-on l'écarter par la fusion? S'il y avait des dissentiments, ne seraient-ils pas envenimés par les brigues?

4 juillet.

1848. Pourquoi supposer au roi la misérable pensée de compromettre la cause nationale pour des ambitions dynatisques? S'il faut des secours étrangers, il sera moins facile de les obtenir avec la fusion.

Discussions superflues, lorsque le résultat était connu d'avance, et la fusion immédiate avec le Piémont fut votée à une grande majorité. Manin, en déclarant qu'il était pour la république, mais ne s'opposait pas à ce que la nécessité commandait, ne voulut prendre aucune part dans le nouveau gouvernement; cette résolution lui valut des éloges et des reproches, dont le moindre fut une immense soif de popularité. Le parlement piémontais ayant accepté la fusion, le général Colli et l'historien Cibrario furent envoyés à Venise comme commissaires royaux; dans une proclamation, ils disaient : « Appelé par votre libre suffrage, le roi Charles-Albert vous accueille et vous proclame une noble partie de sa grande famille régénérée. » C'était précisément le lendemain de la reddition de Mantoue, et le 11 arriva la nouvelle que Charles-Albert cédait également Venise. La foule des patriotes refugiés dans cette ville ne se contient plus; excités par le Lombard Sirtori et le Toscan Mordini, ils contraignent les commissaires à se retirer. Manin, qui a reconquis la faveur populaire et le pouvoir, apaise le tumulte et dit : « J'ai le gouvernement pour quarante-huit heures; maintenant débarrassez les rues, car il faut du silence et du calme afin de pourvoir aux nécessités de la patrie. » Le peuple se retire, et Manin sauve les albertistes de la fureur démagogique; puis, l'assemblée s'étant réunie, on le proclame dictateur, tandis que, pour lui enlever un rival et un obstacle, on envoie Tommaseo solliciter les secours de la France; on décrète qu'on résistera jusqu'à l'extrémité, et les patriotes espèrent que Venise pourra suffire encore une fois à recouvrer les restes de l'Italie perdue.

7 août.

13 août.

Ces revers italiens exaspèrent les esprits dans le Piémont même, et troublent les conseils. Le roi, dans une proclamation triste et digne, annonce les désastres de l'armée sur laquelle reposaient toutes les espérances de la patrie : « Elle revient avec la réputation « de forte et de vaillante; veuillez l'accueillir avec un salut frater- « nel qui allége sa douleur; moi et mes fils nous sommes au mi- « lieu de vous, prêts à de nouvelles souffrances pour la patrie. » Mais que, dans l'espace de quatre mois, une armée si aguerrie ne remportât aucune victoire, tandis que le peuple inexpérimenté avait triomphé si souvent à Milan, à Bologne, dans le Cadore et le

Vicentin; que cent mille hommes, sans avoir essuyé une défaite en bataille rangée, ni de pertes graves, cédassent en peu de jours un vaste territoire et tant de villes, qui avaient su naguère s'affranchir elles-mêmes, tout cela paraissait étrange aux hommes qui avaient toujours déconseillé la guerre; or, que ne devaient pas dire leurs adversaires? Des députés de Turin, pour avoir une explication des mystérieux revers, vont trouver le roi, lequel cachait à Alexandrie comme une honte ce qui n'était qu'un malheur; les Lombards qui se réfugient dans cette ville sont accueillis avec dureté : par les rétrogrades, comme provocateurs d'une guerre qui a ruiné le pays; par les exaltés, comme trop lents à fournir les secours; par les municipaux, comme hostiles au Piémont. L'injure est partout, comme naguère la fraternité.

César Balbo qui, après vingt-sept ans d'aspiration, s'était trouvé ministre, et avait pu déclarer la guerre à l'Autriche, faire décréter la fusion de la Lombardie, s'en montrait ivre de joie; un moment, il voulut être ministre de la guerre, pria le roi de l'appeler quand une bataille se donnerait, et il assista à celle de Pastrengo avec ses cinq fils, tous militaires. Mais les orages de la révolution déracinent les réputations les plus solides; si le rôle de ministre avait paru facile au milieu des applaudissements et de la prospérité primitive, il devint pénible dans les revers et en présence des chambres. Il avait donc fallu composer un nouveau ministère avec des personnes des divers pays fusionnés : les Milanais Casati et Durini, le Placentin Gioja, le Vénitien Paleocapa, outre Rattazzi, Lisio, Colegno, anciens persécutés. Mais les inimitiés municipales se déchaînèrent contre eux, et les vociférations ne s'arrêtaient que devant la voix imposante de Gioberti.

A la nouvelle des désastres inattendus, le parlement décréta la dictature à Charles-Albert; mais il ne savait que déclamer, et le ministère se retira, en protestant contre l'armistice Salasco comme conclu par une autorité incompétente. Dans l'intervalle, l'arbitraire et l'illégalité régnèrent jusqu'au moment où Alfieri, Pinelli, Revel, Merlo, Dabormida, Boncompagni, Perrone, Santarossa se résignèrent à prendre le portefeuille, dont ils sentaient le poids et les difficultés. Alors surgirent en foule les interpellations sur les choses présentes, les récriminations sur le passé, et les propositions du ministère furent combattues systématiquement, ou dénaturées par des amendements; on lui reprochait surtout d'être modéré : démonstrations, menaces, lettres anonymes, huées, insultes dans les journaux, voies de fait, rien ne lui était

1848. épargné par cette tourbe de réfugiés de tous pays, et qu'on désignait sous le nom de Lombards. Balbo, persévérant dans les conseils modérés, fut plusieurs fois menacé de mort s'il retournait aux chambres, et il s'y rendait armé d'un poignard; ceux qui ne voulaient pas l'injurier, l'avaient en pitié comme rendu imbécile par l'âge. Pour donner satisfaction aux braillards, il fallut punir Salasco, auteur de l'armistice, Federici et Bricherasio qui avaient livré Peschiera et Plaisance. A Gênes, on assaillit le général Trotti, bien qu'il étalât sa bannière, déchirée par les balles ennemies; le père Gavazzi et de Boni, entourés de ces hommes qui cherchent à se frayer un chemin en prêchant une liberté sans limites, arrivèrent dans cette ville, où ils travaillèrent à faire proclamer la république. En un mot, l'ennemi commun, la plèbe, après avoir envahi la presse, envahissait le gouvernement, et les dommages en furent pires que ceux qu'avaient occasionnés les Autrichiens.

10 octobre. Alors reviennent les travaux, dont l'homme s'occupe quand il n'a rien de mieux à faire. A Turin se réunit un congrès fédératif italien, sous les présidents généraux, le Piémontais Gioberti, le Romagnol Mamiani, le Calabrais Romeo, auxquels sont adjoints trois présidents de section, un plus grand nombre de vice-présidents et de secrétaires (1). Parmi ses membres, on comptait les champions les plus ardents du libéralisme déclamateur, et l'inévitable Canino, qui espéraient donner à l'Italie une certaine organisation par les futiles moyens de la rhétorique et des applaudissements, comme on le faisait avant la révolution; puis, selon la coutume, ils croyaient et faisaient croire ce qui n'était pas. Il ne tarda point à se dissoudre.

Le mécontentement et la fureur s'étaient répandus principalement dans l'État pontifical et à Rome, ville qui fut le véritable centre de toute cette révolution. Après le 30 avril, la populace se sépara du pape, mais surtout après le retour des volontaires qui avaient capitulé à Vicence; sous le nom de *Reduci*, ils devinrent des instruments pour les troubles, et une force là où il y avait beaucoup de déclamateurs et pas un ennemi. La déroute de Charles-Albert causa une douleur d'autant plus vive qu'on avait répandu le bruit d'une victoire prodigieuse. Lorsque la vérité est

(1) Article I[er]. « Une assemblée constituante est convoquée pour tous les « États italiens, laquelle aura pour unique mandat de rédiger un pacte fédéral « qui, en respectant l'existence de chaque État et laissant inaltérée leur forme « de gouvernement, serve pour assurer la liberté, l'union et l'indépendance absolue de l'Italie, et pour susciter le bien-être de la nation. »

connue, la plèbe devient furieuse; une démonstration nocturne aux flambeaux menace l'autorité; le parlement décrète des millions, ordonne de faire marcher la garde nationale, une légion étrangère, un général italien, et envoie au pape une adresse d'autant plus chaleureuse qu'elle est tardive et inutile. Le pape y répond vaguement; le ministère Mamiani donne alors sa démission, se dérobant aux difficultés pour les rejeter sur le pape, lequel, abandonné sur une pente où on l'avait hissé par force, fut contraint de signer toute espèce de décrets et de former un nouveau ministère sous la présidence du comte Fabri. Les sociétés qui avaient pour objet les amusements et les niaiseries s'étaient transformées en clubs d'intrigues et de conspiration; Ciriruacchio, Faccioti, Grandoni se firent les chefs de trois conventicules qui ne s'accordaient pas; chacun d'eux poussait aux excès par des propositions distinctes, mais d'autant plus violentes que les bavards ne devaient pas les mettre à exécution; néanmoins, tous s'entendaient pour demander la sécularisation. Pierre Sterbini, chef du cercle populaire, occupait le premier rang parmi les agitateurs; au dehors, faisaient écho des journalistes et les émeutiers; quiconque cherchait à les réprimer ne pouvait qu'être abhorré, et Pellegrino Rossi fut principalement odieux.

1848.

Né à Carrare en 1785, Rossi s'était signalé de bonne heure à Bologne, comme avocat et professeur; en 1815, il avait soutenu l'expédition de Murat, dans l'espoir d'inoculer les idées italiques à la force matérielle. En conséquence, contraint d'émigrer, il ne crut pas que l'exil le condamnât aux tristesses oisives et à l'obligation d'attendre sa nourriture des autres; s'étant fixé à Genève, alors le rendez-vous de personnes remarquables, comme les Staël, le duc de Broglie, Sismondi, Bonstetten, Bellot, Dumont, Pictet, de Candolle, de la Rive, il traduisit en italien quelques poésies de Byron, en même temps qu'il s'exerçait dans les sciences positives et le français, langue qu'il employa pour écrire ses travaux futurs. Bientôt il vit accourir à son cours libre de jurisprudence une foule de curieux et de gens d'étude; ce succès, bien qu'il fût catholique, lui fit obtenir un poste à l'université, où il dérouilla l'enseignement de la jurisprudence et de l'histoire romaines. Fait citoyen, il entreprit avec Sismondi, Bellot, Dumont et Meynier les *Annales de législation et de jurisprudence*.

Lorsque la révolution de 1830 mit le pays en ébullition, il fut choisi pour rédiger une constitution, connue sous le nom de *Pacte Rossi*, qui, refusée alors, reparut dans le statut unitaire de

1848; mais il repoussait la fusion radicale, car il savait combien d'avantages produirait l'union, combien de violences l'unité. Cette opinion lui fit perdre la mobile faveur populaire, et il passa en France, où il fut nommé professeur de droit constitutionnel malgré les sifflets des étudiants, membre de l'Institut, bientôt pair et comte; il avait obtenu des lettres de naturalisation; fort écouté du roi, l'opposition l'attaquait comme étranger, et lui reprochait de modifier ou plutôt de renier dans l'application ses doctrines économiques. De leur côté, les dispensateurs de la renommée l'élevèrent au rang des premiers publicistes: complaisance excessive; en effet, pauvre d'invention autant qu'il est habile à profiter des découvertes d'autrui et à les embellir, il n'ajoute rien aux doctrines, soit dans le droit pénal, soit dans la science économique: dans le premier cas, reniant Bentham avec lequel il marchait d'accord au commencement, il reconnaît la justice absolue pour fondement des lois et de la pénalité; dans le second, il admet des vérités spéculatives, que la pratique peut ensuite contredire; enfin, il pose des principes, dont il enseigne à se défier. C'étaient les défauts de l'école éclectique, à laquelle il s'était agrégé, et qu'on appelait en politique l'école des doctrinaires; votant avec ces derniers à la chambre des pairs, il soutenait souvent des applications qui semblaient opposées à ses principes, tandis que ces mêmes principes le rendaient capable de servir tous les partis.

Cette conduite équivoque, les manières superbes et réservées qu'adopte souvent l'individu qui recherche la popularité et subit au contraire des outrages, et qui font mépriser les moyens par lesquels il faut l'acheter, lui aliénaient les étudiants et les émigrés italiens: ils se déchaînaient contre ce révolutionnaire devenu le soutien des gouvernements, ce citoyen suisse qui s'était converti en champion des rois. Louis-Philippe se servait beaucoup de Rossi, et lorsque la France s'agitait contre les jésuites, il l'envoya à Rome pour engager le pape à prendre quelque mesure contre eux. L'envoi d'un carbonaro, d'un semi-Suisse, d'un homme qui était hostile au saint-siége comme émigré et philosophe, qui sacrifiait à la peur des jésuites la liberté de l'enseignement, ressemblait à une insulte; néanmoins, il sut gagner même le difficile Grégoire XVI, et, sans s'effrayer des menaces ni des refus, il menait à bonne fin ses projets. Il étudiait la situation du pays et la valeur des hommes; après l'avénement de Pie IX, il travailla pour que le ministère français soutînt le courage de ce pape et coopérât franchement avec l'Angleterre à la régénération de l'Italie;

1845.

quoique vieux, et malgré sa persuasion qu'on ne pouvait y arriver que successivement, il espérait que l'enthousiasme des populations conduirait à cette transformation. En attendant, les journaux l'insultaient comme un cosmopolite sans couleur nationale, comme un disciple de Guizot qui passait alors de mode, comme un agent de Louis-Philippe et de Metternich.

A la chute de ces derniers, Rossi perdit ses honneurs et ses emplois; mais il resta comme simple particulier à Rome (1), où

(1) Nous sommes porté à croire de Rossi l'article de la *Gazette de Rome* du 20 avril, qui disait entre autres choses : « Le plus grave danger pour les Italiens n'est jamais venu de l'étranger. Nos armes ont toujours triomphé quand nous avons été d'accord, et notre civilisation a toujours éclipsé la sienne lorsqu'elle a pu se développer librement. Le plus grave péril des Italiens a toujours été dans l'abus des plus grands dons que Dieu leur a faits, de cette variété de caractères, de cette richesse d'intelligence, de cette hardiesse de volontés, de cette abondance de vie; il faut donc, si nous ne voulons pas retomber dans les erreurs et les disgrâces de nos aïeux, nous préserver de ce danger et de cet abus, en subordonnant à un seul principe toutes nos volontés... »

Il écrivait alors à une dame que les faits de Milan l'avaient ému jusqu'aux larmes, mais qu'il n'osait espérer qu'ils fussent le commencement d'une résurrection durable et glorieuse; il craignait au contraire qu'ils amenassent une chute plus irréparable. Il ne s'épouvantait pas de la force de l'Autriche, réduite à ce point qu'elle pourrait être expulsée quand l'Italie le voudrait véritablement et solennellement. « Je ne suis pas de ces sots qui parlent et écrivent légèrement de la puissance et de la valeur de l'Autriche. Je sais que la victoire ne peut s'obtenir qu'avec beaucoup de sang; mais je sais aussi que lorsque les Italiens seront *tous* prêts à le répandre, comme beaucoup font, mais à la condition d'être à la fois vaillants et sensés, ils montreront à l'univers qu'il est impossible d'enchaîner un grand peuple qui veut absolument être libre et maître de soi.

« Mais seront-ils en même temps vaillants et sensés? Vaillants, j'en suis certain; sensés, j'en doute.

« Trois mouvements divers agitent l'Italie : l'un juste, l'autre saint, le troisième insensé, et qui compromettra tout s'il n'est pas réprimé. L'Italie ne veut plus de gouvernements absolus, paternels ou non; car les plus paternels même sont iniques et stupides s'ils sont absolus. Ce premier mouvement, si l'Italie agit prudemment, est désormais accompli. Les constitutions ont ramené dans la Péninsule la liberté politique; l'Italie, esclave hier, est aujourd'hui aussi libre que l'Angleterre, qu'elle dépasse par l'égalité civile. Que veut-elle de plus?

« Mais tel article de la constitution nous déplaît, tel ou tel changement nous paraît opportun. Misères! Qui empêchera, après une mûre étude, une suffisante expérience et de régulières discussions, de modifier sur certains points les statuts, et de mieux les adapter aux conditions morales et politiques? Eh quoi! vous êtes encore novices à la tribune, vous avez à peine attaché la cuirasse et brandi les armes, et, avant de les essayer, vous voulez débiter des sentences de censeurs et donner au monde des leçons de tactique constitutionnelle? Eh quoi! le sang italien coule glorieusement sur l'Adige et la Piave, vos frères menacés par le fer autrichien implorent du secours, et vous, au lieu de courir aux armes,



Pie IX apprécia ses connaissances pratiques, administratives et politiques, d'autant plus que la marée montait, et qu'elle absorbait l'un après l'autre les hommes sur lesquels il comptait ; d'ail-

de demander des armes, de crier seulement Aux armes! vous discutez, bavardez, écrivassez sur des constitutions et des lois, et faites consister l'important des choses dans la question de savoir si vous aurez quelques électeurs de plus ou de moins, une ou deux chambres, des catégories plus ou moins larges !

« Que diriez-vous du propriétaire d'une maison qui, la voyant sur le point d'être la proie des flammes, discuterait avec l'architecte sur le moyen d'en corriger l'escalier et d'en embellir les appartements ? Quiconque se préoccupe aujourd'hui de pareilles questions, est aveugle, ou l'ennemi secret de l'indépendance italienne, ou un fanatique qui tente de bouleverser l'Italie, comme les conspirateurs, ses confrères, ont bouleversé la France.

« Le gouvernement représentatif peut s'établir sans peine, marcher avantageusement, se perfectionner peu à peu et, s'il est besoin, s'étendre à toute l'Italie ; car l'intelligence italienne, la croissante civilisation de ces peuples et plus encore leur condition politique m'assurent de cela. Petits et grands, pauvres et riches, tous étaient esclaves en Italie, et c'est pourquoi tous les ordres de l'État doivent porter le même amour à la liberté. Là point d'anciennes querelles, de vieilles haines, d'amers souvenirs, de désirs de vengeance entre un ordre et un autre. Les privilèges des seigneurs n'étaient qu'une fumée qui, en se dissipant, ne peut laisser ni haines profondes, ni regrets dangereux. Que l'Italie jouisse de ce singulier bienfait, et ne gâte point, par une sotte impatience et de vaines ambitions, une œuvre qui lui est très-utile, et qu'on ne trouve chez aucune autre nation.

« L'État pontifical, à cause de ses conditions particulières, semble seul opposer des obstacles de quelque importance à l'établissement sincère du gouvernement constitutionnel. Nous aimons à croire que ce qui s'est fait d'abord se fera ensuite. Le cœur du prince est excellent, l'esprit des sujets modéré ; plût à Dieu qu'il n'y eût pas à Rome d'autre difficulté à vaincre dans ces temps si difficiles !

« Le second mouvement est celui qu'il faut appeler national ; ce saint élan de l'Italie renaissante, qui la pousse à secouer le joug de tout étranger, à le rompre par les armes. Ces deux mouvements ne doivent pas être confondus l'un avec l'autre : le premier pouvait se séparer du second, comme le second du premier. Bien plus, si les grands événements des sociétés civilisées devaient être gouvernés par la sagesse humaine, on pourrait démontrer facilement que l'Italie serait entrée dans une voie moins courte il est vrai, mais peut-être plus sûre, si, avant de s'armer contre l'Autriche, elle avait eu assez de loisir pour développer et raffermir dans chaque État de la Péninsule les nouvelles institutions politiques. Le sentiment national se serait fait plus énergiquement encore pour la nouvelle vie politique et pour l'unité italienne ; les armes auraient été prêtes, et la milice exercée pour s'en servir. Mais pourquoi s'arrêter sur ces suppositions ? L'occasion politique s'est offerte inopinément, et plus belle qu'on n'osait l'espérer ; l'Italie l'a saisie avec un cœur ardent et une main hardie ; l'enthousiasme a suppléé aux longs apprêts. La première victoire peut être moins facile, mais plus glorieuse, la seconde moins prompte, mais plus durable ; car les conquêtes qui ont coûté de longues fatigues et beaucoup de sang sont les plus chères et les plus

leurs, au milieu de ces circonstances critiques, voyant qu'on lui imposait des personnes qui lui déplaisaient, il appela Rossi au ministère, auquel il laissait pour chef nominal le cardinal Soglia.

1847. 16 novembre.

saintes. Le sol qui recouvre les ossements des braves est inviolable et sacré pour des âmes bien nées, et l'Italie voudra-t-elle souffrir que le pied de l'étranger les insulte et les foule? Mais si l'amour de la patrie est une flamme divine, il ne faut pas la confondre avec les rêves d'imaginations déréglées, et moins encore avec les jugements précipités d'esprits légers.

« Il est vrai que la puissance autrichienne est affaiblie par les bouleversements; il est vrai que la Russie, entravée par le mouvement germanique et slave, ne peut facilement retourner ses armes contre l'Italie; il est vrai que l'Allemagne, tout occupée chez elle, ne semble pas disposée à venir au secours de l'Europe; l'Angleterre non plus, bien qu'elle puisse être affligée secrètement de l'affaiblissement de sa fidèle et ancienne alliée, l'Autriche, ne voudra point lui prêter une aide manifeste et puissante. Mais la prudence commande de pénétrer plus avant dans la politique d'Europe; il vaut mieux se prémunir contre des craintes peut-être excessives et sans fondement que de préparer sa ruine par une confiance aveugle et de faciles suppositions.

« L'empire autrichien, bouleversé et affaibli, n'est pas anéanti; une nouvelle armée a pu descendre des Alpes et ravager le sol vénitien. Qui pourrait assurer qu'il ne surgira point à Vienne, des ruines de ce gouvernement vieux et pourri, un gouvernement fort? Qui pourrait assurer que l'orgueil national et le regret d'avoir perdu de si belles et de si riches provinces ne le pousseront pas à faire la guerre à l'Italie, ne fût-ce que pour offrir un aliment à ces esprits ardents qui, après avoir tout bouleversé chez eux, auront longtemps encore en dégoût les travaux pacifiques et la tranquillité? La Russie désire que l'Autriche ne songe pas trop au mouvement germanique, et ne travaille pas à se procurer en Allemagne, pour ce qu'elle est sur le point de perdre en Italie, un dédommagement, sinon de territoire, au mois d'influence. La Russie veut que l'Autriche ne pense point à se mettre à la tête du mouvement slavo-catholique, et que, désespérant des choses d'Italie, elle ne tourne pas un regard cupide vers les provinces du Danube. La Prusse et la Russie, peut-être encore la Bavière, sont donc d'accord pour désirer que la guerre d'Italie continue, et que l'Autriche ne perde pas tout espoir de victoire. La Russie est confirmée dans ce désir par l'élan italien qui lui est odieux. La Prusse, la Bavière et l'Allemagne sont encore stimulées par les bravades de quelques Italiens contre les Autrichiens, et leur mépris des confins qu'on appelle naturels. Beaucoup n'ont pas suffisamment songé au danger de transformer une guerre politique en une guerre de races.

« Je me résume. L'Autriche ennemie, vigoureuse encore et obstinée; la Russie non amie; l'Allemagne et l'Angleterre neutres, mais attentives et défiantes pour des raisons diverses. Et la France? Vous avez souri, comme tous ont dû sourire, en entendant Lamartine prouver longuement, minutieusement que les Italiens ne veulent à aucune condition les secours de la France, et que les armes françaises ne se rassemblent pas même près de la frontière italienne. « Que veut-on? disait l'illustre poëte: nous ne pouvons pas aller en Pologne; en Italie, on ne nous désire pas. » Et comme il tressaillait de joie de pouvoir prouver que les Italiens ne songeaient nullement à appeler les armes françaises!

« En conséquence, il est bon de considérer attentivement dans quelles condi-

Rossi accepta cette grave fonction, non comme un jouet ou un honneur, mais comme un devoir sérieux ; relever les finances par des impôts effectifs, développer les travaux publics, ouvrir des voies ferrées, organiser les télégraphes, créer des écoles d'économie publique et de droit commercial, préparer une statistique, tel fut l'objet de ses premiers efforts : promesses habituelles de tout nouveau ministre, mais faites plus sérieusement ; en effet, il donna immédiatement des secours aux volontaires qui étaient revenus, et aux veuves des victimes ; il réorganisa l'armée, et s'adjoignit dans le ministère le Modénais Zucchi, enseveli depuis 1831 dans une forteresse autrichienne, dont la présente révolution l'avait délivré, et qui fut alors envoyé à Bologne bouleversée par quelques misérables et le père Gavazzi. Ennemi de cette unité qui ne pouvait se réaliser que par la violence, Rossi désirait une union sincère et réelle des divers États, et dans ce but il voulait former la ligue italienne, « que Pie IX avait commencée spontanément, « et dont il était le promoteur assidu. Nous avons l'espoir, ajou« tait-il, de la voir bientôt mise à effet pour l'honneur de l'Italie, « pour la défense de ses droits et de ses libertés, pour le salut des « monarchies représentatives organisées naguère, et qui promet« tent aux Italiens un si splendide avenir de vie civile et politi« que (1). »

tions se trouve l'Italie, puisqu'on veut faire par soi-même, comme d'ailleurs elle le désire et comme on l'a proposé. Ce désir et cette résolution, les hommes de bien les diront saints, nobles, généreux, si les faits, les sacrifices, le jugement répondent à la hauteur de la pensée. S'il n'en était pas ainsi, le désir serait jugé gloriole, le dessein présomption et folie... »

(1) Voir le journal du gouvernement, du 2 octobre 1848, et la déclaration de Rossi dans la *Gazette de Rome* du 4 novembre, dans laquelle il cherche à démontrer que les obstacles venaient du Piémont, lequel voulait acquérir de *magnifiques accessions* par les armes et l'argent des alliés. « Quand on songe à « l'Italie plus qu'à toute autre chose, la résolution la plus saine et la plus pa« triotique serait de former d'abord une ligue solide, et de laisser en attendant « aux États confédérés le temps de réorganiser fortement leurs armées... Pie IX « persiste dans sa haute pensée ; il désire, comme toujours, pourvoir efficace« ment, au moyen de la ligue politique italienne, à la sécurité, à la dignité, à la « prospérité de l'Italie... Il ne demande rien, il ne désire rien, si ce n'est le bon« heur de l'Italie et le régulier développement des institutions qu'il a données « à son peuple ; mais il n'oubliera jamais ce qu'il doit à la dignité du saint-siége « et à la gloire de Rome. Si les ministres de Turin avaient eu le moindre juge« ment, ils se seraient glorifiés de complaire à ce saint homme et de le reconnaître « pour maître ; mais l'ignorance est toujours présomptueuse et stupide, et le « municipalisme se montre implacable envers les intelligences privilégiées. Rossi « avait le tort irrémissible de préférer l'Italie au Piémont, et de pénétrer avec

1848.

Gioberti, alors l'âme du ministère turinois, avait envoyé le philosophe Antoine Rosmini pour traiter de cette ligue : choix très-opportun, car c'était un homme dévoué au saint-siége, vénéré de l'Italie, et en même temps persécuté par les jésuites et le haut clergé, parmi lequel il avait pourtant des admirateurs et des amis. Ses adversaires avaient déjà fait un examen de ses doctrines philosophiques et théologiques; son travail sur les *Cinq Plaies de l'Église*, publié alors, les exaspéra ; ces cinq plaies étaient : la séparation du peuple d'avec les prêtres dans le culte public, surtout à cause de la liturgie en latin ; l'insuffisante instruction du clergé ; la désunion des évêques, et l'abandon de leur nomination au pouvoir laïque ; la dépendance des biens ecclésiastiques. Dans ce travail, défendant les droits de l'Église en face de la puissance laïque, il ne dissimulait pas les désordres du clergé ; mais il comptait sur le remède, « maintenant que le chef invisible de l'Église a placé sur le siége de Saint-Pierre un pontife, qui semble destiné à renouveler notre âge, et à donner à l'Église cette nouvelle impulsion qui, par des voies nouvelles, pousse à une évolution aussi imprévue qu'étonnante et glorieuse. »

Le pape, loin de condamner Rosmini, le fit consulteur à la Congrégation de l'Index aussitôt qu'il connut sa douce sagesse, et le préconisa comme futur cardinal : en attendant, ce philosophe poussait à la ligue qui, « pour donner à l'Italie unité de force et d'action, devait être une confédération d'États avec un pouvoir central, dont la première tâche fût de faire la guerre ou la paix, de prescrire les contingents de chaque État, nécessaires pour l'indépendance extérieure et la tranquillité du dedans (1) ; » elle devait encore régler le système douanier et les traités de commerce ; les États se garantiraient réciproquement. Mais, au milieu de l'orage d'alors, Gioberti fut bientôt renversé, et le ministère qui survint, hostile à tout ce qui regardait l'Église, rejeta les conventions déjà arrêtées entre Pareto et monseigneur Corboli Bussi. Au point où se trouvaient les événements, peut-être est-il vrai que les princes ne songeaient à former la ligue que pour empêcher l'Italie de trop s'unir sous la maison de la Savoie ; de leur côté, les ministres piémontais, qui visaient à l'entier agrandissement de

« sa perspicacité le véritable but de la médiation, la misérable cupidité des mu-« nicipaux subalpins, leur hypocrisie politique et les véritables motifs qui leur « faisaient repousser les projets de la ligue. » GIOBERTI, *Del rinnovamento*, page 264.

(1) Lettre à Gioberti du 30 octobre.

1848. cette maison, demandaient avant tout qu'on leur envoyât des troupes pour recommencer la lutte de l'indépendance.

Rossi trouvait extravagant que toute l'Italie dût s'armer pour étendre le royaume sarde de Chambéry au Panaro : convenait-il de compromettre ainsi la question nationale? pouvait-on oublier à ce point le royaume de Naples? le Piémont lui-même, en acceptant la médiation des hautes puissances, ne se montrait-il pas enclin à la paix? ne le faisait-il pas connaître en abandonnant Venise sans défense? avant de demander un contingent aux alliés, qu'il dise clairement ce qu'il veut, et fixe les limites où il s'arrêtera; « que chaque État envoie des ambassadeurs à Rome, et l'on délibérera sur les intérêts communs, sous l'aile du pontificat, la seule grandeur vivante qui reste à l'Italie, et qui lui vaut le respect et les égards de tout le monde catholique. » Dans sa pensée, il aurait fallu que les diverses cours s'entendissent entre elles et avec Naples et l'Autriche pour assurer la liberté intérieure de chaque État; en un mot, il voulait empêcher les maux qui faisaient irruption, plus qu'il n'ambitionnait des biens intangibles.

Il fut dans les destinées de cette époque que l'on applaudît et qu'on donnât toujours raison au vaincu. Les disgrâces avaient accru les bonnes dispositions en faveur du Piémont et la ferveur des albertistes, qui attaquèrent Rossi par les mille voix des journaux : il était hostile, disait-on, à l'unité italienne, méprisait le courage piémontais, insultait aux malheurs nationaux et s'opposait à l'agrandissement de la maison de Savoie, ce qui alors et depuis équivalait à satellite de l'Autriche. Rossi écoutait, patientait comme un homme habitué aux outrages, et néanmoins, luttant contre le courant, il refrénait les perturbateurs qui vociféraient dans les journaux et la rue, sans ménager la réaction clandestine des grands; or, comme des espions l'informaient de tout, et qu'il avait réprimé vigoureusement des émeutes, expulsé des étrangers dangereux et les bandes de Garibaldi, les exagérés l'avaient en horreur. Les prêtres, qu'il avait soumis aux impôts comme les autres citoyens, l'appelaient sacrilége; ceux qui prévoyaient qu'il traiterait même avec l'Autriche victorieuse, dès qu'on n'avait pas su la vaincre, le dénonçaient comme un partisan de cette puissance; le congrès fédératif de Turin déclarait que sa chute était nécessaire à la réalisation des espérances italiques; les déclamateurs qui, dans tous ces événements, eurent une importance dont l'Italie devrait se souvenir éternellement pour sa leçon, le désignaient à la fureur de la populace, laquelle avait be-

soin d'exécrer Pie IX avec parade depuis qu'elle avait cessé de l'aimer avec parade. Ciriruacchio criait : « Par Dieu, laissez-nous faire à nous autres; demain tout sera fini, et nous commanderons : » sur les places et dans les cafés, on répète qu'on ne refait pas le monde par les démonstrations et des applaudissements au pape; que les croix et les encensoirs ne sont bons tout au plus qu'à l'Église; qu'une révolution est nécessaire, c'est-à-dire qu'il faut s'affranchir de la honteuse servitude des prêtres et des aristocrates, recouvrer les pleins droits de l'homme, ce qui n'est possible qu'au moyen de coups et de sang; qu'on dirige les poignards et les fusils contre les prêtres et les moines, ajoutait-on, et s'ils viennent avec le crucifix ou l'ostensoir, que le premier coup soit pour cet objet, et le second pour l'individu qui le porte.

1848.

Quand deux partis, l'un et l'autre poussant au désordre, se trouvent en présence, l'homme qui ne sort pas des moyens légaux est exposé à un double danger. Le temps d'ouvrir le parlement arriva; Rossi, bien qu'il fût averti qu'on voulait attenter à ses jours, négligea cet avis, entraîné par l'orgueil qu'il mettait à braver l'opinion, et parce que, d'un autre côté, son devoir l'obligeait à se rendre à l'assemblée réunie dans le magnifique palais bramantesque de la Chancellerie. Durant tout le trajet, il est accompagné des huées de la plèbe et de la garde nationale, fiel mêlé à son breuvage avant la croix; comme il arrive, au milieu des hurlements, des menaces, des cris de mort, quelqu'un s'approche de lui et le poignarde. Un silence général succède, la garde nationale assiste au meurtre sans rien faire, et personne ne lui témoigne de compassion ou ne lui donne de secours; un de ses laquais le traîne péniblement dans une chambre où il expire. A cette époque périrent de la même manière le ministre Latour à Vienne, Lamberg en Hongrie, Lichnowsky à Francfort, et pourtant cet assassinat parut exciter plus d'horreur à cause des circonstances au milieu desquelles il fut accompli. Lorsque cette nouvelle parvint au parlement, la voix qui prévalait toujours dans cette assemblée fit entendre ces mots : « Silence, cela est peu important. Le roi de Rome est-il mort par hasard? » la peur de la populace étouffait l'indignation, et personne n'osa ni protester, ni manifester un sentiment de pitié.

Novembre.

Le soir, Ciriruacchio prépare une ovation, et les mêmes gens qui hurlaient des hosanna depuis deux ans hurlent des abominations; on célèbre le troisième Brutus, et, jusque sous les fenêtres de la veuve, on bénit la main qui l'a frappé, alternant les cris de

1848. *Mort aux prêtres !* avec ceux de *Vive la constituante !* Parmi les journalistes, cette autre tourbe, une partie affecta de passer le fait sous silence ou de l'énoncer simplement; une autre applaudit à l'assassinat « de l'aventurier abhorré, cause de tant de maux, et désireux de verser le sang des citoyens, après avoir détruit leur liberté; il a trouvé la mort au milieu des premiers citoyens qu'il a rencontrés en montant l'escalier du palais des députés, et il est tombé en offrant un spectacle de sang aux gouvernements de l'Italie... La nécessité du sang nous répugne; mais vous autres, hommes du pouvoir, contemplez-vous dans la mort du ministre Rossi (1). »

Ainsi, les ovations du doux pontife régénérateur finissaient par l'ovation pour un assassinat, dont on acceptait l'infamie en le fêtant même dans d'autres parties de l'Italie; à Livourne, il donna lieu à une orgie, où le gouverneur figura; ailleurs, on publia des pasquinades et des chansons, et ce sang faisait espérer une politique nouvelle et la fin de la servitude (2). Le lendemain, le peuple se rendit au Quirinal et demanda un nouveau ministère démocratique; le pape céda, non sans avoir protesté, et nomma un nouveau ministère composé de Sterbini, Campello, Mamiani, Lunati, Sereni, Galletti, sous la présidence de monseigneur Muz-

16 novembre.

(1) L'*Época* du 16 novembre. Dans le *Contemporaneo* du 16 novembre : « Hier est tombé sous les coups de l'indignation publique, le ministre Rossi qui, « par de continuelles provocations insérées dans la *Gazette*, et par des faits po- « litiques détestables, avait tellement exaspéré les esprits, que chacun désirait « coopérer à sa chute... Les balcons, les fenêtres, les loges étaient illuminés, et « les troupes sortant de leurs quartiers, fraternisaient avec le peuple; les cara- « biniers, qui avaient inspiré de la défiance plus que les autres pour s'être mon- « trés par centaines dans la capitale, se promenaient avec des bannières tricolores « au milieu du peuple, en jurant fidélité. » Dans l'*Alba* de Florence : « Dans la « fusillade qui a eu lieu pendant trois heures environ, monseigneur Palma et « quelques Suisses sont morts... L'extérieur du palais du pape est criblé de bal- « les... Quant à Rossi, on n'en parle plus. Hier au soir, le peuple parcourut le « *Corso* avec des flambeaux et des bannières, en chantant: *Bénie soit la main* « *qui a poignardé le tyran !*

(2) A ceux qui en accusent les républicains en général ou en rejettent l'infamie sur la nation entière, nous rappellerons que Castellani, envoyé de Venise à Rome, écrivait à sa république, lui républicain : « Je ne crains que mal, et si même « je me trompais, je me défierais du bien procuré par un assassinat à un peuple « qui n'a pas craint d'en accepter la terrible responsabilité. Lorsque je pense à « ces actes de barbarie, à ce manque de morale publique dans la ville qui est « désignée comme le centre de l'Italie, la honte me couvre le visage, et je prie « la juste indignation des peuples civilisés de ne pas nous confondre avec cette « populace. »

zarelli. Misérable expédient, qui maintenait le prince, mais en l'obligeant à des actes dont il avait horreur ; on invoquait la constitution, tandis qu'on la violait en imposant au pape des ministres qui n'avaient pas ses sympathies. Sommé de proclamer la guerre nationale et de convertir l'assemblée en constituante, le pontife refusa de prendre une résolution sous la violence ; mais la foule court aux armes, et les Suisses n'osent pas faire feu, bien qu'on répande le bruit qu'ils versent des torrents de sang ; on tire sur le palais du pape, dont le secrétaire Palma est tué ; toutes les rues vers Monte-Cavallo sont barricadées, et l'on prépare tout ce qu'il faut pour une attaque.

1848.

Le doux Pie IX, qui s'était abandonné de cœur aux manifestations flatteuses, dut alors subir l'offense personnelle des armes et des malédictions ; réveillé de l'ivresse des applaudissements par le bruit de la fusillade, et se voyant abandonné de cette populace qu'il avait crue peuple, il se jeta dans les bras des princes ; puis, favorisé par tous les ambassadeurs étrangers et la fille du comédien Giraud, veuve de Dodwell et femme de Spaur, ministre de Bavière, il s'enfuit dans le royaume de Naples, en laissant une lettre dans laquelle il déclarait que personne n'avait été complice de sa fuite ; il recommandait aux ministres de maintenir l'ordre, de respecter les personnes et les biens. De Gaëte, où le roi de Naples lui offrit une hospitalité accompagnée des plus grands honneurs, il nomma une commission pour gouverner en son nom ; mais le parlement, entraîné surtout par le prince de Canino qui demandait sans cesse la constituante italienne, déclara ce bref faux ou subreptice, et nomma un triumvirat avec le pouvoir exécutif, composé du prince Corsini, sénateur de Rome, de Camerata, gonfalonier d'Ancône, et de Galletti.

21 novembre.

11 décembre.

Le ministère refondu prenait des mesures tantôt bonnes, tantôt mauvaises ; mais partout les magistrats, laïques ou ecclésiastiques, abandonnaient leur poste, en y laissant le désordre. Les constitutionnels demandaient que la cour les soutînt et qu'on rétablît la principauté, sous la condition qu'elle garantirait les libertés ; les diplomates suivirent le pape à Gaëte ; le peuple se déclarait en sa faveur, et il fallait le soumettre ou le punir. Bologne, où Zucchi donnait par la force la supériorité aux constitutionnels, voulait se détacher de l'orageuse Rome, qui mettait en liberté les galériens ; les hommes violents croyaient que le règne du pillage et du sang était arrivé ; la confusion était générale, et les gouvernants devaient aduler la plèbe par les complaisances qui avaient

1848. déshonoré la république de France, et solliciter quelques mesures d'ordre contre la lie qui montait à la surface.

Les individus les plus exaltés de l'État et de l'Italie affluaient à Rome, où les paroles de Mamiani et la garde nationale avaient de la peine à les contenir; les riches et les gens tranquilles fuyaient, et, pour se justifier, exagéraient les excès du peuple qui, à la vérité, fut à louer pour ce qu'il ne commit pas au début plutôt qu'à blâmer de ce qu'il commit lorsque tout frein eut disparu; mais les imaginations excitées donnaient aux périls de l'importance et un corps. Sans tenir compte des protestations du pape, on convoqua une constituante pour l'État romain; mais la loi électorale, « loin qu'elle fût accueillie et décrétée par les conseils, ne put être discutée faute du nombre légal (1). » Les personnes restées fidèles à Pie IX, et dont l'influence aurait pu modérer cette assemblée, n'en pouvaient faire partie, attendu que ce pontife l'avait anathématisée; d'un autre côté, les cercles, dirigés par les Vénitiens de Boni et Dall'Ongaro, faisaient nommer les hommes les plus passionnés et les plus intrigants, en menaçant du couteau quiconque hésitait.

Décembre.

1849. 5 février.

La constituante, s'étant réunie « pour purifier la patrie de l'ancienne tyrannie et des récents mensonges constitutionnels, » ouvrit ses travaux au Capitole « sous les auspices de ces mots sacrés *Italie* et *Peuple* (2). Armellini exposa tout ce qu'avait fait la commission provisoire, en ajoutant qu'il était temps de reconstruire la Rome du peuple, après qu'elle avait passé aux Césars, puis aux papes. Mamiani signalait avec raison ce vice de l'Italie, qui était de vêtir des habits abandonnés au dehors, et de relever les insignes tombés ailleurs, au lieu de saisir le temps et l'occasion : aujourd'hui que manquent les armées et l'ardeur des plèbes pour soutenir la république, que peut-on espérer ? Le Piémont, la Toscane et Naples ne voudront ni l'aider, ni l'imiter. La France se prononcera contre elle, et comme un génie de conservation et d'accommodement prévaut déjà partout, elle n'aura pas même pour elle la faveur démocratique; il faut donc, concluait-il, remettre la décision à la constituante italienne.

Ces raisons ne faisaient qu'exciter la faconde des individus destinés à tout empêcher : « Qu'importe, disaient-ils, l'appui des autres ? Nous ferons par nous-mêmes. La France républicaine

(1) Décret de convocation, 29 décembre.

(2) Discours d'Armellini.

soutiendra certainement une république; Naples est trop occupée en Sicile; si Turin refuse, Gênes viendra à notre aide; il est absurde d'attendre de la constituante ce que nous pouvons faire nous-mêmes. » C'étaient les mêmes hommes qui prêchaient l'union italienne, et qui faisaient de la constituante la panacée de tous les maux, le pivot de la délivrance générale.

1849.

Garibaldi propose de proclamer immédiatement la république, sans même vérifier l'élection des députés; Canino s'écrie : « Je sens frémir la terre sous mes pieds; ce sont les ombres des morts illustres qui crient *Vive la république romaine!* » En effet, on prononce la déchéance du pontife, les biens ecclésiastiques sont déclarés nationaux, et l'on décrète la démocratie pure sous le nom de république romaine, songeant à l'excellence intrinsèque de la chose plus qu'à l'opportunité. Mamiani, qui, après le départ du pontife, avait consenti à faire partie du ministère (1), donna sa démission dès qu'il vit la réconciliation impossible; cette retraite fut regardée comme une faiblesse d'homme qui pousse aux extrêmes, puis capitule; on le traita donc de rénégat, de spéculatif

Février.

(1) Aussitôt après la fuite de Pie IX, Mamiani envoyait une circulaire aux diplomates, justifiant le ministère de ces maux, et il ajoutait : « Le difficile pro-« blème d'accorder convenablement l'autorité temporelle avec la spirituelle a « été la cause perpétuelle de tout ce qui, dans les derniers temps, est arrivé de « dur et de violent à Rome et dans les provinces; toutes les populations dési-« raient, par des vœux unanimes, qu'il y eût entre les deux pouvoirs une di-« vision profonde et complète, et que l'unité de l'un et de l'autre restât garantie « dans la même auguste personne, tandis que de l'autre côté on a voulu obstiné-« ment les tenir, comme par le passé, étroitement unis et confondus. Pour la « solution tranquille et durable d'un si grand problème, il fallait un esprit mu-« tuel de tolérance, de conciliation, de longanimité, et surtout la lente action « du temps et la force des habitudes nouvelles et des intérêts nouveaux. Mais « les passions des deux partis extrêmes, et cette brutale impatience qui, dans « toutes les parties de l'Europe et du monde, pousse les générations présentes « à briser tout ce qu'elles ne peuvent plier, ont produit à Rome la résistance et « le conflit, les transformations subites et peut-être prématurées; puis le conflit « a été aigri et rendu impétueux par le sentiment national satisfait, et par la « croyance, commune dans ces derniers temps, que la nouvelle politique ita-« lienne viendrait en lutte avec la vieille politique de la cour romaine, laquelle « a songé trop souvent à se sauver seule dans le naufrage des nations.

« Les agitations de l'État romain ont donc leurs racines dans un besoin fonda-« mental et incessant, lequel ne sera point détruit par les tempéraments de la « diplomatie; ni la force, ni aucune action étrangère ne pourront empêcher et « supprimer ce qui, par une dure nécessité des choses, a résisté à la force « attrayante des vertus évangéliques, à la bonté exemplaire et à la douceur « infinie du souverain pontife, et a même résisté à l'amour reconnaissant des « Italiens pour l'initiateur auguste de la régénération nationale. »

1849. ambitieux et infecté d'aristocratie. On plaça dans le ministère romain le vieux Armellini, le sage Salicetti, le riche Guiccioli, personnes généralement respectées, et Sterbini, intrigant ambitieux qui enviait tout le monde, et contrariait tout le monde sans distinguer les moyens. Les cloches, objet de la vénération du peuple, furent enlevées; on molestait quiconque se montrait vêtu en prêtre ou en moine; le Saint Office supprimé, on fit de ses mystères des parades burlesques, et l'on fut sur le point de mettre le feu à l'église et au couvent de la Minerve. Ce n'étaient que lois contre les émigrés, lois de confiscations, lois pénales féroces; on battait monnaie avec des décrets; les vanteries révolutionnaires dirigeaient la politique, et heureux celui qui les poussait jusqu'à la dernière exagération; tout opposant était soumis aux juntes exceptionnelles et arbitraires, autrefois tant reprochées à Grégoire XVI, comme les grâces accordées dépassaient tout ce que les prêtres avaient jamais fait. Partout les assassinats politiques « troublaient ce merveilleux concours d'un peuple entier dans l'œuvre de sa rédemption, jetaient dans la boue l'idée vierge et majestueuse qui s'élève sur le Capitole, profanaient le nouveau pacte d'amour et de pardon juré à Rome par les véritables croyants dans l'avenir de l'humanité (1). »

(1) « Les assassinats politiques engendraient la haine et laissaient un triste « renom; car la vengeance nourrie par les factions dans des âmes sauvages, éclatait avec une telle impétuosité que les sicaires étaient tyrans de quelques « villes. Je citerai Ancône, où l'on tuait en plein jour sur les places publiques, « dans les vestibules des maisons privées, dans les tripots, en présence de la « milice qui laissait commettre le crime; je dirai qu'il y avait des officiers de « police qui, sbires, juges et bourreaux en même temps, donnaient la mort aux « citoyens, qu'ils sont tenus par devoir de préserver des offenses. Heureux celui « qui pouvait avec de l'or acheter la vie, ou la sauver par la fuite, tant la terreur dominait les esprits, tant l'autorité était tombée dans l'abjection, tant « la tyrannie se montrait audacieuse. La liberté abandonne les pays souillés par « l'assassinat, la civilisation les renie, et Dieu châtie aujourd'hui par un dur « esclavage les coutumes scélérates. Les crimes impunis d'Ancône arrivèrent à ce « point, que les consuls étrangers s'en plaignirent au gouvernement, et en répandirent au dehors la hideuse renommée. Quelques députés ancônitains, « Baldi, Pollini et Berretta sollicitèrent de vigoureuses mesures de répression, et « Baldi offrit de les exécuter avec le titre de commissaire; mais, comme ils avaient « soutenu le parti contraire à la proclamation de la république et passaient pour « modérés, ils ne purent obtenir la confiance de Mazzini, qui envoya comme « commissaires Dall'Ongaro et un certain Bernabei de Sinigaglia; vils courtisans des bourreaux déchaînés et de la populace souveraine, ces deux hommes « accrurent l'odieuse réputation du gouvernement. » FARINI, *L'État romain*, vol. III.

1849. 2 février.

Mais le ministère était à peine installé, que Haynau franchissait le Pô, occupait Ferrare pour la punir de quelques insultes, et la frappait, en faveur du pape néanmoins, d'une contribution de deux cent mille écus. Le triumvirat, après un appel inutile « à tous les peuples de la Péninsule » qui ne pouvaient y répondre, « à tout le corps diplomatique, » qui n'avait pas reconnu la république, se hâta de former des légions; mais les Suisses demandèrent leur congé; les autres soldats étaient en petit nombre et mal disposés, les officiers surabondants mais inexpérimentés, sauf dans la légion la plus renommée, dite de Garibaldi, mélange de gens de tous pays, prêts à tout oser, sous un chef inflexible et très-hardi. La dette grossissait, et il fallut ajouter beaucoup aux trois millions qui circulaient en papier-monnaie. On se hâtait de réunir la constituante italienne, munie de pouvoirs illimités; mais ni la Lombardie ni Naples ne pouvaient y concourir; la Sicile, jalouse de son autonomie, ne consentait qu'à une confédération; Venise assiégée désapprouvait ce projet, et la Toscane répugnait à la fusion.

Lorsque Mazzini vint à Rome pour compléter l'œuvre, il exalta dans un langage coloré la Rome du peuple; proclamé citoyen, puis triumvir, il disait : « Peut être aurons-nous à livrer une sainte « bataille à l'unique ennemi qui nous menace, l'Autriche; nous « la remporterons. Les étrangers ne pourront plus dire, comme « aujourd'hui, que cette Rome est un feu follet au milieu des « cimetières; le monde verra que c'est la lumière d'une étoile « éternelle et pure. » Encore des métaphores, des souvenirs et des scènes substitués aux métaphores, aux souvenirs, aux scènes qu'on avait fait disparaître; c'était encore la même servilité envers les gouvernants, le même empressement à pétitionner, la même avidité pour exploiter la fortune publique; on voulut aussi de saintes bacchanales, et, durant la semaine sainte comme à Pâques, on redoubla les solennités, assaisonnées de l'excommunication ; du haut de la loge d'où le pape bénissait la ville et le monde, Mazzini, entouré de ses dignes acolytes, fit bénir la république , et, « s'il manquait le vicaire du Christ, il restait le peuple de Dieu (1). »

1848.

Le grand-duc, aussitôt après le soulèvement des États modénais, avait occupé les pays qui confinaient avec le Lucquois et Pontremoli; il accepta l'union, déjà sollicitée, de la Lunigiane et de Garfagnana, de Massa et de Carrare, envoya des troupes pour la guerre

(1) *Pro Deo et populo*, avait été la devise de Joseph II.

1848. sainte, mais ne voulut pas recourir aux moyens rigoureux pour se procurer de l'argent et des soldats; ces ménagements pour la fortune et la vie des citoyens semblaient alors un crime de lèse-nation. Les Toscans, qui auraient voulu la liberté, mais sans privations, manifestaient plus volontiers leur patriotisme par des fêtes, des bénédictions de bannières, des banquets aux croisés qui passaient, des *Te Deum* pour des victoires supposées; ils déclarèrent citoyens Gioberti et les membres du gouvernement provisoire de Milan, et voulurent qu'on plaçât l'écusson de cette ville sous la loge de l'Orgagna. Le prince assistait à ces bénédictions de bannières, aux manifestations où l'on criait *Vive l'Italie indépendante et confédérée!* mais le parlement s'étant réuni à Florence, comme si de tels passe-temps convenaient au milieu des graves circonstances d'alors, on commença à trouver que Ridolfi et les autres ministres ne répondaient pas à l'espérance conçue par ceux qui les avaient jugés d'après leurs discours dans les académies ou sur la place. L'impôt sur les terres fut augmenté d'un tiers; on frappa les marchandises d'un droit extraordinaire, et l'on ouvrit un emprunt de quatre millions deux cent mille francs; les pensions de tous les employés civils subirent une retenue, et l'affranchissement des redevances envers l'État fut ordonné; mais on ne recueillit pas même la moitié des six millions sur lesquels on avait compté.

6 juin.

Les députés, heureux d'en avoir enfin l'occasion, déployaient cette faconde qui, chez les Toscans, est fort commune et pleine de charme. Les bourgeois, de leur côté, faisaient assaut d'habileté, de finesse et de bons mots qui résolvaient en rires les mesures et les débats. On voulait la guerre; mais aussitôt qu'elle coûtait de l'argent et du sang, les plaintes, les gémissements, les réclamations éclataient, et les Toscans vénéraient d'autant plus Charles-Albert, qu'il les dispensait de combattre en combattant lui-même. Les journaux (1), par les éloges pompeux de ce roi, donnaient de l'ombrage au gouvernement, irritaient les dissidents, produisaient des désordres et des luttes. Quelques Florentins allèrent prêcher l'albertisme à Milan, où Gioberti se rendit dans le même but. D'un autre côté, mais dans un sens contraire, le théâtral père Gavazzi, après avoir agité les villes romaines et lombardes, se promenait fastueusement le jour en voiture; puis, le soir devant un peuple

(1) « Ce que les journaux toscans furent dans ces mois de juin et de juillet, la pudeur me défend de le dire. » RANALLI, livre XII.

immense qui aimait cette voix tonnante et ces sentiments d'énergumène, il se déchaînait contre les riches qui ne donnaient pas leurs carrosses pour traîner les canons, contre les prêtres qui ne déployaient pas la bannière tricolore, et contre quiconque n'allait pas verser son argent dans la caisse de guerre. Par ces discours, qui réveillaient les mauvais instincts des pauvres, il les aurait poussés au pillage, si le peuple n'avait pas compris les choses autrement que les citoyens, et manifesté par des huées ou de bons mots un mécontentement que l'on qualifiait de brigue de prêtres et de jésuites.

39 juillet.

A la nouvelle des désastres de l'armée, les malveillants crièrent contre l'inertie du gouvernement et déployèrent un drapeau avec l'inscription *A bas le ministère;* au milieu d'un mouvement dirigé par le Piémontais Trucchi, on essaya même de faire décréter la déchéance du grand-duc. Le dissentiment des modérés avait fortifié les démagogues, et Guerrazzi reprochait au ministère les défaites de Custoza, en l'accusant d'avoir mis une lenteur calculée à fournir les secours. Ridolfi se démit alors, en protestant, avec le dépit d'un homme désillusionné, qu'il avait agi « comme il convient à toute personne honnête et loyale : » il se plaignait que, après s'être toujours montré Italien, il dût se retirer au milieu des sifflets de la désapprobation; que la presse, à la liberté de laquelle il avait tant contribué, loin de venir en aide au gouvernement, eût fait le contraire.

Après la dissolution du ministère, le désordre intérieur s'accrut; néanmoins, voyant l'Italie envahie par les Autrichiens jusqu'à la frontière, il fallut traiter avec Welden qui occupait le Bolonais, avec Lichtenstein qui était dans le Modénais, afin qu'ils n'envahissent pas la Toscane. Après beaucoup de peine et le refus de personnes dépourvues d'ambition, on recomposa un ministère avec Giorgini, Samminiatelli, Mazzei, Landucci, Marzucchi, Belluomini, sous la présidence de Gino Capponi, personnage vénéré par les modérés non moins que par les démocrates, et qui rassura les esprits en promettant l'union fédérale et une nouvelle guerre, si l'on ne pouvait obtenir une bonne paix. Mais le temps des modérés était passé, la démagogie montait, et les journaux oubliaient l'urbanité toscane; les fugitifs lombards affluaient, des tumultes éclataient à Livourne. Le père Gavazzi, qu'on avait expulsé, revint à cette époque dans la rade de Livourne; or, bien qu'on eût donné l'ordre de ne pas le laisser débarquer, une députation alla le prendre, et l'on applaudit ses discours, où il accusait de trahison

16 août.

1848. les princes, les ministres, les généraux; il proclama la guerre du peuple, et quand on apprit qu'il était chassé de nouveau, le peuple se souleva. Vainement on crie: Tous les Italiens sont frères, l'ennemi commun est l'Autrichien, et c'est lui, non les faibles soldats du grand-duc, qu'il faut vaincre! on prend la citadelle, le gouverneur est emprisonné, les insultes se multiplient, le sang coule, et l'on institue un comité de salut public.

Guerrazzi avait fasciné par des romans écrits dans l'ivresse de la liberté et de la colère, qui paraissait magnanime aux jeunes gens, habitués à admirer les efforts déréglés. Livourne, qui, tout occupée de commerce et peu d'études, s'enorgueillissait de ce nom italien, conçut pour lui, comme on le fait des hommes éminents, un amour et une haine également exagérés; il n'y eut pas de calomnies dont ne fût sali son nom, ni d'espérances qu'il ne fît naître. Est-il étonnant s'il y puisa de l'ambition? il rechercha toutes les occasions de combattre le gouvernement, fût-ce même dans les causes qu'il plaidait. Moins passionné pour ou contre les hommes que pour ou contre les choses, dépité de ne pas se voir employé, bien qu'il affectât de refuser au lieu de demander; grandi par la persécution d'un gouvernement si peu persécuteur; puis arrivé successivement au-dessus des vagues soulevées par lui-même, et qui devaient ensuite retomber sur sa tête; sceptique en tout, il avait « en haine les vieilles institutions, honte et martyre de l'espèce humaine; » il inclinait donc vers les réformes radicales et la république. » Avec La Cecilia de Naples, chef de toutes les agitations; avec un certain Petracchi, bras robuste, et d'autres individus fiers d'avoir combattu en Lombardie, il poussait à demander de l'activité dans la guerre, l'armement maritime, le sel à bon marché.

Tout était envenimé par les journaux, par les cercles, par la basse complaisance envers le vulgaire, qui fut le pire ennemi de cette année. Apaisés un moment, les Livournais se soulèvent de nouveau en criant à la trahison, et menacent d'accomplir le massacre médité; les baïonnettes et les canons ne suffisent pas contre le peuple, qui contraint la forteresse à capituler. Le grand-duc, bien qu'il répugnât à la guerre civile, dut pourtant se résoudre à la faire; mais s'il faisait appel à la garde nationale, on disait qu'il armait des frères contre des frères, et le gouvernement prononçait sa dissolution, comme aimant à parader, non à remplir un devoir sérieux. Les soldats ne savaient pas combattre; le ministère, jaloux du Piémont, refusa les secours qu'il offrait.

1848. Joseph Montanelli, poëte élégiaque, avait, comme tant d'autres, puisé dans la religion des idées et des espérances républicaines, mais avec la placidité toscane et celle de son caractère; modérateur plus qu'excitateur, il se faisait aimer par son langage mielleux et sa complaisance envers tout le monde. L'heure d'agir arrivée, il ne se borna point aux paroles; il combattit à Curtatone et fut pleuré comme mort, jusqu'au moment où l'on apprit qu'il était prisonnier. Relâché par les Autrichiens, il revenait entouré de l'auréole du courage et du malheur, pâle encore et couvert de blessures; il fut partout accueilli avec des applaudissements, et recherché par chaque parti comme une gloire propre; le ministère crut donc pourvoir à la tranquillité en l'envoyant comme gouverneur à Livourne. Là, il trouve la presse souillée de tous les excès, la démagogie furibonde, et le même homme qui n'avait pas craint les balles autrichiennes, pâlit devant le danger de perdre sa popularité en se laissant dépasser. Dans sa profession de *foi démocratiqae nationale*, *chrétienne*, il déclare qu'il n'y a pas lieu de proclamer *immédiatement* la république; que la fédération, proposée par le ministère d'accord avec ceux d'autres pays, ne suffit pas néanmoins; qu'il faut rompre toute négociation, et devenir un exemple pour les autres en proclamant une constituante de représentants de toute l'Italie, qui sera convoquée en Toscane. Ce nouveau langage laisse de côté le congrès de Turin; en Toscane, une autre opinion s'élève en face du ministère, qui est contraint de se retirer devant les vociférations et les placards. Cinq jours de gouvernement avaient suffi à Montanelli pour atteindre à ce résultat; il entre au ministère avec Guerrazzi, le Napolitain Ayala, Mazzoni, Adami, Franchini, personnages qui oubliaient leurs anciennes inimitiés, et se proposaient loyalement de refréner les exagérés qui, les ayant élevés, étaient résolus à dominer seuls, à ne pas corriger, mais à bouleverser. Les nouveaux ministres auraient-ils le courage d'affronter l'impopularité, et, au milieu des écueils d'un gouvernement révolutionnaire, sans la confiance du prince ni l'appui de la nation, pourraient-ils sauver au moins l'honneur de la démocratie?

12 octobre.

Pour donner une première satisfaction à ceux qui les avaient portés au pouvoir, ils accordèrent l'amnistie aux Livournais, et leur envoyèrent pour gouverneur l'Arétin Pigli, extrême dans ses opinions et fantasque, parleur inépuisable dans les cercles ou la chambre; d'autres démagogues obtinrent des emplois, et les chambres furent dissoutes, bien que l'on prévît que les nouvelles élections se

1848. feraient dans le même sens. A quiconque se plaignait ou demandait quelque réforme, on disait ou l'on faisait comprendre que, « tant que Léopold ne s'en irait pas, » les choses ne pourraient s'améliorer.

Le grand-duc, il est vrai, écoutait d'autres conseils que ceux des ministres, et les ambassadeurs s'adressaient à la cour, non à des hommes dont ils ne comprenaient pas les longs discours et la phraséologie nébuleuse. L'argent manquait, les perturbations augmentaient chaque jour, et l'on disait que les ministres, après avoir agité le peuple pour s'élever, l'agitaient maintenant pour se maintenir; caressés d'abord servilement, ils étaient désormais blâmés systématiquement et tournés même en ridicule. Dans les cercles, chaque parti se déshonorait par un langage hideux et d'impertinentes récriminations; lorsque les comices se réunirent pour les nouvelles élections, on renversa les urnes, le vote fut imposé aux électeurs, et l'on assaillit les maisons de quiconque était flétri du nom de modéré.

Montanelli voulait sans doute de larges institutions, mais il aimait sa cause honnêtement; bien qu'il se fût entendu avec Canino pour prêcher la constituante, il avait écrit à La Cecilia, « Dieu nous garde d'une république romaine (1). » Il était peu d'accord avec le violent Guerrazzi qui, haïssant les oppresseurs, méprisait les opprimés; bien qu'il n'eût vécu jusque alors que de révolte, il savait résister maintenant, et voulait parvenir à ses fins, profondément dissimulées, par tous les moyens possibles, même par la force. « Les choses du monde (disait ce Guerrazzi dans son langage « bizarre et pittoresque), quand on ne peut les faire comme on « voudrait, il faut les faire comme on peut. Unissons-nous tous « pour créer un gouvernement, quelque chose qui protége et « donne de la sécurité; cela obtenu, qu'on nous envoie au diable. « Moi, si je ne crève pas, je dirigerai tout. Les rétrogrades et les « rouges bouleversent le pays; il faut donner un coup de patte « aux uns et aux autres. Plus de condescendances; que celui qui « casse paye. A quoi sert ce va-et-vient des volontaires à la fron- « tière sans vouloir s'enrôler? Ce n'est pas le mouvement de la « navette du tisserand qui saisit un fil chaque fois; là, au contraire, « on ne fait qu'affaiblir la trame de l'État. Il est mal d'injurier « l'ennemi dans les cercles; il faut le vaincre, non l'outrager :

(1) Lettre du 6 octobre.

1849.

« car l'insulte avant la victoire, c'est de la jactance; après, c'est « de la lâcheté. »

Guerrazzi, avec ce caractère, n'inspirait donc pas d'affection, mais de la peur; néanmoins, il avoua plus tard qu'il tremblait devant les tyranneaux de l'opinion, Montazio, Niccolini et autres de même espèce, soulevés par le flot populaire. Un cercle, formé de Lombards (on désignait sous ce nom les vaincus sur les champs de bataille, à quelque pays qu'ils appartinssent), faisait demander la constituante par vingt mille citoyens soumis à son influence. Guerrazzi ne pouvait se résigner à subir l'empire de ces émigrés, et voulait les organiser en légion pour combattre. Ayala s'efforçait de rétablir l'armée sur une base excellente; mais, pour se conformer aux exigences du temps, il voulait lui donner une organisation civile. Le ministère piémontais molestait celui de Toscane pour obtenir Livenza et d'autres cantons; Guerrazzi faisait donc pressentir que le Piémont, s'il parvenait à réunir dix millions d'habitants et se trouvait enorgueilli par la victoire, tiendrait la Toscane comme vassale ou sujette; ces prétentions, disait-il, seraient neutralisées par la constituante qui, dans le cas même où l'Autriche succomberait, deviendrait utile pour amener la république; en conséquence, modifiant l'idée de Montanelli, Guerrazzi proclamait la constituante italienne.

Appuyé de l'exemple du roi de Sardaigne, qui avait sanctionné par les registres la souveraineté populaire, et son exercice au moyen du suffrage universel, le ministère toscan proposa d'employer ce mode de voter dans les élections pour la constituante : Était éligible tout Italien à partir de l'âge de vingt-cinq ans, électeur tout citoyen âgé de vingt et un ans; mais avant tout, il fallait songer à l'entier affranchissement de l'Italie (1). Lorsque le grand-duc ouvrit la nouvelle chambre, on lui fit dire : « Puisque le sang « généreusement répandu en Lombardie par les braves Toscans, « au lieu de les effrayer, n'a fait que les exciter à persister, et « que les motifs de la guerre ne cessent pas, je ne dois pas m'abs-

10 janvier.

(1) A ce sujet, lord Palmerston écrivait à Hamilton : « A Montanelli, qui pense « que l'Italie ne peut être tranquille tant qu'il restera un Autrichien au delà des « Alpes, dites que si les Italiens peuvent l'obtenir avec leurs propres forces, « cette émancipation contribuera grandement au bonheur de l'Italie; mais s'ils « en sont incapables, ils auraient tort de l'attendre de la France ou de l'An- « gleterre. C'est pourquoi, au lieu de s'exposer à une défaite certaine, il est « mieux qu'ils attendent avec patience une occasion favorable. » 30 novembre 1848.

1849. « tenir de répondre au vœu de mes peuples pour la guerre. Nous « devons être unis avec les princes et les États d'Italie comme les « doigts d'une même main, destinée à serrer l'épée du courage « et de la concorde, qui seule peut donner à la patrie une liberté « véritable. La constituante proclamée ici doit comprendre la « formule finale, qui donnera sans doute une base solide aux « destinées des peuples italiens...; elle ne répudie aucune forme « d'organisation possible. » En effet, il permit que l'on s'occupât d'élire des représentants pour cette constituante; mais, à la nouvelle que le pape excommunie quiconque y prendra part, il retire son consentement; puis, comme il n'a pas de forces pour résister, et ne veut offrir aucun motif à des réactions, il se réfugie à Sienne, où il est accueilli aux cris de *Vive le duc! A bas la constituante!* Était-ce là encore une manifestation de peuple? mais voyant que l'effervescence croissait, et qu'un corps partait de Florence pour l'arrêter, Léopold s'enfuit à Gaëte.

6 février.

20 février. Les ministres déclarent aussitôt que leur autorité a cessé. La chambre délibère sur le nouvel incident; mais, en attendant, les meneurs de la populace décrètent la déchéance du grand-duc, et demandent des pleins pouvoirs pour Guerrazzi, Montanelli et Mazzoni : ce triumvirat délie les sujets du serment de fidélité, et lance une proclamation violente contre le mensonge et les scélératesses de l'Autrichien Léopold; regrettant de l'avoir cru homme de bien, ils déclarent qu'un prince et la liberté populaire sont incompatibles; par des formules poétiques, ils vouent à l'exécration Laugier (1), qui maintenait l'armée dans la fidélité qu'elle devait au grand-duc; ils démentent le bruit que le Piémont voulût « rétablir par des fleuves de sang italien le trône de l'Autrichien Léopold, » et annoncent que la république, après trois cent dix-huit ans, reviendra chez elle. »

Lorsqu'on eut proclamé le gouvernement provisoire à Florence, tous les représentants étrangers déclarèrent que leur mission, qui ne concernait que le grand-duc, cessait dès ce moment. Ce jour là même des paysans coururent sur Florence; des tumultes éclataient ensuite à Empoli et ailleurs; les soldats, prétextant leur serment de fidélité, désertaient les drapeaux; des tentatives renaissantes de contre-révolution faisaient remplir les prisons et

(1) « Qu'il fuie! nous ne lui envions pas les misérables restes de sa vie. Qu'il fuie et vive, mais de telle vie que la lumière du soleil devienne pour lui un supplice, et qu'il désire l'ombre de la mort comme soulagement de la honte et des maux dont il a chargé ses dernières années. »

instituer un tribunal militaire. Laugier avait réuni un groupe de soldats; mais lorsque d'Apice et Guerrazzi en menèrent une poignée d'autres contre lui, ces derniers, loin de rencontrer de l'opposition, furent accueillis joyeusement. De quel côté se trouvait le peuple? ce n'était pas certainement dans ces journalistes et ces déclamateurs qui, avides d'emplois et de missions, insultaient les citoyens les plus honorables parce qu'ils étaient modérés; qui enlevaient sa chaire à Giorgini, expulsaient Azeglio blessé, raillaient sur la cécité de Capponi, calomniaient tout le monde, brûlaient les effigies et les ouvrages de leurs adversaires, démentant l'antique réputation d'hospitalité et de courtoisie de la Toscane. Le pays s'effrayait en voyant ces maniaques recourir à la presse et aux discours pour démontrer la nécessité de verser le sang et de pointer les canons. Pigli, gouverneur de Livourne, proclamait la république : « Peuple, disait-il, accomplis tes « glorieuses destinées; pense que ta capitale est Rome, ta patrie l'Italie; c'est ton droit qui te confère l'empire, et Dieu qui te consacre. » Le cri de *Vive la république!* fut répété dans plusieurs villes; mais Guerrazzi disait : « Vous voulez la république; vous « aurez la république à la condition que vous m'amènerez demain « deux mille jeunes gens disposés à combattre pour elle. — Trente « mille, lui répondit-on; » mais les deux mille ne vinrent même pas. Appuyé par les ambasadeurs de France et d'Angleterre, il résistait avec un courage intrépide à cette marée montante; il imposait silence aux tapageurs des tribunes jusqu'à les traiter « de scélérats et d'iniques perturbateurs. » Il ne voulut pas écouter Mazzini qui, en montant triompher au Capitole, d'où il n'était sorti jusque alors, disait-il, que « des stupidités arcadiques et des rêves d'agonie de monarchies constitutionnelles, » excitait à proclamer la république et à s'unir à celle de Rome.

1849.

Joseph Giusti, au moyen de vigoureux sarcasmes, avait sapé le vieux gouvernement et mérité les applaudissements de la jeunesse et des libéraux. Le mouvement de 1847 l'éblouit; il applaudit au duc qui donnait les réformes, et cela suffit pour le faire qualifier de renégat. Lorsque les modérés, ses amis, parvinrent au ministère, il les soutint; mais dès qu'ils tombèrent, il fut lui-même écrasé, et son dépit s'exhala contre Guerrazzi. Quand il vit tous les révolutionnaires refluer vers sa patrie, il reconnut qu'elle était perdue. « Les individus qui se promènent sur ces « dalles inspirent le dégoût et la terreur. Figurez-vous des jeunes « gens avec des pistolets et des stylets à la ceinture, vêtus d'ha-

1849. « bits de toutes couleurs, parlant un langage ignoble, provoquant,
« refusant de payer les hôtes et les voiturins, violant le domi-
« cile du bas peuple pour commettre des viols et des rapines;
« en un mot, c'est un commencement de maison du diable...
« Alors que les champs lombards sont ensanglantés, avec quel
« cœur peut-on voir une jeunesse nombreuse de ce pays vaga-
« bonder ?.. .Ils sont là depuis cinq mois, à crier guerre, à se livrer
« à tous les excès, à bouleverser le pays ; la guerre vient, et ils ne
« bougent pas plus que si la chose ne les regardait pas... Il faut
« une foi bien robuste pour ne point désespérer entièrement, en
« voyant nos malheurs se multiplier, en voyant clairement que
« nous seuls en sommes les auteurs. »

Ainsi, une révolution, commencée au nom des princes, déclare qu'elle ne pourrait avoir confiance dans ceux contre qui elle était faite; bénie dans le nom du pape, elle maudit le pape et le dépossède ; écrivant sur son drapeau *Italia farà da sè*, elle la verra foulée aux pieds d'hommes de toute race. En effet, la chute du pontife ne peut-être un fait isolé dans la chrétienté; outre le respect des fidèles et les sympathies du monde entier pour Pie IX, on voyait dans la révolution romaine, inaugurée par un assassinat et puis confiée à l'incorrigible conspirateur, un fait de la grande conjuration européenne, contre tout ordre, toute subordination (1). Après avoir triomphé dans les terribles journées de juin, qui avaient coûté la vie à quatorze mille personnes et à neuf généraux, Cavaignac avait été mis à la tête de la république française; mais, comme il sentait que sa popularité succombait devant celle de Louis Bonaparte, il chercha, quand il apprit les dangers du pape, à la relever en favorisant les idées d'ordre et de catholicisme, qui renaissaient par réaction contre les excès, et triomphaient inopinément au moyen du suffrage universel; il décréta donc que trois mille cinq cent hommes débarqueraient à Civita Vecchia pour protéger le pape. Le Piémont, « fermement résolu à maintenir et à défendre de tous ses efforts la cause de l'ordre et de la monarchie constitutionnelle, » envoie au saint-père ses représentants et lui fait offrir toutes ses forces. Lord Palmerston, ministre des affaires étrangères, déclare (2), bien que l'Angleterre

(1) Les insurrections qui éclatèrent le même jour à Paris, à Vienne, à Berlin, à Cracovie, aidèrent à le croire. De même, les soulèvements de Berlin, de Munich et d'autres pays de l'Allemagne, et de Stockolm encore, eurent lieu en même temps que celui de Milan.

(2) *Correspondance*, 9 mars 1849.

soit antipapale, qu'il est de son intérêt, attendu ses nombreux sujets catholiques, de voir le pontife dans une situation temporelle qui lui permette d'exercer avec une entière indépendance ses fonctions spirituelles : l'intervention de forces étrangères doit, ajoute-t-il, être réservée pour le dernier moment; mais, de toutes manières, il faut encourager et soutenir la majorité, maintenant foulée aux pieds par la minorité; dans le cas d'intervention armée, il serait bon de la confier au Piémont, pour lui enlever le caractère odieux d'ingérence de l'étranger; toutefois, que la restauration pontificale ait pour condition essentielle le maintien des institutions constitutionnelles et représentatives. 1849.

Les innovations accomplies à Rome étaient donc en péril. La constituante qu'on y avait proclamée déplaisait au Piémont non moins qu'à Naples, comme remettant en problème l'existence de tous les gouvernements; elle déplaisait aux dictateurs toscans, plus désireux de dominer seuls que de subir l'influence de ceux de Rome, de sorte que l'apparition à Florence des Romains les plus avancés et de Ciriruacchio fut sans résultat; à Rome, elle déplaisait aux partisans du clergé non moins qu'aux constitutionnels, qui poussaient le peuple à rétablir Pie IX, mais avec la constitution; elle déplaisait à l'hérétique Angleterre non moins qu'à la France chrétienne. Il ne restait donc aux chefs qu'à intriguer avec les démocrates, alors vaincus partout, ce qui offrait de nouveaux prétextes aux gouvernements réguliers pour renverser les perturbateurs.

20 avril. En effet, l'Assemblée constituante de France déclarait qu'elle voulait rétablir le pape dans ses États. L'Espagne, jalouse de reprendre un rôle actif dans la diplomatie européenne, invite les potentats à un congrès pour atteindre ce but; le pape, oubliant les jalousies de tous ses prédécesseurs, invoque l'Autriche, mais en même temps la France, l'Espagne et Naples pour abattre la république romaine. Il avait déclaré lui-même qu'il ne voulait pas la guerre; mais s'il croyait qu'une *horde de factieux* tyrannisait la majorité de ses sujets, ne devait-il pas les délivrer, fût-ce même par la force étrangère ? Quelqu'un lui en ayant fait l'observation, il répondit : *Ils l'ont voulu.*

Lord Palmerston, constant dans la tâche de pousser et de retenir alternativement, avait toujours traversé la politique de la France : lorsque cette puissance envoya Bignon pour qu'il modérât les mouvements libéraux, le ministre anglais expédia lord Minto pour les exciter; lorsque les Italiens s'enivraient au pro- 1848.

1848. gramme pindarique de Lamartine, il jeta de l'eau sur le feu; lorsque partout on réclamait l'indépendance, il proposa de former du Lombard-Vénitien et des duchés un royaume sous un archiduc autonome. Cette proposition n'ayant pas été accueillie, parce que Charles-Albert, dans ce moment, aspirait au royaume de la haute Italie, il caressa cette idée dans le prince, mais en excluant la France des négociations et en imposant l'Adige pour limite. L'Allemagne même, à cette condition, ne l'aurait pas désapprouvé; car elle prétendait que la ligne de ce fleuve était nécessaire à sa propre intégrité, stratégiquement et politiquement. L'épée de Radetzky trancha les discussions; Palmerston accepta le rôle de médiateur, et voulut qu'un congrès se réunît à Bruxelles pour régler les affaires d'Italie. Mais l'Autriche n'avait plus de raison de céder le moindre lambeau du pays qu'elle avait réoccupé, et affirmait que l'armistice accordé le 5 août sous-entendait la totalité de ses anciennes possessions.

Dans une année de tant de paroles, ces conférences devinrent un thème de paroles infinies. Les individus qui avaient crié alors que les autres combattaient, criaient maintenant davantage; car personne ne pouvait leur demander pourquoi ils n'avaient pas combattu. Les nombreux fugitifs lombards qui se trouvaient en Piémont, s'agitaient, poussés par le regret de la patrie; les braves s'agitaient, avides de dangers, pour relever leur fortune; les timides s'agitaient pour déguiser la peur en faisant peur; les républicains, qui attribuaient le désastre à ce qu'on s'était fié à un roi, s'agitaient encore; les calomniateurs s'agitaient en couvrant d'infamie les ministres, les généraux, les fournisseurs, quiconque doutait de la trahison, ou avait occupé un mince emploi, bien qu'il eût donné des preuves non équivoques de patriotisme; et ils étaient crus, comme on croit toujours ce qui fait tort aux Italiens.

D'un autre côté, on repoussait, sous la qualification de démocrates, les hommes qui avaient proclamé le nom d'Italie; cependant la guerre du Piémont à l'Autriche n'était justifiée que par l'indépendance italienne, et les démocrates voulaient cette indépendance; on avait fait décider démocratiquement la fusion par le suffrage universel, et, puisqu'il avait prononcé, on demandait qu'elle fût maintenue. Il est vrai qu'un événement, une guerre malheureuse, avait brisé ce syllogisme; mais cette guerre troublait le fait, non le droit. «La patrie n'a pas été vaincue; la trahison seule a pu ramener les Autrichiens en Lombardie,»

criaient les *Italianissimes*. Les Piémontais, ne pouvant nier leur défaite, l'attribuaient à l'incapacité des généraux, au concours restreint des Lombards, à la modération des ministres, à cent autres causes, hormis les véritables ; de toutes manières, ils croyaient pouvoir y puiser des leçons pour effacer par la victoire leur première tache. Chose singulière, le pays où la démocratie se déchaîna avec le moins de fureur, fut celui où elle exerça plus de ravages, parce qu'elle se mêla aux faits militaires.

1848.

Charles-Albert regardait comme un devoir de maintenir la fusion des peuples ; on lui reprochait d'avoir renouvelé en 1848 les trahisons de 1821. La presse et les débats des chambres faisaient remonter les accusations jusqu'à sa personne ; or, il s'efforçait d'autant plus de s'en purger qu'il savait les avoir moins méritées, et surtout parce qu'il s'était laissé enivrer par les louanges qu'on lui avait prodiguées comme épée de l'Italie ; invisible dans son palais, il s'abreuvait de la honte nouvelle qui s'ajoutait à l'ancienne, et formait le projet de se jeter tête baissée dans une autre tentative.

Mais une armée désorganisée pouvait-elle attaquer l'Autriche victorieuse et pourvue de tout, alors qu'elle avait succombé devant cette puissance bouleversée, atterrée, sans ressources ? Les cris des journalistes et des avocats n'auraient donc pas dû l'émouvoir ; mais leurs clameurs l'étourdissaient, comme si la nation parlait en eux, et il ne savait pas comment arrêter la démagogie, dont les rugissements parvenaient jusqu'à ses oreilles. L'hétérogène ministère Casati se retira, en exposant tout ce qu'il avait fait pour réparer les désastres, et rendre le pays capable de reprendre l'offensive aussitôt après l'expiration des six semaines de l'armistice ; il avait même demandé les secours de cette France, repoussée naguère. « Pour dix jours de désastres fortuits, déposer une confiance inspirée par quatre mois de succès prospères et héroïques, c'est de la lâcheté, disait-il ; quelle imprudence de croire qu'une paix honteuse assure mieux les intérêts et l'honneur du Piémont qu'une guerre honorable !

18 août.

Langage indécent dans la bouche d'hommes qui laissaient à d'autres l'embarras de le soutenir ; mais un plus modéré n'était pas possible lorsque la consulte lombarde, formée de l'ancien gouvernement provisoire de Milan, fomentait la guerre. La Pologne et la Hongrie, alors dans un état de grande effervescence, avaient des émissaires à Turin qui promettaient des secours et de puissantes diversions, vanteries habituelles des réfugiés, mais

1848.

gramme [illegible] l'expression de la vérité ; les lorsque [illegible] de Livourne et de Rome du Lo[illegible] de Naples. Le ministère, sous la présidence duc [illegible] Alfieri, avec les généraux Perrone et Dabormida, qu[illegible] Buoncompagni, Pinelli, alors recommandé par l'amitié h[illegible] de Gioberti, devait naviguer au milieu de cette tempête.

Dans sa studieuse retraite de Bruxelles, le philosophe Gioberti devint d'autant plus avide de la popularité, qu'elle le fuyait davantage ; c'est elle qui l'inspira quand il se jeta dans la politique ; mais la sachant variable, il résista un moment au désir de retourner en Italie pour jouir des grossiers applaudissements que la foule prodiguait en 1847 ; plus vénéré de loin, il dirigeait l'opinion, mais en la caressant. Lorsque la révolution eut éclaté, il vint et s'enivra des triomphes, qu'il ambitionnait plus que le pouvoir ; il parcourut l'Italie comme apôtre de la fusion, mais formant plutôt des enthousiastes qu'un parti. A Milan, où il avait dit qu'il n'entrerait qu'à genoux, il espérait faire proclamer la fusion sans peine, et il fut hué ; à Rome, il croyait amener Pie IX à ses désirs, et il n'obtint que les applaudissements de la populace, avec l'unique avantage de laisser son nom aux rues qu'il habitait et au café où il déjeûnait. Il faisait partout de la propagande en faveur de Charles-Albert, et pourtant à Gênes il allait vénérer la mère de Mazzini ; à Milan, il changea de logement pour s'installer dans le même hôtel de Mazzini. N'ayant pas été compris dans le nouveau ministère, il se rapprocha des démocrates pour le renverser, lui opposa son fantôme de congrès, et le dénonçait dans les cercles. Les ministres poussaient à la reprise des hostilités, prêchaient l'indépendance nationale ; mais en particulier, ils lui disaient que l'armée ne pouvait se réorganiser, et qu'il fallait chercher des accommodements avantageux au Piémont ; il leur imprima donc le stigmate de *ministère à deux programmes*. Brofferio, entouré des hommes les plus avancés, qui demandaient avec lui la prompte reprise des hostilités, recouvra dès lors la popularité.

Octobre.

Après cela, pourrions-nous accuser ce ministère de n'avoir pas su être modéré, ni osé être résolu ? Pinelli, nommé président après la retraite d'Alfieri, démontrait qu'il eût été impossible de continuer la guerre sans écraser d'impôts la nation, qui n'était pas disposée à les supporter : si Dabormida faisait voir que l'organisation de l'armée était vicieuse, le nombre des officiers excessif, le soldat vieux et casanier, on l'accusait de trahir la patrie ; si les

hommes sages lui demandaient pourquoi il n'avait pas dit ces choses deux mois plus tôt, il répondait (et c'était un acte de courage) : « Je craignais alors les accusations dont on m'accable aujourd'hui. »

1848.

En réalité, le ministère voulait, non moins que ses adversaires, recommencer la lutte, mais avec des moyens propres à donner la victoire; les autres, au contraire, demandaient une attaque subite, faite sous l'inspiration, dirigée, comme le disait Brofferio, par l'audace, l'audace, l'audace. Il eût été imprudent de révéler au monde les préparatifs qu'on tenait cachés; le ministère demanda donc un conseil secret, devant lequel il se justifierait, et ce conseil déclara qu'on ne pouvait ni se procurer une paix honorable, ni faire une guerre heureuse.

En attendant, on recevait de la Lombardie et des duchés les plaintes bruyantes des victimes de la dictature militaire, qui frémissaient entre la terreur manifeste et la rage contenue; Gênes faisait entendre les hurlements des émigrés, qui tentaient même de suborner l'armée, et qualifiaient de tyrannie toute mesure prise pour les réprimer; des souscriptions, des messages et des manifestations soutenaient l'opposition de la minorité. Il fallait donc se résigner. Le baron Perrone, ministre de la guerre, qui avait pourtant signalé « le mauvais esprit des soldats, lesquels partent italiens et reviennent autrichiens (1), » disait qu'il était impossible à un ministère de résister à l'indignation publique et de ne pas reprendre les hostilités « avec toute la fureur d'une guerre nationale; qu'il préférait être englouti dans la catastrophe italienne plutôt que de laisser le vandalisme autrichien opprimer plus longtemps la partie de l'Italie qu'il foulait. » Il assurait que l'armée et la discipline étaient renouvelées; que quatre-vingt mille hommes se trouvaient prêts à entrer en campagne, et que trois maintiendraient la tranquillité dans l'intérieur, outre la garde nationale et un parc de siége plus nombreux que dans la guerre précédente. Si la France, ajoutait-il, nous prête de trente à cinquante mille hommes, la bannière tricolore flottera de clocher en clocher jusqu'à l'Isonzo; du reste, nous ne ferons pas la guerre seuls; nous serons aidés par l'insurrection, par les contingents romains et

(1) « Cependant, personne ne voulait ajouter foi à ces douloureuses révéla- « tions, parce que les hommes qui les faisaient n'inspiraient aucune confiance (!). « *Quand même il n'en eût pas été ainsi*, qui aurait persisté dans l'idée de la « guerre avec une armée qui n'en voulait à aucun prix ? » BROFFERIO, *Hist. du Piémont*, part. III, ch. 3.

1848. toscans, par la flotte de Venise et dix-huit mille hommes enfermés dans ses murs; nous sommes donc résolus à la guerre, si nous ne pouvons obtenir une paix honorable, qui assure l'indépendance de l'Italie (1).

Palmerston désapprouva cette dépêche : « Une brave et magnanime nation doit naturellement être disposée à se défendre « même contre des forces supérieures, plutôt que de se soumettre à des conditions ignominieuses; mais qu'une nation intelligente et éclairée veuille attaquer sans ombre de réussite, c'est « de la folie. Le gouvernement anglais suppose que celui du Piémont est prudent et circonspect, et qu'il ne veut pas exposer le « pays à de graves calamités (2). » Bastide, ministre de la république française, annonça qu'elle n'empêcherait pas même l'invasion du Piémont, s'il déclarait la guerre à l'Autriche.

Les erreurs, les hésitations et le découragement des autres grandissaient Gioberti qui, devenu l'ennemi ardent de son grand ami Pinelli, parvint à le renverser; ainsi, après s'être déclaré l'ennemi de la démocratie, il devenait le chef d'un cabinet qui fut appelé *démocratique*. Désormais, les conseillers de la couronne étaient désignés par les agitateurs; le nouveau ministère Gioberti se composa donc de Ratazzi, Ricci, Sineo, Buffa, Cadorna, Tecchio, tous fournis par le cercle national; Sonnaz leur fut adjoint pour les nécessités de la guerre. Dans leur programme, qui était celui de tous les ministres précédents, ils parlaient de développer les libertés intérieures, de faire en sorte que toute l'Italie pût se constituer en nation; mais Gioberti avait l'art de broder les théories les plus diverses, ce qu'on appelait concilier. Aussitôt les déclamations et les démonstrations se retournèrent contre le ministère démocratique, qui se trouvait à son tour dans l'impuissance de faire ce qu'on désirait (3).

16 décembre.

(1) Dépêche au marquis Ricci, 11 décembre 1848.

(2) Dépêche d'Abercromby, 27 décembre.

(3) Gioberti disait à la tribune, le 11 février 1849 : « Améliorer le sort du peu- « ple, fonder ces institutions qui élèvent lentement la plèbe de sa misérable con- « dition jusqu'au degré le plus honoré et le plus vertueux de la société humaine, « cela appartient à des temps de paix, non de guerre; à des temps où les ins- « titutions sont consolidées et peuvent se développer tranquillement, non à ceux « dans lesquels il faut les défendre contre le choc et l'impétuosité des factions. « Si le développement de nos institutions démocratiques est plus lent que nous « ne le désirons, imputez-le d'abord aux Autrichiens, puis aux modérés, c'est- « à-dire à ces partis qui nous obligent maintenant à fortifier le pouvoir au lieu « de le tempérer, afin de prévenir les plus grands maux qui menacent la pa-

L'Italie, en réalité, sentait que ses forces étaient intactes; de cette position, que tous jugeaient précaire, tous désiraient sortir, quand même on ne saurait pas que les peuples, souvent par caprice, par orgueil, veulent se jeter dans les tentatives les plus désespérées. Le congrès de Bruxelles ne faisait rien pour la réorganisation. L'Autriche espérait endormir l'Italie septentrionale par la promesse d'institutions libérales (1); après qu'elle eut dompté Vienne insurgée, elle convoqua une diète constituante à Kremsier, où le ministre Schwarzenberg déclarait « accepter sincèrement la monarchie constitutionnelle, dont les bases seraient consolidées par la séparation des pouvoir exécutif et législatif, le premier réservé à la couronne, et l'autre exercé en commun par le prince et les corps représentatifs : assurer l'égalité, garantir le libre développement de toutes les nationalités, introduire la publicité dans tous les actes de l'administration publique, affermir les libertés communales, étendre dans les provinces la gestion indépendante de toutes les affaires intérieures, et les unifier au moyen d'un pouvoir central vigoureux, tel est mon but. Le royaume lombard-vénitien, la paix conclue, trouvera dans son union organique avec l'Autriche constitutionnelle la meilleure garantie de sa nationalité; les conseillers de la couronne se tiendront fermes sur le terrain des traités, et ils nourrissent l'espoir qu'un avenir non éloigné fera jouir le peuple italien des bienfaits d'une constitution, qui doit réunir les différences races par une égalité absolue de droits. »

L'Autriche était donc résolue à ne pas céder une palme de

« trie..! Si l'on convoque la constituante italienne, qui pourra nous assurer que « l'armée marchera pour la monarchie ou la république?... D'où est venue la « constituante toscane? Vous direz, elle a été votée par le parlement. Or, il « est *notoire* qu'il l'a votée pour éviter de plus grands maux, qu'il l'a approuvée « sous l'impression de la terreur, et que les quatre cinquièmes au moins étaient « contraires à ce mandat illimité, qui compromet la monarchie et toutes nos « institutions. Un parti, non le peuple, a voulu la constituante toscane; car on « ne peut appeler peuple un parlement enchaîné, contraint par les factions qui « l'entourent à voter contre sa propre conviction. »

(1) Le 17 septembre 1848, le ministre Wessenberg écrivait au vicomte de Ponsonby, ambassadeur anglais : « Quant à la pacification de l'Italie septentrionale, « le gouvernement impérial ose se flatter qu'elle sera infiniment facilitée par « l'assurance réitérée, qu'il a donnée et renouvelle maintenant, d'étendre aux « provinces italiennes le bienfait des institutions libérales dont jouissent les « autres parties de l'empire autrichien, sauf à tenir compte de leur nationalité et « des intérêts particuliers de leur population. » Le 30 mars 1849, Ponsonby disait à Palmerston : *Their purpose establish liberal institutions in the L. V. kingdom*.

1848. terrain. D'autre part, l'Angleterre, qui était considérée comme l'agitatrice de l'Italie et sa protectrice, avait accepté comme base du congrès qu'aucun lambeau ne serait détaché de l'empire autrichien, pas même Venise. Mais qui alors croyait à la vérité ? on savait que l'on discutait sur les destinées de l'Italie : donc, on pouvait espérer encore, et cela suffisait pour maintenir l'agitation dans le Piémont, l'accroître dans la Romagne et la Toscane. En attendant, ni l'Autriche ne pouvait prendre une résolution pour réorganiser la Lombardie et en finir avec Venise, ni le Piémont désarmer et sortir de sa désastreuse incertitude. On s'agitait donc partout ; les journaux persévéraient dans le triste rôle de dénoncer et d'exaspérer les hommes que le malheur aurait dû concilier et réunir (1) ; on demandait la reprise des hostilités, en disant que Dieu le voulait, que le peuple le voulait.

18 décembre. Le cercle italien de Gênes surtout, dépassant les limites constitutionnelles, traînait le roi dans la fange ; un tumulte même éclata dans cette ville, où l'on envoya le ministre Buffa avec pleins pouvoirs ; mais au lieu de donner tort aux meneurs, il publiait une proclamation dans laquelle il disait : « On a voulu suivre une politique contraire à la dignité, aux intérêts, à l'indépendance de la nation, et c'est là l'unique cause de cette émeute ; » le présent ministère veut « l'indépendance absolue de l'Italie au prix de tous les sacrifices possibles, la constituante italienne et la monarchie démocratique. » Il ajoutait qu'il avait donné l'ordre de faire partir les troupes, parce que « la force vaut avec « les faibles, non avec les Génois ; la garde nationale occupera « les forts, tous ou partie à son choix. Toute apparence de force « étant enlevée, nous ferons voir que la garde nationale suffit « dans une ville véritablement libre ; que lorsque le gouvernement « suit la voix de la liberté et de la nationalité, Gênes est tran- « quille. » C'est ainsi que les citoyens étaient posés comme les adversaires des soldats, au moment où l'on devait tout attendre de l'armée : les soldats protestent, et la Chambre désapprouve ; le ministère est obligé à cetté autre excuse mémorable,

(1) Dans l'*Opinione* de novembre 1848 on lit : « Monsieur le ministre de « l'intérieur, savez-vous que les espions radetzkiens et pachtiens fourmillent à « Turin, à Gênes et partout ?... Pourquoi n'en faites-vous pas pendre quelques- « uns pour l'exemple ? (suivent des indications entièrement vagues) ; il termine « ainsi : Nous ne ferons fusiller aucun espion ? *proh dolor !* Dans la chambre, le 17 novembre, on débattait ces assertions, en assurant que les lazaroni sanfédistes de la Lombardie étaient tous restés au delà du Tésin.

c'est-à-dire qu'il « ne faut pas mesurer les proclamations avec la règle ordinaire, car elles contiennent par leur nature des phrases qui paraissent excessives aux individus éloignés, tandis que les voisins les trouvent indispensables. » 1849.

La Chambre ayant été dissoute, la nouvelle, élue sous l'influence de cette irritation, abandonna les modérés pour les impatients. Le ministère Gioberti disait : « L'indépendance italienne « ne peut-être obtenue sans les armes ; aussi, seront-elles l'objet « de tous nos soins, bien convaincus que la monarchie constitu- « tionnelle peut seule donner à notre patrie unité, force, puissance « contre les désordres intérieurs et les attaques du dehors. Nous « adoptons le drapeau de la constituante italienne, et nous hâ- « terons avec Rome et la Toscane la réunion de cette assemblée « qui, outre qu'elle dotera l'Italie de l'unité civile sans nuire à « l'autonomie des divers États, rendra facile l'emploi des forces « de tous pour la délivrance commune. Les divers États italiens « sont liés entre eux par les nœuds les plus intimes et les plus doux « de la fraternité, puisqu'ils composent une seule nation et ha- « bitent une seule patrie. En conséquence, s'il naît dans l'un de « ces États quelque dissentiment entre une province et une autre, « ou bien entre le prince et le peuple, c'est aux États italiens « qu'il convient le mieux de s'offrir comme pacificateurs. » Il déclarait donc qu'on ne pouvait persister dans un état pire que la guerre, puisqu'il en avait tous les inconvénients, sans aucune éventualité favorable ; il voulait considérer encore la fusion comme effective, et se plaignait que les Autrichiens traitassent d'une manière atroce les provinces qui s'étaient données au Piémont. Il fit circuler dans ce sens une violente remontrance sur la déloyauté avec laquelle l'Autriche violait l'armistice, sur son occupation des duchés, sur les exécutions et les exactions multipliées en Lombardie, à laquelle, disait-il, elle avait extorqué soixante-dix millions en un an. 26 janvier.

Le roi lui-même, en ouvrant le parlement, maintenait la fusion, en ajoutant : « La confiance s'est accrue dans les forts, parce que « les leçons de l'expérience, le mérite de l'épreuve, le courage « et la constance dans le malheur s'ajoutent à la puissance de nos « anciens droits. Les troupes sont réorganisées, augmentées, flo- « rissantes, et luttent de beauté, d'héroïsme avec la flotte ; mais, « pour vaincre, il faut que l'armée soit aidée par la nation, et « cela, messieurs, dépend de vous, dépend de ces provinces qui « sont une partie si précieuse de notre royaume t de notre

« cœur; car elles joignent aux vertus communes le mérite per-
« sonnel de la constance et du martyre. »

La réponse des chambres poussait à l'attaque; non-seulement elle parlait de guerre et d'indépendance italienne, mais elle voulait que l'on secourût les Hongrois et que l'armistice fût rompu immédiatement.

1848. Toutefois, combien la situation de l'ennemi était changée! L'Allemagne, désireuse de se fortifier, s'était réunie en parlement à Francfort « pour établir une constitution entre les gouvernements et le peuple. » Cette phrase comprenait l'unité de la nation, mais avec la variété traditionnelle des gouvernements. Néanmoins cette assemblée, comme tant d'autres, se fit très-peu remarquer par la sagesse de ses vues politiques, et les sentiments y variaient selon la nation qui prévalait; puis, tandis que l'on refusait de secourir et même d'approuver l'armée autrichienne combattant en Italie, on déclarait que la ligne du Mincio et les grandes forteresses étaient nécessaires à l'intégrité de l'Allemagne; bien plus, les volontaires lombards ayant envahi et poussé le Trentin à s'insurger, on considérait ce fait commme une offense à l'Allemagne.

Lorsque la révolution éclata, la guerre de races mit en lambeaux l'Autriche, que l'on pouvait dire réduite aux trois armées de Radetzky en Italie, de Windischgrätz en Bohême, de Jellacich en

15 mai. Hongrie. La cour impériale, expulsée de sa ville dévouée, s'était réfugiée à Inspruch, et, pour caresser la capitale, lui accordait une assemblée constituante; elle désapprouvait Jellacich qui proclamait la résurrection des races slaves; mais, en attendant, ses troupes triomphaient à Prague des barricades, des peuples à Vicence, des armées à Custoza. La diète hongroise, par la bouche de Kossuth, lui promettait jusqu'à deux cent mille hommes, s'ils étaient nécessaires, pour dompter l'Italie. En effet, les Madgyars s'entendaient avec l'Autriche pour tenir les slaves sous le joug; mais, comme elle voulut refréner leur arrogance, ils lui devinrent hostiles, et les Slaves passèrent alors de son côté, ne la soutenant d'ailleurs que dans un intérêt personnel et pour nuire aux autres. Les citoyens de Vienne, las du despotisme des étudiants qui s'étaient

Août. emparés du gouvernement, rappelèrent l'empereur, qui rentra dans sa capitale juste au moment où Radetzky rentrait à Milan; mais, quelque temps après, les perturbateurs reprennent le dessus, soulèvent la ville au milieu du sang, et, sans parler des autres victimes, égorgent un ministre. Windischgrätz accourt de

31 octobre. Prague, et Jellacich accourt également; des Bohêmes et des Croates

prennent la capitale et mettent fin à la révolution, à laquelle n'avaient pris part ni la campagne, ni les provinces. 1848.

Sur ces entrefaites, une assemblée constituante s'était réunie, selon la mode d'alors, pour compiler la constitution de l'empire autrichien. Des représentants des pays italiens, comme le Tyrol et Trieste, figurèrent dans cette assemblée; mais ce fut en vain qu'on invita les provinces réoccupées du Lombard-Vénitien à y envoyer leurs élus, « pour garantir leur propre nationalité, et la concilier avec le principe supérieur de l'intégrité de la monarchie. » De Vienne, toujours agitée, la diète s'était transférée à Kremsier; mais elle était partagée entre l'unité doctrinale et l'individualité traditionnelle; elle perdait son temps et son crédit en vagues discussions sur des théories nébuleuses, de telle sorte que le gouvernement put tenter de se mettre à sa place.

Déjà, le 22 septembre, l'empereur Ferdinand avait accordé une amnistie aux habitants du Lombard-Vénitien, et proclamé sa ferme intention « qu'ils eussent une constitution correspondant à leur nationalité et aux besoins du pays; » puis, reconnaissant la nécessité de « forces plus jeunes pour satisfaire le besoin patent et irrémissible d'un grand changement qui embrasse et refonde toutes les formes de l'État, » il abdiquait; or, comme son frère, François-Charles, y renonça, le sceptre fut confié aux mains du fils de ce dernier, le jeune François-Joseph, qui avait commencé sa carrière en combattant les Italiens. « Comme notre conviction personnelle nous fait sentir le besoin et le haut prix des institutions libérales et qui soient en rapport avec les temps, nous suivons, disait-il, avec confiance le chemin qui doit nous conduire à une réforme salutaire et au rajeunissement de toute la monarchie; » puis, il se déclarait « décidé à maintenir l'éclat de la couronne dans toute sa pureté, et la monarchie dans son intégrité, mais prêt à partager ses droits avec les représentants de ses peuples. » 2 décembre.

Bientôt on publie une constitution qui doit résoudre les difficultés; elle proclame l'union organique de toutes les provinces, l'égalité et l'indépendance des diverses nationalités; un parlement unique avec deux chambres : dans la première, les députés des diètes provinciales; dans l'autre, les députés élus par le peuple, un par cent mille habitants; le pouvoir législatif est exercé par l'empereur conjointement avec le parlement général pour les lois de tout l'empire, et par les diètes nationales pour les lois particulières. Ainsi l'empereur, qui se trouvait le chef des nations 1849. 8 mars.

1849. diverses et l'unificateur de toutes, put opposer la force attractive de l'État à la force centrifuge des provinces.

La diète germanique se discrédite par des subtilités métaphysiques; lorsqu'elle déclare que des pays allemands ne pourront être confondus avec des contrées étrangères dans la même domination, l'Autriche, dont cette résolution menaçait l'existence, la repoussa hardiment, en affirmant qu'elle ne voulait pas diminuer ses droits, et qu'elle serait État fédéré de l'Allemagne, mais sans former un tout avec elle. Devant ce coup hardi, la diète perd toute influence, et ne tarde point à se dissoudre; la Prusse, qui avait paru un moment sur le point de saisir l'hégémonie de l'Allemagne, retombe au second rang, et l'Autriche se dispose à combler les abîmes creusés par la révolution, abîmes où la croyaient déjà ensevelie ceux qui ignorent l'histoire de l'Europe.

Si les puissances étrangères avaient profité de ses humiliations pour la braver, elles se montrèrent disposées à la soutenir quand elle se fut relevée; plus ferme dès lors, elle déclarait qu'il ne s'agissait avec la Sardaigne que de rétablir les relations amicales, interrompues par l'invasion du roi, et de fixer l'indemnité pour les dépenses d'une guerre entreprise dans un intérêt de légitime défense : c'était par déférence, disait-elle, qu'elle avait accepté la médiation du congrès de Bruxelles; « mais la prétention d'amener l'Autriche à céder des provinces qu'elle avait défendues aux prix de torrents de sang, à les céder comme récompense au perfide agresseur dont elle avait triomphé, était justement condamnée par l'opinion de l'Europe comme une extravagance digne de la démence des démagogues italiens et d'un roi qui, parlant du haut du trône, ne craignait pas d'exciter directement à l'insurrection les provinces italiennes de l'Autriche. » Le ministère impérial demandait donc aux puissances, et nommément à l'Angleterre, si elles reconnaîtraient le royaume de la haute Italie, et s'il était au pouvoir de Charles-Albert de changer seul la circonscription des États, fixée par les puissances; elle terminait en disant que, de son côté, elle ne rompait pas l'armistice, mais que les négociations étaient superflues, et qu'elle voulait sa liberté d'action (1).

Le ministère anglais, qui avait continué ce système de bascule fatal à l'Italie, dont elle flattait les espérances tandis qu'elle rassurait ses ennemis, répondait alors à l'Autriche qu'il considérait

(1) Dépêche de Schwarzenberg, 12 février 1849.

la fusion comme non avenue; il lui donnait l'assurance *positive* et *formelle* que, dans les conférences, il ne songeait point à soutenir les *inqualifiables prétentions* du cabinet sarde, mais voulait adopter pour base de la médiation l'intégrité des territoires circonscrits par les traités (1); en même temps, il conseillait au roi avec instance de ne pas s'aventurer dans une lutte qui pouvait aboutir à une ruine irréparable.

Ces choses, on les savait alors comme aujourd'hui; mais, loin d'y croire, le cercle italien de Turin ne vit « qu'un opprobre ministériel, qu'humiliation, qu'oscillation dans les paroles que le cabinet, usurpant le titre de démocratique, mettait sur les lèvres du prince, paroles désolantes pour tout bon patriote; » il provoquait une démonstration solennelle, et envoyait quelqu'un à la flotte sarde, à Venise, afin de l'exciter « à ne pas manquer à l'appel de toute l'Italie, » et à jurer comme eux d'employer tous les moyens pour obtenir la constituante italienne.

Les paroles du roi et des comités arrivaient en Lombardie, et ranimaient d'autant plus les espérances que l'on souffrait davantage de la dictature militaire. L'amnistie, pleine et sans conditions, accordée itérativement par l'empereur, prévenait les supplices ou les procès pour des faits de la révolution; mais, d'un autre côté, on imposa des amendes plus ou moins lourdes, de dix mille à quatre-vingt mille francs, à des personnes qui avaient participé au mouvement, ne fût-ce que par des écrits : peine qui exaspérait inutilement, puisqu'on n'exigea rien de la plupart, et que quelques-uns en furent quittes pour des sommes légères. L'état de siége, qui mettait la fortune et la vie à la merci des cours martiales, était encore plus insupportable; les nombreux individus que l'on fusillait pour tentatives de subornation, pour rapines, ou parce qu'ils possédaient des armes, étaient considérés comme frappés injustement, ainsi qu'il arrive à l'égard des procédures sommaires et secrètes. Quelques faits malheureux accrurent l'exaspération. Le 3 janvier, le feld-maréchal assista à la répétition de la troupe de ballet du théâtre, et les Milanais voulurent

(1) Dépêche du 14 mars de Palmerston à Ponsonby. Déjà, le 30 janvier, Ponsonby assurait le ministère de Vienne qu'*indubitablement* (*no body disputed*) Venise appartiendrait à l'Autriche. Le 18 du même mois, Palmerston écrivait à Abercromby : « Le gouvernement de Sa Majesté veut qu'on dise résolûment aux « Lombards et aux Vénitiens de ne pas attendre que l'Autriche consente à faire l'a- « bandon d'une partie de son territoire italien, et que les pouvoirs médiateurs ne « veulent pas l'y pousser par la force. »

1849. y voir une insultante commémoration du massacre de l'année précédente. Les militaires faisant chanter un *Te Deum* à l'occasion de l'avénement du nouvel empereur, une femme exposa des tapis de couleurs significatives; comme un tumulte s'ensuivit, une troupe de soldats parut tout à coup, arrêta les premiers qui lui tombèrent sous la main, des femmes même, des gens inoffensifs par nature, par âge, par embonpoint, pour les conduire au château et les bâtonner.

Les Lombards persévéraient dans leur démontration négative, évitant de se rapprocher des dominateurs si ce n'est à la distance de la portée du fusil. Les congrégations provinciales, invitées à envoyer des députés à la diète, alléguèrent que ce n'était pas dans leurs attributions; les ingénieurs chargés d'estimer les biens séquestrés refusèrent cette mission, et il fallut l'imposer d'office à quelques-uns d'entre eux, qui devinrent aussitôt l'objet de l'exécration publique. L'Italie entière frémissait, même par mode, contre les Autrichiens; les duchés se croyaient illégitimement occupés, de même que Ferrare, d'où pourtant les Autrichiens se retirèrent après avoir obtenu satisfaction.

18 février.

Dans le Piémont, les exagérés entravaient de plus en plus le ministère qui, sous le nom même de démocratique, résistait à la démocratie. Quand il apprit la fuite du grand-duc, l'expulsion du pape, et qu'il sut que les puissances voulaient les rétablir, Gioberti perdit courage; aussi, après avoir fait de vains efforts pour obtenir que l'intervention fût seulement pacifique (1), afin d'éviter la honte de voir de nouveau

(1) Gioberti proposait à l'Espagne qu'on n'intervînt que pacifiquement. Bertran de Lis répondait, le 13 janvier 1849 : « Le pape, comme prince spirituel, « est sous la protection naturelle de tous les gouvernements et de tous les « princes catholiques. Ce principe est admis par tous les gouvernements, et « c'est dans l'intérêt de ce principe qu'existe la puissance temporelle du pape. « A l'effet de procurer le libre exercice de l'autorité spirituelle, on lui assigna « des États propres à lui assurer une existence politique. Sous cet aspect, le « pape n'est pas un prince romain ou italien; il n'appartient à aucun pays en « particulier; il est et ne cessa jamais d'être le chef de l'Église, le chef su- « prême de toute la chrétienté. De là dérivent naturellement le droit du pape « à demander, et le devoir de tout gouvernement catholique, à lui accorder l'ap- « pui qui paraît indispensable pour le mettre en mesure d'accomplir, avec in- « dépendance et dignité, sa sainte mission. » Gioberti accorde tout cela, mais ajoute que la nationalité serait offensée par l'intervention étrangère. Bertran de Lis réplique qu'il n'existe pas politiquement de nationalité italienne, que chaque État est entièrement indépendant, et par suite en droit de demander et

les étrangers disposer des destinées de l'Italie, il croyait opportun que le Piémont se chargeât de rétablir le grand duc qui l'invoquait, et le pape qui le craignait : peut-être, disait-il, une simple démonstration suffira pour dissiper la résistance ; en attendant, l'Italie s'habituerait à voir ses propres armes résoudre les difficultés intérieures ; le Piémont, en triomphant du désordre, recouvrera de l'importance devant les puissances, et les esprits seront détournés de la guerre contre l'Autriche, qui ne peut être que désastreuse. Ces idées, les moins étranges parmi les extravagances d'alors, il les avait publiées dans les jours de sa plus grande popularité (1) ; mais elles répugnaient alors à cause de son ministère, de l'intempérance courante et de ses attaques contre le ministère précédent. D'autre part, s'il estimait valable le vote universel des Lombards pour la fusion, pourquoi jugeait-il tout autre celui des Romains pour la république ? Les cercles faisaient un crime à Gioberti de vouloir refréner la démocratie, réconcilier l'Église avec l'État, et de prétendre que « l'Italie était arrivée à ce point fixe qu'on ne peut dépasser. » La Chambre, mais surtout les loges et les meneurs de la rue qui imposaient à la Chambre, blâmèrent ce projet comme un fratricide, et l'accueillirent par des manifestations indécentes ; ses partisans se querellaient dans les rues avec ses adversaires. Englouti dans les flots qu'il avait soulevés, Gioberti est donc contraint de résigner le portefeuille, recueillant les fruits ordinaires de la popularité, l'outrage et l'oubli ; il fut dénoncé aux Chambres, menacé d'un procès, accusé de trahison, et repoussé avec la même

21 février.

d'obtenir des secours. Gioberti fait une dissertation sur la nationalité italienne ; l'autre est ennuyé.

(1) « Mais en réduisant la principauté à une simple puissance modératrice, « Pie IX ne court-il pas le risque de la perdre ? Ne le craignez pas, cela même « la rendra plus solide ; car ce qui met en péril les droits royaux, c'est l'abus, « et non le tempérament, qui en est au contraire le soutien et le préservatif. « En outre, la ligue italienne (pour ne pas dire tous les États catholiques), « aura le bras assez fort pour garantir et protéger le sceptre pontifical ; en effet, « l'intérêt général de la catholicité veut que le pape soit entièrement libre et « affranchi de toute influence étrangère dans l'exercice de la religion, et qu'il « ait, par conséquent, la seigneurie suprême du territoire sur lequel il réside, « si cette condition est nécessaire pour le dit exercice. » GIOBERTI, dans les *Écrits sur la question italienne*, imprimés en 1847, page 47.

Dans la session du 21 février 1849, accusé de cette intervention, Gioberti disait que ce n'était pas intervenir que d'entrer dans un État quelconque avec des hommes armés, lorsque le prince et le peuple le demandaient. Voilà l'Autriche justifiée.

1849. passion qu'on avait mise naguère à le diviniser. Gioberti ne subit pas l'outrage avec dignité (1); plus tard, il publia la *Rénovation civile*, diatribe où il changeait d'amis et d'ennemis, traitant avec bienveillance les individus même qui avaient le plus mérité son mépris, et se déchaînant contre les auteurs de sa gloire et les fondements de ses espérances.

Son profond savoir et surtout sa philosophie positive forment un contraste avec cet esprit de conciliation, au moyen duquel il s'efforçait d'associer les choses et les idées les plus disparates, et soutenait qu'il n'avait pas changé même après avoir changé radicalement; ses amis appelaient cela un développement d'idées, qu'il n'avait d'abord qu'en germe. Si, dans la masse de de ses livres on cherche une réponse précise sur les questions capitales de littérature, de théologie et de philosophie, on ne peut la trouver, tant il enveloppe ses opinions dans des formules dubitatives, courtoises, prétentieuses, ou les professe différentes selon les temps. Il caressa des ennemis pour les corriger, disait-il; il attaqua de vieux amis pour les changer, disait-il encore; en conséquence, il parut incertain et dépourvu de sincérité. Il prodigua les éloges à des auteurs très-médiocres; puis, comme il cherchait toujours à s'appuyer sur des autorités, même pitoyables, il choisissait des exemples au hasard et sans valeur, ignorait les meilleurs et les plus opportuns, avouant d'ailleurs qu'il avait écrit diversement selon l'occasion.

Sur la fin, il disait de Pie IX tout le mal possible. « Il semblera que je me contredis en parlant ainsi d'un pontife, dont j'ai célébré le mérite au commencement; mais je puis renvoyer l'erreur à

(1) A la veille de la reprise des hostilités, il fondait le *Saggiatore* avec trente pages de préface; au milieu d'un déluge de paroles, il disait : « Une poignée de « forcenés bouleversaient naguère la Toscane, et faisaient de telle sorte que ce « jardin de l'Italie, autrefois le rendez-vous charmant des plus lointains voya- « geurs, devint intolérable pour ses propres enfants. » Des ministres trompeurs, « parjures et traîtres, portés au pouvoir par un tumulte, ont entraîné le parle- « ment par la terreur, l'ont contraint à voter contre sa conscience une loi des- « tructrice des pactes jurés; ils ont circonvenu, violenté et poussé le prince « dans l'abîme, en l'obligeant même à s'enfuir... Et quel est ce prince? le « même qui a toujours gouverné son peuple par des moyens très-doux, qui « lui accordait spontanément de libres institutions... Tous les hommes d'État « conviennent que l'intervention, à la rigueur de la lettre, est licite quand elle « est commandée par la loi suprême de la nécessité et de son propre salut... » Les triumvirs firent réimprimer ce passage, en l'accompagnant de paroles où ils disaient que « Dieu a voulu humilier cet indigne prêtre par la perte de la raison. »

mes honorables compatriotes; en effet, étant alors éloigné et ne connaissant pas autrement le nouveau pape, je ne fus à Paris que le simple répétiteur de tout ce qu'on disait, écrivait, proclamait à Rome et dans toute l'Italie. » Quant à Charles-Albert, il disait : « Nous avons tous commis une erreur en comptant sur sa « fermeté et sa sincérité ; lorsque Balbo repoussa la ligue sollicitée par Pie IX et les autres princes, il dit que le mal n'eut « plus de remède, et qu'on vit prendre corps cette chimère de l'albertisme, qui a tant nui aux affaires d'Italie; pour gagner « Charles-Albert on perdit Pie IX. » Dans le récit des faits et l'examen des opinions de cette époque, il s'appuie, comme le fit Guerrazzi, sur le fondement le moins solide, les journaux, qui ont des arguments pour tous les partis et toutes les absurdités. 1849.

Lorsqu'on sait combien il est humiliant pour une âme élevée de se reconnaître impuissante au bien, on gémit de voir un homme dont la parole fut un moment la parole de toute l'Italie ternir lui-même son éclat. Si Gioberti avait commencé par une immense gloire, il finissait avec le regret de n'avoir pas été utile à la cause de l'Italie; l'affection publique lui revint quand on le vit abandonner, en faveur de Venise, son traitement de président du ministère, et se retirer à Paris sans richesses ni titres, afin de se livrer aux études tranquilles; peu âgé encore, il mourut subitement dans cette ville. Il n'est peut-être pas d'exemple moderne qui mérite d'être plus médité, et puisse offrir une plus grande instruction.

Le nouveau ministère ne comptait aucun nom recommandable, excepté celui de son président, le général Colli; aiguillonné par les Vénitiens, par les réfugiés, par les républicains, par les constitutionnels eux-mêmes qui s'étaient fait de ce thème une arme contre le ministre démocratique, il dut promettre avant tout de rompre avec l'Autriche, et il en donna solennellement les raisons; il terminait ainsi : « La guerre de l'indépendance natio« nale recommence. Si les auspices ne sont pas aussi favorables « que l'année dernière, la cause est toujours la même : sainte « comme le droit qu'ont les peuples sur le sol où Dieu les a pla« cés; grande comme le nom et les souvenirs de l'Italie. » On hâta l'organisation de l'armée, qui recouvrait la discipline, mais non l'enthousiasme; bien plus, irritée contre les Lombards, avec de nouveaux officiers qu'elle ne connaissait pas, elle murmurait de se voir exposée encore aux dangers et aux souffrances. Les généraux s'étaient montrés et avoués incapables; aussi, ne pouvant

1849. 12 mars.

en obtenir un français, on confia le commandement supérieur au Polonais Chrzanowsky, inconnu aux soldats, odieux aux officiers pour sa supériorité qui les humiliait, et, prêt ou non, on rompit l'armistice avec l'Autriche. Les diplomates étrangers ne pouvaient se faire à l'idée d'un pareil aveuglement, et la France, comme l'Angleterre, ne négligea rien pour le combattre (1); mais

(1) Le 19 décembre 1848, Abercromby écrivait à Palmerston qu'il avait *as strongly as he was able* mostrato al ministero *the immense danger not only to Sardinia, but to Italy in general, of an inconsiderate renewal of hostilities against Austria. To be the duty of the Sardinian ministers towards their sovereign and their country to adopt every means possible to avoid another appeal to arm.* Palmerston, le 5 février, chargeait de nouveau Abercromby de dissuader *très-sérieusement* la Sardaigne de toute hostilité avec l'Autriche.

Le 4 mars, Abercromby écrit à Palmerston en lui envoyant trois paragraphes de la réponse des députés au discours de la couronne; il se plaint que les sentiments exprimés dans cette réponse soutiennent les intentions malheureuses (*infortunate views*) du roi sur tel sujet, et le désir qu'il a de reprendre les hostilités. « Je n'ai pas négligé l'occasion offerte par l'entrée dans le ministère du marquis Colli pour lui montrer la fatale erreur dans laquelle tomberait le gouvernement sarde en recommençant la guerre avec l'Autriche, ce qui mettrait en péril le trône de Sa Majesté Sarde. » Palmerston répondait qu'il approuvait entièrement le langage tenu au roi de Sardaigne sur les malheurs qu'amènerait le renouvellement des hostilités avec l'Autriche; il appelle cet acte *injustifiable*, et lui ordonne d'exposer de nouveau au roi sa désapprobation, en ajoutant qu'il ne croit pas nécessaire d'envoyer un agent particulier, puisqu'il a toujours répété la même chose; que le gouvernement anglais est pleinement d'accord avec la France dans la remontrance faite par Mercier; que l'Angleterre, pas plus que la France ne le garantirait des conséquences de sa propre imprudence, et il répète que c'est un *act of the greatest imprudence to begin hostilities — at the present moment would in all respects be peculiarly injustifiable.*

Abercromby répondit, le 8 mars, qu'il avait toujours travaillé dans ce sens, mais en vain : « La déplorable infatuation qui prévaut pour réaliser le royaume « de la haute Italie et chasser par la force des armes les Autrichiens de l'Italie, « a complétement subjugué le jugement et le bon sens. »

Normanby écrivait à Palmerston, le 11 mars : « Monsieur Mercier a été en- « voyé de Paris à Turin pour montrer de la manière la plus pressante, au roi « de Sardaigne, l'*effet mortel* de sa conduite en provoquant dans ce moment « le renouvellement des hostilités, et pour l'assurer qu'il ne doit s'attendre à « aucun secours de la France s'il provoque ainsi une invasion de ses États par « l'armée victorieuse. »

Le 19 mars, Palmerston, à la nouvelle qu'on avait dénoncé la rupture de l'armistice, chargeait d'exprimer combien il voyait avec déplaisir le cabinet de Turin entrer dans cette voie; qu'il espérait qu'on ne commencerait pas les hostilités, et que, dans tous les cas, il fallait les faire cesser là où elles seraient commencées.

Mercier, au nom du gouvernement français, allait trouver le roi à Novare pour le dissuader de commencer les hostilités (*Edwards a Palmerston*, 24

1849. 19 mars.

que pouvait la raison en face de la tyrannique souveraine du temps, l'opinion? De Ferrari, qui avait remplacé Colli comme président du ministère, écrivait à Ricci, représentant du Piémont au congrès de Bruxelles, qu'il n'était plus possible de subvenir aux dépenses de la guerre sans la faire; que l'incertitude continuelle et l'agitation pouvaient susciter de graves commotions, et qu'on ne pouvait résoudre la question qu'en déposant les armes ou en faisant usage; que le premier parti rompait les liens avec les Lombards-Vénitiens, répugnait à l'opinion et qu'il aurait occasionné de graves inconvénients, peut-être la guerre civile. En effet, que n'avaient pas à craindre les princes, alors que l'incendie de l'Italie moyenne lançait des étincelles jusque dans le Nord?

Condamnée par la raison et la diplomatie, cette déclaration de guerre eut partout la sanction du sentiment. L'Italie, énervée par les soupçons, les haines, les excommunications, les assassinats, les réactions, recouvra tout à coup sa vigueur dans l'accord des volontés pour une fin sublime : alors cessèrent les injures réciproques et les massacres politiques dont était souillée chaque contrée de la Romagne; les Lombards sortirent de cet abattement qui rend lâche quand il ne rend pas criminel; naguère divisés par les questions de municipe, de constituante, de république, de monarchie constitutionnelle, d'Italie une ou d'Italie confédérée, tous parurent se trouver unanimes dans le cri de l'indépendance. D'Aoste à Syracuse les cœurs palpitèrent, comme une année auparavant, de magnanime espérance; tous admiraient le bel ordre, le parfait entretien, la forte unité de cette armée, de laquelle, après sa défaite, tous blâmèrent le désordre, la nudité, le peu de cohésion. Le sang des martyrs de Curtatone parut se transfuser dans la Toscane faiblement agitée; Laurent Valerio, envoyé de Turin à Florence et à Rome pour annoncer la prochaine reprise des hostilités, fut accueilli par des fêtes et des banquets; on pardonnait à Charles-Albert, et les républicains eux-mêmes souriaient à l'idée de proclamer l'empire d'Italie.

L'assemblée romaine, fastueusement loquace dans son inaction péristaltique, fit entendre ces paroles : « C'est le moment de l'ac-« tion, non des paroles; les bandes républicaines combattront

mars). Abercromby en faisait autant (dépêche du 21 mars) après avoir écrit le 14, qu'il s'affligeait extrêmement de voir le roi, malgré les conseils répétés des puissances médiatrices, exposer la paix générale et son pays par une attaque, non provoquée, contre un voisin.

1849. « avec les troupes subalpines et les autres de l'Italie; qu'il n'y « ait entre elles que rivalité de courage et de sacrifices; malé- « diction sur celui qui, dans la lutte suprême, sépare les frères « des frères! depuis les Alpes jusqu'à la mer, il n'y aura ni indé- « pendance véritable, ni liberté tant que l'Autrichien foulera la « terre sacrée. Aux armes! et que l'Italie soit. »

Schwarzenberg, ministre de l'Autriche, faisait retomber la responsabilité d'une si grave résolution sur la tête de celui que de funestes conseils y poussaient; il informait les gouvernements amis qu'il avait le projet de marcher sur Turin et de dicter la paix dans cette ville, mais sans vouloir acquérir une palme de territoire (1). Radetzky, foulant aux pieds les convenances habituelles, insultait le roi dans sa proclamation de guerre : « L'ennemi étend une « autre fois la main sur la couronne d'Italie. Déloyal, parjure, « meurtrier de lui-même, occupé seulement à faire oublier, en « flattant les révolutionnaires et la populace, ses trahisons de « 1821 et dix-sept ans de despotisme, Charles-Albert, semblable au « larron qui saisit l'occasion de l'absence de son maître pour voler « avec sécurité, vient d'envahir un pays ami. Le fait d'avoir réuni « mes forces dans le centre de mes moyens militaires, comme le « voulait le soulèvement général, fut regardé par Charles-Albert « comme une fuite, un abandon de la Lombardie. Erreur! Je « disposais encore d'assez de forces pour faire repentir Milan; « mais je m'en abstins, parce que je savais que la solution de la « question ne consistait pas dans la destruction d'une ville, « que je voulais conserver à mon empereur et maître. Si j'avais « pressenti que la dignité royale devait tomber, en Charles- « Albert, dans un si grand avilissement, je ne lui aurais pas « épargné la honte de le faire prisonnier dans Milan. Soldats, « lorsqu'après être sortis de Vérone, vous le repoussâtes de vic- « toire en victoire dans ses confins, vous lui accordâtes généreu- « sement un armistice, parce qu'il disait vouloir demeurer en « paix. Au contraire, il armait pour une nouvelle guerre. La « paix que nous lui offrîmes généreusement, nous l'obtiendrons « par force dans sa capitale. Soldats, la lutte sera courte. C'est le

(1) Lettre à Colleredo du 18 mars 1848, et dépêche d'Edwards à Palmerston, 23 mars.

Nous ne croyons pas qu'on puisse trouver un roman qui procure l'émotion qu'on éprouve en lisant aujourd'hui les écrits et les journaux qui parurent du 18 au 30 mars 1849. Il est vrai que, à la différence des romans, il faut connaître d'abord la catastrophe.

« même ennemi que vous vainquîtes à Santa-Lucia, à Somma- 1849.
« campagna, à Custoza, à Volta, aux portes de Milan. Allons,
« courage! suivez encore une fois votre vieux chef. Ce sera la
« dernière joie de ma longue vie que de pouvoir, dans la capitale
« d'un ennemi déloyal, orner la poitrine de mes braves compa-
« gnons des insignes mérités par le sang. En avant, soldats! que
« notre mot d'ordre soit: *A Turin!* là, nous trouverons la paix
« pour laquelle nous combattons. »

Cette impérieuse jactance, inspirée par un calme sans illusions, on croyait qu'elle masquait la peur. Après avoir menacé de châtiments terribles quiconque bougerait, Radetzky abandonna le Lombard-Vénitien, excepté les forteresses; à la tête de soixante-dix mille hommes en cinq corps, et pourvus d'une artillerie nombreuse, il défila sur Turin. Dans une proclamation, il disait aux Piémontais : « Votre roi me contraint de porter le théâtre de la « guerre sur vos riches campagnes. J'entre dans le Piémont pour « rendre aux populations inquiètes la paix et la tranquillité. Je ne « puis vous épargner les calamités que la guerre entraîne avec « elle; mais la discipline de mon armée vous garantit les per- « sonnes et les propriétés. Ne vous mêlez pas à la lutte des ar- « mées, et laissez-en la décision aux soldats; autrement, vous « aggraveriez les inconvénients de la guerre, et vous me mettriez « dans l'impossibilité de vous les rendre plus légers. Je ne suis « point animé par un esprit de conquête; je viens défendre les « droits de mon empereur et l'intégrité de la monarchie, menacée « par votre gouvernement qui fait cause commune avec la rébel- « lion. »

20 mars.

D'un autre côté, l'espérance des Italiens se fondait sur l'insurrection. Les journalistes assuraient que Radetzky, obligé de maintenir le siége de Venise et de surveiller chaque ville, grosse de révolution, avait en outre des milliers de malades; ne pouvant donc, ajoutaient-ils, disposer que de peu de troupes, il ne défendrait pas la Lombardie, mais se retirerait au delà du Mincio. Presque tous répétaient les mêmes phrases : « Vous ne pouvez vous figurer la joie des Milanais, aussitôt qu'ils ont appris qu'on avait dénoncé la rupture de l'armistice... Les troupes paraissent fort découragées. Ces sept mois d'abondance seront pour les Autrichiens ce que furent les délices de Capoue pour les Carthaginois. Le soldat, habitué à manger du pain blanc et de la viande, à boire du vin, à dormir dans de bons lits, à avoir de l'argent pour satisfaire ses passions vicieuses, est devenu dissipateur et gourmand. Pourra-t-il s'accom-

1849. moder de nouveau des fatigues ennuyeuses et des privations du camp? Les officiers vivaient comme des satrapes; dîners copieux, cafés, théâtres, femmes, divertissements de tous genres, rien ne leur manquait, et maintenant le bivouac !... Milan a souffert trois jours un sac général. On a pillé, *entre autres*, les caisses provinciales et communales, celle d'épargne avec tous les papiers de valeur qui y sont relatifs; celles des mineurs et les dépôts judiciaires. Radetzky, en outre, s'est emparé du trésor de Saint-Ambroise, de la couronne de fer de Monza et du trésor qui s'y trouve annexé, de tous les titres relatifs à la conversion de quarante millions de francs du Mont lombard-vénitien, de tous les fonds trouvés dans les caisses de bienfaisance. Le trésor de Saint-Charles sera la dernière des spoliations; on n'y a pas encore touché par crainte d'un soulèvement populaire... Les payements de tous les traitements et des pensions sont suspendus... Des lettres de Milan annoncent que Radetzky, après avoir dépouillé les églises et tous les autres établissements de leurs ornements précieux, a imposé une contribution de deux millions qui doit être payée dans les vingt-quatre heures. » Et tout se croyait.

La consulte lombarde avait présenté au roi une adresse, dans laquelle, au nom des Lombards accueillis en Piémont, « et de ceux qui frémissaient sous le joug de l'Autriche ou erraient dans l'amer regret de la patrie, » elle le bénissait et le remerciait. « Les « faits répondront à votre attente et à celle de l'Italie; à l'appari- « tion de votre brave armée libératrice, les Lombards se senti- « ront réenflammés de ce courage qui les a soutenus dans le « malheur, et accourront à sa rencontre pour seconder sa tenta- « tive hardie, et partager ses magnanimes dangers. » L'émigra- « tion lombarde disait : « Cent mille hommes accourent pour « sauver la Lombardie, pour reconquérir l'indépendance, qui « désormais veut dire pour nous le droit de vivre. Depuis le temps « des Romains, le monde n'a pas vu une armée italienne plus « nombreuse et plus aguerrie; elle chassera l'ennemi du sol sa- « cré de la patrie. La sagesse du parlement, la foi invincible du « roi, la tranquille fermeté du peuple subalpin auront triomphé, « une fois pour toujours, des défiances et de la discorde, vieille « plaie de l'Italie, effet et cause de notre longue et honteuse ser- « vitude; plaie qui, un moment cicatrisée dans les premiers jours « de notre glorieuse révolution, se rouvrit plus envenimée après les « désastres du mois d'août, et devint le plus grave de nos malheurs. « Si nous ne nous aidons pas maintenant, nous sommes vraiment

« indignes que Dieu et les hommes nous aident. Au bruit du canon « italien, il faut que réponde le son fatal des cloches de mars; « les Autrichiens connaissent la musique redoutable du peuple. »

Le ministère publiait ce décret : « Tous les individus, de dix- « huit à quarante ans, qui se trouvent dans les provinces non oc- « cupées par l'ennemi, devront immédiatement se présenter au « commandant militaire... Quiconque ne se présentera pas dans « les cinq jours qui suivront la promulgation de ce décret, sera « considéré comme réfractaire. »

Comment ne pas se persuader qu'un gouffre immense allait s'ouvrir sous les pas de l'oppresseur? le Piémont ne songea donc point à munir les frontières, ni à creuser un abîme devant l'ennemi, comme il négligea, dans le cas où il entrerait sur le territoire sarde, de se ménager à lui-même une voie de salut. On avait déclaré les hostilités avant d'en prévenir l'Italie, qui ne put, alors même qu'elle l'aurait voulu, se mettre en mesure d'envoyer des secours. On envoya Lamarmora occuper la Lunigiane, sans même en donner avis au gouvernement toscan qui, indigné, menaça de faire soulever Gênes. La déclaration des hostilités parvint à Rome avant celui qui devait les notifier. Venise n'eut pas le temps de mettre sur pied tous les siens, qui auraient pu se rapprocher d'une aile de l'armée sarde et cerner l'ennemi. Le général piémontais ignora non-seulement les intentions, mais jusqu'aux mouvements des Autrichiens, lesquels connaissaient au contraire chaque pas fait par les Italiens; bien plus, il ne fut avisé de la rupture de l'armistice que cinq jours après.

Il était de la plus haute importance de soulever la Lombardie qui, inquiétant les derrières de l'ennemi et menaçant de lui couper la retraite, pouvait troubler la combinaison de ses mouvements; un comité, dit de travaux statistiques, avait été chargé de préparer ce soulèvement. Lamarmora, du Parmesan, et Solaroli, d'Oleggio, devaient donner la main aux insurgés; malheureusement, on vit entrer par Varese et Côme cent cinquante personnes à peine, commandées par Camozzi et convoyant six mille cinq cents fusils avec dix-huit mille francs; le mouvement ne fut secondé ni par un soldat, ni par un officier régulier. Charles-Albert fit une pointe au delà du Tésin par le pont de Boffalora; mais le pays, qui s'était soulevé hors de saison dans le mois de mars 1848, resta tranquille dans le mois de mars 1849, c'est-à-dire alors qu'il ne le fallait pas, et le roi dut rétrograder. Tandis que l'adversaire, qu'on avait défié, prenait résolûment l'offensive

1849. et envahissait le territoire avec soixante-dix mille hommes et deux cents canons, les provocateurs, qui avaient proclamé la guerre nationale, se tenaient sur la défensive. Renouvelant les erreurs de de la campagne précédente, on avait disséminé l'armée sur une très-longue ligne de Novare à Parme; Radetzky comprit donc qu'il était facile de la séparer de sa base d'opération qui est Alexandrie et Gênes, sans avoir à craindre que les Piémontais le séparassent de la sienne, c'est-à-dire de Vérone et de Mantoue. Enfin, avant qu'il n'arrivât des secours aux Piémontais, et qu'on n'en préparât même, une bataille dans les plaines de Novare suffit pour donner aux Autrichiens un triomphe complet.

23 mars.

Les troupes piémontaises, désordonnées, se mettent à piller Novare; on répand le bruit que Charles-Albert a trahi, que le parlement a prononcé la déchéance de la maison de Savoie, et que Chrzanowsky a puni de mort les généraux traîtres, battu les Autrichiens, occupé Milan; puis, comme chacun devait avoir son tour cette année, on crie *Vive Chrzanowsky, libérateur de l'Italie !* Mais tout était consommé. Charles-Albert, voyant son armée en pleine déroute, et désirant en vain être atteint par une balle, abdique et s'enfuit. Si, vaincu une autre fois, il avait subi la paix, il restait le vassal de l'Autriche, outre qu'il était redevable de sa couronne à la magnanimité de Radetzky et contraint d'expulser de son royaume les individus, dont il avait grandement excité les espérances. D'autre part, si la monarchie sarde fût tombée, la république française, sinon d'autres puissances, devait certainement accourir au partage des dépouilles; mais c'était là une guerre et un exemple qu'il importait d'écarter. Voilà pourquoi Radetzky ne se montra point difficile : aussi, à peine le fils du roi se fut-il présenté, qu'il accorda une armistice sous la condition que l'armée autrichienne occuperait tout le territoire jusqu'à la Sesia; qu'Alexandrie serait gardée par une garnison composée d'Autrichiens et de Piémontais; que l'armée sarde, après avoir congédié les Lombards, cesserait d'être sur le pied de guerre, et qu'on solliciterait un arrangement définitif.

26 mars.

A Turin, on ignore tout, et chacun rêve des victoires. Des bruits confus ayant propagé les mauvaises nouvelles, le parlement s'amuse à des caquetages, fait des motions, des discours et lance des invectives; lorsque la vérité est connue, on renverse le ministère, qui est remplacé par de Launay avec Pinelli, Nigra, Galvagno, Mameli et Morozzo. Après avoir notifié l'avénement du nouveau roi, on déclare, au milieu des hurlements de la rue, que

l'armistice est non-seulement une lâcheté, mais un acte inconstitutionnel; on veut qu'on fasse les derniers efforts, on demande la guerre, on accuse les capitaines d'incapacité et de trahison : « Que « Radetzky vienne; nous en avons besoin pour secouer notre « léthargie; pendant cinquante ans, nous avons désiré mourir « pour la liberté italienne; ne le pouvant pas, nous mourrons « tous pour nos foyers, pour nos enfants, pour les tombeaux de « nos aïeux. » Puis on accablait d'éloges plaintifs le roi déchu, pour exprimer le déplaisir causé par le nouveau.

1849.

Il est commun d'employer le mot de *trahison* pour couvrir les fautes et empêcher le découragement; il n'est pas rare d'imputer à quelqu'un les ruines sous lesquelles il fut enseveli; mais, dans la rage même, il répugne de croire à des crimes inutiles, et pourtant ces soupçons, dans des moments où le peuple les traduit si facilement en fureur, quelques hommes n'hésitèrent pas à les accréditer. Les députés de la gauche rédigèrent une longue protestation dans laquelle ils disaient : « Si nous avions prévu le cas « d'une défaite, nous n'avions pas néanmoins prévu et ne pou« vions prévoir, après une première rencontre, l'indiscipline et le « désordre d'une si grande partie de l'armée, qui n'aurait pas « oublié son devoir si le désarroi n'eût pas été préparé de longue « main par la trahison. Il nous est douloureux de jeter au milieu « du pays ce mot dissolvant, dont le son lugubre, qui s'approprie « les rumeurs les plus confuses et s'en grossit, se propage au loin « dans l'avenir. Nous, représentants du peuple, nous devons dire « au peuple l'entière vérité. Oui, le désordre d'une si grande partie « de notre armée a été l'œuvre de la trahison. Les faits déplo« rables qui l'ont suivi en fournissent la preuve manifeste. Com« ment pourrait-on expliquer autrement, etc. ? Nous connaissons « les traîtres, et le pays les connaît... La trahison est consommée; « seulement, il ne faut pas qu'on en laisse recueillir les fruits à la « faction qui l'ourdissait d'une manière si inique... »

Tous les municipes envoyaient des accusations et des messages contre le ministère, contre les généraux, contre le parlement. A Gênes, où la fureur municipale s'exhalait en frémissements italiens, on répand le bruit que les Piémontais sont d'accord avec les Autrichiens pour abolir la constitution, et qu'ils marchent ensemble sur la ville; les citoyens veulent donc occuper les forteresses. Une lettre interceptée de l'intendant, qui invitait le général Lamarmora à venir pour défendre Gênes, est interprétée comme une trahison; Avesana, exilé de 1821, avec d'autres

1849. 31 mars. exagérés, reçoit la mission de sauvegarder la ville; on attaque l'arsenal, qui est réduit à céder après une grande effusion de sang. Le gouvernement provisoire de la Ligurie est proclamé, et l'on invite les soldas lombards à venir défendre Gênes et la Constitution contre les traîtres. Enfin, on offrit de nouveau aux ennemis de l'Italie le plaisir de voir les armes, qui avaient été impuissantes contre celles de l'étranger, se retourner contre des Italiens.

Lamarmora, accouru de Parme, surprit les forts mal gardés. Les chefs du soulèvement, dont les intentions, excepté celle de bouleverser, ne se manifestèrent pas clairement, publiaient cette proclamation : « Soldats piémontais, soldats italiens, vous êtes « *trahis*. Votre gouvernement vous a envoyés à la boucherie, « parce qu'il vous a vendus aux Autrichiens. Dites à votre général « que s'il voulait combattre, il devait combattre contre les Au- « trichiens. Lâches! ils ont avalé la honte et l'insulte devant « l'Autrichien vainqueur de leur pays, pour assouvir la colère « de leur défaite dans le sang de leurs propres frères. Lâches!... « La *trahison* d'un officier piémontais a ouvert un chemin au « général Lamarmora... Les consuls de France et d'Angleterre, « toujours au nom de l'humanité, leur déesse quand ils ont peur, « ont proposé un accord... On attend la division des Lombards, « forte de quinze mille hommes, qui vient au secours de Gênes; « si le général Fanti qui la commande ne *trahit* pas, Lamarmora « recevra une sérieuse leçon. » Mais Lamarmora était arrivé; or, comme l'approche du corps lombard faisait craindre qu'il aidât les insurgés, on eut recours aux moyens les plus terribles; on

11 avril. lança des bombes, et Gênes, prise par force, fut traitée comme ville ennemie, surtout par les soldats qui s'y trouvaient en garnison auparavant, et qui voulaient se venger des outrages soufferts. Les rapports officiels avouaient même ces horribles traitements, en les déclarant pires que ceux qu'on attribuait aux Autrichiens; mais les chefs s'étaient retirés, et l'on amnistia bientôt les autres, en cherchant réciproquement à faire oublier « des faits qui furent, pour ainsi dire, supérieurs à la volonté humaine (1). »

(1) De pages qui déchirent le cœur par la mention continuelle de menées occultes, de trames liberticides, de corruption générale, au point de faire rougir d'être Italien, on peut trouver le résumé dans ces quelques lignes : « A la nou- « velle du désastre de Novare, qui fut jugé par tous l'effet d'une trahison; à la « nouvelle des conditions de l'armistice qui parurent déshonorantes à tous, Gênes « dressa fièrement la tête, et ne voulut se soumettre ni au Croate envahisseur,

Une satisfaction fut donnée à d'autres gens qui criaient trahison, et pouvaient même égorger les Lombards en les accusant d'avoir sacrifié Charles-Albert; en effet, pour écarter le soupçon de complicité, on fusilla, après un procès irrégulier, le général Ramorino, coupable non de trahison, mais d'incapacité ou de désobéissance, faute commune à beaucoup d'autres, pour lesquels il tombait victime expiatoire. En même temps, on ordonna de rechercher les causes du désastre, que l'un reprochait à l'autre; le grand cordon de Saint-Maurice fut accordé à Chrzahowsky (1).

1849.

10 avril.

La Lombardie, soit qu'elle se défiât ou attendît les événements, n'avait pas bougé. Côme et Bergame, qui avaient pris les armes, les laissèrent tomber à la nouvelle du désastre. Brescia ne les imita point. Il a paru improbable que tant de promesses, que tant d'espérances se fussent évanouies subitement, et que le Piémont ne lui fît pas connaître qu'il ne pouvait la

« ni au ministère qui semblait être en si bonne intelligence avec l'ennemi, mais « défendre la ville, comme on disait, des Autrichiens de Vienne et de ceux de « Turin... Pour peu que le gouvernement eût voulu être humain, rien n'était « plus facile que de ramener Gênes à l'obéissance sans larmes ni sang. Les sol- « dats de Lamarmora, voulant imiter les exemples de Novare, s'abandonnèrent « à de déplorables excès contre les propriétés et les personnes... Les malheureux « partaient à la recherche de plages moins cruelles sur les rives de l'Hellespont, « sous la protection de la demi-lune; plus malheureux encore ceux qui res- « taient... Les biens enlevés, l'honnêteté outragée, le sang versé n'éteignirent « pas les haines. *Histoire du Piémont,* tome III, p. 116-120.

(1) *Un officier polonais, ami du général Chrzanowsky, et un officier piémontais, dans les Considérations sur les événements du mois de mars* 1849, rejetèrent toutes les fautes sur le ministère. Chiodo, Cadorna et Tecchio, qui étaient sortis du ministère, y répondirent, en démontrant par des documents que le général fut instruit à temps de la rupture de l'armistice, et qu'il avait donné son assentiment; ils terminaient ainsi : « Monsieur le général Chrzanowsky, « méditez cette chronique... Avouez que vous-même (non moins que les minis- « tres passés, peut-être davantage) avez jugé opportun de reprendre les hosti- « lités dans le mois de mars; avouez que la résolution du gouvernement de « rompre l'armistice, vous l'avez connue quand il vous était possible et facile « de refuser votre consentement; avouez que vous avez accepté cette résolution « à cause de la confiance que vous inspiraient surtout le nombre et la valeur de « l'armée, parce que vous n'avez pas craint (et qui pouvait le craindre?) que, « au jour de la guerre nationale, un vent empoisonné soufflerait à travers les « rangs des nôtres pour corrompre les esprits, pour abattre le cœur de beaucoup. « S'il n'en était pas ainsi, quel jugement porteront sur vous les hommes du pré- « sent? Quel jugement portera l'histoire sur le nom d'un général, qui entraîne « une armée et un roi au-devant des plus grands dangers, juste au moment où « il prévoit que les dangers doivent nécessairement aboutir à dissoudre l'armée, « à déposséder le roi, à désespérer la nation. »

1849. secourir; nous aimons à croire que, dans le comité de défense, il n'y avait qu'illusion, quand il trompait le peuple par des nouvelles de victoires, qui l'animèrent à se défendre jusqu'à la fureur. Un certain Nugent, accouru de Mantoue, et qui déjà avait su plaire aux habitants, vint pour donner les nouvelles certaines; mais il fut tué, et on lit sur son tombeau : *Oltre il rogo non vive ira nemica* (la haine de l'ennemi expire sur la tombe). Le 31 mars. terrible Haynau, venu de Venise, bombarda la ville généreuse et imprudente, qui se défendit rue par rue, et perpétua par le sang et les larmes son renom de première amie du Piémont.

Dans ce royaume, les malédictions se changèrent bientôt en pitié, puis en hymmes pour le roi, à qui manquèrent, pour réaliser ses grands desseins, la puissance du conseil et l'énergie de la volonté; néanmoins, il fut encore malheureux en panégyristes, lesquels, en niant ses défauts, déparèrent ses qualités, tandis que les uns et les autres servaient encore d'armes pour des luttes fraternelles. Il s'était enfui à l'extrémité occidentale de l'Europe, où il succomba bientôt à ses souvenirs 28 juillet. et au chagrin. Le sénat d'Oporto lui ayant envoyé une députation, il répondit : « La Providence n'a pas permis que la régénération « de l'Italie s'accomplît pour le moment. J'espère qu'elle n'est que « différée, et que tant d'exemples de vertu, tant de preuves de « courage et de générosité données à la nation, ne seront pas inu- « tiles; l'adversité passagère apprendra aux peuples italiens à « être plus unis une autre fois, s'ils veulent être invincibles. »

Son fils Victor-Emmanuel II traita de la paix; bien qu'elle fût inévitable, alors surtout que les amis de l'Italie ne parlaient que de ses fautes (1), on souffrait de subir les conditions exor-

(1) *Le prompt accomplissement de la régénération de l'Italie a pu être empêché par de grandes fautes commises à Turin*, écrivait lord Minto à Massimo d'Azeglio. *La France ne permettra jamais que la Sardaigne soit, malgré ses fautes, réduite à un état voisin de l'anéantissement*, disait Drouyn de Lhuys à Gallina. Mais auraient-ils fait ces aveux avant l'issue de la lutte? Tocqueville, nouveau ministre en France, disait : *Après une guerre qui a justifié et accru la juste renommée de bravoure dont jouit dans le monde l'armée piémontaise, mais qui s'est terminée par de très-grands revers, il était peut-être difficile d'espérer de meilleures conditions.*

« Je rougis pour mon pays de tant d'hymnes de guerre chantés dans ces der- « niers temps; jamais je ne me suis rendu complice de pareilles charlataneries. « Il y a un an, je poussai à la guerre de toute ma force, et j'y pris part person- « nellement, parce que je croyais la réussite possible. La leçon du malheur vint, « et ne fut pas perdue pour moi... Il n'y a pas d'homme plus positif que moi en

bitantes que l'Autriche imposait, surtout en argent; on lui répétait de ne pas exciter la défiance des populations envers le roi et les ministres, mais de consolider le principe monarchique, malheureusement ébranlé (1). Après de longues discussions à Milan, la paix est stipulée à ces conditions : les limites des deux pays restent comme elle étaient avant les hostilités, et l'on fixe pour ligne de démarcation, près de Pavie, le petit cours d'eau Gravellone, sur lequel un pont sera construit à frais communs; il sera fait au plus tôt un traité de commerce, et pour empêcher la contrebande; sont annulées les conventions du 11 mars 1751, et le décret aulique du 1er mai 1846 qui élevait les droits sur le vin du Piémont; celui-ci payera soixante-quinze millions pour les dépenses de la guerre faite à l'Autriche, laquelle retire ses troupes du royaume. Parme et Plaisance, occupées par les Piémontais, furent restituées au duc Charles-Louis, qui les céda bientôt à son fils Ferdinand-Charles, pire que lui; Modène revint au jeune François V. Dans les négociations et le traité de paix, il n'avait pas été dit un mot contre la constitution; ainsi triomphait le nouveau système du droit international, en vertu duquel aucune puissance ne doit se mêler de l'organisation intérieure des autres.

1849.

6 août.

Les exaltés de toute l'Italie se réfugiaient à Rome, et les princes dépossédés, à Gaëte. Le roi de Naples avait encore convoqué les Chambres, bouleversées néanmoins par le dissentiment manifeste des ministres, par les tumultes des meneurs de la rue qui criaient *A bas la constitution*, et par l'armée qui se déclarait prête à soutenir la constitution, mais fatiguée de ceux qui en abusaient. « La « nation doit à la générosité du roi les franchises les plus libé-« rales, et des hommes rompus à toute licence voudraient que la « liberté fût leur patrimoine. L'armée déclare que cet assemblée

1848. 1er juillet.

« affaires; je ne songe au *désirable* qu'autant qu'il est tout un avec le *possible*. « Il faut convenir que le gouvernement représentatif a été prématuré en Pié-« mont, et que, même avec de bonnes élections (et nous sommes loin de les « avoir bonnes), les plus hautes questions politiques seront abandonnées à des « hommes qui ne s'en sont jamais occupés, ou qu'une presse détestable a in-« fluencés. Ces gens, contrairement à ce que je fais, pensent toujours au dési-« rable et jamais au possible; je vois approcher avec inquiétude le moment où « il faudra se présenter à eux, et même avec une paix acceptable. » D'Azéglio, *Dépêche* du 19 mai 1849 au comte Gallina.

(1) *Si l'Autriche veut une paix solide et durable, il faut qu'elle se montre généreuse; il faut qu'elle aide le roi à surmonter les immenses difficultés qui l'entourent.* Le ministre De Launay au général Dabormida, 13 avril.



« est un attentat contre la loi constitutionnelle ; on y voit siéger ,
« outre plusieurs de ceux qui ont été les premiers et véritables au-
« teurs du sang versé par les soldats pour défendre l'ordre et l'É-
« tat, des factieux vagabonds cachés sous le nom de membres de
« l'opposition, qui voudraient précipiter le pays dans un nouvel
« abîme de maux (1). »

8 septembre. Le parlement fut prorogé au premier novembre ; à cette nouvelle, la populace de Sainte-Lucie fait entendre des hurlements de joie, insulte les députés, tandis que d'autres lazzaroni crient *Vive la constitution !* la troupe est obligée de faire feu sur les uns et les autres. Néanmoins, le gouvernement ordonna de nouvelles élections, qui se firent très-librement au point qu'elles donnèrent une majorité hostile à la cour, que les journaux n'épargnaient pas non plus. Le parlement, quand il fut convoqué, dirigea contre les ministres des accusations que l'on n'écouta point ; il fit des lois qui ne furent pas sanctionnées par le roi, lequel prononça bientôt sa dissolution, et revint au gouvernement personnel. Le ministre Bozzelli, qui avait rédigé la constitution , ne s'y opposa point ; il fut donc proclamé lâche et traître, comme tous ceux qui, à cette époque, approchèrent les lèvres de la coupe amère du pouvoir.

1849. 9 février.

Le roi se montrait chaque jour moins disposé à céder aux prétentions des Siciliens, qu'il n'avait jamais pu soumettre. Après avoir supprimé le comité général , ils s'étaient donné pour président Roger Settimo , qui s'entoura des chefs de la révolution, Mariano Stabile , Riso, Calvi , le prince Butera, l'avocat Pisano , Michel Amari. Résolus à sévir contre les excès, ils ferment les cercles, recourent à la garde nationale pour obtenir la tranquillité, et envoient des agents pour se faire reconnaître par les autres gouvernements ; puis ils laissent partir La Masa pour la guerre sainte avec cent jeunes gens, lesquels traversent toutes les villes comme en triomphe, et sont bien accueillis par les princes ; la grande-duchesse leur donne de la charpie et des bandes, Turin leur offre des banquets et les honore de discours, ce qui leur inspirait le goût de voyager en chantant au lieu de combattre. Les statues royales furent abattues par décret ; on proclama la déchéance des Bourbons, et bien qu'un certain nombre parlât de république, la plupart voulurent la monarchie. L'allégresse causée par la chute du roi fut d'autant plus grande qu'il s'y joi-

1848. 26 mars.

(1) *Journal militaire*, 3 septembre 1848.

gnait le plaisir d'avoir échappé au fantôme de la république; l'Angleterre et d'autres États, qui avaient peur de ce fantôme, furent satisfaits de la séparation de la Sicile, pourvu qu'elle choisît un roi qu'ils pourraient reconnaître; les adresses et les gardes nationales demandaient un roi, et bien qu'une couronne aussi incertaine eût peu de valeur, elle trouvait des compétiteurs. De ce nombre était Louis Bonaparte, et « les événements de sa vie aventureuse le montraient animé de sentiments libéraux ; ses talents, son amour pour les lettres, sa connaissance de la science militaire, son immense fortune, sa parenté avec une famille régnante lui donnaient une grande importance (1). » Mais ce n'était pas encore son jour et son lieu : comme on ne parlait alors que de Charles-Albert, le parlement, séance tenante, proclama Albert-Amédée de Savoie, taisant son nom usuel de Ferdinand par haine pour celui de Naples. Les fêtes furent indicibles; mais les autres princes italiens n'en devinrent que plus défiants. Charles-Albert lui-même ajourna son acceptation, bien qu'on le menaçât de proclamer la république s'il tardait; enfin, les désastres étant survenus, le duc de Gênes refusa.

1848. 13 avril.

10 juillet.

Sur ces entrefaites, un nouveau ministère fut nommé, avec le marquis de Torrearsa pour président. Après la chute de Milan, les puissances conseillèrent la réconciliation; mais les Siciliens persistèrent dans leurs refus; le roi, ne voyant alors d'autre moyen que les armes, augmenta ses forces, dont le commandement fut confié au général Filangieri. Messine avait toujours résisté, déployant pendant sept mois une constance et une valeur merveilleuses; mais on regrette que tant de courage ne fût pas consacré à la régénération de l'Italie. Les souffrances, les attaques, les bombes, les incendies étaient devenus un spectacle habituel, attrayant même, et l'on ambitionnait la gloire de recevoir des blessures et la mort; les vieillards, les enfants et les femmes concouraient à la défense de la patrie; on n'épargnait ni les prières, ni les offrandes aux saints et à la protectrice de la ville, pour qu'elle la préservât du feu de la citadelle et de la flotte, mais plus encore de la domination bourbonienne.

18 août.

La nouvelle de l'expédition qui partait de Naples fut accueillie par une joie frénétique, et Palerme envoya des secours à Messine, au point de rester sans défense; mais Filangieri, arrivé avec six bateaux à vapeur et vingt chaloupes canonnières, après un bom-

(1) Le prince Butera à l'amiral Parker, 17 mars 1849.

1849. bardement affreux et une résistance comme aucune ville n'en avait opposé aux Croates, fut contraint de s'emparer des rues maison par maison. Dans le combat, qui dura trente heures, l'armée royale perdit quarante-six officiers et mille trente-trois soldats; Messine aurait été livrée aux flammes et au carnage, si les consuls de France et d'Angleterre ne se fussent pas interposés, en demandant et en imposant presque une suspension d'armes jusqu'à ce que leurs gouvernements prissent une décision. Alors, de même que les Lombards avaient abandonné Milan, les citoyens s'enfuient en foule de leur patrie désolée, se traînant même jusqu'à Catane et à Palerme, où le parlement multiplie les souscriptions et les décrets pour venger Messine; mais les dons d'argent sont rares, et l'on n'ose pas imposer les sacrifices; on enlève l'argenterie des églises, les grilles, les candélabres, les tubes du gaz, et l'on emprunte à l'étranger; enfin, on porte atteinte à la propriété, en menaçant les riches, mais sans aller plus loin; on demande à l'étranger des soldats et des généraux.

La Farina, ministre de la guerre, fait les plus grands efforts pour armer le pays, malgré les obstacles des étrangers; mais les troupes manquent d'officiers et de discipline, et, comme on avait puisé même dans les galères, elles épouvantent le pays par des vols et des assassinats. Les ressources financières sont épuisées, et la discorde règne entre les deux Chambres; chaque nouveau ministère perd immédiatement la confiance, parce qu'il ne réprime pas les coupables ou veut même frapper les innocents, et il reste bien au-dessous de ces titaniques expédients qu'il promettait quand il ne s'agissait que de paroles.

Les puissances étrangères ne fournissaient aucun secours. La cour de Turin avait refusé la couronne offerte au duc de Gênes. La France voyait avec déplaisir que la Sicile fût séparée du royaume; l'Angleterre dissimulait, mais finissait par dire qu'elle ne ferait pas la guerre au roi de Naples pour cela, et ne l'empêcherait pas de la faire à la Sicile, d'autant plus qu'elle ne voulait donner à la Russie aucun prétexte de s'introduire dans la Méditerranée. En attendant, lord Palmerston, selon sa coutume, faisait parvenir aux Siciliens des paroles en désaccord avec les faits, dans lesquelles les insurgés puisaient de grandes espérances; les amiraux de France et d'Angleterre suspendirent les opérations de l'armée napolitaine sous prétexte d'humanité, mais au profit des insurgés, qui purent se procurer des armes, des vapeurs de guerre et organiser l'armée. Le roi envoya de Gaëte un *ultimatum*, qui

28 février.

portait complète amnistie, large constitution fondée sur celle de 1812, avec faculté de la modifier; parlement à deux Chambres, et nécessité de la sanction royale. Les amiraux de France et d'Angleterre offrirent leur concours pour la faire connaître en Sicile, en montrant tous ses avantages et combien le refus de l'accepter serait nuisible; mais on les accusa de trahison pour l'avoir répandue le long des côtes; et le ministère sicilien ne voulut pas même la présenter au parlement comme « émanant d'un pouvoir non-seulement méconnu en Sicile, mais condamné par de solennels décrets de ce même parlement (1). » Le cri de *Guerre, guerre!* fut l'unique réponse que le parlement fit aux amiraux. On décrète la levée de tous les individus de dix-huit à trente ans, et l'on signifie la rupture de l'armistice au moment même où la guerre recommençait en Lombardie; les conscrits sont accueillis par des chants, des embrassements, des fêtes et des fleurs, et cinquante mille bras creusent un fossé autour de Palerme.

1849.

19 mars.

La guerre, aux deux extrémités de l'Italie, se trouvait dirigée par deux Polonais, Chrzanowsky et Mieroslawsky; le dernier activait les préparatifs et savait animer les soldats; mais, alors même qu'il n'eût pas fait preuve d'incapacité, il était impossible, avec sept mille sept cents hommes, de résister à vingt mille soldats de troupes régulières. Les Siciliens succombèrent partout, et la garde nationale refusa de continuer une résistance inutile, surtout après que les désastres du Piémont eurent replacé l'Italie sous la suprématie de l'Autriche. Le parlement oublia qu'il avait résolu de s'ensevelir sous les ruines de la patrie; les individus qui avaient attisé le feu prirent la fuite, afin d'accuser ensuite de lâcheté et de trahison ceux qui restèrent.

La médiation offerte par Baudin, amiral français, fut acceptée; mais le roi déclara que « sa conduite avec les villes assujetties suffisait pour garantir la manière dont il traiterait les autres. » En conséquence, le gouvernement révolutionnaire résigna ses pouvoirs au conseil municipal. Les navires napolitains, entrés dans le port, sommèrent la ville de se soumettre : de là un tumulte sanglant; ceux-ci veulent égorger les traîtres, et par ce nom on désignait déjà les chefs révolutionnaires; ceux-là résistent au milieu du désordre. Filangieri apaise, promet une amnistie, dont il excepte quarante-trois individus qu'il laisse partir; il satisfait à beaucoup d'autres demandes; enfin, il introduit les troupes

26 avril.

(1) Le prince Butera au vice-amiral Parker, 17 mars 1849.

1849. 15 mai.

royales dans la ville, et l'autorité du roi est rétablie le jour même de l'anniversaire du soulèvement de Naples. Viennent ensuite des impôts onéreux sur la mouture, les fenêtres et le papier timbré; la dette publique augmente, un majorat de deux cent quarante mille ducats récompense Filangieri, et les prisons, les procès, les exécutions tiennent en bride l'île avec la terre ferme.

La Toscane, plutôt dans un état convulsif que fiévreux, persistait dans sa rébellion contre le grand-duc; mais le désordre envahissait tout, comme il arrive là où manque la force. Le trésor était vide, l'armée peu nombreuse et indisciplinée, la frontière sans défense; la noblesse et le clergé se haïssaient, et la division régnait parmi les triumvirs démocrates; la plèbe se livrait à des excès inouïs, dégradait le chemin de fer, rompait les fils électriques ou mettait le feu aux maisons; les usuriers trafiquaient sur les billets de banque; le droit de porter les armes, accordé à tous, devenait une source de graves désordres, accrus par les bandes des fugitifs; en outre, on craignait des soulèvements en faveur du prince, comme il y en avait eu à Arezzo en 1799. Les héros du patriotisme ne savaient l'étaler que par des moyens odieux ou ridicules: tantôt, ils descendaient les cloches du *bargello* pour en faire un canon; tantôt ils enlevaient de l'Annunziata une lampe, parce qu'elle était un don du roi Ferdinand, ou bien ils menaçaient le collége des jeunes filles nobles comme incompatible avec la démocratie.

A peine un dixième des électeurs vota pour la nomination des députés à la constituante, et Lucques n'en fournit pas un seul; Guerrazzi lui-même voulait restreindre l'action de la constituante, soit prévision de graves inconvénients, soit ambition personnelle, comme disaient ses adversaires. « Notre beau pays se désorga-« nisera, disait-il dans une proclamation, si tous ceux qui ont un « cœur italien ne se lèvent pas avec énergie pour le sauver. Des « bandes de scélérats, sous le prétexte de la fuite de Léopold et « même sans prétexte, pillent, égorgent, incendient. Des soldats « abandonnent leurs drapeaux. Et quoi! ne saurons-nous faire « entendre que de lâches plaintes? Désormais, le pire des partis, « c'est de ne rien faire. Malheureux! vous vous renfermez dans « vos maisons; qui les sauvera de l'incendie? que chacun s'arme; « la Toscane doit fournir au moins trente mille hommes, ou nous « périrons. » Il écrivait avec éloquence, tous le disaient, et on le laissait écrire; mais, tandis que Montanelli, tout dévoué à Mazzini, voulait qu'on proclamât la fusion avec la république romaine,

Guerrazzi s'y opposa résolûment, persuadé qu'une décision de cette importance ne pouvait être prise au milieu de vociférations populaires.

1849.

La déroute de Novare, arrivée le jour même de l'ouverture de l'assemblée, donne une nouvelle secousse galvanique ; on demande une dictature pour veiller au salut de la patrie, et c'est à Guerrazzi qu'on la confie, préférence qui blesse Montanelli ; mais, pour débarrasser le dictateur de son opposition, on l'envoie à Paris comme ambassadeur. Guerrazzi, arbitre de tout, s'opposait à l'anarchie par des proclamations continuelles et rédigées d'une manière bizarre ; il refrénait la honteuse indiscipline du parlement, préparait avec une grande activité les moyens de défendre la patrie, supprimait les milices inutiles, et dirigeait sur les frontières quiconque avait l'habitude des armes. Alors comme accusation, plus tard comme défense, on répéta qu'il songeait à rétablir le grand-duc ; mais s'il avait cette pensée, pourquoi ne le fit-il pas lorsqu'il était seul maître ? Il est vrai qu'il se voyait harcelé sans cesse par le parti qui voulait la république et l'union avec Rome, ou plutôt qui voulait le désordre afin d'en profiter. Mordu violemment par ces insectes qui s'attachent aux narines du lion, assailli dans la rue par des cris de mort, il assure lui-même dans son *Apologie* qu'il était réduit à faire tout ce que lui imposaient la tourbe et surtout les Lombards armés.

Ainsi, le seul homme qui montra de la vigueur était encore faible.

Guerrazzi s'était fait d'une bande de Livournais une espèce de garde prétorienne, exécrée pour avoir réprimé sur le territoire d'Arezzo une insurrection en faveur du prince, et commis à Florence des excès de toute nature. Quelques individus de cette bande ayant insulté une aubergiste, le peuple tombe sur eux, et le sang devient un signal de soulèvement général ; ils sont exposés aux armes de toute espèce, fusils, pierres, couteaux, massues, et les vélites eux-mêmes ne songent pas à les sauver. Guerrazzi parvint difficilement à rétablir le calme ; toutefois, il n'osait point recourir à la force ; car, si les gouvernements nouveaux l'employaient, comment pourraient-ils faire aux anciens un crime d'en avoir fait usage ? Déjà, les individus qui étaient las des excès palliés sous le nom du dictateur, avaient prévalu, et criaient : « Nous voulons les hommes de bien ! » des paysans armés, qu'on devait naturellement dénoncer comme étant soudoyés par ces hommes de bien pour assassiner leurs adversaires, accourent dans la ville, abattent les arbres et les insignes républicains. Le conseil municipal,

11 avril.

1849
12 avril.

unique pouvoir d'origine non révolutionnaire, et présidé par Digny, prend la direction des affaires, en s'agrégeant Gino Capponi, Bettino Ricasoli, Charles Torrigiani, César Capoquadri; cette nouvelle autorité dissout l'assemblée constituante et les tribunaux extraordinaires, et rétablit la principauté. Son premier soin fut d'empêcher les vengeances et de sauver Guerrazzi, dont on demandait la mort avec des hurlements féroces; traîné dans la forteresse avec les siens, le peuple le charge de fers, les soldats l'insultent, et tous veulent arracher un poil au lion pris dans le filet.

Le pays restait avec cinq millions de dettes; mais s'il ressortit de l'enquête que les chefs du pouvoir démocratique avaient dépensé sans mesure ni jugement, il fut également démontré qu'ils étaient purs de vols et de concussions (1). Le conseil municipal, qui avait pris les rênes du gouvernement, déclarait avoir voulu par la restauration, « non-seulement délivrer l'État du despotisme d'une faction, mais sauver le pays de la douleur non méritée d'une invasion, et la principauté renaissante du funeste baptême d'une protection étrangère. » Le parti victorieux reçut l'adhésion de toute la Toscane, Livourne exceptée, qui déclara même interrompue toute communication avec la terre ferme; on envoya donc demander un secours à Turin, lequel répondit qu'il l'accorderait s'il était demandé par le duc. Plus heureux que les autres princes, parce qu'il était rétabli par son peuple, ce duc faisait proclamer par Louis Serristori : « Que les Toscans soient tran-« quilles; car je mettrai tous mes soins à les dédommager des « calamités qu'ils ont souffertes, et à rétablir le régime constitu-« tionnel, de manière à ne plus craindre le renouvellement des « désordres passés. » Mais la restauration, bien qu'elle fût spontanée et unanime, n'arrêta point les Autrichiens, avec lesquels on avait déjà concerté l'occupation; le général d'Aspre envahit les confins et, de Massa, Carrare, Pontremoli, il occupa Pise en annonçant qu'il venait rétablir l'ordre et cette sécurité « à l'ombre de laquelle les institutions constitutionnelles, données par le souverain légitime, pourront jeter de fortes racines et porter de bons fruits. »

24 avril.

22 mai.

Livourne, qui résistait, fut occupée par force, avec les dommages et les meurtres inséparables d'une invasion violente (2) et

(1) Voir le rapport de Ferdinand Tadini et de Léopold Galeotti sur le ministère démocratique et le Triumvirat, imprimé en 1850, et les *Souvenirs* de L. G de Cambray Digny sur la commission gouvernementale de 1849, imprimé en 1853.

(2) Durant l'attaque, qui fut courte, il y eut peu de morts; après, on fusilla au moins soixante individus, parmi lesquels le bruyant prêtre Maggini.

de l'état de siége. Les Autrichiens restèrent dans la Toscane comme des conquérants, jusqu'au moment où la honteuse convention du 22 avril 1850 établit l'occupation indéterminée du grand-duché, laquelle dura jusqu'en 1857. D'Aspre occupait ensuite Florence « comme ami, comme allié, » ordonnait le désarmement et conservait son autorité. On avait espéré qu'un prince qui jouissait du rare bonheur d'être rétabli par son peuple, reconnaîtrait sa fidélité par le maintien des libertés constitutionnelles accordées spontanément par le grand-duc, parce qu'elles étaient *promises* et *méritées :* en effet, lorsque Serristori céda la place à un nouveau ministère composé de Baldasseroni, Landucci, Corsini, Capoquadri, Laugier, Boccella, il annonçait que le gouvernement de la Toscane était une monarchie tempérée par la constitution de 1848, dont il voulait résolûment le maintien, bien que d'autres l'eussent violée audacieusement (Circulaire du Ier juin); puis, on ajourna la réouverture du parlement; enfin, la constitution fut abolie le 6 mai 1852. On ne l'oublia point.

1849. 15 mai.

Restait la république romaine. Nous avons des histoires qui disent que tout y marchait avec calme, dignité, modération, magnanimité, et « qu'on implorait le ciel pour qu'il bénît la guerre nationale de l'indépendance (LA FARINA); » selon d'autres, un désordre indescriptible régnait dans la capitale, et c'était pire encore dans le reste du pays. Le pape ayant envoyé l'ordre à la garnison suisse de Bologne de venir le rejoindre vers les Abruzzes, la ville, effrayée de se trouver à la merci de la populace, fit entendre des plaintes tumultueuses, et ne s'apaisa que lorsque le général Latour eut promis de rester. Comme les hommes recommandables s'éloignaient des fonctions, il avait fallu les confier à des gens incapables ou sans probité, et envoyer des ambassadeurs étrangers aux puissances du dehors; ce qui ne discréditait pas peu la république, en montrant que les nouveaux employés étaient pires que ceux contre lesquels on avait déclamé. Paroles, discours, adresses à l'infini, peu d'actes, imprudentes délibérations, prises le cigare à la bouche et au milieu d'un va-et-vient de jeunes gens de cafés et de lieux pires encore, voilà ce qu'offrait le gouvernement romain. Les rapports des agents étrangers parlent d'assassinats continuels commis en public, en présence des soldats, quelquefois même par les hommes de la police. S'il fallait ajouter foi à des écrits passionnés qui parurent ensuite, et croire aux habitudes coupables de malfaiteurs qui n'étaient plus refrénés par la vigueur nécessaire d'un gouvernement, Rome aurait vu commettre



27 janvier.

1849. froidement d'horribles atrocités; du reste, les moyens employés pour réprimer les méfaits en prouvent la multiplicité : or, ces moyens étaient l'espionnage, un pouvoir arbitraire donné aux centurions, la publication de listes des scélérats, et comme tels on désignait souvent les modérés, ce qui les exposait aux couteaux qu'on prétendait écarter de leur poitrine.

A la nouvelle de la défaite de Novare, l'effervescence s'accrut à Rome, et l'on voulait accourir pour réparer ce désastre, pour sauver avec les républicains l'Italie trahie par les rois; Mazzini, Saffi et Armellini reçurent des pouvoirs dictatoriaux. En attendant, la populace en prenait occasion de se livrer à des actes de cruauté; à Ancône, dans un soulèvement, elle égorgea beaucoup de personnes recommandables, et les crimes restaient impunis. Dans cette ville et à Macerata, à Osimo, à Sinigaglia, où la famille Mastaï fut surtout persécutée, un parti qui s'intitulait *Infernal* proposait de purger l'État de tous les individus hostiles à la république et qui la souillaient par leurs vices; il égorgea le chevalier Baldelli, les marquis Nembrini et Censolini, le capitaine del Pinto, le chanoine Specchi et d'autres « comme déshonnêtes et immoraux (1). »

L'indignation arriva au comble dès qu'on sut que le pape avait réclamé le secours des étrangers (2). Le ministère chercha des moyens de défense, et mit la garde nationale à la disposition du comité de la guerre; il créa deux cent cinquante mille autres écus de bons du trésor, en déclarant iniquement que ceux qu'avait émis le pape ne produiraient aucun intérêt; l'emprunt forcé devait être payé dans les sept jours, sinon les retardataires auraient à donner vingt-cinq pour cent de plus; mais les finances étaient dans le plus grand désordre, qui s'attribuait naturellement aux ministères précédents.

17 avril. La constitution, alors rédigée, abolissait la confiscation et la

(1) LA FARINA. Voir les dépêches de Moore dans la *Correspondance*. Ranalli s'étend longuement sur ces meurtres, et ajoute : « Il n'est pas improbable que « les partisans de la tyrannie y prêtaient la main, en se disant républicains « et en s'associant aux démocrates les plus turbulents, afin de déshonorer la « république. » Livre XXIII. Insinuation gratuite, répétée fréquemment. Voir encore *Faits atroces de l'esprit démocratique dans les États romains*, récit extrait des procès originaux, Florence, 1853.

(2) Freeborn écrivait à Palmerston, le 19 mai : « Je ne crois pas que le peuple « en général soit attaché à la forme républicaine; mais, en grande majorité, il est « hostile à Sa Sainteté, parce qu'elle a demandé l'intervention des Napolitains et « des Autrichiens. »

peine de mort : le peuple fait les lois par l'intermédiaire de ses représentants; le pouvoir exécutif est confié à deux consuls biennaux; douze tribuns quinquennaux, inviolables et rééligibles, veillent sur la constitution; le droit de paix et de guerre réside dans l'assemblée, indissoluble, triennale, et tout citoyen, à partir de l'âge de vingt et un ans, est électeur et éligible; les consuls, responsables personnellement et l'un pour l'autre, ont le droit de grâce et la faculté de nommer les fonctionnaires. On adressait aux puissances des manifestes brillants d'éloquence, mais de raisons spécieuses (1), qui étaient dédaignés; puis venaient des déclamations contre la trahison du Piémont et les réactions de la Toscane. Les fréquents messages des puissances étrangères, qui cherchaient au moyen d'une conciliation à conserver les libertés constitutionnelles en écartant les exagérés, n'obtenaient aucun résultat.

1849.

D'un autre côté, on protestait de Gaëte contre tout acte de la

(1) « Le monde sait que c'est du suffrage universel qu'est sortie notre assemblée, qui, exerçant par nécessité un droit imprescriptible, a voulu détruire pour toujours la théocratie et proclamer la république. Personne ne s'y est opposé. La voix seule des anciens maîtres s'est fait seule entendre sous forme de plainte, et l'Europe veut écouter cette voix, et semble oublier l'histoire de nos maux et confondre le spirituel et le temporel. La république romaine a sanctionné l'indépendance et le libre exercice de l'autorité spirituelle du pontife, et a montré ainsi au monde catholique qu'elle sentait profondément que le droit de liberté religieuse est inséparable du chef suprême de l'Église. Pour la conserver intacte, à la garantie morale de la dévotion de tous nos frères catholiques, la république romaine ajoutera la garantie matérielle de toutes les forces dont elle dispose. Mais, à ce qu'il paraît, cela ne satisfait pas l'Europe, puisqu'on va répétant que l'existence du gouvernement temporel du pontife romain importe à la catholicité.



« Et si nous disons qu'un pareil gouvernement ne peut s'identifier ni se concilier avec la liberté et la civilisation, nous en avons bien des motifs; car l'expérience faite d'une constitution a prouvé que la prétendue affinité des matières spirituelles avec les temporelles en entravait la pratique et le développement. Les canons ecclésiastiques rendent vaines ces institutions civiles. L'éducation et l'instruction publiques, placées sous l'empire de la théocratie, étaient le privilége et le monopole des clercs; la mainmorte rendait les biens immobiles; les ecclésiastiques jouissaient de franchises particulières et avaient leurs tribunaux, et les laïques même se trouvaient soumis à leur juridiction : or, ce sont là des conditions si éloignées de l'existence libre et civile, que toute nation libre aimerait mieux soutenir dix guerres que d'en supporter une seule. L'Europe, tant de fois agitée et bouleversée par la puissance sacerdotale, qui incendiait les États avec les foudres de l'Église, comment peut-elle croire que trois millions d'âmes puissent aujourd'hui se soumettre à une autorité qui punit non-seulement temporellement quiconque l'offense en exerçant un droit politique, mais menace encore l'âme de damnation ? »

1849. république, mais surtout contre l'occupation des biens ecclésiastiques et l'arrestation des évêques de Fermo, d'Orvieto, de Civita-Vecchia, accusés de tramer une contre-révolution; on protestait encore contre l'arrestation de moines que l'on supposait auteurs d'écrits incendiaires, et que l'on condamnait aux galères. En effet, beaucoup de villes se révoltaient aux cris de *Vive le pape !* outre Monbaroccio, Offido, Cassignano, on en comptait un grand nombre sur le territoire d'Ascoli, où Taliani, ancien chef de centurions, maintenait et organisait la guerre; à Césène, à Pesaro, dans Ancône même les papalins en venaient aux prises avec les républicains.

La déroute de Novare avait élevé les prétentions des princes, au point qu'ils demandaient le rétablissement intégral de la domination papale. Dans l'allocution du 20 avril, Pie IX se plaignit que, après avoir célébré son amnistie, beaucoup des individus graciés s'étaient jetés dans la révolution, et qu'on avait abusé, avant de les laisser fructifier, de ses concessions spontanées pour faire naître de nouveaux troubles : il énumérait ses actes, dont l'objet constant fut d'empêcher cette précipitation frénétique; lorsque, dans le mois de janvier 1848, ces gens avaient répandu le bruit d'une guerre extérieure, accompagnée de conjurations intérieures et de l'inertie des gouvernants, lui pape, il avait déclaré celle-là imaginaire, celles-ci absurdes; il parlait, sans la désapprouver, de la constitution donnée par lui, en démontrant qu'il avait mis une grande promptitude à la publier. Il ajoutait que plusieurs individus insistaient, même alors, pour qu'il proclamât la république, comme son unique refuge, comme son propre salut et celui de l'État (1); qu'il s'était opposé de toutes ses forces à ce qu'une jeunesse inexpérimentée s'exposât à une mort certaine en combattant les Autrichiens; mais à quoi lui servait de progresser, puisqu'un avocat romain, à l'ouverture de l'assemblée, avait déclaré que la loi du progrès moral était impérieuse, inexorable, et que lui et les siens songeaient depuis longtemps à détruire la domination temporelle, malgré toutes les concessions que ferait le pape? s'apercevant du péril, il avait voulu attirer les Suisses à Rome, mais le ministère s'y était opposé; de là les assassinats, puis la nécessité de sa fuite, enfin l'obligation de recourir à l'assistance des étrangers, afin qu'ils fassent disparaître les lois violentes et rendent à la religion sa liberté.

(1) *Insidiosissimum munus, tum voce, tum scripto nobis oblatum.*

L'intervention étrangère restait donc comme le seul moyen de résoudre les difficultés. Il est bon de rechercher pourquoi, au milieu de tant de trônes ébranlés et de princes renversés dans cette année, le pape seul excitait un intérêt universel : des schismatiques et des hérétiques comme des catholiques, des princes comme des républiques, la Russie et la Prusse comme l'Espagne et la France, s'offrirent pour le rétablir ; non-seulement de toute l'Europe, mais des autres parties du monde, de la Chine et de l'Orégon, des évêques, des gouvernements, des particuliers envoyaient des condoléances au pontife, en lui offrant un asile (1) et des secours d'argent alors qu'il était privé de ses ressources habituelles. Les révolutionnaires assuraient sans doute qu'on n'avait pas à craindre les hostilités des puissances, puisque la France s'opposerait à leur intervention ; mais le jour où la république romaine s'était compromise par des excès, elle avait perdu les sympathies de ce pays, car tous la voyaient dirigée par les mêmes individus qui avaient bouleversé Paris. Quelques départements envoyèrent des adresses au pontife ; Avignon lui rappela son ancienne résidence. Le bruit s'étant répandu qu'il arrivait en France, l'Assemblée nationale suspendit ses travaux pour décréter les moyens de le recevoir, et donner le temps d'accourir à sa rencontre ; Marrast, qui la présidait, « assura le nonce que la république serait fidèle aux traditions qui montraient la France hospitalière pour les grandes infortunes, et respectueuse envers les plus nobles vertus ; » Thiers et Montalembert à l'assemblée française, Donoso Cortès à la chambre d'Espagne, lord Lansdowne au parlement d'Angleterre exhortaient à soutenir la plus sainte et la plus respectable faiblesse, celle de l'opprimé et de l'innocent.

A la première nouvelle du meurtre de Rossi, on avait songé en France à envoyer des troupes à Rome, et l'on demanda à l'assemblée un million deux cent mille francs. Ledru-Rollin combattait ce désir d'étouffer une république sœur, d'autant plus que le quatrième article de la constitution portait : « La république française respecte les nationalités étrangères, et n'emploie jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple ; » Thiers répondait que c'était folie de croire qu'on affranchirait l'Italie sans guerre, et que les Français ne pouvaient faire la guerre, surtout pour une *nation qui ne sait pas combattre* et se trouve au pouvoir de quel-

(1) *L'orbe cattolico a Pio IX p. m. esulante da Roma*, 1848-49 ; Naples, 1850.

1849. ques agitateurs. Odilon Barrot et d'autres membres en plus grande réputation de libéralisme poussaient à une expédition, non pour détruire les institutions démocratiques, mais pour les consolider dans la Péninsule, y faire respecter la souveraineté du peuple, et le mettre en mesure de se gouverner lui-même en le soustrayant à une faction criminelle; leur but était encore de balancer par celle de la France l'ingérence illimitée de l'Autriche (1). Ces débats à l'occasion de l'Italie provoquèrent une nouvelle émeute à Paris, qui fut réprimée; ce triomphe consolida le gouvernement et le parti qui, sous le nom de Catholique, s'efforçait de rétablir la tranquillité au dedans comme au dehors.

Cavaignac, alors dictateur, fit mettre des frégates aux ordres de Corcelles, envoyé à Rome avec des pouvoirs extraordinaires afin de protéger le pape; c'était là peut-être un artifice pour recouvrer la faveur populaire, qu'il sentait lui échapper devant les brigues de Bonaparte. En effet, soutenu par les anciens partisans de sa maison et un nom historiquement fameux, ce prince obtint par le suffrage universel la présidence de la république française; ayant manifesté le désir formel de rétablir l'ordre et la tranquillité, il envoya au pape des assurances et des offres,

(1) Drouin de Lhuys, ministre, écrivait le 17 avril à monsieur La Cour, ambassadeur à Vienne : « Notre pensée n'a pas été d'imposer aux populations « romaines un gouvernement que leur libre volonté avait rejeté, ni de con- « traindre le pape à adopter tel ou tel système de gouvernement quand il sera « rappelé à l'exercice de sa puissance. Nous avons cru et croyons plus que ja- « mais que, par la force des choses, par l'effet de la disposition naturelle des es- « prits, le régime fondé par la révolution de Rome, par la révolution de novembre, « est destiné à succomber bientôt, et que le peuple romain se remettra sous l'au- « torité du souverain pontife, pourvu qu'il soit rassuré contre les périls d'une « réaction; mais nous croyons également que cette autorité ne pourra s'abriter « contre de nouvelles tempêtes qu'au moyen d'institutions qui préviennent le « retour des anciens abus, dont Pie IX avait commencé la réforme avec une « généreuse sollicitude. Notre expédition a pour but de faciliter une réconcilia- « tion dans ces termes, et de donner au saint père, comme à tous ceux qui, à « Rome et à Gaëte, sont disposés à y coopérer, l'assistance dont il peuvent avoir « besoin pour vaincre les obstacles opposés par des prétentions exagérées ou des « passions. »

Le 19 juillet, il écrivait au ministre anglais Palmerston : « Je crois conve- « nable et utile de rappeler que, dans les dépêches de M. de Tocqueville, le « gouvernement français exprime plusieurs fois la ferme intention d'assurer aux « États romains les réformes nécessaires et de sérieuses institutions libérales;... « et qu'il m'informait naguère que tous ses efforts tendent à obtenir du saint- « siége des mesures de conciliation et des réformes libérales, sans lesquelles il « lui semblait impossible d'espérer que la pacification des États de l'Église fût de « longue durée. »

puis il proposa d'intervenir par les armes, unique moyen de pacifier l'Italie moyenne et d'empêcher les Autrichiens d'y exercer une influence toute-puissante. Le ministre d'Autriche déclarait lui-même qu'il se proposait uniquement de satisfaire aux vœux du pape, identiques avec ceux du monde civilisé, lequel ne peut souffrir que l'indépendance et la liberté soient détruites par une faction anarchique. 1849.

Les Autrichiens, commandés par Wimpfen, entrèrent à Ferrare comme à Bologne, qui se défendit bravement; après avoir établi dans ces villes un gouvernement militaire, dont Gorgowsky fut le chef, ils repoussèrent Garibaldi malgré sa courageuse résistance, et l'incapable Zambeccari, d'autant plus que les populations ne secondaient pas les efforts de ces deux chefs; puis ils occupèrent facilement les autres villes de la Romagne, où ils rétablirent l'autorité papale et la loi martiale. Ils s'avancèrent jusque sous les murs d'Ancône, dont la garnison résista vingt-cinq jours; mais la population, fatiguée du spectacle d'assassinats politiques, demanda la reddition. Pérouse protesta; mais de la Toscane, occupée sans difficulté, les Autrichiens menaçaient de se concentrer à Foligno, et d'aller, par la vallée du Tibre, se réunir dans les Abruzzes aux Napolitains. Un corps nombreux de ces derniers s'avança du côté de Velletri, et sans une vigoureuse résistance des bandes de Garibaldi, il arrivait sur Rome, défendue seulement par des phrases. Les Espagnols, débarqués à Fiumicino, se dirigèrent vers l'Ombrie supérieure; mais ni les Espagnols, ni les Napolitains ne comptèrent dans la solution, due entièrement à la France.

Cette puissance conservait encore le nom de république; aussi, paraissait-il étrange qu'elle intervînt pour étouffer une république; d'ailleurs, elle semblait elle-même rougir de son rôle, car elle tenait un langage bienveillant alors même qu'elle agissait en ennemie. Oudinot, commandant l'expédition composée de huit mille hommes seulement, publiait de Marseille, selon ses instructions, cette proclamation : « Le gouvernement, résolu à mainte- « nir partout notre ancienne et légitime influence, n'a pas voulu « que les destinées de l'Italie pussent être à la merci d'une puis- « sance étrangère et d'une faction en minorité. Soldats, déployez « le drapeau de la France sur le territoire romain, afin que l'I- « talie vous doive ce que le France a su conquérir pour elle-même, « l'ordre dans la liberté. » 20 avril.

Arrivé à Civita-Vecchia, Oudinot ne dissimule pas qu'il veut établir le gouvernement pontifical, débarrassé qu'il était des abus, 25 avril.

1849. Manucci, gouverneur de cette ville, refuse hardiment de recevoir l'expédition ; mais le conseil municipal et la chambre de commerce font un bon accueil à ces amis, arrivés à propos pour conjurer les périls urgents, et les soldats débarquent au milieu des cris de *Vive la république française! Vive la république romaine!* Oudinot déclare immédiatement qu'il n'est pas venu pour soutenir un gouvernement non reconnu, mais pour rallier tous les amis de l'ordre et de la liberté : paroles inefficaces, comme les discours pompeux au moyen desquels les républicains, en vantant l'ordre et le bonheur qui régnaient dans l'État, s'efforçaient d'entraîner les soldats français à faire cause commune avec eux. Alors commence une misérable série de promesses, de refus, de manifestes contradictoires, dont la nécessité ne disculpe nullement Oudinot, qui publiait cette proclamation : « Le généreux « Pie IX s'était attiré l'amour des populations en prenant l'initia- « tive des réformes libérales ; mais une faction, malheur de l'Italie, « s'armait dans Rome à l'ombre de la liberté. Le souverain pon- « tife dut émigrer à la suite d'une insurrection inaugurée par « l'assassinat impuni et glorifié de son premier ministre. Sous ces « auspices, et sans le concours de la majorité des électeurs, s'é- « tablit la république romaine, qui n'a été reconnue par aucun « gouvernement. Toutefois, je fais appel aux hommes de toutes « les opinions, dans l'espoir qu'ils consentiront à se soumettre au « vœu national. La larve de gouvernement qui siége à Rome ré- « pond par des provocations inconsidérées à mes paroles de con- « ciliation. Soldats, acceptons le défi, marchons sur Rome. Nous « n'aurons à combattre ni la population, ni les troupes romaines, « qui nous considèrent comme des libérateurs, mais les étrangers « de toutes les nations qui oppriment ce pays, après avoir perdu « dans le leur la cause de la liberté. »

21 mai. Renforcé par de nouvelles troupes, il se dirige sur Rome ; mais douze mille Romains affrontent les seize mille Français, et se défendent si bien pendant neuf heures, que ceux-ci « jugent prudent de se retirer la nuit venue. » De même qu'on avait conduit en triomphe dans Rome quelques Français faits prisonniers, ce fut encore solennellement qu'on les remit en liberté, en déclarant que la république romaine ne rendait pas les soldats responsables des fautes du gouvernement ; ils furent conduits à Saint-Pierre mêlés aux Italiens, et l'on pria de concert pour la fraternité et la liberté des peuples.

Cette victoire, remportée par des gens qui (Thiers l'assurait)

ne combattaient pas, inspira du respect et rendit meilleure la situation du gouvernement (1). Dans l'assemblée de France, on se déchaîna contre les ministres, qui convertissaient les soldats français en gendarmes des despotes, et faisaient exécrer la nation autant que les Croates ; mais les ministres trouvèrent des échappatoires, et Lesseps fut chargé d'aller proposer aux Romains d'invoquer la protection de la France ; le peuple, faisaient-ils dire, aurait la liberté de prononcer sur la forme de gouvernement, et ils garantiraient le pays de toute autre invasion étrangère. L'assemblée romaine répondit que ses pouvoirs ne lui permettaient pas, à son grand regret, d'accepter les conditions proposées ; elle chargea le triumvirat d'expliquer les motifs de son refus, et de prendre les mesures nécessaires pour établir la meilleure intelligence entre les deux républiques.

Les négociations furent longues. Lesseps accorda peut-être plus que ne portait son mandat; mais Oudinot rejeta les conventions : en effet, celui-là tenait ses instructions du ministère, celui-ci du président de la république (2). Le 8 mai, Louis Bonaparte avait écrit au commandant de l'expédition française : « J'espérais que les habitants de Rome, ouvrant les yeux « à l'évidence, recevraient une armée qui venait avec une mission « bienveillante et désintéressée. Au contraire, nos soldats ont « été reçus comme des ennemis. Notre honneur militaire est en« gagé, et je ne souffrirai pas qu'il subisse un affront. » Ainsi, par point d'honneur, le gouvernement français se jetait dans une guerre de peuple, déplorable pour l'Italie. On apprit bientôt qu'une nouvelle assemblée avait approuvé l'expédition de Rome, et manifesté le dessein d'y rétablir la principauté ecclésiastique. « En tuant la république romaine, on veut se faire un marchepied pour tuer la république française, » s'écrièrent les agitateurs, et ils poussèrent à une émeute le peuple de Paris ; mais ils furent attaqués sans pitié, et le pouvoir étouffa dans le sang le dernier cri qui s'élevât en faveur de Rome.

(1) Freeborn à lord Palmerston.

(2) Dans les instructions à Oudinot, on lisait : « Toutes les informations nous « font croire que vous serez bien reçu à Civita-Vecchia, par les uns comme libé« rateur, par les autres comme médiateur contre les dangers de la réaction. Ce« pendant si, contre toute vraisemblance, on prétendait vous en empêcher l'en« trée, vous ne devrez pas tenir compte de la résistance qui vous sera opposée « au nom d'un gouvernement que personne n'a reconnu en Europe, et qui se « maintient à Rome contre le vœu de l'immense majorité de la population. »

1849. L'armée française eut bientôt occupé Monte-Mario et la villa Pamfili, avec cinq batteries de campagne, une de siége; elle reçut des renforts et des mineurs, au point de compter trente-six mille hommes, huit escadrons de cavalerie, soixante-six bouches à feu. Les Romains mettaient sur pied quatre mille neuf cents hommes d'infanterie régulière, six mille sept cents d'infanterie irrégulière, neuf cents cavaliers; ils avaient cent huit canons, mais en fort mauvais état, et c'est avec cette artillerie qu'ils devaient défendre une muraille de vingt milles de tour. Lisabe, Sterbini, Cernuschi, intrépides et joyeux commissaires des barricades, ne cessaient de publier des ordres et des décrets, de démolir et de fortifier, de faire jurer au peuple et à la garde nationale de mourir plutôt que de céder. Le père Ventura, philosophe et religieux moins accommodant que Gioberti, étudiait les moyens de concilier la démocratie avec la papauté, alléguant que le pape, avant 1796, n'était que le patron d'une agrégation de municipes libres, si bien qu'on disait : « La sainte Église de Dieu et la république des Romains. » Mais le père Gavazzi et l'abbé Dall'Ongaro excitaient à la défense de la république, comme œuvre sainte; la princesse Belgiojoso organisait des hôpitaux, auxquels les religieuses envoyaient des bandes et de la charpie. Les déclamateurs, qui se disaient alors missionnaires, prêchaient la guerre de *Dieu et du peuple;* qui pourra dire combien de paroles et de motions furent prodiguées par ceux qui ne voulaient pas combattre? combien on s'efforçait de rendre plus ardente la haine contre le pape?

Ciciruacchio visitait les palais à la recherche des objets précieux, même de ceux qui ne pouvaient servir à faire de la monnaie pour *Dieu et le peuple.* Aujourd'hui, on projetait de brûler tous les confessionnaux; demain, sous le prétexte de la défense, on courait dévaster les villas, et surtout la Borghèse, abattant ces arbres séculaires sous lesquels la plèbe romaine allait d'habitude se récréer aux dépens de l'aristocratie détestée. Quelle allégresse quand on découvrait dans une maison un jésuite, vêtu autrement que d'habitude parce que son costume était prohibé! Une fois, on saisit quelques vignerons, et le peuple les mit en lambeaux comme des jésuites déguisés; un prêtre, accusé d'avoir tiré contre le peuple, fut égorgé; on faisait un crime aux évêques de correspondre avec Gaëte, comme si leur chef spirituel n'était pas dans cette ville. Un certain Zambianchi, de Forli, arrêta dans les provinces ceux qu'il croyait hostiles à la république, et les enferma dans les catacombes de San-Calisto, où il les faisait périr après un

jugement sommaire; enfin, les triumvirs envoyèrent quelqu'un pour faire suspendre ce massacre, et délivrer douze moines ou prêtres. Si les victimes furent au nombre de sept seulement ou de plusieurs centaines, l'opinion varie; mais cela suffit pour le couvrir d'infamie, lui et ceux qui ne savaient que « l'offrir à l'exécration de la patrie. »

Après les désastres de Custoza et de Novare, on avait dit que la rapidité de la fuite n'avait pas laissé aux Français le temps de venir au secours de l'Italie. A Rome, on résista dans la persuasion que les Français finiraient par revenir de leur susceptibilité fratricide; mais cela ne fit que multiplier inutilement les victimes, ou ne servit qu'à démentir l'opinion injurieuse de M. Thiers, que les Italiens ne se battent pas. Toutefois, sans armée régulière, ni capitaines expérimentés, ni bons artilleurs, ils firent payer cher, héros improvisés, l'acquisition de la ville éternelle; on admira surtout les traits de bravoure d'une bande de jeunes Lombards qui, bien qu'étrangers aux principes de Mazzini, crurent de l'honneur national de combattre et de mourir; Lucien Manara, leur capitaine, perdit la vie, ainsi que le poëte Mameli de Gênes, le Vicentin Zampieri, les Milanais Émile Morosini et Henri Dandolo; le frère du dernier raconta les exploits de ces jeunes gens avec le calme affectueux qui persuade et gagne les esprits.

Tandis que ces hommes travaillaient, combattaient, mouraient, les triumvirs et l'assemblée, pour faire aussi quelque chose, péroraient, décrétaient, réformaient, prenaient des mesures que l'on qualifiait d'héroïques, même alors qu'elles étaient inspirées par la peur ou le désir de flatter la plèbe tumultueuse : comme de dispenser les jeunes gens d'examens et d'études pour obtenir les grades académiques; de partager entre les pauvres tous les biens ecclésiastiques; d'abaisser le prix du sel; d'abriter la populace dans les couvents, en condamnant à de modestes demeures les moines et les religieuses, dont le mobilier était donné aux asiles de l'enfance. Ils disaient au peuple : « Persévérez; vous défendez à Rome l'Italie et la cause républicaine du monde. » En même temps, ils anathématisaient le pape, la France, les traîtres, et poursuivaient « avec une dignité et un calme merveilleux l'œuvre législative (LA FARINA), » comme Dieu, sur le Sinaï, donnait la loi au milieu du fracas des orages.

13 juin.

Oudinot, après avoir terminé les préparatifs du siége, propose d'accepter l'amitié de la France; il reçoit pour réponse « qu'on préfère la mort à l'oppression. » Le feu commence alors; les bou-



1849. lets et les bombes frappent les monuments consacrés à l'art et à la religion; c'est en vain que réclament les consuls étrangers, et c'est en vain que le gouvernement écrit : « Nos jeunes officiers, « nos soldats improvisés, nos hommes du peuple tombent sous vos « coups en criant *Vive la république!* Les braves de France « tombent sous les nôtres, sans cri, comme déshonorés; il n'en « est pas un qui, en mourant, ne dise ce qu'un de vos déserteurs « nous disait ces jours-ci : *Nous éprouvons en nous-mêmes quel-« que chose comme si nous combattions contre des frères.* Et « pourquoi cela? La France n'a pas de drapeau ici; elle combat « des hommes qui l'aiment, et qui hier encore espéraient en elle; « sans programme politique ni but manifeste, sans aucun droit « à réclamer ni mission à remplir, elle cherche à incendier une « ville qui ne lui a rien fait; elle représente le parti de l'Autriche, « sans avoir le triste courage de l'avouer; elle salit son drapeau « dans les conciliabules de Gaëte, et n'ose pas déclarer hardi-« ment qu'elle veut le rétablissement clérical. Nous, du moins, « nous savons pourquoi nous combattons, et voilà pourquoi nous « sommes forts. Si la France représentait ici un principe, une de « ces idées qui forment la grandeur des nations, et qui ont formé « la sienne, le courage de ses enfants ne viendrait pas se briser « contre la poitrine de nos jeunes conscrits. Elle est donc bien « triste la page que la main de votre gouvernement écrit, à ce « sujet, dans l'histoire de France! »

Le triumvirat recourait à des expédients ruineux pour faire de l'argent, et bien qu'il fût certain de ne pouvoir résister, il s'obstinait à la défense. Les Français, redoublant d'efforts, s'emparèrent des murailles; toutefois, les Romains continuèrent à combattre, en s'écriant : « Que Rome soit plutôt détruite, mais qu'on défende dans Rome la dignité de la race italienne (1); » puis

30 juin. l'assaut général fut donné après trente jours de siége, où les Français perdirent mille hommes, dont cinquante-six officiers, et les Italiens peut-être le triple.

Le triumvirat résigna ses pouvoirs à l'Assemblée, qui fit savoir qu'elle renonçait à une défense devenue impossible; mais elle se réunit au Capitole afin de proclamer la constitution alors terminée,

31 juin. hurlant à chaque article *Vive la république*. A ce moment entraient les Français, reçus aux cris de « Mort à Pie IX! Hors d'ici les étrangers! Mort au *cardinal* Oudinot! » En effet, ce que l'on

(1) Séance du 2 juin 1849.

n'osait pas avec les Autrichiens, fut continué à Rome, c'est-à-dire qu'on fit des protestations, des manifestations, et qu'on déploya des bannières; un prêtre qui voulut applaudir fut égorgé et éventré. 1849.

Enfin, on établit à Rome le gouvernement militaire, et le désarmement général fut ordonné, parce qu'on ne finissait pas d'assassiner des Français. En même temps, les églises retentissaient de *Te Deum*, et l'on prodiguait les panégyriques à Oudinot, « instrument de la Providence, qui avait accompli une œuvre sociale et religieuse, délivré Rome de la tyrannie (1); » le titre de citoyen romain donné par le conseil municipal, une épée offerte par les amis de l'ordre, et le grand cordon de l'ordre Piano envoyé par le pape immortalisèrent ce général, qui suspendit les bannières républicaines à Notre-Dame de Paris. L'Assemblée nationale de France votait des remercîments à l'armée et à ses chefs, « qui avaient su si bien concilier les devoirs de la guerre avec le respect dû à la capitale du monde chrétien. » Louis Bonaparte, en envoyant des récompenses à Oudinot, le chargeait d'exprimer aux troupes combien « il avait admiré leur persévérance et leur courage en conservant le prestige du drapeau français; » le ministre de la guerre assurait ces soldats que « leurs compagnons restés en France enviaient le poste d'honneur que le sort leur avait donné. »



Les triumvirs reprirent le chemin de l'exil et leurs longues trames. Les comptes des finances se trouvèrent irréprochables; il y avait dans les caisses cinq cent quatre-vingt dix-sept mille écus, et les billets du gouvernement républicain ne s'élevaient pas même à la moitié de la somme qu'on lui avait décrétée. Les autres chefs passèrent en Suisse, en France, en Angleterre; Canino, de prince romain, se transforma bientôt en prince impérial. Garibaldi invitait à le suivre quiconque était disposé à braver la faim, les fatigues, le danger des batailles, pour transporter la guerre dans la campagne; après avoir formé un corps nombreux, il essaya de s'ouvrir un chemin par l'Apennin pour se diriger sur Venise; mais, repoussé dans la Toscane par les Autrichiens, il effrayait même ses amis avec cette bande composée de gens de toutes races, de figures et d'âges divers, déguenillés, sales, barbus, aux façons et aux couleurs étranges, chargés d'armes et de panaches; l'ayant dissoute, il se tra-

(1) Voir *Journal de Rome*, 16 juillet 1849, et le discours du cardinal Tosti.

1849. vestit, et ce ne fut pas sans peine qu'il parvint à gagner la Rivière de Gênes. Beaucoup de ses compagnons furent pris, de même que le père Bassi, qui périt fusillé à Bologne, avec de grands signes de repentir, dit-on; Ciriruacchio, à ce qu'il paraît, fut également tué dans cette retraite. Un grand nombre des hommes congédiés allèrent fonder une colonie à Bahia-Bianca chez les Patagons, avec une Rome, le Tibre, le Pincio, l'Aventin, et non sans les crimes de la naissante Rome; car ils assassinèrent même leur chef Salvini Olivieri.

15 juillet. Oudinot disait dans une proclamation « que des témoignages non équivoques de dévouement affectueux et des demandes directes lui avaient prouvé que les Romains soupiraient après le moment où, libres de l'oppression et de la licence, ils pourraient manifester leur fidélité et leur reconnaissance au généreux pontife, auteur des premières libertés; la république française, accomplissant les vœux de tout le monde catholique, rétablissait donc la souveraineté temporelle du chef de l'Église. » C'était une protestation contre la sécularisation; on ne disait pas un mot des libertés constitutionnelles.

Toi seule désormais, pauvre Venise, toi seule restes debout; néanmoins, comme à ton autre chute, tu fus insultée, non par tes ennemis qui apprirent à te respecter, mais par tes prétendus amis d'Italie, parce que tu portas le nom de république sans le souiller, parce qu'il y eut chez toi moins de crimes et de désordres que dans les autres villes soulevées. Les individus qui ne pouvaient te reprocher autre chose, t'accusaient de t'être montrée vénitienne plus qu'italienne, municipale plus que nationale; mais, en temps de révolution, personne ne songe à s'assurer de la vérité, et moins encore à la soutenir.

L'armistice de Milan ne faisait mention de Venise que comme d'une ville qui avait appartenu à l'Autriche; on oubliait ainsi qu'elle s'était affranchie par une convention régulière, puis fondue librement avec le Piémont. Cet abandon fit éclater le mécontentement, et tout lien avec la Sardaigne fut déclaré rompu; Venise put disposer d'elle-même une autre fois, et une autre fois elle choisit le gouvernement républicain. Manin, s'at-

20 août. tribuant l'autorité souveraine avec le colonel Cavedalis et l'amiral Graziani, déclarait qu'il ne fallait avoir aucune couleur politique, mais s'occuper exclusivement de la tranquillité intérieure et de la défense extérieure; c'était donc un gouvernement de pure conservation, et Manin, dans un mémoire à Palmerston, chef-d'œuvre

d'exposition limpide, calme et complète, démontrait le droit historique de Venise à son indépendance, et comment elle l'avait acquise au mois de mars : « N'ayant pas de traditions monarchiques, ni aristocratie riche, instruite et puissante, elle avait proclamé la république démocratique, c'est-à-dire le gouvernement qui existait légalement lorsque l'inique traité de Campo-Formio constituait de fait la domination autrichienne. Mais Venise entendait agir dans l'intérêt commun de toute l'Italie, et non pour satisfaire des ambitions et des intérêts municipaux ; aussi, avait-elle déclaré itérativement que le régime proclamé était entièrement provisoire, et que, la guerre de l'indépendance finie, les représentants de toutes les populations italiennes prononceraient sur la distribution territoriale et les formes de gouvernement, selon que l'intérêt commun de l'Italie l'exigerait. »

1849. 21 août.

Désormais, il ne s'agissait plus d'affranchir l'Italie, mais de trouver une planche de salut au milieu du naufrage général, et peut être d'obtenir de bonnes conditions dans les conférences de Bruxelles. Bastide, le plus libéral parmi les ministres de la république française, s'était prévalu de l'*Italia farà da sè* pour ne pas secourir l'Italie, en disant que si l'on avait appelé les Français à temps, ils seraient accourus ; mais on n'en voulait pas, ajoutait-il, parce qu'on en avait peur (1). Venise, au contraire, était accusée par les *Italianissimes* d'avoir, dès l'origine, compté sur la France ; maintenant cette république recourait à une république. Le gouvernement de France, sollicité par Tommaseo et Mengaldo, voyait avec plaisir une occasion de contre-balancer le funeste armistice, et de montrer que tout n'était pas fini, en se réservant ainsi un prétexte pour s'interposer (2) ; mais, sur ces

(1) Plus tard, Bastide publia *la République française et l'Italie en* 1848, *récits et documents* (Bruxelles, 1858) où il montre que le roi et le ministère du Piémont avaient surtout peur de la France, parce qu'elle produirait un mouvement républicain, dangereux pour la maison de Savoie ; que Pareto, non moins que Brignole, répétait que l'Italie voulait faire par elle-même ; que les Hongrois et Kossuth spécialement regardaient la lutte comme étant entre l'Autriche et Charles-Albert, et pensaient qu'il fallait pour cela soutenir la première.

(2) Cette pensée, qui suffit à justifier le gouvernement vénitien, apparaît évidente dans la correspondance diplomatique. Beaumont, ambassadeur français à Londres, écrivait dans ce sens à Palmerston, et terminait ainsi : « Certaine- « ment la France ne peut se dispenser de porter promptement secours à Venise, « sauf le cas d'une médiation pacifique conforme à sa politique ; mais pour « cela il faut que toute hostilité cesse immédiatement. » 29 août 1848.

Dans l'adresse de Manin aux ministres de France et l'Angleterre, du 4 avril

entrefaites, la médiation pacifique ayant été suggérée, il rappela les trois mille hommes dont il avait ordonné l'embarquement.

1849. septembre.

Le baron Wessemberg démontrait à La Tour, chargé des affaires de France, que l'Autriche, malgré l'armistice, avait le droit de soumettre Venise ; toutefois, il promettait que si cette ville et toute autre partie du territoire vénitien non encore occupée rentraient sous l'obéissance autrichienne, elles obtiendraient une amnistie entière, et les institutions libérales, fondées et calculées sur la nationalité, que l'empereur s'était obligé de donner aux provinces lombardo-vénitiennes. Le 10 septembre, insistant auprès du vicomte Ponsonby, ambassadeur anglais, pour que le gouvernement sarde entamât les négociations de paix, il ajoutait : « L'Autriche, limitant ses propres exigences au droit strict, à « l'état de possession que les traités lui ont garanti, et s'obligeant « de donner à ses provinces italiennes les institutions les plus « libérales, fondées sur la nationalité de leur population, a offert « toutes les facilités que les puissances pouvaient demander pour « arriver à la pacification. »

Venise offrait un beau champ à ceux qui voulaient jouer le

1849, il est dit : *Si d'autres États italiens ont jadis rejeté le secours de la France, Venise était, en revanche, accusée du contraire : les journaux du temps en font foi.... La durée de la résistance est elle-même un titre, puisqu'elle démontre que ce n'est pas une ivresse turbulente, mais une volonté réfléchie. Tout en recommandant à V. E. l'Italie tout entière, dont les intérêts sont solidaires, et dont la pacification, c'est-à-dire l'affranchissement, est devenu la condition indispensable de la paix de l'Europe, nous devons vous supplier de prendre d'abord en considération notre état, qui, faute de moyens économiques, ne saurait se prolonger sans donner gain de cause à nos ennemis. Ses délais sont calculés... Venise affranchie ne saurait donner de l'ombrage; Venise autrichienne serait une honte et un embarras.*

Palmerston répondait, le 20 avril, que Venise appartenait à l'Autriche par le traité de Vienne, et que « l'arrangement proposé par les gouvernements anglais et français à celui de l'Autriche, le 11 août 1848, comme base de la négociation, n'altérait pas le traité de Vienne ; qu'aucun changement ne pouvait être fait dans la condition politique de Venise qu'avec le consentement et le concours du gouvernement impérial, et que celui-ci avait déjà fait connaître son intention à cet égard. »

Drouyn de Lhuys tenait un langage semblable, mais plus hypocrite : *Si la liberté italienne eût été partout défendue ainsi, elle n'aurait pas succombé, ou du moins, en recourant à temps, après une honorable résistance, à la négociation, elle eût obtenu des conditions qui lui eussent assuré une partie des bénéfices de la victoire. Il en a été autrement. Des fautes irréparables ont été commises, et les Vénitiens, qui n'ont pas à se les reprocher, doivent aujourd'hui, par la force des choses, en supporter les conséquences.*

1849. rôle de héros sans beaucoup de risque, bien que les braves véritables sussent trouver des occasions de montrer leur courage dans les sorties. Tandis que ces derniers étaient disposés à soutenir le serment de périr à la bouche du dernier canon qui tirerait contre l'étendard jaune et noir, les turbulents et les entrepreneurs de manifestations ne se donnaient pas de repos : ils organisaient des fêtes pour les victoires que l'on apprenait ou qu'on supposait; des fêtes pour donner aux vieux cafés le nom du père Bassi, du père Gavazzi, de l'avocat Zannini; des fêtes pour l'arrivée prochaine de cent mille Hongrois qui, après avoir dispersé l'armée autrichienne, accouraient délivrer l'Italie. Quelques-uns des plus ardents, comme les poëtes Revere et Dall'Ongaro, Vénitiens, le Lombard Maestri, le Toscan Mordini insistaient bruyamment pour que le gouvernement s'appelât lombard-vénitien; Correnti prêchait en faveur du Piémont. La constituante italienne ayant été proclamée, on reprochait à Manin de ne pas s'y rallier, de comprimer les esprits au lieu de les exciter. Des placards séditieux et des journaux virulents l'attaquaient sans cesse; le peuple, fatigué de ces attaques, criait *Vive Manin et mort à Sirtori!* exalté Lombard, conseiller de partis extrêmes qu'un vulgaire croyait italianissimes, et qu'un autre disait suggérés par l'Autriche. Ces hommes, pour leurs tracasseries, furent parfois exposés aux couteaux de la populace, et les cafés les dénonçaient comme espions; il est certain qu'ils empêchaient de gouverner; enfin, ce que nul autre n'avait osé, Manin eut le courage de les expulser et de subir le reproche de tyran, d'inquisiteur d'État.



Manin accueillit avec joie la nouvelle que le Piémont tirait l'épée de nouveau, et ne négligea rien pour faire accourir à son aide ceux qui étalaient inutilement leur courage dans les rues. Pepe proposait que l'on divisât l'armée sarde en deux corps, et, tandis que l'un, d'Alexandrie, protégeait la frontière, que l'autre se dirigeât sur Padoue et se réunît aux forces de Venise; en effet, il prit ses mesures pour opérer la jonction à Rovigo, et tomber sur le flanc des Autrichiens; mais on apprit au même instant le mouvement des troupes et leur défaite. Haynau, dégouttant encore du sang des citoyens de Brescia, accourut sommer Venise de cesser une résistance désormais inutile, puisque tout espoir était perdu; mais l'assemblée publia ce décret : « Venise résistera à tout prix; Manin est investi de pouvoirs illimités. » Ce décret fut imprimé sur des médailles, et Venise, en effet, montra l'héroïsme des derniers jours, comme Milan avait montré celui des

2 avril.

1849. premiers. Radetzky, vainqueur du Piémont, vint exprès à Mestre « pour vous exhorter une dernière fois, avec l'olivier dans une main si vous écoutez la voix de la raison, avec l'épée dans l'autre pour vous infliger la guerre jusqu'à l'extermination si vous persistez dans votre rébellion ; » mais le président ne put que lui notifier le décret de l'assemblée.

Afin que ce décret ne fût pas une puérile vanterie, il fallut songer sérieusement à la défense. Toute la richesse de la république, quand elle fut proclamée, consistait en huit cent mille francs ; une ville sans territoire ni commerce n'offrait pas de ressources, et pourtant il fallait trois millions par mois pour les dépenses. On demanda les objets en or, et les seigneurs les donnèrent volontiers; il ne fut pas nécessaire, mesures que prit la riche Lombardie, de suspendre les payements du Mont et de toucher au dépôt des pupilles. On ouvrit un emprunt de dix millions avec hypothèque sur les palais; mais bien que, dans les villes d'Italie, il en fût pompeusement parlé en prose comme en vers (1), et qu'on s'empressât de souscrire pour des centaines de mille francs, Venise reçut à peine un demi-million. On établit une banque, qui émit des billets de cours forcé; la commune offrit des subsides ou des garanties, tandis que les particuliers donnaient des lettres de change, des lits, des vêtements, du linge; plus tard, elle reçut du Piémont six cent mille francs par mois; mais cette subvention dura peu.

L'Europe admirait cette ville magnanime, mais ne la secourait point. Les défenses de Venise embrassent environ soixante-dix milles et se composent de trois lignes : la première se dirige de la ville à Fusina, puis arrive par Malghera aux grandes Portes du Sile, se replie vers Treporti et finit à Saint-Erasme, avec dix-neuf forts sur quarante-deux milles; la seconde est celle du Lido, qui part de la pointe Saint-Nicolas pour atteindre Malamocco, Alberoni et les extrémités des *Murazzi* de Palestrina, avec trois forts sur vingt milles; la troisième embrasse Chioggia et Brondolo jusqu'à l'embouchure de la Brenta, avec six ports. Venise est donc considérée comme imprenable, à moins que l'agresseur n'ait une bonne flotte. Le pont merveilleux, à deux cent vingt-deux arches, qui rat-

(1) La chanson de Mameli est surtout remarquable :

Fra le lagune adriache
Giace una gran mendica....
Date a Venezia un obolo ecc.

tache Venise au continent, œuvre à peine finie l'année précédente, fut rompu et fortifié (1); les puits artésiens, creusés récemment, suppléèrent au manque d'eau.

1849.

La ville avait assez de combattants et de munitions, bien qu'il y eût beaucoup de malades dans les forts, entourés de marécages; il aurait fallu déployer sur mer les plus grands efforts, mais la flottille ne prêta point une aide suffisante. Trente mille Autrichiens, débarrassés désormais de tout autre ennemi, entouraient la lagune avec le général Haynau et un terrible matériel de siége, tandis que leur flotte se rapprochait des *Murazzi*. Le génie, l'artillerie et les sapeurs autrichiens durent faire des efforts prodigieux pour rendre efficaces leurs moyens d'attaque; les héros improvisés de Venise profitaient, pour les repousser, de la docilité de la population et de la connaissance des lieux; si la flottile avait déployé autant d'ardeur et de constance, peut-être l'Autriche n'aurait-elle pu recouvrer Venise, malgré le sacrifice de ses trésors et de vingt mille hommes, sacrifice que ne lui avaient pas imposé les deux campagnes du Piémont.

27 mai.

Les pages qui racontent l'attaque et la résistance sont des plus intéressantes pour l'art de la guerre; mais il fallut abandonner le fort de Malghera, défendu avec une persévérance héroïque. Les négociations furent interrompues, et bien qu'on eût perdu tout espoir de secours étrangers, on voulut résister; la conduite de la guerre fut confiée au général Ulloa, Napolitain, au Milanais Sirtori, au Vénitien Baldisserotto. La nouvelle dictature semblait effacer la première; mais l'amour de la patrie évitait les chocs, et Manin sut contenir les turbulents et conserver le calme dans le peuple. Indifférent à tout danger personnel alors qu'il s'agissait du bien du pays, il affrontait non-seulement les baïonnettes, mais encore, ce qui exige plus de courage, les injures et les reproches des faux patriotes; lui seul, parmi les gouvernants d'Italie, ne perdit jamais l'affection du peuple; les bateliers, quand il se rendait à l'Arsenal, jetaient leurs bonnets sous ses pas, et tombaient eux-mêmes à genoux devant lui; tandis que partout ailleurs le pouvoir était ballotté d'une main à l'autre, il le conserva jusqu'au dernier moment.

Le ministre de Bruck, très-connu des Vénitiens, parce qu'il

(1) Le maçon Augustin Stefani s'offre au colonel de Cosenza pour aller mettre le feu au pont là où l'ennemi s'abritait; les défenseurs le voient, le prennent pour un espion et l'égorgent.

1849. était l'âme et la tête de la société du Lloyd de Trieste, vint pour traiter (1). Les représentants de Venise voulurent connaître la constitution que l'empereur d'Autriche promettait aux Lombardo-Vénitiens, et ils la rejetèrent parce que les fonctions administratives n'étaient pas toutes réservées à des Italiens; parce que les droits fondamentaux pouvaient être abolis en temps de guerre ou d'insurrection; parce la partie la plus importante de la législation se trouvait réservée, non au parlement italien, mais à celui de Vienne; parce qu'on ne créait ni armées ni flotte italiennes, et qu'on ne stipulait pas que les troupes resteraient dans le pays.

Ainsi Venise, accusée alors et depuis de municipalisme, fut la seule qui, bien qu'abandonnée de la flotte sarde, privée de tout secours fraternel, et bloquée chaque jour plus étroitement, trouvât du courage pour discuter, dans ces graves circonstances, sur les libertés promises au royaume lombard-vénitien.

Mais le temps des conventions était passé; après avoir comprimé toutes les révoltes et toutes les espérances, Radetzky somma Venise de se rendre à discrétion. Le 28 juillet, les boulets lancés de la distance de cinq mille deux cents mètres, portée inconnue jusque alors, arrivèrent près de la place. Le quartier d'au delà du Rialto fut abandonné par ses habitants, qui se réfugièrent dans celui de Castello, couchant sous les Procuraties et surtout dans les jardins publics. Les privations devenaient chaque jour plus cruelles, et l'on distribuait en petites quantités une misérable et dégoûtante nourriture; puis il ne resta ni un morceau de pain, ni un sac de farine, et la mer était fermée. Les âmes, toutefois, conservaient leur calme habituel et même de la sérénité; mais les corps exténués furent envahis par le choléra, qui sévissait avec fureur sur les blessés réunis dans l'hôpital, et sur la plèbe entassée; dans l'espace d'un mois, il frappa six mille six cent trente-quatre personnes, dont il mourut trois mille huit cent trente-neuf. Les nouvelles qui arrivaient du dehors étaient chaque jour plus désespérantes : d'abord c'était la Sicile, puis Rome qui avait succombé, et la république française agonisait dans les embrassements de Louis-Napoléon; on avait compté sur la Hongrie; mais, tandis qu'on attendait les armées promises par

(1) « Le ministre nous dit d'abord de faire entendre un langage hardi : l'Autriche du passé n'est pas celle d'aujourd'hui; les hommes qui gouvernent maintenant ont des principes libéraux, et comprennent que les Italiens ont eu peu de garanties, et que celles-ci même n'ont pas toujours été respectées, etc. *Rapport de Foscolo à Calucci.*

Behm et Kossuth, on apprit que la fortune de l'Autriche avait encore triomphé de cette révolution, malheur attribué aux trahisons, selon l'habitude. Résister davantage, ce n'était plus de la constance, mais de l'obstination, et l'assemblée ordonna par un décret de traiter avec l'ennemi. Radetzky accordait amnistie complète, sauf à l'égard de quelques personnes dont il prescrivait l'éloignement; le papier-monnaie de la commune devait conserver sa valeur, mais pour être retiré aux frais de la ville (1); aucune contribution de guerre ne fut imposée.

1849.

22 août.

Les exagérés, qui provoquaient des tumultes alors qu'on avait besoin d'ordre et de calme, cherchèrent à souiller cette agonie en tournant contre Manin, accusé de trahison, la colère du peuple et même les canons; mais il put encore une fois, grâce au concours du peuple, imposer à la tourbe écrivassière et batailleuse. Après avoir harangué la foule du haut du balcon du palais ducal vers la Piazzetta, comme il en avait l'habitude, il descendit l'épée à la main et dissipa les perturbateurs, qui allèrent se réunir à Sainte-Lucie; mais à la tête d'une poignée de gendarmes et de Suisses, dont il s'était fait une garde, Manin les dispersa sans effusion de sang. Résignant alors ses pouvoirs, il prit le chemin de l'exil, après avoir perdu une riche clientèle et sa petite fortune. Le conseil municipal, pour reconnaître les services qu'il avait rendus en maintenant la tranquillité publique, lui décréta vingt mille francs; maintenant, il vit en donnant des leçons d'italien, et les héros lui pétrissent le pain de l'insulte.

Le 28 août, l'aigle à deux têtes flottait encore sur Saint-Marc.

CHAPITRE CXCIII.

FIN.

Ainsi, les désirs, les concessions, les réformes, l'explosion, l'anarchie, la réaction se succédèrent avec une rapide vicissitude, cette fois comme les autres, et peut-être sans mieux instruire que les autres fois. Les phases, les erreurs de ces révolutions, nous les avons vues se reproduire, et pourtant si quelqu'un citait le

(1) Elle fut affranchie de cette charge à la venue de l'empereur en 1857. Manin est mort à Paris en 1857.

passé, on lui répondait toujours : « A présent, c'est tout autre chose, l'idée est plus répandue, le peuple y participe, la raison est mûre (1). »

Est-ce le temps de juger et même de raconter ces événements ? Déjà, on les exposait dans la chaleur de la lutte, plutôt néanmoins pour encourager les âmes que pour s'assurer des faits; mais on se tromperait sur les faits et plus encore sur les sentiments si l'on voulait les déduire des journaux, des opuscules et des manifestes d'alors. Il ne faut pas non les plus chercher dans les discours des chambres ou les rapports des agents et des ministres ; car, dans ces documents, empreints d'ailleurs de la physionomie personnelle, les auteurs étaient soumis à la nécessité d'apaiser ou d'exciter, de se soustraire aux insultes du peuple ou d'obtenir des applaudissements en caressant le vulgaire. Les écrivains qui entreprirent plus tard d'en parler sérieusement, avec ensemble, deviennent précieux quand ils exposent des actes particuliers, dont ils furent témoins ou auxquels ils participèrent ; mais, comme les grands caractères ou les fripons ont seuls le courage d'avouer leurs fautes, la plupart se bornèrent à des apologies personnelles, à des réquisitoires contre leurs adversaires, remplis de cette individualité qui révèle une âme et une intelligence médiocres ; dans ces œuvres, du reste, loin de satisfaire ou d'assoupir leur conscience, ils ne sauvèrent pas même leur amour-propre ; car ils provoquèrent des réfutations jusqu'à la calomnie, et finirent par se rapetisser dans l'exil et le malheur, qui grandissent d'ordinaire (1).

Les étrangers nous semblent la plupart injustes et partiaux; les plus remarquables, même ceux qui traitent de l'art militaire, tombent dans l'absurde quand ils touchent à l'ordre civil. Parmi

(1) En terminant l'*Histoire universelle*, au mois de septembre 1847, nous disions : « Chacun voit que la révolution actuelle est bien différente des précédentes; on ne parle pas d'assassinats, mais on préconise la fraternité; on ne maudit pas les prêtres, mais l'on va sur leurs pas à la conquête d'avantages toujours nouveaux ; on ne renverse pas les princes, mais on leur demande ces concessions auxquelles un grand exemple les invite. Comment cela finira-t-il? Puissent les Italiens éviter au moins le ridicule, s'ils ne peuvent éviter une autre fois la pitié ! Mais si Dieu les favorise, qu'ils n'oublient pas que la liberté vient de la paix, non de la guerre, et que la révolution est facile, tandis qu'il est difficile d'en faire sortir *une société qui se défende, s'organise, se gouverne elle-même.* »

(1) *Unus orans et unus maledicens : cujus vocem exaudiet Deus ?* Eccles., XXXIV, 19.

les Italiens, presque tous écrivent avec un sentiment hostile, parce que l'éloge semble de la flatterie, et la censure, de la hardiesse; ou bien c'est systématiquement qu'ils vantent un parti et incriminent le parti opposé; ils impriment à des personnes vivantes et honorées un stigmate d'infamie sans procès, avec l'iniquité que l'on reproche aux cours martiales, et supposent, à un moment donné, un but honnête, qui devient misérable et criminel après ce moment, sans qu'ils fassent connaître le motif de ce changement (1). Quelques-uns, insouciants ou complices, expliquent, à la manière des sacristies ou des cafés, toutes les disgrâces par la trahison, ou bien par la supériorité de la force, tombant ainsi dans le fatalisme et se condamnant à une éternelle infériorité; parfois encore, comme le vulgaire, ils attribuent tous les torts aux gouvernements, ce qui en fait de pauvres juges et des maîtres absurdes, malgré les applaudissements qu'on leur a prodigués; il en est qui ne sacrifient jamais leurs rancunes personnelles à la vérité ou à la patrie ; aussi, semblent-ils louer ou blâmer de propos délibéré, selon certains noms ou leurs préventions, au lieu de rechercher courageusement le vrai. D'autres, comme les écrivains municipaux, renferment la morale et la politique dans un cercle étroit, donnant de la valeur à des faits et à des anecdotes qui rapetissent les idées et altèrent le jugement; et pourtant l'historien, comme l'orateur, chaque fois qu'il ne se montre pas grave, convaincu, désintéressé, est un feu follet qui

(1) Nous avons étudié cette manière principalement chez un écrivain qui, dans ses actes comme dans son livre, montre une incontestable loyauté. Or, on y rencontre sans cesse « les intrigants pontificaux ou impériaux, » et « gens vendus et pervers, » ceux qui servent le pouvoir et autres phrases semblables; au contraire, les ambassadeurs de la république, les chefs des mouvements, les hommes qui ont péri par suite de condamnations judiciaires, sur les champs de bataille ou dans les soulèvements, sont « des âmes d'or, des esprits sans tache, fidèles depuis le berceau jusqu'à la tombe à la moralité et à la patrie. » Si Charles-Albert recommence la guerre, ce sont ses ennemis cachés qui l'y poussent; si les perturbateurs font du tumulte et versent du sang, c'est « une honte pour l'autorité publique, qui n'a rien fait pour prévenir le scandale et le réprimer; » s'il sont arrêtés ou réprimés par la force, voilà « imités les exemples de l'Autriche, renouvelés les commissions de la Romagne et les supplices de Naples. » Les princes et le pape « feignent de céder à la violence, ont des prétextes ridicules, » et leurs meilleurs actes sont de l'hypocrisie. On y trouve fréquemment des phrases comme celles-ci : « Nom aussi cher dans ces jours qu'il fut ensuite abhorré. — Personnage jusque alors sans tache. — Ministre de la plus noble réputation, qui trahit ensuite. — Secrétaire qui fut peu utile à la chose publique, nuisit beaucoup à sa réputation, et perdit la faveur populaire et ses amis. »

brille sans réchauffer, éblouit sans guider, et produit des effets parfois pernicieux, toujours éphémères. Quelques-uns vivront malgré la passion, et peut-être à cause de la passion, parce qu'elle est généreuse et sincère.

Montanelli veut associer sa cause avec la vertu, la courtoisie, et la faire aimer, tandis que Guerrazzi pousse vers la sienne à coups de fouet, la discutant avec la rage de l'homme qui a succombé, et ne peut dire sans avoir commis de fautes. Farini a du mérite quand il trace le tableau des gouvernements, des conspirations, de la diplomatie; il acquiert de l'autorité par des jugements intrépides et une certaine dignité de rhéteur. Ranalli, bien qu'il ait à sa disposition, comme Toscan, le meilleur dialecte, fait également usage du style académique; il déroule avec soin les menées des conspirateurs et met en relief la force des multitudes dont il attribue, lui aussi, les fautes aux gouvernants; mais, en refaisant son travail, il eut la loyauté, trop rare, de répudier des opinions et des faits qu'il avait d'abord adoptés.

Les récits de Cattaneo, de Riciardi, d'Anelli, de La Farina... appartiennent à la polémique, même alors qu'ils prennent les proportions de l'histoire; Dandolo, Ulloa, la Belgiojoso et les narrateurs de la petite guerre inspirent un intérêt de roman. La foule veut des situations et des jugements tranchés; séduite par le langage des passions, il lui faut des panégyriques ou des imprécations sur les personnes et les faits, qui furent l'objet de l'admiration et de l'amour, ou de la haine et du mépris, sentiments exagérés et subits, empreints du caractère violent de la passion, et soumis à l'instabilité qui est l'expiation de la violence. Le crépuscule hait également la nuit et le soleil, parce qu'ils le dissipent également; aussi, la limpide exposition des faits, qui mettrait à nu l'erreur des principes, est maudite par les plèbes, qui crient mort au Christ et salut à Barrabas. Trop d'écrivains visent à les contenter; la plupart renient cette sérieuse et modeste pudeur qui reconnaît les fautes personnelles et les mérites de ses adversaires, cette loyauté qui fait préférer la tranquillité de sa conscience au triomphe de ses idées, cette saine impartialité qui dérive d'études embrassant beaucoup de choses, et qui est tout à la fois de bonne justice et de bon goût; ils négligent d'examiner la vérité et même la probabilité des événements, et encore n'ont-ils pas toujours la sincérité de les exposer. Cette manie d'afficher de la rhétorique, au lieu de se montrer convaincu; cet étalage de sentimentalisme quand il faut une raison froide et du respect

pour les faits; cette prétention de combler avec la fumée des chimères l'abîme qui sépare la triste réalité de la perfection idéale, donnent la conviction qu'on a peu appris, et que si nous recommencions demain, nous trébucherions contre les mêmes pierres, nous aurions les mêmes ignorances et, ce qui est pire, les mêmes demi-connaissances, qui furent la cause principale de l'incapacité montrée par les gouvernants (1).

Décomposer cet amalgame de larmes et de sang, non pour servir un parti, mais pour développer cet esprit politique qui est l'intelligence du bien public et le courage de le faire prévaloir, de manière à fixer l'attention de la postérité, voilà ce qu'on ne saurait espérer, alors que les impressions personnelles, les haines de parti, les susceptibilités de famille, de pays, de classe sont si récentes : pour les affronter, il faut un courage qui est rare, une abnégation qui est de l'héroïsme, parce qu'elle touche à ce que l'homme a de plus cher, sa réputation; parce que, au milieu d'affections tièdes et de haines violentes, il est certain de déplaire à tous les partis, de se voir condamné aux gémonies, même alors que les âmes loyales le bénissent.

Se soustraire (c'est le premier signe qui distingue les penseurs) à la tyrannie de toute faction, et résister même aux idées séduisantes d'un âge, avec la résolution de ne jamais faillir à ses convictions par crainte d'être mal compris ou mal jugé; accepter les dures conséquences des faits accomplis, et se contenter du bien, quoiqu'on aperçoive le mieux; après avoir fait sa propre révolution, savoir chercher, quand arrive la révolution publique, des tempéraments et des transactions entre ses opinions personnelles et les nécessités des temps; fort de cette confiance en soi-même qui, appuyée de solides études, est la condition nécessaire à l'éclosion des grands talents, oser repousser l'erreur avec toute l'énergie que permet la politesse, et, par amour de l'humanité, fouler aux pieds des vipères qui mordront sans doute; se proposer de rétablir la faculté qui dépérit le plus dans les révolutions, le

(1) Le livre de Bava fournit la preuve que la nature du sol lombard, les montagnes mêmes et les fleuves étaient entièrement ignorés de cette armée, « qui, depuis un quart de siècle, se préparait à en chasser une autre » connaissant très-bien chaque haie, chaque réduit. Dans la correspondance du chargé d'affaires de Lombardie à Turin, du 5 juin 1848, on lit : « On désire que la commission « qui sera envoyée (pour combiner la fusion) soit composée de personnes au « fait de notre organisation administrative et financière; car aucun des minis- « tres ne connaît ces choses. »

bon sens; manifester largement cette aptitude pratique qui, comme dans les tempêtes, ne regarde pas en arrière mais en avant, et sentir la nécessité d'une compassion réciproque là où tous ont erré, telles sont les qualités qu'il faudrait à l'historien, lequel alors pourrait devenir le physiologue, non le pathologue de la révolution.

Les écrivains qui ont terni l'éclat des commencements de cette révolution, parce que d'heureuses circonstances les favorisèrent, doivent reconnaître qu'elle succomba par le fait de grandes infortunes et des conditions générales de l'Europe. Quoi qu'il en soit, c'était la première fois que les trois pouvoirs de la société, princes, plèbe, peuple, se trouvaient en présence : celui des premiers, exprimé par l'armée, par des ordres impérieux, par l'état de siége; celui de la plèbe, par les cris, les journaux, les démonstrations de la rue; celui du peuple, par la pensée, les intérêts, la morale. Et qui a jamais vu des apprentissages sans erreurs? est-il étonnant que des gouvernements radicaux, substitués subitement à des gouvernements pétrifiés, n'aient montré dans leur incessante mobilité, ni cohérence, ni dignité? Les qualités qui constituent un bon chef ne sont pas celles qui font de bons amis, et le suffrage des multitudes ne s'acquiert pas avec la sévérité, l'exactitude, le sentiment de la dignité personnelle. Ces chefs gouvernaient inconsidérément, au moyen de lentes délibérations, de demi-mesures, avec la faiblesse qui fomente l'insubordination des gouvernés; mais pourquoi ne furent-ils pas déposés? et pourquoi ceux qui les remplacèrent ne valurent-ils pas davantage? et pourquoi l'audace, indispensable dans les révolutions, ne se manifesta-t-elle que dans les agitateurs qui, par leurs articles ou leurs huées, insultaient les princes fugitifs ou les gouvernants désarmés?

C'était aussi la première fois que l'Italie affrontait de grandes puissances dans une guerre véritable. Les dénigrements habituels durent cesser lorsque non-seulement des troupes disciplinées, mais une jeunesse étrangère aux armes, des populations pacifiques, des villes ouvertes bravèrent la mort, soit avec un élan spontané, soit avec une persévérance héroïque, et même après qu'il ne leur restait aucun espoir : mais l'inexpérience de la guerre avait fait croire aux Italiens qu'il fallait munir chaque ville, comme si les défenses restreintes et particulières pouvaient arrêter de grosses armées et résister aux canons; comme si l'on pouvait attendre de populations civilisées et vivant dans un pays fertile l'héroïsme de peuples demi-barbares. Ils ne comprirent pas non

plus que les milices peu nombreuses et nouvelles, qui sont appelées à combattre une armée aguerrie, doivent éviter les rencontres de front, et multiplier au contraire les attaques de flanc; où le courage inexpérimenté, s'il est dirigé par de bons officiers, peut-être très-utile; enfin, ils ignorèrent que, dans aucun cas, on ne peut aujourd'hui gagner de batailles sans la grande stratégie.

C'était précisément en vue de ces difficultés que les penseurs, fidèles à la douloureuse théorie des protestations, s'efforçaient depuis trente ans de ravir la puissance à l'épée pour la donner à la raison, et d'éviter la révolution : car elle substitue la force au droit et au devoir, tue les libertés en les opprimant lorsqu'elle triomphe, en les faisant craindre quand elle les invoque après avoir été vaincue; elle prépare les peuples à la tyrannie en les rendant tels qu'ils méritent de la subir, et les amène à s'y résigner par crainte de pire; elle sape tout ce qui reste de solide dans les consciences, de généreux dans les convictions, abaisse les caractères, suscite le besoin de s'étourdir, éloigne de la résistance légale, habitue à vivre dans le provisoire, à compter sur le hasard et l'imprévu. Le mouvement commença d'une manière pacifique, et les modérés disaient : « Prenez garde d'offrir un prétexte à tirer l'épée, parce que vous périrez alors. » En effet, chaque fois que, par le désordre, on provoqua la force, les Italiens furent battus, égorgés, bannis; en 1848, ils défièrent l'ennemi en rase campagne, et ils durent succomber, comme il arrive quand les forces ne correspondent pas au désir, ou la volonté aux forces.

Et la force triompha de nouveau; mais, quoi qu'on dise de ce brutal triomphe, nous continuerons à croire qu'une nation vaut par ce qu'elle pense encore plus que par ce qu'elle fait, et que ce sont les grandes idées qui mènent aux grandes choses. Ainsi, plutôt que d'accuser les autres, nous croirons qu'il est de notre devoir de nous examiner nous-mêmes, et cela nous conduit d'abord à reconnaître que l'on agit sans sincérité. Le mépris de la vérité fut le mobile ou l'accompagnement de toutes les scènes de l'Italie; outre qu'il est de la nature des factions d'afficher un but différent du véritable, on qualifiait de lâcheté et de trahison la sincérité dans les paroles ou les actes; on créa des êtres imaginaires au lieu de personnes; des paroles claires et précises furent torturées dans le sens des passions dominantes; aucun des maux dont souffrirent les Italiens n'arriva sans avoir été prédit, même par des voix écoutées, mais qui cessaient de l'être dès le moment qu'elles disaient ce qui était, non ce qu'on voulait qui fût. Ainsi,

tous abusèrent du principe et s'égarèrent dans les conséquences. Les politiques vulgaires se fourvoyèrent, parce qu'ils n'avaient en vue que la nation, tandis que le monde est envahi par des idées, des intérêts, des faits qui dépassent les bornes étroites de la nationalité; on avait le tort d'attribuer à quelques personnes ce qui était un sentiment de la société, dont le progrès est si rapide qu'elle menace d'absorber l'individu, trop faible pour lui résister.

Les changements sont durables lorsque le plus grand nombre des hommes se trouvent d'accord sur un point, et en font l'objet de leur attention et de leur activité. En Italie, au contraire, on voulut tout innover d'un seul coup : moyen de mécontenter celui qui perd ce dont il est en possession, et ne peut atteindre encore aux choses promises. On prêchait la fraternité, et chaque peuple, ville ou homme visait à des avantages particuliers : égoïsme commun, que tous aperçoivent et que personne n'avoue, qui prête aux intérêts privés le langage et le masque de l'intérêt public. On préconisait la liberté, et l'on empêchait d'agir, sans même tolérer une autre manière de penser, et toute répression de la licence était déclarée tyrannie. Le pape fut choisi comme initiateur; mais on le maudit aussitôt qu'il voulut résister au courant. On sollicitait les princes de donner l'impulsion, de soutenir les efforts, et l'on ne dissimulait pas l'intention de les renverser dès qu'ils cesseraient de paraître nécessaires. Le premier dessein, c'était de s'affranchir des étrangers, et pourtant dépendre l'un de l'autre semblait plus insupportable que de leur être soumis. Les vociférations de la rue devaient être accueillies et respectées à Turin et à Palerme, flétries à Naples, paraître saintes comme le martyre à Milan jusqu'à un jour donné, et séditieuses après ce jour. On imposait aux soldats les fatigues, les souffrances, l'obligation de vaincre, et pourtant leur action était entravée, leur dessein calomnié, et l'on se plaignait que l'on faisait trop pour eux. On voulait que la représentation nationale fût souveraine pour museler les rois; puis, on la prostituait aux huées et aux applaudissements des tribunes et des cercles. Des assemblées constituantes étaient convoquées, et l'on circonscrivait leur mandat. Le gouvernement piémontais publie une loi électorale limitée, et veut que l'assemblée lombarde « émane d'un système d'élections très-large. » La république fut abhorrée, et l'on recourut à sa forme la plus avancée, le suffrage universel. Ce suffrage devait être bon pour fondre la Lombardie avec le Piémont, non pour détacher la Sicile de Naples. Ah! la logique est plus puissante qu'on ne le croit.

Ce cri de l'*Italia farà da sè!* parut magnanime, et pourtant l'erreur la plus funeste des agitateurs fut de croire toujours qu'elle pouvait agir indépendamment du concert européen; car, il ne suffit pas d'avoir raison, mais il faut l'avoir à temps. Maintenant il est douloureux d'avouer, mais le fait est instructif, que les nations retirèrent à la révolution italienne les sympathies qu'elles avaient accordées sans réserve aux premières agitations. Les Français attachés au gouvernement parlaient de s'emparer non-seulement de la Savoie, mais encore du comté de Nice; les Français hostiles au gouvernement tentèrent d'envahir et de soulever la Savoie; dénigrés dans les tribunes de la France, les Italiens ne recevaient de consolations que du petit nombre de ceux qui voulaient caresser le vulgaire en exprimant leur blâme par des périphrases. La diète allemande, malgré sa démangeaison de liberté, jugea qu'il serait funeste à la Germanie de détacher la Vénétie de l'Autriche; le démagogue Kossuth offrait deux cent mille Hongrois pour réprimer l'Italie; Radetzky voyait accourir des universités de l'Autriche une foule d'étudiants, croisade opposée à celle de l'Italie. L'Angleterre envoyait des paroles bienveillantes, des discours, des livres, mais ni combattants, ni prêts, ni dons. Les mêmes diplomates qui, en battant des mains, criaient *Vive l'Italie!* disaient à l'oreille aux Italiens : *Résignez-vous et soumettez-vous,* comme ils disaient à leurs maîtres : *Tuez-les, car vous en avez le droit.* A peine l'expulsion du pape offrit-elle un prétexte, les étrangers se disputèrent l'honneur d'éteindre ces incendies.

Néanmoins, ils doivent convenir eux-mêmes que si, dans le mouvement, ceux qui furent d'abord médiocres restèrent ensuite médiocres, et si les chefs se montrèrent incapables, dépourvus d'intelligence politique et novices dans l'art de la guerre, tous se conservèrent purs des souillures de l'avidité; en effet, la plupart reprirent honorablement leurs travaux pour gagner leur vie. Bien que les excès fissent perdre les libertés déjà octroyées, l'histoire attestera que les princes et le pape lui-même avaient cru pouvoir accorder une constitution. Au milieu des funestes dissentiments, au milieu du choc de conservateurs pusillanimes et de progressistes subversifs, la nationalité, qui n'était auparavant qu'un souvenir, devint une affection, et l'on en sentit plus généralement le besoin, exprimé par des sanglots d'abord, ensuite par l'allégresse, enfin par les protestations. Ce besoin sera-t-il satisfait? oui, pourvu qu'on le veuille sans chimères, sans violer le droit et la morale, sans persécutions; oui, pourvu qu'on ne confonde pas

l'unité nationale avec l'unité administrative; oui, pourvu qu'aux hymnes ne succèdent pas des élégies, c'est-à-dire de charmantes fantaisies de sentiment alors qu'il faut une robuste abnégation; pourvu qu'on cherche les occasions d'agir, plutôt que des prétextes pour rester inactif, et qu'on fuie le sot honneur de n'être rien, de ne se mêler de rien; pourvu qu'on ne célèbre pas comme une héroïque abstention cette somnolence de l'individu qui ne sait rien faire, et que réveillent à peine de temps à autre les boutons de feu; pourvu qu'on ait le courage d'avouer ses fautes et de se retremper dans le repentir; pourvu que chacun commence par lui-même l'indépendance, ait foi dans son énergie, développe ses facultés, ne demande à l'État ni honneurs ni profits au détriment de sa dignité, que l'on croit recouvrer ensuite en disant du mal et en faisant une opposition frivole et de calcul.

On s'est déchaîné contre ceux qui répétaient depuis longtemps que le mal occasionné par les journalistes n'était pas uniquement scolastique. En effet, l'autorité de ces écrivains est toujours grande dans une époque insouciante et parmi des gens qui n'étudient pas, abdiquent leur propre intelligence et se résignent à penser avec la tête des autres; s'érigeant en tyrans de l'opinion, ils outrageaient, pour flatter les instincts ignobles, les personnes que la nation était habituée à vénérer pour leur savoir, leurs talents politiques et leurs vertus. Ils créaient des qualités et des mérites fictifs; poussant à s'effrayer de maux imaginaires, ils aveuglaient sur les véritables, qu'il ne connaissaient pas faute d'intelligence, ou dissimulaient par dépravation : cet échange d'éloges et d'injures; cette frénésie tantôt de dénigrer, tantôt d'exalter sans vérité ni réflexion, tout en distillant le blâme dans les éloges; cette audace de haines serviles, cette jalousie de brute contre tout mérite qui dépasse la médiocrité, ces adulations à la populace trompée ou vénale qu'ils appelaient peuple, effrayèrent les gens honnêtes qui sont rarement des héros, et le nombre encore une fois imposa au mérite, c'est-à-dire la force à l'intelligence; dans le champ même de celle-ci, il resta la souveraineté du vulgaire, qui fut le véritable ennemi de toutes ces révolutions.

Tous les éléments de dissolution se développaient à l'ombre des journaux : partout, c'était une foule impressionnable comme les allumettes, qui s'enflamme au moindre frottement pour s'éteindre au moindre souffle, et change de convictions selon la gazette qu'elle lit ou le bouffon qui la fait rire; une fureur d'élever la démocratie inexpérimentée au poste qui exige de l'habileté, de la

pratique, de la considération et du désintéressement; une foi aveugle dans la capacité des novices, une confiance présomptueuse en soi-même, qui fait repousser la main du frère; une loquacité, qui peut entraîner à mourir, mais ne sert pas à donner la victoire; une habitude de préférer le triomphe des idées du jour au triomphe de la conscience, de refuser le bien évident par manie d'un mieux fantastique, et de répudier le temps, qui détruit les œuvres faites sans son secours. Ainsi, chacun voulut payer sa quote part d'illusions; ainsi, sourd aux conseils de l'expérience, chacun ne put s'attendre qu'aux coups des catastrophes.

Jamais il ne parut d'une manière plus manifeste que, chez l'individu comme dans les nations, le triomphe le plus difficile est celui qu'il faut remporter sur soi-même : en effet, beaucoup surent sacrifier leur vie, non leurs passions, qui pourtant compromettaient le bien général; peu d'hommes eurent le courage de renoncer à cette popularité qui est l'appui et le danger des âmes faibles; peu d'hommes se firent remarquer par l'intelligence politique, la modération énergique, l'habileté réorganisatrice, et par ce bon sens qui, voulant résolûment les biens essentiels, se résigne aux inconvénients qu'il est impossible d'éviter; peu d'hommes eurent cette probité indépendante, qui ne vacille pas selon les thèses et les antithèses de la politique, toutes également vraies ou fausses, parce qu'elles n'ont pas en elles-mêmes leur raison d'être, mais sont poussées par le mouvement social qui les alterne sans cesse.

Des milliers d'Italiens, outre ceux qui moururent d'angoisse ou devinrent fous, émigrèrent de chaque pays, soit par force, par mode, ou pour voiler de martyre des motifs honteux; le Piémont surtout en regorgeait. Les gens honnêtes et laborieux y trouvèrent honneur et profit dans les emplois, le barreau, l'enseignement, la presse, les travaux publics, et ils contribuèrent puissamment à inoculer au pays ce que l'expérience des autres offrait de mieux : mais la tempête jeta sur le rivage l'écume et les immondices; demandant du pain, des fonctions, du pouvoir, de l'influence, bien qu'ils fussent incapables, mal famés, paresseux, les réfugiés de la dernière catégorie entretenaient sous les portiques, dans les boutiques et les cercles une posthume convulsion galvanique, et continuaient les sifflets même après que le spectacle avait cessé; précédents honorables, noms sans tache, caractères dignes d'estime, ils ne respectaient rien; comme on verrait après un incendie s'accuser réciproquement ceux qui auraient échappé aux flammes,

ils échangeaient des injures et des outrages, persistant dans la tâche satanique d'envenimer les haines fraternelles; bien plus, à force d'imiter ou d'exagérer les fautes des tyrans, ils semblaient les justifier. Ceux qui, loin de tout péril, avaient crié : « Nous avons vaincu aux barricades, combattu à Pastrengo, repoussé les Français de Civita-Vecchia, » disaient ensuite : « Charles-Albert trahit Milan, Roger Settimo abandonna la Sicile, Mazzini et Brofferio s'enfuirent toujours à l'approche de l'ennemi. » La calomnie (comme Foscolo s'en plaignait déjà en 1816) redevint la pâture que s'apprêtaient entre eux les hommes qui souffraient les mêmes douleurs (1); distillant son venin contre un adversaire ou le parti opposé, elle répandait cette indifférence qui ne profite qu'aux oppresseurs. L'ennemi pourrait-il désirer de meilleurs auxiliaires que ces gens? en effet, si tous ceux qui ont joué un rôle et acquis de la renommée sont vils et lâches à ce point, c'est une folie de parler de résurrection, et il ne reste plus à la nation qu'à croupir dans sa propre fange.

En résumé, la révolution avait eu la haine pour seule unité; or, bien que l'on comprît que ce sentiment ne suffit pas pour réussir, il survécut néanmoins, et, de haine des dominateurs, il devint haine des faits. Si nous insistons sur ces torts des vaincus, c'est parce qu'ils déchirent le cœur plus que les violences des vainqueurs; parce que les nouvelles espérances ne peuvent se fonder que sur les vertus qui manquèrent alors aux Italiens, ou parce qu'elles seront détruites par les fautes d'alors. D'un côté, il en dérivait l'horreur du vrai, le mépris des choses saintes, des tentatives

(1) « J'eus des rapports écrits non sans intelligence, ni pratique des choses publiques; mais, quant aux individus qui étaient nommés, on imputait aux uns les malheurs parce qu'ils inclinaient trop vers le système monarchique, aux autres parce qu'ils voulaient favoriser la prépondérance aristocratique, aux autres enfin parce qu'ils ne rêvaient que démocratie; en outre, on les accusait, parce que tous semblaient disposés à machiner afin que, s'ils échouaient dans leurs tentatives, les autres fussent perdus de toute manière. Quelques-uns étaient accusés d'intelligences avec la cour, d'autres d'espionnage au profit des Autrichiens, plusieurs de vols dans la caisse des armées. Néanmoins, parmi tant d'accusations, il n'y avait certitude pour aucune, ni même indices de preuves, et pourtant je les voyais racontées comme des faits authentiques. Puis, chaque matin, les gazettes m'apportaient les discours tenus dans les réunions, les noms des bienfaiteurs, la quantité des aumônes offertes par l'humanité d'un grand nombre pour donner du pain et des lits aux fugitifs; mais, peu de temps après, les fugitifs envoyaient des protestations et des lettres, qui accusaient les autres Italiens d'avoir volé impudemment ces aumônes; il en résulta des querelles envenimées et abjectes. » FOSCOLO, parlant des malheurs de 1821.

forcenées qu'il fallait menacer des rigueurs militaires; de l'autre, à des confiances sans limites succédait un découragement sans consolations; on désespérait de la morale et du progrès, et de l'incapacité de quelques meneurs on concluait à l'incapacité du gros de la nation. Personne n'était content de sa position, parce que personne ne se la croyait imposée par le devoir, mais seulement par un fait qui pouvait changer demain; car la suspension des hostilités n'était due qu'à la prédominance de quelqu'un. L'alliance des princes avec les prêtres suggérait l'idée que la religion est une école de servilité et la complice de l'oppression. Le sens commun et l'idée de l'honnête se pervertissaient au milieu de la double exagération; le peuple, trompé tant de fois par les idées, ne croyait plus à aucune, et, poussé à des excès dont il souffrait les funestes conséquences, il reniait même les saintes maximes dont les agitateurs avaient usurpé le manteau.

Tout cela rendait bien tristes les premiers moments de la restauration; on avait dissipé d'immenses réserves, épuisé les finances, accru les dettes, mis en circulation beaucoup de papier-monnaie, grevé les communes, rendu l'administration plus coûteuse parce qu'elle était plus difficile. Les princes rétablis, ne pouvant empêcher les souvenirs et les espérances, durent s'entourer de casernes fortifiées, de camps, de troupes étrangères, d'armées plus considérables, de sbires; on les vit même recourir à l'état de siége qui supprime les conditions normales de toute société civilisée, puisqu'il substitue à l'action régulière des tribunaux et de l'administration le pouvoir absolu des militaires et les cours martiales, affranchies de ces formalités qui protégent la vie et la sécurité du citoyen.

La commission militaire instituée à Este contre des bandes de voleurs qui, sous couleur politique, s'étaient répandues dans cette partie de la Vénétie confinant avec le Modénais et la Romagne, obtint de quelques-uns des révélations qui lui fournirent un prétexte pour des procès incessants, dont furent la suite des centaines de supplices (1). En trois ans, dans le Lombard-Vénitien, il périt de la main du bourreau quatre cent trente-deux personnes, tandis qu'il n'y avait eu que soixante-et-onze suppliciés de 1814 à 1848. L'empereur, à qui ces rigueurs furent dénoncées, suspendit les procédures exceptionnelles, et diminua les peines portées par le féroce code martial de Marie-Thérèse.

(1) C'est ce qu'assurait le *Corriere italiano* de Vienne, le 17 avril 1855.

Le grand nombre des émigrés et des détenus, ou des personnes molestées par la police renaissante, pendues ou fusillées; les contributions excessives, la sévérité que déploie inévitablement un pouvoir contraint de songer à sa propre conservation, et la tyrannie sous toutes les formes causaient aux populations un éréthisme convulsif. La morale souffrait encore plus que l'économie politique; car les idées exceptionnelles, quelque iniques et absurdes qu'elles soient, ne tardent pas à recevoir une application générale.

Quiconque a mis la main aux affaires, sait combien il est difficile de remonter la machine de l'État après une violente secousse. Des gouvernants réactionnaires, incapables ou peu désireux de concilier la subordination avec la liberté, l'ordre avec le progrès, blâmèrent tout ce que la révolution avait demandé, et mentirent à toutes leurs promesses; l'arrogance cléricale et soldatesque leur parut légitime pour réprimer la pétulance plébéienne. Les exigences manifestées leur fournirent un motif pour refuser même les choses justes et promises; ils ne crurent pas qu'il fût utile de faire des concessions aux vaincus pour se les concilier, d'écouter les demandes raisonnables pour avoir le droit de repousser les réclamations inopportunes, de grouper en un parti compacte tous ceux qui préfèrent l'ordre à l'anarchie : ils méconnurent également ces principes, que l'on ne gouverne bien qu'en s'associant aux intérêts, aux idées, aux sentiments du peuple; que les pouvoirs, quand ils renoncent à toute initiative, perdent la coopération des hommes qui pensent sainement et veulent le bien; que le progrès, dès lors, reste abandonné à cette opposition dépourvue de logique et d'influence, qui ne sait ni ne veut repousser les souffrances inutiles.

La France, éminemment monarchique par ses mœurs et son histoire, a besoin qu'un autre fasse ses affaires, sauf à le désapprouver toujours : d'abord par les épigrammes, elle enlève tout crédit à un gouvernement ou à un homme, puis le renverse par l'insurrection; mais bientôt elle en cherche un autre auquel, comme une femme qui ne sait montrer sa gratitude qu'en s'abandonnant, elle confère la toute-puissance, sans même prendre des mesures pour l'empêcher de commettre les abus qui l'ont poussée à la révolte, sans s'apercevoir qu'il est inutile de changer la forme de gouvernement là où l'on en conserve l'essence. La centralisation fait que Paris règle la manière de penser et de sentir, comme il donne le signal des révolutions.

Louis Bonaparte, qui avait déjà fait de vaines tentatives en

Italie, puis deux fois en France, finit par être nommé président de la république; emprisonnant ou exilant quiconque lui était opposé, il constitua un empire qui, soutenu par une rare habileté et une fermeté inébranlable, promet les avantages du premier sans ses gloires périlleuses, et cherche la popularité en se montrant attentif aux intérêts du peuple. Les mêmes individus qui avaient improvisé la république afin de pouvoir gouverner, invoquèrent la monarchie pour être gouvernés; or, comme l'Europe se modèle sur la France, les gouvernements parlementaires tombèrent en discrédit. Les parlements furent abolis en Italie, soit par le refus de les convoquer comme à Naples, soit par des décrets formels comme dans les pays autrichiens, les duchés, la Romagne (1).

Le pardon du passé fut accordé partout, mais avec de nombreuses exceptions et sous la réserve de le révoquer à la moindre nouvelle faute; quiconque se soustrayait au gibet se voyait accablé de soupçons et d'exclusions, et l'on ne s'approchait des vaincus qu'à une portée de fusil.

Le maintien du peuple, dans les premiers temps, est peut-être unique dans l'histoire; opposant une abstention absolue à des gouvernements sans hypocrisie, mais sans délicatesse, il n'assistait point aux spectacles, ni aux fêtes, ni aux réunions, et ne s'inquiétait nullement des soldats, pas même pour adoucir leur férocité; il payait parce qu'on l'y contraignait, mais regardait toujours au dehors, comme s'il vivait dans un état précaire et de pur fait. Toutefois, on voulut qualifier d'héroïsme le silence et l'abstention qui, s'ils ne sont pas l'effet de l'ignorance et de la paresse innée, méritent tout au plus d'être approuvés comme de la prudence; de là, cette manie de respecter aveuglément l'opinion vulgaire, d'abhorrer ou d'aimer une personne ou une chose par cela seul qu'elle plaisait ou non aux vainqueurs : c'était là une existence d'emprunt; on repoussait quiconque pensait et agissait non par mode, mais par conviction, et dès lors il ne pouvait se former d'opinion publique

(1) Schwartzenberg écrivait au comte Colloredo, le 17 juin 1849 : « Les princes « qui les premiers avaient accordé à leurs pays des garanties constitutionnelles, « furent les premières victimes des vicissitudes de la popularité. En résumé, « l'histoire de l'Italie, dans les deux dernières années, prouve une fois de plus « que, pour faire jouir un peuple des fruits de la liberté, il ne suffit pas de le doter « d'institutions libérales; avant tout, il faudrait posséder l'art de lui inspirer ce « profond respect des lois et de l'autorité, cet esprit public qui constituent la « puissance de l'Angleterre, et qui en font l'objet de l'envie et de l'admiration « des autres nations. »

parce que chacun embrassait la cause des siens; on s'agitait sans effet, mais non pas sans péril. La presse du dehors veillait sur cette situation, et empêchait même des actes innocents en les dénonçant, en les altérant, en leur donnant un caractère de perversité; ainsi, les journalistes de l'étranger donnaient à la digne contenance du peuple un aspect de violente obligation; car, à la moindre déviation, ils infligeaient la marque du fer rouge et parfois quelque chose de pire. Bien plus, sur les discours d'un homme frivole, sur la lettre d'un malveillant, ils flétrissaient ceux qui n'avaient jamais changé; puis, quoique convaincus d'avoir accusé à tort, ils n'avaient pas la loyauté de se rétracter, et pourtant il n'était guère à craindre que cela produisît de l'effet dans une société fangeuse, qui avale les accusations les yeux fermés, et repousse avec dégoût la justification la plus éclatante.

On vit alors se renouer les fils des sociétés secrètes qui, ayant disparu au moment de l'action, renaquirent après l'éclipse des espérances, et embrassèrent même toute l'Europe. Ce sont les esclaves qui forment les tyrans, cela est vrai; mais l'eunuque qui endort le sultan est esclave comme le nègre marron qui met le feu vengeur à la cabane où il s'abrite lui-même avec ses compagnons de souffrances. Mazzini, bien qu'il se fût démis à Rome du triumvirat, le reprit en Suisse, et se fit même dictateur; au nom du peuple romain, il publiait des décrets, nommait aux emplois, et défendait de payer les contributions, tandis que lui-même en imposait pour préparer de nouvelles révolutions; entouré de milliers d'émigrés, il envoyait partout des explorateurs, des émissaires, et s'associait à l'unique faction qui fût encore debout, la communiste. De là sortirent souvent des sentences de mort contre des personnes que les partis avaient désignées à la haine publique, et qui étaient exécutées au milieu même de Milan, de Saint-Marin, de Bologne, de Rome, d'Ancône. A ces condamnations, n'émanant d'aucun pouvoir social, non précédées d'enquête et de défense, se mêlaient les vengeances privées, et la Romagne principalement fut souillée d'assassinats : triste héritage de la révolution, lequel imprima de nouveau aux Italiens le stigmate qui, pendant deux siècles, les avait flétris aux yeux des nations civilisées; en outre, même parmi les gens éclairés, ces assassinats obscurcirent le sens moral, de telle sorte que l'individu qui détestait le meurtre par honnêteté, le justifiait par esprit de parti, le souhaitait comme remède et punition, ou le favorisait du moins par le secret. Bien plus, on soutint théoriquement que l'assassinat est nécessaire chez

un peuple qui n'a pas d'autres moyens de punir les traîtres ; ainsi, on donnait pour complice aux meurtriers la conscience de toute la nation, à laquelle on interdisait jusqu'au courage de la pitié. Les conspirations et les assassinats affaiblissent les peuples civilisés, au lieu de leur donner cette force qui ne peut venir que de l'accord des intelligences ; en effet, des individus même qui partageaient l'indignation nationale, regardaient comme inévitables les répressions exceptionnelles contre l'irruption des passions brutales, et l'un des plus modérés (1), dans un discours à ses électeurs, déclara que l'Europe avait été sauvée par les armées et les cours martiales.

Des meurtres individuels, on passa même à des meurtres collectifs, non dans l'intérêt d'un peuple outragé qui brise ses chaînes et en casse la tête des oppresseurs, mais en armant souterrainement de stylets une poignée d'hommes audacieux ou vénaux, qu'on avait trompés en exagérant l'étendue de la conspiration et les moyens de réussite.

Une commission spéciale, siégeant à Mantoue, continua longtemps un procès contre des gens honorables, professeurs, curés, docteurs, parce qu'ils avaient répandu des billets de l'emprunt mazzinien, et prédisposé à une insurrection. De temps en temps, on en pendait quelques-uns, parmi lesquels l'archiprêtre de Revere ; le jour de Saint-Ambroise de 1852, on envoya au gibet, avec d'autres, don Henri Tazzoli, professeur d'histoire ecclésiastique au séminaire, homme très-recommandable par la pureté de ses mœurs, la lucidité de son intelligence et la charité de ses œuvres (2). Son supplice fut aggravé par la dégradation des ordres sacrés, que son évêque, en versant des larmes, prononça sur l'ordre exprès de Rome ; il écrivit des lettres qui resteront pour attester que les affections les plus tendres n'affaiblirent point son intrépidité ; après avoir donné à ses compagnons les dernières consolations de ce moment suprême, il s'abandonna le dernier au bourreau.

(1) Massimo d'Azeglio.

(2) « Un des chefs du comité révolutionnaire mantouan, dont les *tendances* étaient de faire éclater une insurrection populaire, afin de séparer violemment de l'Autriche le royaume lombard-vénitien et de le républicaniser. » Voilà ce que disait la sentence du 7 novembre. Avant que j'apprisse à le connaître, il eut la bonté et la patience d'examiner minutieusement mon *Histoire universelle*, en notant ce qu'il y avait de peu exact, surtout dans la partie ecclésiastique, et le respect pour le dogme et l'autorité pontificale. Le temps seul peut rendre à sa mémoire le meilleur hommage, c'est-à-dire faire jaillir la vérité.

La Lombardie, qui espérait voir la fin des supplices puisque quatre années de compression avaient écarté les périls, se couvrit de deuil. « Sur ces gibets lisez : *Aucune réconciliation! plus de paix!* » disaient les conspirateurs, et ils comptaient que l'indignation se convertirait en fureur à la première occasion. Aussi, au moment où le reste de l'Europe s'apaisait dans l'obéissance ou l'épuisement, où Milan célébrait avec insouciance le dimanche du carnaval, quelques individus égorgèrent des soldats et des officiers, surprirent la grande garde et enlevèrent des fusils; mais la population, qui ne savait rien, se tint à l'écart, étourdie de cette témérité, et la troupe l'emporta facilement.

1853. — Février.

Le gouverneur militaire fut non moins étonné de cet attentat inattendu que de la facilité du triomphe; ne confondant pas une poignée de bandits, excités par l'or et l'alcool, avec tout un peuple tranquille, aisé, désireux de sauvegarder ses biens et de s'occuper de son commerce, il engageait les citoyens à reprendre leurs occupations et leurs divertissements, en ajoutant que tout était fini. L'assassinat soulève une telle horreur, et la proclamation qui devait accompagner ce fait parut si absurde et si criminelle, que les populations ne furent jamais disposées autant qu'alors à se réconcilier avec les vainqueurs, qui les préservaient de pareils excès; et pourtant, les Autrichiens, se croyant mieux informés sur la nature de cet attentat, changèrent de ton, se déchaînèrent contre tout le pays, et le mirent en état de siége rigoureux. On n'oubliera jamais les angoisses de ces jours : les portes furent fermées; on empêcha les voitures de circuler, on défendit de sonner les cloches et de célébrer les offices divins; des rondes, les armes chargées, parcoururent la ville; les maisons et les personnes furent fouillées, la correspondance interdite, le silence de la nuit interrompu par le *Qui-vive?* chacun dut s'arrêter devant le fusil en joue des nombreuses sentinelles, pour subir une visite injurieuse, d'insolentes invectives et des soufflets, alors que toute résistance aurait été un cas de mort. Des citoyens, arrêtés au hasard, furent pendus, après jugement sommaire, en présence de la foule, certaine de l'innocence de quelques-uns et plaignant les autres, gens de basse condition et séduits par les vrais coupables, auxquels on avait donné le temps et la facilité de s'enfuir. Ni l'autorité municipale, ni le clergé, ni la représentation des corps ne s'interposaient entre le soldat vengeur et la population flagellée. Cet état dura longtemps, et plus longtemps durèrent certaines rigueurs vexatoires introduites alors; ce coup exaspéra les esprits plus que

les faits qui suivirent la révolution : alors ils pouvaient dire, *Nous avons tenté, et nous avons échoué ;* maintenant, ils étaient punis sans avoir même fait une tentative.

Cet mouvement produisit deux graves conséquences. Dans la persuasion qu'il avait pour instigateurs les émigrés lombards, le gouvernement autrichien séquestra leurs biens. Dans l'armistice avec le Piémont, on avait stipulé le libre départ de tous ceux qui le voudraient, de manière qu'on ne pouvait leur faire un crime de rester hors du pays ; on ne pouvait infliger de châtiment spécial pour ces attentats, si la faute ne résultait pas d'enquêtes et de sentences spéciales ; d'ailleurs, quelques-uns des individus frappés étaient déjà légalement reconnus comme citoyens piémontais ; la Sardaigne fit donc des remontrances en leur faveur, et, comme on ne l'écouta point, ses antipathies et son éloignement en furent accrus.

Le gouvernement militaire crut également que les sicaires étaient venus du canton du Tésin, et qu'ils l'avaient ensuite choisi pour lieu de refuge ; il publia donc le blocus contre ce pays, avec ordre à tous les Tésinois qui se trouvaient sur le territoire autrichien d'en partir dans trois jours. Par le voisinage et la communauté de langage, par leur activité, les Tésinois ont de fréquentes communications avec la Lombardie limitrophe : ils fournissent en grand nombre aux villes lombardes des marchands de vin et de châtaignes rôties, des portefaix, des ramoneurs, des chaudronniers, des badigeonneurs, des maçons, des domestiques, des négociants et des boutiquiers, outre les personnes qui peuplent et souvent honorent les écoles, les académies, les séminaires de l'Italie. Ce fut pour tous une désolation d'être obligés de sortir subitement d'un pays où ils étaient nés ou fixés depuis longues années, pour se rendre dans un autre où ils n'avaient ni connaissances, ni parents, ni occupation manuelle, où beaucoup ne pourraient vivre que de la charité. Le canton du Tésin en fut appauvri, bien que le reste de la Suisse et même des pays étrangers envoyassent des secours à des gens qui, frappés en masse, devaient être considérés comme innocents (1).

(1) De tout cela et des vicissitudes du canton du Tésin nous parlons longuement dans la deuxième édition de l'*Histoire de la ville et du diocèse de Côme ;* Florence, 1856.

Le canton du Tésin, le cinquième en étendue parmi les cantons suisses, et formant la quatorzième partie de toute la confédération helvétique, a, dans sa plus grande longueur, soixante-dix milles de Chiasso à la frontière d'Uri, un

On présuma que l'administration autrichienne voulait, par cette mesure, punir le gouvernement du Tésin, composé depuis quelque temps d'exagérés, ou plutôt à la merci d'un corps de carabiniers qui imposaient leur volonté aux comices électoraux, aux juges, aux administrateurs, aux citoyens. La constitution militaire, qui concentra à Berne le gouvernement de l'État, diminua l'autorité des cantons, et par suite leur influence et celle des chefs de parti dont ils dépendaient; mais ils l'exerçaient toujours dans les objets réservés à l'administration locale. Les Lombards qui s'y réfugièrent après 1848, se joignant à ceux de 1821 et de 1831, prévalaient dans le pays, d'autant plus qu'ils avaient pour eux la supériorité de l'argent, de l'intelligence, de l'activité; ils poussèrent à des mesures conformes à leur libéralisme : sous leur influence, on abolit donc toute confrérie, en expulsant même quelques capucins lombards; les séminaires d'Ascona et de Poleggio, dépendants par institution de l'archevêque de Milan, furent consacrés à l'instruction laïque et militaire; on empêcha cet archevêque et l'évêque de Côme d'exercer leur autorité diocésaine. Il s'ensuivit à l'intérieur des schismes et des persécutions : les pères se plaignaient de se voir enlever la liberté de faire élever leurs enfants par des maîtres de leur goût; les paroissiens se plaignaient de se voir imposer des pasteurs réprouvés par leur supérieur ecclésiastique et même excommuniés; le gouvernement autrichien se plaignait de l'injure faite aux capucins, ses sujets; Rome se plaignait de voir son autorité foulée aux pieds.

D'un côté, on briguait pour maintenir au pouvoir les exagérés; de l'autre, pour les renverser, et il en résulta des procès, des insurrections, des violences, des assassinats. Sous la pression du

peu au delà de l'hospice de Saint-Gothard, et une superficie de sept cent quatre-vingts milles géographiques carrés. Il est divisé en huit districts, et le gouvernement siége alternativement, durant une période de six ans, à Lugano Bellinzona, Locarno. Le pays compte cent quinze mille habitants, qui s'occupent de commerce, et dont une grande partie émigre comme maçons, maîtres-ouvriers, architectes. La constitution fut modifiée en 1830 dans un sens libéral. Les ressources financières sont minimes, les revenus ne s'élevant qu'à un million cinq cent mille francs.

Aux Grisons appartiennent la vallée de Bregaglia qui débouche à Chiavenna, les deux vallées Mesolcina et Calanca qui aboutissent à Bellinzona, et la vallée de Poschiavo qui finit à Tirano dans la Valteline. Dans l'ordre ecclésiastique, elles dépendent de l'évêque de Côme, et sont composées de communes, qu'on peut regarder comme autant de républiques, faiblement liées aux autres du canton. Elles ont environ douze cents habitants italiens.

blocus et de la misère qui en était la suite, on croyait que le peuple abattrait le gouvernement, cause de cette rigueur, pour le remplacer par les modérés, et que l'Autriche le prolongeait dans ce but; enfin, quelques jours avant les élections, on apprit qu'il était dissous. Les individus qui n'osaient pas croire l'Autriche complice des révolutionnaires, se persuadaient que ses conseils étaient influencés par ces sociétés secrètes, auxquelles quelques-uns imputent tous les faits que l'on ne sait expliquer autrement, comme si elles avaient une force immense pour bouleverser la société.

Mais cette Autriche, qu'on avait crue morte, émergeait rajeunie de la chaudière de Médée où elle s'était vue jetée en morceaux. La politique active dirigée par Buol réussissait mieux que la politique conservatrice de Metternich (1); les finances et le commerce trou-

(1) Metternich (prince Venceslas, né en 1773, mort le 11 juin 1859) est présenté sous un tout autre aspect dans le livre publié à Vienne, en 1855, avec le titre *D'où? où?* par Sébastien Brunner, célèbre par les attaques dont il fut l'objet, comme religieux et antirévolutionnaire, de la part de la presse allemande. Metternich lui disait : « Partout où les choses vont mal, on met en avant mon nom depuis plusieurs années; mais la sphère de mon action est beaucoup plus étroite qu'on ne croit, et je ne veux pas la dépasser, aimant mieux me laisser charger de la croix. » Une autre fois : « Dans l'intérieur, je n'exerce aucune influence, parce que la cuisine est déjà toute faite, et il ne me reste qu'à servir les plats à l'heure du dîner. Si la soupe est trop salée, si les aliments sont mal assaisonnés, mon palais le sent, mais je n'y puis rien : je connais tout ce qui s'est fait à l'intérieur, mais sans ingérence aucune dans ce qu'il y a à faire. C'est parce qu'on ignore ma position, qu'on porte tant de jugements étranges, d'accusations sans fondement; je le souffre patiemment, sans m'inquiéter du bruit qui se fait autour de moi. »

Brunner désapprouve ouvertement l'instruction religieuse, réduite à une chaire, et avec des livres qui n'enseignent ni ne répondent, tandis que les élèves arrivent avec Feuerbach à la main. Le défaut de quelques formalités censoriales faisait molester ce Brunner par la police; aussi, comme il se voyait interrogé à côté d'une femme accusée de vol, et qui fut condamnée à une amende, il s'écriait : « Il est curieux que l'homme qui écrit dans un sens franchement conservateur soit exposé à une peine pour un défaut de formes. » Il se plaignait plus encore qu'on éloignât de l'enseignement, par cela seul qu'elles ne suivaient pas le système, des personnes de beaucoup de zèle et de valeur scientifique : « La machine du gouvernement ne s'accordait pas bien avec les intelligences supérieures; une roue mécanique qui, à chaque coup, franchit une seule dent, ni plus ni moins, pouvait seule être acceptée là où l'on avait de pareilles prétentions... On recherchait en général, selon le principe bureaucratique, avant tout des *personnes inoffensives*, et l'on croyait que, plus elles étaient pauvres d'intelligence, moins elles seraient dangereuses. L'intelligence était un épouvantail; mais la peur des hommes instruits n'est pas

vèrent dans de Bruck une prudence et une habileté pratique qui faisaient espérer qu'on échapperait à ce naufrage; le ministère, composé de personnes nouvelles, intéressées à empêcher le retour de l'ancien état de choses pour se conserver elles-mêmes, donna une impulsion inaccoutumée à une machine, qu'on avait laissée rouiller. La constitution, promise par le maître précédent, ratifiée par le nouveau, parut ne pas convenir à ce changement, et l'empereur annonça aux ministres qu'ils ne devaient plus compte qu'à lui seul.

Les ministres sous-entendirent sans doute, *et à notre conscience.*

L'empire, relevé de ses ruines, fit plus en trois ans qu'il n'avait fait en trente : il fut des premiers à se couvrir de télégraphes; il étendit les voies ferrées, allégea successivement les tarifs des droits, fit des conventions douanières avec les duchés voisins, affranchit la presse de la censure préventive, expérimenta un système d'instruction, introduisit dans le nouveau code pénal la publicité des procès et la défense. Mais les réformes capitales, c'est-à-dire l'égalisation de ses peuples hétérogènes, l'abolition des juridictions baroniales, des corvées, des servitudes agricoles et des nombreuses entraves de la propriété, la formation des communes, et autres mesures par lesquelles il régénéra ses provinces hongroises, slaves, autrichiennes, n'atteignirent pas le Lombard-Vénitien, qui déjà se trouvait en possession de ces avantages; seulement, nous devons mentionner la cessation, dans la Vénétie, du *pensionatico,* en vertu duquel on pouvait envoyer paître les troupeaux sur les propriétés des autres. Dans l'administration publique, on fit disparaître ce mystère qui la déshonorait auparavant; selon les comptes présentés par Baumgarten, mais qu'on n'avait ni contrôlés ni discutés, les revenus de l'empire, en 1845, furent évalués à cent soixante et un millions de florins, et les dépenses à cent cinquante-

nouvelle, et François Érasme en parle à propos d'une statue qui représente la Vertu de la Simplicité, qui a beaucoup d'adorateurs même aujourd'hui.»

Il se montre beaucoup plus violent lorsqu'il combat le système de Joseph II, comme il le fit dans la *Gazette ecclésiastique* aussitôt que la révolution de 1848 eut supprimé la censure; il n'a pas assez d'injures pour flétrir la bureaucratie, « plante aride sous laquelle s'abrite toute sorte d'insectes impurs et dégoûtants, et à l'ombre de laquelle ne prospèrent que l'ortie, la ciguë, le chardon... colosse de papier qui regardait en ennemi l'Église, et voyait avec plaisir Sion s'endormir; car, il est plus facile de surveiller l'individu qui dort que celui qui est réveillé. Ainsi, tous les partis ont à se plaindre de la censure et de la bureaucratie.

trois; de 1846 à 1850, le déficit fut de deux cent cinquante millions; mais en 1851, les revenus montèrent à deux cent vingt-trois millions, et les dépenses à deux cent soixante-dix-huit. Les recettes accrurent ensuite, lorsque la guerre de 1855 éleva les dépenses.

Les politiques vulgaires assurent que cette puissance ne peut marcher davantage, et qu'elle est sur le point de faire banqueroute. C'est là une assertion qu'on répète depuis 1815; toutefois, il est vrai qu'elle dut grever lourdement les populations, soit par des impôts, soit par des emprunts forcés ou volontaires, et permettre aux communes de contracter d'énormes dettes : charges rendues plus insupportables par la mauvaise récolte des grains, les maladies qui détruisirent les vignes et les vers à soie, les pluies diluviennes et les invasions fréquentes du choléra (1).

Cet état exceptionnel, dont profite quiconque a un droit à fouler aux pieds, ou bien un devoir à négliger, cessa peu à peu; on rétablissait les autorités civiles; mais, comme on saisissait cette occasion pour les réformer, il en dérivait une lenteur qui nuisait par le désordre qu'elle laissait se prolonger, ou par les espérances qu'alimentait cet état d'attente. La venue de l'empereur, l'entier oubli des crimes d'État, les remèdes appliqués à beaucoup de désordres dès que sa présence offrit un moyen de les connaître; la reconstitution d'un gouvernement général, les règles très-larges établies pour les passe-ports, les nombreuses grâces accordées, la levée des séquestres; le désir manifesté de faire le bien du pays et de respecter une nationalité chatouilleuse et une possession enclavée entre la Suisse et le Piémont, ramenèrent les esprits à cette activité, où triomphe la démocratie véritable.

1857. Février.

Mais nous ne savons si la justice et la loyauté, si l'intelligente résolution d'améliorer déracineront jamais la haine irréconciliable contre la domination autrichienne : cela est d'autant moins à espérer qu'on laisse subsister les lenteurs bureaucratiques, peut-être inséparables d'un gouvernement lointain et de peuples si disparates; qu'on fait servir les intérêts de l'Italie à ceux des autres pays, le bien des gouvernés aux avantages du gouvernement; qu'on laisse violer par des subalternes les libertés ou les justices sanctionnées en haut; que l'opinion n'est ni respectée ni interrogée, ce qui fait qu'on ignore les besoins et les désirs les plus légi-

(1) Le choléra se reproduisit en 1849, puis en 1853; en 1854-55, plus de quatre cent mille personnes en furent atteintes dans toute l'Italie.

times. En conséquence, on transplante en Italie des institutions, un enseignement, un système de monnaie qui répugnent à ses usages; on multiplie les employés étrangers, dont l'inaptitude ou la médiocrité obtient la confiance refusée aux capacités du pays, qui deviennent même un objet de suspicion; c'est ainsi qu'on ne savait pas se former un parti, même parmi les penseurs ou les notables, indépendants par caractère ou position.

Nous sommes dans une telle situation que, malgré toute notre indépendance et notre ferme résolution de dire seulement ce que nous pensons, nous ne pouvons dire tout ce que nous pensons; car ce qui semblerait lâcheté aux uns serait jugé témérité par les autres. Du reste, les contemporains ont sous les yeux la réalité; une foule de documents permettront aux générations futures de la reconnaître et de la juger. En conséquence, nous nous arrêterons à un seul fait très-important, le concordat que, après de longues négociations, l'Autriche conclut avec le saint-siége en 1855. L'Église avait prévalu tant qu'elle était restée unie; l'État, ayant pris de la force, voulut s'affranchir de l'Église; mais il se trompa en croyant qu'il pourrait en faire sa vassale. Ce fut la grande erreur des révolutionnaires, la cause d'injustices, et d'une anarchie qui durera tant que l'expérience n'aura point établi l'équilibre entre deux puissances de nature différente.

Dans l'Autriche spécialement, depuis Joseph II, l'Église était dans un assujettissement qui lui valait tout à la fois l'odieux de la domination et les maux de l'oppression. Cette condition parut avilissante à François-Joseph, qui reconnut solennellement la suprématie papale dans les affaires ecclésiastiques, et fit un concordat qui portait entre autres choses que l'Église resterait libre dans tous ses actes intérieurs; qu'elle aurait le droit de publier des écrits, d'élire des évêques et des curés, de créer des ordres monastiques ou de restreindre les ordres existants, de communiquer avec le pape et les fidèles, de statuer sur tout ce qui regarde les sacrements, sa discipline, ses possessions. L'égalité des citoyens devant la loi, qui est la meilleure acquisition du siècle, ne souffrait aucune atteinte; l'ecclésiastique même, pour les délits, restait soumis aux tribunaux ordinaires; seulement, dans les cas d'exécution capitale, on devait communiquer le procès aux évêques. Les évêques sont également chargés de surveiller les œuvres imprimées, et peuvent prohiber ce qui offense les mœurs et le dogme.

De cette manière, on établissait non la séparation, mais la distinction des deux puissances, non l'antagonisme, mais l'harmonie. Le petit nombre de ceux qui sont capables d'apercevoir le lien qui rattache entre elles toutes les libertés, et d'apprécier l'importance de celle de l'Église, accueillirent ce concordat avec allégresse ; ceux qui ont peur des prêtres en firent des élégies et des épigrammes. Du reste, la peur sembla justifiée lorsque certains évêques voulurent s'opposer à ce qu'on publiât aucun ouvrage sans l'approbation curiale, tombée en désuétude depuis un siècle; la censure politique préventive avait même été supprimée après 1850; aussi les hommes qui, au lieu de se laisser museler en raillant, veillent sérieusement à la conservation des libertés légitimes, de quelque part qu'elles viennent, opposèrent la légalité à cette prétention, laquelle en effet dut se renfermer dans des limites raisonnables et justes. A la vérité, les Italiens n'en ont point abusé, bien qu'ils soient regardés avec défiance par une autorité qui trouva pourtant dans des écrivains laïques les premiers, les plus sincères, les plus vigoureux, les plus désintéressés champions.

En Toscane, on abolit la constitution, et le pays, durant six ans, fut occupé par les Autrichiens qui, en 1855, se restreignirent à la garnison de Livourne. S'il y avait très-peu d'exaltés farouches, on voyait se multiplier ces démonstrations qui, bonnes tout au plus pour préparer les esprits, sont futiles après le fait; on célébrait les anniversaires des désastres et des victoires; les avocats cherchaient l'occasion, dans leurs plaidoiries, de faire parade de patriotisme; personne ne voulait occuper les charges municipales, et l'on attaquait ceux qui les remplissaient. On veut célébrer l'anniversaire de Curtatone; car on s'imagine embarrasser le ministère en le contraignant à s'y opposer, ce qu'il ne fait pas; mais il croit devoir en prévenir le commandant autrichien, pour qu'il n'en soit point offensé; au contraire, celui-ci répond qu'il honore le courage et que, s'il ne savait pas que sa présence déplairait à beaucoup, il assisterait lui-même à la cérémonie funéraire; alors on crie que le ministère est plus autrichien que les Autrichiens. La constitution est toujours demandée, et pourtant on dit qu'il est impossible de l'appliquer tant que les Autrichiens seront dans le pays.

L'université subit une transformation; les deux furent réduites à une seule, dont quelques facultés s'enseignèrent à Pise, d'autres à Sienne; on supprima les cours relatifs à l'agriculture, à l'élève des bestiaux, à l'art du vétérinaire. Le système communal fut

rétabli comme il était avant la révolution, c'est-à-dire que l'élection fit place au choix déterminé par le tirage au sort. On modifia le code pénal, dont les rigueurs furent accrues; on introduisit dans le code pénal militaire la fustigation et la bastonnade (1).

Dans un pays où les libertés ecclésiastiques effrayent plus que les tyrannies royales, et dont le libéralisme consista presque toujours à combattre la cour romaine, on craignait toujours qu'un concordat ne fît disparaître les lois léopoldines, « fondement et palladium de la civilisation et de la prospérité toscanes, » et ne ralentît les rigueurs contre le clergé et les mainmortes. Ces rigueurs, même au temps de l'enthousiasme pour Pie IX, on n'avait pas voulu les mitiger; mais en 1849 le ministre Mazzei annonça qu'on était sur le point de conclure un concordat. Les évêques, pleins de joie, se réunirent pour donner des conseils sur les questions qu'il devait résoudre; l'opinion s'effraya au point que le ministre dut céder le portefeuille. Baldasseroni assura que, dans la *convention* conclue avec Rome le 25 avril 1851, les prérogatives souveraines ne recevraient aucune atteinte; que les explications tranquillisantes qu'on avait répandues n'étaient pas un subterfuge du ministère, mais qu'on les avait réellement concertées avec Rome; que les lois de 1751 et de 1769 contre les nouvelles acquisitions de mainmorte ne seraient pas touchées, et qu'on n'accepterait point la bulle *Auctorem Fidei*. Cela importait aux penseurs toscans. Les craintes renaquirent lorsque Pie IX, en 1857, visita Florence, et que les évêques lui remirent une adresse pour qu'il fît abolir les restrictions léopoldines; le *Moniteur officiel* dut encore donner l'assurance que la tutelle de l'État sur l'Église et ses biens continuerait comme par le passé (2) : on craignait que tout le territoire ne fût absorbé par la *cupidité cléricale*.

Alors qu'il importait d'étouffer les scandales et d'assoupir les rancunes, d'autant plus que les quatre années qui venaient de s'écouler avaient fait oublier les injures et changé le but des haines, on voulut terminer le procès du dictateur Guerrazzi et de quarante-sept complices, dont trente et un étaient en fuite. Le

1852.

(1) L'armée se compose de onze mille cinq cents hommes, et coûte au trésor environ neuf millions.

(2) Selon Zobi, il y avait en 1858 dix-sept mille cinq cent cinq ecclésiastiques, dont le revenu était de deux millions neuf cent neuf mille six cent cinquante francs, tandis que le revenu total du grand-duché n'est que de quarante-neuf millions.

procureur royal disait avec raison « que jamais les tribunaux toscans n'avaient eu à juger une cause plus solennelle, et qui offrît plus de documents et de témoignages, d'événements retentissants, de commotions populaires, de passions individuelles mises en action et en lutte, de noms d'accusés dont quelques-uns sont connus par leur savoir et une abondance de ce don supérieur qui, de même qu'il rend plus recommandable s'il est bien employé, expose à une plus grande responsabilité quand on le laisse stériliser ou qu'on en abuse. » Le prince devait inévitablement être impliqué dans ce procès, nouveau motif pour l'éviter : au contraire, il fut traîné en longueur, puis exposé au public dans les débats, les actes d'accusation et les apologies imprimées, dans les défenses et les discussions des journaux ; la liberté de la défense ne subit aucune entrave ; beaucoup de témoignages, après un si long espace de temps, s'exprimaient avec réserve, ou cachaient la vérité par crainte de l'opinion publique. Enfin Guerrazzi fut condamné aux fers, peine que le prince commua en exil, pour lui comme pour les autres. Cet homme fameux, qui avait diminué sa propre grandeur en montrant dans l'*Apologie* qu'il avait été le jouet des plus audacieux ou des cris populaires, concentra, durant sa longue prison, sa vieille haine contre la société, dont il se vengea, comme de l'humanité, en lui jetant à la face *Beatrice Cenci*.

Selon les comptes établis par une commission à la restauration du gouvernement, les revenus de la Toscane auraient atteint le chiffre de vingt-sept millions environ ; mais, consommant en proportion de ce que fit le ministère démocratique du 26 octobre 1848 au 7 février suivant, les dépenses, en un an, se seraient élevées à quarante-trois millions, et à cinquante-cinq millions, en proportion de ce que dépensa le gouvernement provisoire du 8 février au 11 avril. Dans ces deux périodes, le déficit fut de neuf millions et demi.

De graves calamités vinrent aggraver les maux du pays. Le choléra, déjà meurtrier en 1835 et dans les deux années suivantes, sévit de nouveau en 1854 et 1855, en frappant soixante mille personnes, dont il périt trente et un mille huit cent soixante. Puis commencèrent les mauvaises récoltes de blés : les froids de 1847 et 1849 gelèrent les oliviers ; la récolte des pommes de terre fut perdue par la maladie, le raisin par l'oïdium, les vers à soie par l'atrophie, moins qu'ailleurs toutefois. Les tremblements de terre de 1846 avaient déjà bouleversé les collines pi-

sanes et volterranes; puis, à la suite de neiges et de pluies torrentielles, un tremblement de terre agita en 1855 le val Arezzo. La colline de Belmonte s'écroula sur Pieve Saint-Étienne, arrêtant le cours du Tibre, dont les eaux couvrirent la vallée jusqu'à une hauteur de vingt-trois coudées. D'autres dommages furent occasionnés par les inondations dans le Casentin et le Val d'Arno inférieur.

Le gouvernement, pour adoucir tant de maux, diminua, en 1854, les impôts d'un million; mais la pénurie du trésor ne permit pas de renouveler cette faveur alors que le besoin s'en faisait le plus sentir. Les délits contre la propriété augmentèrent et, par suite, les emprisonnements; le nombre moyen des détenus, par jour, était de quinze cents en 1850, et de deux mille sept cent soixante quatorze en 1856. Les assassinats politiques ne manquèrent pas néanmoins dans le doux pays; il fut attenté à la vie du ministre Baldasseroni, et l'on dut rétablir la peine de mort, que l'on ne pouvait infliger toutefois que lorsqu'elle avait été prononcée à l'unanimité. L'argent diminua par le peu de circulation, et dès lors on vit augmenter le nombre de bras sans travail, de sorte que la bienfaisance publique devint insuffisante. Afin de combler les déficits, il fallut retablir les taxes sur la boucherie, sur les troupeaux, les contrats et les successions, augmenter les droits de douanes, au risque de diminuer l'introduction des marchandises; l'association douanière tentée par l'Autriche fut repoussée par l'opinion publique (1).

(1) Maintenant, l'État est divisé en six préfectures, *Florence*, *Lucques*, *Pise*, *Sienne*, *Arezzo*, *Grosseto*, et en deux gouvernements, *Livourne* et l'île d'*Elbe*. Le budget de 1858 porte trente-huit millions de francs de recettes. La force armée consiste en dix-sept mille hommes. La marine compte cent quatre-vingt-quatre navires à voiles carrées, sept cent soixante-dix-neuf à voiles latines, neuf cent cinquante-neuf bâtiments. Dans le budget pour 1849, le déficit était calculé à neuf millions sept cent soixante et un mille deux cent quatre-vingt-dix francs. L'occupation étrangère peut avoir coûté trente millions. La dette nationale, en 1847, n'excédait pas quarante-deux millions et demi; en 1849, elle s'augmentait d'un emprunt de trente millions à cinq pour cent, remboursables en trente ans au moyen du produit de la ferme du tabac. Un autre emprunt de douze millions fut contracté avec le banquier Bastogi, auquel on donna en garantie les mines de fer de l'île d'Elbe. Un tiers, dit consolidé, fut créé en 1852 par la vente de trois millions de rente consolidée à soixante-cinq pour cent. A la fin de 1856, les dettes, avec ou sans intérêt, s'élevaient à cent vingt-quatre millions huit cent soixante treize mille deux cent cinquante-six francs, pour lesquelles figurait sur le budget une rente annuelle de six millions cent dix-sept mille cent quatre-vingt-cinq francs. En outre, les communes segrevèrent de dettes, qui montaient à quarante millions. Dernièrement, la dépense du trésor a été

Les travaux pour le desséchement de la maremme de Grosseto, qui, de 1829 à 1856, coûtèrent vingt millions, furent ralentis, de sorte qu'il se forme des lacs et des marais là ou l'on

calculée à trente-neuf millions, et la recette à trente-huit, avec un déficit de neuf cent trente-quatre mille cent quarante francs.

Florence, en 1550, avait vingt-deux mille mâles, vingt-neuf mille huit cent quatre-vingts femmes, neuf mille cent vingt enfants et vieillards; avant la mort noire de 1348, elle comptait cent mille habitants, qui furent réduits à soixante mille; il en resta moins encore après la peste de 1450; en 1490, il y en avait soixante-dix mille cinq cents, et quatre-vingt-cinq mille cinq cents en 1530. Plus tard ce chiffre s'éleva à cent douze mille cinq cents; maintenant il y en a cent trois mille. Dans tout l'État, la population était, en 1820, de un million cent soixante-douze mille cinq cent quarante-deux; parvenue en 1831 au nombre de un million trois cent soixante cinq mille sept cent cinq, elle se trouva en 1851 de un million sept cent soixante et un mille cent quarante, avec une plus grande augmentation dans les cinq dernières années, puisqu'elle a été de 250 pour cent par année.

En 1855 :

Impubères mâles		279,274
Adultes célibataires		291,796
Mariés		303,632
Veufs		38,494
Femmes impubères		263,613
» adultes célibataires		249,251
» mariées		303 631
» veuves		67,232
Clergé séculier		10,121
» régulier	hommes	3,245
	femmes	4,177

Cette année le nombre des mariés fut de 34,066 pour cent sur la population; en 1851, il était de 34,97 : augmentation minime.

La population de 1853 était composée de :

	Familles.	Individus par famille.
Catholiques	323,272	5. 52
Hétérodoxes	442	4. 53
Israélites	1,443	5. 33
Total...	325,157	5. 12

NAISSANCES.

De parents légitimes	garçons	33,967
	filles	31,790
De parents inconnus	garçons	24,311
	filles	23,647
Morts-nés		1,544

voyait naguère des campagnes fertiles. La malaria y continue et, par suite, l'émigration durant l'été. Ce territoire ne sera réellement assaini que le jour où l'homme pourra y fixer sa demeure. Le desséchement du marais de Bientina ne réus-

L'âge des morts donne ces chiffres :

D'un jour à un an	13,035
De deux ans à cinq	8,198
De cinq ans à dix	1,179
De dix ans à vingt	2,208
De vingt à cinquante	7,826
De cinquante à soixante-dix	7,584
De soixante-dix à quatre-vingts	4,337
De quatre-vingts à quatre-vingt-dix	1,747
De quatre-vingt-dix ans à cent	193
Centenaires	10
D'âge inconnu	95

MARIAGES.

Entre célibataires	10,928
Entre célibataires et veuves	429
Entre veufs et célibataires	1,342
Entre veufs et veuves	441

La plus grande augmentation en 1852 fut de 25. 80 par mille dans le Grossétan, dont beaucoup de terrains sont livrés à la culture depuis peu ; 20. 40 dans le Livournois, dont le port a une population mobile d'environ trois mille individus; 10. 65 dans le Pisan; 10. 14 dans le Siennois; 9. 64 dans le Lucquois; 8. 23 dans l'île d'Elbe; 8. 01 dans le Florentin; 7. 71 dans l'Arétin. Individus par famille : dans l'Arétin, 5. 83; dans le Grossétan, 5. 06. Florence occupe le quatrième rang décroissant, et Livourne le cinquième. En moyenne, il y a dans le grand-duché quatre-vingt-seize femmes pour cent mâles. Pour cent naissances, légitimes, six d'origine inconnue : Dans le Florentin, 8.18; dans le Siennois, 7.14; dans le Livournois, 5.10 ; dans l'Arétin, 4. 13; dans le Grossétan, 3. 59; dans le Lucquois, 1. 38. — Il y a plus de naissances dans le Grossétan : 4. 38 pour cent; le Siennois, 4. 19; le Florentin, 4. 10; l'Arétin, 3. 92; le Livournois, 3. 75; le Pisan, 3. 58; le Lucquois, 3. 34; l'île d'Elbe, 2. 91. — Dans le Livournois, il naît quatre-vingt-onze filles pour cent garçons; dans l'île d'Elbe et le Grossétan, 92; dans le Lucquois, 93; dans le Siennois et le Pisan, 94; dans le Florentin, 96; dans l'Arétin, 97. — Le Grossétan a plus de morts : 3. 50 sur 100 habitants; le Livournois, 2. 84; le Siennois, 2.81; le Florentin, 2. 75; Arétin, 2. 63; le Pisan, 2. 51 ; Lucquois, 2. 34; l'île d'Elbe, 1. 49.

On comptait 31 académies littéraires, 25 caisses d'épargne, 114 bureaux de poste qui produisaient un million deux cent onze mille quatre cent soixante-quinze francs; neuf cent trente-neuf bâtiments de commerce de cinquante-cinq mille six cent trente et un tonneaux. Un tiers du pays est couvert de maremmes, le reste est très-fertile. A Volterra sont les mines d'albâtre et de sel, qui suffit à presque toute la Toscane, outre les lacs de borax.

sit pas mieux. Un nouveau port fut construit à Livourne; mais le plan, fourni par le Français Poirel, était mal conçu, et la dépense de huit millions, double de celle qu'on avait calculée, est bien loin de produire des résultats en rapport avec un pareil sacrifice. Les voies ferrées furent étendues; mais, jusqu'à présent, elles ne servent qu'à la circulation intérieure, car elles ne se relient à celles d'aucun État voisin. De simples particuliers, comme Ridolfi, Lambruschini, Riccasoli, Digny, Richi Ruspoli, Cuppari, Ginori..., et les deux sociétés des Géorgophiles et d'agriculture s'occupèrent de faire prospérer l'agriculture. Le gouvernement établit des écoles techniques, ainsi que des académies d'arts et d'industrie; il institua des archives générales d'État et un bureau de statistique générale.

Les formes patriarcales ont continué dans le duché de Modène (1), gouverné par un jeune prince, sur lequel ne pèsent ni traditions tyranniques, ni souvenirs de sang, ni pactes honteux; se sentant de la force et du talent plus que ceux qui l'entourent, il pourra faire beaucoup s'il a une volonté résolue.

Le duché de Parme (2), qui avait conclu avec l'Autriche un traité d'alliance défensive contre les ennemis du dedans et du dehors, fut rendu par cette puissance à Charles III de Bourbon, dont la jeunesse corrompue ne fut amendée ni par le malheur, ni par son mariage avec la vertueuse Louise de France. Un jour qu'il revenait de sa promenade de l'après-midi, il fut accosté et frappé par quelqu'un; or, bien que le chose se passât au milieu du peuple, personne ne voulut connaître le coupable et l'arrêter, ni même secourir le blessé, qui expira peu après. On trouva trois cents francs dans la caisse. La duchesse, comme régente du jeune Robert, remplace les ministres impopulaires Lombardini, Pallavicino, Salati, Cattani, et retire l'ordre de l'emprunt forcé, en y suppléant par un emprunt ordinaire qu'elle garantit sur le

1824. 26 mars.

(1) L'État, sur une superficie de 6,031 kilomètres, compte six cent quatre mille cinq cent dix mille habitants, dont trente et un mille à Modène, laquelle, par la bulle du 22 août 1855, fut érigée en archevêché, ayant sous sa juridiction les évêchés de Reggio, Carpi, Guastalla, Massa. La division politique et judiciaire fut établie par une loi du 26 janvier 1855; il y a six provinces, Modène, Reggio, Garfagnana, Massa et Carrare, Guastalla, Frignano.

(2) Superficie, onze millions deux cent quatre-vingt-dix-neuf milles carrés, ou six cent seize mille quatre cent quarante-trois hectares; la population est de cinq cent huit mille sept cent quatre-vingt-quatre individus.

patrimoine public ; elle réduit l'armée de six à deux mille hommes, la liste civile de deux millions à six cent mille francs, et réorganise les tribunaux qui fonctionnaient à la manière française ; non-seulement elle délivre du séquestre les biens de ceux qui avaient formé le gouvernement provisoire en 1848, mais elle confie des chaires à des professeurs compromis dans la révolution.

Ces mesures semblèrent des gages de réconciliation, et pourtant les applaudissements spontanés se convertirent bientôt en désapprobation ; le pays ne tarda point à devenir un théâtre de troubles et d'assassinats, au point que la duchesse dut mettre à la tête de la police un sujet autrichien ; par suite de l'état de siége, le comte de Crenneville, commandant de la garnison autrichienne, dirigea les procès.

En vertu de conventions incluses dans le traité d'Aix-la-Chapelle, puis modifiées par celui de Vienne et le traité secret du 28 novembre 1844, cet État, dans le cas d'extinction de la ligne ducale, devait faire retour à l'Autriche, sauf une petite portion réservée au Piémont (1). Le peuple apprend cela, mais d'une manière inexacte comme toujours, et croit que le duché doit revenir à la maison de Savoie ; alors il aspire à hâter le moment de cette annexion. L'Autriche, en vertu de la réversibilité, prétend exercer dans le duché une haute surveillance ; le Piémont, à cause du voisinage, manifeste la même prétention, et, comme l'agitation intérieure rend nécessaire l'intervention étrangère, il se plaint que l'Autriche, en fortifiant Plaisance, menace ses propres États.

Dès le principe, les Français restèrent les maîtres de Rome, et les soldats, bien que sans férocité, se conduisaient en soldats ; comme les prêtres, ils étaient en butte aux outrages et aux coups de stylet ; puis, soldats et prêtres, repoussés par la population, se voyaient entre eux de mauvais œil. L'ambassadeur de Courcelles cherchait à obtenir du pape qu'il accordât des institutions libérales et s'entourât de bons administrateurs ; mais

(1) Le Piémont devait avoir la partie du Placentin jusqu'à la Nura, et la Lunigiane parmesane avec cent vingt mille habitants sur une superficie de cent soixante-treize mille trois cent onze hectares. L'Autriche aurait eu toutes les provinces de Parme, de San-Donnino, du Val de Taro, la ville de Plaisance avec les communes sur la rive droite de la Nura, avec trois cent quatre-vingt-dix mille habitants et cent trente-trois mille cinquante deux hectares, c'est-à-dire plus des trois quarts de la population et des deux tiers de la superficie.

ces institutions avaient trop mal réussi, et il fut toujours difficile de trouver de bons administrateurs dans la Romagne, difficulté d'autant plus grande alors que les faits précédents rendaient impossibles beaucoup d'individus.

Louis Bonaparte était alors devenu président de la république française; voulant gagner les esprits ou du moins les suffrages en se montrant le restaurateur de l'ordre, sans déserter pourtant la cause de liberté, qu'il aimait plus que les autres brouillons du gouvernement, il adressa à son aide de camp Ney une lettre, dans laquelle il disait que l'armée républicaine n'était pas allée étouffer la liberté italienne, mais la régler en la préservant de ses propres excès; il blâmait les actes de la commission chargée de réorganiser les services publics, et le gouvernement temporel du pape, selon lui, devait se résumer dans ces faits, amnistie, sécularisation de l'administration, Code Napoléon, gouvernement libéral. La lettre fit grand bruit, et pourtant elle n'avait aucun caractère officiel, si bien que le général Rostolan et le commissaire Oudinot n'en tinrent pas compte. Le pape, à qui cette lettre inspirait des craintes pour sa propre dignité et ce pouvoir souverain dont il est le dépositaire, reçut l'assurance qu'il s'agissait d'une simple parade; il envoya de Gaëte un *motu proprio*, par lequel il instituait un conseil d'État et un de finances, en promettant des réformes administratives et judiciaires. Il ne fut pas question de constitution ni de sécularisation, et les Français s'empressèrent de célébrer ces concessions, qu'ils disaient avoir suggérées, imposées même au pape, afin de consolider la liberté de l'Italie.

1854. 18 août.

Les institutions du gouvernement républicain furent abolies; on rétablit les tribunaux avec leurs juridictions très-diverses, et même le Saint-Office, au nom redouté, mais qui se borne à préparer les décisions ecclésiastiques en fait de mariages mixtes, de dispenses, d'abstinences, et dans les prisons duquel on n'avait trouvé qu'un seul prêtre, condamné pour faux en écritures privées; l'amnistie ne comprenait pas les membres du gouvernement provisoire, de l'assemblée constituante, du triumvirat, du gouvernement républicain, les chefs des corps militaires et seize cents individus graciés en 1846, qui avaient manqué à la fidélité promise : exclusions excessives, qui gâtaient en apparence le bienfait; car dans les six premiers mois, personne ne fut arrêté ou puni pour des actes politiques, pas même parmi les nombreux amnistiés, qui avaient accepté des emplois dans la révolution; on laissait l'autorité française leur délivrer des passe-ports pour

quitter le pays. Trente-huit seulement, outre quelques prêtres pour des fautes ecclésiastiques, furent poursuivis judiciairement, et l'on donna des passe-ports à trente-huit autres (1). Toutefois, la police molestait quelques libéraux qui s'étaient le plus opposés aux excès; on voyait avec peine rétablir des abus, dont la destruction avait valu à Pie IX les applaudissements de toute l'Europe; d'autre part, depuis que les gens honnêtes avaient goûté de la liberté, et les misérables, de la licence, il était fort difficile de rétablir l'état primitif.

La censure empêchait toute franche manifestation, et pourtant elle ne pouvait faire disparaître la presse clandestine subversive; on faisait des procès pour des actes qui avaient été communs, même pour des opinions, mais avec cette faiblesse qui frappe le subalterne, sans oser atteindre le fort et le suborneur. Tous les citoyens furent désarmés, ce qui accrut l'audace des brigands, qui infestaient principalement les pays du nord, malgré l'inexorable justice qu'en faisaient les Autrichiens. De leur côté, les Autrichiens punissaient pour refus de fumer, pour certaines façons de se vêtir et d'autres *démonstrations antipolitiques;* les Français en faisaient autant à Rome. Les assassinats incessants obligèrent à de sévères procédures sommaires, et vingt-quatre personnes, dans la seule Sinigaglia, furent envoyées au supplice. On entama le procès de l'assassinat de Rossi, et, chose nouvelle dans les fastes judiciaires, on n'osa désigner que par le nom d'*un tel*, *ce monsieur*, le prévenu sur lequel pesaient les charges les plus compromettantes.

Ce ne fut qu'au moment où il se sentit assuré que l'indépendance de son pouvoir ne serait pas diminuée, que Pie IX revint à Rome au milieu du silence de la multitude et de l'accueil respectueux des Français et des diplomates. Les réformes furent au-dessous des promesses, et tout resta à la merci du secrétaire d'État Antonelli, devenu l'objet de la haine générale, bien qu'il eût d'abord conseillé les mesures les plus libérales, et qu'alors il tînt tête aux réactionnaires exagérés. Les gouvernements qui s'étaient succédé avaient mis en circulation pour sept millions huit cent vingt-huit mille trois cents écus de papier-monnaie, de sorte que la dette publique s'élevait à soixante-dix millions; le déficit annuel était de deux millions. Les partis frémissaient; la contrebande se faisait audacieusement, la corruption s'affichait sans pudeur,

(1) C'est ce qu'assurait M. de Courcelles, dans le *Correspondant de* 1856.

on conspirait par mode, et personne ne savait obéir ; la niaiserie de miracles compromettants se mêlait à la fureur d'insurrections continuelles et d'incessants assassinats politiques ; combattre la religion, c'était faire du libéralisme, et l'on enveloppait l'autorité spirituelle dans la haine que l'on portait au pouvoir temporel ; or, comme il était impossible de guérir par des palliatifs des plaies ulcérées, il fallait nécessairement employer la force, la force !

Les Autrichiens et les Français continuaient donc d'occuper, les uns les Légations (1), les autres Rome et Civita-Vecchia, en attendant que des régiments nationaux fussent organisés, et qu'on accrût la marine, qui compte aujourd'hui dix-huit cent quatre-vingt-treize navires, grands et petits, de trente et un mille six cent trente-sept tonneaux, avec neuf mille sept cent onze hommes d'équipage.

Il faut surtout louer le pontife de s'être occupé des travaux publics et des beaux-arts. Nous devons citer, comme digne d'attention, le déblayement de l'ancienne voie Appienne, d'où l'on extrait sans cesse des monuments et des antiquités ; d'autres encore sont fournis par les fouilles, que l'on a reprises, de Vulci et de Canino. Une statistique générale, qui fait connaître les besoins et les ressources, fut ordonnée, ainsi que la réduction en décimales des poids et des mesures (2) ; on fit encore le cens, pour lequel les

(1) Dans le mois de novembre 1856, ils se bornèrent à l'occupation de Bologne et d'Ancône. Durant cette occupation, cent soixante-seize individus furent envoyés au supplice par les Autrichiens.

(2) La superficie totale est de douze mille cent vingt milles géographiques carrés.

En 1824, l'État fut divisé en vingt et une provinces : Comarca de *Rome*, Légation de *Velletri*, Délégations de *Frosinone*, de *Bénévent*, de *Civita-Vecchia*, de *Viterbe*, de *Rieti*, de *Spoleto* (les délégations qui suivent valent davantage par la situation, l'industrie et la fertilité), *Orvieto*, *Pérouse*, *Camérino*, *Macerata*, *Fermo*, *Ascoli* ; Commissariat de *Lorette*, Délégation d'*Ancône*, Légation d'*Urbin et Pesaro*, de *Forli*, de *Ravenne*, de *Bologne*, de *Ferrare*. En 1850, il fut divisé en quatre Légations ; *Bologne avec* Ferrare, Forli, Ravenne ; *Urbin* avec Pesaro, Macerata, Ancône, Ascoli, Camerino ; *Pérouse* avec Spoleto et Rieti ; *Velletri* avec Frosinone et Bénévent. Ce dernier et Pontecorvo sont enclavés dans le royaume de Naples.

La dette fixe est de 62 millions d'écus, et la dette flottante, d'environ 4 millions.

Les habitants, selon le recensement de 1857, sont au nombre de 3,124,668 ; l'augmentation depuis 1816 est de 770,797. Il y a vingt provinces, quarante-cinq districts, 277 cercles, 832 communes, 4,055 paroisses, 468,457 maisons, 608,280 familles. Les habitants de la campagne sont au nombre de 1,538,953, et de 1,685,711 ceux des villes et des bourgs. La superficie du pays est de

jésuites remesurèrent, sur une étendue de onze mille mètres, la triangulation faite par Boscowich, dont on avait perdu un terme. D'après un plan de Bertolini, et moyennant sept cent vingt-huit mille francs, on fit en sept ans à Aricia, au-dessus d'une vallée, un viaduc de trois cent onze mètres, à triple rang d'arches, qui s'élèvent à la hauteur de soixante mètres. Des bateaux à vapeur parcourent le Tibre, et tous les cours d'eau sont surveillés et entretenus (1). A Viterbe, on fabrique le vitriol si recherché, et des instruments aratoires. Les troupeaux abondent à Spolète, les amandes et les glands dans le pays haut; Frosinone a de magnifiques forêts, d'où l'on tire de l'écorce pour les tanneries. Les limons, les oranges, les figues, les pistaches, les caroubes, les châtaignes, les cristaux enrichissent Ascoli; les chapeaux et les vans à grain, Fermo; le ricin, Forli; les papeteries, Fabriano; les bestiaux, Gubbio; les fabriques de porcelaine, Faënza. Ravenne a les plus riches forêts de sapins; le Bolonais fournit vingt-cinq millions de livres de chanvre, des cuirs, du papièr, du vinaigre, des eaux odoriférantes. Au moyen de grands travaux, on assainit maintenant les marais d'Ostie et de Ferrare. Les chemins de fer qui ne sont plus empêchés, prennent de l'extension (2); on a posé déjà des fils télégraphiques, au moyen desquels s'est

41,294 kilomètres, ce qui donne 75 individus par kilomètre. On compte 9,237 juifs, et 263 non catholiques.

Aujourd'hui Rome a 180.000 habitants, dont 1,252 appartiennent au clergé séculier, 2,912 au clergé régulier, 2,012 aux ordres mendiants. Selon le budget de 1858, les revenus sont de 15 millions d'écus, et les dépenses atteignent le même chiffre. L'armée est de 15,255 hommes, avec deux régiments étrangers de 3,500 hommes, et 1,350 chevaux.

On a déjà publié beaucoup d'éléments de la statistique générale ordonnée en 1852. D'après la Revue de Nigrisoli, l'industrie serait en progrès. Il y a 1,236,718 kilomètres de routes; en 1854, on y dépensa 133,363 écus, et 250,000 en ports, canaux, endiguements de fleuves. Il fut exporté en peintures anciennes pour 13,000 écus, en modernes pour 104,728, en sculptures anciennes pour 1,124 écus, en modernes pour 125,223. On planta 217,317 arbres, et 793,397 depuis 1850, dont 120,000 oliviers, 98,000 mûriers. Le budget de 1857 porte : recettes, 12,816,441, dépenses 13,283,950.

(1) Voir *Sur les bateaux à vapeur et sur le Tibre*, dissertation d'Alexandre Cialdi, qui a pris rang parmi les meilleurs hydraulistes par les *Aperçus sur le mouvement ondulé de la mer et sur ses courants*.

(2) Nous devons mentionner la société Conti, qui proposa de faire les chemins de fer avec les capitaux du peuple; cédant à une idée socialiste, elle voulait faire participer le peuple aux bénéfices des grandes entreprises, sans réfléchir que le peuple trafique de son petit avoir à un intérêt que ne donnent pas les voies ferrées.

formée la correspondance météréologique. Le 24 octobre, on publia la loi communale, assez large et fondement pour les autres parties du gouvernement; mais on ne l'exécute point.

Pie IX, afin de rétablir l'autorité, recourut aux moyens qu'on emploie pour la renverser; il chargea les jésuites de rédiger un journal, *Civilisation catholique*, « dans le but de proclamer le respect du sujet envers l'autorité légitime, et du supérieur pour tout droit des sujets; la subordination de la force à la loi morale; l'unité de la morale dans l'enseignement de l'Église, et l'unité de l'Église sous le gouvernement du vicaire du Christ. » Exercice grandiose sur des points irréfragables : mais s'il vaut mieux s'engager dans les discussions de chaque jour que de raffermir des vérités cardinales, dont les applications se déduisent ensuite; si le fait de soumettre les régles suprêmes de la foi ou de l'autorité au sens commun et aux débats des cafés et des cercles; si le fait de prononcer sur les opinions politiques avec l'assurance et l'exclusion qui sont propres aux dogmes religieux; si le fait de s'attirer de nombreux adversaires en prenant corps à corps des écrivains et des acteurs, ce qui provoque des représailles où l'intelligence peut revêtir un aspect de raison, et la violence un caractère de légitime défense; si une intolérance qui n'admet pas les moindres dissentiments, une insuffisante précision de langage, les condescendances parfois nécessaires et souvent opportunes, le concours des séculiers pour tirer de la pierre de l'autel l'étincelle qui seule peut redonner la lumière et la chaleur (1); si le fait d'accepter la dernière objection des journaux actuels, les correspondances

(1) Silvio Pellico, dans la lettre 69e de l'*Épistolaire,* s'écrie : « Gens curieux, qui font consister leur religion à porter une haine irréconciliable à ceux qui sont moins parfaits qu'eux! » Dans la 96e, il déplore *ce malheureux besoin qu'ont les hommes de se méfier, de soupçonner, de pencher pour des suppositions peu consolantes*. Le 19 août 1849 : « Pauvre monde inquiet, combien « de sottises n'a-t-il pas faites depuis deux ans! il s'est forgé des sages éminents, « qui n'étaient que des bavards en délire et des prodiges de haine. Substituer la « haine à la charité, et s'imaginer faire de grandes choses! La société avait de « petites plaies; mais, au lieu de les guérir avec le baume de l'Évangile, ou du « moins avec celui d'une prudente philosophie, on les a déchirées cruellement. « Tout cela prouve que la civilisation, les études, l'histoire, les magnifiques doc- « trines ne sont jamais un sûr remède contre la barbarie; il faut encore un autre « élément, la vertu, et les gâte-métier de notre temps ont voulu faire sans elle. « Les maux présents, comme tant d'individus le redoutent, conduiront à un « bouleversement total et durable. Après de funestes sottises, les hommes préfé- « reront de nouveau les bienfaits de la loi à ce charlatanisme de la fausse li- « berté, et alors on verra se renouveler les saintes initiations de la charité, re- « commencer les habitudes sociales et pieuses. »

anonymes, d'où plus d'un misérable tire en sûreté sur l'honnête homme; si toutes ces choses, disons-nous, amènent le triomphe de la vérité, nous en appelons aux milliers d'abonnés de ce journal, rédigé avec un talent, un accord, une constance que n'offrit jamais aucune des feuilles opposées.

Pie IX, en proclamant le dogme de l'Immaculée Conception, donna un soutien plus solennel à son pouvoir suprême. Dans les siècles précédents, on avait plusieurs fois débattu ce dogme, qu'il était défendu de mettre en discussion. Durant son exil à Gaëte, Pie IX, comme si les tempêtes politiques ne pouvaient ébranler la barque de saint Pierre, envoya une encyclique à tous les évêques, pour connaître leur opinion et celle de leurs églises sur cette question, et savoir s'il serait utile de la résoudre dogmatiquement. La catholicité se trouva d'accord dans la croyance; seulement, quelques prélats croyaient inopportun d'agiter encore cette vieille question, cause de dissentiments intérieurs. Le pape convoqua à Rome quelques évêques pour statuer définitivement; or, ceux de France, comme pour expier les anciennes libertés gallicanes, ayant déclaré les premiers ne pas même vouloir discuter sur les termes et s'en rapporter entièrement à leur chef suprême, la conception de Marie sans péché originel fut déclarée dogme par Pie IX. Toute la chrétienté célébra par des fêtes cette décision; l'autorité pontificale fut grandement accrue par ce besoin de soumission filiale à la papauté qui, décrétant seul un dogme, chose insolite, établissait l'infaillibilité du pontife.

Le règne de Pie IX sera encore immortalisé par les concordats qu'il fit avec l'Espagne, l'Autriche, la Toscane, Costa-Rica, Guatemala, concordats que d'autres suivront certainement; de même, il ne cessa de combattre l'Église orientale, la russe, la hollandaise, la gallicane, de laquelle il obtint une concession importante, l'abandon des rites particuliers pour adopter celui de Rome. Bien qu'on ait répété à satiété que le pape n'est plus rien, il reste prouvé que, toutes les fois que sa parole retentit, dégagée des intérêts mondains et des misères de la politique, le roi de Prusse s'épouvante, et le czar en est troublé plus que par mille diatribes. Toute la chrétienté est d'accord pour conserver cette suprême et vivace unité; la voix qui fait entendre la parole de réconciliation, ébranle le monde entier, et les espérances de changements politiques partiels cèdent devant l'acquisition légale de ces avantages, qui fortifient les nations prospères, ressuscitent les nations éteintes.

La maison de Savoie précipita ses sujets dans le péril, mais sut le partager avec eux, ce qui contribua d'autant plus à consolider les liens qui l'unit à son peuple. Victor-Emmanuel II, roi nouveau, ne s'était pas compromis par des chimères : à la tête d'une armée dégoûtée d'innovations qui lui avaient tant coûté; avec un pays occupé par les Autrichiens, un parlement discrédité par ses discours futiles, et des ministères qui se succédaient l'un à l'autre pour attester l'impuissance de tous, ce roi pouvait facilement supprimer les institutions données par son père, et s'en voir applaudi, autant que l'avait été celui-ci en les accordant. Au contraire, il commença son règne par un acte de loyauté; en annonçant avec une triste fermeté les malheurs qui le portaient au trône prématurément, il donnait l'assurance que les libertés du pays ne couraient aucun risque. Les revers, ajoutait-il, abattent les âmes vulgaires, et peuvent devenir profitables aux âmes généreuses; les institutions politiques ne sont pas établies, ni appropriées aux besoins d'un peuple par le décret qui les promulgue, mais c'est le jugement qui les corrige, et le temps qui les mûrit; or, ce travail, le seul d'où peuvent sortir la force et le bonheur d'un État, s'accomplit par l'action calme et persévérante du raisonnement, non par le choc des passions; il s'accomplit encore au moyen d'une marche graduelle dans les voies du possible, et non quand on se jette par bonds inconsidérés à travers des sentiers que l'expérience, depuis des siècles, a démontrés impraticables; les peuples, éclairés par les dures épreuves, apprennent à distinguer le vrai de l'illusoire, le praticable de l'idéal, et à faire usage de la meilleure des vertus publiques, la persévérance. En même temps, il rappelait la nécessité de conserver la paix au dedans comme au dehors, et d'en discuter avec jugement et prudence, afin d'obtenir les trois avantages suprêmes de la tranquillité publique, du progrès des institutions, de l'économie dans les dépenses; c'est ainsi que, disait-il, en harmonisant les institutions qui seules peuvent amener une liberté vraie et durable, on aurait la gloire d'éviter les excès de ceux qui aiment la licence et la tyrannie.

1849. 3 juillet.

Il était difficile d'obtenir cette modération au milieu de l'exaspération des réfugiés et de l'émotion causée par les événements de Rome, avec un parlement qui mettait sa gloire à attaquer la couronne, et sa dignité à repousser les pactes inévitables; aussi, « pour sauver la nation de la tyrannie des partis, » il prononça la dissolution de la chambre et en convoqua une autre qui, sans discussion, accepta le traité avec l'Autriche. Dès ce moment, Victor-

30 novembre.

Emmanuel s'occupa médiocrement des affaires, comme le lui permettait sa qualité de roi constitutionnel; il respecta toujours la constitution, et il inspire à son peuple, duquel il a reçu le nom tout nouveau de roi galant homme, la confiance qui servira à prouver que la loyauté et la liberté sont le lien le plus solide entre les gouvernants et les gouvernés.

En face de passions surexcitées et des partis qui, loin de se fondre, luttaient entre eux, combien était dure la tâche des ministres! Massimo d'Azeglio, autrefois désapprouvé et persécuté par les stationnaires comme provocateur de révolutions, de même qu'il avait défendu la liberté contre les prôneurs de l'ordre, soutint ensuite l'ordre contre les prôneurs de la liberté; d'abord chef de l'opinion modérée, il finit par embrasser la carrière des armes, dans laquelle, non dans les débats, consistait le devoir de bon patriote. Placé maintenant à la tête du ministère, avec une réputation intègre, soutenu par les nobles parmi lesquels il était né, par les gens de lettres et les artistes parmi lesquels il se distinguait, par les bourgeois au milieu desquels il avait vécu, il se persuada que, dans les moments de désordre, on fait d'autant moins que l'on semble faire davantage; imitant donc le médecin qui compte sur les forces réparatrices de la nature, il agissait peu, discourait peu au milieu de la loquacité générale, gagnait ainsi du temps, ce qui est tout, et remettait l'État à flot; du reste, il n'hésitait pas à déplaire aux exagérés qui se décorent du nom de démocrates, et leur montrait qu'il ne voulait pas, pour la folie d'un petit nombre, mettre en danger le bien acquis par tous. Quand l'heure des hommes d'affaires fut venue, il leur remit le pouvoir sans regret avant de perdre sa popularité, et, respecté même de ses adversaires, il reprit ses études et continua de rire de la comédie humaine.

Le Piémont était l'unique pays où survécût une représentation. Dans le principe, il n'était pas de bien que l'on n'espérât des gouvernements parlementaires, lesquels supposent, avec une existence sociale acceptée par tous et basée sur l'égalité des droits et des devoirs, les efforts de tous concourant à produire l'avantage de tous : cette forme politique décharge le gouvernement d'une foule de détails et d'une grande responsabilité, ne contraint personne, et personne ne reste inactif; même au milieu des émotions rapides et contagieuses des peuples qui s'occupent eux-mêmes de leurs affaires, elle fait valoir davantage l'homme qui est supérieur par le savoir et la fortune; elle laisse libre, outre la manifestation des désirs et des protestations, l'exercice de toutes les facultés, et

possède aussi, avec l'élément du progrès, celui de la conservation. Mais la France, dès qu'elle s'en fut débarrassée, répéta (du moins par l'organe de ceux qui avaient renversé la république) que, dans de pareils gouvernements, on substitue à la morale la sentimentalité, à la croyance la déclamation d'orateurs, semblables à des aérostats qui s'élèvent parce que rien ne leur fait obstacle, attirent les regards de tous, mais n'arrivent à rien, et retombent sur la terre d'où ils s'étaient élancés : en attendant, lui faisait-on dire encore, on voit se développer l'orgueil humain, l'infatuation de la parole et la persuasion que le savoir peut régler le monde, de sorte que les talents et les demi-talents acquièrent plus de crédit que le caractère; on abandonne le culte de la vérité pour l'idolâtrie de l'intelligence; on mesure la liberté d'après le nombre des journaux et la longueur des débats, et tous les principes sont remis en discussion; on empêche le gouvernement d'agir avec énergie, comme si l'on ne recherchait que le règne de l'incapacité, et l'on affaiblit ainsi l'autorité, quelle qu'elle soit : les ministres s'aventurent dans une politique imprévoyante, qui tantôt veut les moyens sans la fin, tantôt la fin sans les moyens; au lieu de s'appuyer sur la justice et les sages principes, ils doivent suivre les mouvements variables de l'opinion, c'est-à-dire se renier eux-mêmes, ou céder le poste à d'autres, qui fassent ce que la majorité veut à ce moment.

Néanmoins, ces discussions, cette responsabilité des ministres, cette publicité de tous les actes, cette satisfaction de la classe la plus intrigante et la plus loquace portent facilement à considérer le Piémont comme le symbole de la nation et le noyau de la future Italie. Ces aspirations, dans lesquelles se concentre tout désir de changement, le rendent suspect à son puissant voisin, et les partis qui s'y agitent l'exposent aux diatribes des réactionnaires du dehors; mais, quelque honteuses et violentes qu'elles soient, elles n'égalent jamais celles que, dans le pays même, lui lancent quotidiennement les journaux qui, se salissant entre eux, semblent conspirer pour rendre impossible un gouvernement libre ou déshonorer les gouvernements représentatifs.

Il faut reconnaître pourtant, à l'honneur du Piémont, que, tandis qu'une presse effrénée répand jusque dans les villages et parmi le peuple le levain de l'envie et de l'insubordination, la haine jalouse y éclate moins qu'ailleurs, et surtout ne cherche pas à s'assouvir par des assassinats, la plus horrible des choses laissées par la révolution italienne. Les hommes qui voudraient

que ce pays devînt un modèle pour les autres, se consolent en voyant que les journaux effrénés le cèdent aux feuilles honnêtes, comme la tourbe des émigrés turbulents aux réfugiés honorables, qui consacrent leur intelligence et leurs bras à la prospérité du pays; que les gens de bien timides peuvent quelquefois, sans avoir à craindre les outrages de la plèbe, exposer loyalement leurs idées et faire entendre la vérité.

Le parlement se stérilise encore par de vaines déclamations, dans le but académique de briller devant un auditoire nombreux : mais le diapason en est baissé, et l'on peut espérer qu'on cessera de réduire les grandes questions sociales à de petites querelles de parti; qu'au lieu de placer en première ligne les velléités éphémères, on s'efforcera de mettre en lumière les droits de la souveraineté et de fixer la mesure de l'obéissance; que l'on consolidera les doctrines politiques et sociales, qui sont logiquement liées entre elles, et qu'on analysera les éléments de la société afin de les recomposer dans l'intérêt du plus grand nombre. Les destinées d'un pays ne se règlent pas avec des épigrammes et des sarcasmes, et la politique ne peut suivre la voie tracée par des articles de journaux, des dépits, des susceptibilités. Beaucoup de ministères se sont succédé, et nous respectons les défunts : exiger du ministère actuel qu'il marche avec régularité alors qu'il est battu par des vents contraires, et forcé de vivre d'expédients, ce serait faire preuve de sévérité; il faut le louer s'il ne sacrifie pas l'utile à la manie de popularité, ne transige pas avec la dignité pour se conserver, et ne réduit point l'idée de l'État et la fin de toute société à une simple protection des intérêts matériels.

L'opposition s'arrête surtout à deux points : le mauvais état des finances et les affaires religieuses. Au début de la révolution, la dette ne s'élevait qu'à quarante millions; elle était maintenant de plus de six cents. Les dépenses annuelles qui, en 1847, avaient été calculées à quatre-vingt-quatre millions, atteignirent en 1850 le chiffre de cent quarante-trois millions et demi; tous les impôts furent augmentés avec addition de beaucoup d'autres petites charges, dont le payement vexe plus qu'il n'appauvrit (1). Ce n'est

(1) Selon le budget 1859, les dépenses devaient être de 150 millions $\frac{1}{2}$, et les recettes de 141 millions. De 1848 à 1858, on contracta pour 571,152,133 d'emprunts, portant l'intérêt de 25,837,339; ainsi, la dette, en 1858, était de 720,600,000, pour le service de laquelle on affecta 40 millions $\frac{1}{2}$. Plus tard, la prévision de la guerre fit faire un autre emprunt.

pas tout; il fallut payer les désastres de deux campagnes malheureuses et soixante-quinze millions à l'Autriche; au milieu de circonstances aussi difficiles, l'administration secoua sa torpeur; le

Le *royaume sarde* comprend l'île de *Sardaigne* et les possessions de *terre ferme*. La Sardaigne a la superficie de 23,920.34 kilom. carrés; la terre ferme de 51,402. 85, ce qui donne pour tout le royaume 75,323. 19 kilom. carrés, soit en milles géographiques carrés, 21,964, ou en milles géographiques allemands carrés, 1,372. La plus grande largeur de la Sardaigne est de 77 $\frac{4}{5}$ milles géographiques ; la plus grande longueur de 144 $\frac{1}{4}$, et la circonférence de 800 milles géographiques. La plus grande largeur des possessions de la terre ferme est de 148 milles, et la plus grande longueur de 176. Selon le recensement de 1838, la Sardaigne contient 524,633 habitants, et la terre ferme 4,125,735; en tout 4,650,368.

L'île de Sardaigne, dont la distribution offrait autrefois deux chefs-lieux, *Cagliari* et *Sassari*, est maintenant répartie en trois intendances générales ou divisions administratives, *Cagliari* (30,000 habitants), *Sassari* (22,000) et *Nuoro* (4,100), et subdivisée en 11 provinces, 85 *mandamenti* et 367 communes. Elle eut un ministère spécial *pour les affaires de Sardaigne*, avec une législation et une organisation particulières, jusqu'en 1848, époque où la constitution égalisa tous les pays et tous les citoyens.

Les États de la terre ferme comprennent onze divisions administratives, subdivisées en 39 provinces, 409 *mandamenti* et 2,709 communes. Les divisions s'appellent :

1re de *Turin*, qui comprend une partie de la vallée du Pô et la vallée de la Doire Ripaire. Turin est la capitale de tout le royaume; en 1838 il avait 117,000 habitants, et 170,000 en 1857.

2e de Gênes (120,000 habitants), qui embrasse la partie méridionale de la rivière du Levant et une partie de celle du Ponent, avec l'île de Capraïa.

3e de *Chambéry* (16,000), comprenant la partie méridionale de la Savoie, et les vallées qui descendent du versant occidental des Alpes, du mont Blanc au mont Cenis.

4e d'*Alexandrie* (39,400), qui comprend, sur la rive droite du Pô, la vallée inférieure du Tanaro, de la Bormida et de la Scrivia, avec une partie du bassin supérieur de la Trebbia.

5e de *Cuneo* (18,000), qui est le bassin supérieur du Pô, de la Stura et du Tanaro.

6e de *Nice* (33,850), comprenant une grande partie du bassin du Var, et s'étendant entre l'Apennin et la Méditerranée jusqu'au cap des Mele.

7e de *Novare* (18,000), qui embrasse les bassins de la Sesia et de la Toce, la rive gauche du Pô et la rive droite du Tésin, avec leurs affluents.

8e d'*Annecy* (8,400), qui comprend les trois provinces les plus septentrionales de la Savoie, et s'étend du lac du Bourget au Léman.

9e d'*Ivrée* (8,500), comprenant le bassin de la Doire Baltée et la vallée de l'Orco.

10e de *Savone* (16,300), qui renferme la vallée supérieure de la Bormida et ses affluents, avec la plus grande partie de la Rivière du Ponent.

11e de *Verceil* (18,400), qui s'étend des Alpes de la Valsesia aux collines du Montferrat; elle est traversée par le Cervo, la Sesia inférieure et le Pô.

L'armée se recrute au moyen de la conscription, à laquelle sont soumis tous

pays fut doté d'une foule d'institutions qui lui manquaient, mais surtout d'un réseau de chemins de fer, qui rattachent tous les points au centre, le centre au reste de l'Italie et à la France.

Peu de temps avant la révolution, Charles-Albert avait conclu un concordat avec le pontife, lequel abandonna quelques prétentions anciennes pour en faire accepter d'autres. Après qu'on eut donné la constitution, dont la première clause portait, selon les désirs formels du roi, que la religion catholique serait dominante, les hommes bruyants, qui ne savent faire usage de la liberté que pour persécuter, voulaient qu'on mît la main sur les biens du clergé, et que les confréries fussent non-seulement supprimées, mais leurs propriétés confisquées, avec défense d'enseigner. Sur la proposition de Siccardi, proposition qui fit grand bruit et fut

les jeunes gens qui atteignent leur vingt et unième année, et dont le nombre peut s'évaluer à 18,000. Les premiers 9,000, après avoir tiré au sort, forment le contingent de la première catégorie, lequel est immédiatement incorporé dans l'armée, avec l'obligation de servir six années activement et six en congé illimité; les 9,000 restants forment le contingent de la seconde catégorie, qui est façonné aux exercices dans le corps, pendant cinquante jours de la première année, et reste ensuite à la disposition du gouvernement pendant quatre ans. De cette manière, outre les hommes en congé illimité destinés à remplir immédiatement les cadres en temps de guerre, il y a cinq contingents de seconde catégorie pour la formation des cinq bataillons de dépôt.

Pour les forces maritimes, on compte :

Bâtiments à voile............	10	avec	270	canons.		
Vapeurs à roues.............	7	»	38	»	1,600	chevaux.
Frégates mixtes à hélice......	4	»	200	»	2,080	
Transports à voile et à vapeur.	5	»	—	»	—	
	26		508		3,680	

Le long de la mer, le Piémont possède un grand nombre de forteresses : *Sant-Albano*, qui protége les hauteurs de Nice; *Villefranche*, qui se rattache à la précédente comme ligne défensive; *Ventimiglia*, qui couvre la route de la Rivière et garantit la rive gauche de la Roja; *San-Remo*, *Finale*, *Vado*, boulevard de Savone; *Savone*, ancien château, qui protége le port et défend le passage de la Rivière ; *Gênes*, avec divers forts et une double enceinte qui domine le golfe; *Spezia* et *Sarzanello*, ancien château qui couvre le passage de la Magra. Dans l'intérieur des terres, le fort de *Bard* ferme le passage par la vallée d'Aoste; *Fenestrelle*, par la vallée du Chisone au mont Genèvre en France; *Exilles*, par la vallée d'Oulx au mont Genèvre. *Lesseillon*, dans la vallée de Maurienne, domine le cours de l'Arc, et défend le passage du grand et du petit mont Cenis; *Gavi*, ancien fort, défendait le passage par la Bocchetta ligurienne; la citadelle d'*Alexandrie* protége les routes se dirigeant de Gênes et du duché de Parme sur Turin; *Vinadio* ferme le passage de l'Argentière, et défend l'entrée de la vallée de Stura. De plus, on trouve dans l'intérieur différentes places fortes et citadelles, comme Turin et Casale, outre celles de l'île de Sardaigne.

même éternisée par un obélisque, on établit que les ecclésiastiques (réforme déjà introduite dans les États voisins) seraient soumis aux tribunaux ordinaires, sans exception pour les évêques. Cette innovation portait atteinte au traité conclu avec le pape; mais on arguait que, la forme de gouvernement ayant changé, ce traité devait cesser, bien qu'il concernât une puissance étrangère. La loi sur le mariage civil occasionna de nouvelles commotions.

Rome protesta contre cette violation des accords conclus, et garantis par la constitution. Les fréquentes propositions d'arrangement amiable, portées par des hommes respectables, comme César Balbo et Antoine Rosmini, n'obtinrent aucun résultat, uniquement peut-être par défaut de formes. En attendant, la querelle s'envenima; quelques évêques, et nommément celui de Turin, furent persécutés et bannis pour avoir résisté, ce qui donnait un air de victimes aux récalcitrants, et de persécuteur au gouvernement. De nouvelles restrictions aux libertés ecclésiastiques attirèrent de nouvelles protestations de la part du pontife, et valurent l'excommunication à ceux qui les avaient sanctionnées. De là des froissements de conscience; on chercha hypocritement à mettre en lutte les prêtres avec les évêques; les populations restaient attachées à leurs pasteurs, bien qu'ils fussent éloignés; des prêtres refusaient les sacrements à des députés ou à des ministres qui avaient encouru la censure; puis, de part et d'autre, on célébrait comme des actes de martyr ce qui n'était souvent qu'une ostentation d'amour-propre.

Ce conflit déplorable, qui est peut-être un sacrifice fait par la faiblesse aux clameurs du vulgaire, provoque de longs débats sans amener de sérieuse conclusion; il inspire de l'audace à un parti, qui se propose de détacher l'Italie de la foi populaire. De même que l'apothéose de Pie IX, en 1847, avait fait espérer que toute la chrétienté deviendrait catholique, ainsi, dès qu'il eut manqué à la cause italienne, on exécra avec lui la religion dont il est le chef, et presque le Dieu qu'il représente sur la terre. L'œuvre du nouvel Évangile prit alors de l'extension; les hardis politiques affectèrent de se montrer anticatholiques, et l'on considéra de nouveau la papauté non-seulement comme le fléau de l'Italie, mais de la foi; l'abaissement du catholicisme fut donné comme fondement à toute amélioration de la patrie. Les Vaudois qui, en 1848, avaient obtenu l'égalité civile, purent ériger un temple à Turin; ils publiaient des livres selon leur croyance, et la *Bonne Nouvelle* disait : « Tous les journaux du Piémont obéissent à une direction plus ou moins

1835. 12 octobre.

protestante, et ne se lassent pas de proclamer que la conscience doit être libre, et qu'aucune puissance sur la terre n'a le droit de régler nos rapports avec Dieu; » langage commun à toutes les sectes, mais qui effraye les bons catholiques. On répand des livres empreints de ces idées et des Bibles traduites, dont vingt-trois mille imprimées à Londres, outre dix mille Nouveaux Testaments, destinés principalement à la Toscane et à la Romagne; sept distributeurs parcourent le Piémont, et lorsque l'armée fit la campagne de Crimée, quinze mille exemplaires furent répandus dans le pays. Quelques individus embrassèrent peut-être la foi protestante. Dans la Toscane, il y avait des cercles où la Bible était lue et commentée; en vertu des anciennes pragmatiques, on punit ceux qui le faisaient, en les expulsant s'ils étaient étrangers, en les envoyant voyager s'ils appartenaient au pays. Mais le péril fut exagéré, surtout à l'égard du Piémont, comme l'attestent la moralité du peuple, la fréquentation des églises et des confessionnaux, le respect pour les curés.

Les délires de la foi sont moins à craindre que l'indifférence à cet égard, et que le peu de connaissances religieuses, qui rend possible l'absurde apostolat de journaux aussi pâles qu'ignorants et impudents. Comment convertir au protestantisme des gens qui ne croient pas à leurs propres dogmes et les ignorent, ne savent pas sur quels points ils diffèrent de ceux de Luther et de Calvin? d'ailleurs, s'ils refusent obéissance au pape, ils voudraient encore moins l'accorder à un ministre. Il faut avoir la franchise d'avouer que l'orgueil, la moins philosophique des passions, dit : *Comment telle chose serait-elle, puisque je ne la comprends pas?* Il faut avouer que l'on veut plutôt accomplir l'œuvre sociale de la réforme, qui fut de détruire le caractère théocratique, de faire disparaître l'auréole surhumaine de l'autorité, en soumettant l'homme immédiatement à sa propre conscience : en un mot, les esprits vulgaires trouvent plus commode d'enseigner que l'homme est l'unique dieu; le nombre, l'unique puissance; l'instinct, l'unique loi; le plaisir, l'unique but. De là un orgueil démesuré, un désir ardent de savoir; on porte envie à quiconque sait ou peut davantage, et l'on fait consister le libéralisme non à élever ce qui est le plus bas, mais à rabaisser tout ce qui domine les autres; les hommes s'envient réciproquement les jouissances, et l'or qui peut les acheter; chacun s'étourdit dans la paresse et la volupté, ou se plonge dans les plaisirs matériels jusqu'à ce qu'arrive la décomposition chimique des éléments du corps.

Il faut déplorer que le roi de Naples ait dû réprimer par la force et les procès la révolution et surtout les conspirations pour l'unité italienne; de là un très-grand nombre d'émigrés, gens d'activité, d'intelligence, de plume, qui remplirent l'Europe d'accusations contre lui, lesquelles trouvèrent un étranger qui les accueillit et les répéta dans une langue très-répandue, en leur donnant l'autorité de son nom et de sa libre nation. Bien qu'on ait démenti la misérable condition des prisons napolitaines, on peut la regarder comme exacte; mais ce qui oppresse encore plus un cœur italien, c'est la basse turpitude de ceux qui, en grand nombre, figurèrent dans ces procès d'État comme témoins, délateurs ou agents provocateurs. Toutefois, nous devons rappeler que ces procès furent publics, avec défense et débats publics; que le roi, en épargnant les vies, ne voulut pas s'enlever la possibilité de rendre à la société les condamnés au moment où cela lui paraîtrait justice ou générosité non imprudente. Charles Poerio est comme la personnification de ces martyrs et de ces plaintes; plusieurs fois, on lui promit sa grâce, à lui et à d'autres, pourvu qu'ils la demandassent (1).

Aucun acte, jusqu'à présent, n'a aboli la constitution, et Ferdinand II, s'il le juge opportun, peut d'aujourd'hui à demain imposer de nouveau la responsabilité aux ministres, qui sont réduits maintenant à mettre en pratique les lois faites par lui-même. Mais les individus qui, pour justifier les désordres qu'ils ont trouvés dans le pays, flétrissent sans cesse l'immoralité de ce peuple, l'avidité des classes moyennes, l'ignorance de la plèbe, ne s'aperçoivent-ils pas qu'ils donnent raison au roi s'il refuse de confier la tranquillité et la direction de l'État aux conseils et aux discussions de pareilles gens? L'armée n'eut pas besoin d'être réorganisée; les finances continuèrent de prospérer, et tandis que, dans les autres États, elles se trouvaient dans une situation déplorable, à Naples, les inscriptions du grand livre dépassaient le pair. Les travaux publics ne furent pas négligés, les voies ferrées s'étendirent, et l'on en construisit une de Naples à Bari à travers deux montagnes; on réunit à la mer les lacs Lucrin et Averne, qui devinrent ainsi un port. Toutefois, le cortége ordinaire des calamités publiques ne fit pas défaut; sans parler du choléra, d'épouvantables tremblements de terre bouleversèrent la Basilicate en 1852, et se firent même sentir dans la Romagne.

Les plaies de la Sicile saignaient encore. Les revenus de l'île

(1) Elle fut accordée dans le mois de janvier 1849.

n'avaient été réglés que sur des dons jusqu'en 1810, époque où l'on ordonna un cens, fondé sur des déclarations spontanées; afin de les rectifier et d'atteindre à des évaluations plus exactes, on multiplia les décrets et les prescriptions législatives; les travaux, interrompus souvent par les secousses publiques, furent terminés en 1853. Le revenu général de l'île, qui n'était porté qu'à dix millions huit cent soixante-douze mille soixante-trois ducats, fut rectifié et fixé à seize millions six cent cinquante-huit mille six cent trente-quatre, dont quarante et un mille trois cent trente-neuf appartiennent au domaine, un million deux cent soixante et un mille neuf cent soixante-quatorze aux mainmortes, deux cent treize mille deux cent quatre-vingt-dix aux communes, quinze millions cent quarante-deux mille trente et un à divers; ainsi, à dix pour cent, on devait avoir une contribution de un million six cent soixante-cinq mille huit cent soixante-trois ducats, et, à douze et demi pour cent, d'environ deux millions. L'île entière, vers la fin de 1853, comptait deux millions deux cent trente et un mille habitants (1).

(1) L'administration communale est composée d'un décurion, d'un syndic et de deux magistrats, élus par chaque commune. Pour les causes civiles, il y a onze tribunaux de première instance, quatre cours hautes et la cour suprême de Naples; pour les criminelles, treize cours hautes.

Le royaume se divise en possessions *di qua dal Faro* et *di là dal Faro*, et en vingt-deux provinces, qui ont trente et un millions quatre cent soixante milles géog. carrés.

En deçà du Phare sont: 1° Abruzze ultérieure; 2° seconde Abruzze ultérieure; 3° Abruzze citérieure; 4° Molise; 5° Terre de Labour, où se trouvent *Caserte*, magnifique résidence royale, et *Mont-Cassin* qui tire son nom du célèbre couvent, berceau des Bénédictins; 6° Naples, avec la plus grande ville de l'Italie, en vue du Vésuve, et qui ne peut être comparée qu'à Constantinople pour la situation; 7° Principauté ultérieure; 8° Principauté citérieure, avec *Salerne*; 9° Capitanate, avec *Foggia*; 10° Terre de Bari, avec un port sur l'Adriatique; 11° Terre d'Otrante, avec *Lecce*, où *Brindes* a perdu entièrement son importance; 12° Basilicate, la province la plus pauvre du royaume; 13° Calabre citérieure, avec *Cosenza*; 14° Seconde Calabre ultérieure; 15° Première Calabre ultérieure, avec Reggio sur le détroit de Messine. Selon le récensement de 1849, la ville de Naples avait 416,499 habitants, dont 204,010 mâles, sans compter les étrangers, la garnison et les détenus : naissances, 14,667; décès, 14,535; mariages, 2,757; enfants abandonnés reçus à l'établissement de l'Annunciata, 2,227.

Au delà du Phare les provinces tirent leur nom du chef-lieu : 16° Palerme, avec 200,000 habitants et un commerce qui croît toujours; 17° Messine, sur le détroit; 18° Catane, au pied de l'Etna; 19° Syracuse, avec un petit port; 20° Caltanisetta; 21° Girgenti; 22° Trapani.

Selon la statistique de 1856, la population d'en deçà du Phare était de 6,886,000 âmes. Les revenus s'élevaient à 32 millions de ducats, de même que les dépenses; la dette était de 139 millions de ducats. La flotte à voile et à

L'Église de la Sicile, qui n'a pas subi les pertes occasionnées par la révolution, est l'une des plus riches du monde. L'état de l'actif et du passif publié par le clergé en 1852 lui attribue le revenu annuel de trois millions de ducats, qui indique des possessions considérables dans un pays si mal cultivé et dépourvu de voies de communication. Nous avons dit que le revenu imposable des mainmortes dans l'île avait été évalué à un million deux cent soixante-et-un mille neuf cent soixante-quatorze ducats; mais nous ignorons le rapport de ce revenu avec la propriété réelle. Il y a toujours exagération à l'égard de ces chiffres de possessions ecclésiastiques; on assurait avec le plus grand sérieux, et même dans le parlement, que le clergé de l'île de Sardaigne avait un capital de trois cent millions de francs; après la vérification de l'état réel et la confiscation, on trouva qu'il n'avait pas même un million de revenu annuel.

Rien n'est plus facile et plus vulgaire que de censurer systématiquement tous ces gouvernements, qui n'ont pas su jusqu'à présent satisfaire leurs sujets, ramener le calme, tranquilliser les esprits; mais il est difficile de suggérer les remèdes quand on voit blâmer les uns, précisément parce qu'ils font ce que les autres repoussent. Nous plaignons les mauvais gouvernements, condamnés à se défier et à punir, autant que nous plaignons les gouvernements faibles qui n'osent ou ne peuvent résister; les gouvernements pervers qui s'appuient sur l'immoralité; ceux qui ne

vapeur, de 12 navires, porte 746 canons; l'armée compte 63,000 hommes d'infanterie, 6,736 de cavalerie, 6,322 d'artillerie, 2,880 du génie, outre 51,000 hommes de réserve.

Le tableau publié par la direction centrale de statistique pour la Sicile porte qu'il y avait dans l'île :

A la fin de 1852	2,208,392 âmes.
— de 1853	2,231,020
Dont les mâles étaient au nombre de	1,101,248

La population était ainsi répartie :

Provinces.	*Milles carrés.*	*Population.*	*Hab. pour ch. mil. carré.*
Palerme	1,335	341,326	405
Messine	1,180	384,664	325
Catane	1,280	411,832	321
Girgenti	995	250,795	252
Noto	940	254,593	270
Trapani	735	202,279	275
Caltanisetta	960	185,531	193
Totaux	7,425	2,231,020	2,041

comprennent pas que la liberté est le cheval qui nous porte vers l'avenir, mais nous précipite dans l'abîme quand on lui lâche la bride, s'irrite et se cabre si on le serre de trop près, et qu'il faut une main expérimentée pour le diriger; ceux qui, dépourvus d'initiative d'esprit et de volonté, ne laissent d'autre parti que de s'assoupir avec dignité ; les gouvernements matériels, qui réduisent la science d'État à des spéculations et aux gendarmes; ceux qui refusent de croire que le désordre peut être vaincu seulement par les hommes qui le condamnent, non par ceux qui y ont recours pour se soutenir momentanément.

Les excès, le ravage fait dans les mœurs et les intelligences par les commotions politiques; l'indifférence pour les principes, l'absurdité des haines et des affections; les idoles de la veille brûlées le lendemain, l'arrogance et la calomnie regardées comme un signe de liberté, effrayèrent beaucoup d'individus, lesquels se hâtèrent d'abjurer comme des erreurs les vérités qui succombaient. Honteux d'avoir trop espéré d'eux-mêmes et de s'être crus dignes de la liberté, ils s'efforcèrent de ramener dans les anciennes voies les gouvernements et les opinions; ou bien, réveillés en sursaut des rêves d'une conscience complice, et mécontents des conséquences de principes mal posés, ils se jetèrent dans l'intolérance persécutrice, répétant les mots d'ordre et de religion : quelques-uns avaient d'abord employé la religion, comme fait individuel, pour en faire un moyen d'indépendance jusqu'à la révolte; d'autres maintenant, comme fait social, voulaient en faire un instrument de pouvoir jusqu'à l'absolutisme.

Les tentatives téméraires font rétrograder les esprits épouvantés; mais, parmi les réactionnaires, est-il juste que ceux qui préconisent la force invoquent ensuite la raison ? Quelques-uns, ne voyant dans la réorganisation qu'un fait de tranquillité, condamnent même les libertés honnêtes et les sages garanties, faisant comme l'individu qui maudirait les machines à vapeur pour le bruit qu'elles font : ils ont peur de la philosophie même alors qu'elle vient à l'appui du sens commun; peur de l'histoire même alors qu'elle ne justifie pas les faits, mais se contente de les vérifier et de les raconter; peur de toute aspiration au mieux, car ils y voient une irruption de la démagogie; peur des hommes capables, et dès lors ils livrent exclusivement l'instruction à ceux qui ont la confiance du gouvernement, mais non celle de la jeunesse, laquelle se dégoûte des études, et repousse même la vérité parce qu'elle est proclamée par des gens discrédités; ils font ressortir l'accrois-

sement des crimes, des détenus, des enfants trouvés, comme s'il n'y avait pas eu de misérables avant la presse et les constitutions.

D'autres s'arrachent les cheveux, au lieu d'employer leurs bras pour sauver au moins, dans le naufrage, leurs propres convictions; de pareils individus ne valent guère mieux que ces impuissants qui, sans avoir l'audace du mal ni le courage du bien, se vantent de rester neutres au moment où il faut d'énergiques décisions, et se contentent de dire : *Je l'avais prévu.* Semblables au nautonnier qui, battu par la tempête, jurerait héroïquement qu'il ne veut plus s'exposer aux vents, si ce n'est après les avoir renfermés dans les outres d'Éole, d'autres déclarent que persévérer dans les erreurs c'est lâcheté ; que toute réorganisation est impossible, et qu'il y a bassesse à s'en occuper et à la préparer. D'autres s'abritent sous le nom de modérés; mais la modération n'a aucun mérite si elle ne montre pas de la force, et la modération de Pilate qui laisse tuer le Christ plutôt que de se mettre en péril ne doit pas être confondue avec celle des martyrs qui se laissent tuer plutôt que d'offenser leur conscience. Quelques-uns, au contraire, ne voient dans les désastres politiques qu'un effet de la modération des autres; ils réclament donc des mesures imprudentes et radicales, qui sont un symptôme d'irritation, comme c'est un symptôme de marasme de ne point éprouver ce désir du mieux qui est le tourment et la dignité de l'homme.

Quiconque tend l'oreille à la voix de Dieu, qui, à travers les éclairs et la foudre, parle au moyen des événements; quiconque médite sur ses erreurs ainsi que sur celles des autres, et cherche à savoir combien il se trouve de vertu au fond des cœurs afin de comprendre combien l'on mérite de liberté, s'aperçoit que la tempête bouleverse le navire, mais le pousse en avant, pourvu que le pilote, déviant, allant à la bouline, reculant même, ait toujours l'œil fixé sur l'étoile.

Cette image peut représenter la lutte entre l'opinion et les convictions. Devenue la souveraine despotique du monde, versatile par nature, l'opinion sert de moteur à la manière de l'air et de la vapeur; mais une boussole morale peut seule donner de la valeur et de la dignité aux idées qui germent dans la tête, aux sentiments qui agitent le cœur. Les hommes qui, dans les jours orageux, s'étaient servis de cette boussole, n'eurent pas à modifier leurs convictions dans les jours pacifiques, ou s'ils changèrent de conduite, les motifs en restèrent les mêmes; la peur ni l'enthousiasme ne détermina les objets de leur haine ou de leur amour,

ni ce qu'ils devaient croire ou réprouver; la tête haute devant les rois à couronne, ils ne voulurent pas s'agenouiller devant les rois de la rue; ils se corrigèrent de leurs fautes, mais sans renier leurs principes, et les tentatives avortées leur valurent une épuration morale, une maturité intellectuelle. Aujourd'hui, palpitant à l'idée qu'ils ont été la cause de ces malheurs, ils apprennent la nécessité de nous plaindre mutuellement, de nous corriger tous, et ils invoquent, avec la lumière de l'expérience, la grâce de Dieu pour le moment où il faudra recommencer.

Afin de redresser le bon sens, la faculté qui souffre le plus dans les révolutions, les écrivains seraient très-utiles; mais ils ne s'en occupèrent que médiocrement. Après 1830, on avait espéré que les livres exerceraient une grande influence sur le peuple; aujourd'hui, ils deviennent un champ clos de luttes littéraires, ou ne visent qu'à se disputer les abonnés. A aucune époque, on n'a publié tant d'écrits bouffons, tant de journaux pour faire rire; alors même qu'ils ne seraient pas une insulte aux malheurs publics, leur ricanement perpétuel et systématique offre quelque chose de hideux et de stupide, qui inspire le dégoût et cause le frisson; de même, résoudre les grandes questions par le rire, c'est un crime de lèse-patrie.

L'intérêt continua de se fixer sur les dicoureurs loquaces, intérêt qui nous vient de l'habitude théâtrale et du goût pour la rhétorique; confondant la parole, qui est commune à tous, avec l'art de bien s'en servir, privilége d'un petit nombre, tout novice se crut un orateur, et il empira sa médiocrité par le refus de s'instruire, comme si le travail n'était bon que pour l'homme qui manque d'intelligence : pauvre intelligence qui sert de voile à l'inertie, et consiste seulement dans un peu d'imagination sans jugement sûr; dans une conception subite que la réflexion ne fortifie pas; dans une facilité de s'exprimer, qui voltige sur une première pensée quelconque, sans recourir à la seconde qui la mûrit et la perfectionne. De là, le bel esprit substitué au bon esprit, et cette vive légèreté qui est désormais l'unique mérite de notre âge, au détriment de la force et de la profondeur; de là, l'usage de préférer les mouvements convulsifs aux forces régulières, les journaux aux livres. Ces journaux, frivoles, toujours prêts à se vendre, dirigés par un esprit de coterie, comme une insulte perpétuelle à la morale, au jugement droit, à tout espoir d'améliorations, recommencèrent à proscrire toute indépendance morale, à calomnier les personnes et les choses qui s'élèvent au-dessus

de leur bassesse, et sortent de l'obscurité à laquelle ils sont condamnés par leur impuissance. Une critique, comme autrefois, négative, bilieuse, hostile, délétère, ne s'aperçut pas que la situation nouvelle imposait d'autres devoirs. D'autre part, la critique sérieuse elle-même, si elle fut calme dans les discussions, ne montra nulle confiance dans l'issue; se résignant à caresser les instincts ignobles de l'envie et du dénigrement, elle détournait de la générosité en la calomniant, et croyait qu'il fallait avilir les hommes pour se les attacher.

Au milieu de ce bruit de moulins, destinés à triturer même alors qu'il n'y a plus de grains, la véritable littérature dépérit; les auteurs qui marchent scrupuleusement là où d'autres sautent avec présomption, et qui croient que, même au milieu du tourbillon des passions, il y a place pour le bon et le beau, deviennent chaque jour plus rares. Ces écrivains devraient combattre le doute, l'illusion, la bassesse masquée d'égoïsme; ne pas se laisser imposer par les préjugés vulgaires; préparer aux grandes réformes en créant une opinion publique, composée de sentiments et d'intérêts, mais fondée sur une entière et sage connaissance de la morale publique et privée dans celui qui commande, sur un juste sentiment de ses propres droits dans celui qui obéit. Le monde les maudira, mais il les aura entendus; or, sur mille graines que le vent dissémine, il y en a toujours quelques-unes qui germent et prospèrent à l'avantage des générations futures.

Malheureusement, les livres deviennent chaque jour plus rares, depuis qu'a cessé ce souffle puissant qui transforme en idée le fait de l'homme; s'il reste encore quelque sentiment de la mélodie, il manque la passion et l'affection : immolant la logique au respect humain, on associe le lieu commun et le paradoxe, qui pourtant semblent opposés; l'accessoire est pris pour le principal, et l'on compte les voix au lieu de les peser, de manière que l'homme consommé n'est pas plus estimé que le novice; les causes ne sont pas scrutées, et l'on ne remonte point de la minutieuse analyse à une synthèse efficace; chacun tient pour vrai ce qu'il pense, pour bon ce qu'il préfère, pour droit ce qu'il désire, sauf à se débarrasser de son opinion aux premières menaces de la tempête. Hommes du doute ! et vous prétendez savoir en quoi consiste la vérité, et vous condamnez au feu quiconque ne croit pas à celle qu'aujourd'hui vous déclarez telle, et que vous aurez reniée demain; cependant, après avoir détruit l'autorité, vous voulez détruire la liberté, et renverser la raison après avoir renversé la foi.

En effet, dans des temps si orageux, sous des lanières si déchirantes, la liberté et la dignité firent naufrage ; mais les vagues les portèrent ensuite sur un rivage beaucoup plus avancé, et d'où une nouvelle tempête pourrait seule les repousser. Dans l'Italie même, les gouvernements sortirent de la vieille ornière, la révolution opérant comme la pierre caustique qui, en passant sur l'ulcère, en modifie la surface et provoque la granulation et la guérison : l'enfant fut débarrassé de beaucoup de langes qu'on voulait lui conserver, même alors qu'il était adulte ; l'industrie et le bien-être physique marchèrent à pas de géant ; or, bien que les intérêts matériels semblent prévaloir, au point qu'on voudrait réduire la société à une commandite, l'homme à un moulin, en substituant aux moteurs intellectuels et moraux le calcul et les contre-poids, nous croyons que les remèdes matériels ne sont pas des moins importants, et qu'il est utile d'accroître la richesse nationale et de bien la répartir.

L'Italie compte vingt-six millions d'habitants (1), tous catho-

(1) Nous tirons de l'Annuaire ce tableau de la population italienne.

ÉTATS.		Dernier recensement.	Habitants.	Présumés au 1er janvier 1857.	Superficie en kilomètres carrés.	Habit. par kilomèt.
		1er janv.				
Deux-Siciles	Continent	1854	6,843,355	6,986,906	79,333 00	88,18
	Ile	1854	2,231,020	2,294,373	25,393 50	90,35
Lombard-Vénitien	Lombardie	1855	3,009,505	3,037,765	21,585 45	141,66
	Venise	1853	2,493,968	2,526,606	23,881 59	105,80
États sardes	Continent	1848	3,785,160	3,997,607	40,161 09	99,54
	Sardaigne	1848	547,112	568,098	24,096 06	23,58
États romains		1849	3,019,359	3,127,027	41.434 63	75,17
Toscane		1856	1,779,338	1,794,658	22,082 76	81,27
Modène		1855	609,139	616,883	6,019 66	102,47
Tyrol italien		1851	538,524	551,862	15,741 65	35,06
Trieste, Istrie, Goritz		1851	527,539	549,311	8,524 46	64,44
Parme		1854	508,784	514,083	6,201 13	82,90
Corse		1852	236,251	243,982	8,746 91	27,89
Malte		1851	123,496	129,207	374 67	433,80
Tésin (canton)		1850	119,759	117,955	2,675 05	44,84
Grisons italiens		1850	14,506	15,037	853 91	17,61
Monaco		1848	7,627	7,915	23 15	341,90
Saint-Marin		1852	5,700	5,844	57 15	102,26
			26,398,142	27,107,189	327,085 82	82,87

COLONIES ÉTRANGÈRES.

ÉTATS	Allemands.	Slaves.	Français.	Valaques.	Albanais.	Grecs.	Catalans.	Arabes.	Juifs.	Zingaris.	Totaux.
Illyrie italienne (littoral)..	12,000	190,000	»	320	300	2,500	»		3,200	100	208,420
Lombard-Vénitien.......	40,000	20,000	»	»	»	3,100	»		7,530	60	70,690
Royaume sarde..........	6,430	»	78,000	»	»	100	8,000		6,820	100	99,450
Duché de Parme	»	»	»	»	»	»	»		680	»	680
Duché de Modène........	»	»	»	»	»	»	»		2,710	»	2,710
Toscane................	»	»	»	»	»	2,000	»		7,060	»	9,060
États pontificaux	»	»	»	»	»	150	»		12,790	80	13,020
Deux-Siciles............	»	»	»	»	88,410	18,000	»		2,000	150	108,560
Canton du Tésin.........	350	»	»	»	»	»	»		»	»	350
Malte	»	»	»	»	»	»	»	140,000	»	»	140,000
TOTAUX..	38,780	210,000	78,000	320	88,710	25,850	8,000	140,000	42,790	490	652,940

liques, presque tous parlant la même langue, et partagés néanmoins entre quinze États, dont sept étrangers. Elle possède d'excellentes lignes géographiques militaires, des forteresses imprenables, de bons ports, des canaux et des fleuves qui ne gèlent jamais. Le fer de l'île d'Elbe, le cuivre d'Agordo et de la Toscane, le chanvre du bas Pô, les forêts des Alpes et des Apennins pourraient lui fournir une excellente marine, d'autant plus qu'elle est assise entre deux mers, et que ses côtes sont en face de la France, de l'Algérie, de la Grèce. Cependant, malgré les progrès des deux royaumes placés à ses extrémités, sa marine est insuffisante, et les consommateurs lointains ne reçoivent pas directement des Italiens les huiles, la soie et les fruits du pays. L'agriculture se développe dans la Lombardie, dont la population augmente encore, tandis qu'elle est rare dans les parties méridionales, où trouveraient un asile et du travail les nombreux émigrants qui, des lacs supérieurs et de la Suisse voisine, vont chercher au loin un sol ingrat.

Maintenant que la Méditerranée recouvre son ancienne importance, et qu'on s'occupe du percement de l'isthme de Suez, on a vite compris que c'était là pour l'Italie une question de vie ou de mort : l'Autriche a favorisé de toutes manières cette entreprise, dans la prévision qu'elle aurait pour résultat d'accroître immensément la navigation de Trieste ; le municipe de Venise a nommé une commission pour étudier et proposer les moyens d'en faire profiter le commerce vénitien, et d'encourager le négoce par des sociétés mercantiles ; l'institut a mis au concours une étude sur les conséquences probables qu'aura ce percement pour le commerce en général et celui de Venise en particulier, et sur les moyens qui pourraient déterminer le continent européen à diriger ses expéditions par le port de cette ville ; on se propose d'agrandir les ports de Gênes et de Civita-Vecchia, afin de les mettre en rapport avec l'extension que cette voie nouvelle va donner au commerce. Les Deux-Siciles sont à l'avant-garde, et semblent destinées par leur situation à fournir aux vapeurs l'eau, le bois, les grains, et même à participer aux entreprises mercantiles qui ont pour but les mers de l'Arabie et de l'Inde. En un mot, il serait à désirer que l'Italie se mît en mesure de disputer aux autres les nouvelles voies, qui offriraient un nouveau champ à son activité et un moyen d'obtenir ces nobles avantages dont ne jouiront jamais les nations paresseuses.

En attendant, on pousse dans l'intérieur à la construction des

chemins de fer qui, franchissant les Apennins, rapprocheront les frères désunis de la Péninsule ; puis, à travers les Alpes, mettant les Italiens en contact avec l'étranger, ils leur montreront que la nationalité ne peut être exclusive et hostile, ni comme sentiment, ni comme institution.

Au milieu de ces utiles travaux et des préoccupations douloureuses causées par le choléra renaissant, la disette du grain et les nouveaux ravages que la maladie exerçait sur les vignes et les vers à soie, les âmes semblaient se détacher de la politique, lorsque la guerre entre les gros États vint offrir aux regards un nouveau mirage. Dans la Sainte-Alliance, la Russie représentait la force matérielle ; toujours prête à jeter un demi-million de soldats partout où la révolution voudrait se produire, elle aspirait a chasser le Turc d'Europe, afin de s'emparer de Constantinople. Lorsque la révolution de 1848 ébranla tous les trônes, la Russie seule fut préservée de toute secousse, et si alors elle avait voulu occuper Byzance, qui aurait pu s'y opposer? elle avait déjà soixante-dix mille hommes dans les Principautés danubiennes ; l'Autriche était en lutte avec ses peuples ; l'Allemagne et la France se décomposaient, et l'Angleterre hésitait. Cependant Nicolas, comme s'il croyait nécessaire de sauver avant tout le principe monarchique, se contint, resta en observation, puis aida l'Autriche à dompter la Hongrie soulevée, et parut ainsi resserrer ses liens avec cette puissance.

Mais au retour de la paix, il manifeste la volonté de réaliser le désir séculaire des siens ; on croit, ou plutôt on feint de croire qu'il menace l'indépendance de l'empire ottoman, parce qu'il veut y obtenir de l'influence et prescrire au sultan, entre autres conditions, la manière dont il doit traiter les chrétiens. Toute l'Europe parut s'inquiéter de cette ingérence dans l'administration des autres ; l'immorale existence de l'empire ottoman fut déclarée nécessaire à l'équilibre politique. Après de vaines tentatives d'arrangements, on vit éclater cette guerre qui, pendant quarante ans, avait résisté à des causes nombreuses et urgentes ; la France et l'Angleterre firent alliance pour soutenir les Turcs. L'Autriche paraissait liée à la Russie par la reconnaissance ; mais, toujours menacée d'un soulèvement de l'Italie, elle dut laisser faire les puissances occidentales, après s'être employée longtemps comme médiatrice ; se bornant à une attitude passive, elle réunit des forces dans les Principautés danubiennes ; enfin, sa conduite changea la nature et le théâtre des hostilités, en empêchant

1854. Mars.

qu'elles ne s'entamassent du côte de l'Allemagne, où elles auraient pu généraliser cette guerre et la convertir en lutte de peuples, ce qu'on ne voulait pas.

A cette occasion, recommencèrent les tergiversations dans la diplomatie, et les illusions chez les peuples. On disait aux fils des croisés qu'il importait au bien commun de soutenir l'indépendance et l'intégrité de l'empire turc, c'est-à-dire de consolider la barbarie musulmane et la tyrannie militaire sur les plus belles contrées de l'Europe : le but véritable, au contraire, c'était d'affaiblir la Russie, non pour le soulagement des peuples, mais dans l'intérêt des autres puissances; de détruire sa flotte, au moyen de laquelle dominant sur la mer Noire, elle entravait le commerce de l'Angleterre, et menaçait de déboucher du détroit fermé d'Abydos pour entrer dans la Méditerranée et, par cette mer, atteindre les Indes à travers l'isthme de Suez, une fois ouvert.

Comme il est impossible de prévoir le résultat de longues guerres, les espérances des peuples se réveillèrent : en attendant, on se félicitait de voir rompue l'alliance du Nord, qui avait été l'épouvantail des réformateurs; la France et l'Angleterre, unies temporairement, mais ennemies naturelles comme elles le proclament, ne devaient pas tarder à se brouiller; la conflagration, devenue générale, mettrait de nouveau en problème les destinées du monde, et l'heure des peuples sonnerait, heure qu'on avait tenté vainement de hâter par les conjurations et les révolutions.

Voilà pour les illusions; quant aux faits, l'empereur des Français caressait l'Autriche comme nécessaire, lui garantissait secrètement l'inviolabilité de ses possessions cisalpines, et déclarait que, partout où se déploierait le drapeau populaire, fût-ce aux Alpes ou au Taurus, lui et ses alliés l'abattraient; du reste, ils le firent en réprimant les Grecs qui, dans l'abaissement de la Turquie, avaient espéré se relever. Les espérances s'affaiblirent lorsque la guerre, au lieu d'éclater au cœur de l'Europe, se confina dans la péninsule de Crimée; pendant deux ans, d'immenses efforts furent faits et d'horribles souffrances endurées, avec la mort de cinq cent mille hommes, Anglais, Français ou Russes, sans produire d'autre résultat que la destruction de la flotte russe et de la forteresse de Sébastopol, une des plus puissantes parmi les modernes.

Prévoyant que l'expédition serait longue et difficile, la France et l'Angleterre cherchèrent des alliées parmi les petits États; si le roi de Naples voulut rester neutre par gratitude pour la bien-

veillance russe, et ne pas infliger à ses sujets d'inutiles souffrances, le Piémont s'associa aux puissances occidentales, en s'obligeant à entretenir vingt mille hommes dans le Levant. Son armée, qui partit, bien approvisionnée, sous le commandement d'Alphonse Lamarmora, supporta avec courage les souffrances d'un hiver rigoureux, d'un été plus funeste encore, d'un climat meurtrier, et les ravages du choléra et du typhus; ses privations furent telles, qu'il fallut emporter le bois à brûler et les matériaux pour construire les baraques; puis, dans les batailles, ils se firent admirer même de leurs amis, du reste peu courtois.

Cette expédition avait trouvé des contradicteurs dans le parlement sarde, parmi les libéraux et les conservateurs; les premiers voyaient avec déplaisir qu'on dégarnît le pays, ce qui l'exposait à une irruption éventuelle des Autrichiens, ou le rendait incapable de les attaquer dans le malheur ; les conservateurs jugeaient que les Italiens n'avaient aucun intérêt à soutenir ces Turcs, contre lesquels s'étaient signalés les marquis de Montferrat et les ducs de Savoie ; à combattre ces Russes qui avaient rétabli les rois sardes, renversés par la révolution ; à s'allier avec ces Français et ces Anglais, toujours prêts à demander des sacrifices sans offrir de dédommagements; c'était là, disaient-ils, une pure vanité des ministres, qui voulaient ainsi obtenir les applaudissements de la mode et caresser les Anglais, auxquels ils sacrifiaient jusqu'aux sentiments religieux, dans l'absurde espérance d'accroissements politiques; un pays qui a une dette de six cent seize millions et un déficit annuel de douze millions, n'était-il pas imprudent de le charger d'un nouvel emprunt de soixante millions? Mais la plupart regardaient comme avantageux de réparer en Crimée les déroutes de Lombardie, d'asseoir le royaume parmi les grandes puissances, de façonner sur la Tchernaïa les soldats qui pourraient ensuite être employés sur le Pô : la France et l'Angleterre, disaient-ils, ennuyées des oscillations de l'Autriche, favoriseront leur allié contre elle, et puisqu'il aura partagé volontairement leurs fatigues et leurs sacrifices, elles lui accorderont à la paix la Lombardie, objet constant de la convoitise du Piémont.

Tel était l'espoir dont se berçaient les spéculatifs, lorsque Nicolas mourut; son fils, Alexandre II, hâta la conclusion d'une paix dans laquelle il ne perdait rien, et que lui offraient les puissances occidentales, effrayées des sommes énormes et des torrents de sang qu'avait coûtés une campagne si courte et circonscrite, et qui menaçait de s'éterniser sans résultat décisif. Les

ministres, parmi lesquels le comte Camille Cavour représentait le Piémont, se réunirent à Paris pour la négocier; après quelques séances, où la France joua le rôle principal, la paix fut conclue : les choses furent rétablies dans leur état primitif; les conditions de liberté civile et religieuse restèrent les mêmes; seulement, on abolit le droit de course, et la liberté des neutres en temps de guerre fut reconnue. Quant au Piémont, il n'obtint aucun des avantages qu'il avait espérés, et, loin de remanier les territoires, on raffermit de nouveau les traités de 1815.

1856. 30 mars.

Le mécontentement fut extrême en Piémont. Les libéraux s'écriaient : « N'avons-nous pas dit que nous nous exposions à des pertes certaines dans l'intérêt exclusif d'autres puissance? » Les conservateurs se plaignaient qu'on eût sacrifié quatre mille hommes, de braves officiers, soixante millions, sans parler des angoisses et des souffrances, pour obtenir seulement qu'un ministre sarde apposât sa signature au bas d'un traité européen.

Les hommes qui se figuraient que la diplomatie servirait au moins à guérir quelques maux, avaient espéré que le Piémont profiterait de cette occasion pour faire cesser sa rupture avec Rome et l'Autriche, en recourant à l'intervention des alliés qui chercheraient à lui obtenir des conditions utiles et honorables; qu'on verrait ainsi finir le déchirement de l'épiscopat et des consciences; qu'un sage concordat régulariserait les actes précédents et en permettrait de nouveaux, où la liberté ecclésiastique s'harmoniserait avec l'omnipotence de l'État; que l'Autriche lèverait les séquestres, rappellerait tous les exilés, ferait de bons traités de commerce et de voisinage, accueillerait les aspirations nationales de ses propres sujets, du moins autant qu'il était nécessaire afin d'alléger le poids de leur servitude.

Dans le congrès de Paris, le ministre d'Autriche et celui du Piémont avaient échangé d'aigres paroles; Cavour, assurant que la paix ne durerait point si elle ne s'appuyait sur le droit, et ne donnait aucune satisfaction aux désirs de la nation, fit le tableau de la situation anormale de l'Italie. Dans cette Italie, disait-il, que voit-on? une domination étrangère et soldatesque abhorrée; un autre pouvoir national qui ne se soutient que par des condamnations et des proscriptions; l'autorité pontificale tellement impuissante, qu'elle est obligée de faire garder une partie de l'État par les Français, une autre par les Autrichiens, situation qui a pour conséquence un levain permanent de désordre, et l'impossibilité de ces réformes, réclamées par le temps et les vœux

des populations. Pour remède, il proposait de séculariser le gouvernement pontifical, d'y introduire le Code Napoléon, en abolissant les priviléges cléricaux et le droit canonique : si l'on ne peut obtenir cela dans le centre, qu'on en détache les Légations, au moins administrativement, en les confiant à un vicaire laïque du pontife, nommé pour dix ans, avec des troupes indigènes; en attendant, ajoutait-il, on doit refréner les Autrichiens qui, en fortifiant Plaisance, en occupant le duché de Parme, alors qu'ils se trouvent déjà dans la Toscane et les Romagnes, bouleversent l'équilibre et deviennent non-seulement prépondérants, mais dangereux en Italie.

Le congrès répondit qu'il ne s'était pas réuni dans ce but; que les représentants des puissances accusées n'étaient pas au nombre de ses membres; qu'enfin c'était s'immiscer dans l'administration intérieure des États étrangers, contrairement au principe international sanctionné depuis 1830, principe pour lequel on avait fait la guerre d'Orient. Cavour, n'étant pas écouté, remit aux ministres de France et d'Angleterre une note véhémente; à la chambre de Turin, il parla d'une manière plus énergique encore, se félicitant que « la situation anormale et malheureuse de l'Italie eût été dénoncée à l'Europe, non plus par des démagogues et des révolutionnaires, mais les représentants des premières puissances de l'Europe; » il carressa les antipathies en assurant que sa politique restait hostile à l'Autriche plus que jamais elle ne l'avait été. Est-il donc vrai que l'on a combattu en Crimée pour l'Italie, et que les coups de canon tirés là-bas ont ouvert une brêche dans l'Autriche? Le temps le fera voir.

En Angleterre, la domination napolitaine et celle du pape trouvaient beaucoup d'accusateurs, ce qui s'appelait favoriser la cause italienne. Palmerston, qui s'amuse toujours à jeter des fusées sur des tas de paille, sauf à ne pas vouloir qu'ils s'enflamment, déclara dans le parlement que la cité sainte n'avait jamais été aussi bien gouvernée que durant l'absence du pape; car les triumvirs romains « s'efforçaient du moins de prévenir les atrocités commises alors. » Néanmoins, il répétait que l'Angleterre n'avait pas excité à cette époque, et ne voulait pas exciter maintenant l'esprit d'insurrection; qu'on devait montrer de la bienveillance au Piémont et le défendre en cas d'attaque, mais jamais le flatter de l'espoir d'un agrandissement territorial. Les imputations furent relevées; mais, comme d'habitude, on ne tint aucun compte des réfutations. On prévoyait que la proposition de détacher la Romagne la

ferait soulever immédiatement, et par suite tomber au pouvoir de l'Autriche; mais, comme la politique alors dominante ne voulait pas qu'on fît du mal au pape, d'autant plus que tous les princes avaient reconnu, en 1849, que la souveraineté temporelle est une garantie nécessaire de la souveraineté spirituelle, on détourna l'orage sur la tête du roi de Naples, accusé de toutes les scélératesses qu'il est possible d'imaginer.

Tout cela encourageait les espérances; or, bien qu'on déclarât qu'elles se fondaient, non plus sur des complots et des soulèvements, mais sur la diplomatie et le désir de voir se constituer le royaume de la haute Italie, les menées révolutionnaires devinrent plus actives. Manin, le dictateur de Venise, envoyait de Paris cette exhortation : *Agitez-vous et agitez;* Mazzini criait de Londres : « *Ce ne sont pas des livres qu'il nous faut, mais des cartouches.* Recourant de nouveau aux forces insurrectionnelles, une poignée d'hommes, partis de Sarzane, ville piémontaise, envahirent le territoire de Massa; mais ne trouvant aucun appui dans le peuple, ils se dispersèrent; une autre bande se souleva à Cefalu et à Girgenti de Sicile, au moment où Naples voyait sauter une poudrière et une frégate, et le soldat Milano attenter à la vie du roi. L'assassin fut envoyé au supplice, de même que le baron Bentivegna, chef de Siciliens révoltés. La France et l'Angleterre insistèrent auprès de ce roi pour que, afin d'écarter les dangers de nouvelles conflagrations en Italie, il améliorât l'organisation politique du royaume, remît en liberté les détenus ou amnistiât les nombreux proscrits : il répondit qu'il lui appartenait, à lui souverain indépendant, d'apprécier ce qui convenait à ses États; qu'elles devraient elles-mêmes commencer par ouvrir leurs prisons et leurs frontières à leurs criminels d'État; qu'elles feraient mieux de ne pas garder chez elles les agents des insurrections italiennes. Il ne s'effraya point de voir ces puissances rappeler leurs ambassadeurs; tout en se justifiant au moyen de la presse et des notes, il accorda des grâces partielles, et fit pressentir une amnistie générale, bien qu'il en fût empêché par des soulèvements continuels, et par les invectives provocatrices dont l'accablaient les émigrés. Il aurait dû entrer dans la voie de l'indulgence avec d'autant plus d'empressement, que l'amnistie donnée par l'empereur d'Autriche quand il vint visiter le Lombard-Vénitien, prouva qu'elle est le meilleur expédient pour se concilier les sujets.

1856. Août.

D'un autre côté, les espérances des agitateurs se manifestaient

par des démonstrations en faveur du Piémont, ou plutôt de son ministre. Des Légations et des Marches il fut envoyé à Cavour une médaille avec ces mots : *Que font ici tant d'épées étrangères?* et une légende qui le louait d'avoir défendu à Paris les droits de l'Italie foulés aux pieds ; le général Lamarmora reçut des mêmes provinces une épée avec ces mots : *L'ancienne valeur n'est pas encore morte dans les cœurs italiens*. D'autres contrées de l'Italie envoyèrent au Piémont des manifestations analogues, outre des souscriptions d'argent pour munir de cent canons la forteresse d'Alexandrie.

Il est vrai qu'on faisait une autre souscription pour donner dix mille fusils au pays de l'Italie qui s'insurgerait le premier. Au danger qui menaçait les autres, on opposait toujours la sécurité du Piémont, garanti uniquement par ses libertés et la confiance des populations dans le gouvernement; mais, comme démenti à ce langage, on découvre à Gênes, alors irritée par suite d'impôts excessifs (1), une trame pour s'emparer des forts, brûler les casernes, tuer les individus du parti contraire; en même temps, Livourne se soulève, et un navire sarde porte l'insurrection et la guerre en Calabre. La tentative est réprimée, avec peu de victimes à Gênes, avec un plus grand nombre à Livourne et dans le royaume de Naples; mais les enquêtes révèlent qu'une mine est creusée sous tous les pays qui dorment au-dessus. Ces faits s'accomplissent au moment où nous publions ces lignes, et l'on ne peut ni les juger encore, ni en prévoir les conséquences; mais ils contraignent à de sérieuses méditations, et surtout les hommes qui chargent des armes, dont les balles peuvent atteindre leur poitrine (2).

1857. 30 juin.

(1) Gênes, en 1857, évalua ses recettes ordinaires à 2,275,950, et ses dépenses à 3,576,775. Dans les archives, on trouve que, à la fin du seizième siècle, Gênes, capitale de la fameuse république, avait un revenu de 435,507 francs, et dépensait 417,794 francs. Le transfert du port militaire de Gênes à la Spezia était une autre cause de mécontentement.

(2) Principales tentatives d'insurrection de ces dernières années :

1853	6 février....	Insurrection à Milan.
1854	11 mai......	Expédition d'Orsini à l'embouchure de la Magra.
	22 juillet....	Émeute à Parme.
1856	24 août.....	Insurrection à Livourne.
	22 novembre.	Sédition en Sicile, sous Bentivegna.
	8 décembre.	Milano attente à la vie du roi de Naples.
1857	27 juin	Débarquement de Pisacane à Ponza et à Sarpi.
	30 juin	Mouvements à Livourne et à Gênes.

Ainsi la paix suscitait plus d'espérances ou d'hallucinations et de troubles que la guerre ne l'avait fait, et réveillait la crainte d'imminentes réactions; or, cette préoccupation de bouleversements inconnus, ce besoin de prédire les changements désirés depuis soixante ans, et le triomphe dans la lutte engagée entre l'autorité et la liberté, découragent de toute grande entreprise, et produisent une incertitude funeste à tout, mesures, réputations et bon sens.

Mais si l'on songe que cette même lutte a imprimé au Levant une secousse qui ne cessera plus; que bientôt la transformation de l'empire turc, sinon sa chute, constituera de nouvelles puissances autour de la Méditerranée, devenue une autre fois la voie du grand commerce, on comprendra combien il importe à l'Italie de se trouver réveillée, forte, active au moment qu'elle devra participer aux avantages nouveaux. Néanmoins, dans des instants si décisifs, l'attention s'éparpille sur des objets secondaires et ne distingue pas, comme le recommandait Newton, les causes des faits concommitants. Au milieu de tant de révolutions, qui a songé à porter la hache sur les plus grands abus, au lieu de se borner à quelque accident, confondu avec l'essentiel? Quelques-uns regardent autour d'eux, et n'apercevant ni hommes insignes, ni faits éclatants, ni changements extraordinaires, déclarent que l'époque est misérable, la race dégénérée. Et pourtant, combien de faits capables de consoler même les moins patients! combien d'acquisitions pour quiconque tient compte, non de l'individu, mais de cette multitude qui toute a grandi, qui toute a contribué aux progrès, jadis l'œuvre des princes; pour quiconque songe à tant de développements et d'applications des sciences, aux arts qui se perfectionnent chaque jour, aux rapides communications, aux moyens d'instruction multipliés et facilités, aux commodités répandues, au bien-être croissant!

L'application de la science au gouvernement restreint, dans l'État qui administre et centralise, le pouvoir arbitraire de la cour et des ministres; aux monopoles et aux priviléges sociaux, elle substitue une économie mieux entendue, abolit les décrets humiliants et les maximes ineptes, qu'ils viennent des anciens pouvoirs ou des modernes révolutionnaires. Toutefois, il est vrai qu'on

1858	janvier...	Attentat d'Orsini contre l'empereur des Français.
1859	janvier...	Frémissement comme sur un volcan, qui peut-être engloutira tout l'ordre présent.

se renferme trop dans les appréciations matérielles; car, au contraire de nos aïeux, on attribue au corps l'importance suprême, à l'âme une importance accidentelle, prenant ainsi pour un grand homme le bon administrateur, celui qui applique une machine, ou sait s'enrichir. De là, une ivresse du jour actuel, qui aveugle sur le lendemain; on renie l'histoire pour se jeter dans les hypothèses, et l'on s'étend sur la couche de l'ironique indifférence de la tourbe bourgeoise.

Les gouvernements conservateurs se bornent à se défendre, attendant que l'ardeur publique se refroidisse et qu'arrive la lassitude politique, pour recouvrer en de longues années ce qu'un instant de secousse leur a fait perdre; toutefois, comme ils s'appuient sur la raison d'un petit nombre et l'intérêt d'un parti, au premier changement des partis, la révolution doit se reproduire.

La séparation naturelle des nations à l'extérieur et, dans l'intérieur, les institutions politiques les plus larges pour assurer la liberté de famille, de province, de commune, de religion, d'enseignement, sont les deux buts qu'il est désormais impossible d'atteindre avec la formule des princes d'autrefois et des révolutionnaires d'aujourd'hui : *Tout pour le peuple, rien par le peuple.* Mais, dans l'appel général à l'esprit des temps, qui s'occupe suffisamment d'une classe jusqu'ici dédaignée, laquelle veut se superposer à la classe moyenne, et dont il faut dès lors, par prudence et nécessité, faire l'éducation? qui comprend que la liberté et l'autorité doivent se rapprocher, non pour se détruire, mais pour s'équilibrer et se limiter? On ne comprend guère non plus que, si l'on veut diminuer le contraste entre la situation sociale et les aspirations de la civilisation, entre les exagérations de la démocratie et de la principauté absolue, et préserver la liberté des écueils de l'égalité excessive, et réciproquement, il faut distinguer d'une manière précise les attributions de l'État, de la commune, de l'Église; qu'il faut ramener les gouvernements à leurs attributions élevées, en les débarrassant du soin d'administrer, de régler, de contrôler l'action de tous; qu'il faut enfin, dans l'impossibilité de diriger le mouvement social, se restreindre à maintenir l'ordre matériel.

Avant la révolution, l'État s'immisçait peu dans les affaires privées, et n'éteignait pas chez les citoyens le désir de les soigner en leur opposant des entraves. Les hommes d'État italiens voulant substituer à cette liberté sans égalité une égalité sans liberté, n'eurent en vue que la constitution de la France, pays où l'on attaque

l'autorité, bien qu'on veuille qu'elle intervienne dans tout; où l'on proclame, au nom de la liberté, ce que les courtisans les plus serviles avaient déjà proclamé; où l'on est tourmenté par la manie de changer la forme des gouvernements et les personnes, sauf à maintenir leur essence despotique sans autre limite que la rébellion, à laquelle on ne sait remédier que par le despotisme. Ils oublièrent l'Angleterre, qui jouit de la plus grande liberté personnelle, et ne songèrent pas à la race slave, pour savoir d'où lui vient sa force, et qu'elle sera l'élément qu'elle constituera dans le monde, si jamais elle est destinée à décomposer la société romano-germanique; reniant toute l'histoire nationale, ils signalèrent comme une plaie et un obstacle ce municipalisme, aussi ancien que l'Italie, et qui pourrait être le noyau de la régénération du pays; ils ne songèrent pas que la démocratie a pour objet, non de bouleverser des gouvernements et d'établir le système unitaire, mais de rendre à l'homme, à la famille, à la commune leur nature propre, leurs droits, leur libre activité.

Le peuple n'arrive pas à comprendre qu'il importe de changer les personnes qui gouvernent, et le changement du curé l'intéresse bien davantage Ce dont il sent le besoin, c'est la sécurité de la personne, des biens, de la réputation, de l'industrie, de la maison : or, ces avantages lui sont procurés plus facilement par le gouvernement qui, se réservant la direction suprême et la tâche d'écarter les obstacles et l'injustice, laisse toute la liberté nécessaire pour mettre les actions en harmonie avec le but; qui abandonne à l'intelligence naturelle, à l'activité morale des citoyens le soin de leurs propres affaires, les jugements, l'instruction, la prospérité de l'industrie, la protection de la tranquillité extérieure.

En effet, il y a un libéralisme qui croit qu'il existe au monde autre chose que la politique; que la république et l'indépendance ne sont pas la liberte, comme la monarchie n'est pas l'ordre; qu'on ne doit établir aucune différence entre la tyrannie d'Ezzelin et celle des Ciompi, entre la tyrannie de Passatore et celle d'une tourbe bourgeoise applaudissant ou sifflant, et que l'homme est quelque chose de plus qu'un simple citoyen, qu'il précède du reste. Ce libéralisme offre divers avantages à l'homme qui le professe : en effet, quand il manque de vigueur pour agir sur les grands centres de la force, de la richesse, de la légalité, il ne se trouve réduit ni à une impuissance paresseuse, ni à des conventicules trompeurs, ni à une sophistique déclamation de théories irréalisables; mais, persuadé de la puissance de chacun et de l'obligation de l'employer,

s'il ne peut réformer l'État, il pense à se réformer lui-même, ainsi que la famille et la patrie au moyen des mœurs : confiant dans son énergie personnelle, au lieu de compter sur les secours de l'Etat, il développe le sentiment de son indépendance plutôt que de solliciter du gouvernement des emplois et des dignités, qui sont des chaînes et une abjection ; il ne fait pas de la politique une maison d'industrie, où accourt quiconque a faim ; au lieu de conspirer, il vient au secours de son frère par l'association des forces et de l'intelligence ; c'est ainsi qu'il insinue cet esprit positif, garantie de l'ordre et sauvegarde de la liberté, et qui facilite la bonne réussite en maintenant l'espérance dans les limites du possible ; il rectifie les idées, fortifie les caractères, épure les mœurs, pour être maître de lui-même quand il n'y aura plus d'autres maîtres.

Pour atteindre ce but, il faut une conscience autonome, une raison affranchie des entraves administratives, de l'oppression d'un parti, d'un journal, d'une société secrète ; il faut avoir confiance dans le peuple. Quiconque ne voit pas le véritable peuple dans celui qui s'agite dans les rues, déclame dans les cafés, fume sous les portiques, dénigre dans les journaux, s'enivre dans les tavernes, ne dira jamais que le peuple italien n'est pas encore mûr pour la liberté, mais que les rêveurs modernes voudraient le rendre incapable de liberté. Et pourtant la démocratie prévaut partout, même dans ceux qui la répriment. Dès le jour où l'égalité civile est devenue profitable à ceux-là même qui semblaient le plus en souffrir, personne ne songe à rétablir l'immoralité des privilèges et les exclusions, ou les entraves féodales. La facilité des communications mêle les peuples ; d'autre part, la foule des exilés, rendus égaux par le malheur, sentant le besoin des multitudes, liés à ceux de tous les autres pays, répandent les idées démocratiques, d'autant plus qu'ils ne sont retenus par aucune considération. L'avidité des jouissances fait que tous ambitionnent de monter ; la jeunesse moderne, dont le caractère est une arrogante dureté, affecte l'égalité en reniant le mérite et l'expérience. La littérature, obéissant à des besoins vulgaires et non à la délicatesse de l'art, ne fait aucune distinction entre la foule des gens médiocres et le petit nombre des écrivains distingués.

Malheureux les gouvernements qui, pour empêcher ces tendances et contenir les riches querelleurs, ne savent qu'exaspérer la haine contre ceux qui possèdent, et irriter le bas sentiment de l'injuste distribution des biens ! Malheureux les écrivains qui flattent bassement la plèbe, comme on flattait jadis les rois ; qui, riant,

raillant, visant à séparer au lieu d'unir, favorisent les instincts vulgaires; qui, au milieu de petitesses, de futilités, d'immoralités clandestines, de prétentions compromettantes, de perfides jalousies, perdent de vue que, pour être utile à la nation, il faut la connaître, comme il faut connaître ses voisins et ses adversaires, les fondements de son passé, la réalité du présent, la probabilité de l'avenir; il faut encore, dans le même but, comparer ces divers éléments, et substituer au vague sentimentalisme des maximes concrètes et positives, habituer à connaître les causes et les conséquences, le caractère et les inspirations, de manière que l'issue ne décourage pas, mais instruise et donne la conviction que l'union des États ne peut dériver que de l'union des esprits. Malheureux les conspirateurs qui empoisonnent dans le peuple les joies de la vie et de la nature, en lui infusant le fiel de la colère et la défiance contre toute supériorité de mérite ou de position; qui le trompent avec la promesse de panacées politiques, et, après avoir rempli son cœur de haine et sa bouche de calomnie, finissent par armer sa main du couteau.

La saine nature de ce peuple éprouve des besoins moins ignobles que la haine, les impuissantes déclamations et les vengeances: étranger à cette manie frénétique de continuels désordres, il ne cherche pas au fond d'une révolution un emploi et un maître; ce qu'il veut, c'est la tranquillité domestique et civile; ce qu'il veut, c'est aimer, travailler, améliorer par lui-même sa condition. Offrez à ce peuple, non le pain quotidien, mais le moyen de le gagner par son travail, qui n'avilit pas s'il est accompagné de calme et de résignation; donnez-lui des livres, non des livres sortis de cette littérature spéculatrice, pédante ou subversive, laquelle produit une congestion dans le cerveau et paralyse les bras, mais de celle qui, si elle ne peut tout dire, enseigne à réfléchir sur tout; donnez-lui la connaissance de ses droits, mais accompagnée du sentiment de ses devoirs; donnez-lui cette dignité qui, acceptant les freins nécessaires, répudie les freins arbitraires, de quelque part qu'ils viennent; donnez-lui l'esprit d'association, au moyen de laquelle, en améliorant sa condition particulière, il puisse améliorer celle de tout le pays; donnez-lui la passion pour le vrai, recherché avec loyauté, professé avec intrépidité; donnez-lui le respect envers les héros d'une charité que le vulgaire libéral ne connaît pas même; or, ces héros peuvent seuls raffermir ce pouvoir des consciences, qui rend superflu le pouvoir de la police, et lui inspirer le sentiment religieux, le seul qu'il comprenne parfaitement, et

qui peut servir de tempérament aux autres, comme il est le meilleur acheminement à la liberté.

Enseignez-lui qu'il est absurde de vouloir réformer le pays avant de se réformer soi-même ; qu'on ne peut obtenir la liberté et le progrès sans le respect mutuel, la tolérance, l'abnégation ; que, moins on met d'entraves aux actes extérieurs, plus la discipline, qui est à la fois sagesse et vérité, devient nécessaire. Faites-lui aimer la liberté, qui consiste dans le droit limité par le devoir ; faites-lui aimer l'ordre, qui est la liberté collective de la société. Enseignez-lui cette politique, hardie dans l'opposition non moins que dans l'adhésion, qui abhorre les phrases; qui, au milieu des impuissances et des douleurs du siècle, assume la responsabilité de ses actes et en accepte les conséquences, mais substitue au scepticisme dissolvant la foi en quelque chose, en quelque personne; qui sait aimer, qui sait même louer ses adversaires et sacrifier jusqu'à l'envie; qui recherche la bienveillance et l'estime, mais non au prix de ses convictions.

Ainsi, même les questions de politique se résolvent en questions de morale. Quant à nous, nous ne croirions pas inutiles nos longs travaux, si nous avions fait pénétrer cette unique vérité dans l'esprit et les actes de nos chers frères italiens; et de même que personne ne les a aimés plus que nous, nous voudrions que personne ne pût nous reprocher de les avoir loués ou blâmés moins sincèrement ou moins légitimement.

FIN.

CHRONOLOGIE ITALIQUE.

§ 1. — Rois de Sicile.

Parmi les anciens rois de Sicile, on compte Cocale, 1295 av. J.-C.; Sicule, 1289; fils d'Éole, 1173.

Syracuse.

	av. J.-C.		
Gouvernement aristocratique	735		485
Gélon, roi de Géla 491, s'empare de Syracuse	484		478
Hiéron Ier	478		467
Thrasybule	467		466
Démocratie	466		465
Dioclès		412	
Denys *l'Ancien*	405		368
Denys *le Jeune*	368		356
Dion	356		354
Callippe	354		353
Hipparin	353		350
Nypsius	350		347
Denys *le Jeune* (de nouveau)	347		343
Timoléon	343		337
Sosistrate		320	
Agathocle	317		289
Démocratie	289		266
Icétas, stratége de la république	289		280
Thynion et Sosistrate	280		278
Pyrrhus	278		276
Hiéron	276		269
Hiéron II, roi	269		215
Hiéronyme	215		214
Démocratie	214		210
Andranodore et Thémiste; Épicide et Harpocrate; mort d'Archimède		212	
Réduite en province romaine		210	

Agrigente.

Gouvernement aristocratique................	582	566
Tyrans : Phalaris	566	534
Alcman et Alcandre............................	534	488
Théron	488	480
Thrasydée...................................	480	470
Démocratie................................	470	

§ 2. — Rois du Latium.

Janus...................................	1451
Saturne.................................	1415
Picus...................................	1382
Faunus..................................	1335
Latinus.................................	1301
Énée....................................	1250
Ascagne.................................	1175
Sylvius Posthumus.......................	1136
OEnéas Sylvius..........................	1107
Latinus.................................	1068
Albas Sylvius...........................	1018
Epistus Sylvius.........................	979
Capis Sylvius...........................	953
Carpentus Sylvius.......................	925
Tibérius Sylvius........................	912
Archippus Sylvius.......................	904
Arémulus Sylvius........................	863
Aventinus Sylvius.......................	844
Procas Sylvius..........................	817
Amulius Sylvius.........................	796

§ 3. — Rois de Rome.

Romulus.............................	753	715
Numa Pompilius......................	714	671
Tullus Hostilius....................	671	639
Ancus Martius.......................	639	614
Tarquin *l'Ancien*..................	614	578
Servius Tullius.....................	578	534
Tarquin le Superbe..................	534	509

Viennent des consuls annuels.

§ 4. — Empereurs romains.

	av.		ap. J.-C.
Auguste	31		14
Tibère	14		37
Caligula	37		41
Claude Ier	41		54
Néron	54		68
Galba, Othon, Vitellius	68		69
Vespasien	69		79
Titus	79		81
Domitien	81		96
Nerva	96		98
Trajan	98		117
Adrien	117		138
Antonin	138		161
Marc-Aurèle et Lucius-Vérus	161		169
Marc-Aurèle (*seul*)	169		180
Commode	180		192
Pertinax, Didius Julianus, Niger, Albinus		193	
Septime Sévère	193		211
Caracalla et Géta	211		212
Caracalla (*seul*)	212		217
Macrin		217	
Héliogabale ou Élagabale	217		222
Alexandre Sévère,	222		235
Maximin Ier	235		237
Les deux Gordien, Maxime et Balbin	237		238
Gordien III *le Pieux*	238		244
Philippe *l'Arabe*	244		249
Dèce	249		251
Gallus et Volusien	251		253
Émilien		253	
Valérien	253		260
Gallien; les 30 Tyrans	260		268
Claude II *le Gothique*	268		270
Quintilius		270	
Aurélien	270		275
Tacite	275		276
Florien		276	
Probus	276		282
Carus	282		284
Carin et Numérien		284	
Dioclétien	284	abd.	305

Maximien-Hercule, associé à Dioclétien	286	abd.	305
Constance-Chlore. } successeurs de Dioclétien.	305		306
Galère }	305		311
Maxence	306		312
Maximin II Daza	307		313
Constantin Ier	306		337
Licinius	307		323
Constantin II	337		340
Constant Ier	337		350
Constance II	337		361
Julien l'*Apostat*	361		363
Jovien	363		364
Valentinien Ier (*en Occident*)	364		375
Valens (*en Orient*)	364		378
Gratien (*en Occident*)	375		383
Valentinien II (*en Occident*)	383		390
Théodose Ier (*en Orient*)	379		395

Empire romain d'Occident.

Honorius	395		423
Valentinien III	423?		455
Pétrone Maxime		455	
Avitus	455		456
Majorien	457		461
Libius Sévère	461		465
Interrègne de 20 *mois*	465		467
Anthémius	467		472
Olybrius		472	
Glycérius	473		474
Julius Népos	474		475
Romulus Augustulus	475		476

Fin de l'empire d'Occident.

Odoacre *Hérule,* roi d'Italie	476	493

§ 5. Papes.

	Année de l'élection.	Durée du pontificat. Ans.	Mois.	Jours.
S. Pierre, Galiléen, prince des Apôtres. Réside d'abord à Antioche, et depuis l'année 42 de l'ère nouvelle, à Rome, où il mourut en 67? En 42	32	25	»	»

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
commencent les 25 ans que la *chronique* d'Eusèbe assigne à son pontificat.				
S. Lin, de Volterra en Toscane, martyr.....	67?	11	»	»
S. Anaclet, d'Athènes, martyr.............	78	12	»	»
Il semble que c'est le même que Clet.				
S. Clément Ier Romain, martyr............	91	9	»	»
S. Évariste, de Bethléem, martyr..........	100	9	»	»
S. Alexandre Ier, Romain.................	109	10	»	»
S. Sixte Ier, Romain de la gens Helvidia, martyr..............................	119	9	»	»
S. Télesphore, de Thurium dans la Grande-Grèce, martyr........................	127	11	»	»
S. Hygin, Athénien, martyr...............	139	4	»	»
S. Pie Ier, d'Aquilée, martyr..............	142	15	»	»
S. Anicet, d'Ancise en Syrie, martyr.......	157	11	»	»
S. Soter, de Fondi en Campanie...........	168	9	»	»
S. Éleuthère, de Nicopolis, martyr.........	177	16	»	»
S. Victor, Africain, martyr................	193	9	»	»
S. Zéphirin, Romain, martyr...............	202	17	»	»
S. Calixte Ier, Romain, de la gens Domitia, martyr..............................	219	4	»	»
S. Urbain Ier, Romain, martyr.............	223	7	»	»
S. Pontien, Romain, de la gens Calpurnia, martyr..............................	230	5	»	»
S. Anthère, de Polycastre dans la Grande-Grèce, martyr........................	235	»	1	»
S. Fabien, Romain de la gens Fabia, martyr.	236	14	»	»
*Novatien, premier antipape..............	236	»	»	»
S. Corneille, Romain, martyr..............	251	1	3	10
S. Luce Ier, Romain, martyr..............	253	»	5	»
S. Étienne, Romain, de la gens Julia, martyr.	255	4	6	»
S. Sixte II, Athénien, martyr.............	257	»	11	»
S. Denys, de Thurium dans la Grande-Grèce, martyr..............................	259	10	5	»
S. Félix Ier, Romain, martyr...............	269	5	»	»
S. Eutychien, Toscan, martyr..............	275	8	11	»
S. Caïus, de Solone en Dalmatie, martyr.....	283	12	4	17
S. Marcellin, Romain, martyr..............	296	8	»	»
S. Marcel Ier, Romain, martyr.............	304	4	7	20
S. Eusèbe, de Cassano en Calabre..........	310	»	4	»
S. Melchiade ou Miltiade, Africain..........	311	2	6	»
S. Sylvestre Ier, Romain..................	314	21	11	»

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
S. Marc, Romain	336	»	8	»
S. Jules Ier, Romain	337	15	2	15
S. Libère, Romain, de la famille des Savelli...	352	14	4	2
S. Félix II, Romain	355	2	»	»
Il exerça le pouvoir pontifical durant l'exil de Tibère, soit comme son vicaire ou parce qu'il fut pape, peut-être illégitimement; puis il se retira dans la vie privée.				
S. Damase Ier, de Vimérano en Portugal	366	18	2	»
* Ursicin	366	»	»	»
S. Sirice, Romain	384	14	»	»
S. Anastase Ier, Romain	398	3	»	10
S. Innocent Ier, Albanais	401	15	»	»
S. Zozime, de Mesuraca dans la Grande-Grèce.	417	1	9	9
S. Boniface Ier, Romain	418	3	8	7
* Eulale	418	»	»	»
S. Célestin, Campanien	422	10	»	»
S. Sixte III, Romain	432	8	»	»
S. Léon le Grand, Romain ou Toscan	440	21	1	4
S. Hilaire, de Cagliari	461	6	»	»
S. Simplice, de Tivoli	467	15	»	»
S. Félix III, Romain	482	9	»	»
S. Gélase Ier, Africain	492	4	9	»
S. Anastase II, Romain	496	2	»	»
S. Symmaque, Sarde	498	15	8	»
* Laurent	498	»	»	»
S. Hormisdas, de Frosinone en Campanie	514	9	»	11
S. Jean Ier, Toscan, martyr	523	2	9	»
S. Félix IV Fimbrien, de Bénévent	526	4	2	»
Boniface II, de Rome, Goth d'origine	530	2	»	»
Jean II dit *Mercure*, Romain	532	2	4	»
S. Agapet Ier, Romain	535	»	10	19
S. Silvère, de Frosinone, martyr	536	2	»	»
Vigile, Romain	538	19	6	»
Élu pendant que Silvère vivait encore; celui-ci étant mort, il fut reconnu comme pape légitime.				
Pélage Ier, Romain	555	4	10	18
Jean III, Romain	560	13	»	»
Benoît Ier, Romain	574	4	1	28
Pélage II, Romain	578	12	2	10
S. Grégoire le Grand, Romain de la famille				

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
des Anicius	590	13	6	10
Sabinien, de Volterra	604	3	3	9
Boniface III, Romain	607	»	8	22
S. Boniface IV, de Valeria chez les Marses	608	6	8	13
S. Dieudonné, Romain	615	3	»	»
Boniface V, Napolitain	618	6	10	»
Honoré Ier, de la Campanie	625	2	11	16
Séverin, Romain	640	»	3	4
Jean IV, Dalmate	640	1	9	18
Théodore Ier, de Jérusalem, d'origine grecque	642	6	2	9
S. Martin Ier de Todi, martyr	649	6	2	12
Eugène Ier, Romain	654	2	8	12
Élu avec le consentement de son prédécesseur encore vivant.				
S. Vitalien, de Segni en Campanie	657	14	6	»
Adéodat, Romain	672	4	2	»
Donus Ier, Romain	676	1	5	11
S. Agathon, de Reggio dans la Grande-Grèce	678	3	6	15
S. Léon II, de Piana de Saint-Martin dans la Grande-Grèce	682	»	10	17
S. Benoît II, Romain	684	»	10	12
Jean V, d'Antioche	685	1	»	10
* Pierre et Théodore	686	»	»	»
Conon, Sicilien, d'origine thrace	686	»	11	»
S. Sergius Ier, Palermitain, originaire d'Antioche	687	13	8	24
* Théodore et Pascal	687	»	»	»
Jean VI, Grec	701	3	2	13
Jean VII, de Rossano	705	2	7	17
Sisinnius, Syrien	708	»	»	20
Constantin, Syrien	708	7	»	12
S. Grégoire II, Romain, de la famille des Savelli	715	15	8	24
S. Grégoire III, Syrien	731	10	8	»
S. Zacharie, de Sainte-Séverine dans la Grande-Grèce	741	10	3	14
Étienne II, Romain	752	»	»	3
Le troisième après son élection, et avant d'être consacré, il mourut d'apoplexie; ce qui fait que quelques chronologues ne le comptent pas parmi les papes de ce nom.				
Etienne III (ou II) Romain	752	5	»	20
S. Paul Ier, Romain	757	10	1	»

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
*Théophylacte, Constantin, Philippe........	767	»	»	»
Étienne IV (ou III), de Reggio dans la Grande-Grèce................................	768	3	5	27
Adrien Ier, Romain, de la famille des Colonna.	772	23	10	17
S. Léon III, Romain.....................	795	20	5	16
Étienne V (ou IV) Romain................	816	»	7	»
S. Pascal Ier, Romain.....................	817	7	»	17
Eugène II, Romain......................	824	3	»	»
* Zizime................................	824	»	»	»
Valentin, Romain........................	827	»	1	10
Grégoire IV, Romain.....................	827	16	»	»
Sergius II, Romain......................	844	3	»	»
S. Léon IV, Romain......................	847	8	3	6
Benoît III, Romain......................	855	2	6	10
* Anastase..............................	855	»	»	»
S. Nicolas Ier, Romain....................	858	9	6	20
Adrien II, Romain.......................	867	4	11	»
Jean VIII, Romain.......................	872	10	»	2
Marin Ier, de Gallese dans le patrimoine de Saint-Pierre..........................	882	1	4	»
Adrien III, Romain.....................	884	1	4	»
On croit que c'est le premier qui ait changé son nom en montant sur le trône pontifical; avant, il s'appelait Agapet.				
Étienne VI (ou V), Romain...............	885	6	»	»
Formose, de Porto.......................	891	5	»	»
Il était évêque de Porto; c'est le premier qui ait passé de son siége au siége papal.				
* Boniface VI, Toscan....................	896	»	»	15
Il occupe un rang numérique parmi les papes de ce nom.				
Étienne VII (ou VI), Romain.............	896	1	2	»
Romain, de Montefiascone?...............	897	»	4	»
Théodore II, Romain.....................	898	»	»	20
Jean IX, Romain.........................	898	2	»	15
Benoît IV, Romain.......................	900	3	»	»
Léon V, d'Ardée.........................	903	»	1	9
Christophe, Romain......................	903	»	6	»
Sergius, Romain.........................	904	7	»	»
Élu déjà en 898.				
Anastase III, Romain....................	911	2	2	»

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
Landon, Sabin	913	»	6	10
Jean X, Romain	914	14	2	»
Léon VI, Romain	928	»	7	5
Étienne VIII (ou VII), Romain	929	2	1	12
Jean XI, Romain, de la famille des Conti de Tusculum	931	4	10	»
Léon VII, Romain	936	3	6	10
Étienne IX (ou VIII), de la famille des ducs de Lorraine	939	3	4	15
Marin II ou Martin III, Romain	942	3	6	»
Agapet II, Romain	946	9	7	»
Jean XII, de la famille des Conti	955	8	»	»
* Léon VIII, Romain	963	»	»	»
Il occupe un rang numérique parmi les pontifes de ce nom.				
Benoît V, Romain	964	1	»	»
Jean XIII, Romain	965	6	11	6
Benoît VI, Romain	972	1	3	»
* Boniface VII (*Francon*)	974	»	»	»
Donus II, Romain, pour peu de temps	974	»	»	»
Benoît VII, de la famille des Conti	975	8	8	»
Jean XIV, Pierre Canepanova, de Pavie	983	»	9	»
Il fut privé de la tiare et de la vie par Boniface VII, qui envahit pour la seconde fois le siége apostolique.				
Jean XV, pour quelque temps	985	»	»	»
Jean XVI, Romain	985	10	»	»
Grégoire V, fils d'Othon, duc de Carinthie.	996			
En 997, Jean Philogathe, Calabrais, évêque de Plaisance, fut placé violemment sur le siége pontifical par Crescentius, tyran de Rome, sous le nom de				
* Jean XVII	997	»	»	»
Sylvestre II, Gerbert, d'Aurillac en Auvergne.	999	4	1	9
Jean XVII, Sicco, Romain	1003	»	5	25
Jean XVIII, Fasano, de Rapagnano près de Fermo	1003	5	4	22
Sergius IV, Romain	1009	3	»	»
Benoît VIII, de la famille des Conti	1012	11	9	»
* Léon-Grégoire	1012	»	»	»
Jean de la famille des Conti	1024	9	»	»
Benoît, de la famille des Conti	1033	10	7	»

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
Il renonça à la papauté.				
En 1043 * Sylvestre III, puis * Jean XX, déposés tous les deux en 1046 par un concile que l'empereur Henri III avait réuni à Sutri.				
Grégoire VI, Gratien, Romain.............	1044	2	8	»
Clément II, de la famille des seigneurs de Marcslève et de Hornebourg en Saxe.......	1046	»	9	15
Damase II, Poppon, de Bavière............	1048	»	»	23
Nommé après Benoît IX, il abdiqua de nouveau le pontificat, qu'il avait envahi à la mort de Clément II.				
S. Léon IX, Brunon, de la famille des comtes d'Egesheim en Alsace..................	1049	5	2	18
Victor II, de la famille des comtes Kew en Souabe..............................	1055	2	3	»
Étienne X (ou IX), de la famille des ducs de Lorraine............................	1057	»	9	»
* Benoît X, de la famille des Conti de Tusculum, dit le Mincio.....................	1058	»	10	18
Quelques-uns le regardent comme légitime, et il occupe un rang numérique parmi les pontifes de ce nom. Il abdiqua le 18 janvier 1059.				
Nicolas II Gérard, de Bourgogne...........	1058?	2	6	25
Alexandre II, de Baggio, Milanais..........	1061	11	6	21
* Cadalous (évêque de Parme), dit Honoré II..	1061	»	»	»
S. Grégoire VII, Hildebrand, de Soana dans le Siennois............................	1073	12	1	4
* Guibert (archevêque de Ravenne), dit Clément III..............................	1080	»	»	»
Victor III, Epifani de Bénévent (déjà Didier, abbé de Mont-Cassin)..................	1086	1	3	24
Urbain II, de la famille des seigneurs de Châtillon, de Reims......................	1088	11	4	18
Pascal II, Ranieri, de Bléda près Viterbe....				
* Albert, Théodoric et Maginulf, dit Sylvestre IV, après Guibert en 1100...............	»	»	»	»
Gélase II, Jean de Gaëte..................	1118	1	»	3
* Maurice Bourdin, dit Grégoire VIII........	1118	»	»	»
Calixte II, de la famille des comtes de Bourgogne.............................	1119	5	»	13
Honoré II, Fagnani, Bolonais..............	1124	5	»	20

	Année de l'élection,	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
Innocent II, Romain, de la famille des Papi ou Papareschi, que l'on croit être la famille Mattei	1130	13	7	15
* Pierre de Léon, sous le nom d'Anaclet II..	1130	»	»	»
* Grégoire, sous le nom de Victor IV	1138	»	»	»
Célestin II, de Città de Castello	1143	»	5	13
Luce II, Caccianemici de l'Orso, Bolonais....	1144	»	11	14
Eugène III, Paganelli, de Montemagno dans le Pisan	1145	8	4	10
Anastase IV, Romain	1153	1	4	23
Adrien IV, Breakspeare, de Langley dans le comté de Hartford	1154	4	8	29
Alexandre III, Bandinelli, de Sienne	1159	21	11	23
* Octavien, Guido de Crème, Jean de Strum et Lando Sitino, successivement, sous les noms de Victor III, Pascal III, Calixte III et Innocent III.				
Luce III, Ubaldo Allungoli, Lucquois	1181	4	2	23
Urbain III, Hubert Crivelli, Milanais	1185	1	10	25
Grégoire VIII, Albert de Morra, de Bénévent.	1187	»	1	28
Clément III, Paulin Scolari, Romain	1187	3	3	9
Célestin III, Hyacinthe Orsini, Romain	1191	6	9	10
Innocent III, Lothaire, de la famille des comtes de Segni, d'Anagni	1198	18	6	9
Honoré III, Cencio Savelli, Romain	1216	10	8	1
Grégoire IX, de la famille des Conti de Segni.	1227	14	5	»
Célestin IV, Geoffroy Castiglioni, Milanais...	1241	»	»	17
Innocent IV, Sinibald Fieschi, Génois	1243	11	5	14
Alexandre IV, Renaud de la famille des Conti de Segni	1254	6	5	14
Urbain IV, Jacques Pantaléon, de Troyes....	1261	3	1	4
Clément IV, Guy Fulcoli ou Foulques, Languedocien	1265	3	9	20
B. Grégoire X, Tibaldo Visconti, Placentin..	1271	4	4	10
Innocent V, Pierre de la Tarantaise	1276	»	5	2
Adrien V, Fiesco, Génois	1276	»	1	8
Jean XXI, Pierre-Julien, de Lisbonne	1276	»	3	5
Nicolas III, Jean Gaétan Orisini, Romain....	1277	2	8	27
Martin IV, Simon de Brion, Champenois....	1281	4	1	4
Honoré IV, Jacques Savelli, Romain	1285	1	»	2
Nicolas IV, Jérôme Musci, de Lisciano près d'Ascoli	1288	4	1	14
Célestin V, Pierre Morone, d'Isernia	1294	»	5	9

	Année de l'élection.	Durée du pontificat.		
		Ans.	Mois.	Jours.
Il abdiqua volontairement.				
Boniface VIII, Benoît Cajetani, d'Anagni....	1294	8	9	18
Benoît XI, Nicolas Boccasini, Trévisan......	1303	1	8	»
Clément V, Bertrand de Got, de Villandrant près Bordeaux........................	1305	8	10	15
Jean XXII, Jacques d'Euse, de Cahors......	1316	18	3	28
* Pierre de Corberia dans les Abruzzes, dit Nicolas V..............................	1328	»	»	»
Benoît-Jacques Fournier, de Saverdun dans le comté de Foix........................	1334	7	4	8
Clément VI, Pierre Roger, de Maumont près Limoges............................	1342	10	7	»
Innocent VI, Étienne d'Aubert, de Mont près Limoges............................	1352	9	8	26
Urbain V Guillaume de Grimoard, du Gévaudan................................	1362	8	1	23
Grégoire XI, Pierre Roger, de la famille des comtes de Belford et de Turenne, de Maumont................................	1370	7	2	20
Urbain VI, Barthélemy Prignano, Napolitain.	1378	11	6	8
* Clément VII (Robert de Genève) élu à Fondi va siéger à Avignon, et commence le grand schisme d'Occident. Ni ce pape ni ses successeurs ne sont compris dans le Catalogue des pontifes..............................	1378	»	»	»
Boniface IX, Pierino Tomacelli, Napolitain..	1389	14	11	»
* Pierre de Luna, sous le nom de Benoît XIII.	1394	»	»	»
Innocent VII, Cosimo Meliorati, de Salmona dans les Abruzzes.....................	1404	2	»	21
Grégoire XII, Ange Correr, Vénitien........	1406	»	»	»
On croit que son pontificat se termina dans la 15ᵉ session du concile de Pise; il dura 2 ans, 6 mois et 4 jours; s'il se prolongea jusqu'à la 14ᵉ session du concile de Constance, dans laquelle il abdiqua solennellement, il dura 8 ans 7 mois et 4 jours.				
Alexandre V, Pierre Philargue, de Candie....	1409	10	8	»
Jean XXIII, Balthazar Cossa, Napolitain.....	1410	5	»	13
Martin V, Othon Colonna, Romain.........	1415	13	3	9
* Clément VIII (Gilles de Muñoz) élu en Aragon par les cardinaux de Pierre de Luna, après la				

	Année de l'élection	Durée du pontificat. Ans.	Mois.	Jours.
mort de ce pape	1424	»	»	»
Eugène IV, Gabriel Condu'mer, Vénitien	1431	»	»	»
* Félix V (d'abord Amédée VIII, duc de Savoie) élu par le concile schismatique de Bâle. Il abdiqua au bout de 10 ans	1439	»	»	»
Nicolas V, Thomas Parentucelli, de Sarzana.	1447	»	»	»
Calixte III, Alphonse Borgia, de Valence en Espagne	1455	3	3	29
Pie II, OEnéas Sylvius Piccolomini, de Corsignano (Pienza)	1458	5	11	»
Paul II, Pierre Barbo, Vénitien	1464	6	11	26
Sixte IV, François de la Rovere, né dans une villa près de Savone	1471	13	»	»
Innocent VIII, Jean-Baptiste Cybo, Génois	1484	7	10	27
Alexandre VI, Rodrigue Lençol Borgia, de Valence en Espagne	1492	11	»	8
Pie III, François Todeschini Piccolomini, Siennois	1503	»	»	27
Jules II, Julien de la Rovere, d'Albissola près de Savone	1503	9	3	20
Léon X, Jean des Médicis, Florentin	1513	8	8	12
Adrien VI, Adrien Florent van Trusen, d'Utrecht	1522	1	8	6
Clément VII, Jules des Médicis, Florentin	1523	10	10	7
Paul III, Alexandre Farnèse, Romain	1534	15	»	29
Jules III, Jean-Marie Ciocchi, de Monte San-Savino	1550	5	1	16
Marcel II, Marcel Cervini, de Montepulciano.	1555	»	»	21
Paul IV, Jean-Pierre Caraffa, Napolitain	1555	4	2	27
Pie IV, Jean-Ange Médicis, Milanais	1559	5	11	15
S. Pie V, Michel Ghislieri, de Bosco près Tortone	1566	6	3	24
Grégoire XIII, Ugo Buoncompagni, Bolonais.	1572	12	10	28
Sixte V, Félix Peretti, de Montalto près Ascoli.	1585	5	4	3
Urbain VII, Jean-Baptiste Castagna, Romain.	1590	»	»	13
Grégoire XIV, Nicolas Sfondrati, Milanais	1590	»	10	10
Innocent IX, Jean-Antoine Facchinetti, Bolonais	1591	»	2	»
Clément VIII, Hippolyte Aldobrandini, de Fano.	1592	13	1	3
Léon XI, Alexandre Octavien des Médicis, Florentin	1605	»	»	27
Paul V, Camille Borghese, Romain	1605	15	7	13
Grégoire XV, Alexandre Ludovisi, Bolonais	1621	2	5	»

	Année de l'élection.	Durée du pontificat. Ans.	Mois.	Jours.
Urbain VIII, Maffeo Barberini, Florentin...	1623	21	»	»
Innocent X, Jean-Baptiste Panfili, Romain...	1644	10	3	23
Alexandre VII, Fabio Chigi, Siennois.......	1655	12	1	16
Clément IX, Jules Rospigliosi, de Pistoie....	1667	2	5	19
Clément X, Émilien Altieri, Romain........	1670	6	2	24
Innocent XI, Benoît Odescalchi, Comasque..	1676	12	10	23
Alexandre VIII, Pierre Ottoboni, Vénitien...	1689	1	4	»
Innocent XII, Antoine Pignatelli, Napolitain.	1691	9	2	16
Clément XI, Jean-François Albano, de Pesaro.	1700	20	3	25
Innocent XIII, Michel-Ange Conti, Romain..	1721	2	10	»
Benoît XIII, Pierre François Orsini, Romain.	1724	5	8	23
Clément XII, Laurent Corsini, Florentin....	1730	9	6	25
Benoît XIV, Prosper Lambertini, Bolonais...	1740	17	8	6
Clément XIII, Charles Rezzonico, Vénitien...	1758	10	6	28
Clément XIV, Jean-Vincent-Antoine Ganganelli (d'abord frère Laurent), de Saint-Archange près Rimini....................	1769	5	4	3
Pie VI, Jean-Ange Braschi, de Césène.......	1775	24	6	14
Pie VII, Barnabé Chiaramonti, de Césène....	1800	23	5	6
Léon XII, Annibal de la Genga, de Spolato..	1823	5	4	13
Pie VIII François Xavier Castiglioni, de Cingoli.	1829	1	8	»
Grégoire XVI, Mauro Capellari, de Bellune..	1831	15	4	»
Pie IX, Jean-Marie de la famille des comtes Mastaï-Ferretti, de Sinigaglia............	1846			

§ 6. Empereurs et rois d'Italie.

Charlemagne, roi des Longbards...........	774	
couronné empereur, 800 ou 799.........	25 dbre	914
Pépin, roi d'Italie......................	781	810
Bernard, roi d'Italie....................	810	818
Louis *le Débonnaire*, associé à l'empire 813, roi..................................	818	840
Lothaire associé à l'empire dès 817........	820	855
Louis II id. id. dès 849........	855	875
Charles *le Chauve*, empereur et roi........	875	877
Carloman, roi d'Italie....................	877	879
Empire vacant......................	877	881
Charles *le Gros*, roi 879, empereur........	881	887
Gui de Spolète, roi 889, empereur.........	891	894
Bérenger Ier, roi 898, empereur...........	915	924
Lambert, empereur et roi.................	894	898
Arnolf, empereur et roi..................	896	899

Louis III, roi 899, empereur	901	903 ou 905
Rodolphe de Bourgogne, roi	922	926
Hugues, roi	926	947
Lothaire, associé dès 931, roi	947	950
Béranger II et Adalbert, roi	950	961
Othon Ier, roi 961, empereur	962	973
Othon II, empereur 973, roi de Germanie	962	983
Othon III, empereur 996	983	1002
Henri II, empereur 1014	1002	1024
Conrad II, *le Salique,* empereur 1027, roi de Bourgogne 1032	1024	10 9
Henri III, empereur 1046	1039	1056
Henri IV, empereur 1053	1056	1106
Henri V, empereur 1111	1106	1125
Lothaire II, empereur 1133	1125	1137
Conrad III, de Hohenstaufen	1138	1152
Frédéric Ier Barberousse, empereur 1155	1152	1190
Henri VI, empereur 1191	1190	1197
Philippe de Souabe	1190	1208
Othon IV, empereur 1209	1198	1218
Frédéric II, empereur 1220	1212	1250
Conrad IV	1250	1254
Grand interrègne	1254	1256
Guillaume de Hollande	1247	1256
Richard de Cornouailles	1257 m. 1272	
Alphonse de Castille	1257	1273
Rodolphe Ier de Habsbourg	1273	1291
Adolphe de Nassau	1292	1298
Albert Ier d'Autriche	1298	1308
Henri VII de Luxembourg, empereur 1312	1308	1313
Louis V *le Bavarois,* empereur 1328	1314	1347
Frédéric III le Beau	1314 abd.	1325
Charles IV de Bohême, empereur 1355	1347	1378
Wenceslas	1378 dép.	1400 m. 1419
Robert	1400	1410
Josse	1410	1411
Sigismond empereur, 1433	1410	1437
Albert II d'Autriche, comme les suivants	1438	1439
Frédéric III empereur, 1452	1439	1493
Maximilien Ier	1493	1519
Charles-Quint	1519 abd.	1456 m. 1558
Ferdinand Ier	1556	1564
Maximilien II	1564	1576
Rodolphe II	1576	1612
Mathias	1612	1619

Ferdinand II	1619	1637
Ferdinand III	1637	1657
Interrègne de 15 mois.		
Léopold Ier	1658	1705
Joseph Ier	1705	1711
Charles VI	1711	1740
Interrègne de 6 mois.		
Charles VII de Hanovre	1742	1745
Marie-Thérèse et François Ier de Lorraine	1745	1765
Joseph II	1765	1790
Léopold II	1790	1792
François II qui renonce en 1806 au titre d'empereur romain, et l'empire cesse alors.	1792	1835

§ 7. — Rois ostrogoths.

Théoderic	493	526
Athalaric	526	534
Théodat	534	536
Vitigès	536 dép.	540 m. 543?
Eldibald ou Théodebald	540	541
Éraric	541	
Totila (*Baduilla*)	541	552
Téias	552	553

Les Grecs, conduits par Narsès, restent maîtres de l'Italie en 554.

§ 8. — Exarques de Ravenne.

Narsès, duc d'Italie	554	568
Longin, premier exarque	568	584
Smaragde	584	590
Romain	590	597
Callinique	597	602
Smaragde (*de nouveau*)	602	611
Lemigius	611	616
Éleuthère	616	619
Isaac	619	638
Platon	638	648
Théodore Ier Calliopas	648	649
Olympius	649	652
Théodore Calliopas (*de nouveau*)	652	666
Grégoire	666	678
Théodore II	678	687
Jean Platyn	687	702

Théophylacte	702	710
Jean Rhizocope	710	711
Eutychius	711	713
Scholastique	713	727
Paul	727	728
Eutychius (*de nouveau*)	728	752

Le Longbard Astolphe met fin à l'exarchat en 752.

§ 9. — Rois longbards.

Alboin, vainqueur des Gépides, appelé par Narsès en Italie	568	573
Cléfis	573	575
Gouvernement des 30 ducs	575	584
Autharis	584	590
Agilulf	591	615
Adaloald	615 dép.	625 m. 626
Ariovald	625?	636
Rotharis	636	652
Rodoald	652	653
Aribert Ier	653	661
Gondibert et Pertharite	661	662
Grimoald	662	671
Garibald	671	
Pertharite (*remis sur le trône*)	671	686
Cunibert *le Pieux*, associé en 678	686	700
Luitpert ou Liutpert	700	701
Ragimpert	701	
Aribert II	701	712
Ansprand	712	
Luitprand	712	744
Hildebrand, associé en	736	744
Rachis	744 abd.	749
Astolphe	749	756
Didier	756	
Adelchis ou Adelgise, associé en	759 m.	788

Charlemagne s'empare du royaume des Longbards en 774.

§ 10. — Ducs du Frioul.

Grasolf Ier	568	590
Gisulf	590	611
Grasolf II	611	621
Tason et Cacon	621	635
Grasolf II (*de nouveau*)	635	651

Quelques chronologues mettent :

Gisulf	568		615	
Tason et Cacon ses fils	615		635	
Grasolf, frère de Gisulf	635		651	
Agon	651		663	
Lupus	663		666	
Warnefride		664		
Vectharis	666		678	
Laudharis		678		
Rodoald, Ansfride, Adon		694		
Ferdolf, *Ligurien*	694		706	
Corvolus		706		
Pemmon, *Bellunois*	706		737	
Ses fils Rachis et Astolphe, rois des Longbards	737		749	
Anselme, leur frère	749	abd.	751	m. 803
Pierre	751		775	
Rodgaud	775		776	
Marcaire (Marquard)	776			
Hunric (Hurok) Ier			799	
Cadaloac	799		819	
Rodric ou Baldéric	819		846	
Éverard	846		868	
Hunric II, son fils	868		874	
Bérenger (roi d'Italie, 888)	874		878	m. 924
Gualfred	878		895	
Grimoald	895		922	
Henri III, frère d'Othon le Grand	922		952	

Il n'y a plus de ducs du Frioul.

§ 11. — Ducs de Spolète.

Faroald Ier	570	601
Ariulf	601	602
Théodolape	602	650
Athon	650	665
Thrasimund Ier	665	703
Faroald II	703	724
Thrasimund II	724	740
Hilderic	740	741
Ansprand	741	746
Lupus ou Lupon	746	757
Alboin	757	758

Gisulf	759	763
Théoderic	763	773
Hildebrand	773	789
Vinigise	789	822
Suppon I[er]	822	824
Adalard Mauring Bérenger	824	838
Gui I[er]	838	866
Lambert I[er]	866	871
Suppon II	871	879
Gui II	879	880
Gui III (*roi d'Italie*, 889)	880	891 m. 894
Lambert II	891	898
Gui IV	898	
Agiltrude *Anonyme* Albéric	898	926
Théodebald I[er]	926	935
Anscaire	935	940
Sarilon	940	943
Humbert	943	946
Boniface I[er] et Théodebald II	946	959
Thrasimund III	959	967
Pandolfe, *Tête de fer*	967	981
Thrasimund IV	982	989
Hugues I[er] *le Grand*	989	1001
Boniface II	1001	1012
Jean Hugues II	1012	1030

Les ducs de Spolète deviennent des gouverneurs, que les empereurs et les rois d'Italie changent à leur gré.

§ 12. — Ducs, puis princes de Bénévent.

Zothon	571 ou 589	591
Arigise ou Aréchis I[er]	591	641
Ayon I[er]	641	642
Rodoald	642	647
Grimoald I[er] (*roi des Longbards*, 662)	647	667 m. 671
Romoald I[er]	667	683
Grimoald II	683	686
Gisulf I[er]	686	703
Romoald II	703	729
Gisulf II	729	731

Andhéla	731	733
Grégoire	733	740
Godescalk	740	741
Gisulf II (*rétabli*)	741	747
Luitprand	747	758
Arigise II, *prince en* 774	758	787
Grimoald III (ou Ier)	787	806
Grimoald IV (ou II)	806	827
Sicon	827	833
Sicard	833	840
Radelgise Ier	840	851
Radelgaire	851	853
Adelgise	853	878
Gaïdérise	878	881
Radelgise II	881	884
Ayon II	884	890
Orso	890	894
Gui IV (*duc de Spolète*)	894	896
Radelgise II (*rétabli*)	896	900
Aténolfe Ier	900	910
Landolfe Ier et Aténolfe II	910	943
Landolfe II et Landolfe III	943	961
Pandolfe Ier	961	981
Landolfe IV	981	982
Pandolfe II	982	1012
Landolfe V	1012	1033
Pandolfe III	1033	1053
Landolfe VI	1038	1053
Rodolphe	1053	1054
Pandolfe III et Landolfe VI (*de nouveau*)... Pandolfe abdique, et Landolfe lui substitue son fils.	1054	1077
Pandolfe IV	1059	1074

Fin des princes Longbards de Bénévent.

§ 13. — Comtes et ducs de la Pouille et de la Calabre.

Guillaume Ier, *comte*	1043	1046
Drogon	1046	1051
Humfred	1051	1059
Robert Guiscard, *duc*	1059	1085
Roger	1085	1111
Guillaume II	1111	1127

§ 14. — Comtes et rois des Deux-Siciles.

Roger Ier, comte de Sicile........	1061 ou 1074	1101
Roger II..............................	1101	
s'empare de la Pouille..................	1127	
roi de la Pouille et de la Sicile sous le nom de Roger Ier..........................	1130	1154
Guillaume Ier *le Mauvais*................	1154	1166
Guillaume II *le Bon*......................	1166	1189
Tancrède, comte de Lecce...............	1189	1194
Guillaume III...........................	1194	1195
Henri VI (ou Ier) de Hohenstaufen......... mari de Constance, morte en 1198.	1194	1197
Frédéric Ier, II comme empereur..........	1197	1250
Conrad..................................	1250	1254
Conradin................................	1254	1258
Manfred.................................	1258	1266
Charles Ier d'Anjou...................... perd la Sicile en 1282.	1266	1285

Rois de Sicile.			*Rois de Naples.*		
Pierre d'Aragon....	1282	1285	Charles II *le Boiteux*	1285	1309
Jacques...........	1285	1295			
Frédéric Ier (ou II) *roi de Trinacrie*..	1296	1337	Robert (II) *le Sage*..	1309	1343
Pierre II..........	1337	1342	Jeanne Ire.........	1343	1381
Ludovic...........	1342	1355	*Louis* de Tarente...	1352	1362
Frédéric II (ou III) *le Simple*..........	1355	1377	Charles III (1)......	1381	1386
Marie.............	1377	1402	Ladislas...........	1386	1414
Martin Ier.........	1392	1409	Jeanne II.........	1414	1435
Martin II..........	1409	1410	*René* d'Anjou......	1435	1442
Ferdinand Ier de Castille.............	1412	1416			
Alphonse Ier d'Ara-					

(1) *Seconde maison d'Anjou.*

Louis Ier, adopté par Jeanne Ire..............................	1380	1384
Louis II..	1386	1417
Louis III..	1417	1434
René...	1434	1442
Charles de Maine, dépouillé par Louis XI, roi de France.		

gon............	1416	1458			
obtient aussi le royaume de Naples...............				1442	1458
Jean Ier...........	1458	1479	Ferdinand Ier......	1458	1494
			Alphonse II........	1494	1495
Ferdinand II *le Catholique*.........	1479	1516	Ferdinand II.......	1495	1496
acquiert aussi le royaume de Naples, sous le nom de			Frédéric II.........	1496	1501
			Ferdinand III......	1504	1516
Charles V comme empereur, IV de Naples, II de Sicile, Ier d'Espagne...........................				1516	1554
Philippe Ier, II d'Espagne..............................				1554	1598
Philippe II, III d'Espagne............................				1598	1621
Philippe III, IV d'Espagne...........................				1621	1665
Charles V de Naples, III de Sicile, II d'Espagne.........				1665	1700
Philippe IV, V d'Espagne............................				1700	1707

Rois de Naples.		*Rois de Sicile.*	
Charles d'Autriche, IV de Naples et comme empereur.	1707	Victor-Amédée de Savoie.............	1713
Il obtient aussi la Sicile.........................			1720 ou 1721

Rois des Deux-Siciles de la maison de Bourbon.

Charles de Bourbon, fils de Philippe V, III d'Espagne, VII de Naples................	1735		1759
Ferdinand IV de Naples, III de Sicile.......	1759	dép.	1798
rétabli..............................	1802	dép.	1805
Joseph Bonaparte, roi de Naples et de Sicile, 30 mars..............................	1806		
Joachim Murat, 15 juillet................	1808	fus.	1815
Ferdinand est rétabli sous le titre de Ferdinand Ier, roi des Deux-Siciles...........	1815		1825
François Ier............................	1825		1830
Ferdinand II...........................	1830		1859
François II (20 mars)....................	1859	exp.	1861

§ 15. — Ducs de Parme et de Plaisance.

Ces pays firent partie du duché de Milan jusqu'au moment où le pape Paul III les donna à son fils naturel, Pierre Louis Farnèse,

premier duc	1545	1547
Octave	1547	1585
Alexandre	1585	1592
Ranuccio Ier	1592	1622
Odoard	1622	1646
Ranuccio II	1646	1694
François	1694	1727
Antoine	1727	1731
La famille Farnèse s'étant éteinte avec les trois frères précédents, Élisabeth, fille d'Odoard et femme de Philippe V d'Espagne, sut faire obtenir ces possessions à son fils Carlos de Bourbon	1731	1748
Don Philippe	1748	1765
Ferdinand	1765	1802
Louis Ier	1802	1803
Il cède Parme et Plaisance à la France, et obtient la Toscane sous le titre de *roi d'Étrurie*.		
Charles-Louis II	1803 dép.	1807
Marie-Louise d'Autriche, impératrice des Français, *duchesse de Parme*	1815	1847
Charles-Louis (déjà nommé)	1847 abd.	1849
Charles III	1849	1854
Robert (*Louise de Bourbon régente*) 27 mars.	1854 exp.	1859

§ 16. — Marquis, ducs et grands ducs de Toscane.

Boniface Ier (ou II), marquis de Toscane	828	845
Adalbert Ier *le Riche*	845	890
Adalbert II	890	917
Gui	917	929
Lambert	929	931
Boson	931	936
Humbert	936	961
Hugues *le Grand*	961	1001
Adalbert III	1001	1014
Reynier	1014	1027
Boniface II (ou III)	1027	1052
Frédéric	1052	1055
Béatrix	1055	1076
Mathilde	1076	1115

En mourant elle fait donation au saint-siége, mais l'empereur Henri V occupe ses domaines, et place la Toscane sous des pré-

sidents et des marquis amovibles, qui durent	1116	1133
Henri l'*Orgueilleux*, investi du duché de Toscane par l'empereur Lothaire II.........	1133	
Ingelbert, nommé vicaire du duc Henri par le concile de Pise, puis chassé par les Lucquois..............................	1134 ou	1135
Rétabli par Lothaire II.................	1137	
Uldéric, nommé marquis de Toscane par l'empereur Conrad III................	1139	1153
Welfest, frère du duc Henri, nommé marquis par l'empereur Frédéric Barberousse......	1153	1195
Philippe, le cinquième fils de Barberousse, nommé marquis par l'empereur Henri VI.	1195	
Les factions des Guelfes et des Gibelins commencent............................	1198	
La Toscane se gouverne démocratiquement jusqu'en..............................	1530	
Charles V l'ayant alors subjuguée, lui donna pour *duc* Alexandre des Médicis.........	1531	1537
Cosme I[er] des Médicis....................	1537	
Il a le titre de *grand-duc* de Toscane.....	1569	1574
François-Marie de Médicis................	1574	1587
Ferdinand I[er]............................	1587	1609
Cosme II................................	1609	1621
Ferdinand II............................	1621	1670
Cosme III..............................	1723	1737
Après l'extinction de la ligne des Médicis vint François-Étienne de Lorraine...........	1737	1765
L'empereur François I[er], par un décret du 14 juillet 1765, établit que le grand-duché appartiendrait aux fils cadets de la maison d'Autriche ; son fils cadet Léopold succéda donc à François......................	1765	
Puis, comme il fut nommé empereur d'Allemagne en 1790, il eut pour successeur son second fils Ferdinand III............	1790	
A la paix de Lunéville 1801, le grand-duché fut donné à l'infant Louis de Parme.		
Élisa Bonaparte est nommée grande-duchesse de Toscane..........................	1807	
Ferdinand III revient!....................	1814	1824
Léopold II.............................	1824	

Qui, par abdication de Charles Louis, duc de Lucques, 1847, acquiert encore ce duché.

§ 17. — Ducs de Ferrare, de Modène et Reggio.

La maison lombarde des princes d'Este se divise en deux branches en 1097 : l'une, avec Guelfo, s'établit en Germanie, où elle domina sur le Brunswik-Lunébourg, puis monta sur le trône anglais ; l'autre, avec Folco, resta en Italie. Borso, descendant de celle-ci, fut nommé duc de Modène et de Reggio par l'empereur Frédéric II........	1453	1471	
Hercule Ier...........................	1471	1505	
Alphonse Ier...........................	1505	1534	
Hercule II.............................	1534	1559	
Alphonse II............................	1559	1597	
César d'Este...........................	1597	1628	
qui, en 1598, perd le duché de Ferrare. Modène, comme fief impérial, est donnée à Alphonse III, fils de César..............	1628 abd.	1629	m. 1644
François Ier...........................	1629	1658	
Alphonse IV............................	1658	1662	
François II............................	1662	1694	
Renaud.................................	1694	1734	
François III...........................	1734	1780	
Hercule III Renaud.....................	1780 dép.	1797	m. 1803
Marie Béatrix, sa fille unique, épouse en 1771			
Ferdinand-Charles, *archiduc d'Autriche*....	1803	1806	
François IV............................	1806		
entre en possession....................	1814		
succède à sa mère, Marie-Béatrix, dans le duché de Massa et la principauté de Carrare, et devient la souche d'une nouvelle maison d'Este.........................	1829	1846	
François V, 2 janvier..................	1846 exp.	1859	

§ 48. — Doges de Venise.

Paoluccio Anafesto, premier doge............	697	
Marcel Tegagliano...........................	717	
Orso Participazio...........................	726	
Maîtres de la milice......................	737	742
Deodato Orso, doge..........................	742	
Galla.......................................	755	
Dominique Monegario.........................	756	

Maurice Galbajo	764
Jean Galbajo	787
Obelerio	804
Ange Participazio	810
Giustiniani Participazio	827
Jean Participazio I[er]	829
Pierre Tradonico ou Gradenigo	837
Jean (*fils et collègue*)	
Orso Participazio II	881
Pierre, puis Orso (*frères et collègues*)	
Pierre Candiano I[er]	887
Jean Participazio II	
Dominique Tribuno (*selon quelques-uns*)	
Pierre Badoero Tribuno	888
Orso Participazio II (ou III)	912
Pierre Candiano II	932
Pierre Participazio ou Badoero	939
Pierre Candiano III	942 (1)
Pierre Candiano IV	959
Pierre Orseolo I[er]	976
Vitale Candiano	978
Tribuno Memmi	979
Pierre Orseolo II	991
Othon Orseolo	1009
Pierre Centranigo	1026?
Orso Orseolo (*patriarche*)	
Dominique Flabanico	1032
Dominique Contarini	1043
Dominique Silvio	1071
Vitale Faliero	1084
Vitale Michiel I[er]	1096
Ordelafo Faliero	1102
Pierre Polano	1130
Dominique Morosini	1148
Vitale Michiel II	1156
Sébastien Ziani	1172
Orso Malipiero	1179
Henri Dandolo	1192
Pierre Ziani	1205
Jacques Tiepolo	1229
Marino Morosini	1249
Renier Zeno	1252

(1) Jusque-là la série commune des doges est différente de celle qu'ont donnée la *Chronique Altinate* et Martin de Canale.

Laurent Tiepolo.......................... 1268
Jacques Contarini........................ 1275
Jean Dandolo............................. 1279?
Pierre Gradenigo......................... 1289
Marino Giorgi............................ 1311
Jean Soranzo............................. 1312
François Dandolo......................... 1328
Barthélemy Gradenigo..................... 1339
André Dandolo............................ 1343?
Marino Faliero........................... 1354
Jean Gradenigo........................... 1355
Jean Delfino............................. 1356
Laurent Celsi............................ 1361
Marc Cornaro............................. 1365
André Contarini.......................... 1367
Michel Morosini.......................... 1382
Antoine Vernier.......................... 1382
Michel Steno............................. 1400
Thomas Mocenigo.......................... 1414
François Foscari......................... 1423
Pascal Malipiero......................... 1457
Christophe Moro.......................... 1462
Nicolas Tron............................. 1471
Nicolas Marcel........................... 1473
Pierre Mocenigo.......................... 1474
André Vendramin.......................... 1476
Jean Mocenigo............................ 1478
Marc Barbarigo........................... 1485
Augustin Barbarigo....................... 1486
Léonard Loredano......................... 1501
Antoine Grimani.......................... 1521
André Gritti............................. 1523
Pierre Lando............................. 1539
François Donato.......................... 1545
Marc-Antoine Trevisan.................... 1553
François Venier.......................... 1554
Laurent Priuli........................... 1556
Jérôme Priuli............................ 1559
Pierre Loredano.......................... 1567
Louis Mocenigo........................... 1570
Sébastien Venier......................... 1577
Nicolas de Ponte......................... 1578
Pascal Cicogna........................... 1585
Marino Grimani........................... 1595
Léonard Donato........................... 1606

Marc-Antoine Memmi		1612
Jean Bembo		1615
Nicolas Donato		1618
Antoine Priuli		1618
François Contarini		1623
Jean Cornaro		1624
Nicolas Contarini		1630
François Erizzo		1631
François Molin		1646
Charles Contarini		1655
François Cornaro		1656
Bernuccio Valier		1656
Jean Pesaro		1658
Dominique Contarini		1659
Nicolas Sagredo		1675
Louis Contarini		1676
Marc-Antoine Giustiniani		1684
François Morosini		1688
Sylvestre Valier		1694
Louis Mocenigo		1700
Jean Cornaro		1709
Sébastien Mocenigo		1722
Charles Ruzzini		1732
Louis Pisani		1735
Pierre Grimani		1741
François Loredano		1752
Marc Foscarini		1762
Alvisio Mocenigo		1763
Paul Renier		1779
Louis Manin, dernier doge	1789	1797

§ 19. — Gênes.

Cette république est successivement gouvernée par des consuls, des podestats et des capitaines du peuple; elle commence à avoir des doges avec Simon Boccanegra 1339

Jean de Murta	1344
Jean de Valenti	1350
Gênes se donne au seigneur de Milan	1352
et rétablit le dogat avec Simon Boccanegra	1356
Gabriel Adorno	1363
Dominique Fregoso	1370
Antoniotto Adorno, déposé	1378
Nicolas Guarco	1378
Léonard Montaldo	1383

Antoniotto Adorno........................ 1384
Jacques Fregoso.......................... 1390
Antoniotto Adorno........................ 1391
Antoine Montaldo......................... 1392
Clément Promontorio...................... 1393
François Giustiniani..................... 1393
Nicolas Zoagli, Antoine Guarco et Antoniotto
Adorno................................... 1394
Gênes se donne à la France............... 1396
puis au marquis de Montferrat............ 1409
George Adorno, doge...................... 1413
Barnabé Giano............................ 1415
Thomas Campofregoso...................... 1415
Gênes se rend au duc de Milan............ 1421
et quinze ans après elle nomme doge
Isnard Guarco............................ 1436
Thomas Campofregoso...................... 1436
Baptiste Fregoso......................... 1437
Thomas Campofregoso...................... 1437
Raphaël Adorno........................... 1443
Barnabé Adorno et Jean Fregoso........... 1447
Louis Fregoso............................ 1448
Pierre Fregoso........................... 1450
Gênes se donne à la France............... 1458
Prosper Adorno, doge..................... 1461
Spinetta Fregoso et Louis Fregoso........ 1461
Paul Fregoso, archevêque................. 1463
Gênes soumise au duc de Milan............ 1464
Prosper Adorno........................... 1478
Baptiste Fregoso......................... 1478
Paul Fregose, archevêque................. 1483
Gênes soumise au duc de Milan............ 1487
puis à la France......................... 1499
Paul de Novi, doge du peuple............. 1507
Jean Fregoso............................. 1512
Octavien Fregoso......................... 1513
lequel, de 1515 à 1522, est gouverneur royal.
Antoniotto Adorno........................ 1522
Après avoir expulsé les Français, Gênes adopte
les doges biennaux.
Oberto de Lazzaro Cattaneo............... 1528
Baptiste Spinola......................... 1531
Jean-Baptiste Lomellino.................. 1533
Christophe Grimaldo-Rosso................ 1535
Jean-Baptiste Doria...................... 1537

Jean-André Giustiniani	1539
Léonard Cattaneo	1541
André Centurione-Pietrasanta	1543
Jean-Baptiste Fornari	1545
Benoît Gentile	1547
Gaspard Bracelli-Grimaldo	1549
Luc Spinola	1551
Jacques Promontorio	1553
Augustin Pinelli	1555
Pierre-Jean Cybo-Chiavari	1557
Jérôme Vivaldi	1559
Paul-Baptiste Calvi-Giudice	1561
Baptiste Cicala-Zoagli	1561
Jean-Baptiste Lercaro	1563
Octave Gentile Oderico	1565
Simon Spinola	1567
Paul Moneglia-Giustiniani	1569
Gianotto Lomellino	1571
Jacques Durazzo-Grimaldo	1573
Prosper Fattinanti-Centurione	1575
Jean-Baptiste Gentile	1577
Nicolas Doria	1579
Jérôme de Franchi	1581
Jérôme Chiavari	1583
Ambroise de Negro	1585
David Vaccaro	1587
Baptiste Negrone	1589
Jean-Augustin Giustiniani	1591
Antoine Grimaldo-Cebà	1593
Matthieu Senarega	1595
Lazzaro Grimaldo-Cebà, mort doge	1597
Laurent Sauli	1599
Augustin Doria	1601
Pierre de Franchi, d'abord Sacco	1603
Luc Grimaldo	1605
Sylvestre Invrea, mort doge	1607
Jérôme Assereto	1607
Augustin Pinelli	1609
Alexandre Giustiniani	1611
Thomas Spinola	1613
Bernard Clavarezza	1615
Jean-Jacques Imperiali	1617
Pierre Durazzo	1619
Ambroise Doria, mort doge	1621
George Centurione, qui refusa la dignité	1623

Frédéric de Franchi........................ 1623
Jacques Lomellino........................ 1625
Jean-Luc Chiavari........................ 1627
André Spinola........................ 1629
Léonard Torre........................ 1631
Jean-Étienne Doria........................ 1633
Jean-François Brignole........................ 1635
Augustin Pallavicino........................ 1637
Jean-Baptiste Durazzo........................ 1639
Jean-Augustin de Marini, mort doge.......... 1641
Jean-Baptiste Lercaro........................ 1642
Luc Giustiniani........................ 1644
Jean Baptiste Lomellini........................ 1646
Jacques de Franchi........................ 1648
Augustin Centurione........................ 1650
Jérôme de Franchi........................ 1652
Alexandre Spinola........................ 1654
Jules Sauli........................ 1656
Jean-Baptiste Centurione........................ 1658
Jean-Bernard Frugone, mort doge............ 1660
Antoniotto Invrea........................ 1661
Étienne Mari........................ 1663
César Durazzo........................ 1665
César Gentile........................ 1667
François Garbarino........................ 1669
Alexandre Grimaldo........................ 1671
Augustin Saluzzo........................ 1673
Antoine de Passano........................ 1675
Giovannettino Odone........................ 1677
Augustin Spinola........................ 1679
Luc-Marie Invrea........................ 1681
François Imperiali-Lercari........................ 1683
Pierre Durazzo........................ 1685
Luc Spinola........................ 1687
Oberto Torre........................ 1689
Jean-Baptiste Cattaneo........................ 1691
François Invrea........................ 1693
Bendinelli Negrone........................ 1695
François-Marie Sauli, mort doge............ 1697
Jérôme Mari........................ 1699
Frédéric de Franchi........................ 1701
Antoine Grimaldo........................ 1703
Étienne-Honoré Ferretto........................ 1705
Dominique-Marie Mari........................ 1707
Vincent Durazzo........................ 1709

François-Marie Imperiali	1711
Jean-Antoine Giustiniani	1713
Laurent Centurione	1715
Benoît Viale	1717
Ambroise Imperiali	1719
César de Franchi	1721
Dominique Negrone	1723
Jérôme Veneroso	1726
Luc Grimaldo	1728
François-Marie Baldi	1730
Dominique-Marie Spinola	1732
Étienne Durazzo	1734
Nicolas Cattaneo	1736
Constantin Balbi	1738
Nicolas Spinola	1740
Dominique Canavero	1742
Laurent Mari	1744
Jean-François Brignole	1746
César Cattaneo	1748
Augustin Viale	1750
Etienne Lomellino, qui abdiqua	1752
Jean-Baptiste Grimaldo	1752
Jean-Joachim Veneroso	1754
Jacques Grimaldo	1756
Matthieu Franzoni	1758
Augustin Lomellino	1760
Rodolphe Brignole-Sale	1762
François-Marie Rovere	1765
Marcel Durazzo	1767
Jean-Baptiste Negrone, mort doge	1769
Jean-Baptiste Cambiaso, mort doge	1771
Ferdinand Spinola, qui abdiqua	1773
Pierre-François Grimaldo	1773
Brixio Giustiniani	1775
Joseph Lomellini	1777
Jacques-Marie Brignole	1779
Marc-Antoine Gentile	1781
Jean-Baptiste Aïrolo	1783
Jean-Charles Pallavicini	1785
Raphaël Deferrari	1787
Alerame Pallavicini	1789
Michel-Ange Cambiaso	1792
Joseph-Marie Doria	1793
Jacques-Marie Brignole	1793
Jacques-Marie Brignole, nommé par le général	

Bonaparte à Montebello	1797
François Cattaneo, pour quarante-cinq jours	1802
Jérôme Durazzo, 30 juillet	1802
Jérôme Serra, président du gouvernement	1814
Gênes est réunie au royaume de Sardaigne	1815

§ 20. — Seigneurs et ducs de Milan.

Della Torre Martin	1257	1263	
Philippe	1263	1265	
Napoléon	1265	1277	m. 1283
Visconti Othon	1275	1295	
Matthieu Ier	1295 abd.	1322	m 1323
Guido	1302	1311	
Galéas Ier	1322	1328	
Azzone	1328	1339	
Luchino	1339	1349	
Jean	1349?	1354	
Matthieu II	1354	1355	
Galéas II	1354	1378	
Barnabé	1354	1385	
Jean Galéas succède à Galéas II	1378		
puis à Barnabé, et reçoit le titre de *duc*	1395	1402	
Jean Marie	1402	1412	
Philippe Marie	1412	1447	
Sforza François, duc en 1450	1447	1466	
Galéas Marie	1466	1476	
Jean Galéas	1476	1494	
Ludovic Marie *le More*	1494 dép.	1500	m. 1510
Louis XII, *roi de France*	1500	1512	
Maximilien Sforza	1512 dép.	1515	m. 1530
François Ier, *roi de France*	1515	1521	
François II (ou François Marie) Sforza, dernier duc 1521 et	1525	1535	

§ 21. — Mantoue et Montferrat.

Gonzague-Louis, *seigneur de Mantoue*	1328	1360
Guido	1360	1369
Louis II	1369	1382
François	1382	1407
Jean-François, *marquis* en 1433	1407	1444
Louis III	1444	1478
Frédéric Ier	1478	1484
Jean-François II	1484	1519

Frédéric II, *duc* en 1530	1519	1540	
François III	1540	1550	
Guillaume, *duc de Montferrat* en 1573	1550	1587	
Vincent Ier	1587	1612	
François IV	1612		
Ferdinand, *cardinal*	1612	1626	
Vincent II, *cardinal*	1626	1627	
Charles de Nevers	1627	1637	
Charles II (ou III)	1637	1665	
Charles III (ou IV)	1665 dép.	1703	m. 1708

§ 22. — Savoie.

Chronologie incertaine; la plus probable paraît celle-ci :

Humbert *Blanches-Mains*	1003		
Amédée Ier	1056?		
Odon	1045	1060	
Pierre Ier et Amédée II	1060	1078	et 1080
Humbert II *le Renforcé*, comte de Savoie	1080	1103	
Amédée III	1103	1148	
Humbert III *le Saint*	1148	1188	
Thomas	1188	1233	
Amédée IV	1233	1253	
Boniface	1253	1263	
Pierre II	1263	1268	
Philippe Ier	1268	1285	
Amédée V	1285	1323	
Édouard	1323	1329	
Aïmond	1329	1343	
Amédée VI (*le comte Vert*)	1343	1383	
Amédée VII (*le comte Rouge*)	1383	1391	
Amédée VIII, *duc* en 1416	1392 abd.	1440	m. 1451
Ludovic	1440	1465	
Amédée IX *le saint*	1465	1472	
Philibert Ier	1472	1482	
Charles Ier	1482	1489	
Charles II	1490	1496	
Philippe II	1496	1497	
Philibert II	1497	1504	
Charles III	1504	1553	
Emmanuel-Philibert	1553	1580	
Charles-Emmanuel *le Grand*	1580	1630	
Victor-Amédée Ier	1630	1637	
François Hyacinthe	1637	1638	

Charles Emmanuel II	1638		1675
Victor Amédée II	1675		
qui, par le traité d'Utrecht, 1713, obtient la Sicile, laquelle il échange en 1720 contre la Sardaigne, dont il a le titre de *roi*		abd. 1730	m. 1732
Charles-Emmanuel	1730		1773
Victor-Amédée III	1773		1796
Charles-Emmanuel IV	1796	abd. 1802	m. 1819
Le Piémont est réuni à la France.			
Victor-Emmanuel I[er]	1814	abd. 1821	m. 1824
Charles-Félix, le dernier de la maison de Savoie	1821		1831
Charles-Albert *le Magnanime*, le premier de la maison de Savoie-Carignan	1831	abd. et m.	1840
Victor-Emmanuel II, 23 mars	1849		
proclamé roi d'Italie, mars 1861.			

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE DOUZIÈME VOLUME.

LIVRE DIX-SEPTIÈME (suite).

LIVRE DIX-HUITIÈME.

FIN DE LA TABLE DU TOME DOUZIÈME.